

Bulletin de l'Académie delphinale

Académie delphinale. Auteur du texte. Bulletin de l'Académie delphinale. 1942.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

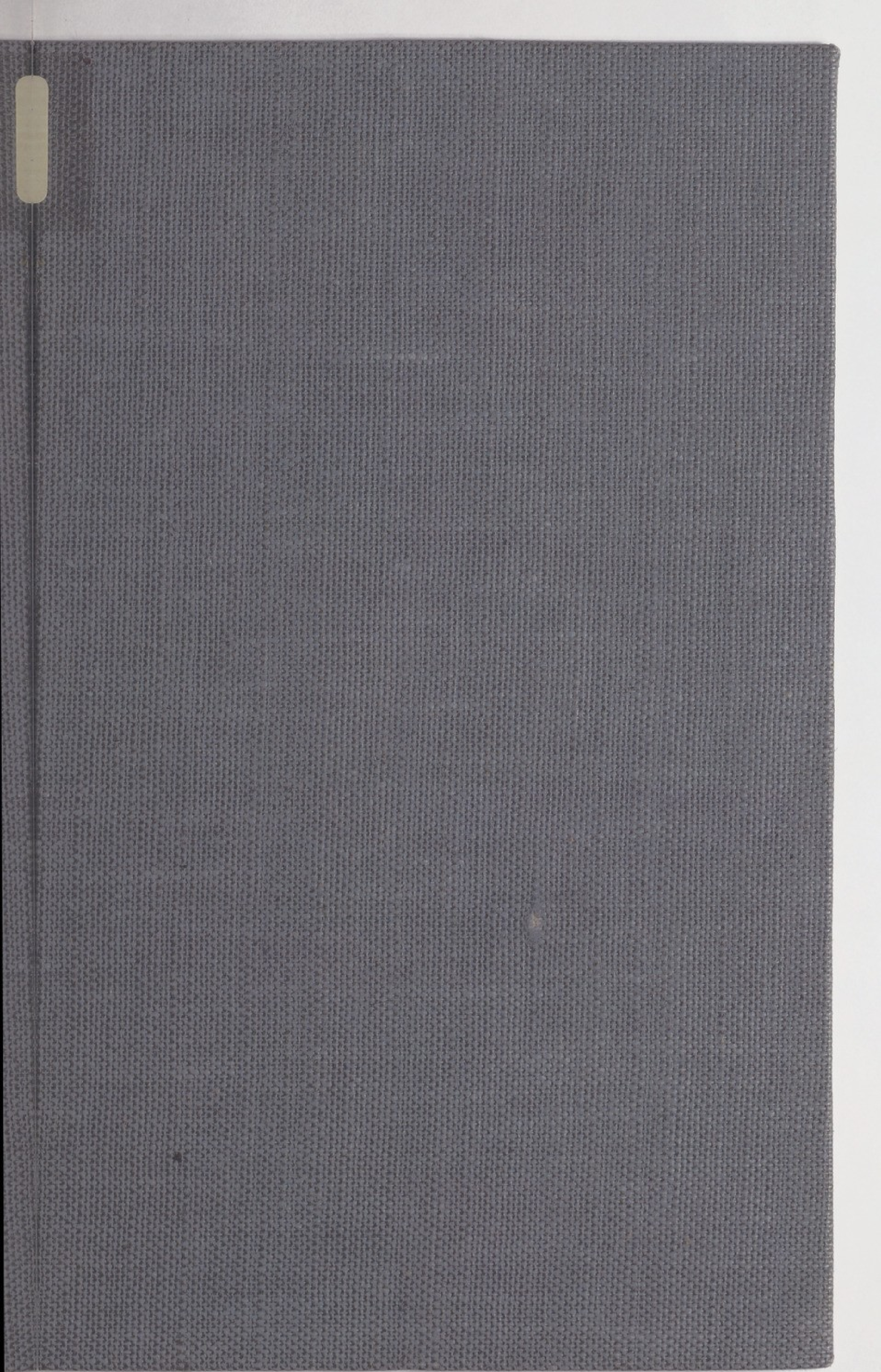
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

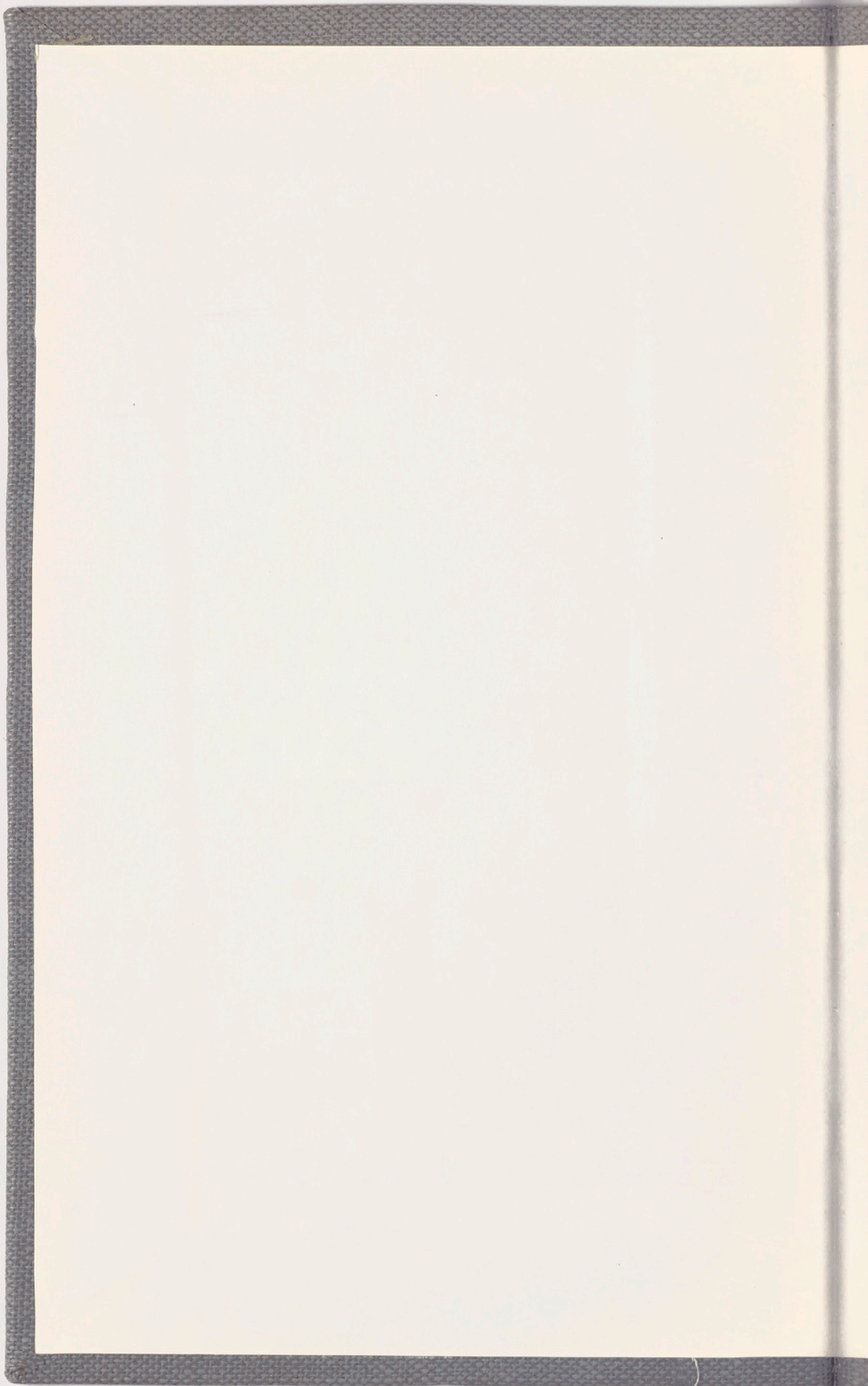
4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

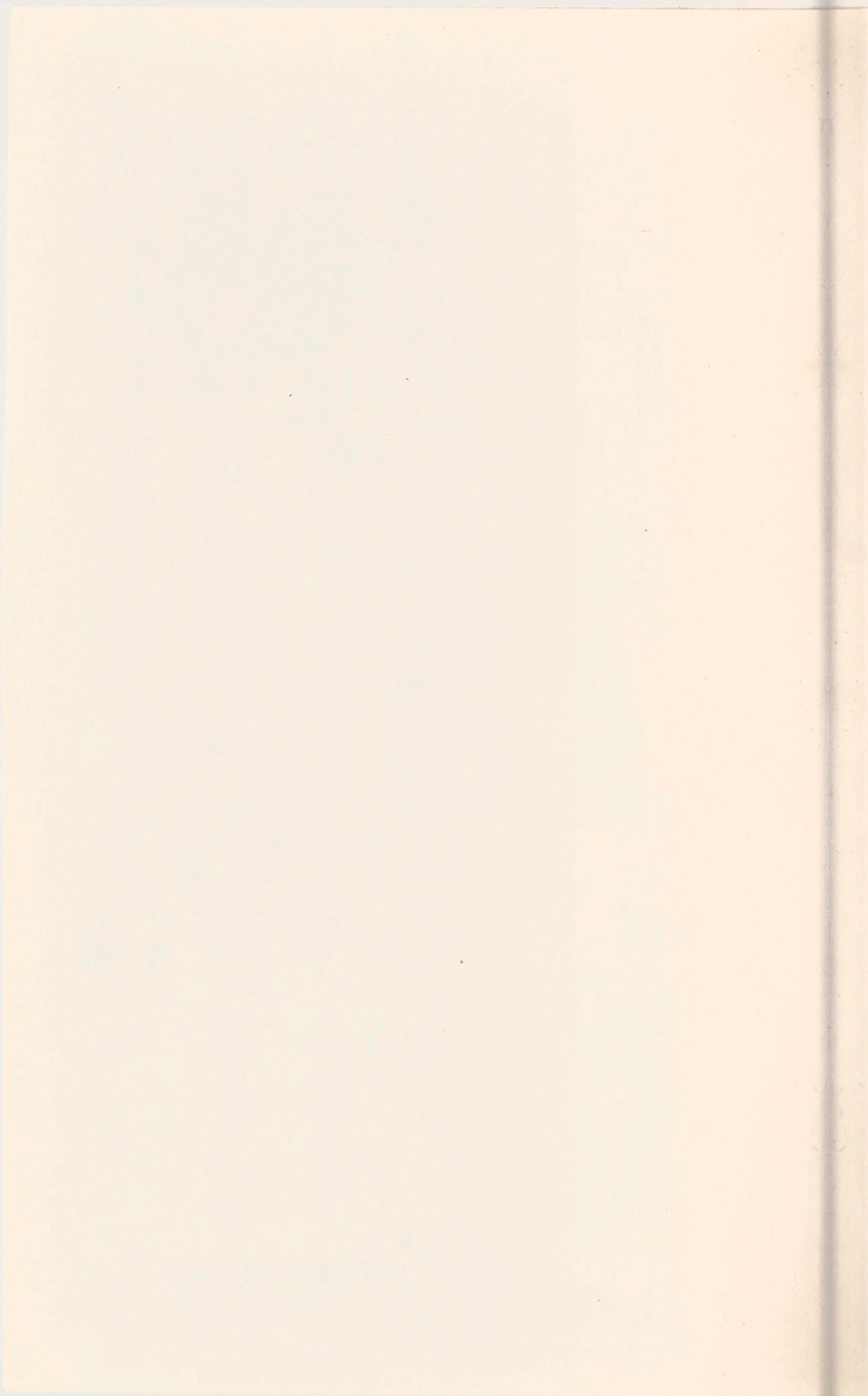
5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.







BULLETIN
DE
L'ACADÉMIE DELPHINALE

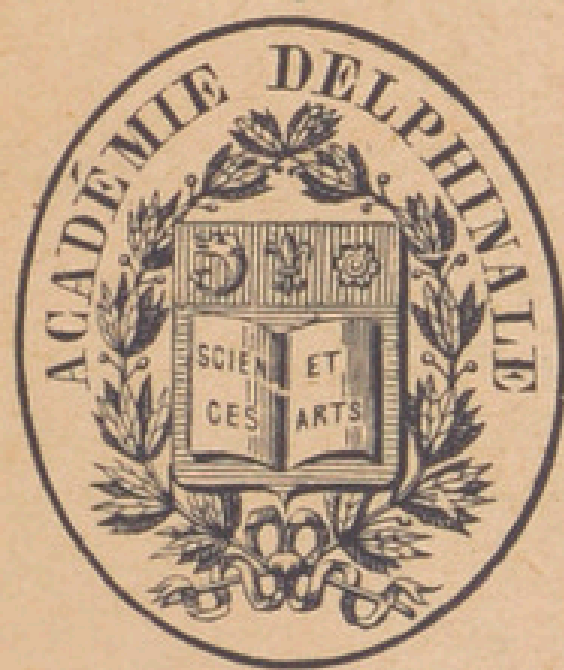


8° Per 27

BULLETIN
DE
L'ACADÉMIE DELPHINALE

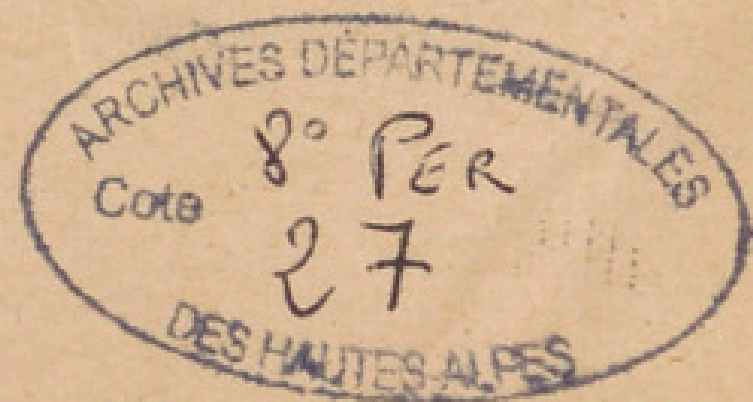
6° Série . Tomes 11° et 12°

1940 ET 1941



GRENOBLE
IMPRIMERIE ALLIER
26, cours Jean-Jaurès, 26

1942



THE GREAT HALL, PA.

THE GREAT HALL, PA.

THE GREAT HALL, PA.

THE GREAT HALL, PA.

THE GREAT HALL, PA.

THE GREAT HALL, PA.



ÉTAT de l'ACADÉMIE DELPHINALE

Bureau pour 1940.

<i>Président</i>	M. le 1 ^{er} -colonel J. GUÉDEL.
<i>Vice-Président</i>	M. VATIN-PÉRIGNON.
<i>Secrétaire perpétuel</i>	M. LETONNELIER.
<i>Trésorier perpétuel</i>	M. le baron MOUNIER.
<i>Bibliothécaire-Archiviste</i> .	M. le comm ^t LE MASSON.
<i>Délégué au prix de Virieu</i> .	M. le comte DE QUINSONAS.

Conseil d'administration et Comité de lecture.

- A) MM. Georges GARIEL, P. THOMÉ DE MAISONNEUFVE,
B) MM. LATOUCHE, l'abbé TRESSON.
VERMALE, DE GUILLEBON.
-

Bureau pour 1941.

<i>Président</i>	M. VATIN-PÉRIGNON.
<i>Vice-Président</i>	M. le général CARTIER.
<i>Secrétaire perpétuel</i>	M. LETONNELIER.
<i>Trésorier perpétuel</i>	M. le baron MOUNIER.
<i>Bibliothécaire-Archiviste</i> .	M. le comm ^t LE MASSON.
<i>Délégué au prix de Virieu</i> .	M. le comte DE QUINSONAS.

Conseil d'administration et Comité de lecture.

- A) MM. LATOUCHE, l'abbé TRESSON.
B) MM. le 1^{er}-colonel J. GUÉDEL, le comm^t JUSTER,
SAINT OLIVE, Edouard SILVY.

TABLEAU DES BIENFAITEURS

Honoré PALLIAS († 1896).

Auguste PRUDHOMME († 1916).

Le comte Alphonse DE GALBERT († 1925).

Le comte Ludovic DE MIRIBEL († 1927).

Gustave VELLEIN († 1930).

Membres perpétuellement inscrits.

M^{me} Auguste PRUDHOMME († 1926) ⁴.

M. le marquis DE VIRIEU († 1929) ¹.

M^{me} la marquise DE VIRIEU († 1935) ².

M. Emile ROMANET ³.

Membres titulaires perpétuels.

M^e CLÉMENT-CUZIN ¹.

M. RICHARD-BÉRENGER ¹ († 1941).

Membre associé perpétuel.

M^e Paul HENRY ¹.

¹ Décision du 17 décembre 1920.

² Décision du 26 mai 1922.

³ Décision du 2 mars 1935.

⁴ Décision du 29 juin 1929.

TABLEAU des SOUSCRIPTEURS PERPÉTUELS

I. — Membres titulaires.

MM.

DUSSERT (Chanoine Auguste).
JACOBET (Professeur Henri).
VIALLET (Paul).

II. — Membres associés.

MM.

COCAT (Paul).
DÉNIER (Dr André).
GRANDE-CHARTREUSE (Monastère de la).
JOUVENCEL (Comte Henri de).
MANTEYER (Georges de).
MARTIN (Just).
MOREL (Jean-Baptiste).
ONCIEU DE CHAFFARDON (Marquis d').
RIAZ (Henri de).

Souscripteurs perpétuels décédés.

MM.

BEYLIÉ (Jules de) († 1918).
CHABERT (Samuel), doyen de la Fac. des Lettres († 1924).
CROZALS (J. de), doyen hon^{re} de la Fac. des Lettres († 1915)..
DU REPAIRE (Comm^t Georges) († 1940).
PASSERAT DE LA CHAPELLE (Baron) († 1937).
POND (J. Lawrence) († 1939).
Société HUMBERT II (dissoute en 1938).

LISTE DES PRIX

décernés par l'Académie Delphinale

Prix Honoré PALLIAS

Par testament en date du 1^{er} septembre 1890, M. Honoré PALLIAS a légué à l'Académie Delphinale « la somme de 10.000 fr. dont les arrérages cumulés doivent être, tous les deux ou trois ans, attribués aux auteurs d'ouvrages littéraires relatifs au Dauphiné, manuscrits ou imprimés, qu'elle jugera dignes de cette récompense ».

Le 11^e concours Pallias a eu lieu en 1942.

Prix DE VIRIEU - NOAILLES

En 1920, M. le marquis de Virieu a fait don à l'Académie Delphinale d'un capital important, à charge pour elle d'en distribuer les arrérages (8.000 fr.) tous les deux ans, dans les cantons de Virieu et du Grand-Lemps ainsi que dans les communes de Torchefelon et de Saint-Victor-de-Cessieu : 1^o aux deux communes ayant la plus forte natalité pendant les années précédentes ; 2^o à des familles de nationalité et de souche françaises, comptant au moins cinq enfants vivants.

La 13^e distribution du prix de Virieu-Noailles a eu lieu en 1942.

Prix Auguste et Eugénie PRUDHOMME

Le 29 mai 1929, M. Louis PORTE et M. le Dr Paul PORTE, son frère, ont versé à l'Académie Delphinale, en souvenir d'Auguste Prudhomme, ancien secrétaire perpétuel de cette Société, et de son épouse, un capital de 3.000 fr. dont les revenus doivent servir « à donner tous les deux ans un prix à un ouvrage sur le Dauphiné ».

Le 3^e concours Prudhomme a eu lieu en 1942.

Prix Emile ROMANET et des Caisses de compensation de Grenoble.

Par acte notarié en date du 1^{er} juillet 1935, M. Emile ROMANET, ingénieur à Grenoble, a fait don à l'Académie Delphinale d'un titre de 225 fr. de rente française. Le revenu de ce titre doit être employé à distribuer tous les ans, avant le 25 décembre, un prix de 200 fr. à une famille choisie successivement parmi les titulaires de chacune des sept caisses de compensation indiquées dans l'acte. Lorsque la capitalisation des 25 fr. de rente supplémentaire permet de le faire, un second prix de 200 fr. doit être distribué.

Mais en exécution d'une décision prise en réunion des Présidents des Caisses de compensation, le 3 décembre 1941, d'accord avec M. ROMANET : 1^o le montant du prix a été porté à 1.000 fr., la caisse bénéficiaire complétant la somme allouée par la donation ; 2^o le prix porte désormais la dénomination de « Prix Romanet et des Caisses de compensation de Grenoble ».

La 7^e distribution de ce prix a eu lieu en 1941.

LISTE ALPHABÉTIQUE

des Membres titulaires et des Membres associés

de l'Académie Delphinale

au 30 juin 1942

I

Membres titulaires.

N° du fauteuil

MM.

57	BARBILLION (Louis), professeur honoraire à la Faculté des Sciences, 1, rue Champollion, Grenoble, <i>ancien Président</i>	1918
16	BASSETTE (Louis), Contrôleur des Contributions directes, 2, rue Président-Carnot, Grenoble ¹ ...	1942
47	BERRET (Paul), professeur agrégé de l'Université, en retraite à Saint-Vérand, par Saint-Marcellin (Isère) ²	1936
56	BLANCHARD (Marcel), recteur de l'Académie de Grenoble, 1, place Malakoff, Grenoble.....	1941
7	BLANCHARD (Raoul), professeur à l'Université de Grenoble et à l'Université Harvard, membre correspondant de l'Académie des Sciences morales et politiques, assesseur du doyen de la Faculté des Lettres de Grenoble, villa Rosendaël, 5, Grande-Rue, La Tronche (Isère)...	1910
33	BOUCHAYER (Auguste), ingénieur, villa « La Condamine », La Tronche.....	1918
21	BRETON (Louis), Conservateur des Eaux et Forêts en retraite, 1, place d'Avril, Grenoble, <i>ancien Président</i>	1926

¹ Membre associé de 1936 à 1942.

² Membre associé de 1906 à 1936.

6	CAILLOT (S. E. Mgr Alexandre), évêque de Grenoble	1918
53	CARACCIO (Armand), professeur à la Faculté des Lettres, 1, rue du Lycée, Grenoble ¹	1940
15	CARTIER (Général de division Georges), 10, avenue de Chambéry, Annecy (Haute-Savoie) ²	1938
3	CHEVALIER (Jacques), ancien Secrétaire d'Etat à l'Instruction publique, doyen de la Faculté des Lettres, villa « Primerose », La Tronche, <i>ancien Président</i>	1920
20	CHEVALLIER (Jean-Jacques), ancien Directeur au Commissariat général à l'Education générale et aux Sports, professeur à la Faculté de Droit, 10, quai de France, Grenoble.....	1941
35	CLÉMENT-CUZIN (Joseph), ancien notaire, « L'Hermitage », Meylan (Isère), <i>Membre titulaire perpétuel</i>	1921
44	COURSAC (Jacques de), place Maurice-Faure, Romans (Drôme).....	1932
1	DAVID (Colonel André), 3, rue Mably, Grenoble...	1926
49	DESEOIS (Henri), professeur à la Faculté de Droit, directeur de l'Institut d'enseignement commercial, 18, rue Hébert, Grenoble ³	1939
37	DIDIER (Noël), professeur à la Faculté de Droit, 6, quai de France, Grenoble.....	1936
5	DORY (Colonel Claude), 5, boulevard Maréchal-Pétain, Grenoble, <i>ancien Président</i>	1924
19	DOUARE (Romain), avoué près le Tribunal, 14, boulevard Edouard-Rey, Grenoble.....	1919
40	DUFOUR (Frédéric), agrégé des Lettres, professeur honoraire au Lycée Champollion, 2, rue Lakanal, Grenoble.....	1920
10	DUSSERT (Abbé Auguste), chanoine honoraire, docteur ès lettres, professeur à l'Externat Notre-Dame et aux Facultés catholiques de Lyon, 8, rue Pierre-Duclot, Grenoble, <i>ancien Secrétaire adjoint</i> . (S. P.).....	1904
13	FAURE (Maurice), président de la Société des Amis de Vienne, 77, faubourg Saint-Marcel, Vienne (Isère) ⁴	1939

¹ Membre associé du 27 janvier au 7 avril 1940.

² Membre associé de 1937 à 1938.

³ Membre associé de 1938 à 1939.

⁴ Membre associé de 1930 à 1939.

b •• du fauteuil

29	FONT-RÉAULX (Jacques de), archiviste en chef de la Drôme, 29, rue Emile-Augier, Valence (Drôme) 1931
17	GALBERT (Comte Raymond de), château de La Buisse (Isère) ¹ 1933
39	GARIEL (Georges), recteur honoraire de l'Université de Fribourg, vice-directeur honoraire des Bureaux internationaux de la propriété industrielle, littéraire et artistique de Berne, conseiller du Commerce extérieur de la France, 4, place Vaucanson, Grenoble, <i>ancien Président</i> 1933
52	GARIEL (Maurice), ingénieur, 4, rue Lesdiguières, Grenoble 1919
30	GARNIER (Abbé Adrien), chanoine honoraire, docteur ès lettres, curé-archiprêtre de Notre-Dame, 8, place Lavalette, Grenoble..... 1936
31	GENET (Abbé Louis), licencié ès lettres, professeur à l'Externat Notre-Dame, 8, rue Pierre-Duclot, Grenoble ² 1933
8	GRIMAUD (Louis), docteur en droit, avoué près la Cour d'appel, 13, boulevard Gambetta, Grenoble, <i>ancien Trésorier perpétuel</i> 1917
46	GUILLEBON (L ^t -colonel L. de), « L'Egala », par Meylan (Isère), <i>ancien Secrétaire adjoint</i> 1928
12	JACOBET (Henri), professeur à la Faculté des Lettres, 2, place Notre-Dame, Grenoble (S. P.), <i>ancien Président</i> 1931
9	JAILLET (Charles), industriel, « La Maison Blanche », 115, route d'Avignon, Vienne (Isère) ³ .. 1932
2	LATOUCHE (Robert), archiviste en chef honoraire, professeur à la Faculté des Lettres, 12, rue de Belgrade, Grenoble, <i>Président en 1938</i> 1928
54	LEMAITRE (Colonel), 2, r. Marcel-Benoît, Grenoble. 1922
41	LETONNELIER (Gaston), archiviste en chef honoraire, 6, rue Haxo, Grenoble, <i>Secrétaire perpétuel</i> 1920
36	LORY (Pierre), sous-directeur honoraire du Laboratoire de Géologie, 6, rue Fantin-Latour, Grenoble ⁴ 1933

¹ Membre associé de 1921 à 1933.² Membre associé de 1922 à 1929.³ Membre associé de 1927 à 1932.⁴ Membre associé de 1893 à 1933.

18	MARCIEU (Marquis de), château du Touvet, Le Touvet (Isère).....	1927
43	MASSON (Com ^t Bernard le), 22, rue du Lycée, Grenoble, et château du Bachais, à Meylan (Isère), <i>Bibliothécaire et ancien Président</i>	1917
22	MONGLOND (André), professeur à la Faculté des Lettres, Seyssins (Isère).....	1925
25	MORILLOT (Paul), doyen honoraire de la Faculté des Lettres, 4, place de Verdun, Grenoble, <i>ancien Président</i>	1889
26	MOUNIER (Baron Henri), directeur honoraire de la Société Lyonnaise de Dépôts et de Crédit Industriel, 4, rue Fantin-Latour, Grenoble, <i>Trésorier perpétuel</i> ¹	1939
51	MOURRAL (Colonel Alphonse), 29, rue de Sèvres, Paris-VI ^e , et Voreppe (Isère) ²	1939
11	PERRIN (Paul), architecte des monuments historiques, D. P. L. G., 1, place d'Apvril, Grenoble, ..	1930
28	QUINSONAS (Comte Paul de), maire de Saint-Egrève, château de Saint-Egrève, à Saint-Egrève (Isère), <i>ancien Président, Délégué au prix de Virieu</i>	1911
45	REY (Marius), avocat à la Cour d'appel, ancien bâtonnier, adjoint au maire, 12, avenue Alsace-Lorraine, Grenoble	1941
4	RIOLLET (Marius), auteur dramatique, chemin de Vassieux, Caluire (Rhône) ³	1942
60	ROYER (Paul), « La Ronzy », Claix (Isère) ⁴	1939
50	SAINT OLIVE (Pierre), maire de Faverges-de-la Tour, conseiller départemental, 18, boulevard Edouard-Rey, Grenoble et château de Faverges (Isère), <i>ancien Président</i>	1912
27	SILVY (Edouard), greffier en chef du Tribunal de Commerce, 6, rue Voltaire, Grenoble, <i>ancien Président</i>	1899
48	TAULIER (Jules), « Les Tilleuls », chemin Hébert, La Tronche (Isère).....	1931

¹ Membre associé de 1935 à 1939.

² Membre associé de 1935 à 1939.

³ Membre associé de 1930 à 1942.

⁴ Membre associé de 1937 à 1939.

59	THOMÉ DE MAISONNEUFVE (Paul), ancien secrétaire de la Société Humbert-II, 24, Grande-Rue, Bourg-de-Péage (Drôme).....	1931
42	TOUCHON (Général d'armée Robert), 16, place Notre-Dame, Grenoble, et Veurey (Isère).....	1940
58	TRESSON (Abbé Paul), égyptologue, chalet Saint-Michel, 23, route de Corenc, La Tronche (Isère)	1921
23	VAILLANT (Pierre), conservateur de la Bibliothèque, 26, cours Berriat, Grenoble ¹	1939
14	VATIN-PÉRIGNON (E.), château de Champagnier, par Pont-de-Claix (Isère), et 4, quai Mounier, Grenoble, <i>Président en 1941</i>	1929
24	VERMALE (François), juge honoraire au tribunal de Grenoble, 18, rue Lakanal, Grenoble ²	1935
34	VIALLET (Paul), directeur de l'aérodrome, Linas-Monthéry (Seine-et-Oise) (S. P.).....	1898
38	VITTOZ (S. E. Mgr Jean), évêque de Bitilio, auxiliaire de Mgr l'évêque de Grenoble, place des Tilleuls, Grenoble	1942

II

Membres associés.

ADHÉMAR (M ^{me} d'), chez M. le docteur Clerc, Saint-Robert, par Saint-Egrève (Isère).....	1940
ALBON (Marquis d'), château d'Avauges, par St-Romain-de-Popey (Rhône)	1914
ALLIER (Edouard), maître-imprimeur, 4, boulevard Maréchal-Pétain, Grenoble.....	1942
ALLIER (Francisque), maître-imprimeur, 3, boulevard Gambetta, Grenoble.....	1942
ALLIZON (Jacques), ingénieur des Arts et Manufactures, Poizat (Isère).....	1938
ARDOUIN (J.), sous-directeur au Ministère de l'Intérieur, 119, rue de la Pompe, Paris-XVI ^e	1933
ARMANET (Jean), professeur honoraire d'Ecole Normale, à Ruffieux, Bourgoin (Isère).....	1928

¹ Membre associé de 1936 à 1939.² Membre associé de 1928 à 1933.

ARNAUD (Louis), agent général de la Compagnie d'Assurances générales, 2, boulevard Agutte-Sembat, Grenoble.....	1910
ARTHAUD (D ^r Benjamin), 11, avenue d'Eybens, à Grenoble	1934
ARTHAUD (V. P. Dom), monastère de la Grande-Chartreuse, St-Pierre-de-Chartreuse (Isère) ..	1941
AVEZOU (Robert), archiviste en chef de l'Isère, 88, cours Jean-Jaurès, Grenoble.....	1941
BACHELARD (Aimé), conseiller à la Cour d'appel, 6, rue Haxo, Grenoble.....	1941
BALLEYDIER (D ^r Henri), 196, cours Jean-Jaurès, Grenoble	1927
BARBILLION (M ^{me} Geneviève), 51, avenue de Cha-beuil, Valence (Drôme).....	1931
BARJON (Hippolyte), délégué à la Jeunesse, Sassenage. (Actuell ^t : 8, rue Hector-Berlioz, Grenoble)	1942
BARRILLON DE MURAT (Marcel), American Express C ^o , 140, rue de France, Nice (Alpes-Maritimes)	1932
BATAILH (D ^r Jean), 4, rue Vicat, Grenoble.....	1930
BATAILH (Robert), ingénieur I. E. G., 6, rue Haxo, Grenoble	1942
BAZIN (Docteur Pierre), « Le Moulinet », boulevard de la République, Voiron (Isère).....	1941
BERGERET (Albert), ingénieur principal honoraire de la Compagnie P.-L.-M., 8, rue Saint-Paul, La Varenne (Seine).....	1918
BERNARD (Abbé Edmond), chanoine honoraire, vicaire général du diocèse, 5, rue Bayard, Grenoble	1931
BERNARD (Abbé Félix), curé de Saint-Pierre-de-Soucy (Savoie).....	1930
BERTHET (D ^r Etienne), médecin des Dispensaires antituberculeux de l'Isère, 5, boulev. Edouard-Rey, Grenoble.....	1938
BESSEVE (Pierre), notaire honoraire, 17, cours Jean-Jaurès, Grenoble, et Gières (Isère).....	1942
BEYLIÉ DU MOULIN (Comte Jacques de), 31, rue Lafayette, Paris-IX ^e	1936
BIARD (Abbé Clément), chanoine honoraire, curé de Saint-André, 6, rue Hector-Berlioz, Grenoble	1924
BIARD (Abbé Louis-Aimé), curé de Biviers (Isère)	1936

BIRON (Alexis), licencié ès sciences, pharmacien, 10, rue Lafayette, Grenoble.....	1932
BIZALION (Robert), inspecteur des Eaux et Forêts, 2, rue de Belgrade, Grenoble.....	1933
BLANC, capitaine en retraite, 1, rue Henri-Ding, Grenoble	1938
BLANCHARD (Camille), président de la Soc. frater- nelle des Hautes-Alpes, 30, rue du Bac, Pa- ris-VII ^e	1931
BLANCHET (Marius), président du Comité de Patro- nage des Etudiants étrangers, 6, place Vic- tor-Hugo, Grenoble	1941
BONDAT (Eugène), président de la Chambre de Commerce, 8, rue Beyle-Stendhal, Grenoble..	1941
BONDAT (Léon), avocat à la Cour d'appel, 6, rue Beyle-Stendhal, Grenoble	1941
BONHOURE (Marcel), docteur en pharmacie, ex-in- terne des Hôpitaux, pharmacien, 4 <i>bis</i> , rue de Bonne, Grenoble	1939
BONNET (Commandant Maurice), « La Conta- mine », Eybens (Isère).....	1941
BONNET-EYMARD (Bernard), licencié en droit, 16, place Notre-Dame, Grenoble.....	1941
BONNIER (Abel), membre de la Chambre d'Agri- culture de l'Isère, château de Montrosier, par Vienne (Isère)	1936
BORDEAUX (Général P.-E.), 32, rue du Vallon, Tho- non-les-Bains (Haute-Savoie)	1927
BOREL (Abbé Joseph), chanoine honoraire, supé- rieur de l'Externat Notre-Dame, 8, r. Pierre- Duclot, Grenoble.....	1919
BOREL DU BEZ (Baron Lucien), sous-inspecteur au Contentieux de la S. N. C. F., 45, rue Saint- Lazare, Paris-IX ^e	1910
BOUCHAYER (Jean), constructeur, 91, avenue de l'Eygala, La Tronche (Isère).....	1925
BOUCHAYER (Maurice), ingénieur, 1, rue Molière, Grenoble	1938
BOURBOULON, colonel d'artillerie en retraite, à Saint-Mury, Meylan (Isère).....	1927
BOURRON (Jules), licencié en droit, maire de St- Pierre-de-Méarotz, par La Salle-en-Beaumont (Isère)	1911
BOUVIER (René), 23, rue Nitot, Paris-XVI ^e	1919

BOYOD (Jean), ancien président de l'Association des Officiers de réserve, juge au tribunal de Commerce, 16, rue Docteur-Mazet, Grenoble.	1939
BRÉCHET (Abbé Michel), avenue des Tilleuls, Crémieu (Isère)	1907
BRETTEVILLE (Marquis de), château de la Gardette, Lorient (Drôme).....	1922
BROSSET (Raoul), château de Moissieu, par Pact (Isère)	1932
BRUCHET (M ^{me} Andrée), bibliothécaire en chef de la Bibliothèque Universitaire, 1, place Georges-Lyon, Lille (Nord).....	1938
CAMARET (M ^{me} Jean de), 65 bis, avenue de l'Egalité, La Tronche (Isère).....	1940
CARRIÈRE (Louis), 21, route de Lyon, Grenoble....	1934
CAVARD (L ^t -colonel Eugène), 16, rue Thiers, Grenoble	1931
CAVARD (Abbé Pierre), chanoine honoraire, licencié ès lettres, à Notre-Dame-de-l'Isle, Vienne (Isère)	1934
CAZENEUVE (D ^r Guzman de), 7, boulevard Mariette, à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais).....	1935
CHABANNES (Maurice), inspecteur du P.-L.-M. en retraite, 3, rue Villars, Grenoble.....	1930
CHABANNES (M ^{me} Maurice), 3, rue Villars, Grenoble.	1939
CHARDON (D ^r Paul), 12, rue de Bonne, Grenoble...	1942
CHETAIL (Joannès), clerc de notaire, 23, rue du Bel-Air, Oullins (Rhône).....	1942
CLÉMENT (Antoine), greffier en chef du Tribunal civil de Grenoble, Vieux-Moulin, Seyssins (Isère)	1908
CLÉMENT (Colonel), 11 bis, place Victor-Hugo, Grenoble	1929
COCAT (Paul), avocat, maire de Grenoble, 6, rue Félix-Poulat, Grenoble. (S. P.)	1927
COLAS DE LA NOUE (Jean), avocat à la Cour d'appel, 160, boulevard Haussmann, Paris-VIII ^e).....	1938
COLOMBY (Pierre), commandant de génie en retraite, 59, cours Berriat, Grenoble.....	1938
CORBIN (Paul), ancien officier d'artillerie, château de Beaurevoir, Sassenage (Isère).....	1941
CORTÈS (Louis), professeur de cours complémentaires, Le Grand-Lemps (Isère),.....	1927
COURTEAUD (André), avocat, secrétaire de l'Asso-	

ciation des Officiers de réserve, 8, rue Alphand, Grenoble.....	1939
COURTEAUD-MUNIER (Joseph), trésorier de la Caisse d'épargne, av. Aristide-Briand, Vizille (Isère)	1932
COUSIN (Pierre), notaire, 1, r. Philis-de-la-Charce, Grenoble	1927
COUTURIER (D ^r Marcel), docteur ès-sciences, 45, rue Thiers, Grenoble.....	1942
CROIDIEU (M ^{me} M.), 1, place des Tilleuls, Grenoble.	1938
DASTREVIGNE (D ^r Jean), 1, rue Président-Carnot, Grenoble	1926
DAUMAS, directeur honoraire des Contributions indirectes, 12, rue de Belgrade, Grenoble....	1930
DAVID (André), ingénieur en chef du Génie rural de la circonscription de Grenoble, 25, cours Jean-Jaurès, Grenoble.....	1941
DAVID (Abbé Pierre), professeur à l'Université de Cracovie, 46, Grande-Rue, à La Tronche (Isère)	1920
DELAFFON (Jacques), avocat à la Cour d'appel, 1, rue Philis-de-la-Charce, Grenoble.....	1938
DELATOUR (Pierre), capitaine d'artillerie de réserve, licencié en droit, directeur des services administratifs et financiers du Comité général d'organisation du Commerce, 12, rue José-Maria-de-Hérédia, Paris-VII ^e . (Provisoirement : 8, rue Hector-Berlioz, Grenoble, ou « Le Colombier », Theys) (Isère).....	1932
DELÉON (Marcel), secrétaire général du Syndicat des fabricants de papier et carton de France, 29, rue Boissière, Paris-XVI ^e	1930
DELÉON-BRUNET (D ^r Aimé-F.-Raoul), à Lancey, Villard-Bonnot (Isère).....	1923
DÉNIER (D ^r André), membre de la Société d'Electrothérapie et de la Société de Radiologie de France, « le Clos », La Tour-du-Pin (Isère). (S. P.)	1933
DESCHIZEAUX (Jean), docteur en droit, avocat à la Cour d'appel, 7, rue Lesdiguières, Grenoble..	1936
DES ESSARTS (M ^{me} Arnaud), château de Marlieu, Sainte-Blandine (Isère).....	1922
DIEU-AIDE (Théo), directeur du Comptoir national d'Escompte, 15, av. Félix-Viallet, Grenoble..	1929
DOGNIN-FOURNIER (M ^{me}), 38, rue du Plat, Lyon (Rhône)	1937

DOUBLIER (Mgr Joseph), camérier secret de S. S., 1 ^{er} aumônier du Collège de l'Aigle, chanoine titulaire, 7, avenue Félix-Viallet, Grenoble..	1912
DOUCET-BON (Abbé Victor), ancien curé de Varces (Isère), 4, rue Brocherie, Grenoble.....	1932
DOYON (André), ingénieur, château du Périer, à St-Hilaire-du-Rosier (Isère) (Actuellement : 22, rue du Lycée, Grenoble).....	1931
DREVET (Jean-Xavier), 6, rue Villars, Grenoble...	1940
DROUET (Emile), notaire, 10, avenue Félix-Viallet, Grenoble	1941
DUBOIS (Georges), docteur en droit, 44, rue Les- diguières, Grenoble	1932
DUCOIN (Emile), publiciste, 43, rue du Commā- dant-Charcot, Lyon (Rhône).....	1894
DU FAYET DE LA TOUR (Henri), château d'Alivet, La Côte-Saint-André (Isère).....	1938
DUFRESNE (Charles), notaire à Allevard (Isère)....	1942
DUFRESNE DE GALLIER (Humbert), château de Fois- sac, par Baron (Gard).....	1918
DUGON (Comte), château de Moidière, La Verpil- lière (Isère) et 11, square Henri-Paté, Paris- XVI ^e	1925
DUGOUJARD (M ^{me} Paul), 2, cours Berriat, Grenoble.	1930
DUGUEYT (Maurice), « Mon Air », à Moirans (Isère).	1938
DUGUEYT (Paul), ancien député, archiviste-paléo- graphe, 60, avenue Victor-Hugo, Paris-XVI ^e .	1924
DUMAINE (Abbé Joseph), chanoine honoraire, di- recteur à l'Externat Notre-Dame, 8, rue Pierre-Duclot, Grenoble	1936
DUMAS (Antoine), 44, avenue Maréchal-Randon, Grenoble	1929
DU PARC DE LOCMARIA (Comte Yves), 30, rue Ma- lesherbes, Lyon (Rhône), et château de Roma- nèche, La Roche-Toirin (Isère).....	1939
DU PELOUX (Louis), ingénieur de l'Institut d'Elec- trochimie et d'Electrométallurgie, assistant à l'Institut, 32, avenue Félix-Viallet, Grenoble.	1938
DUPREY (Commandant L.), 50, chemin de Mortillet (Ile-Verte), Grenoble.....	1919
DUSSERT (Jules), directeur honoraire des Services agricoles de la Haute-Savoie, 88, cours Ber- riat, Grenoble	1922
FARGE (François), avocat, 33, rue Basse, à Pon- toise (Seine-et-Oise)	1923

FELCOURT (Comte Etienne de), ministre plénipotentiaire, 11 <i>bis</i> , cours Berriat (Pension Longjon), Grenoble	1941
FOLLIASSON (M ^{me}), 32, rue de Mora, Enghien-les-Bains (Seine-et-Oise).....	1914
FRANCLIEU (Baron F. de), membre de la Commission administrative, château de Longpra, St-Geoire-en-Valdaine (Isère)	1938
FRANÇOIS-PONCET (S. E. M. André), ambassadeur de France, « La Condamine », La Tronche (Isère)	1941
FRÉCON (Pierre), notaire, 5, rue Peyron, Vienne (Isère)	1937
FRITZ (Edgar), directeur honoraire des Contributions directes, 9, place de Metz, Grenoble....	1922
GAILHARD-BANCEL (Henry de), ancien officier de marine, château des Ramières, par Allex (Drôme)	1937
GALBERT (Comte Albert-Marie-Gabriel de), lieutenant de cavalerie, instructeur à l'Ecole spéciale militaire, Aix-en-Provence (B.-du-R.)..	1941
GALBERT (Comte Joseph de), colonel de cavalerie, château de la Buisse (Isère).....	1936
GALBERT (Capitaine Oronce de), Etat-major de la 14 ^e division militaire, Lyon (Rhône).....	1933
GIGNOUX (Maurice), doyen de la Faculté des Sciences, 1, place d'Apvril, Grenoble.....	1941
GIRARD (Docteur Jacques), « La Thébaïde », 60, rue Elisée-Chatin, Grenoble.....	1941
GIRAUD (Georges), ingénieur, 8, route de la Borde, Le Vésinet (Seine-et-Oise).....	1928
GIRAUD-MOUNIER (Albert), directeur des Etablissements Genty, 6, rue Hector-Berlioz, Grenoble	1942
GIVORD (Maurice), ancien bâtonnier, avocat à la Cour d'appel, 6, rue Lesdiguières, Grenoble..	1941
GOLLION (René), notaire, président de la Chambre des Notaires, 1, rue Molière, Grenoble.....	1924
GONNET (Albert), ancien avocat à la Cour d'appel, ancien président du Syndicat d'Initiative, 4, rue Casimir-Périer, Grenoble.....	1923
GRAEFF (Abbé Louis), ancien supérieur du Petit-Séminaire de Voreppe, curé de Domène (Isère)	1910

GRANDE-CHARTREUSE (Monastère de la), St-Pierre-de-Chartreuse (Isère)	1887
GRANIER (Jean), propriétaire, Le Touvet (Isère) ..	1931
GRANJON DE LÉPINEY (Gabriel), Chapareillan (Isère)	1942
GRATALOUP (Claude), notaire à Saint-Chef (Isère).	1930
GREYFIÉ DE BELLECOMBE (Vicomte Amédée de), villa Sainte-Marie, Chambéry (Savoie). (Actuellement : Préfecture régionale, Lyon (Rhône)) ..	1941
GREMILLET (Marcel), bibliothécaire en chef de l'Université, 12, place Victor-Hugo, Grenoble.	1938
GROLLIER (Henri), notaire, à La Tour-du-Pin (Isère)	1932
GROS (Joseph), conservateur honoraire des Hypothèques, 9, place de Metz, Grenoble.....	1926
GROUX DE BEAUFORT (René), inspecteur d'assurances, 4, rue Fantin-Latour, Grenoble.....	1941
GRUA (Gaston), professeur agrégé de philosophie au Lycée Champollion, 22, rue Moyrand, Grenoble	1939
GUÉDEL (D ^r André), 27 bis, cours Berriat, Grenoble	1934
GUICHARDON (Jules), 27, quai Claude-Bernard, Lyon (Rhône).....	1921
GUIRIMAND (Edmond), 5, rue Madeleine, Grenoble.	1893
GUY (Abbé Henri), chanoine honoraire, curé-archiprêtre de Saint-Bruno, Voiron (Isère)....	1924
GUY (Pierre), avocat près la Cour d'appel, bâtonnier de l'Ordre, 10, rue de Belgrade, Grenoble.	1923
HAUTECOMBE (Abbaye royale d'), par Saint-Pierre-de-Curtille (Savoie).....	1933
HENRY (Paul), avocat à la Cour de cassation, 4, avenue Marceau, Paris-VIII ^e , <i>Membre associé perpétuel</i>	1922
HESSE (Jean), artiste peintre, 8, rue Charles-Tartari, Grenoble	1941
HEYMANN (Gabriel), secrétaire administratif à l'Hôtel de Ville, archiviste-adjoint aux Archives municipales, 10, quai Xavier-Jouvin, Grenoble	1929
HOSTACHY (R. P. Victor), missionnaire de La Sallette, 12 bis, rue Joseph-Chanrion, Grenoble..	1932
HUET (Général), président de la société « Le Gratin Dauphinois », Monsempron (Lot-et-Garonne)	1934

HUTIN DE VILLEROY (Dr André), chalet du Parc, Villard-de-Lans (Isère).....	1937
JACQUEMON (M ^{me} Marcel), 17, rue de Bonne, Grenoble	1938
JAIL (Abbé Maximilien), chanoine honoraire, auxiliaire de M. le Curé de Saint-Joseph, Grenoble	1924
JASSOUD (Abbé Joseph), 12, rue de Bagnoux, Châtillon-sous-Bagnoux (Seine). (Actuellement : administrateur de Bresson (Isère).....	1909
JEHL (Joseph), administrateur délégué de la Société du Ciment Vicat, 5, rue Félix-Poulat, Grenoble	1932
JOBERT (Ambroise), agrégé d'histoire et géographie, docteur ès lettres, professeur au Lycée Champollion, 1, rue Moidieu, Grenoble.....	1941
JOCTEUR-MONROZIER (Victor), notaire honoraire, 20, boulevard Maréchal-Pétain, Grenoble....	1934
JORDAN (M ^{me} Charles), 19, rue Voltaire, Grenoble..	1942
JOURDAN-LAFORTE (Henri), banquier, la Ponatière, Echirolles (Isère).....	1941
JOURDAN-LAFORTE (M ^{me} Henri), la Ponatière, Echirolles (Isère).....	1941
JOURDANET (Joseph), droguiste, 2, rue Condorcet, Grenoble	1942
JOUVENCEL (Comte Henri de), conseiller référendaire honoraire à la Cour des Comptes, 3, square Pétrarque, Paris-XVI ^e , et château de Chanteloup, par Guipy (Nièvre). (Actuellement : château de Villeconin, par Etrechy (Seine-et-Oise). (S. P.).....	1930
JOUVIN (Joseph), 4, place de Verdun, Grenoble...	1925
JULLIEN (Alexandre), 25, place Bellecour, Lyon (Rhône), et Colombier-Saugnieu (Isère).....	1930
JULLIEN (Mgr Pierre), vicaire général honoraire, prélat de S. S., curé-archiprêtre d'Aix-les-Bains (Savoie).....	1927
LABAREYRE (Comte Louis de), 1, rue de la Paix, Grenoble	1935
LA BONNARDIÈRE (Ernest), directeur d'Assurances, 4, rue Vauban, Grenoble.....	1905
LAFANECHÈRE (Ernest), directeur de banque, 24, avenue Félix-Viallet, Grenoble.....	1927
LAFORÊT (J.-L.), 11, rue Joseph-Chanrion, Grenoble	1929
LAGIER (Mgr Charles), protonotaire apostolique,	

directeur de l'Œuvre des Ecoles d'Orient, 20, rue du Regard, Paris-VI ^e . (Actuellement : 67, rue de l'Hôtel-de-Ville, Lyon (Rhône))....	1938
LA MAGDELEINE (Paul de), lauréat de l'Académie Française et de l'Académie des Sciences morales et politiques, de la Société des Gens de Lettres de France, membre de l'Association des Ecrivains Combattants et de la Société des Orateurs et Conférenciers, Palais Grimaldi, 5, rue Grimaldi, Nice (Alpes-Maritimes), et La Bourgeat, Sainte-Marie-d'Alloix par Le Touvet (Isère).....	1942
LANFREY (Chanoine Jean-Baptiste), doyen du Chapitre, directeur de <i>La Croix de l'Isère</i> , 9, rue Casimir-Brenier, Grenoble	1934
LANGÉNIEUX (D ^r Jean), maire d'Allevard (Isère)..	1942
LANGLADE (Jacques), agrégé de l'Université, docteur ès lettres, inspecteur d'Académie de l'Isère, 26, cours Berriat, Grenoble.....	1941
LAVOCAT (R. P. Marie-Hugues), O. P., 222, faubourg Saint-Honoré, Paris.....	1931
LE COARER (Roland), ingénieur des Arts et Manufactures, château de Brezins, Brezins (Isère).	1941
LEDoux (Jean), directeur de la Banque de France, boulevard Edouard-Rey, Grenoble.....	1941
LEFRANÇOIS (Albert), professeur honoraire au Lycée Champollion, Beaurepaire (Isère).....	1907
LE GRAIN (Louis), ingénieur E. C. I. L., directeur de la Compagnie des Produits Chimiques du Dauphiné, 219, cours Jean-Jaurès, Grenoble	1939
LINAGE (Commandant Félix de), château de la Tivolière, Voreppe (Isère).....	1922
LOMBARD DE BUFFIÈRES (Comte Jacques), château de Milliassière, Succieu, par Nivolas-Vermelle (Isère)	1936
LORIDON (Abbé Gabriel), membre titulaire de l'Académie de Savoie, président de la Société savoisienne d'Histoire et d'Archéologie, curé de Lémenc, Chambéry (Savoie).....	1929
LOUVAT (Anatole), commandant en retraite, 1, cours Berriat, Grenoble.....	1933
LUC-PUPAT (Abbé Arsène), licencié ès lettres (philosophie), curé-archiprêtre de Saint-Symphorien-d'Ozon (Isère)	1930

LUZU (Gérard), garde général des Forêts, château de Vizille (Isère).....	1942
MAGNIN (Gabriel), maire de Nantes-en-Rattier, 22, avenue Félix-Viallet, Grenoble.....	1920
MAGNIN (M ^{me} Gabriel), 22, avenue Félix-Viallet, Grenoble	1923
MALATRAY (Jacques), notaire, 8, place Victor-Hugo, Grenoble	1942
MALTERRE (Guillaume), industriel, 2, rue Hache, Grenoble	1940
MALUS (M ^{lle} Marguerite de), sociétaire des Gens de Lettres, château de Fontgalland, Saint-Gervais (Isère).....	1901
MANTEYER (Georges Pinet de), archiviste en chef honoraire, château de Manteyer, par La Roche-des-Arnauds (Hautes-Alpes) (S. P.)	1901
MARESCHAL (Henri), greffier en chef de la Cour d'appel, 2, rue Marcel-Benoît, Grenoble.....	1941
MARLIAVE (Comte Charles de), administrateur-délégué des Mines de La Mure, 41, rue de l'Elysée, Grenoble, et château de Bresson, par Eybens (Isère).....	1924
MARLIAVE (Marquis de), 46, rue Lesdiguières, Grenoble	1937
MARQUE (Mgr Albert), prélat de la Maison de S. S., chanoine honoraire, curé-archiprêtre de la basilique Saint-Joseph, Grenoble.....	1934
MARTEL (Abbé Paul), chanoine honoraire, supérieur du Petit Séminaire du Rondeau-Montfleury, La Tronche (Isère).....	1920
MARTIN (Just), docteur en droit, ancien notaire, 9, place Victor-Hugo, Grenoble, et Montbonnot (Isère) (S. P.).....	1912
MARTIN-BARZUN (Henry), docteur de l'Université, 167, promenade des Anglais, Nice (Alpes-Maritimes)	1936
MAZENOD (Pierre de), ancien colonel du 2 ^e Régiment d'artillerie, l'Eolière, par Landevieille (Vendée)	1934
MÉNONVILLE (Comte Jean de), à Chebli (département d'Alger), Algérie.....	1942
MERCERON-VICAT (Henri), industriel, 4, place de Verdun, Grenoble	1922
MERCERON-VICAT (Joseph), conseiller national, président de l'A. P. A. F., 4, rue de la Paix, Grenoble	1941

MICHALLAT (Abbé Séraphin), curé de La Tronche (Isère)	1942
MICHALON (Paul), industriel, Président de la Société des Amis de Vienne, villa Marcel, quai Riondet, Vienne (Isère).....	1942
MICHEL (Fortuné), ancien directeur de l'Ecole Sidi-Brahim, rue Sidi-Brahim, Grenoble. (Actuellement : villa Mireille, Embrun (Hautes-Alpes)	1941
MICHOUD (Paul), ingénieur, 1, rue Molière, Grenoble	1934
MILLON (Abbé Jean), licencié ès lettres, chapelain de N.D. de La Salette, chanoine honoraire, aumônier à Saint-Jean-de-Bournay (Isère)....	1930
MIRIBEL (Comte de), 31, avenue Pierre-I ^{er} de Serbie, Paris-XVI ^e	1929
MONTCLOS (Joseph de), industriel, 3, rue Ernest-Imbert, Voiron (Isère).....	1935
MONTEYNARD (Marquis de), château de Montélier, Montélier (Drôme).....	1921
MONTEYNARD (Comte Pierre-Henry de), rue de la Moutte, Saint-Pourçain-sur-Sioule (Allier)...	1937
MOREL (Jean-Baptiste), industriel, à Domène, 6, rue Clot-Bey, Grenoble, et château de Lucey (Savoie) (S. P.).....	1925
MOREL-JOURNEL (Georges), 16, quai Général-Sarrazin, Lyon (Rhône), et château de Montbive, par Biviers (Isère).....	1938
MOTTIN (Jean), auditeur au Conseil d'Etat, 11, rue Saint-Romain, Paris-VI ^e . (Actuellement : Conseil d'Etat, Royat (Puy-de-Dôme).....	1942
MOURNAUD (M ^{lle} Françoise), membre de la Société des Etudes historiques, 7, rue Pergolèse, Paris, et 11, rue Jean-Jacques-Rousseau, chez M ^{me} Blachot, Grenoble.....	1938
MUNIER (D ^r Jean), 5, rue Emile-Augier, Grenoble..	1941
NALLET (Albert), notaire, 20, avenue Félix-Viallet, Grenoble	1932
NAZ (Abbé Raoul), chanoine honoraire du diocèse de Moûtiers, professeur au Grand Séminaire, Chambéry (Savoie), et Vizille (Isère).....	1931
NICOLET (André), industriel, 2, place de Verdun, Grenoble	1933
NIEPCE (M ^{me} Anne-Marie), 17, rue de Bonne, Grenoble	1938

NIEPCE (D ^r Jean), 17, rue de Bonne, Grenoble.....	1941
NIJHOFF (Martinus), libraire, Lange Voorhout, 9, (S'Gravenhage), La Haye (Hollande).....	1928
NOVEL (Octave), ancien avoué, chemin du Pont- Prouiller, La Tronche (Isère), et 7, rue Lesdi- guières, Grenoble	1933
OFFNER (D ^r Jules), maître de conférences hono- raire à la Faculté des Sciences, professeur honoraire à l'Ecole de Médecine, Secrétaire général de la Société Scientifique du Dau- phiné, 17, rue Hébert, Grenoble.....	1942
ONCIEU DE CHAFFARDON (Marquis d'), château de Chaffardon, par Saint-Jean-d'Arvey (Savoie). (S. P.)	1901
OULLON (D ^r Honoré), médecin inspecteur dépar- tementale d'hygiène, 36, chemin de Pont- Prouiller, La Tronche (Isère).....	1940
PARDIEU (Comte Jean de), villa des Vosges, 3, che- min de l'Eglise, La Tronche (Isère).....	1940
PAROT (Abbé Gabriel), curé de Notre-Dame de la Salette, à la Croix-Rouge de Grenoble.....	1933
PARRA D'ANDERT (Comte Raymond), château St- Ange, Seyssins (Isère). (Actuellement : major du 4 ^e Régiment de chasseurs d'Afrique, 1, rue du Lieutenant-Robert, Tunis)	1936
PATURLE (Joseph), industriel, Saint-Laurent-du- Pont (Isère).....	1939
PAYET (Emile), pharmacien de 1 ^{re} classe hono- raire, Pusignan (Isère).....	1941
PELISSIER (Abbé Charles), professeur à l'Institu- tion Robin, Vienne (Isère).....	1925
PERONNET (D ^r Jules-Louis), 3, rue Félix-Poulat, Grenoble	1926
PERRIN (Charles), fabricant de gants, juge au Tri- bunal de Commerce, 4, rue des Dauphins, Grenoble	1925
PERRIN (Emmanuel), architecte D. P. L. G., 22, rue Charrel, Grenoble.....	1938
PERRIN (Abbé Henri), chanoine honoraire, curé de La Buissière (Isère)	1888
PERROUD (Chanoine Marc), membre effectif de l'Académie de Savoie, curé de Saint-Pierre de Maché, à Chambéry (Savoie).....	1929
PEYRIN (Georges), juge au tribunal de Commerce, 5, rue Denfert-Rochereau, Grenoble.....	1938

PIAT-DESVIAL (L.), 1, rue Jean-Jacques-Rousseau, Grenoble	1936
PICOLET D'HERMILLON (Commandant), à Bissy, par Chambéry (Savoie)	1926
PICOT (Abbé Bernard), chanoine honoraire, ancien supérieur du Petit Séminaire de Voreppe (Isère), Hôtel-Dieu, la Bajatière, Grenoble...	1932
PIGNÈDE (Edouard), représentant, vice-président du Syndicat d'Initiative, 3, boulevard Agutte-Sembat, Grenoble.....	1941
PIOLLET (Léon), industriel, 6, rue de la Moselle, Grenoble	1914
PONSARD (Félix), notaire, à Voreppe (Isère).....	1933
PRINCE (Paul), avoué, président départemental de la Légion française, 6, rue Voltaire, Grenoble	1941
POUSSIELGUE (Colonel Henri), Belmont-Tramonet (Savoie)	1925
QUINSONAS (Marquis Artus de), château de Mérierieu, Creys-et-Pusignieu (Isère).....	1912
QUINSONAS (Comte François-Henri de), lieutenant au 4 ^e chasseurs d'Afrique, Tunis (Tunisie)...	1935
RAJAUD (Alphonse), industriel, Vizille (Isère)....	1919
RÉAL (Paul), ingénieur-photographe, président de la Chambre des Métiers de Grenoble, président de la Fédération des Artisans des Alpes, 5, rue de la Poste, Grenoble.....	1942
REGARD (Colonel Antonin), 46, rue Thiers, Grenoble	1941
REPELIN-PERRIOT (Pierre), libraire, 9, avenue Alsace-Lorraine, Grenoble	1928
RÉQUICHOT (Marcel), ingénieur, « La Papeterie », Rives (Isère)	1934
REVOL (Frédéric), chef de bataillon en retraite, 5, cours Jean-Jaurès, Grenoble.....	1942
REYNAUD (Commandant), chef de bataillon d'infanterie en retraite, 6, place Notre-Dame, à Grenoble	1935
REYNIER (Albert), directeur du Groupe scolaire de la Capuche, Grenoble.....	1930
RIAZ (Henri de), château Le Fief, Cheserex-sur-Nyon, canton de Vaud (Suisse). (S. P.).....	1911
RICARD (Jean), journaliste, 35, rue Lesdiguières, Grenoble	1941
RICHARD (François), conseiller à la Cour d'Appel, 24, rue Jean-de-Bologne, Douai (Nord).....	1908

ROCHAS D'AIGLUN (Commandant de), 3, rue Villars, Grenoble	1934
ROCHER (Louis), La Côte-Saint-André (Isère).....	1938
ROMANET (Emile), ingénieur, 17, cours Jean-Jaurès, Grenoble, <i>Membre perpétuellement inscrit</i>	1935
ROME (Jacques), architecte, 5, rue Lesdiguières, Grenoble	1941
ROSSET DE SALENCY (Hector), 15, rue Eugène-Faure, Grenoble.....	1942
ROULIER (Louis), docteur en pharmacie, pharmacien, 6, place Grenette, Grenoble.....	1942
ROUSSE-LACORDAIRE (François), avoué, 1, rue de la Liberté, Grenoble	1933
ROY (Henri), directeur des Services agricoles des Alpes-Maritimes, Nice (A.-M.).....	1938
RUBIN (M ^{me} Hélène), élève à l'Ecole nationale des Beaux-Arts de Paris, 9, rue Galilée, Grenoble	1941
SABATIER (L ^t -colonel), château de Craponoz, à Bernin, par Crolles (Isère).....	1925
SAUNIER (D ^r Joseph), Heyrieux (Isère).....	1924
SAVIN (Colonel Francisque), maire de Voreppe (Isère)	1942
SECRET (Abbé Bernard), aumônier de la place de Chambéry, 16, rue de Boigne, Chambéry (Savoie)	1940
SÉGUIER (Baron Antoine), capitaine de corvette en retraite, château de Beauplan, par Voreppe (Isère)	1939
SERRE (Roger), conseiller à la Cour d'appel, Palais de Justice, Grenoble.....	1941
SIEYÈS (Comte Henry de), château de Voreppe (Isère), et 54, rue de Varenne, Paris-VII ^e	1934
SILVY (Gabriel), industriel, 20, rue Condorcet, Grenoble	1925
SILVY (Jean), 6, rue Voltaire, Grenoble.....	1940
SOMBARDIER (Pierre), président directeur général des Papeteries de Pont-de-Claix, Pont-de-Claix (Isère).....	1942
TERRAY (D ^r Henri-Alphonse), 42, rue Saint-Laurent, Grenoble, et villa Amédée, rue Georges-I ^{er} , Aix-les-Bains (Savoie).....	1942

TEYSSIER DE SAVY (Léon), Lt-colonel en retraite, 7, rue Villars, Grenoble, et château de Haute- Jarrie, Jarrie (Isère).....	1938
THIBAUD (M ^{lle} Marguerite), 16, avenue Félix-Vial- let, Grenoble.....	1938
THIBAUDIER (Louis), ingénieur, boulev. du Champ- de-Mars, Saint-Marcellin (Isère).....	1939
TREPOZ, ancien notaire, 20, rue du Juge-de-Paix, Lyon (Rhône).....	1896
VALLENTIN DU CHEYLARD (Raymond), avocat, 14, rue Bouverie, Montélimar (Drôme).....	1934
VALLIER (Lucien), général de division du cadre de réserve, 3, rue Vauban, Grenoble.....	1934
VARAX (Louis de), château de Terrebasse, par Ville-sous-Anjou (Isère) et 37, place Belle- cour, Lyon (Rhône).....	1929
VARILLE (Mathieu), président de l'Académie des Sciences de Lyon, 1, quai de Retz, à Lyon (Rhône)	1936
VAULSERRE (Marquis François de), château des Echelles, les Echelles (Savoie).....	1940
VELLEIN (M ^{me} Gustave), 18, rue de la République, Bourgoin (Isère).....	1931
VERDET-KLÉBER (Robert), Valfrey, Rives (Isère) ..	1923
VERNAY (Abbé Joseph), professeur au Petit Sémi- naire du Rondeau-Montfleury, La Tronche (Isère)	1937
VIDAL (D ^r Louis-François), direct ^r régional à la Famille et à la Santé, Rouen (Seine-Inf ^{re}), et 20, boulevard Edouard-Rey, Grenoble.....	1938
VIENNE (Louis de), ministre plénipotentiaire, 4, rue Bayard, Paris-VIII ^e , et château des Eymes, Saint-Nazaire (Isère).....	1936
VIGNON (Paul), professeur à l'Institut catholique de Paris, 1, boulevard Edouard-Rey, Gre- noble	1941
VILLARD (André), archiviste du Gouvernement gé- néral de l'Afrique occidentale, Dakar (A. O. F.), et 43, boulevard Maréchal-Pétain, Grenoble..	1936
VINCENT (Maurice), instituteur à l'Abbaye, groupe Jules-Ferry, l'Abbaye, Grenoble.....	1941
VIRIEU (Comte Aymon de), château de Pupetières, par Virieu (Isère), et 17, boulevard de la Tour-Maubourg, Paris-VII ^e	1929

VIRIEU (Marquis Xavier de), capitaine breveté d'Etat-Major, château de Virieu (Isère), et 10, rue des Marronniers, Paris-XVII ^e	1936
VISAN (Tancrède de), homme de lettres, 7, rue de Bonnell, Lyon (Rhône).....	1910
WAYMEL (Général), 2, rue Marcel-Benoît, Gre- noble	1928

TOTAL :

Membres titulaires.....	58
Membres associés.....	295

TOTAL GÉNÉRAL..... 353

P. S. — Afin de présenter la statistique exacte de tous les membres ayant fait partie de l'Académie Delphinale entre le 1^{er} février 1940 et le 30 juin 1942, il convient d'ajouter à la liste ci-dessus, à titre posthume, les noms de deux membres associés qui ont été élus postérieurement à la publication de la précédente (1939) et sont décédés antérieurement à la présente. Ce sont MM.

— PÉGUY (Pierre), professeur au Lycée Champollion, élu le 4 janvier 1941 et décédé le 15 octobre 1941;

— BEAUNE (Général Maxime), élu le 30 novembre 1940 et décédé le 23 janvier 1942.

LISTE DES SOCIÉTÉS ET ETABLISSEMENTS CORRESPONDANTS

FRANCE ET COLONIES

- AIN. — Société d'Emulation de l'Ain, Bourg.
— Société Gorini, Bourg.
— Le Bugey, Société scientifique, historique et littéraire, Belley.
- AISNE. — Société historique et archéologique, Château-Thierry.
- ALPES (BASSES-). — Société scientifique et littéraire des Basses-Alpes, Digne.
- ALPES (HAUTES-). — Société d'études des Hautes-Alpes, Gap.
— Bibliothèque municipale de Briançon.
- ALPES-MARITIMES. — Société des lettres, sciences et arts des Alpes-Maritimes, Nice.
- ARDÈCHE. — Revue du Vivarais, La Voulte-sur-Rhône.
- AUBE. — Société académique d'agriculture, des sciences, arts et belles-lettres du département de l'Aube, Troyes.
- AUDE. — Commission archéologique et littéraire, Narbonne.
- BELFORT (Territoire de). — Société belfortaine d'émulation, Belfort.
- BOUCHES-DU-RHÔNE. — Académie des sciences, arts, agriculture et belles-lettres, Aix.
— Annales des Facultés des Lettres et de Droit, Aix.
- CALVADOS. — Académie des sciences, arts et belles-lettres, Caen.
- CANTAL. — Société des lettres, sciences et arts de la Haute-Auvergne, Aurillac.
- CHARENTE. — Société archéologique et historique de la Charente, Angoulême.
- CHARENTE-INFÉRIEURE. — Société des archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, Saintes.

- CÔTE-D'OR. — Académie des sciences, arts et belles-lettres de Dijon, Dijon.
- DOUBS. — Académie des sciences, belles-lettres et arts de Besançon, Besançon.
- DRÔME. — Société d'archéologie et de statistique de la Drôme, Valence.
- EURE-ET-LOIR. — Société dunoise d'archéologie, histoire, sciences et arts, Châteaudun.
- FINISTÈRE. — Société archéologique du Finistère, Quimper.
- GARD. — Académie de Nîmes, Nîmes.
- GARONNE (HAUTE-). — Académie des sciences, inscriptions et belles-lettres de Toulouse, Toulouse.
- Société archéologique du Midi de la France, Toulouse.
- Bibliothèque de l'Université de Toulouse.
- GIRONDE. — Académie des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux.
- Société des sciences physiques et naturelles, Bordeaux.
- HÉRAULT. — Académie des sciences et lettres de Montpellier, Montpellier.
- Société archéologique de Montpellier, Montpellier.
- Société pour l'étude des langues romanes (*Revue des langues romanes*), Montpellier.
- Société archéologique, scientifique et littéraire, Béziers.
- ILLE-ET-VILAINE. — Société archéologique d'Ille-et-Vilaine, Rennes.
- INDRE-ET-LOIRE. — Société archéologique de Touraine, Tours.
- Société d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres du département d'Indre-et-Loire, Tours.
- ISÈRE. — Société dauphinoise d'ethnologie et d'archéologie, Grenoble.
- Société scientifique du Dauphiné, Grenoble.
- Rhodania, association des préhistoriens du bassin du Rhône, Vienne.
- Société des Amis de Vienne, Vienne.
- Bibliothèque de la Ville de Grenoble.
- Bibliothèque de l'Université de Grenoble.
- Bibliothèque des Archives départementales de l'Isère, Grenoble.
- Bibliothèque de la Ville de Vienne.

- LOIRE. — La Diana, Société historique et archéologique du Forez, Montbrison.
 — Société d'agriculture, industrie, sciences, arts et belles-lettres du département de la Loire, St-Etienne.
- LOIRE (HAUTE-). — Société d'agriculture, sciences, arts et commerce du Puy et de la Haute-Loire (Société académique du Puy), Le Puy.
- LOIRE-INFÉRIEURE. — Société archéologique de Nantes et de la Loire-Inférieure, Nantes.
- LOIRET. — Société archéologique et historique de l'Orléanais, Orléans.
- MAINE-ET-LOIRE. — Société d'agriculture, sciences et arts d'Angers, Angers.
- MANCHE. — Société académique de Cherbourg, Cherbourg.
- MARNE. — Académie de Reims, Reims.
 — Société des sciences et arts de Vitry-le-François, Vitry-le-François.
- MARNE (HAUTE-). — Société historique et archéologique de Langres, Langres.
- MEURTHE-ET-MOSELLE. — Académie de Stanislas, Nancy.
 — Société d'archéologie lorraine et du Musée historique lorrain, Nancy.
- MOSELLE. — Académie de Metz, Metz.
- NORD. — Société dunkerquoise pour l'encouragement des sciences, des lettres et des arts, Dunkerque.
 — Société des sciences, de l'agriculture et des arts de Lille, Lille.
- OISE. — Société historique de Compiègne, Compiègne.
 — Comité archéologique de Senlis, Senlis.
- ORNE. — Société historique et archéologique de l'Orne, Alençon.
- PAS-DE-CALAIS. — Académie des sciences, lettres et arts d'Arras, Arras.
 — Société des Antiquaires de la Morinie, Saint-Omer.
- PYRÉNÉES (BASSES-). — Société des sciences, lettres et arts de Pau, Pau.
 — Société des sciences, lettres et arts de Bayonne, Bayonne.
- PYRÉNÉES-ORIENTALES. — Société agricole, scientifique et littéraire des Pyrénées-Orientales, Perpignan.

RHIN (BAS-). — Société académique du Bas-Rhin pour le progrès des sciences, des lettres, des arts et de la vie économique, Strasbourg.

RHIN (HAUT-). — Société d'histoire naturelle de Colmar, Colmar.

RHÔNE. — Académie des sciences, belles-lettres et arts de Lyon, Lyon.

— Société littéraire, historique et archéologique de Lyon, Lyon.

— Etudes rhodaniennes, Lyon.

SAÔNE-ET-LOIRE. — Académie de Mâcon, Mâcon.

— Société d'histoire et d'archéologie, Chalon-sur-Saône.

— Société éduenne, Autun.

SARTHE. — Société historique et archéologique du Maine, Le Mans.

— Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe, Le Mans.

SAVOIE. — Académie des sciences, belles-lettres et arts de Savoie, Chambéry.

— Société savoisienne d'histoire et d'archéologie, Chambéry.

— Académie de Val-d'Isère, Moûtiers.

— Société d'histoire et d'archéologie de Maurienne, Saint-Jean-de-Maurienne.

SAVOIE (HAUTE-). — Académie florimontane (*Revue savoisienne*), Annecy.

— Académie salésienne, Annecy.

— Académie chablaisienne, Thonon-les-Bains.

— Académie du Faucigny, Bonneville.

SEINE. — Ministère de l'Instruction publique, Comité des Travaux historiques et scientifiques, Paris (*Bulletin archéologique, Bulletin historique et philologique, Bulletin de la Section des sciences économiques et sociales, Comptes rendus des Sociétés savantes*).

— Société nationale des Antiquaires de France, Paris.

SEINE-ET-OISE. — Société des sciences morales, des lettres et des arts de Seine-et-Oise, Versailles.

— Société Historique et Archéologique de l'arrondissement de Pontoise et du Vexin, Pontoise.

SOMME. — Société des Antiquaires de Picardie, Amiens.

TARN-ET-GARONNE. — Société des sciences, belles-lettres et arts de Montauban.

- VAR. — Académie du Var, Toulon.
 VAUCLUSE. — Académie de Vaucluse, Avignon.
 VIENNE. — Société des Antiquaires de l'Ouest, Poitiers.
 — Revue Mabillon, Ligugé.
 VIENNE (HAUTE-). — Société historique et archéologique
 du Limousin, Limoges.
 VOSGES. — Société philomatique vosgienne, Saint-Dié.
 YONNE. — Société des sciences historiques et naturelles
 de l'Yonne, Auxerre.
- CONSTANTINE. — Société archéologique de la province de
 Constantine, Constantine.
 TUNISIE. — « Revue Tunisienne », publiée sous les aus-
 pices de l'Institut de Carthage, Tunis.
 — Bibliothèque publique, 20, Souk el Attarine,
 Tunis.
 FLORENCE (ITALIE). — Bibliothèque de l'Institut français
 de Florence.

ETRANGER

- ALLEMAGNE. — Preussische Akademie der Wissenschaf-
 ten. Deutsche Literaturzeitung, Unter den Lin-
 den, 8, Berlin, N.W. 7 (Universitätsbibliothek,
 Dorotheenstr. 81, Berlin, N.W. 7).
- BELGIQUE. — Académie royale d'archéologie de Belgique,
 1, rue du Lion-de-Flandre, Anvers.
 — Société des Bollandistes, 24, boulevard Saint-Mi-
 chel, Bruxelles.
 — « Sambre-et-Meuse », service d'études folklori-
 ques et historiques de la province de Namur
 (M. Emile Dave, 26, rue Pepin, Namur).
- ETATS-UNIS. — University of Illinois Studies, in lan-
 guage and literature, Urbana (Illinois).
 — Wisconsin, Academy of Sciences, arts and letters,
 Madison (Wisconsin).
- ITALIE. — Regia Societa romana di storia patria, Rome.
 — Bibliothèque Vaticane, Rome.
 — Reale Accademia d'Italia, Rome.
 — Societa storica Lombarda di storia patria, Milan.
 — Regia deputazione di storia patria, Turin.
 — Societa storica Subalpina, Turin.
 — Société Académique de S. Anselme, Aoste.
- NORVÈGE. — Société royale norvégienne des sciences et
 des lettres, Trondhjem.

POLOGNE. — Bibljoteka Uniwersytecka w Wilnie, Ul. Uniwersytecka 5, Vilna.

SUÈDE. — K. Vitterhets Historie u. Antikvitets Akademien Forvânnen, Stockholm.

— Université royale d'Upsala, Upsal.

— K. Humanistika Vetenskaps Samfundets, Skrifter Upsal (Bibliothèque de l'Université).

— Bibliothèque Universitaire et Municipale. Gothenbourg.

SUISSE. — Société d'histoire du canton de Fribourg, Fribourg.

— Société d'histoire et d'archéologie de Genève, Genève.

— Société d'histoire de la Suisse romande, Lausanne.

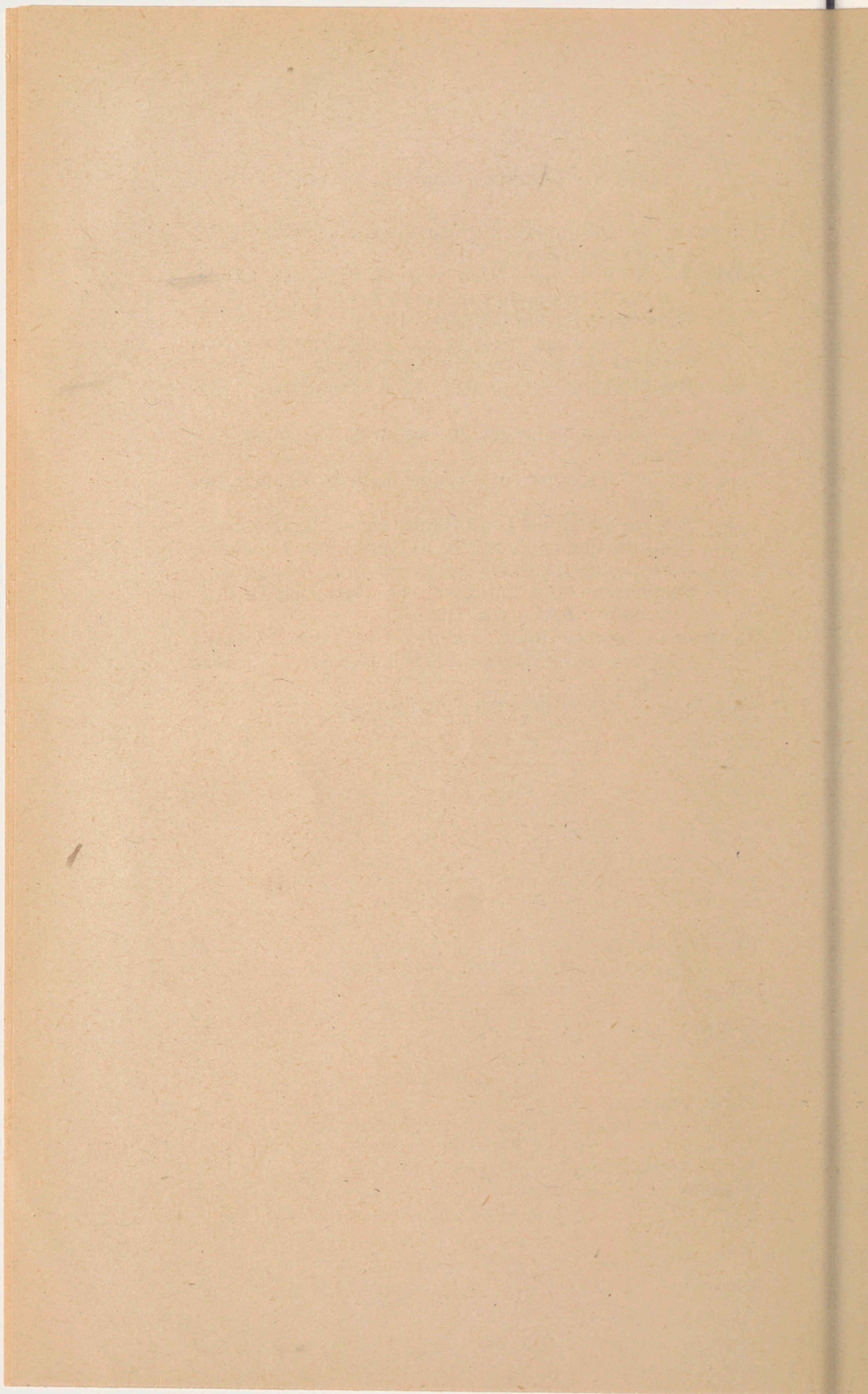
— Bibliothèque cantonale et universitaire, Lausanne.

— Société neuchâteloise de géographie, Neuchâtel.

— Historische und antiquarische Gesellschaft Universitats Bibliothek, Bâle.

UKRAINE. — Académie des Sciences. Ukrainian Academy of Sciences. Library, Korolenko str., N° 58-a. Kiev.

URUGUAY. — Museo nacional, Montevideo.



PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES DE L'ACADÉMIE EN 1940

SEANCE DU 2 MARS 1940

Présidence de M. VATIN-PÉRIGNON, vice-président.

Membres présents ¹ : 31.

Nécrologie. — M. le comte R. DE GALBERT a perdu sa sœur, M^{me} Marie-Antoinette de Galbert, religieuse du Sacré-Cœur, décédée le 28 janvier 1940;

M. Joseph COURTEAUD-MUGNIER a été frappé également par la mort de sa sœur, M^{me} Courteaud-Mugnier, récemment décédée à Vizille, à l'âge de 70 ans.

Le Président exprime aux familles éprouvées les condoléances de l'Académie.

Distinctions. — M. le professeur L. BARBILLION a été élu membre correspondant de l'Institut Roumain de l'Energie;

M. Emile ROMANET a été nommé commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand.

Nos deux éminents confrères sont chaleureusement félicités par le Président.

¹ Présents : MM. le prof^r Barbillion, Aug. Bouchayer, colonel David, Ch. Freynet, recteur Georges Gariel, prof^r Jacoubet, comm^t Juster, prof^r Latouche, Letonnellier, comm^t le Masson, marquis de Marcieu, baron Mounier, Paul Perrin, comte de Quinsonas, Edouard Silvy, abbé Tresson, Pierre Vaillant, Vatin-Pérignon, Vermale, conservateur Vogeli, membres titulaires;

MM. Bizalion, capitaine Blanc, prof^r A. Caraccio, A. Daumas, D^r Denier, A. Dumas, L. Idelon, L. Le Grain, comm^t de Linage, comm^t Louvat, comm^t de Rochas, membres associés.

Exc^usés : M^{me} Croidieu, M^{me} Brenier; MM. Armanet, conservateur Breton, de Coursac, chanoine Dussert, 1^{er}-colonel de Guillebon.

Dons d'ouvrages. — La Bibliothèque a reçu :

CAILLET (Maurice) : L'exposition rétrospective de l'Université de Valence (1452-1792). Préface par M. Jacques de Font-Réaulx. — *Valence*, 1939, 8°, 16 p. (Don de M. le doyen J. Chevalier);

BLANCHARD (Pierre) : Les vieux Hôtels de Nîmes. L'Hôtel de l'Académie, anciennement Hôtel de la Tour (*Le vieux Nîmes*, n° 15, octobre 1939), in-8°, 32 p., illustr. (Don de M. Latzarus, prof^r à l'Université de Grenoble);

Signalons en outre que l'Académie de Nîmes a chargé son président, M. Latzarus, de remettre à M. le Bibliothécaire de l'Académie Delphinale les volumes de ses *Mémoires* qui manquaient à nos collections (tomes XXXII et XLVIII de la VII^e série), et que désormais les échanges auront lieu régulièrement entre les deux sociétés savantes.

Remerciements.

M. E. VATIN-PÉRIGNON, *vice-président* : *Allocution.* — M. E. Vatin-Pérignon, élu vice-président lors du renouvellement du Bureau, prononce l'allocution suivante :

MES CHERS CONFRÈRES,

Notre Président est aux Armées.

Ce fait domine la séance de ce soir, lui donne son sens et sa portée.

Notre Président est aux Armées. — Que vers lui, vers ses compagnons d'armes, vers les chefs et vers les soldats aillent, avant tout, notre pensée et notre ferveur, notre hommage et notre salut !

S'il n'est point dans les usages de notre Compagnie qu'un simple *vice-président* prenne la parole à l'occasion de son élection, il est apparu que les circonstances actuelles commandaient d'apporter aujourd'hui une exception à cette règle. C'est qu'en effet, en me confiant cette « vice-présidence de guerre », vous avez voulu marquer votre décision d'assurer la vie de l'Académie Delphinale *pendant, malgré, parce que* la guerre. Et cela devait être dit.

En face de cette guerre, totale parce que ses batailles se livrent autant sur le plan spirituel que sur le plan matériel, n'est-il pas indispensable en effet de conserver vivantes, et bien vivantes, ces innombrables cellules qui constituent le corps social de notre pays ?

Chaque groupe de citoyens, quelles que soient ses préoccupations, constitue l'une de ces cellules et doit s'efforcer à se maintenir en vie et même en santé. « La joie de l'âme est dans l'ac-

tion », certes, et aujourd'hui plus que jamais où l'action se confond avec l'héroïsme. Mais la santé de l'âme n'est-elle pas dans le labeur normal poursuivi malgré tout? N'y a-t-il pas place marquée pour toutes nos activités traditionnelles, même — surtout peut-être — les plus désintéressées?

Ce désintéressement n'est à aucun degré celui du sceptique qui tourne le dos aux tragiques réalités de l'heure et se cache la tête sous un pan de son manteau.

Comment oublierais-je les leçons reçues, aux premiers mois de la précédente guerre, de la bouche du grand chef qui, chef d'une terre française d'outre-mer, devait en faire pour la mère-patrie le précieux réservoir d'hommes et de ressources que vous savez? Non sans causer quelque scandale, il imposait, dès le début de 1915, à son « équipe » ces formules fameuses : « La séance continue ». « Gardons le sourire ». « Tout chantier vaut un bataillon » — et il gagnait la bataille du Maroc sur tous les plans à la fois, le militaire certes, mais aussi l'économique et le politique — utilisant les hommes, chacun suivant sa compétence, dans des tâches militaires ou dans des besognes civiles, à sa place et à son rang. Certes, son horreur de l'égalitarisme — lequel n'a rien de commun avec le sens de l'égalité devant la justice, mais n'est que le fruit vénéneux du péché d'envie — son horreur de l'égalitarisme y trouvait son compte, mais surtout l'intérêt général. C'est que Lyautey savait que la vie nationale est faite de l'infinie diversité des tâches et qu'aucune n'est indifférente au but final.

Si vous avez voulu, mes chers confrères, maintenir intacte en Dauphiné une cellule de vie intellectuelle française, c'est que vous saviez vous aussi qu'ainsi vous apporteriez votre contribution — pour une part infime peut-être, mais quand même pour une part — au service national.

Avant de terminer, puisque les circonstances qui m'ont conduit à prendre ce soir la parole m'en offrent l'occasion, permettez-moi de vous exprimer, très simplement, ma confusion, ma gratitude, mon dévouement.

Ma confusion! Tant d'hommes éminents, qui donnent à notre Compagnie un tel lustre, n'étaient-ils pas infiniment mieux qualifiés que moi pour assumer la tâche dont vous avez voulu m'honorer? Puisque j'ai dû en accepter le poids, sachez bien que ce ne fut qu'avec le sentiment profond de mon indignité — et ceci me méritera peut-être votre indulgence.

Ma gratitude, pour les arguments si gracieux que vous avez bien voulu invoquer pour emporter mon adhésion. A dire vrai, je ne pouvais qu'être à vos ordres, sachant bien que mon trop fréquent éloignement de vos travaux me faisait un devoir de vous obéir le jour où, devant vous, je me porterais présent.

Mon dévouement — car si je sais pouvoir compter sur votre bienveillance, si je sais pouvoir m'appuyer sur l'inappréciable collaboration de notre Secrétaire perpétuel, je n'en aurai pas

moins à cœur de faire tout mon possible pour me montrer jusqu'au bout digne de votre confiance. De votre côté, vous ne manquerez pas, j'en suis assuré, de m'apporter vos conseils, vos avis, vos suggestions, et tout votre concours, en vue des éventuelles adaptations aux circonstances des activités de notre chère et vieille maison qui, aujourd'hui plus que jamais, entend « maintenir » pour « servir ».

M. l'abbé TRESSON : *Deux curieux monuments égyptiens du Musée de Grenoble, acquis par M. le conservateur Louis Royer, peu avant sa mort (avec projections).* — M. l'abbé Tresson étudie deux monuments égyptiens du Musée de Grenoble, que M. le conservateur Louis Royer acheta, à la Salle des ventes de la rue de Bonne, en juin 1938, deux mois avant sa mort.

I). Le premier monument, en terre cuite, haut de 0 m. 19 cent., large de 0 m. 10 cent., épais de 0 m. 01 cent., est bien conservé, malgré une fracture transversale, d'ailleurs réparée. Il fut exécuté, à l'aide d'un moule, comme l'indiquent la direction et le relief des signes, et appartient à la catégorie des *Stèles* dites *de lucarnes*¹. On distingue, dans la partie cintrée, le disque solaire ailé, surmontant les deux yeux *Ouza* et le vase à libations. Puis vient l'inscription contenant, en six lignes, une prière du chef des tisserands d'Amon, *Nefer-heb-ef*, à Râ, « depuis le moment où ce dieu se lève jusqu'au moment où il se couche, à l'occident de la Ville (c'est-à-dire de Thèbes) ». Cette pièce — qui n'est pas sans présenter un certain point de contact avec le joli vase fictif du Musée de Grenoble, au nom d'un *Nefer-heb-ef*, bien différent du personnage de notre Stèle, puisqu'il exerçait la charge de directeur des fondeurs d'or d'Amon — provient, sans doute, de la nécropole thébaine de Deir el-Médineh et remonte à la XVIII^e dynastie, peut-être aux règnes de Thoutmosis III ou d'Aménophis II, qui gouvernèrent l'Egypte de 1504 à 1450 et de 1450 à 1425 (?).

II). Le second monument, lui aussi cintré, mais peint, est gravé sur un bloc de calcaire à grains fins. Haut de 0 m. 29 cent., large de 0 m. 19 cent., épais de 0 m. 06 cent., il représente, sur l'une des faces, le bœuf Apis, qu'une

¹ Au sujet de ces stèles, cf. E. Drioton et J. Vandier : *Les peuples de l'Orient méditerranéen. II, l'Egypte* (collection Clio). Paris, Presses universitaires, 1938, p. 456.

légende nomme *Osiris-Hapi*. L'animal divin est figuré, étendu sur un socle bleuâtre. Il est précédé d'un guéridon, surmonté de deux pains d'offrande, du nénuphar bleu, et suivi d'un proscynème au nom propre, assez étendu, par suite d'époque tardive : *Pa-ir-sesept-khmâ(?)-imen*, proscynème reproduisant, avec des variantes, celui de la Stèle du Louvre 3133, laquelle a, du reste, inspiré toute cette partie de notre monument.

Quant à l'autre face, elle est entièrement consacrée à un souverain assyrien (Sargon II), assis, portant la tiare conique à appendice, d'amples vêtements, tenant en mains le nénuphar bleu, le long sceptre à disque solaire et dominant une ligne de cunéiformes, ainsi conçue : *Palais de Sargon, roi d'Assur*. L'examen de cette face ne tarda pas à susciter en nous des doutes, que M. Virolleaud, l'éminent assyriologue, à qui nous exprimons nos remerciements, confirma par divers arguments : « grave erreur à propos des derniers signes cunéiformes (nom d'Assur); inexistence, dans l'art assyrien, de personnage à triple face; disposition défectueuse des pieds; lamentable dessin des bras... » auxquels nous ajouterons d'importantes méprises relatives aux vêtements et à la barbe.

De ce qui vient d'être dit, nous tirerons trois conclusions :

1° Le monument en question ne présente aucune garantie d'authenticité en ce qui concerne soit la partie égyptienne, qui, malgré des variantes, doit être considérée comme une copie de la Stèle 3133 du Louvre¹, soit la partie assyrienne, que M. Virolleaud a raison de regarder comme l'œuvre d'« un artiste qui ne s'est pas contenté de reproduire un monument assyrien, mais a conçu ce Sargon au seul gré de sa fantaisie ». En somme, il est de date récente.

2° Cette date, nous pouvons la fixer au milieu du XIX^e siècle, même la faire descendre à *novembre 1852*, si l'on regarde, comme concernant notre pierre, ce qui n'est pas douteux, ce passage de Maspero dans *Notice biographique de Mariette* au t. XVIII de la *Bibliothèque égyptologique*, Paris, Leroux, 1904, p. XLIX : « Au cours de novembre 1852, une seconde commission mixte, présidée

¹ Pour la reproduction de la Stèle n° 3133 du Louvre, voir Auguste Mariette : *Le Sérapéum de Memphis*. Paris, Gide, 1857. pl. en couleur, n° 32 (en haut, à gauche).

par M. de Longueville, élève-consul attaché à l'agence d'Alexandrie, vint enlever à Sakkarah les pierres destinées au Musée du Caire. Mariette..... non seulement ne livra que des objets sans valeur archéologique, mais il glissa dans le lot un certain nombre..... de stèles et de figures fabriquées par son auxiliaire Bonnefoy, sur le modèle des stèles authentiques du Sérapéum ».

3° Nous pouvons affirmer que Mariette ne fut guidé, dans son entreprise, que par le désir de conserver à la Science un lot de documents de premier ordre, qui risquaient d'être distribués à des visiteurs ignorants et, pour cela, de les placer au Musée du Louvre, sous la sauvegarde de la France, bien digne de cet honneur en raison du labeur de ses fils et de l'or dépensé. La conduite de notre génial compatriote ne mérite donc que des éloges, et c'est ce que nous soulignâmes en terminant notre causerie au cours de laquelle nous pûmes appuyer nos considérations par cinq clichés dus à l'art consommé de M. Piccardy, photographe, et projetés, avec une réelle habileté professionnelle, par M. Roux, de la Faculté des Sciences de Grenoble.

(Communiqué par M. l'abbé TRESSON.)

M. le comm^t JUSTER : *Compte rendu bibliographique.*
— Le comm^t Juster signale : *Société de l'Aube* : de M. Destainville, Les ecclésiastiques de la famille Danton; de M. Morin, Les ancêtres de l'Avare de Molière; une histoire de l'atelier monétaire de Troyes qui fonctionna de Charles VI à Louis XV; — *Académie de Caen* : de M. Fanet, une biographie du lieutenant-général du Rosel de Beaumanoir qui, comme sous-gouverneur de la Corse vit naître et grandir Bonaparte, lui rendit ainsi qu'à sa famille des services dont le Premier Consul se montra reconnaissant; — *Société de Béziers* : une étude sur « Royal Roussillon » au Canada; un compte rendu des fêtes du vin à Montpellier, Agde et Béziers, en 1938-1939: c'est un retour marqué à de vieilles coutumes au caractère à la fois religieux et professionnel; — *Académie de Montpellier* : une note de M. Jourda sur Stendhal, le baron Fabre et Montpellier; — *Académie Chablaisienne* : Chambéry-Capitale, par le général Bordeaux; — *Société de l'Orne* : biographie de Desgenettes, le célèbre médecin de la Révolution et de l'Empire.

(Communiqué par M. le comm^t JUSTER.)

M. le comm^t JUSTER : *A propos de la conduite de Grenoble.* — Au sujet de cette expression¹, M. Guyot, étudiant dans les *Mémoires de l'Académie de l'Aube* son origine, admet comme la plus probable la manière dont M^{me} Guyon aurait été contrainte de quitter cette ville après la seconde invitation formelle de s'en éloigner à elle adressée par l'Evêque : c'est la première fois, croyons-nous, que cette solution est présentée; copie de sa communication est demandée à l'auteur.

(Communiqué par M. le comm^t JUSTER.)

Questions diverses et correspondance. — M. le baron Mounier propose l'échange de publications avec la « Société Historique et Archéologique de Pontoise et du Vexin ». Renvoyé à la prochaine séance.

M. Letonnelier propose une addition au Règlement intérieur, addition destinée à parer à une nouvelle crise de direction de l'Académie. Renvoyé également à la prochaine séance.

Par une lettre en date du 22 janvier 1940, la *Revue du Vivarais* nous informe que, « par suite des circonstances, elle se voit dans l'obligation de cesser de paraître pendant la durée des hostilités ».

M^e Idelon-Riton remercie de son élection en qualité de membre associé.

Présentation d'un membre titulaire. — M. Armand CARACCIO, professeur à la Faculté des Lettres, membre associé depuis le 27 janvier dernier, est présenté comme membre titulaire pour occuper le fauteuil n° 53 laissé vacant par le décès de M. Antoine Chollier. Les parrains sont MM. Vermale, Georges Gariel, J. Guédel, R. Latouche.

Scrutin sur les candidatures proposées. — M^{me} Jean de Camaret, M. le vicomte Jean de Pardieu, M^{me} d'Adhémar sont élus membres associés.

La séance est levée à 18 heures.

¹ Voir sur ce sujet : Paul FOURNIER : *L'ancienne Université de Grenoble in Livre du centenaire...* — Grenoble, Allier frères, 1906, in-8°, p. 40 et surtout 55. — Alb. VALOIS : *La conduite de Grenoble...* — Grenoble, X. Drevet, 1930, in-8°, 36 p. — J. GUÉDEL : *Encore la conduite de Grenoble (Bull. de la Soc. dauph. d'Ethnologie. Tome XXIX, 1936, in-8°, p. 104).* — Ed. ESMONIN : *Une interprétation nouvelle de la « conduite de Grenoble » (P. V. de la Soc. dauph. d'Ethnologie, n° 94, décemb. 1937) (N. D. L. R.).*

SEANCE DU 6 AVRIL 1940

Présidence du 1^{er}-colonel J. GUÉDEL, président.

Membres présents¹ : 24.

En ouvrant la séance, le 1^{er}-colonel GUÉDEL, président, aux armées, actuellement en permission, prononce l'allocution suivante :

MES CHERS CONFRÈRES,

Je me félicite tout d'abord et je m'excuse, à la fois de me trouver ici d'une façon un peu imprévue, et d'assumer ainsi une présidence qui ne devait point me revenir aujourd'hui. J'ai été extrêmement sensible à l'honneur que vous m'avez fait en prolongeant, en ma faveur, la dignité que vous m'aviez confiée l'an dernier.

Vous avez voulu — et votre Vice-Président l'a dit en termes excellents — marquer par là l'esprit de continuité qui doit persister dans votre Compagnie, durant la période que nous traversons. Vous avez voulu surtout honorer, en ma modeste personne, les combattants de cette nouvelle guerre, et cet hommage que vous leur rendez m'a, je le répète, profondément touché.

Cependant, cette présidence, qui devait rester avant tout symbolique, voilà que je reviens aujourd'hui l'exercer effectivement. Je reste convaincu que cette place aurait été mieux occupée par celui que vous avez, à si juste titre, choisi pour votre Vice-Président titulaire, votre Président réel, en vue de la tenue normale de vos séances.

M. VATIN-PÉRIGNON s'est assez hautement fait connaître par toute sa carrière antérieure, par ses travaux et son œuvre féconde auprès d'un des plus grands animateurs et réalisateurs de notre temps, par la valeur de son esprit et l'étendue de ses compétences, pour que je me contente de lui présenter ici l'assurance de la joie que j'éprouve à le rencontrer et le témoignage de ma bien respectueuse estime.

¹ Présents : MM. Auguste Bouchayer, colonel Dory, 1^{er}-colonel Guédel, professeur Jacoubet, comm^t Juster, Letonnellier, comm^t le Masson, baron Mounier, Paul Perrin, Paul Royer, J. Taulier, P. Thomé de Maisonneuve, abbé Tresson, Vatin-Pérignon, F. Vermale, F. Vernay, membres titulaires :

M^{lle} Mournaud ; MM. le capitaine Blanc, Dumas, R. P. Victor Hostachy, de Labareyre, L. Le Grain, comm^t Louvat, comm^t Reynaud, membres associés.

Excusés : M^{me} de Camaret, M^{me} Croidieu ; MM. le professeur Barbillion, le professeur Caraccio, J. de Coursac, comm^t Duprey, Ch. Freynet, abbat Genet, 1^{er}-colonel de Guillebon, le professeur Latouche, J.-B. Morel, comte de Quinsonas, P. Vaillant, Vogeli.



L'Académie Delphinale, pendant ces premiers mois de guerre, s'est montrée vivante, d'une vie pleine et agissante. Elle a donné le témoignage de son activité en tenant régulièrement ses séances, avec une périodicité à peine ralentie, et la valeur des communications que vous avez entendues nous atteste qu'au milieu de toutes les préoccupations, vous continuez votre labeur.

Il n'est pas indifférent qu'en pleine guerre mondiale, des érudits vous apportent des études sur les monuments et les inscriptions de l'Égypte, du Maroc antique ou de Vienne la Romaine. La culture de l'esprit, votre Vice-Président vous l'a dit également, est un des biens précieux de notre civilisation.

Sur ce terrain, comme sur bien d'autres, l'Académie Delphinale maintient son rôle et son rang. Les forces intellectuelles comme les forces spirituelles contiennent en elles-mêmes un des éléments de la victoire. Vous vous êtes donné pour tâche de les entretenir et de les vivifier. Mes chers Confrères, je vous en félicite et je vous en remercie.

Nécrologie. — Nous avons eu le regret de perdre :

M. Jacques FAURE-DESFORGES, membre associé depuis 1931, qui est décédé le 4 mars 1940, au château d'Eybens, emporté prématurément à l'âge de 52 ans;

M. Maurice MARTIN, banquier, décédé subitement à La Tronche, le 27 mars 1940, dans sa 68^e année. Il était un des plus anciens membres associés de l'Académie, à laquelle il appartenait depuis 1904.

D'autre part, notre confrère, M. Jean BOUCHAYER a perdu son beau-frère, M. Marcel Bouchon;

et M. J.-B. MOREL vient de perdre son frère, M. Emile Morel, décédé à Domène, le 5 avril 1940.

Le Président adresse aux familles de nos confrères disparus et à ceux qui ont été frappés par de douloureux deuils les condoléances attristées de l'Académie.

Enfin, il consacre à la mémoire de notre regretté confrère le marquis CORBEAU DE VAULSERRE, membre titulaire de l'Académie Delphinale, décédé le 31 mars 1940, une notice substantielle, qui se résume ainsi :

Le marquis CORBEAU DE VAULSERRE appartenait à l'Académie Delphinale en qualité de membre titulaire depuis vingt-trois ans (1917). Il a prononcé son discours de réception en 1919 sur « Un document inédit relatif à la cession du Dauphiné à la France ». Nous lui devons en outre une communication sur une épée de

justice (1917) et une autre sur le Maréchal Dode de la Brunerie et les fortifications de Paris (1923). Il était notre doyen d'âge.

Il appartenait à une des plus vieilles familles du Dauphiné dont les représentants les plus anciens apparaissent déjà dans les documents du XIII^e siècle.

Il fut avant tout un colonial, l'un de ceux qui, par leur initiative et leur foi, construisirent cet « Empire » qui est actuellement la condition et le gage de la victoire. Il a participé à l'exploration du centre de la Chine, où il fut précurseur du général d'Ollone et de M^{sr} de Guébriant. Il a pris part à la campagne du Yunnan-Haut-Tonkin que les événements récents rendent si « actuelle », — ainsi qu'à l'expédition du Fouta-Djalon et du Haut-Niger, au cœur de ce qui devint notre Afrique noire.

Dons d'ouvrages. — La Bibliothèque a reçu :

1° Tous les ouvrages publiés par notre confrère, le R. P. Victor HOSTACHY, dans la collection « Notes catholiques du temps de guerre » fondée à Langres, Imprimerie Saint-Pierre, au début de la guerre, savoir :

2. La foi, l'espérance, la charité en temps de guerre.
I. La foi. — In-8°, 32 p. 3^e édition.

7. A travers l'héroïque Pologne en 1938. — In-8°, 32 p., illustr. 3^e édition.

11. La foi, l'espérance, la charité en temps de guerre.
II. Je crois en Dieu et en Jésus-Christ. — In-8°, 32 p.

12. Poèmes - Prières. I et II. — In-8°, 32 p.

17. A travers l'héroïque Pologne en 1938. — II. — In-8°, 32 p., illustr. 3^e édition.

20. La foi, l'espérance, la charité en temps de guerre.
III. Je crois à l'Eglise catholique. — In-8°, 32 p.

24. Poèmes - Prières. III : Mon sacerdoce. — In-8°, 32 p.

27. La foi, l'espérance, la charité en temps de guerre.
IV. L'Espérance et la Charité. — In-8°, 32 p.

2° Armand CARACCIO : VI^e Centenaire de l'Université. Compte rendu des cérémonies et texte des allocutions. — Grenoble, Allier père et fils, 1940, in-8°, 52 p. (Don de M. le Recteur de l'Académie).

3° Les thèses de doctorat ès lettres que M. Armand CARACCIO, notre nouveau confrère, veut bien offrir avec dédicace :

Armand CARACCIO, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé de l'Université, docteur ès lettres : Ugo Foscolo, l'homme et le poète (1778-1827). — Paris, Hachette, 1934, gr. in-8°, xxii-610 p., portr.;

Armand CARACCIO : Stendhal et les Promenades dans Rome. Thèse complémentaire pour le doctorat ès lettres, présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris. — *Paris, H. Champion, 1934, in-8°, x-170 p.*

4° E. ROMANET : Pour la paix sociale. Pourquoi la collaboration et comment la réaliser ? Mars 1940. — *Grenoble, Imprimerie Saint-Bruno, s. d. (1940), in-8°, 32 p.*
Remerciements aux donateurs.

M. le comm^t JUSTER : *Compte rendu bibliographique.* — Le comm^t Juster signale : *Revue de l'histoire de Versailles* : de M^{me} Joly, « Le Roi Soleil, Histoire d'une image »; *Académie de Toulouse* : de M. Galabert, une étude médico-légale en 1911 sur l'affaire Calas, étude à laquelle a participé notre ancien président, M. Jacoubet.

M. le comm^t JUSTER : *Conduite de Grenoble* (Voir Procès-verbal de la séance du 2 mars 1940). — Le comm^t Juster donne connaissance de la communication faite sur ce sujet à l'Académie de l'Aube par M. Guyot. Pour adopter comme origine de l'expression « *Conduite de Grenoble* » le départ de cette ville de M^{me} Guyon, l'auteur s'appuie uniquement sur un article paru, en 1936, dans *Le Petit Dauphinois*, à propos du 250^e anniversaire de cet événement. C'est insuffisant, car M. Guyot semble ignorer complètement les travaux sur cette question encore controversée de MM. Paul Fournier, Valois, Esmoin et de notre président actuel, M. Guédel.

M. le comm^t JUSTER : *Le redressement du lit de l'Isère.* — A propos de cette question que connaissent tous les Grenoblois tant elle a occupé — sans résultats jusqu'ici — depuis plus de vingt ans, nos assemblées délibérantes, les syndicats de riverains, la presse, M. le comm^t Juster lit ou analyse deux documents du XVIII^e siècle prouvant que depuis longtemps les populations du haut Grésivaudan et les habitants de Grenoble ont exprimé des doléances à propos des inondations dont sont fréquemment menacées leurs propriétés ou leurs habitations, et demandé aux pouvoirs publics de les aider dans l'exécution de travaux de protection.

Le premier document (dossiers Maignien) est un rapport établi en 1767 par M. de Régemorte, ancien commis

de la Guerre, et envisageant diverses solutions pour protéger des inondations la ville de Grenoble.

Le deuxième (archives de Meylan) est un projet d'association rédigé en 1781 par des riverains de l'Isère, propriétaires dans les communautés de Meylan et de Saint-Mury, en vue d'obtenir l'aide du Gouvernement pour réaliser le redressement du lit de l'Isère « qui a fait et ne cesse de faire des dégâts immenses dans ces deux communautés ». Très bien étudié, ce projet n'eut pas de suite immédiate; peu à peu cependant s'élevèrent des digues de protection; et, vers le milieu du XIX^e siècle, un syndicat, toujours existant, obtint la création du canal de la Chantourne. Dignes et canal, devenus aujourd'hui insuffisants dans leur rôle protecteur par suite de l'exhaussement du lit de la rivière, étaient réclamés par les auteurs du projet de 1781. Leur travail n'avait pas été inutile et on pourrait encore *mutatis mutandis* s'en inspirer de nos jours.

(Communiqué par M. le comm^e JUSTER.)

M. le professeur BARBILLION : *Corps francs et Corps irréguliers dans l'Armée française.* — La venue, si profondément douloureuse, de la guerre contre l'Allemagne, à l'automne de 1939, a porté au maximum, et c'est justice, l'intérêt que les Français manifestent à leur Armée, terrestre, maritime ou aérienne. Depuis la fin de la guerre de 1914-1918, les progrès meurtriers accomplis — si l'on ose dire — dans le domaine des matériels de tous ordres, font que l'Armée d'aujourd'hui étonne, déconcerte les anciens combattants de l'autre. Ceux-ci, à moins de se tenir au courant, par le fait de leurs goûts ou de leurs fonctions, des perfectionnements militaires, déclarent ne plus comprendre, et, tout en admettant les nécessités de l'heure, préfèrent se réfugier dans le passé. Ce passé, si proche, de notre Histoire militaire, est plein d'admirables traits, de faits d'héroïsme et de dévouement, auxquels nous ne pouvons malheureusement pas nous arrêter. Nous avons choisi comme thème de notre présente étude, sorte de hors-d'œuvre, « les Corps francs et irréguliers de l'Armée française », délaissant les formations régulières, purement nationales.

Irréguliers ? Ce terme a été employé à maintes reprises dans l'Histoire militaire de l'Europe. Il y avait

les Cosaques réguliers de Platow, et aussi les Cosaques irréguliers — qui valaient bien pis... Quant au terme de « Corps francs », un peu scabreux au cours de l'Histoire, il s'est conquis une haute réhabilitation dans notre Armée, en se signalant sur le front, durant ces derniers mois. Ces corps francs sont constitués par des prélèvements de volontaires d'élite sur les formations régulières. Ces constatations préliminaires faites, passons aux faits.

a) *Période de la Royauté.* — On peut classer les Corps francs irréguliers de notre Armée en trois catégories. Sous la Royauté, une foule d'aventuriers, dont certains de génie, pas mal de princes en mal de commandement, ont levé des unités de toute nature, en en nommant les officiers, en en assurant l'administration et en en restant propriétaires, tout en recevant généralement du Roi de France, lorsque leurs ressources étaient insuffisantes, une subvention forfaitaire pour l'entretien de ces unités franches, qui, du reste, ont toujours loyalement combattu à côté des troupes françaises proprement dites.

L'énumération de ces Corps serait trop longue pour figurer ici. La liste, que nous en avons dressée avec quelque peine, n'est certainement pas complète, mais elle est bien près de l'être. Tous ces Corps ont, en une dizaine d'années avant la Révolution, disparu presque entièrement, leurs effectifs ayant été dispersés dans les régiments français ou ayant passé directement dans notre Armée avec un numéro à la suite des anciens régiments — signalons parmi ces Corps les magnifiques Régiments de Nassau, que les princes de Nassau-Sarrebrück avaient levés pour le Roi de France¹ — tous ces Corps furent dissous au moment de la Révolution.

Nous devons retrouver les Nassauviens comme soldats de Napoléon jusqu'en 1813, et comme ses adversaires à

¹ Nous citerons parmi ces Régiments :

1° Nassau-Sarrebrück Cavalerie (lourde) (1744-1758), qui devint Nassau-Ousigne de 1758 à 1762; — 2° Volontaires de Nassau-Sarrebrück (1756-1758), qui devint Volontaires royaux de Nassau-Sarrebrück, puis Royal-Nassau de Cavalerie (légère) (1758-1766), date où il fut dissous. En 1779, on reforma un Nassau-Sarrebrück Cavalerie (légère); — 3° Nassau-Sarrebrück Infanterie (1758-1791), qui devint Nassau-Infanterie et enfin 96° de ligne en 1793; — 4° Nassau-Ousigne Infanterie, formé en 1754, qui fut fondu avec le précédent en 1758.

Waterloo en 1815, où ils opposèrent à la division de Jérôme Napoléon une résistance désespérée.

Ces Corps francs et irréguliers ne doivent pas être confondus avec les régiments étrangers, qui, en dépit de leurs noms, contenaient souvent beaucoup d'officiers et de soldats français, et qui, en tout cas, jouissaient d'une organisation tout à fait identique à celle de nos régiments nationaux. On se souvient, et nous l'avons dit ici même, qu'à la veille de la Révolution, l'Armée française comptait douze bataillons de Chasseurs à pied, dont six avaient été constitués par la dislocation de trois régiments étrangers, Royal-Corse, Royal-Italien et Montréal.

b) Période révolutionnaire. — Les Corps francs, à l'appel de la Patrie en danger, et même bien avant, pullulent dans chaque province, dans chaque district. Les bataillons, les compagnies et les escadrons hétéroclites se forment. Uniformes disparates, appellations toujours avantageuses, où il n'est question que de Hussards de l'Egalité, de la Liberté, de la Fraternité, etc...; mais, peu à peu, la Convention, avec ses amalgames, donne aux Corps francs une constitution régulière, et finalement, les verse dans les cadres de l'Armée proprement dite. Cette transformation s'opère sous forme presque insensible, de telle sorte qu'au début du Consulat, l'Armée française ne comptait plus de Corps francs d'inspiration républicaine, mais on allait en constituer d'autres.

c) Période du Consulat et de l'Empire. — La troisième période, la plus caractéristique, est celle du Consulat, et, plus remarquablement encore, celle de l'Empire. Napoléon, après avoir poussé l'organisation militaire française à la perfection compatible avec les moyens de l'époque, crée, de toutes parts, des armées auxiliaires destinées à servir de garde, de masses de manœuvre à ses frères pourvus de trônes, et aussi d'appoint à l'Armée française, dans l'éventualité d'une grande campagne européenne, comme le fut celle de 1812. Source de force numérique, mais aussi de quelle faiblesse morale.

Ces Corps sont infiniment variés comme provenance et comme constitution. Toutefois, on peut les rattacher, les uns, à cette conception fondamentale : l'Empereur a d'abord essayé d'extraire de certains pays, plus ou moins soumis à son autorité, les moins mauvaises troupes, au moins quand le séjour de celles-ci sur le sol national eût été dangereux. Ainsi sont nés des Corps espagnols,

portugais, etc... Autre source de recrutement : beaucoup de prisonniers allemands, autrichiens et même russes, n'étaient pas très pressés de retourner dans leurs pays; on en constitue des bataillons de fusiliers et des compagnies de pionniers : « Pionniers blancs », « Pionniers noirs », etc... Enfin, des éléments étrangers, aux libres vocations, avaient été groupés en unités particulières. Tels furent les Régiments de la Tour d'Auvergne, d'Isenbourg, la Légion irlandaise, le Régiment de Prusse, le Régiment de Westphalie, etc. De nombreuses formations polonaises sont également à noter, dont le statut s'est souvent modifié suivant les rapports successifs, assez différents, de l'Empire français avec la Pologne proprement dite. Puis, pour terminer, un certain nombre de formations illyriennes, albanaises, ioniennes, lithuaniennes, septinsulaires, même syriennes et cophtes.

Certaines unités étrangères étaient assez inattendues, telle la Compagnie des Sbires de Toscane, qui n'eut qu'une existence éphémère. Quelques régiments étaient composés d'indésirables, de conscrits réfractaires, français ou italiens, par exemple le Régiment de Walcheren et le Régiment Méditerranéen. Citons, enfin, les Partisans volontaires à cheval, ceux-là français, destinés à fournir des reconnaissances, et aussi à pratiquer une sorte de guérilla dans les Ardennes et en Alsace, au cours des invasions de 1814 et de 1815.

Durant la première Restauration, la plupart des Corps étrangers avaient été licenciés, et Napoléon, aux Cent-jours, ne retrouva plus que huit de ces régiments, aux recrutements hétéroclites, et qui furent licenciés le 6 septembre 1815.

(Communiqué par M. le professeur BARBILLION.)

Addition au Règlement intérieur. — Après échange de vues, l'Assemblée générale décide d'ajouter à l'article 5 du Règlement intérieur le paragraphe suivant :

Dans le cas où le Président et le Vice-Président se trouvent simultanément, pour une raison quelconque, dans l'impossibilité de remplir leurs fonctions, le Président sortant reprend *automatiquement*, sans qu'il soit nécessaire de procéder à de nouvelles élections, l'exercice du mandat qu'il a rempli pendant un an.

S'il arrive que le Président sortant soit lui-même empêché de reprendre ces mêmes fonctions, la direction de la Société revient à son prédécesseur, ou, à défaut, au prédécesseur de ce dernier. »

Echange de publications. — Sur la proposition du baron Mounier, l'Assemblée décide d'échanger ses publications avec celles de la Société Historique et Archéologique de l'arrondissement de Pontoise et du Vexin.

Béatification de la Mère Duchesne. — Dans la séance du 2 mars 1935, notre collègue, le 1^{er}-colonel DE GUILLEBON, a donné lecture d'une communication intitulée : « A propos de la béatification prochaine d'une religieuse grenobloise : la famille Duchesne. »

En effet, le 29 octobre 1934, la Sacrée Congrégation des Rites, siégeant au Vatican, venait de reconnaître l'héroïcité des vertus de notre concitoyenne Philippine Duchesne, une des fondatrices de la Société des Dames du Sacré-Cœur, qui acquerrait ainsi le titre de Vénérable.

L'Académie apprendra avec intérêt que le procès de canonisation suit un cours rapide et vient de faire un pas important : la Vénérable Mère Duchesne sera proclamé Bienheureuse au cours d'une cérémonie qui aura lieu à Saint-Pierre de Rome le 12 mai prochain, jour de la Pentecôte.

(Communiqué par M. le 1^{er}-colonel DE GUILLEBON.)

Election. — M. le professeur Armand CARACCIO, présenté à la séance précédente, est élu membre titulaire en remplacement d'Antoine Chollier.

Correspondance. — M^{me} de Camaret et M. le vicomte de Pardieu remercient de leur élection en qualité de membres associés.

La séance est levée à 18 h. 10.

SEANCE DU 4 MAI 1940

Présidence de M. VATIN-PÉRIGNON, vice-président.

Membres présents ¹ : 34. Invitée : 1.

¹ Présents : MM. Barbillion, L. Breton, Caraccio, J. de Coursac, Didier, colonel Dory, chanoine Dussert, Freynet, comte de Galbert, Georges Gariel, Jacoubet, comm^t Juster, Letonnellier, marquis de Marcieu, comm^t le Massol, baron Mounier, Paul

Nécrologie. — Le colonel ZOBEL, qui vient de mourir, n'appartenait pas à l'Académie Delphinale. Mais, à maintes reprises, il fut notre hôte, et manifesta le vif intérêt qu'il prenait à notre société savante. Aussi le Président a-t-il tenu à saluer sa mémoire, comme son prédécesseur l'avait fait lorsque le regretté Xavier Drevet, directeur du *Dauphiné*, disparut à l'automne de 1938.

Distinction. — Le Président a chaleureusement félicité le poète René Fernandat (notre confrère M. l'abbé GENET) à qui vient d'être attribué le prix Louis Le Cardonnell, prix qui se monte cette année à 5.000 francs.

Dons d'ouvrages. — La Bibliothèque a reçu :

H. JACOBET : Du tour pascalien dans les « Pensées » (in : *Revue d'Histoire littéraire de la France*. Janvier-juin 1939, in-8°, p. 71-83) (Don de l'auteur);

Pierre VAILLANT : Louis Royer (Extr. de la *Petite Revue des Bibliophiles Dauphinois*, 2^e série, tome V, p. 319-350, portrait h. t.) (Don de l'auteur);

--- Le livre et son illustration jusqu'au xvii^e siècle à travers les expositions de Louis Royer (Extr. de la *Petite Revue des Bibliophiles Dauphinois*, 2^e série, tome V). — Grenoble, Allier père et fils, 1939, in-8°, 20 p. (Don de l'auteur);

Jacques DELAFON, docteur en droit, avocat à la Cour d'appel de Grenoble : De la responsabilité civile des administrateurs de sociétés anonymes envers la société en cours de vie sociale. — *Orléans*, Soc. nouvelle de l'Imprimerie du Loiret, 1939, in-8°, 120 p. (Thèse de doctorat en droit, don de l'auteur);

G. LETONNELIER : Nouvelles recherches sur Antoine de Ville et la première ascension du Mont-Aiguille (1492). (Extr. de Société des Touristes du Dauphiné. Dix ans d'activité de la S. T. D. 1928-1938. Tome 46. *Grenoble*,

Perrin, comte de Quinsonas, Edouard Silvy, J. Taulier, abbé Tresson, P. Vaillant, Vatin-Pérignon, membres titulaires;

M^{me} de Camaret, M^{me} Chabannes, MM. le capitaine Blanc, Daumas, Dumas, comm^t Duprey, R. P. Hostachy, comm^t Louvat, vicomte de Pardieu, Georges Peyrin, comm^t de Rochas, membres associés.

Invitée : M^{me} J.-B. Neyret.

Excusés : M^{me} Croidieu, M^{me} Brenier, MM. Latouche, Thomé de Maisonneuve, F. Vermale.

Allier père et fils, 1940, in-8°, p. 121-152, pl. h. t. (Don de l'auteur).

Remerciements aux donateurs.

M. le comm^e JUSTER : *Nouvelles recherches sur les origines du drapeau tricolore*. — Voir le texte de cette communication p. 1-22 du présent volume.

M. le professeur N. DIDIER : *La nomination de Laurent II Alleman à l'évêché de Grenoble (1518)*. — Voir le texte de cette communication p. 23-40 du présent volume.

Présentation d'un nouveau membre. — Est présenté comme membre associé : M. le Dr Honoré OUILLON, inspecteur départemental de l'hygiène, chemin du Pont-Prouiller, La Tronche (par MM. Paul Perrin, Vogeli, Lettonnelier).

Association des amis des archives de l'Isère. — M. Lettonnelier fait part de la fondation récente d'un groupement ayant pris le nom de « Association des amis des archives de l'Isère ». L'objet de ce groupement est de resserrer les liens entre tous ceux qui s'intéressent au développement des collections historiques relatives au Dauphiné, et de créer également un mouvement, une ambiance favorables à l'enrichissement du dépôt.

Le siège de la société est établi aux Archives départementales, à la Préfecture.

La cotisation annuelle, dont le paiement n'est d'ailleurs pas obligatoire, est fixée à 3 francs. — Le montant des cotisations versées servira exclusivement à l'acquisition de documents dauphinois qui pourront être signalés par des membres de l'Association.

L'assemblée a favorablement accueilli cette annonce.

Documents relatifs à la tenue des Etats Généraux. — M. le Président de l'Académie Delphinale a reçu la lettre suivante :

UNIVERSITÉ DE PARIS

INSTITUT D'HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Paris, le 15 avril 1940.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

M. le Ministre de l'Éducation Nationale a chargé l'Institut d'Histoire de la Révolution Française de l'Université de Paris

de préparer et de publier un recueil des documents relatifs à la tenue des Etats Généraux, du 5 mai au 27 juin 1789.

Des députés aux Etats Généraux ont tenu un journal des débats auxquels ils ont pris part : quelques-uns ont été publiés. Beaucoup plus nombreux sont ceux qui ont tenu leurs commettants au courant par des bulletins dont certains ont été immédiatement imprimés, ou par des lettres dont on a, depuis, édité quelques recueils.

Le premier soin de l'Institut a été d'ouvrir une enquête pour constater l'existence de tels documents qui resteraient inédits et pour constituer une bibliographie de ceux qui ont été publiés. La collaboration des sociétés savantes lui serait d'un prix inestimable. Elles pourraient lui signaler les documents qui se trouveraient conservés soit dans leurs propres bibliothèques, soit dans des collections particulières ; et d'autre part aussi, les publications de textes qui auraient échappé aux auteurs de recueils bibliographiques ou qui ont paru dans les revues régionales, notamment dans les mémoires des sociétés savantes, postérieurement au répertoire de M. de Lasteyrie, et en tout cas à une date trop récente pour que les bibliographies périodiques aient pu en faire mention. Le recueil devant comporter la liste des députés augmentée d'une notice biographique pour chacun d'eux, l'indication des documents ou des publications qui concerneraient ces personnages serait également accueillie avec reconnaissance.

Permettez-moi d'espérer, Monsieur le Président, que votre appui ne nous fera pas défaut et de vous présenter, avec nos remerciements anticipés, l'expression de ma haute considération.

G. LEFEBVRE,

Professeur d'Histoire de la Révolution Française
à la Faculté des Lettres de Paris.

Les membres de l'Académie qui connaîtraient l'existence de documents de même nature que ceux mentionnés dans la lettre ci-dessus, ou qui en posséderaient dans leurs archives personnelles, sont invités à les signaler à M. le Président, lequel est chargé de centraliser les renseignements et de les transmettre à M. le professeur G. Lefebvre.

Correspondance. — Le Président a fait part d'une lettre de M. André Cottard, directeur de « Spectacles classiques et modernes », lui demandant la collaboration de l'Académie pour l'organisation d'une conférence au profit des œuvres ou sociétés d'entr'aide. En raison des événements, l'assemblée n'a pu donner qu'une adhésion de principe.

M. le professeur A. CARACCIO remercie de son élection en qualité de membre titulaire.

La séance a pris fin à 18 heures.

SEANCE DU 1^{er} JUIN 1940

Présidence de M. VATIN-PÉRIGNON, vice-président.

Membres présents ¹ : 26. Invités : 2.

Nécrologie. — Notre confrère, le baron BOREL DU BEZ nous fait part du décès de sa mère, survenu le 4 mai à Tain-l'Hermitage, « avant de connaître nos angoisses, écrit-il, dans la propriété même où sa mère et elle avaient reçu saint Jean Bosco » ;

M^{me} H. Lemaître, belle-sœur de notre confrère le colonel LEMAÎTRE, est décédée le 16 mai, à 73 ans ;

M^{me} Anne-Marie NIÉPCE a perdu sa mère, M^{me} veuve Alexandre Niepce, décédée le 16 mai, à 86 ans ;

M. le professeur BARBILLION a perdu son neveu, M. Michel Amiez, mort à Grenoble, le 6 mai, à l'âge de 29 ans ;

M. Charles Rouveure, beau-frère de M. Paul PERRIN, est décédé à Saint-Etienne, le 26 mai.

A tous nos confrères douloureusement éprouvés, le Président a exprimé les condoléances émues de la Société.

Don d'ouvrage. — La Bibliothèque a reçu :

Comte Yves DU PARC-LOCMARIA : La garnison fribourgeoise du fort de Barraux. — *Fribourg*, Fragnière, 1940, in-8°, 60 p., fig. (Extrait des *Annales Fribourgeoises*, 1940) (Don de l'auteur).

Remerciement au donateur.

Compte rendu financier. — Le baron Mounier, Trésorier, fait connaître la situation de trésorerie de la Société au 1^{er} juin 1940. Tous frais payés (imprimeur,

¹ Présents : MM. le colonel David, colonel Dory, chanoine Dussert, Georges Gariel, Jacoubet, comm^t Juster, Latouche, Lettonnelier, marquis de Marcieu, comm^t le Masson, J.-B. Morel, baron Mounier, Paul Perrin, Edouard Silvy, abbé Tresson, Vatin-Pérignon, F. Vermale, membres titulaires ;

M^{lle} Bruchet, M^{me} de Camaret ; MM. le capitaine Blanc, A. Dumas, comm^t Duprey, E. La Bonnardière, comm^t Louvat, chanoine Naz, comm^t de Rochas d'Aiglun, membres associés.

Invités : M. et M^{me} Jean Xavier-Drevet.

Excusés : MM. Barbillion, Breton.

frais d'envoi du Bulletin mensuel, location, etc.), cette situation est la suivante :

Compte chèques postaux.....	85	»
Caisse d'Epargne de Grenoble.....	4.858	»
Caisse (espèces).....	360	»
Total.....	5.305	»

Le Président remercie le Trésorier de son excellente gestion.

Election. — M. le docteur Honoré OUIILON, présenté à la séance précédente, est élu membre associé.

Présentation d'un nouveau membre. — M. Jean-Xavier DREVET, 6, rue Villars, Grenoble, est présenté comme membre associé (par MM. Jacoubet, Chabrand, Letonnelier).

M. le chanoine R. NAZ : *La première visite pastorale du Cardinal Le Camus dans le décanat de Savoie en 1673 et le conflit avec la collégiale d'Aix-les-Bains*¹. — La forte personnalité du Cardinal Le Camus n'apparaît nulle part comme dans les procès-verbaux de ses visites pastorales qui remplissent onze registres conservés aux Archives départementales de l'Isère, série G, n^{os} 20 à 33. On y voit son zèle et son énergie s'exercer sans relâche pour redresser les innombrables abus qui avaient envahi le diocèse de Grenoble, et pour réformer son église non pas suivant les inspirations de son sens propre, mais en appliquant les décrets disciplinaires du concile de Trente.

Sa première visite est naturellement la plus détaillée, et constitue comme un inventaire de prise de possession. Nous l'avons analysée en ce qui concerne les 64 cures, et les communautés religieuses que comprenait le décanat de Savoie, placé de ce fait sous la juridiction d'un évêque étranger. Nous avons cherché à montrer comment Mgr Le Camus réussit à triompher des prétentions mensongères émises par les chapitres d'Aix-les-Bains, de la Sainte Chapelle de Chambéry et de Saint-Jeoire-Prieuré qui pratiquaient le cumul des bénéfices au

¹ Dès le début de la communication de M. le chanoine Naz, la sirène a commencé à mugir. L'alerte a duré de 16 h. 47 à 17 h. 30.

grand détriment des fidèles, prétendant par ailleurs échapper au contrôle épiscopal en vertu d'un privilège d'exemption dont il leur fut toujours impossible de fournir la preuve.

Limité au décanat de Savoie, cet exposé fait entrevoir quelle documentation Mgr Le Camus a laissée pour écrire l'histoire de la vie religieuse dans le diocèse de Grenoble à la fin du xvii^e siècle.

(Communiqué par M. le chanoine R. NAZ.)

Le Président a vivement félicité M. le chanoine Naz pour son lumineux exposé qui ajoute tant de relief à l'originale figure du Cardinal Le Camus. Il l'a remercié également d'avoir bien voulu faire le voyage de Grenoble, — alors que les événements prédisposent si peu aux déplacements, — pour mettre l'Académie au courant de ses savantes recherches.

Le commandant JUSTER a émis le vœu qu'une rue de Grenoble porte le nom du Cardinal Le Camus. Adopté.

M. le colonel DAVID : *La France, fleur de chrétienté.* — Le colonel David a donné lecture de la poésie que les récents événements militaires lui ont inspirée.

Les auditeurs ont applaudi les vibrantes strophes de cette belle œuvre, dont le Président a souligné l'ardent patriotisme.

M. LETONNELIER : *Une énigme stendhalienne* : Marie-Henri Beyle « plâtrier » ?¹ — Au nombre des conscrits qui figurent sur la Liste de l'An XII du département de l'Isère, on peut lire non sans quelque surprise, sous le n° 1932, le nom de « Marie-Henri Beyle, né le 23 janvier 1783. Taille : 1 m. 625. Profession : Plâtrier. Commune : Grenoble. » Le futur Stendhal est né effectivement à Grenoble, à la date indiquée, et il reçut à son baptême les prénoms de Marie et Henri. Mais comment expliquer que le métier de plâtrier lui ait été attribué ? Est-ce en souvenir des moulages de médailles que le P. Ducros lui apprenait jadis à faire, ou des carrières de gypse exploitées par son père, ou simplement pour

¹ Cf. le texte de cette communication dans *Ausonia*. Cahiers trimestriels de la section d'Etudes italiennes de la Faculté des Lettres de Grenoble, publiés sous la direction de Pierre Ronzy et Armand Caraccio. Avril-décembre, 1940, p. 81-89.

se gausser des officiers du recrutement? La question est très complexe.

Lorsque la liste des conscrits de l'An XII (à laquelle il appartenait) fut dressée, Beyle-Stendhal avait déjà fait un an et demi de service militaire en qualité de sous-lieutenant au 6^e dragons, puis il avait donné sa démission. Comment le recrutement pouvait-il l'ignorer? D'autre part, la toise de Milan lui attribue 1 m. 702 de taille, alors que celle de Grenoble ne lui donne que 1 m. 625. Comment expliquer une si grande différence? Enfin, la loi sur la levée des conscrits de l'An XII prescrit que ces derniers seront enrôlés dans « le lieu de leur domicile ». Or, Beyle-Stendhal, à son retour d'Italie, s'était fixé à Paris où il résida de 1802 à 1805.

On peut se demander, en définitive, si le « plâtrier » qui figure sur la liste n'est pas simplement un « suppléant » que la loi autorisait et qui serait inscrit sous le nom de Beyle, — ou bien encore si nous ne nous trouvons pas en présence d'un autre Beyle Marie-Henri qui, par une coïncidence extraordinaire sans doute, mais vraisemblable pourtant, serait né le même jour que son illustre homonyme, quelque part en Dauphiné, sauf à Grenoble.

Observations présentées par M. le comm^t JUSTER.

Correspondance. — Le baron Borel du Bez nous signale que la Commission des Antiquités de la Côte-d'Or a, dans sa séance du 15 avril 1940, mis en valeur l'étude de M. E. PAYET, de Pusignan (Isère), « sur l'emplacement de la bataille d'Anthon (1430) ». Rappelons que cette étude a obtenu une mention très honorable au dernier concours Pallias (1938) de l'Académie Delphinale.

La séance a pris fin à 18 h. 15.

SEANCE DU 19 OCTOBRE 1940

Présidence de M. le professeur J. GUÉDEL, président.

Membres présents ¹ : 43. Invités : 4.

¹ Présents : MM. Barbillion, capitaine Blanc, Aug. Bouchayer, L. Breton, Caraccio, Desbois, colonel Dory, Georges Gariel,

En ouvrant la séance, le Président a prononcé l'allocution suivante :

ALLOCUTION DE M. GUEDEL,
Président de l'Académie Delphinale.

MES CHERS CONFRÈRES,

C'est après une longue interruption de nos réunions que nous nous retrouvons aujourd'hui.

Il avait été proposé que l'Académie Delphinale tint une dernière séance en juillet dernier. Certes, cela aurait été là une affirmation de la volonté que nous avons de conserver et de maintenir tout ce que représente une compagnie comme la nôtre, et cela dans les moments même les plus troublés et les plus tragiques. Il n'a pas paru opportun cependant à nombre d'entre nous de donner suite à cette suggestion. La catastrophe avait été trop brutale; elle était trop proche encore; beaucoup parmi nous se trouvaient écartés, dispersés, anxieux du sort des leurs, étreints par la tristesse et l'inquiétude... Une séance en juillet n'aurait réuni qu'un petit nombre de nos membres. Aurait-elle pu être autre chose, du reste, dans ces jours de malheur, qu'une réunion de deuil et de silence ? Le recueillement alors s'imposait.

Trois mois ont passé. Non moins émus, non moins attristés, nous pouvons reporter notre pensée avec plus de calme vers ces douloureuses journées, vers cet effondrement subit de notre cher pays.

J. Guédel, 1^{er}-colonel de Guillebon, Jacoubet, Latouche, Letonnelier, P. Lory, marquis de Marcieu, comm^t le Masson, baron Mounier, comte de Quinsonas, Edouard Silvy, J. Taulier, P. Thomé de Maisonneuve, abbé Tresson, Vatin-Pérignon, membres titulaires ;

M^{me} de Camaret ; MM. Barrillon de Murat, L. Carrière, A. Dumas, A. Dumas, comm^t Duprey, Gremillet, R. P. Hostachy, comte L. de Labareyre, Lafanechère, Laforêt, chanoine J.-B. Lanfrey, comm^t Louvat, J.-B. Morel, J.-B. Neyret, Orłowski, vicomte de Pardieu, G. Peyrin, comm^t de Rochas d'Aiglun, comte Aymon de Virieu, membres associés.

Invités : M^{me} J.-B. Neyret ; MM. Paul Breton, comte de Felcourt, L. de Reure.

Excusés : MM. le général Cartier, comte de Galbert, comm^t Juster, Le Grain, P. Vaillant, Vermale, Vogeli.

J'avais espéré, le jour où je reprendrais la présidence de l'Académie Delphinale, pouvoir exalter, avec une légitime fierté, une victoire que nous espérions malgré tout. Il m'est particulièrement pénible d'être obligé d'y substituer aujourd'hui l'amère constatation de notre défaite.

C'est pourquoi vous n'attendrez pas de moi, mes chers Confrères, de longues considérations sur les causes et les conséquences de cet échec. Ces réflexions, vous les avez déjà faites vous-mêmes, vous les avez entendues dans les conversations, vous les avez lues dans les journaux. Il serait à la fois trop facile de les énoncer, trop difficile de le faire d'une façon exacte et complète. Si certains points ne sont que trop clairs, sur d'autres l'incertitude subsiste. Sous le coup d'événements si imprévus, on ne sait parfois que penser et que dire, et l'on a pu voir les esprits les mieux intentionnés entrer en divergence quant à leurs jugements et à leurs attitudes. Il me paraît plus digne et plus viril de faire trêve aux lamentations et aux récriminations. Prenons les choses telles qu'elles sont, avec sang-froid, avec fermeté. Remettons à plus tard les discussions et les controverses, pour ne jeter les yeux aujourd'hui que sur les éléments qui nous permettent d'espérer la reconstitution de la Patrie.

Dans notre malheur, nous avons évité le pire. Nous pouvions craindre — c'était dans la logique des faits — que la défaite militaire et l'effondrement de l'autorité ne fussent accompagnés de mutineries, de désordres politiques et sociaux. La Révolution est la fille de la Défaite.

Or, nous devons cette justice au peuple français, nulle part cette crainte n'a été justifiée. Certains d'entre vous ont pu voir, j'ai eu moi-même sous les yeux le spectacle affreux des troupes en retraite, en désordre sans doute sur bien des points, désemparées, sans commandement, mais disciplinées, jamais ! — la population civile soumise aux pires épreuves, atterrée, affolée parfois, — révoltée, jamais ! — Ainsi la révolution et la guerre civile que les Allemands ont connues en 1918, que certains éléments subversifs escomptaient chez nous, le sens patriotique et le bon sens de notre race en ont écarté le péril mortel.

Ou plutôt, cette révolution, nous l'avons eue, mais par des voies pacifiques et salutaires, dans le sens du redressement et de la rénovation nationales, par l'élimination

des facteurs nocifs qui avaient amené notre défaite et qui auraient consommé notre ruine. Il semble qu'il ait fallu l'épreuve du feu pour qu'une pareille purification soit accomplie. La France a eu cette haute bonne fortune qu'un homme, le plus digne et le plus respecté parmi les Français, ait accepté alors de si lourdes responsabilités et saisi, dans ses mains restées fermes, à l'heure décisive où tout pouvait aller au pire, ce qui nous restait encore de force et d'autorité.

La France s'est ralliée, elle se ralliera de plus en plus autour du maréchal Pétain. Les formules et l'esprit du nouveau régime exaltent les valeurs auxquelles l'Académie Delphinale s'est toujours montrée attachée : Patrie, Famille, Travail. Aussi n'est-ce pas à vous, mes chers Confrères, qu'il est besoin de lancer les mots d'ordre nécessaires : Espoir et Confiance. Tous vous portez dans votre cœur, avec la douleur des épreuves subies, la fermeté d'âme qui permet de les accepter, une foi inébranlable dans les destinées de la France, la volonté de tout faire pour qu'elle retrouve sa prospérité et sa grandeur.

Mais je ne puis oublier qu'à côté des malheurs publics dont nous souffrons tous, de bien dures épreuves ont atteint certains de nos membres, leurs familles et l'Académie elle-même. Ces épreuves, qui sont en même temps des titres de gloire, ce sont les pertes de ceux des nôtres qui sont morts pour la France, de ceux qui ont été atteints de même dans leurs plus chères affections familiales.

Nous ne les connaissons pas encore tous, mais nous tenons à les commémorer et à les honorer. C'est pourquoi il me paraît désirable de rappeler en une sorte de Livre d'Or de la guerre 1939-1940 le souvenir de nos membres tombés au champ d'honneur, blessés, décorés ou en captivité. Dès maintenant je fais appel à tous, afin de réunir les indications nécessaires, de telle sorte que ce Mémorial puisse figurer, aussi complet que possible, dans notre prochain Bulletin annuel.

Une fois de plus, ceux qui se sont sacrifiés montreront aux survivants la route à suivre. Cette publication rendra aux disparus et aux combattants l'hommage dont ils sont dignes. Elle sera pour l'Académie Delphinale un titre d'honneur. Elle constituera pour tous un souvenir pieux que nous conserverons dans nos cœurs lorsque les jours sombres seront passés et que la Patrie aura retrouvé, libre et fière, sa force, sa grandeur et sa beauté.

L'Académie Delphinale et la guerre. — Notre Compagnie a été douloureusement éprouvée par la guerre. Elle a tout d'abord perdu deux de ses membres :

le lieutenant vicomte Bruno FERRIER DE MONTAL, tué à l'ennemi le 6 juin 1940, à Croutes (Orne). Il était membre associé depuis 1933;

le 1^{er}-colonel Georges DU REPAIRE, décédé des suites de ses blessures le 17 septembre 1940, à Coublevie. Il était membre associé perpétuel depuis 1935.

D'autre part, nous avons appris avec tristesse qu'un bon nombre de nos confrères avaient été frappés dans leurs plus chères affections :

M. le commandant Juster, ancien président, a perdu son fils, l'abbé Louis Juster, curé de Saint-Laurent-de-Mure, lieutenant commandant la 1^{re} compagnie du 97^e R. I. A., tué aux combats sur l'Ailette, le 5 juin, à l'âge de 32 ans;

M. Fritz a perdu son petit-fils, l'aspirant d'artillerie Jacques-Albert Seiglet, tombé au pont de Petite-Synthe (Nord), le 3 juin. Son père avait été lui-même tué à l'ennemi pendant la précédente guerre;

Le vicomte de Pardieu, fils de notre nouveau confrère, est aussi tombé au champ d'honneur.

En outre, M. le professeur Grua et le comte Y. Du Parc de Locmaria, membres associés de l'Académie, sont prisonniers en Allemagne.

Sont également prisonniers :

— le fils de M. le professeur Raoul Blanchard, ainsi que ses trois gendres;

— le fils aîné de M. le doyen Jacques Chevalier, Secrétaire général à l'Instruction publique;

— le capitaine d'artillerie Clément-Cuzin, fils de M^e Clément-Cuzin;

— les deux gendres de M. Antoine Clément;

— le fils aîné du commandant Juster;

— le sous-lieutenant François Silvy, fils de M. Edouard Silvy, ancien président.

A tous ceux de nos confrères, connus ou inconnus, que la guerre a plongés dans le deuil ou dans l'anxiété, à tous ceux dont les foyers sont dans la peine, le Président exprime les condoléances, les affectueuses sympathies et les consolations de la Société.

Nécrologie. — Nous avons également appris avec regret le décès :

— de M. Camille Paturle, survenu à Saint-Laurent-du-Pont, le 22 juin 1940. Il appartenait à la Société depuis 1925;

— de M^{me} Du Fayet de la Tour, née Pérouse de Montclos, épouse de notre confrère, M. Henry Du Fayet de la Tour;

— de M^e Albert Guy, avocat honoraire, père de notre confrère, M^e Pierre Guy;

— de M^{me} Victor Nicolet, mère et belle-mère de nos confrères, MM. André Nicolet et Paul Royer.

Le Président adresse de respectueuses condoléances aux familles des disparus.

Distinctions. — M. le doyen Jacques Chevalier a été nommé Secrétaire général à l'Instruction publique. Le Président lui exprime à cette occasion les félicitations de l'Académie.

Il félicite également M. le chanoine Edmond Bernard, récemment nommé vicaire général du diocèse de Grenoble.

Dons d'ouvrages. — La Bibliothèque a reçu :

L. BARBILLION : Soldats d'autrefois. Quelques mots d'Histoire sur l'Armée française. — *Grenoble, M. Paillet, 1940, in-8°, 128 p.*;

[Chanoine LANFREY :] Les noms anciens des paroisses du diocèse de Grenoble et des communes du département de l'Isère, accompagnés de notes concernant l'origine et le sens de ces noms. — *Grenoble, Editions de N.-D. des Bonnes Lectures, 1940, in-12, 160 p., fig.*;

Victor DE SAINT-FIRMIN : Poèmes-Prières. IV. Ma guerre. V. Mon retour au pays. — La Foi, l'Espérance, la Charité en temps de guerre. V. La Charité envers le prochain. — L'Ile Eucharistique. Deo meo, vivo et vero. — *Langres, Impr. Saint-Pierre, 1940, 3 vol. in-12 de 32 p. (N^{os} 36, 38 et 48 de la collection « Notes catholiques du temps de guerre »)*;

Joseph OLIVIER : Athéna Aphrodite. Illustrations de Etienne Laget. — *Paris, éd. de la Revue « En Provence », 1928, in-8°, 194 p.*;

— Notes d'un girovague. Voyages en Sud-Europe. 1921-1922. Paris, Edition Eugène Figuière, s. d. (1936), in-8°, 222 p.

Remerciements aux donateurs.

Hommage de l'Académie au général Cartier. — Sur la proposition de M. le 1^{er}-colonel de Guillebon, la motion suivante a été votée à l'unanimité :

« Si Grenoble et sa région ont échappé à l'occupation allemande, ils le doivent à M. le général CARTIER, qui, en dirigeant les combats livrés autour de Voreppe, a montré l'âme et les vertus d'un véritable chef.

« L'Académie Delphinale est heureuse et fière de compter M. le général CARTIER parmi ses membres.

« Elle tient à lui adresser, avec ses félicitations pour ce beau fait d'armes, l'expression de sa profonde reconnaissance. »

M. J.-B. MOREL : Quelques aperçus sur les mœurs gallo-romaines dans la cité de Vienne (région Dauphiné-Savoie), d'après les inscriptions antiques (avec projections). — Voir le texte de cette communication p. 41-60 du présent volume.

Changement d'horaire des séances. — En raison des circonstances, l'Académie décide d'avancer de 30 minutes l'heure de ses séances mensuelles. En conséquence, celles-ci auront lieu à l'avenir le samedi, à 16 heures précises, au lieu de 16 h. 1/2.

Vœu concernant la dénomination de rues de Grenoble. — Sur la proposition de M. le commandant Juster, l'Académie décide de transmettre à la Municipalité de Grenoble un vœu tendant à attribuer à des voies, places ou squares de cette ville les noms « d'une personnalité et de deux familles qui l'ont servie et honorée au cours des XVII^e et XVIII^e siècles », savoir : le cardinal Le Camus, la famille Hache, la famille Emé de Marcieu.

Vœu relatif à l'organisation de conférences. — Sur la proposition de M. Vatin-Pérignon, vice-président, il est décidé en principe que l'Académie organisera une série de conférences qui seront données sous ses auspices, au cours de l'hiver prochain, par des personnalités connues.

Election. — M. Jean-Xavier Drevet, présenté à la séance précédente, est élu membre associé.

Présentation de nouveaux membres. — Est présenté comme membre titulaire, pour occuper le fauteuil n° 42 laissé vacant par le décès de M. le marquis de Vaulserre, M. le général d'armée Robert TOUCHON (par MM. P. Lory, le commandant le Masson, le comte de Quinsonas, le comte de Galbert, le président Guédel).

Sont présentés comme membres associés :

M. l'abbé Bernard SECRET, aumônier de la place de Chambéry, chevalier de la Légion d'honneur, 16, rue de Boigne, Chambéry (par MM. le comte de Quinsonas, le général Cartier, le doyen J. Chevalier);

M. Guillaume MALTERRE, industriel, 2, rue Pasteur, Grenoble (par MM. le comm^t Juster, Clément-Cuzin, Barbillion);

M. le marquis François DE VAULSERRE, château des Echelles, Les Echelles (Savoie) (par MM. le comte de Galbert, le comte de Quinsonas, le comm^t le Masson, Edouard Silvy).

La séance est levée à 18 h. 10.

SEANCE DU 30 NOVEMBRE 1940

Présidence de M. le professeur J. GUÉDEL, président.

Membres présents ¹ : 39. Invités : 8.

¹ Présents : MM. Barbillion, Aug. Bouchayer, Breton, Caraccio, J. de Coursac, chanoine Dussert, comte de Galbert, Georges Gariel, J. Guédel, Jacoubet, comm^t Juster, Latouche, Letonnellier, marquis de Marcieu, comm^t le Masson, baron Mounier, Paul Perrin, comte de Quinsonas, Edouard Silvy, Taulier, abbé Tresson, Vatin-Pérignon, F. Vermale, Vogeli, membres titulaires;

M^{me} Croidieu, M^{me} Jacquemon; MM. L. Bassette, capitaine Blanc, Deschizeaux, J. Xavier Drevet, A. Dumas, abbé Genet, Gremillet, comm^t Louvat, J.-B. Neyret, Georges Peyrin, comm^t Reynaud, comm^t de Rochas d'Aiglun, comte Aymon de Virieu, membres associés.

Invités : M^{me} C. Le Clerc de la Brière, M^{me} M.-F. Dufour, M^{me} Jean-Maurice Dumoulin, M^{me} J.-B. Neyret, M^{me} H. Couprie, M^{me} Piat-Desvial, M. et M^{me} A. Pirenne.

Excusés : M^{lle} Brenier; MM. le 1^{er}-colonel de Guillebon, R. P. Hostachy, P. Vaillant, vicomte de Pardieu.

Nécrologie. — Nous avons appris avec regret le décès :

— du général de corps d'armée Champon, survenu le 11 novembre 1940, au camp des officiers généraux, en Allemagne. Il était le beau-frère de notre confrère M. La Bonnardière;

— du général de corps d'armée Requichot, survenu à Rives le 22 novembre 1940. Il était le père de notre confrère M. Maurice Requichot;

— de M^{me} Philippe Hostachy, belle-sœur de notre confrère le R. P. Hostachy.

Le Président a adressé aux familles des disparus les condoléances et les sympathies de l'Académie.

Dons d'ouvrages. — La Bibliothèque a reçu avec dédicace :

René FERNANDAT : *Les signets du Missel.* — Paris, Gallimard, 1940, in-8°, 62 p. (Collection Catholique dirigée par A. David);

— *La montagne mystique.* — Grenoble, Les Cahiers de l'Alpe, 1940, in-8°, 76 p.

Remerciements au donateur.

M. l'abbé Paul TRESSON : *Recueil de pièces intéressant la succession de Champollion le Jeune.* — Voir le texte de cette communication p. 61-82 du présent volume.

M. le marquis de MARCIEU : *L'ambassade à Venise du marquis de Saint-André en 1668.* — Voir le texte de cette communication p. 84-88 du présent volume.

M. le comm^t JUSTER : *Compte rendu bibliographique* — Le commandant Juster remercie le Président de l'hommage rendu à son fils à la dernière séance.

Puis il signale, en en lisant des extraits, deux volumes offerts à l'Académie par notre collègue M. l'abbé Genet, alias René Fernandat : *Les signets du Missel* et *La montagne mystique.*

Aux stendhaliens, dans le *Bulletin de l'Académie de Besançon*, des études de M. Monnot, sur *Le Rouge et le Noir* et *la Franche-Comté* et *Julien Sorel* à Besançon.

La présentation des *Annales de l'Université de Grenoble* (célébration de son sixième centenaire) et du bulletin de *Rhodania* (congrès de 1937) lui est une occasion de montrer, d'une part, avec quelle négligence on écrit

de nos jours le français, et d'autre part, la tendance regrettable à adopter des mots étrangers alors que notre langue possède tout ce qu'il faut pour écrire et parler clairement. Une fois de plus, il stigmatise l'esprit de dénigrement de notre histoire nationale dans notre enseignement, en même temps que l'ignorance de cette histoire dont fait preuve une jeunesse à laquelle des programmes mal conçus font absorber tant de choses que finalement elle ne sait rien.

Et il conclut : à l'époque de reconstruction nationale que nous vivons, il importe que tout le monde — et l'Académie doit donner l'exemple — agisse, pense, parle et écrive français; maîtresse de son destin, la France, dans le domaine des arts, de la littérature, du langage, n'a nul besoin d'apports étrangers; le redressement nécessaire ne peut s'effectuer que dans un retour délibéré, volontaire, obstiné aux traditions qui, au cours des siècles, ont façonné sa façon de penser, de sentir, de raisonner, de juger, d'écrire, de parler : ces traditions ne sont ni anciennes, ni modernes, ni étrangères; elles sont éternelles, et sans elles la France ne serait plus la France.

(Communiqué par M. le command^t JUSTER.)

Visite à M. Didkowski, préfet de l'Isère. — Le Président fait connaître que M. Didkowski, préfet de l'Isère, a reçu, le 29 octobre, une délégation de l'Académie Delphinale composée du Bureau en exercice et des anciens présidents¹. M. Guédel a salué le nouvel administrateur du département qui l'a assuré de toute sa bienveillance et de tout l'intérêt qu'il porte aux efforts et aux travaux de notre société.

Correspondance. — Le Président annonce qu'il a reçu :
— des remerciements du général Cartier pour l'adresse qui lui a été votée lors de la dernière séance;

— des remerciements du général Touchon à l'occasion de son élection en qualité de membre titulaire;

¹ La délégation était composée de MM. J. Guédel, président; Vatin-Pérignon, vice-président; Letonnelier, secrétaire perpétuel; baron Mounier, trésorier perpétuel; comm^t le Masson, archiviste-bibliothécaire; comte de Quinsonas, délégué au prix de Virieu; Barbillion, Georges Gariel, Jacoubet, comm^t Juster, Morillot, Edouard Silvy, anciens présidents. — Excusés : MM. le colonel Dory, le professeur Latouche.

— la réponse de M. le Maire de Grenoble à la demande concernant la dénomination de rues de la ville. Bien qu'il ne soit pas donné suite au vœu tendant à la consultation de l'Académie, la municipalité n'en accueillera pas moins toutes suggestions venant d'elle;

— une lettre du Syndicat d'Initiative de Cannes demandant l'envoi par l'Académie d'un « monographiste local » en vue d'un prochain congrès.

X^e distribution du prix de Virieu-Noailles. — Les prix fondés par M. le marquis de Virieu en faveur des familles nombreuses des cantons de Virieu et du Grand-Lemps ont été attribués aux deux communes qui ont atteint le coefficient de natalité le plus élevé : Flachères et Saint-Didier-de-Bizonnes. Dans ces deux localités, un prix individuel a été en outre mérité par les familles Morel, de Flachères, et Biessy, de Saint-Didier-de-Bizonnes. Un troisième prix a été attribué à la famille Vaufreydaz, d'Apprieu.

La remise de ces récompenses par M. J. Guédel, président, accompagné de M. Vatin-Pérignon, de M. le baron Mounier et de M. le comte de Quinsonas, a été l'occasion, dans chacune de ces localités, d'une cérémonie pleine de cordialité, à laquelle a pris part, avec MM. les Maires et les Curés des paroisses, la plus grande partie de la population.

(Communiqué par M. J. GUÉDEL.)

Scrutin sur les candidatures proposées. — M. le général Touchon est élu membre titulaire.

MM. l'abbé Bernard Secret, Guillaume Malterre et le marquis F. de Vaulserre sont élus membres associés.

Présentation de nouveaux membres. — Sont présentés comme membres associés :

M. Fortuné MICHEL, directeur de l'école Sidi-Brahim, rue Sidi-Brahim, à Grenoble (par MM. le comm^t Juster, Clément-Cuzin, Letonnelier);

M. Jean RICARD, homme de lettres, secrétaire général de la *République du Sud-Est*, 35, rue Lesdiguières, Grenoble (par MM. le comm^t Juster, le chanoine Dussert, le baron Mounier, le professeur Jacoubet, l'abbé Genet);

M. le D^r Jean NIEPCE, 17, rue de Bonne, Grenoble (par MM. Georges Gariel, l'abbé Tresson, Letonnelier);

le R. P. Dom ARTHAUD, chartreux, villa Saint-Hugues, Saint-Egrève (Isère) (par MM. le chanoine Dussert, le comte de Galbert, Letonnelier);

M. Pierre PÉGUY, professeur agrégé des lettres au Lycée Champollion, 1, rue Farconnet (Ile-Verte), Grenoble (par MM. J. Guédel, le comm^t Juster, Georges Gariel);

M. le commandant Maurice BONNET, à Eybens (Isère) (par MM. le professeur J. Guédel, le comm^t Juster, le baron Mounier);

M. le général Maxime BEAUNE, commandeur de la Légion d'honneur, 5, rue Villars, Grenoble (par MM. le comte de Galbert, le comte de Quinsonas, le comm^t le Masson).

La séance est levée à 18 h.

SEANCE DU 4 JANVIER 1941

Présidence de M. le professeur J. GUÉDEL, président.

Membres présents¹ : 27. Invités : 2.

L'Académie Delphinale et la guerre. — Le Président a eu le douloureux devoir d'annoncer que :

— le lieutenant d'artillerie Michel BOUCHAYER, grièvement blessé par des auto-mitrailleuses, est décédé en captivité à l'hôpital de Laon, le 24 juillet 1940. Il était le fils de M. Auguste Bouchayer et le gendre de M. le professeur Raoul Blanchard, doyen de la Faculté des Lettres;

¹ Présents : MM. Barbillion, Caraccio, Georges Gariel, J. Guédel, Jacoubet, comm^t Juster, Letonnelier, comm^t le Masson, baron Mounier, Paul Perrin, comte de Quinsonas, Edouard Silvy, général Touchon, abbé Tresson, Vatin-Pérignon, Vermale, Vogeli, membres titulaires;

MM. Boyoud, A. Dumas, Gremillet, R. P. Hostache, Malterre, J.-B. Morel, J.-B. Neyret, Emmanuel Perrin, Georges Peyrin, comm^t Reynaud, membres associés.

Invités : MM. E. de Felcourt, Bonnet.

Excusés : M^{lle} Bruchet; MM. Armanet, Breton, comm^t Duprey, chanoine Dussert, Morillot, Requichot, lt-colonel Teyssier de Savy.

— le sous-lieutenant Alain DU PARC LOCMARIA, du 91^e G. R. D. I., blessé grièvement à Oisy (Aisne), le 19 mai, est mort quelques jours après des suites de ses blessures, et a été inhumé à Avesnes. Il était le frère du comte Yves du Parc de Locmaria.

Sont en captivité :

— le chef d'escadron Jean MOURRAL, fils du colonel A. Mourral;

— le lieutenant de cavalerie Alain de GUILLEBON, et M. Pierre DOMPSURE, gendres du l^{er}-colonel de Guillebon;

— le neveu de M. J. ARMANET.

En outre, le Président a l'honneur de faire connaître que :

— le maréchal des logis DE PARDIEU, mort au champ d'honneur, a été cité à l'ordre de l'armée;

— le lieutenant Albert-Marie-Gabriel DE GALBERT, neveu de notre confrère le comte R. de Galbert, a été cité à l'ordre de l'armée et nommé chevalier de Légion d'honneur;

— le maréchal des logis Yves DU PARC DE LOCMARIA, fait prisonnier en mai 1940, est revenu de captivité par un récent train sanitaire.

Nécrologie. — Nous avons appris avec peine le décès de notre confrère M. Alfred ROME, survenu à La Tronche, le 6 décembre 1940. Il appartenait à notre Compagnie, comme membre associé, depuis 1901.

Nous avons également été attristés par le décès :

— de M. Louis ALLIER, ancien membre de l'Académie Delphinale. Il était le frère de notre confrère, M. Joseph Allier;

— de France BIZALION, fille de notre confrère, M. Robert Bizalion;

— de M^{me} DE MAGNY, veuve de M. Charles de Magny, ancien membre de l'Académie Delphinale, et sœur de feu M. H. de Réneville, qui fut également membre de cette Compagnie, et beau-père de notre confrère, M. de Marliave.

Le Président a exprimé les condoléances et les sympathies de la Société aux familles des regrettés disparus.

Distinctions. — Le Président a été heureux de féliciter :

— M. Jacques CHEVALIER, qui a été nommé par le maréchal Pétain Secrétaire d'Etat à l'Instruction publique;

— M. l'abbé DUMAINE et M. le chanoine LANFREY, qui viennent d'être nommés, le premier, chanoine titulaire; le second, doyen du Chapitre cathédral de Grenoble.

Dons d'ouvrages. — La Bibliothèque a reçu :

J. ARMANET : Autour d'une béatification. Les Duchesne à Bourgoin (Extr. de *En Famille*. Bull. paroissial de Bourgoin, juillet et novembre 1940);

— ANNUAIRE-Almanach Dauphinois. Quarantième année. 1941. — *Grenoble*, Bureaux de « La Croix de l'Isère », 1940, in-8°, 92+80 p., fig. (2 exemplaires offerts par M. le chanoine Lanfrey);

— DIRECTION des Services agricoles de l'Isère : Quelques conseils sur l'exploitation agricole en temps de guerre. — S. l. n. d., in-8°, 21 p. (Don de M. H. Roy);

— M^{lle} Marguerite THIBAUD : L'effort chez Maine de Biran et Bergson. Thèse pour le doctorat de l'Université, présentée à la Faculté des Lettres de Grenoble. — *Grenoble, Allier père et fils*, 1939, in-8°, 200 p.

— Maurice VINCENT : La Salette-Fallavaux. Notes historiques. Mœurs et Coutumes. Préfaces de M. G. Letonnelier. — *Grenoble*, Xavier Drevet, s. d. (1940), in 8°, 180 p.

Remerciements aux donateurs.

M. le professeur BARBILLION : *Un type de soldat d'autrefois : Moreau de Jonnès*. — M. Barbillion, s'autorisant de l'accueil bienveillant réservé par l'Académie Delphinale à certaines de ses communications consacrées aux « Soldats d'autrefois », évoque la figure si curieuse de l'un d'eux, dont l'existence est très mal connue et qui mériterait, semble-t-il, d'être rangé sur le même plan que celles d'auteurs de mémoires célèbres, tels ceux de Marbot, de Coignet, et d'autres qui ont passé à l'Histoire.

Moreau de Jonnès est un Breton, élève du collège de Rennes, qui, à 13 ans 1/2, s'engage comme garde national, à la section des Minimes de Paris, et prend part à la journée du 10 août 1792. Peu enthousiaste de la vie de la capitale, il revient à Rennes, reprendre ses études,

mais pas pour longtemps. A 14 ans 1/2, en effet, il s'engage à nouveau, mais comme volontaire national, dans la Compagnie du Morbihan et du Finistère, le 20 octobre 1792. Il participe aux opérations tendant à délivrer Vannes assiégée par l'insurrection, puis, versé au 1^{er} Régiment d'Artillerie de Marine, il embarque sur un cutter à destination de Toulon. Il y arrive au moment du grand drame de la reprise de la ville et du port, par les troupes de la Convention, sur les Anglais et sur les insurgés locaux. Il échappe presque miraculeusement à la mort et, dès lors, commence une carrière très mouvementée, dont voici les étapes principales. C'est lui-même qui les précise, au cours de ses mémoires, sous la forme suivante :

Pendant la première partie de sa longue vie, car notre héros est mort à 92 ans, savant respecté, membre de l'Académie des Sciences et de l'Académie des Sciences morales et politiques, et au cours de sa carrière militaire, qui dura vingt-sept ans, il a assisté :

A la plus grande bataille navale qui ait jamais eu lieu entre les flottes de la France et de l'Angleterre : le 13 prairial an III (1^{er} juin 1794);

Au plus grand désastre maritime qu'ait éprouvé la France : l'incendie de l'escadre et du port de Toulon, en 1793;

A l'un des plus beaux faits d'armes de nos grandes guerres : la prise d'assaut du fort Penhièvre, à Quiberon, en 1795;

A la plus terrible catastrophe qui ait eu lieu dans les colonies européennes : l'incendie du Cap Français, à St-Domingue, en 1801;

Au siège le plus long et le plus meurtrier dont on puisse trouver l'exemple dans l'histoire des colonies : celui du fort Desaix, de la Martinique, en 1809.

C'est ainsi qu'au cours de l'année 1794, il prend part au combat naval engagé par l'amiral Villaret-Joyeuse, qu'assistait Jean Bon Saint-André, contre la croisière anglaise, qui s'efforçait d'interdire l'arrivée en France d'un convoi de 300 bateaux chargés de blé, venant des Etats-Unis, et destiné à remédier à la terrible famine qui ravageait alors notre pays.

Entre temps, débarqué de l'escadre à Lorient, il se trouve amené à entrer dans un petit détachement de grenadiers, faisant partie de l'armée du général Hoche, et qui avait pour mission de reprendre le fort Pen-

thièvre, clef de la presque-île de Quiberon. Ce magnifique fait d'armes entraîna la défaite des insurgés et, comme l'on sait, malheureusement, l'exécution de plusieurs centaines d'émigrés.

Les opérations finies, Moreau rejoint son dépôt, et, chargé d'opérations de vérifications de comptabilité, sur une frégate en partance pour les Iles, il manque le départ, mais parvient tout de même au but, en utilisant les services d'un corsaire. Il débarque à St-Vincent. Cette île était occupée par les restes de la population des Caraïbes, qui avaient été débusqués par les Anglais de la plupart des îles des Antilles, leur habitat habituel.

La France poursuivait déjà un plan de reprise de ses colonies sur les Anglais. C'est ainsi que Victor Hugues, représentant du peuple à la Guadeloupe, avait projeté de reprendre la Martinique. Il y envoie Moreau de Jonnès pour mettre au point les cartes nécessaires, et cela dans le plus grand mystère. Malheureusement, notre héros est fait prisonnier par les Anglais. Il n'échappe à la mort, cette fois encore, que par le plus grand des hasards. Il revient en France, et participe, dans des conditions extrêmement mouvementées, aux deux tentatives de débarquement en Irlande, la première, en 1797, sous Hoche, et la deuxième, en 1798, sous Humbert.

Là encore, dans ces deux tentatives avortées, notre héros court les plus grands dangers. En 1799, il passe quelques mois en France, à Brest, et les consacre à l'étude du droit, et aussi, par voie de conséquence, à la défense d'un certain nombre de condamnés civils et militaires, devant les tribunaux et les conseils de guerre, tâche dont il s'acquitte avec un rare succès.

Entre temps, le 1^{er} Consul avait mis sur pied une deuxième expédition sur St-Domingue, destinée à nous faire recouvrer l'île, échappée à notre domination, et passée sous celle de deux mulâtres sanguinaires, Crispin et Dessalines. Cette deuxième expédition était aussi destinée, mais c'était un but occulte, à débarrasser le 1^{er} Consul de la présence de nombre d'officiers et de soldats de l'armée du Rhin, qui ne lui étaient rien moins que favorables. Placée sous le commandement du général Leclerc, l'expédition entreprise se termine par un désastre. Elle avait aussi commencé sous les plus terribles auspices, puisque, sous les yeux de la flotte qui

amenait le corps de débarquement, le 19 janvier 1802, avaient lieu les massacres au Cap de toute la population blanche, par les nègres révoltés, massacres auxquels avait succédé un terrible incendie. La fièvre jaune apparut aussi presque aussitôt. Le nombre des morts fut immense et l'amiral Villaret-Joyeuse, qui commandait la flotte, n'eut rien de plus pressé que de regagner la France, non par lâcheté, mais parce qu'il était convaincu de l'inévitable dénouement tragique qui attendait l'expédition.

Moreau était aussi retourné en France où il ne trouva que déboires. Toutefois, la paix d'Amiens nous rendit la liberté en matière coloniale, et incita le 1^{er} Consul à monter quatre grandes expéditions transatlantiques, pour la reprise de nos anciennes possessions. Celle destinée à recouvrer la Martinique et Sainte-Lucie était placée sous l'autorité de l'amiral Villaret-Joyeuse. L'importance de la flotte et de l'armée était considérable. Le débarquement en rade du Cap s'effectua dans les conditions les plus favorables; mais, presque aussitôt, une nouvelle et terrible épidémie de fièvre jaune se déclara. Elle fit disparaître ou immobilisa, pour de longs mois, la quasi-totalité de l'armée.

Les opérations militaires entreprises auraient été relativement aisées sans ce contre-temps inattendu. Moreau fut renvoyé brusquement en France, par Villaret-Joyeuse, pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur la situation, qui devenait désespérée, de l'expédition. Il s'acquitta de son mieux de cette mission aussi secrète que délicate. C'est sans doute grâce au succès qu'il obtint, que la France dut de conserver la Martinique cinq ans de plus, soit de 1803 à 1809.

Cependant, la guerre se prolongeait aux Antilles. Les Anglais avaient notamment fortifié, d'une façon qu'ils estimaient formidable, un rocher dénommé « Le Diamant », qui commandait le canal de Sainte-Lucie et s'opposait ainsi au passage de tous navires arrivant d'Europe. Aussi décida-t-on d'emporter de vive force les batteries du « Diamant ». C'était là une tâche surhumaine qui fut confiée à notre héros, mis à la tête d'un groupe d'hommes déterminés. L'échec fut total, sans entraîner cependant de pertes sensibles, mais il fut réparé, deux ans après, grâce à l'intervention d'une puissante escadre, venue à la Martinique dans la première quinzaine de juin 1805. Une division de celle-ci, après

un copieux bombardement des positions anglaises du Diamant, débarqua une colonne d'assaut qui s'empara, avec une admirable hardiesse, de cette position réputée imprenable. En une demi-heure, les pièces anglaises étaient jetées à la mer. Ainsi se trouvaient annihilés les efforts gigantesques de plusieurs mois fournis par nos adversaires.

Après ces événements de guerre, l'existence de Moreau se déroula monotone à la Martinique, jusqu'au mois de janvier 1809. Les Anglais prononcèrent alors une vigoureuse offensive, qui nous reprit à peu près toutes nos colonies des Antilles. Leurs forces comptaient près de 20.000 hommes, et les Français étaient réduits à 600, dont beaucoup d'indisponibles, pour raison de maladie. Villaret-Joyeuse capitula à Fort-de-France, et ses soldats furent transportés en Angleterre pour prendre place sur les pontons où ils restèrent cinq ans. Du reste, en cours de route, une nouvelle épidémie s'était déclarée sur les navires et beaucoup de Français succombèrent.

Ce fut la première Restauration qui délivra notre héros. Elle le confirma dans son grade de capitaine d'état-major, et elle le renvoya à la Martinique. Mais il fut aussitôt incarcéré comme étant coupable du crime de désaffection à la cause des Bourbons. C'était pourtant l'homme le plus passif qui se rencontrât en matière politique. Il fut cependant très vite libéré, grâce aux sympathies qu'il conservait dans l'île. A la nouvelle du retour de l'Empereur à Paris après son départ de l'île d'Elbe, nouvelle qui parvint à Fort-de-France le 30 avril 1815, Moreau déserta le lendemain. Il arriva le 10 juillet à Bordeaux (1815). On lui confia, cinq jours plus tard, un poste important à l'état-major de l'armée de la Loire, où il assista à l'agonie des forces napoléoniennes.

Cependant, les passions s'apaisaient. Il put entrer, grâce à ses relations, et aussi à son mérite, au Ministère de la Guerre, où il fut chargé, comme officier d'état-major, de travaux statistiques et topographiques. Il y resta de 1815 à 1822, sous les ministères successifs, chose remarquable, puisqu'il était attaché directement à un cabinet ministériel. En 1828, il fut nommé directeur du bureau de la statistique du Ministère du Commerce, et, en 1822, on le mit à la retraite comme officier d'état-major, ce qui ne l'empêcha pas, du reste, à titre

civil, de continuer ses travaux administratifs, et aussi de poursuivre ses publications officielles de la statistique en France. En 1849, il fut élu membre libre de l'Académie des Sciences Morales et Politiques.

Au fond, c'était un bonapartiste convaincu qui eut une satisfaction un peu tardive, celle de l'arrivée du prince Napoléon au pouvoir. Il professait un véritable culte pour Bonaparte consul et pour Napoléon empereur. Or, chose extraordinaire, ce soldat de l'Empire n'avait jamais vu l'Empereur. Ses longs séjours aux colonies et ses déplacements incessants l'avaient privé de cette satisfaction. Il leur dut son avancement plus que médiocre, à une époque où il ne faisait pas bon être loin du soleil. Jusqu'à sa mort, il conserva une étonnante verdeur, puisqu'à 91 ans il reprenait la plume pour écrire une histoire complète de sa vie. Mais cette deuxième version est l'œuvre d'un vieillard. Elle est arrangée. La forme en est molle, le style sans éclat, formant contraste avec les mémoires première manière, qui sont étincelants de vie, de gaieté, de courage, et reflètent pleinement leur auteur.

(Communiqué par M. le professeur L. BARBILLION.)

M. LETONNELIER : *Les débuts de la Révolution dans la région de Crémieu, d'après un document inédit.* — Voir le texte de cette communication aux p. 89-112 du présent *Bulletin*.

Scrutin sur les candidatures proposées. — MM. F. Michel, J. Ricard, le Dr J. Niepce, P. Péguy, le comm^e M. Bonnet, le général M. Beaune, le R. P. Dom Arthaud, présentés à la séance précédente, sont élus membres associés.

Présentation de nouveaux membres. — Sont présentés comme membres associés :

M. Emile PAYET, pharmacien honoraire, lauréat de l'Académie Delphinale, à Pusignan (Isère) par MM. J. Guédel, L. Breton, Letonnelier);

M. Maurice VINCENT, instituteur à l'Abbaye, groupe Jules-Ferry, à Grenoble (par MM. J. Guédel, H. Jacobet, Letonnelier);

M. le comte Albert-Marie-Gabriel DE GALBERT, lieutenant au 7^e régiment de chasseurs à cheval, chevalier de la Légion d'honneur, décoré de la Croix de guerre 1939-

1940 (2 citations) (par MM. J. Guédel, le comte P. de Quinsonas, le comm^t le Masson, le comte R. de Galbert).

Prix Romanet : 6^e distribution. — Le prix fondé en 1935 par M. Emile Romanet est attribué en 1940 à M. J. BONNET, employé à la ganterie Bondat-Jouvin, 6, rue Beyle-Stendhal, à Grenoble. M. Bonnet, père de 6 enfants, reçoit un prix de 200 francs.

Libéralité en faveur de l'Académie. — Le Président fait connaître qu'un membre associé, qui a voulu conserver l'anonymat, lui a remis la somme de 200 francs, destinée à la bibliothèque de l'Académie.

De chaleureux remerciements sont exprimés à notre confrère, pour son généreux don.

Correspondance. — MM. le marquis de Vaulserre, G. Malterre, l'abbé B. Secret, remercient de leur élection.

La séance est levée à 18 heures.

SEANCE DU 1^{er} FEVRIER 1941

Présidence de M. le professeur J. GUÉDEL, président.

Membres présents ¹ : 39. Invités : 2.

L'Académie Delphinale et la guerre. — Le Président donne lecture de la citation attribuée au lieutenant JUSTER, tué à l'ennemi. Le texte en sera inséré au Livre d'or en préparation.

¹ Présents : MM. Barbillion, Breton, colonel Dory, Georges Gariel, J. Guédel, Jacoubet, comm^t Juster, Latouche, Letonnellier, marquis de Marcieu, comm^t le Masson, baron Mounier, Paul Perrin, comte de Quinsonas, Paul Royer, Edouard Silvy, J. Taulier, général Touchon, abbé Tresson, P. Vaillant, Vatin-Pérignon, Vermale, Vogeli, membres titulaires ;

M^{me} Magnin, M^{lle} Mournaud ; MM. L. Bassette, général Beaune, capitaine Blanc, Deschizeaux, A. Doyon, A. Dumas, comm^t Duprey, Gremillet, P. Guy, R. P. Hostachy, comm^t Louvat, marquis de Marliave, J.-B. Morel, Georges Peyrin, membres associés.

Invités : comte Etienne de Felcourt, général de Vaucelle.

Excusés : M^{me} Croidieu ; MM. G. Malterre, F. Michel, P. Thomé de Maisonneuve.

Nécrologie. — Nous avons eu le regret de perdre deux de nos confrères :

— M. Félix VERNAY, décédé à Charnècles (Isère), le 14 janvier 1941, dans sa 80^e année. Il avait été élu membre associé en 1928, puis membre titulaire en 1933.

— M. J.-B. NEYRET, décédé à Grenoble, le 15 janvier 1941, à l'âge de 77 ans. Il était membre associé depuis 1938.

Le Président, se faisant l'interprète de tous, a exprimé les condoléances et les sympathies de notre Compagnie aux familles de nos regrettés disparus.

Distinctions. — Le Président a été heureux de féliciter :

— MM. MERCERON-VICAT et le général TOUCHON, qui viennent d'être désignés par le maréchal Pétain pour faire partie du Conseil National;

— MM. Georges PEYRIN et Pierre SAINT OLIVE, qui ont été nommés membres du Conseil administratif du département de l'Isère.

Don d'ouvrages. — La Bibliothèque a reçu :

Henri JACOBET : La découverte par Balzac des atmosphères de la Chartreuse de Parme (in *Ausonia*, n^o d'avril-décembre 1940, p. 49-80);

Gaston LETONNELIER : Une énigme stendhalienne : Marie-Henri Beyle plâtrier (in *Ausonia*, n^o d'avril-décembre 1940, p. 81-91).

Remerciements aux donateurs.

M. le baron MOUNIER : *Compte rendu financier pour l'exercice 1940.* — Il résulte de la lecture de ce document que la situation financière de l'Académie peut se résumer comme il suit :

Recettes pour 1940.....	13.189 39
Dépenses pour 1940	12.019 55
Fonds Pallias	678 47
Fonds de Virieu	3.855 60
Fonds Prudhomme	579 75
Fonds Romanet	200 00

Le Président a vivement remercié M. le baron Mounier pour son dévouement aux intérêts de la Société et les heureux résultats de sa gestion.

M. le commandant JUSTER : *Compte rendu bibliographique.* — A propos d'une monographie de la paroisse de Neuvecelle parue dans le *Bulletin de l'Académie Salésienne*, le commandant Juster signale que, lors de la Réforme, des Valaisans refusant d'abandonner leur religion et ayant vu leurs biens confisqués, trouvèrent refuge et excellent accueil dans cette commune. Cela rappelle des transferts de populations et des expulsions dont nous fumes récemment les témoins attristés. Il signale aussi qu'en 1678 l'évêque de Genève, au cours d'une visite pastorale, recommandait l'établissement de petites écoles.

Dans le *Bulletin de la Société des Hautes-Alpes*, il signale une savante étude de notre collègue M. de Manteyer sur le Martyrologe d'Adon.

M. le commandant JUSTER : *Présentation d'images.* — Prenant prétexte du récent centenaire du retour des Cendres (14 décembre 1840) et de la restitution à la France, à cette occasion, des restes du duc de Reichstadt, le commandant Juster présente une série d'images populaires consacrées à Napoléon à Sainte-Hélène, à sa mort, à son tombeau, à son exhumation et aux cérémonies des Invalides. Deux autres sont consacrées à son fils : l'une représente sa mort, l'autre le duc à cheval en costume militaire ultra-fantaisie.

Dans cette imagerie populaire, aujourd'hui introuvable et qu'a tuée le journal illustré, il ne faut pas chercher de l'histoire, sinon fortement romancée; les idées qui ont guidé ses auteurs sont la création de la « légende » et très probablement aussi la propagande en faveur de Louis-Napoléon Bonaparte. Leur auteur est un dessinateur nommé Georgui qui, pendant de nombreuses années, fut l'âme de la maison Pellerin à Epinal. Leur composition peut être située entre 1830 et 1845.

M. F. VERMALE : *Stendhal et la duchesse de Duras.* — Dans ses deux premiers romans, *Armance* et *Le Rouge et le Noir*, Stendhal décrit la société du faubourg Saint-Germain au temps de la Restauration. Comment Stendhal a-t-il pu connaître ce milieu aristocratique du noble faubourg? C'est un problème stendhalien qui préoccupait fort Louis Royer. M. Vermale en a cherché la solution. Il croit que Stendhal a fréquenté beaucoup le salon de M^{me} la duchesse de Duras, qui serait la M^{me} de Bonnivet du roman d'*Armance*.

Que Stendhal ait été un habitué du salon de M^{me} de Duras, après 1824, on ne peut en douter. Dans les *Souvenirs d'Egotisme* (p. 154 de l'éd. du *Divan*), Stendhal en fait l'aveu quand il confesse « *qu'il va beaucoup chez M^{me} de Duras* ». D'autre part, dans le *Courrier anglais* (éd. du *Divan*), nous trouvons de nombreux articles critiques sur les romans de M^{me} la duchesse de Duras. Lorsque cette dernière mourut, en 1828, Stendhal déplora la disparition de cette « femme d'un talent supérieur ».

Le salon de M^{me} de Duras était un salon politique, trait d'union entre les royalistes et les libéraux. Sous le ministère Villèle, ce salon passa à l'opposition sous l'influence du comte Antoine Roy, ancien ministre des Finances. Stendhal fut accueilli chez M^{me} de Duras : 1° parce qu'il était de l'opposition contre Villèle; 2° parce qu'il était un des chefs de la nouvelle école romantique et soutien de la musique de Rossini.

Les romans de la duchesse de Duras, surtout *Edouard*, ont eu une influence considérable sur Stendhal romancier. A *Edouard*, il a emprunté une partie de son cadre dans *Le Rouge et le Noir*. Il doit à M^{me} de Duras son goût des descriptions sobres et son éloignement des scènes outrancières. En sorte que les romans de la duchesse de Duras sont une des *sources* des romans de Stendhal.

(Communiqué par M. F. VERMALE.)

Présentation de nouveaux membres. — M. Jean-Jacques CHEVALLIER, professeur à la Faculté de droit, 11, boulevard Edouard-Rey, Grenoble, est présenté comme membre titulaire, pour occuper le fauteuil n° 20, laissé vacant par le décès de M. Félix Vernay (par MM. J. Guédel, Latouche, Desbois, Georges Gariel).

Sont présentés comme membres associés :

— M. Paul VIGNON, professeur à l'Institut Catholique de Paris, 1, boulevard Edouard-Rey, Grenoble, par MM. le général Cartier, le comte de Quinsonas, Vatin-Pérignon);

— M^e Maurice GIVORD, ancien bâtonnier, avocat à la Cour, 6, rue Lesdiguières, Grenoble (par MM. Vatin-Pérignon, Chabrand, Maurice Gariel, L. Grimaud);

— M. Jean HESSE, artiste-peintre, 8, rue Charles-Tartari, Grenoble (par MM. le comm^t le Masson, l'abbé Genêt, le comte de Quinsonas);

— M. Paul CORBIN, ancien officier d'artillerie, château de Beaurevoir, Sassenage (Isère) (par MM. le doyen Raoul Blanchard, Paul Royer, Letonnellier);

— M. le comte Etienne de FELCOURT, ministre plénipotentiaire, 11, cours Berriat (Pension Lonjon), Grenoble (par MM. le comte de Quinsonas, le comm^t le Masson, Vatin-Pérignon).

Scrutin sur les candidatures proposées. — MM. Emile Payet, Maurice Vincent, le comte Albert-Marie-Gabriel de Galbert, présentés à la précédente séance, sont élus membres associés.

Questions diverses. — MM. le général Beaune, Payet, Michel, le comm^t Bonnet, Ricard, Péguy, le D^r Niepce remercient de leur élection.

Renouvellement du bureau pour 1941. — A la suite des élections annuelles, le bureau et le Conseil d'administration se trouvent ainsi constitués pour 1941 :

Bureau de l'Académie pour 1941.

<i>Président</i>	M. VATIN-PÉRIGNON.
<i>Vice-Président</i>	M. le général CARTIER.
<i>Secrétaire perpétuel</i>	M. LETONNELIER.
<i>Trésorier perpétuel</i>	M. le baron MOUNIER.
<i>Archiviste-bibliothécaire</i> .	M. le comm ^t LE MASSON.
<i>Délégué au prix de Virieu.</i>	M. le comte DE QUINSONAS.

Conseil d'administration.

A) 1940-1941 : MM. LATOUCHE, l'abbé TRESSON.

B) 1941-1942 : MM. J. GUÉDEL, le comm^t JUSTER, SAINT OLIVE, Ed. SILVY.

Remerciements du Président sortant. — Parvenu au terme de son mandat, le Président J. Guédel prononce l'allocution suivante :

MES CHERS CONFRÈRES,

Me voici arrivé au terme des fonctions que vous aviez bien voulu me confier, il y a déjà deux ans.

Ce terme, en effet, a été reporté d'une année, en raison des circonstances exceptionnelles dans lesquelles nous nous trouvions en janvier dernier — en pleine guerre, sans doute, — mais sans qu'aucun de nous pût prévoir alors l'imminence et l'étendue du désastre qui devait nous frapper.

Ces circonstances m'ont valu de demeurer à la présidence de l'Académie Delphinale durant cette tragique période, où nous aurions pu désespérer de notre patrie si nous avions été capables de désespérer. Mais les forces morales, si vivantes au sein de notre Compagnie, l'étaient aussi dans notre pays. Ce sont elles qui l'ont emporté et qui l'emporteront. En face des pertes, des troubles et des misères matérielles, la fermeté de l'âme, la volonté de réagir, le travail libérateur ont toujours soutenu et sauvé les peuples et les sociétés qui refusaient de s'abandonner. Il en sera de même chez nous, dans les heures décisives que nous vivons.

Dès avant la catastrophe, des signes de renouveau n'apparaissaient-ils pas? Je ne voudrais pas manquer en effet de vous en rappeler un qui, pour être resté quelque peu effacé dans le moment où il se produisait, n'en n'est pas moins éloquent et a touché le cœur de tous les Dauphinois. Je veux parler du retour de l'Ordre des Chartreux dans le monastère où il avait pris naissance. L'Académie Delphinale tient trop à honorer tout ce qui se rattache à notre vie intellectuelle et morale pour ne pas se réjouir.

Nous ne pouvons oublier d'ailleurs que l'Ordre des Chartreux compte parmi nos membres associés les plus anciens. Nous nous félicitons de voir se renouer des liens si fidèles et j'adresse en votre nom au R. P. Général et aux Chartreux redevenus Dauphinois l'expression de notre joie et l'hommage de notre respectueuse déférence.

Quelques jours après, alors que nos angoisses étaient à leur comble, un autre événement heureux venait nous reconforter. La défense victorieuse de Voreppe non seulement écartait le péril de l'invasion, mais nous apportait le magnifique témoignage de l'héroïsme de nos soldats. Vous avez tenu à en exprimer votre gratitude au chef qui les commandait, le général Cartier, membre titulaire de notre Académie. C'est là encore un des souvenirs de cette présidence que je ne voulais pas passer sous silence.

En dehors de ces événements, l'existence de l'Académie s'est poursuivie avec une régularité à peine réduite. La vie de l'esprit, à laquelle elle se consacre, ne s'est pas ralentie. Nos membres ont continué à nous présenter le fruit de leurs travaux; nos séances ont connu un nombre d'assistants sans cesse croissant; de nouveaux membres, de plus en plus nombreux, sont venus se joindre à nous, attestant ainsi le rôle fécond de votre Compagnie.

J'espère que, comme par le passé, nous pourrons prochainement relever, dans notre Bulletin périodique, les intéressantes communications qui nous ont été présentées, et y insérer notamment le Livre d'Or de nos pertes et les distinctions de nos membres au

cours de la guerre 1939-40. C'est là un devoir auquel nous ne faillirons pas. C'est pourquoi j'insiste pour que chacun fasse part à notre secrétaire perpétuel de toutes les indications dont il peut avoir connaissance à ce sujet.

Je ne vous cache pas cependant, en ce qui concerne la parution future de ce Bulletin, que les perspectives ne se présentent pas de la façon la plus encourageante — du point de vue pécuniaire s'entend.

Notre Trésorier vous a présenté les comptes de notre budget. Il a tenu, avec la plus louable diligence, à liquider d'abord tout le passé assez lourd de nos frais, de telle sorte que notre avoir présent peut paraître minime.

Il nous faudra examiner de quelle façon et dans quelle mesure nos dépenses peuvent être réduites et nos ressources augmentées, en vue d'une publication à laquelle nous ne pouvons renoncer. Mais, dès maintenant, je tiens à remercier M. le baron Mounier pour le soin scrupuleux qu'il a mis à bien administrer les finances de notre Société.

Mes remerciements vont également à notre Secrétaire perpétuel qui assume, avec une si parfaite bonne grâce et des résultats si heureux, la charge de l'organisation de nos séances et le règlement des multiples questions qui se posent sans cesse. Je ne puis que répéter ce qu'ont déjà reconnu et déclaré tous mes prédécesseurs : c'est que le rôle du Président se trouve infiniment accru par son inépuisable et obligeante activité et qu'enfin les traditions de notre Compagnie ne sauraient trouver un gardien plus vigilant et plus averti. Je dois le féliciter enfin du travail si assidu et si délicat qu'il a fourni pour assurer la publication irréprochable de notre Bulletin 1938-39.

Vous conserverez également dans votre Bureau, Messieurs, nos excellents confrères : M. le commandant le Masson qui consacre à ses fonctions d'archiviste-bibliothécaire toute sa scrupuleuse conscience ; M. le comte de Quinsonas, délégué au prix Virieu, qui, cette année encore, malgré les difficultés matérielles, a assumé toute la peine de l'enquête à poursuivre et des dispositions à prendre pour la remise des récompenses de cette fondation. Je ne saurais trop les remercier également, ainsi que M. le commandant Juster, qui se dévoue à dépouiller pour nous ouvrages et revues et dont les comptes rendus pleins de saveur sont toujours si appréciés.

Il vous reste à pourvoir le siège de vice-président. Nous avons été infiniment heureux d'obtenir l'acceptation de M. le général Cartier. Ses mérites d'homme de haute culture, sa valeur morale, les huit commandements éminents qu'il a exercés, son rôle glorieux dans la défense des Alpes que j'évoquais tout à l'heure sont des titres tels que nous ne pouvons que nous estimer très honorés de le voir entrer dans le Bureau de notre Compagnie.

Enfin, c'est avec une véritable joie que je cède aujourd'hui le fauteuil de la présidence à votre Vice-Président, M. Vatin-Pérignon, car je sais que sous sa direction l'Académie Delphinale

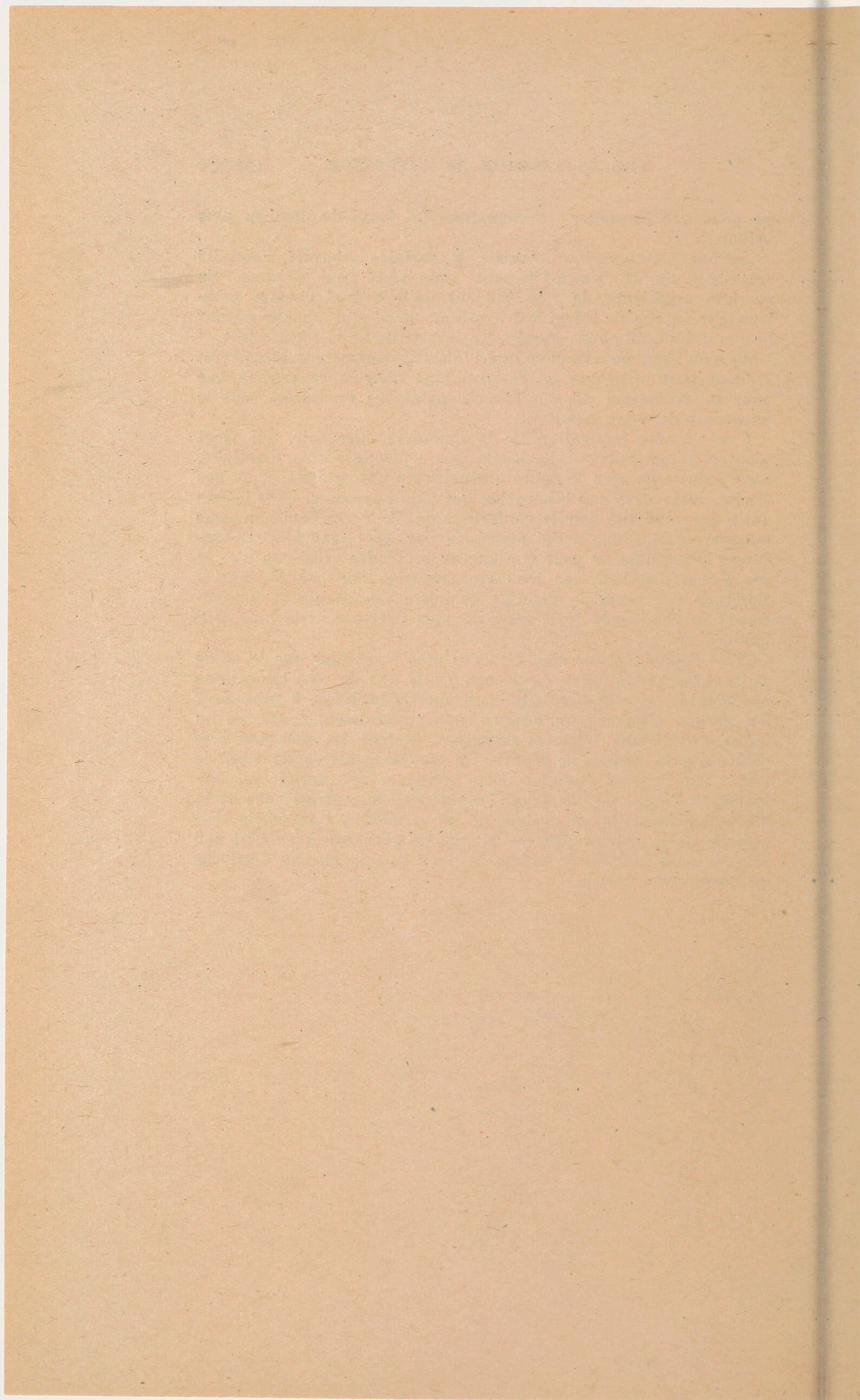
ne peut que prospérer, et connaître des jours de plus en plus brillants.

La haute culture intellectuelle, la parfaite urbanité, l'activité inlassable de M. Vatin-Pérignon vous sont bien connues. Sa carrière antérieure, le rôle éminent qu'il a joué comme collaborateur intime du Maréchal Lyautey nous sont un sûr garant de l'activité qu'il saura apporter à la tête de notre Compagnie.

Je n'en veux pour preuve que l'initiative prise tout récemment et dont tout le mérite lui revient, tant pour la conception que pour la réalisation des conférences publiques organisées sous le patronage de notre Académie.

C'est là une innovation, je le soulignais hier soir, qui vient ajouter à nos travaux habituels une nouvelle forme d'activité, sans réduire en rien le cours ordinaire de nos séances et de nos études, mais c'est une innovation des plus heureuses, et le succès qui a accueilli hier soir la conférence de M. Vatin-Pérignon nous montre combien elle a été appréciée par les Grenoblois. L'Académie Delphinale ne peut que gagner à étendre ainsi son rôle et son rayon d'action. Les louanges méritées hier par M. Vatin-Pérignon ont accru le prestige de notre Compagnie et inaugureront sa présidence de la façon la plus flatteuse et la plus brillante.

C'est donc dans une condition des plus favorables que je laisse aujourd'hui notre chère Académie. Dans une de mes allocutions précédentes, je n'hésitais pas, mes chers Confrères, à prononcer des paroles d'espoir. Ces espoirs nous apparaissent confirmés au moment où, dans tous les domaines, malgré les plus terribles difficultés, la France se rénove. La vivifiante action du Chef de l'Etat est là pour stimuler notre confiance et affermir nos volontés. A l'appel du Maréchal Pétain pour le redressement de la vie nationale, de la vie sociale, de la vie morale, l'Académie Delphinale ne manquera pas, je le sais, de répondre avec tout son zèle et toute sa ferveur, affirmant ainsi sa foi dans les destinées de notre chère Patrie.



PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES DE L'ACADÉMIE EN 1941

SEANCE DU 1^{er} MARS 1941

Présidence de M. VATIN-PÉRIGNON, président.

Membres présents¹ : 47. Invités : 5.

En ouvrant la séance, M. VATIN-PÉRIGNON, élu président à la séance du 1^{er} février dernier, a prononcé l'allocution suivante :

MES CHERS CONFRÈRES,

C'est dans une atmosphère de poignante mélancolie que votre nouveau Bureau inaugure aujourd'hui l'année académique, alors que le deuil de la Patrie, et ceux qui ont si cruellement frappé notre Compagnie, pèsent lourdement sur nos épaules et sur nos cœurs.

Votre nouveau Président n'a-t-il pas dû, en effet, la semaine

¹ Présents : MM. Barbillion, Aug. Bouchayer, L. Breton, général Cartier, colonel Dory, Georges Gariel, chanoine Garnier, abbé Genet, comm^t Juster, Latouche, Letonnelier, marquis de Marcieu, comm^t le Masson, Paul Morillot, baron Mounier, comte de Quinsonas, P. Saint Olive, Edouard Silvy, général Touchon, abbé Tresson, Vatin-Pérignon, F. Vermale, Vogeli, membres titulaires ;

M^{me} Croidieu, M^{me} Magnin ; M^{lle} de Malus, M^{lle} F. Mournaud ; MM. Bizalion, capitaine Blanc, comm^t Duprey, comte de Felcourt, Gollion, Gremillet, Gros, D^r A. Guédel, R. P. Hostachy, Lafanechère, comm^t Louvat, G. Magnin, Malterre, J.-B. Morel, A. Nicolet, Orłowski, vicomte de Pardieu, Georges Peyrin, H. Roy, L. de Vienne, membres associés.

Invités : M^{me} la baronne Mounier, M^{me} Edouard Silvy, M^{me} Pirenne ; M. le professeur J. Pirenne, M. Ledoux.

Excusés : MM. A. Caraccio, chanoine Dussert, Jacoubet, Le Grain, Thomé de Maisonneuve, P. Vaillant.

dernière, débiter dans les fonctions que vous avez bien voulu lui confier, en vous représentant aux obsèques de M. Jean GUÉDEL, notre président d'hier?

Cette fonction qui, d'après nos traditions, a toujours été annuelle, M. Guédel l'a exercée deux années de suite, bénéficiant d'une exception consentie à celui qui, après avoir conquis, sur tous les champs de bataille de 1914-1918, le grade de capitaine, plusieurs citations et la Croix d'Honneur, était reparti, en 1939, comme lieutenant-colonel sur le front des Alpes, montrant ainsi qu'il était le digne descendant du Général Joubert, mort au champ d'honneur, à trente ans, en pleine gloire.

Pendant toute la durée de sa présidence, il manifesta les nobles qualités de dévouement, de sûreté, de modestie dont il avait hérité de son père, lequel exerça avec tant de bienfaisance, pendant plus de quarante années, la médecine à Grenoble où il était surnommé « le bon docteur du cours Berriat ».

Il y affirma, d'autre part, sa haute valeur d'historien. Agrégé d'Histoire en Sorbonne, il professa successivement à Bastia, à Chambéry et, depuis 1920, au Lycée Champollion. Son enseignement fut d'une maîtrise si rare qu'il se vit, à notre Faculté des Lettres, chargé de conférences d'Histoire contemporaine et qu'il y collaborait, à la veille même du jour où un mal tragiquement brutal devait l'emporter, au Cours d'Histoire du Dauphiné.

Membre associé de notre Compagnie depuis 1922, titulaire depuis 1930, collaborateur de plusieurs Sociétés savantes, ses communications furent toujours marquées au coin de l'érudition la plus fouillée et de la probité intellectuelle la plus haute. Aussi doit-on déclarer que c'est une grave perte pour la science française qu'il ait été prématurément arrêté dans sa course, au moment même où, après avoir dû consacrer tout son temps aux soins de sa charge et à ses obligations de père d'une famille nombreuse, il allait pouvoir songer à s'adonner à des travaux personnels que nous attendions tous et dont le fruit nous fera, hélas! toujours défaut.

Je remercie de tout cœur ceux qui ont tenu à s'associer à notre chagrin et, avant tous, M. le Préfet de l'Isère, qui a bien voulu nous donner un nouveau témoignage de l'intérêt qu'il porte à l'Académie en se faisant représenter aux obsèques du Président Guédel et en nous écrivant une lettre de condoléances que je verse à nos archives.

A la famille de Jean Guédel, à sa veuve, à ses cinq enfants, fiers de l'héritage intellectuel et moral qu'il leur laisse, l'Académie Delphinale apporte la solennelle affirmation qu'elle gardera pieusement la mémoire de celui qui fut, pendant vingt années, si étroitement associé à sa vie et à ses travaux. Et nous leur offrons l'effusion de notre compassion désolée.

Notre nécrologe, d'autre part, portant sur deux années, se trouve, de ce fait, douloureusement chargé.

Nous avons eu à déplorer, parmi nos membres titulaires, le départ du Marquis de Vaulserre et de M. François Vernay.

Le nom du Marquis Bruno DE CORPEL DE VAULSERRE est, comme chacun sait, entièrement lié, depuis le XIII^e siècle, à l'histoire de notre province. Officier de cavalerie, champion des Chartreux au moment de leur expulsion, explorateur en Chine, au Tonkin, sur le Haut-Niger, il sut ajouter encore, au cours d'une longue vie si remplie, à l'illustration de sa famille, spécialement sur le seul théâtre qui, de nos jours, pouvait encore s'offrir à son activité passionnée de gentilhomme et de Français : celui de la France d'outre-mer. Il rapporta de ses voyages de pénétrantes études qui lui valurent la médaille de la Société de Géographie. Membre de l'Académie Delphinale et de l'Académie de Savoie, il nous a laissé de précieux travaux, et aucun de ceux qui l'ont approché ne saurait oublier sa fière et fine silhouette, la bonne grâce de son accueil, le charme de sa conversation. A sa famille, à son fils, notre confrère qui, lors du combat des Echelles, vient de se montrer le digne héritier de sa race, nous présentons nos condoléances émues.

M. François VERNAY, inspecteur de l'Enseignement Primaire, montra pour tout ce qui était dauphinois, pour notre folklore, pour nos traditions, un intérêt ardent et éclairé qui devait tout naturellement le conduire à écrire cette précieuse et charmante *Nouvelle Histoire du Dauphiné*, qui manquait et qui restera.

Enfin, nous avons à pleurer la mort de nombreux membres associés.

Tous ceux qui ont connu M. René DE BOCCARD l'ont aimé pour le rayonnement de vie et de gaieté qui émanait de sa personne : homme d'esprit et homme d'action, de cabinet comme de plein air, toute bienveillance et toute finesse, unissant en lui les meilleures qualités de notre race et celles de sa noble patrie, aujourd'hui plus que jamais si près de nos cœurs.

L'Académie gardera également bien vivant le souvenir de M. Pierre DOYON, licencié ès lettres et en droit, ancien diplomate, infirmier volontaire pendant la précédente guerre, membre de la Société des Bibliophiles Dauphinois et de la Société Archéologique de la Drôme ; nous lui sommes redevables d'importants travaux dont l'érudition revêt une forme révélant un écrivain de race. Son fils, qui lui succède parmi nous, a su suivre ses traces en méritant le prix Pallias.

Monseigneur GIRAY, élève puis professeur au Rondeau, vicaire de La Salette, évêque de Cahors, archevêque de Selymbria, appartenait à notre maison depuis 1918. Il laisse le souvenir d'un lettré fort ouvert aux questions historiques, témoin son important ouvrage sur La Salette, en même temps que d'un prélat tout de droiture, d'austérité et de sainteté.

La perte du Vicomte GREYFIÉ DE BELLECOMBE, secrétaire perpétuel de l'Académie de Savoie, ancien officier, président des Croix-Rouge, fils de l'un de ceux qui ont le plus fait pour le rattachement de la Savoie à la France, a porté un coup cruel non seulement à la Compagnie sœur de la nôtre, mais à l'érudition savoyarde qu'il a enrichie d'études qui font autorité.

M. Maurice JOURDAN-LAFORTE, inspecteur principal des Eaux et Forêts, d'une famille installée à Brignoud depuis plusieurs siècles, consacra sa carrière à nos forêts, dont il avait l'amour, et sa retraite à de patientes études généalogiques.

M. Jacques FAURE-DESFORGES se montra le conservateur passionné des inestimables collections du château d'Eybens, de la célèbre Bibliothèque Chaper, dont il avait la responsabilité.

C'est la mémoire d'un héros de la Grande Guerre que nous saluons en nous inclinant devant la tombe du Commandant Georges DU REPAIRE, très brillant officier de chasseurs, confrère particulièrement sympathique, mort des suites de ses blessures.

Et c'est devant la tombe d'un jeune chevalier de la présente guerre que nous observerons une minute de recueillement. Le Vicomte Bruno DE FERRIER DE MONTAL, avant de tomber glorieusement pour l'honneur de nos armes, avait, malgré sa jeunesse, manifesté, dans d'excellentes études, l'intérêt qu'il portait à notre histoire locale. J'ajoute que de légitimes espoirs se fondaient sur son avenir du point de vue agricole, où il eût été, suivant le vœu du Chef de l'Etat, l'un des bons meneurs de cette bataille de la glèbe qu'il nous faut, après la défaite militaire, absolument gagner. Hélas ! pourquoi tant de jeunes tombes pour que les blés soient plus beaux ?...

La place de M. Alfred ROME était marquée au sein de notre Académie. N'était-il pas le petit-fils de ce « Médecin de campagne » qui servit de modèle à Balzac ? Vous aviez, en l'appelant parmi vous, voulu, tout en rendant hommage à son talent d'architecte, manifester l'intérêt que vous portez à l'art qu'il exerçait si brillamment. L'Architecture devra être toujours représentée au sein de l'Académie Delphinale, car celle-ci sait que la pierre de touche d'une époque, c'est son architecture, et qu'il faudra qu'une architecture rénovée corresponde demain, en France, à l'« ordre nouveau ».

M. Maurice MARTIN fut l'un de ces éminents banquiers qui savaient joindre à leur maîtrise professionnelle une culture raffinée, des goûts d'érudit, et de vastes connaissances de bibliophilie.

Héritier des « Chartreux maîtres de forges », M. Camille PATURLE fut le plus accueillant des confrères, le représentant si sympathique d'une famille qui honore et l'industrie dauphinoise et l'Eglise.

Le nom d'un autre chef d'industrie, M. Jean-Baptiste NEYRET, clôt cette liste funèbre. Son labeur ne l'empêcha pas de s'intéresser au nôtre. Il offrait ainsi un exemple de cette synthèse de l'action féconde et de la recherche désintéressée que nous rencontrons si souvent en Dauphiné, dont elles sont l'une des caractéristiques les plus élevées et les plus frappantes.

Redisons aux familles de ces morts la piété de notre souvenir.

De leurs mains, nous recueillons le flambeau symbolique dont il s'agit, année après année, de garder la flamme, et qu'il faut transmettre. C'est là, pour chacun des éléments dont est formée la masse des activités françaises, un devoir aujourd'hui plus

impérieux que jamais. Votre Bureau s'y adonnera de toute sa conviction, mais votre Président ne peut que prendre une plus exacte conscience de son indignité, en face de la tâche qui lui incombe, en cette année cruciale. Si bien que sa gratitude pour l'honneur que vous lui avez fait s'en trouve quelque peu teintée d'inquiétude. Il sait toutefois quel concours il trouvera près de vous tous. Il est fier de voir que le Général Cartier, dont le nom est un drapeau, a bien voulu accepter la vice-présidence. Il connaît l'appui que lui apporteront notre trésorier, notre bibliothécaire, notre délégué au Prix Virieu, quels conseils éclairés lui donneront les membres de notre Conseil d'administration et nos anciens présidents. Et il veut mentionner tout spécialement la dette qu'il a déjà contractée, comme vous tous, auprès de M. Letonnellier dont l'inestimable compétence éclairera sa route à la lumière des traditions dont il est, avec tant de bonne grâce, le pertinent et vigilant gardien.

Sa volonté de continuer à servir, dans le cadre qui est le sien, l'Académie Delphinale a tenu à la manifester en organisant pour cet hiver une série de conférences. L'afflux d'un auditoire fidèle, la présence au premier rang des autorités civiles, militaires, ecclésiastiques, académiques, économiques, les plus hautes, ont sanctionné nos efforts. Ce succès, laissez-moi en reporter l'honneur aux conférenciers qui ont accepté si généreusement de s'associer à notre entreprise : hier, le Comte de Felcourt, le Professeur Jacques Pirenne ; demain, M. Louis de Vienne et le Général Cartier, qui ont ainsi permis à notre vieille maison d'affirmer sa constante vitalité.

Cette vitalité, nous la soutiendrons cette année, d'abord en développant notre recrutement. L'élan est déjà donné, mais nombreux sont encore ceux de nos compatriotes dont la place semble marquée à nos côtés. Tous ici recherchons-les et amenons-les, mes chers confrères. Notre Compagnie ne doit-elle pas, en effet, être de plus en plus le lieu de rencontre et de choix où se retrouvent les représentants, dans quelque ordre d'idées que ce soit, de l'élite dauphinoise ? N'est-ce pas ici par définition que doivent se dégager entre Dauphinois ces « dénominations communes » qui existent toujours entre hommes de bonne volonté, sur le plan de l'« efficience » et de la culture ?

Enfin, votre Compagnie se trouve dès à présent, dans l'esprit des pouvoirs publics, désignée comme l'un des éléments essentiels de cette grande œuvre de reconstitution provinciale qui sont l'un des buts les plus féconds que se propose le Chef de l'Etat. Nous saurons collaborer à la constitution de la future région de Grenoble, l'une des cellules de la France de demain. C'est ainsi que notre vénérable Académie sera l'une des bonnes fées qui veilleront à son berceau, heureuse d'apporter, pour ce qui la concerne, son modeste mais absolu concours au Maréchal Pétain, auquel nous adressons tous, ce soir, notre totale adhésion, notre respectueux hommage et notre fervent salut !

M. Pierre SAINT OLIVE : *Méditation sur un mariage d'inconnus*¹. — Au mois de septembre 1773, Jean-Baptiste Gauget épousa Adélaïde de Saint-André, à Lyon. Cette union mérite attention pour deux motifs. Adélaïde, dotée par la cassette personnelle de la Reine et de Mesdames, est de sang royal; une tradition locale bien établie la considère comme une fille de M^{me} Adélaïde. Jean-Baptiste Gauget, vingt-cinquième enfant d'Arnauld Gauget, bourgeois de Bayonne, architecte, semble avoir été l'homme de confiance ou le fondé de pouvoir de la Banque Delessert, à Lyon : Jean-Jacques Rousseau cite son nom à plusieurs reprises au cours de la correspondance qu'il a entretenue avec M^{me} Boy de la Tour et M^{me} Delessert, notamment entre 1770 et 1775. Jean-Jacques a été avisé de ce mariage; mais il paraît avoir ignoré les antécédents d'Adélaïde de Saint-André. Au surplus, les familles Boy de la Tour et Delessert, au complet, assistent au mariage et apposent leurs signatures au bas du contrat, en même temps que l'abbesse du couvent de la Déserte, à Lyon, à laquelle la jeune fille avait été confiée, et M^{me} Huber-Talou, veuve de Barthélemy Huber, négociant genevois de Lyon. Comme M^{me} Huber est la belle-sœur de l'abbé Huber, ami intime du pastelliste La Tour, comme La Tour avait ses entrées à Versailles, on peut se demander logiquement si le peintre n'a pas été l'intermédiaire bénévole de cette mesure bien étrange qui a confié une petite-fille de Louis XV à une tutrice de nationalité étrangère et de religion calviniste : il est impossible d'apporter une affirmation; mais il est certain que, grâce à elle, le secret fut bien gardé, ainsi qu'il était désirable.

Gauget fut négociant en soie à Lyon; il périt dans les hécatombes qui suivirent le siège de cette ville sous la Révolution. Sa femme, qui lui avait donné deux filles, vécut dans la retraite jusqu'à 1825 environ.

(Communiqué par M. P. SAINT OLIVE.)

Présentation de nouveaux membres. — M. Marcel BLANCHARD, recteur de l'Académie de Grenoble, est pré-

¹ On trouvera le texte de cette communication dans P. SAINT OLIVE : *Méditation sur le cortège de la mariée, 1773*, br. in-4°, tirée au ronéo, 32 p., dont l'auteur a fait hommage à la bibliothèque de l'Académie Delphinale, sous réserve « qu'il ne soit pas fait usage du texte pour un travail imprimé avant 1970 ».

senté comme membre titulaire pour occuper le fauteuil n° 56, laissé vacant par le décès de M. le professeur Jean Guédel (par MM. Paul Morillot, Raoul Blanchard, Auguste Bouchayer, A. Chabrand);

Sont présentés comme membres associés :

— M^{lle} Hélène RUBIN, élève à l'Ecole Nationale des Beaux-Arts de Paris, 9, rue Galilée, Grenoble (par MM. l'abbé Tresson, F. Vermale, Letonnelier);

— M. Bernard BONNET-EYMARD, licencié en droit, croix de guerre 1940, 16, place Notre-Dame, Grenoble (par MM. le 1^{er}-colonel de Guillebon, le comm^t Juster, Edouard Silvy);

— M. Jean LEDOUX, directeur de la Banque de France, boulevard Edouard-Rey, Grenoble (par MM. Vatin-Pérignon, baron Mounier, Letonnelier);

— M. René GROUX DE BEAUFORT, inspecteur d'assurances, 4, rue Fantin-Latour, Grenoble (par MM. le 1^{er}-colonel de Guillebon, Maurice Gariel, le baron Mounier);

— M. Jacques ROME, architecte, 5, rue Lesdiguières, Grenoble (par MM. Raoul Blanchard, Auguste Bouchayer, Letonnelier);

— M. Henri JOURDAN-LAFORTE, banquier, 4, rue J.-B.-Pradel, Grenoble (par MM. Vatin-Pérignon, R. Latouche, Raoul Blanchard);

— M^{me} Henri JOURDAN-LAFORTE, 4, rue J.-B.-Pradel, Grenoble (par MM. Vatin-Pérignon, R. Latouche, Raoul Blanchard).

Scrutin sur les candidatures présentées. — M. le professeur Jean-Jacques Chevallier est élu membre titulaire.

MM. Paul Vignon, Maurice Givord, Jean Hesse, Paul Corbin et le comte E. de Felcourt sont élus membres associés.

Correspondance. — MM. E. Payet et Maurice Vincent remercient de leur élection comme membres associés.

— M. Didkowski, préfet de l'Isère, retenu par les devoirs de sa charge, a exprimé au Président Vatin-Pérignon ses regrets de ne pouvoir assister aux obsèques de M. Jean Guédel, auxquelles il s'est fait représenter par M. Laveau, son chef de cabinet adjoint.

— M^{lle} Mournaud, M^{me} Chabrol, MM. Ch. Jaillet, Payet, Thomé de Maisonneuve ont également exprimé leurs condoléances à l'occasion du décès de M. Jean Guédel.

La séance est levée à 18 h. 10.

SEANCE DU 29 MARS 1941

Présidence de M. VATIN-PÉRIGNON, président.

Membres présents ¹ : 57. Invités : 77.

La séance a lieu exceptionnellement dans la grande salle de l'Hôtel de la Caisse d'Epargne, obligeamment

¹ Présents : MM. Barbillion, Aug. Bouchayer, Breton, Caraccio, général Cartier, J.-J. Chevallier, J. de Coursac, Douare, Georges Gariel, chanoine Garnier, abbé Genet, Jacoubet, comm^t Juster, Latouche, Letonnellier, Lory, marquis de Marcieu, comm^t le Masson, P. Morillot, baron Mounier, Paul Perrin, comte de Quinsonas, Paul Royer, Edouard Silvy, général Touchon, abbé Tresson, P. Vaillant, Vatin-Pérignon, F. Vermale, Vogeli, membres titulaires ;

M^{me} Croidieu, M^{me} Y. Magnin, M^{lle} de Malus, M^{lle} Marguerite Thibaud ; MM. L. Arnaud, Bassette, général Beaune, capitaine Blanc, B. Bonnet-Eymard, L. Carrière, P. Cousin, A. Dumas, A. Dumas, comm^t Duprey, comte E. de Felcourt, Gremillet, Gros, Jean Hesse, comm^t Louvat, G. Magnin, J.-B. Morel, A. Nicolet, Ch. Perrin, comm^t de Rochas d'Aiglun, Rousse-Lacordaire, L. de Vienne, Paul Vignon, membres associés.

Invités : M. et M^{me} Victor Armand, R. P. Aubé, général Baston, M. Biron, M. Blanc, M. et M^{me} Eugène Bondat, M. et M^{me} Léon Bondat, M. Bernard Bonjean, M^{me} B. Bonnet-Eymard, M^{me} Jean Bouchayer, M^{me} Marcel Bouchon, M. et M^{me} Maurice Caillard, M^{me} A. Caraccio, M^{lle} Jeanne-Lydie Caraccio, MM. Gustave Chabrol, Antoine Chanet, M^{me} Alfred Chevalier, M^{me} J.-J. Chevallier, M^{me} Antoine Chollier et ses 3 enfants, M^{me} Chollier mère, Mlle Chollier, M^{me} Raoul Civet, M. Clot, M^{me} André Cosserat, M^{me} M. Cosserat, M^{me} Cousin, J. Cousin, M. Paul Cuhe, M^{me} Cupillard, M. Ant. David et sa famille, M. Vittorio del Litto, M^{me} M.-L. Ducrest, général Dufieux et M^{me}, M^{lle} Esprit, M^{me} A. Faure, M^{me} Aug. Garabiol, MM. le prof^r Gaillard, Dr Girard, Paul Gollety, G. Golletty, M^{me} Lucie Guigo-Coulmassis, M. et M^{me} Ambroise Jobert, M. et M^{me} Lafourcade, M^{me} R. Latouche, M. et M^{me} Henri Lesbros, M^{me} Letiscerand, MM. Jean Lieber, Paul Lieutier, M^{me} Matussière, J. Montolin, M. D. Neyret, M^{me} Fernand Neyret, MM. Joseph Nicolet, Roger Nicolet, M^{me} Emmanuel Perrin, M. le professeur J. Pirenne, S. E. M. l'ambassadeur François-Poncet et M^{me}, M^{me} Ch. Raymond, colonel Regard, M. Sainson-Berthollet, M. et M^{me} Sauvan, M^{me} Edouard Silvy, M^{me} J. Touchon, M. Vidil.

Excusés : MM. les chanoines Borrel et Dussert, MM. Heymann, Michel, J. Ricard, Thomé de Maisonneuve.

mise par son président, notre confrère, M. Clément-Cuzin, à la disposition de l'Académie.

Nécrologie. — Notre confrère, M. le professeur N. DIDIER a perdu sa belle-mère, M^{me} Collin-Dufresne. Le Président lui exprime les condoléances de l'Académie.

D'autre part, nous avons eu le regret d'apprendre par la voie de la presse le décès survenu en Argentine où il s'était rendu pour y faire une série de conférences, du R. P. Yves de LA BRIÈRE, de la C^{le} de Jésus. Bien qu'il n'appartint pas à l'Académie Delphinale, le Président s'est fait néanmoins un devoir de notifier sa disparition, attendu qu'il comptait parmi les figures les plus marquantes et les plus représentatives du Dauphiné, et qu'il était un arrière-petit-fils de Champollion-Figeac, une des gloires de notre-Compagnie. Un service religieux a été célébré pour le repos de son âme, le 23 mars courant, dans l'église de Vif. Nos confrères, MM. le président Georges Gariel et l'abbé Tresson y ont représenté l'Académie. Ce dernier s'apprête en outre à retracer la vie et l'œuvre du P. de La Brière au cours d'une séance ultérieure.

L'Académie Delphinale et la guerre. — Le Président est heureux de féliciter le lieutenant de cavalerie Robert DUGOUJARD qui a été cité à l'ordre du régiment. Le lieutenant Dugoujard est le fils de M. et M^{me} Paul Dugoujard, et le petit-fils du regretté Paul Vellein et de M^{me} Paul Vellein.

Distinctions. — M. le président VATIN-PÉRIGNON a été élu membre du Comité de patronage des Etudiants étrangers.

— M. le général CARTIER vient d'être nommé maire de la ville d'Annecy.

Don d'ouvrage. — La bibliothèque a reçu de notre confrère le comte H. de JOUVENCEL, château de Villeconin, par Etréchy (Seine-et-Oise), un exemplaire de son bel ouvrage intitulé :

H. de JOUVENCEL : Du Briançonnais Piémontais en Ile-de-France. Mémorial d'une famille. Recherches historiques, généalogiques et biographiques sur les Jouvencel.

— Villeconin, 1940, in-4°, XVI - 800 p.

Remerciements au généreux donateur.

M. le professeur A. CARACCIO : *Discours de réception : l'œuvre d'Antoine Chollier.* — Voir le texte de ce discours aux p. 113-129 du présent *Bulletin*.

M. VATIN-PÉRIGNON, président : *Réponse au discours de M. Caraccio.* — Voir le texte de cette réponse aux p. 131-137 du présent *Bulletin*.

Scrutin sur les candidatures proposées. — M. le recteur Marcel Blanchard est élu membre titulaire.

M^{lle} H. Rubin, MM. B. Bonnet-Eymard, J. Ledoux, R. Groux de Beaufort, J. Rome, H. Jourdan-Laforte et M^{me} H. Jourdan-Laforte sont élus membres associés.

Présentation de nouveaux membres. — Sont présentés comme membres associés :

— M. Edouard PIGNÈDE, représentant, 3, boulevard Agutte-Sembat, Grenoble (par MM. le baron Mounier, Paul Perrin, Letonnelier);

— M. le docteur Jean MUNIER, 5, rue Emile-Augier, Grenoble (par MM. le chanoine Dussert, le professeur Jacoubet, Letonnelier);

— M. le vicomte Amédée GREYFIÉ DE BELLECOMBE, chef de contentieux à Lyon, villa Sainte-Marie, Chambéry (Savoie) par MM. F. Vermale, le comte le Masson, Letonnelier).

Voyage du maréchal Pétain à Grenoble. — A l'occasion du voyage du maréchal Pétain à Grenoble, qui a eu lieu le 18 mars courant, l'Académie Dephinale a été représentée par son président, M. VATIN-PÉRIGNON, à la revue passée devant le monument des Diables bleus.

En outre, une délégation de l'Académie, composée de son président susdit, M. VATIN-PÉRIGNON, de son vice-président, le général CARTIER, et d'un membre titulaire, le colonel marquis de MARCIEU, camarade de promotion à Saint-Cyr du Maréchal, a été présentée à la Préfecture au Chef de l'Etat français.

Correspondance reçue. — M. le professeur J.-J. Chevallier remercie de son élection comme membre titulaire. MM. Paul Vignon, Paul Corbin, Jean Hesse remercient de leur élection comme membres associés.

— M. A. Nicolet, président du Syndicat d'Initiative de Grenoble invite l'Académie à assister à la conférence qui sera donnée par notre confrère, M. Pierre Saint

Olive sur « les Dauphinois au Canada », le lundi 31 mars à 20 h. 30, à la Chambre de Commerce.

— M^{me} Chabrol, présidente du Folklore dauphinois, a notifié au président de l'Académie le texte de la lettre qu'elle a reçue du maréchal Pétain, en remerciement de la poupée dauphinoise à lui offerte par le groupement qu'elle préside.

Questions diverses. — L'Académie avait proposé, il y a quelques mois, au Conseil municipal de Grenoble, d'attribuer à des artères de la ville les noms de Hache, Emé de Marcieu, et du cardinal Le Camus. Elle s'est réjouie d'apprendre que les deux premières appellations avaient été agréées et que le nom du cardinal Le Camus avait été retenu pour une prochaine révision des dénominations. Le Président adresse à cette occasion les remerciements de la Compagnie à la Municipalité.

— L'Académie a également demandé au maire de Corenc de faire retirer du dallage de l'église paroissiale la pierre tombale de Pierre de Bourcet, et de la placer dans le sens vertical, le long d'une des parois intérieures de la nef, afin d'en mieux assurer la conservation. Cette proposition a été favorablement accueillie.

— Une commission choisie dans le sein de l'Académie est constituée pour remplir un rôle analogue à celui de la « Commission du vieux Paris ». Elle devra prendre contact avec les autres groupements intellectuels de la ville qui seront priés de désigner eux-mêmes un certain nombre de délégués appelés à se joindre à elle pour former une « intercommission des sociétés savantes ». Les attributions de cette dernière consisteront notamment à émettre un avis sur la dénomination des rues, à étudier les moyens propres à protéger les monuments et objets qui intéressent l'histoire, l'art et l'archéologie, à discuter de toutes les questions qui ont trait au passé de la ville, à son urbanisme, et à son développement. L'Académie Delphinale a désigné pour faire partie de sa délégation M. Vatin-Pérignon, président, et MM. Auguste Bouchayer, le comm^t Juster, Letonnelier, le comm^t le Masson, Paul Perrin, Edouard Silvy.

SEANCE DU 26 AVRIL 1941

Présidence de M. VATIN-PÉRIGNON, président.

Membres présents ¹ : 30. Invités : 7.

L'Académie Delphinale et la guerre. — Le lieutenant Guy DE FELCOURT, du 11^e régiment de dragons portés, tué à l'ennemi, a été l'objet d'une citation à l'ordre de l'armée et fait chevalier de la Légion d'Honneur (J. O. du 13 avril 1941). Il était le fils de notre confrère, le comte de Felcourt.

Distinctions. — M. Charles PERRIN a été élu président du Comité régional des conseillers du Commerce extérieur, et le comte Paul de QUINSONAS nommé maire de Saint-Egrève.

Le Président leur exprime les félicitations de l'assemblée.

M. L. BASSETTE : *Origines du cadastre français (1807-1808).* — *Première expertise cadastrale dans l'Isère, à Renage, en 1809.* — V. p. 139-190 du présent *Bulletin*.

M^e J. DESCHIZEAUX : *Sur un dossier des archives de l'Ordre des Avocats.* — Voir le texte de cette communication aux p. 191-203 du présent *Bulletin*.

Présentation de nouveaux membres. — Sont présentés comme membres associés :

— M. le docteur Jacques GIRARD, 60, rue Elisée-Chatin, « La Thébaïde », Grenoble (par MM. le doyen Raoul Blanchard, le professeur Barbillion, le général Cartier);

¹ Présents : MM. L. Breton, Caraccio, général Cartier, H. Desbois, colonel Dory, Georges Gariel, Jacoubet, Letonnellier, marquis de Marcieu, comm^t le Masson, Paul Perrin, Edouard Silvy, Taulier, abbé Tresson, Vatin-Pérignon, Vermale, membres titulaires;

M^{lle} H. Rubin, MM. Bassette, Bizalion, capitaine Blanc, Dumas, Deschizeaux, Dumas, comm^t Duprey, Gremillet, P. Guy, R. P. Hostachy, comm^t Louvat, J.-B. Morel, comm^t Reynaud, membres associés.

Invités : M^{me} L. Bassette, M^{me} Deschizeaux, M^{me} Piat-Desvial, MM. Allègre, Dufal, Royer, Tardieu.

Excusés : MM. le professeur Barbillion, le chanoine Dussert, le commandant Juster, le baron Mounier, Thomé de Maisonneuve, Pierre Vaillant.

— M. Eugène BONDAT, président de la Chambre de Commerce, 8, rue Beyle-Stendhal, Grenoble (par MM. Clément-Cuzin, L. Breton, Vatin-Pérignon);

— M^e Léon BONDAT, avocat à la Cour d'appel, 6, rue Beyle-Stendhal, Grenoble (par MM. Clément-Cuzin, L. Breton, Vatin-Pérignon);

— M. le colonel Antonin REGARD, 46, rue Thiers, Grenoble (par MM. le général Cartier, Clément-Cuzin, Vatin-Pérignon);

— M. Roger SERRE, Conseiller à la Cour d'appel, Palais de Justice, Grenoble (par MM. Edouard Silvy, le général Cartier, Vatin-Pérignon).

Scrutin sur les candidatures proposées. — MM. Edouard Pignède, le docteur Jean Munier, le vicomte Amédée Greyfié de Bellecombe sont élus membres associés.

Correspondance reçue. — M. le comte E. de Felcourt, M^{lle} H. Rubin, M. et M^{me} Jourdan-Laforte, M. Bonnet-Eymard, M. Groux de Beaufort et M. Jacques Rome remercient de leur élection.

La séance est levée à 18 h. 30.

SEANCE DU 24 MAI 1941

Présidence de M. VATIN-PÉRIGNON, président.

Membres présents ¹ : 63. Invités : 20.

¹ Présents : MM. Barbillion, Marcel Blanchard, Auguste Bouchayer, L. Breton, A. Caraccio, général Cartier, H. Desbois, N. Didier, colonel Dory, chanoine Dussert, comte de Galbert, Georges Gariel, chanoine Garnier, abbé Genet, Jacoubet, comm^t Juster, Latouche, colonel Lemaître, Letonnelier, Lory, comm^t le Masson, P. Morillot, baron Mounier, comte de Quinsonas, Paul Royer, Ed. Silvy, abbé Tresson, P. Vaillant, Vatin-Pérignon, Vermale, Vogeli, membres titulaires;

M^{lle} A. Bruchet, M^{lle} F. Mournaud; MM. L. Arnaud, L. Bassette, général Beaune, R. Bizalion, capitaine Blanc, J. Bouchayer, chanoine Dumaine, A. Dumas, comm^t Duprey, comte E. de Felcourt, Gremillet, vicomte Greyfié de Bellecombe, Gros, D^r A. Guédel, Jean Hesse, R. P. Hostachy, Jourdan-Laforte, de Labareyre, J. Laforêt, J. Ledoux, comm^t de Linage, comm^t Louvat, J.-B. Morel, A. Nicolet, comte de Pardieu, Georges Peyrin, mar-

A titre exceptionnel, la séance a lieu dans la grande salle de la Chambre de Commerce, obligeamment mise par le président de cet organisme, M. Bondat, à la disposition de l'Académie Delphinale.

M. le recteur Marcel BLANCHARD : *Discours de réception*. — Voir le texte de ce discours aux p. 205-223 du présent *Bulletin*.

M. VATIN-PÉRIGNON, président : *Réponse au discours de M. le recteur Marcel BLANCHARD*. — Voir le texte de cette réponse aux p. 225-230 du présent *Bulletin*.

L'Académie Delphinale et la guerre. — Au cours d'une prise d'armes qui s'est déroulée le 3 mai, dans la cour de l'hôpital de La Tronche, le lieutenant Guillaume BLANCHARD, grand blessé, rapatrié d'Italie, a été fait chevalier de la Légion d'honneur. Le lieutenant Blanchard est le fils de M. Raoul Blanchard, doyen de la faculté des Lettres, et le neveu de M. Marcel Blanchard, recteur de l'Académie de Grenoble.

Nécrologie. — Nous avons eu le regret de perdre

quis de Quinsonas, colonel Regard, J. Rome, Paul Vignon, membres associés.

Invités : MM. Delpeyrou, secrétaire général de la Préfecture, représentant M. Didkowski, préfet de l'Isère ; Brachet, procureur général près la Cour d'appel ; 1^{er}-colonel Collignon, représentant le général Michet de la Baume ; D^r Corneloup, directeur de l'Ecole de Médecine ; Guyot, doyen de la Faculté de Droit ; Gallet et Lévasseur, professeurs à la Faculté de Droit ; Esclangon, directeur de l'Institut Polytechnique ; Langlade, inspecteur d'Académie ; Guiran, proviseur du Lycée Champollion ; A. Richard, secrétaire de l'Académie ; Paul Prince, président départemental de la Légion des Combattants ; E. Demur, vice-président de la Légion des Combattants ; Roger Tissot, président du Secours National ; colonel Repellin ; Jean Benoît, architecte de la ville de Grenoble ; vicomte de Fragnier, P. Gollety ; E. Guiraud, de la *Dépêche Dauphinoise* ; H. Lesbros, de la *République du Sud-Est*.

M^{me} André Guédel, M^{lles} Guédel, M^{lle} Geneviève Vatin-Pérignon.

Excusés : M^{me} Jean Guédel ; M. le préfet Didkowski ; S. E. M. François-Poncet, ambassadeur de France ; M. le général de Saint-Vincent ; M. le général Michet de la Baume ; M. le professeur Jean-Jacques Chevallier, M. le professeur P. Ronzy ; M. le comm^t Bonnet ; M. Chabrand, M. R. Douare, M. Michel, M. Gabriel Silvy.

M. Charles-Louis MATTHELIN, ancien notaire, membre associé depuis 1925, qui est décédé le 3 mai 1941. Le Président exprime à la famille de notre confrère disparu les vives condoléances de l'Académie.

Distinctions. — Dans la liste des membres du nouveau Conseil municipal de Grenoble figurent plusieurs membres de l'Académie Delphinale. Ce sont : MM. COCAT, maire de la ville; REY, adjoint; BOYOD et NALLET.

Le Président est heureux de féliciter nos confrères de leur nomination.

Don d'ouvrage. — Le Président remercie notre confrère M. Jean-Baptiste Morel qui a fait don à la bibliothèque de l'ouvrage suivant :

WARBURTHON : Essai sur les hiéroglyphes des Egyptiens. Traduit de l'anglais de M. Warburthon. — *Paris, H.-C. Guérin, 1744, 2 vol. in-12, rel. vélin avec pl. hors texte.*

Acquisitions pour la bibliothèque. — Sur la somme de 200 francs mise récemment à la disposition de la bibliothèque par un de nos confrères qui a voulu conserver l'anonymat, M. le commandant LE MASSON, bibliothécaire, a fait connaître qu'il avait acquis les ouvrages suivants :

— Jean ROBERT : Album joint à l'ouvrage : La maison rurale permanente dans les Alpes françaises du Nord. 152 p. et 5 cartes;

— DRAIM : Auguste Davin, statuaire, graveur en médailles. 1866-1937. Avec essai de Catalogue des œuvres et 55 reproductions.

Présentation de nouveaux membres. — Sont présentés comme membres associés :

— M. Joseph MERCERON-VICAT, Conseiller national, président de l'A. P. A. F., 4, rue de la Paix, à Grenoble (par MM. Raoul Blanchard, le baron Mounier, Vatin-Pérignon);

— M. le docteur Pierre BAZIN, boulevard de la République, à Voiron (par MM. le chanoine Dussert, Vatin-Pérignon, Letonnelier);

— M. Henri MARESCHAL, greffier en chef de la Cour d'appel, 2, rue Marcel-Benoît, à Grenoble (par MM. Edouard Silvy, L. Grimaud, Letonnelier);

— M. Aimé BACHELARD, conseiller à la Cour d'appel, 6, rue Haxo, à Grenoble (par MM. Edouard Silvy, F. Vermale, Letonnelier);

— M. Roland LE COARER, ingénieur des Arts et Manufactures, château de Brezins, à Brezins (Isère) (par MM. le chanoine Dussert, Vatin-Pérignon, Letonnelier);

— M. Marius BLANCHET, président du Comité de patronage des Etudiants étrangers, 6, place Victor-Hugo, à Grenoble (par MM. Edouard Silvy, Caraccio, Vatin-Pérignon).

Elections. — MM. le docteur Jacques Girard, Eugène Bondat, Léon Bondat, le colonel Regard et Roger Serre, présentés à la séance précédente, sont élus membres associés.

Commission du Vieux Grenoble. — Sur une question posée par le commandant Juster, concernant le fonctionnement de la « Commission du Vieux Grenoble » constituée à la séance d'avril, le Président répond que ce groupement a pris contact avec les organismes appelés à faire partie de « l'intercommission » prévue, et qu'il commencera dans un bref délai à manifester son activité.

Dès à présent, l'attention de la Commission est attirée par le commandant Juster sur la montée de Chalemont, qui a été menacée de destruction; — par le colonel Lemaître sur l'opportunité d'une rue Amiral-Courbet; — par M. Georges Gariel sur le mauvais état du monument Doudard de Lagrée; — par M. Arnaud sur la Tour de l'Ile qui mériterait d'être remise en état, sur l'échauguette voisine qu'il a été question de démolir, enfin sur les réclames publicitaires qui déshonorent les murs de la citadelle ainsi que la base des casemates, côté Saint-Laurent.

Questions diverses. — Le Président a représenté l'Académie, à l'occasion de diverses cérémonies ou manifestations, notamment au service célébré le 15 mai à la cathédrale, à la mémoire de Jean Chiappe; — à la conférence donnée le 10 mai par M. Ch.-Emile Riche, sur « la Révolution nationale et le rôle de la nation »; — à la séance qui a eu lieu au Syndicat d'Initiative au sujet de la défense des intérêts de Grenoble et du Dauphiné devant la Commission des provinces; — à l'inauguration

de l'Exposition Bayard, organisée également par le Syndicat d'Initiative. Il a, en outre, présenté M. Henry Bordeaux, de l'Académie Française, qui a fait au théâtre une conférence sur « Bayard, patron de la jeunesse française ».

Correspondance. — MM. Pignède et Greyfié de Bellecombe remercient de leur élection.

La séance est levée à 18 heures.

SEANCE DU 28 JUIN 1941

Présidence de M. VATIN-PÉRIGNON, président.

Membres présents¹ : 37. Invités : 3.

Nécrologie. — Deux de nos confrères ont été cruellement éprouvés. Le 22 juin, M^{me} Armand Chabrand, née Amélie Patricot, épouse de M. Armand Chabrand, est décédée à Grenoble. — Le 25 du même mois, M^{me} Robert Touchon, née Blanche-Augustine Lacroix, épouse du général d'armée Robert Touchon, est décédée à Veurey-Voroize.

Le Président s'est fait l'interprète de tous en exprimant à MM. Armand Chabrand et au général Touchon, frappés l'un et l'autre par un si douloureux deuil, les condoléances les plus vives de la Compagnie à laquelle ils appartiennent en qualité de membres titulaires.

¹ Présents : MM. Barbillion, Auguste Bouchayer, général Cartier, comte de Galbert, Georges Gariel, Jacoubet, commandant Juster, colonel Lemaître, Letonnellier, marquis de Marcieu, commandant le Masson, baron Mounier, Paul Perrin, comte de Quinsonas, Edouard Silvy, P. Thomé de Maisonneuve, abbé Tresson, P. Vaillant, Vatin-Pérignon, Vermale, membres titulaires;

M^{me} de Camaret, M^{me} Chabannes; MM. A. Bachelard, L. Basset, Carrière, Daumas, Dumas, D^r Girard, Gremillet, Jourdan-Laforte, Michel, J.-B. Morel, comte de Pardieu, E. Pignède, colonel Regard, commandant de Rochas, J. Rome, membres associés.

Invités : S. E. M. François-Poncet; M^{me} Fredet, M^{me} Morel.

Excusés : MM. le général Beaune, L. Breton, J. de Coursac, H. Desbois, le chanoine Dussert, Latouche, H. Mareschal, J. Taulier, Vogeli.

Distinctions. — Ont été récemment nommés :

— M. Jean-Jacques CHEVALLIER, directeur de l'Education générale et des Sports au Commissariat général à l'Education générale et aux Sports;

— M. le D^r Benjamin ARTHAUD, membre du « Conseil du Livre »;

— M. le président VATIN-PÉRIGNON, président du Comité grenoblois de la Ligue maritime et coloniale.

Comité du Vieux Grenoble. — Le « Comité du Vieux Grenoble » doit se réunir pour la première fois le vendredi 4 juillet, à 17 h. 30, dans la salle des séances de l'Académie. Sont convoqués à cette réunion les délégués élus par les groupements à la collaboration desquels notre Compagnie a fait appel. Ce sont : le Conseil municipal représenté par MM. Farçat et Marius Rey; — le Syndicat d'Initiative, par MM. Nicolet, Michoud et Pignède; — la *Société Scientifique du Dauphiné*, par MM. Moret, Dusaughey, le colonel Dory, le D^r Flandrin, le D^r Offner; — la *Société Dauphinoise d'Ethnologie et d'Archéologie*, par MM. le D^r M. Couturier, le D^r Paul Bisch, le D^r Flandrin, Victor Piraud et D. Vicat.

Présentation de nouveaux membres. — Sont présentés comme membres associ's :

— M. Maurice GIGNOUX, doyen de la Faculté des Sciences, 1, place d'Avril, Grenoble (par MM. le recteur Marcel Blanchard, le doyen Raoul Blanchard, le professeur Jacoubet, le président Vatin-Pérignon);

— M^e Paul PRINCE, avoué, président départemental de la Légion française, rue Voltaire, Grenoble (par MM. le général Cartier, le recteur Marcel Blanchard, Edouard Silvy, le président Vatin-Pérignon).

M. J.-B. MOREL : *Quelques aspects familiers de la vie rurale chez les peuples anciens et quelques échos de la propagande pour le retour à la terre dans les œuvres des poètes et des agronomes latins au début de l'Empire d'Auguste.* — Le retour à la terre est un sujet très à l'ordre du jour et sur lequel s'exercent depuis quelque temps de nombreuses compétences, dont tous les vulgarisateurs de l'agronomie, et aussi, hélas, beaucoup de polémistes d'une presse habile à créer dans la masse les courants d'opinion, spécialistes du slogan, du mot à l'emporte-pièce, du terme définitif.

Pour l'auteur de la communication, cette question, très complexe, exige pour sa réalisation des conditions de moralité et de technique sociale que des esprits désintéressés et, tout récemment, la plus haute autorité spirituelle, ont définies.

Il borne donc son ambition à rapporter à son auditoire quelques traits familiers des rapports que l'homme a eus dès les origines avec ce milieu que nous appelons par extension la terre, table abondamment servie par la création, à la condition que nous mettions le couvert et que nous lavions la vaisselle

« Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front..... »
Un préambule préhistorique et protohistorique est nécessaire pour expliquer ce que nous savons des premières civilisations agricoles en Egypte et en Orient, des guerres et des révolutions sociales à travers lesquelles ont subsisté les agriculteurs, éternels producteurs, défendant leurs récoltes contre les invasions de pillards mieux armés, contre les ruées des affamés sur les stocks.

De tels événements se passaient avant le Déluge biblique, et s'il convient d'arriver à cette époque pour ne pas mériter le conseil du juge de Racine, il n'y aurait pas lieu de s'y arrêter s'il n'avait été l'occasion d'un fameux retour à la terre !

Au cours de plusieurs millénaires, les procédés de culture inaugurés en Egypte et en Orient, et constamment perfectionnés par l'emploi de l'irrigation, des engrais, et par la domestication de certains animaux, se répandirent en Europe et jusque dans nos régions, habitées alors par des peuplades que les anciens appelaient les Ligures.

L'exode des Hébreux quittant l'Egypte sous la conduite inspirée de Moïse est un exemple du retour à la terre de multitudes de prolétaires déracinés, et de nombreuses migrations anciennes n'ont pas eu d'autres causes.

En Orient, la terre appartenait alors aux souverains, aux dieux représentés par les prêtres et à des féodaux dont les immenses domaines étaient cultivés par d'innombrables esclaves ou fellahs, mais, dans les pays d'Europe plus accidentés et plus pauvres, il se forma dès l'origine de petites propriétés sur lesquelles vécurent des familles rustiques, économes par force, tirant

parti de tout et farouchement attachées au sol qu'elles défendirent vaillamment, tels les Grecs à Marathon.

Ce préambule permet de goûter la saveur de certains traits de caractère puisés dans le poème d'Hésiode *Les Travaux et les Jours*, écrit au VIII^e siècle avant notre ère.

L'épisode de Pandore, les conseils de prudence, d'économie et de méfiance envers les femmes qu'il contient, tout cela s'apparente avec les récits de la Bible, mais avec tout le pittoresque et l'imagination colorée des Hellènes, sans négliger, toutefois, un sens pratique que ne désavoueraient pas nos paysans d'aujourd'hui.

On peut puiser dans cet ouvrage beaucoup de renseignements curieux sur la vie quotidienne des ruraux grecs de cette époque reculée.

Si nous passons en Italie, nous rencontrerons, six siècles plus tard, Caton l'Ancien, dont le *De agricultura* contient une foule de conseils, de préceptes et d'enseignements techniques.

Ce Romain traditionnel, économe, ordonné, mais dur aux autres comme à lui-même, a traduit dans son livre, au moment où il voyait enfin s'achever la destruction de Carthage, ses regrets de voir disparaître cette race de laboureurs guerriers (*ense et aratro*) qui avaient subjugué l'Italie et édifié un Etat qui devait plus tard régner sur le monde.

Il donne des aperçus pleins d'intérêt sur les conditions économiques des exploitations rurales dans la campagne de Rome au I^{er} siècle avant J.-C., auxquels il ajoute des détails pleins d'humour sur le culte domestique, sur la médecine populaire et sur les qualités à exiger des métayers et métayères.

La lecture de Caton l'Ancien peut encore être profitable à un propriétaire de nos jours.

Marcus Terentius Varro, ou, plus simplement, Varron, grand seigneur, ancien commandant de la flotte romaine d'Epire, écrivit à l'âge de 80 ans, en 37 avant J.-C., un *De re rustica*, œuvre considérable dans une forme très littéraire, contenant l'essentiel des connaissances agricoles de son temps.

Il y dépeignait la dissolution qui s'était emparée du monde romain, après tant de guerres civiles et tant de démagogie, et notait le profit que certaines exploitations agricoles de luxe tiraient, dès cette époque, des vices

d'une société corrompue, les cultures classiques ne payant plus.

S'autorisant de son âge, il déplorait l'esprit de jouissance de ses concitoyens, mais n'avait guère d'illusions sur les remèdes à y apporter.

Or, en ce temps-là, un homme désintéressé, un poète, le doux Virgile, chantait en vers magnifiques l'éternelle chanson de la terre, se penchait sur les humbles, intercédait pour les petits propriétaires victimes des proscriptions, et ses *Bucoliques* nous apportent, encore aujourd'hui, des accents dont nos malheurs actuels réveillent d'une manière saisissante les échos.

Et quelques années plus tard, au moment où Auguste et son ami Mécène tentaient de restaurer les antiques mœurs qui avaient fait la grandeur de Rome, Virgile, sur leur désir, composait les *Géorgiques*, hymne admirable et jamais égalé où il célébrait la vie facile et simple, mais saine, des campagnes.

Au point de vue technique, le poète a mis en vers, dans un travail considérable et sous une forme parfaite, l'ensemble des connaissances agricoles de son temps.

S'il est douteux que les *Géorgiques* aient provoqué le retour à la terre de nombreux citadins, il est certain que nous devons à ce rêve de Virgile un des plus grands chefs-d'œuvre de la poésie et le souvenir d'une des plus belles âmes qui aient honoré l'humanité.

Horace, son ami, dont la carrière poétique, après un essai malheureux des armes à Philippes, avait débuté par des satires d'une prosodie sans défauts mais qui frisaient le chantage, et des odes aussi parfaitement immorales que splendides dans leur forme, fut amené, sans doute par Mécène, à une collaboration active, sinon très convaincue, au redressement des mœurs et à la propagande pour la vie aux champs.

Nous lui devons ainsi des tableaux champêtres et des scènes intimes, véritables tableaux de genre baignés d'une atmosphère plus épicurienne qu'idyllique.

Les odes civiques et, surtout, le pathétique « Carmen Sæculare », en firent le poète officiel du nouveau régime.

Mais la tentative de restauration morale d'Auguste fut un échec et nous en avons un écho dans le « De re rustica » de Columelle, dont la préface est une peinture saisissante de l'entassement dans les villes et de la dé-

pravation générale un demi-siècle seulement après les jeux séculaires.

Comme tous les auteurs anciens, Columelle exalte la valeur sociale des paysans.

« Et cependant, dit-il, par Hercule, la vraie race de
« Romulus, ces chasseurs exercés aux travaux rustiques,
« remarquables par la vigueur du corps, soutinrent
« facilement les fatigues de la guerre et montrèrent que
« la paysannerie l'emportait sur la plèbe des villes. »

L'auteur de cette communication constate que les gens de la terre sont parvenus à la propriété à travers tous les cataclysmes, à force de travail, de privations et de ténacité.

Ils ont conservé leurs traits de caractère ancestraux et les hommes de bonne foi doivent avoir la sagesse de ne toucher qu'avec prudence au vieil édifice agricole.

Cependant, le mouvement actuellement souhaité par le Maréchal Pétain aura chez nous des répercussions heureuses si l'ordre public peut être assuré, la moralité sauvegardée et les bienfaits de la technique moderne mis à la disposition des plus humbles.

En relisant les vieux textes dont il a été donné de nombreux extraits au cours de cette séance, les esprits désintéressés constatent que des lois immuables conduisent vers son destin la masse laborieuse et souffrante.

Ils retrouvent le sens profond des vieux mythes et, s'inclinant devant l'humaine vérité des évangiles, ils gardent, avec la foi de leurs aïeux, en l'avenir de notre pays une indéfectible espérance.

(Communiqué par M. J.-B. MOREL.)

M. le commandant JUSTER : « *Les Cadets de Saumur* ».
— Ce livre de M. Redier a été offert à l'Académie; le commandant Juster en fait l'analyse autant pour faire connaître par divers traits la brillante conduite de l'un d'eux, le lieutenant de Galbert, que tant de liens unissent à l'Académie, que pour laver les combattants de 1939-40 de jugements infamants qu'ils ne méritent pas; si, à tous les échelons, il put y avoir des défaillances d'esprit et de courage, les vrais responsables d'un désastre sans précédent dans notre histoire sont ailleurs et bien connus : et ces défaillances furent largement compensées par des actes où se manifestèrent toutes les vieilles traditions d'honneur, de devoir, de courage de

notre armée : et ce lui est une occasion de brosser un tableau rapide de l'épopée de la cavalerie et aussi de l'infanterie française du Moyen-Age à nos jours.

En terminant, il demande aux jeunes auxquels le Maréchal a confié les destinées de la Patrie de se montrer dignes de leurs aînés, comme des Cadets de Saumur et de tous leurs camarades tombés pour sauver l'honneur du Drapeau; pour cela, de tenir haut et ferme et de promener fièrement le panache de la France, panache fait de toutes nos gloires, de toutes nos vertus, de toutes nos qualités, panache que Cyrano, après une vie mouvementée mais magnifique, emportait avec lui sans tache en mourant, et avec lequel en « entrant chez Dieu », il « balayait largement le ciel bleu ».

(Communiqué par le commandant JUSTER.)

Scrutin sur les candidatures proposées. — Sont élus membres associés : MM. Joseph Merceron-Vicat, le docteur Pierre Bazin, Henri Mareschal, Aimé Bachelard, Roland Le Coarer et Marius Blanchet.

Questions diverses. — Le Président a représenté l'Académie à la Fête des Mères, à l'inauguration de la Foire-Exposition et à la conférence organisée par la Ligue Maritime et Coloniale. Il a, d'autre part, poursuivi la série de ses conférences dans les camps et chantiers de la jeunesse.

— MM. le docteur Munier, le colonel Regard, le docteur Girard, le conseiller R. Serre remercient de leur élection.

Allocution du Président. — Après avoir adressé aux membres de l'Académie ses souhaits de bonnes vacances, le Président a rappelé les principales manifestations de l'activité déployée par l'Académie au cours de la saison qui vient de prendre fin : collaboration à l'ordre nouveau sous la conduite du Maréchal Pétain, conférences données à l'Hôtel de ville; séances nombreuses suivies par un nombre important de membres. Il a remercié tous ceux qui lui ont prêté leur dévoué concours, et tout particulièrement le vice-président de l'Académie, général Cartier.

La séance est levée à 18 h. 10.

SEANCE DU 15 NOVEMBRE 1941

*Présidence de M. VATIN-PÉRIGNON, président.*Membres présents ¹ : 41. Invités : 5.

M. le président VATIN-PÉRIGNON : Nécrologie. — M. le Président a rendu hommage à la mémoire de nos confrères décédés dans les termes suivants :

MES CHERS CONFRÈRES,

La mort, au cours des dernières vacances, a cruellement frappé l'Académie Delphinale, en enlevant à l'affection des leurs et à notre amitié cinq de nos confrères. Après avoir appris avec chagrin le décès de M. l'abbé Vaujany, de M. Richard-Bérenger, avec stupeur la mort si prématurée de M. Pierre Péguy, nous avons dû, dans la même sinistre matinée, rendre un ultime hommage à M. Chabrand et au commandant Juster. Trois membres titulaires, deux membres associés, quel accablant tribut ! Evoquons pieusement, au début de cette séance de rentrée, leurs mémoires.

Un mot peut définir M. Paul RICHARD-BÉRENGER : la générosité. Il était l'accueil, la bonté, l'obligeance, le dévouement. Quel souvenir je garde de l'hospitalité de sa maison héréditaire, des heures instructives et douces passées dans son aimable bibliothèque de Mens, alors qu'il se faisait si cordialement mon guide à travers son canton. Son canton ! de quel accent il en parlait, forçant sa modestie si délicate pour laisser entendre que, dans sa famille, on en était l'élu de père en fils depuis 70 ans. De quel

¹ Présents : MM. L. Barbillion, L. Breton, colonel David, comm^t Dory, chanoine A. Dussert, Georges Gariel, chanoine Garnier, R. Latouche, Letonnellier, marquis de Marcieu, comm^t B. le Masson, baron Mounier, comte de Quinsonas, P. Royer, Edouard Silvy, P. Thomé de Maisonneuve, abbé P. Tresson, P. Vaillant, E. Vatin-Pérignon, F. Vermale, F. Vogeli, membres titulaires ;

M^{me} Croidieu ; MM. R. Bizalion, capitaine Blanc, B. Bonnet-Eymard, A. Dumas, comm^t Duprey, comte E. de Felcourt, André François-Poncet, Gremillet, Jean Hesse, E. Lafanechère, comm^t Louvat, marquis de Marliave, J.-B. Morel, A. Nicolet, E. Pignède, G. Silvy, 1^{er}-colonel Teyssier de Savy, comte A. de Virieu, membres associés.

Invités : M^{me} Edouard Silvy ; M^{lle} B. de Felcourt ; MM. R. Avezou, Breistroffer, André Juster, capitaine Revol.

Excusés : M^{lle} Bruchet ; MM. le général Cartier, Henri Desbois, E. Douare, Claude Faure, A. Greyfié de Bellecombe, H. Jacoubet, Paul Morillot, Peyrin, Marius Riollot.

cœur il s'occupait du bien de tous et de chacun ! Rendre service était sa plus grande joie : que de démarches il a faites pour obliger autrui ! Pourquoi fallut-il que l'atroce lutte électorale déferlât sur ce coin béni qu'est le Trièves et que, aussi sûrement que d'un coup de pistolet, ses compatriotes aient commis le crime, et la sottise, de le frapper en plein cœur en lui préférant, dans le tumulte d'une bacchanale ignominieuse, pour les représenter au Conseil général, un quelconque politicien ! Certes, ceux que de mauvais bergers avaient égarés un instant surent-ils se ressaisir, et les dernières années de notre confrère furent entourées d'attentions touchantes de la part d'une population à laquelle il avait consacré une grande partie de sa vie et de son cœur. La beauté de sa vie avait été comprise..., m'écrivait-on de Mens au lendemain de sa mort. Beauté d'une vie tout éprise du don de soi. Inépuisable et ingénieuse était sa sollicitude pour les infortunes, surtout pour celles qui frappaient la jeunesse — et combien de jeunes gens ont, grâce à l'accueil que leur réservaient ses propriétés du Trièves, pu retrouver santé physique et renouveau moral. Notre Compagnie, comme tout ce qui était dauphinois, avait en lui un fervent allié : il en était membre titulaire perpétuel ; il lui obtint le concours financier de l'Assemblée départementale. Nous l'aimions comme on aime un homme de cœur ; nous l'admirions comme on admire un homme de foi.

C'est notre doyen d'âge qui, à l'âge de 88 ans, nous a quittés le même jour que le commandant Juster, en la personne de M. Armand CHABRAND. Noble figure dauphinoise, doyen des avocats de Grenoble, ancien bâtonnier de notre barreau, auquel il était inscrit depuis 1878 et dont il demeurera l'honneur, M. Chabrand faisait partie de l'Académie Delphinale depuis 1892. Ses titres au choix de ses confrères étaient particulièrement éclatants.

Faisant partie de cette équipe de Français clairvoyants qui, au lendemain de la guerre de 1870, recherchaient les causes de notre défaite, il était arrivé à cette conception — à laquelle, au lendemain d'un nouveau désastre, l'on est revenu aujourd'hui — que rien ne se ferait de décisif sans la jeunesse, que c'était à elle qu'il fallait apporter tous les soins, et, tandis qu'Emile Boutmy fondait pour elle à Paris l'Ecole des Sciences politiques, Armand Chabrand entendait, à Grenoble, la viriliser et l'aérer en la conviant à la rude école de la montagne. Dans ce but, il fut l'un des fondateurs de la Société des Touristes du Dauphiné. Puis, notre pays s'étant relevé avec une admirable rapidité, partant de ce principe qu'il était indispensable de le faire mieux connaître, d'abord aux Français, puis aux étrangers, il apporta un concours décisif, grâce à sa haute science juridique en même temps qu'à son zèle d'apôtre, à la création, dès 1889, du Syndicat d'Initiative de Grenoble et du Dauphiné, le premier qui fût réalisé en France et qui fut le modèle auquel se référèrent les autres provinces. Il s'y consacra durant toute sa vie et jusqu'à sa dernière heure. Si bien qu'il n'est que juste de proclamer qu'il joua ainsi un

rôle prépondérant dans l'essor de notre région et dans le développement merveilleux du tourisme français.

Le charme de son commerce, le raffinement de son esprit, l'éclat de ses vertus, comme sa belle carrière d'avocat et les services éminents rendus par lui au Dauphiné et à la France, l'holocauste, si cruelle à son cœur mais si noblement consentie, de son fils tombé devant Verdun en 1916, lui vaudront, au lendemain d'une longue et belle existence, la pérennité de notre souvenir.

Soldat, dans toute la grandeur du terme, tel était essentiellement le commandant JUSTER.

Homme de devoir, voulant avant tout servir, n'ayant rien du dilettante, mais tout du croyant, ne faisant rien pour la façade mais tout pour la vérité et le droit, ne cherchant ni à se faire valoir ni à plaire, et, en même temps, âme ardente, cœur chaleureux, ami fidèle, son image et son exemple resteront.

Issu par son père d'une vieille lignée de la région belfortoise, associé dans ce bastion de l'Est aux luttes politiques, religieuses, patriotiques de son ami l'illustre député Keller, sortant, par sa mère, d'une belle famille lyonnaise éminemment dévouée aux œuvres catholiques; frère de colonel, gendre de général, ce fut un officier modèle, décoré, cité sur le champ de bataille, un chrétien convaincu, dont trois enfants entrèrent dans les Ordres: il devait, au cours de la présente guerre, où tomba au champ d'honneur son fils prêtre, consentir à sa foi religieuse et à sa foi patriotique le plus haut sacrifice.

Il était profondément attaché à notre Compagnie, et jouait dans nos travaux un rôle éminent; il fut notre président et demeura le rapporteur enthousiaste et éclairé de notre chronique bibliographique. Ses deux passions, l'Armée et le Dauphiné, l'incitèrent à poursuivre des études, à constituer des collections dont il nous faisait généreusement bénéficier en de fréquentes communications toujours solides, fouillées, brillantes. Tout ce qui touchait à l'armée était son domaine; il vivait entouré, dans son cabinet de travail, de souvenirs, de gravures militaires; sa riche bibliothèque contenait quantité d'ouvrages et de documents se référant à l'histoire de l'armée française, notamment une précieuse collection d'annuaires militaires de l'ancien régime. Et, dans cette maison où nous évoquons ce soir sa mémoire, il se prodiguait au service de la Caisse d'Epargne, comme au service de l'Académie Delphinale. Nous n'aurions garde d'oublier qu'il fut, dans notre sein, l'initiateur de ce « Comité du Vieux Grenoble » qui, conformément à son vœu passionné, va se faire dans notre région le vigilant gardien des souvenirs du passé. Parmi la liste considérable de ses écrits, je citerai, un peu au hasard, ses études sur « L'Education morale du soldat d'après un livre du XVIII^e siècle »; — « Une fête municipale à Grenoble: mariage de dix anciens militaires le 29 août 1810 »; — « Fort Barraux en 1814 et 1815 »; — « Notes sur les couleurs nationales et le drapeau tricolore »; — « Une visite à Saint-Louis en 1754 avec Mgr de Caulet »; — « Notes sur l'immeuble portant le n^o 12 dans la rue des Clercs », et tant d'autres...

Sa fidélité à notre Académie, ses hautes vertus d'homme, d'officier, de citoyen, le rayonnement de sa personnalité feront que sa mémoire sera pieusement gardée parmi nous, où il comptait de chers parents et tant d'amis. Clair, ferme, droit, c'était une épée.

L'abbé VAUJANY fut successivement curé de Saint-Etienne-de-Crossey et des Adrets, puis aumônier des Hospices de Grenoble, avec le dévouement sacerdotal dont le bienfait et l'exemple demeurent dans tous les esprits. Ses rares loisirs, il les consacrait volontiers aux préoccupations qui sont celles de notre Compagnie qui, en 1922, fut heureuse d'accueillir ce saint prêtre, auteur de travaux fort distingués, en même temps que fervent ami de ceux qui souffrent.

Enfin, le jeune, le charmant Pierre PÉGUY, qui était des nôtres depuis si peu de mois et dont la mort navrante a consterné tous ceux, élèves du Lycée Champollion ou parents d'élèves, auditeurs de ses belles conférences, compagnons de ses courses de montagne, qui l'avaient fréquenté ! Son père, flambeau de notre race, est tombé au champ d'honneur à la veille d'une victoire. Le fils, vigilant et pieux gardien de l'œuvre paternelle, est fauché dans sa fleur au lendemain de la défaite.

Rendons à leurs âmes désormais réunies l'hommage que leur doit notre gratitude en relisant, dans notre particulier, à l'heure où l'on fait oraison, quelques-unes de ces nobles strophes où s'exprima pour la première fois la résurrection de l'âme nationale.

D'autre part, notre Compagnie exprime ses profondes condoléances à nos confrères, le commandant Duprey qui a eu la douleur de perdre son frère, et à M. Auguste Bouchayer qui vient d'être cruellement frappé par la mort de sa sœur, M^{me} Dusaugey.

Devant toutes ces tombes, fidèles à l'exemple de nos disparus, nous garderons, quand même, en nous, intacte et vivifiante, l'Espérance — puisque, nous qui restons, plongés dans les ténèbres sanglantes et glacées où se débat notre hémisphère, nous avons la certitude que, pour eux, éternellement, resplendit l'étoile du matin.

Le deuil national qui vient de frapper la patrie en la personne du général Huntziger et de ses compagnons est douloureusement ressenti par l'Académie Delphinale. En hommage aux victimes du déplorable accident de l'Aigoual, en l'honneur de nos morts, je vous propose, mes chers confrères, de suspendre un instant notre séance en signe de deuil.

M. Pierre VAILLANT : *Discours de réception. Gap et les libertés gapençaises (1232-1349). Etude d'histoire urbaine et contribution à l'histoire de la formation du Dauphiné.* — Voir aux p. 231-237 du présent Bulletin.

M. le président VATIN-PÉRIGNON : Réponse au discours de M. P. Vaillant. — Voir le texte de la réponse aux p. 239-243 du présent *Bulletin*.

Scrutin sur les candidatures proposées. — MM. Maurice Gignoux et Paul Prince, présentés à la séance du 28 juin 1941, sont élus membres associés.

Présentation de nouveaux membres. — Sont présentés comme membres associés :

M. Ambroise JOBERT, agrégé d'histoire, docteur ès lettres, professeur au Lycée Champollion, 1, rue Moidieu, Grenoble (par MM. le chanoine Dussert, le doyen Raoul Blanchard, Letonnelier);

M^e Emile DROUET, notaire, 10, avenue Félix-Viallet, Grenoble (par MM. Vatin-Pérignon, Barbillion, Letonnelier);

S. E. M. André FRANÇOIS-PONCET, ambassadeur, « La Condamine », La Tronche (Isère) (par MM. le recteur Marcel Blanchard, Georges Gariel, Auguste Bouchayer, le chanoine A. Garnier, Fr. Vermale, Vatin-Pérignon);

M. André-Jules-François DAVID, ingénieur en chef du génie rural de la circonscription de Grenoble (Isère et Hautes-Alpes), 25, cours Jean-Jaurès, Grenoble (par MM. Vatin-Pérignon, Vogeli, Letonnelier);

M. Jacques LANGLADE, inspecteur d'Académie de l'Isère, 26, cours Berriat, Grenoble (par MM. le recteur Marcel Blanchard, A. Caraccio, Vatin-Pérignon);

M. Robert AVEZOU, archiviste en chef du département de l'Isère, 88, cours Jean-Jaurès, Grenoble (par MM. Latouche, Claude Faure, Letonnelier).

Don d'ouvrage. — La bibliothèque a reçu en hommage, de notre confrère :

L. BARBILLION : Soldats d'autrefois (II). Quelques mots d'histoire sur les troupes d'Afrique, de la marine et des colonies. — *Grenoble, M. Paillet, 1941, in-8°, 30 p.*

Le Président remercie vivement le donateur.

Distinctions. — Le Président s'est fait l'interprète de tous les membres de l'Académie en exprimant de chaleureuses félicitations :

— au général CARTIER, maire d'Annecy, vice-président de l'Académie Delphinale, qui a reçu des mains du

maréchal Pétain, lors de son récent voyage en Savoie, les insignes de grand-officier de la Légion d'honneur;

— au général d'armée TOUCHON, membre titulaire de l'Académie, qui vient d'être promu grand-croix de la Légion d'honneur.

Correspondance. — Nos confrères, MM. A. Bachelard, Marius Blanchet, Le Coarer et H. Mareschal, remercient de leur élection.

— Par dépêche en date du 25 septembre 1941, M. le Secrétaire d'Etat à l'Instruction Publique annonce la mise à jour depuis 1911 et la continuation de la *Bibliographie des Travaux des Sociétés savantes de France*, œuvre pour laquelle il fait appel à la collaboration de l'Académie Delphinale.

— Par une autre dépêche en date du même jour, M. le Secrétaire d'Etat à l'Instruction Publique annonce également la reprise des séances mensuelles du Comité des Travaux Historiques et Scientifiques, et invite les Sociétés savantes de province à collaborer à ses travaux par l'envoi d'articles ou de documents.

Activité de l'Académie Delphinale. — Au cours des vacances, l'Académie Delphinale a été invitée et représentée par son Président à l'Exposition des travaux d'élèves de l'Ecole Vaucanson, aux manifestations de la Semaine de la France d'outremer, à la visite officielle du Train-Exposition Colonial, à la remise de la grand-croix de la Légion d'honneur au général Touchon, au rassemblement des Chantiers de Jeunesse de Challes-Eaux, à la fête de la Révolution Nationale, à celle des anciens Chasseurs du 6^e B. C. A., à la cérémonie du 2 novembre au Monument aux Morts, à la séance de rentrée des Facultés, etc.

Centenaire du chanoine Ulysse Chevalier. — M. P. Thomé de Maisonneuve fait connaître que le centenaire de la naissance du chanoine Ulysse Chevalier, membre de l'Institut, auteur de tant de travaux qui ont contribué à la gloire de la Science française et de l'érudition dauphinoise, sera célébré le samedi 13 décembre, à Romans. Il invite les membres de l'Académie à prendre part à cette commémoration dont le programme comportera notamment une cérémonie religieuse à l'église Saint-

Barnard; le soir, une conférence qui sera donnée par M. Thomé de Maisonneuve, 1, rue des Clercs, dans la maison du chanoine.

La séance est levée à 18 heures.

SEANCE DU 20 DECEMBRE 1941

Présidence de M. VATIN-PÉRIGNON, président.

Membres présents¹ : 46. Invité : 1.

En ouvrant la séance, le Président a exprimé, au nom de tous, des vœux bien sincères pour le prompt rétablissement de notre confrère M. François Vermale, actuellement en traitement dans une clinique de Lyon.

Nécrologie. — L'Académie a perdu, depuis la séance précédente, un membre titulaire, M. VOGELI, et un membre associé, M. ORLOWSKI. Le Président a rendu hommage à leur mémoire dans les termes suivants :

Le nécrologe de notre Compagnie s'est, hélas ! encore allongé depuis notre dernière séance. C'est avec une douloureuse stupeur que nous avons appris la mort subite de M. l'Inspecteur général honoraire des Forêts Félix VOGELI.

D'une famille originaire de Mens, M. Vogeli demeura toute sa vie profondément attaché à nos Alpes où il voulut passer et le début et la fin de sa carrière. Il ne les quitta guère que pour accomplir en Bulgarie une importante mission forestière et pour

¹ Présents : MM. L. Barbillion, Aug. Bouchayer, L. Breton, A. Caraccio, général Cartier, colonel David, chanoine Dussert, Georges Gariel, comm^t B. le Masson, G. Letonnellier, P. Lory, marquis de Marcieu, baron Mounier, comte de Quinsonas, Paul Royer, Edouard Silvy, abbé P. Tresson, E. Vatin-Pérignon, membres titulaires ;

M^{me} Croidieu ; MM. R. Avezou, A. Bachelard, L. Bassette, D^r Batailh, R. Bizalion, capitaine Blanc, J. Boyoud, A. Dumas, comm^t Duprey, A. François-Poncet, M. Gignoux, M. Gremillet, A. Greyfié de Bellecombe, Jean Hesse, J. Laforêt, comm^t Louvat, F. Michel, E. La Bonnardière, L. Le Grain, J.-B. Morel, comte de Pardieu, J. Paturle, Emm. Perrin, Ed. Pignède, colonel Regard, E. Romanet, comte A. de Virieu, membres associés.

Invité : M. Clément Feugier.

Excusés : MM. R. Douare, Jacoubet, Prince, Saint Olive, P. Vaillant, Vermale.

collaborer, de 1919 à 1930, à l'œuvre française au Maroc. Pendant la guerre de 1914, il fut placé à la tête d'un valeureux bataillon de Chasseurs Alpains dont deux compagnies et la compagnie de mitrailleurs furent cités, en même temps que notre confrère. Sa mise à la retraite précéda de peu la présente guerre pendant laquelle il tint à reprendre du service. Et, enfin, après l'Armistice, il se vit confier, entre autres charges, la délicate mission de diriger les hôpitaux civils de notre ville, tâche à laquelle il se donna tout entier, avec toute son intelligence et tout son cœur. C'est au retour d'une tournée de service faite pour le compte de nos hôpitaux qu'il fut frappé par la mort, en pleine activité, au milieu même de son travail.

Je l'avais bien connu au Maroc, où il dirigeait dans la région de Meknès, alors loin d'être pacifiée, l'œuvre magnifique qu'accomplissait là-bas l'Administration des Eaux et Forêts. Je l'avais retrouvé à Grenoble au sein de divers organismes où il se montrait le plus serviable, le plus avisé, le plus affable des collègues. Il était fort attaché à notre Académie car il était remarquablement informé de tout ce qui concerne le passé et le présent de notre province. Une tournée en sa compagnie était aussi charmante qu'instructive. Haute valeur technique, droiture d'esprit, rectitude de caractère, bienveillance et bonté, il demeurera comme un exemple, et laissera derrière lui, à ceux qui l'ont connu, le souvenir précieux d'un excellent ami.

M. Louis ORLOWSKI, décédé à l'âge de 82 ans, était membre associé de notre Compagnie depuis 1935. Il avait accompli à Grenoble, dans l'Administration postale, l'essentiel de sa carrière. Il s'était passionné pour notre histoire locale, en même temps que pour l'action sociale et chrétienne. Administrateur zélé de la « Ruche » du quartier Saint-Bruno, il y donna de remarquables conférences sur le « vieux Grenoble ». Son souvenir sera pieusement gardé non seulement par ceux qu'il avait su intéresser par ses travaux, mais aussi par ceux, si nombreux, dont il avait, avec tant de cœur et de savoir-faire, soulagé la détresse.

Le Président a fait part en outre du décès de M^{me} Alexandre Boulenger, belle-mère de notre confrère M^e Rousse-Lacordaire; — du décès de M. Charles Genin et de M. Jacques Genin, beau-père et beau-frère de notre confrère, M^e Albert Nallet, lequel vient encore d'être douloureusement éprouvé par la perte de sa mère, M^{me} Alphonse Nallet. Il a exprimé à MM. Rousse-Lacordaire et Nallet les respectueuses condoléances de l'Académie.

Distinctions et récompenses. — M. le professeur L. BARBILLION vient d'être élu, à l'unanimité des 25 votants, membre correspondant de la Société des Sciences, Lettres et Arts de Lyon;

— L'*Action Française* du 5 décembre 1941 a consacré aux deux publications récentes de M. L. BARBILLION : *Soldats d'autrefois*, un élogieux compte rendu, dans lequel on lit notamment : « ... On peut oser dire qu'il n'est pas sur le sujet de gros livres qui remplacent ces deux plaquettes. »

— Parmi les six jeunes savants bénéficiaires de bourses de voyage instituées en juillet 1941 à l'occasion de la Semaine de la France d'Outremer, figure M. RICHARD-MOLARD, professeur agrégé de géographie au Lycée Ampère, à Lyon, élève de M. Raoul Blanchard. M. Richard-Molard est un des lauréats de l'Académie Delphinale (1^{er} prix Auguste Prudhomme en 1934);

— Par arrêté en date du 13 juillet 1941, notre confrère M. Henri DESBOIS a été chargé de mission au Cabinet du Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé;

— L'Académie Française a décerné un prix Montyon de 1.000 francs à notre confrère M. l'abbé Bernard SECRET pour son ouvrage *Le Bon Pasteur de Chambéry* (Cf. compte rendu dans *Bulletin* d'octobre 1940, n° 95, p. XXXII-XXXIII).

L'Académie Delphinale et la guerre. — Le sous-lieutenant Jean Blanchard, prisonnier en Allemagne, fils de M. le Recteur Marcel Blanchard, membre de l'Académie Delphinale, a été cité à l'ordre du corps d'armée et à l'ordre de l'armée.

— D'autre part, nous avons appris récemment le décès du maréchal des logis Marc Gillouin, petit-fils de M. Paul Berret, ancien professeur au Lycée Henri-IV, membre de l'Académie Delphinale. Marc Gillouin était le fils de M. René Gillouin, ancien vice-président du Conseil municipal de Paris, et aujourd'hui secrétaire particulier du Maréchal Pétain. Le maréchal des logis au B. E. P. Marc Gillouin est mort au champ d'honneur le 29 mai 1940, à Leffrinckouck, près de Dunkerque, en défendant le fort des Dunes.

Dons d'ouvrages. — La bibliothèque a reçu :

Jacques DE FONT-RÉAULX : Manuel des Etudes Drômoises. — Valence, Imprimeries réunies, 1941, in-12, 56 p. (Don de l'auteur).

[Fr. M.-ANSELME, moine de Tamié] : Saint Hugues de Bonnevaux, de l'ordre de Cîteaux. 1120-1194. Par un moine de Tamié. Préface de M. Gustave DUPONT-FER-

RIER, membre de l'Institut. — *Abbaye de Tamié (Savoie) et Grenoble, Imp. Saint-Bruno*, s. d. [1941], in-8°, XXIX-348 p.¹ (Don de l'auteur).

Remerciements aux donateurs.

7^e attribution du « *prix Romanet et des Caisses de compensation de Grenoble* ». — Le Président fait connaître que le jury chargé de désigner la famille bénéficiaire pour 1941 du prix fondé par M. Emile Romanet en 1935 s'est réuni le 11 décembre courant. Après lecture et examen des différents rapports sur les familles susceptibles de devenir attributaires, le jury s'est arrêté sur la candidature de la famille Feugier, demeurant aux Côtes-de-Villette, près de Saint-Laurent-du-Pont. Le chef de cette famille, M. Clément FEUGIER, employé aux Usines Paturle, depuis 1933, a semblé avec M^{me} Feugier, leurs dix enfants et la grand-mère dont ils s'occupent, représenter au mieux la belle famille catholique et française requise par le fondateur du prix Romanet. En conséquence, le jury a attribué pour 1941 le prix Romanet à la famille Feugier Clément.

Le Président a notifié en outre à l'Académie qu'en suite d'une décision prise en réunion des Présidents des Caisses de compensation le 3 décembre 1941, et en accord avec M. Romanet, présent à la séance, le montant du prix Romanet a été porté à mille francs, la Caisse bénéficiaire complétant la somme allouée par la donation. A la suite de cette décision, le prix portera désormais la dénomination de « *Prix Romanet et des Caisses de compensation de Grenoble* ».

M. le baron Mounier, Trésorier de l'Académie, a remis, aux applaudissements de l'Assemblée, la somme de 1.000 francs à M. Clément Feugier qui a été vivement félicité par le Président.

M. le professeur L. BARBILLION : *L'occupation romaine en Afrique du Nord*. — Le conférencier commence par rappeler l'extrême importance, dans l'Histoire, de la maîtrise de la Méditerranée, maîtrise qui se joue actuellement. Cet immense lac intérieur a été l'objet de nombreuses compétitions entre peuples, parmi lesquelles la

¹ L'Académie Delphinale a décerné à cet ouvrage le premier prix d'Histoire du Concours Pallias, en 1938.

lutte de Rome et de Carthage a été particulièrement saisissante.

Après la troisième et dernière guerre punique, Rome a dû organiser sa conquête. Des actions militaires successives ont étendu sa domination sur presque tout le domaine actuellement constitué par notre Afrique du Nord, Maroc, Algérie, Tunisie comprise. Il ressort des textes historiques que l'occupation militaire romaine, une fois achevée la période des conquêtes, n'a nécessité l'emploi que de forces militaires relativement réduites. Les corps romains de l'armée régulière n'atteignirent pas, comme effectif, plus de 12 à 15.000 hommes, auxquels se joignent un peu plus de troupes auxiliaires commandées par des officiers romains.

Cette organisation de « forces supplétives », comme on dit aujourd'hui, était poussée presque à la perfection, aussi bien en ce qui concerne les opérations de recrutement de ces « cohortes » et de ces « ailes », que l'amalgame de celles-ci avec l'armée nationale. L'occupation de postes stratégiques importants avait entraîné la création de camps de garnisons généralement fixes, en outre de certains camps spéciaux d'instruction, notamment type dépôts de recrues. Les débouchés des vallées, les grandes voies de communications, etc..., étaient également surveillés par de petites garnisons sédentaires, reliées par un admirable système de transmission optique qui permettait, à la moindre alerte, de déplacer des forces mobiles importantes. C'était la réplique africaine d'une organisation étonnante, la ligne Maginot des Romains, qui s'étendait des bouches maritimes du Rhin à la source montagneuse du grand fleuve.

Après avoir rappelé la constitution des armées romaines, de la Légion en particulier, si différente, bien qu'on l'en ait rapprochée souvent, de la Phalange Macédonienne, après avoir souligné la très grande valeur offensive et défensive du matériel employé, balistes, catapultes, béliers, etc..., après avoir mentionné, enfin, le très grand entraînement des troupes romaines, tant pour la marche que pour la bataille, et pour la construction des ponts, des routes et des camps, le conférencier s'attache principalement à l'histoire de la III^{me} Légion dite *Augusta*, du fait de récompenses particulières que lui avait décernées l'empereur Auguste, et qui, seule troupe régulière de l'Empire, pendant plus de 300 ans, a tenu

garnison dans l'Afrique du Nord, fournissant des détachements jusqu'aux points les plus éloignés de ses centres principaux de garnisons, Tebessa, puis Timgad. Notre confrère, M. Saint Olive, a mentionné, dans une récente et fort curieuse communication, la présence de détachements de la III^{me} Légion dans la ville si mystérieuse et si attachante de Volubilis.

En outre de menus incidents assez nombreux, deux grandes révoltes ont nécessité l'action répressive de la III^{me} Légion. D'abord celle de Tacfarinas (17-25 après J.-C.) qui se termina par la mort, cherchée en pleine bataille, sur les piques romaines, du chef insurgé; puis celle de Firmus (370-372 après J.-C.), également très longue et très meurtrière, ce dernier chef, aussi vaincu, ayant préféré s'étrangler de ses propres mains. Des symptômes déjà de désorganisation apparaissaient dans l'Empire et la discipline des légions allait de même en s'affaiblissant. La période dite « d'anarchie militaire » a provoqué l'accès au trône impérial de Maximin, géant brutal et sanguinaire, dont l'autorité ne fut, semble-t-il, pas acceptée sans heurts. Une révolte locale avait entraîné l'intervention de la fidèle III^{me} Légion. La révolte ayant été comprimée, Gardian III, empereur de 13 ans, petit-fils de Gardian I^{er} proconsul de Carthage, qui avait péri dans un combat soutenu contre la III^{me} Légion, procéda à la dissolution de ce corps, jugé responsable de la mort du grand-père, et l'envoya combattre sur les bords du Rhin. Il y resta un quart de siècle.

Jusque-là, la III^{me} Légion avait aménagé très largement la ville de Tebessa, puis procédé à la création de celle de Timgad où elle avait tout édifié. Son camp avait été le centre d'organisation de la nouvelle ville. Les légionnaires, sur l'ordre de Trajan, s'étaient improvisés constructeurs de temples, de théâtres et de monuments publics. Après leur exil de 25 ans sur le Rhin, ils se remirent à l'ouvrage et achevèrent de faire de Timgad l'admirable ville antique que tout le monde sait.

Entre temps, de nouvelles convulsions commencent à agiter l'Empire. Des révoltes naissent un peu partout. La III^{me} Légion se multiplie en envoyant des détachements actifs, secondés d'auxiliaires, pour les comprimer. Mais le sort de l'Afrique Romaine commençait à être jeté. La Légion fut donc, dès lors, à peu près constamment dispersée, et même une fraction importante de celle-ci

semble avoir été, mais ce n'est pas très sûr, transplantée en Espagne, où l'agitation était aussi grande.

En terminant, le conférencier rappelle quelques traits de la vie militaire romaine en garnison, et notamment l'existence de ces cercles spéciaux, ouverts aux officiers, aux spécialistes, aux éclaireurs, aux musiciens, etc..., cercles contrôlés par l'autorité supérieure, mais qui jouent, en même temps qu'un rôle politique occulte, celui de sociétés de secours mutuels. On se préoccupait beaucoup déjà, entre vivants, de s'assurer de convenables funérailles, et des tombeaux dont les descendants n'eussent pas à rougir.

Enfin, les nombreux officiers et soldats de la III^m^e Légion qui, une fois leur service fini, demeurèrent en Afrique, se signalèrent à l'admiration de la postérité, d'abord en exerçant des fonctions publiques estimées et honorées, mais surtout en érigeant, à leurs frais, des monuments souvent grandioses, en léguant des sommes importantes à des œuvres de bienfaisance, et, par un juste retour des choses, en récoltant par cela même, sous forme de statues plus ou moins imposantes, les marques de reconnaissance de leurs contemporains.

(Communiqué par M. L. BARBILLION.)

A la suite de cette communication, des observations ont été présentées par MM. P. Lory, le général Cartier, Auguste Bouchayer et Vatin-Pérignon.

M. le commandant LE MASSON : *Compte rendu bibliographique*. — Après avoir rendu hommage au talent et à la conscience avec lesquels, pendant quinze ans, le regretté commandant Juster s'est acquitté des délicates attributions de rapporteur des périodiques reçus par la bibliothèque, le commandant le Masson a passé en revue les principaux Bulletins adressés à l'Académie par les Sociétés savantes correspondantes.

Son exposé a porté sur : 1° les articles intéressant le Dauphiné (Annales de l'Université de Grenoble, Bulletin de la Société Archéologique de la Drôme, Bulletin de la Société dauphinoise d'Ethnologie et d'Archéologie, Annales Fribourgeoises); — 2° les articles spéciaux (par ex. : Recueil des actes du prieuré de Saint-Symphorien d'Autun; L. Léger : Etudes sur l'alimentation de la truite; Henri de Rin : Historique de la pêche dunkerquoise et la morue); — 3° les sujets d'ordre général

(ex. : R. Latouche : L'idée de paix dans le haut Moyen-Age; Tables de 1913 à 1938, publiées par la Société d'Histoire et d'Archéologie de Genève).

Il a ensuite attiré l'attention sur la nouvelle publication intitulée « Le livre des drapeaux de Fribourg » de 1648, dont un fascicule spécimen, richement illustré, a été adressé par l'éditeur Orell Füssli, de Zurich. Prix de souscription : 200 francs suisses.

Présentation de nouveaux membres. — Sont présentés comme membres titulaires :

— Pour occuper le fauteuil n° 38, laissé vacant par le décès du commandant Juster, S. E. Mgr Jean VITTOZ, évêque de Bitilio, auxiliaire de Mgr l'Evêque de Grenoble, place des Tilleuls, Grenoble (par S. E. Mgr Caillot, évêque de Grenoble, M. le chanoine A. Dussert, M. Letonnelier);

— Pour occuper le fauteuil n° 45, laissé vacant par le décès de M. Armand Chabrand, M^e Marius REY, avocat à la Cour d'appel, adjoint au Maire de Grenoble, 12, avenue Alsace-Lorraine, Grenoble (par MM. L. Barbillion, Paul Royer, Vatin-Pérignon).

Sont présentés comme membres associés :

— M. Paul DE LA MAGDELEINE, chevalier de la Légion d'honneur, lauréat de l'Académie Française et de l'Académie des Sciences morales et politiques, de la Société des Gens de Lettres de France, membre de l'Association des Ecrivains combattants et de la Société des Orateurs et Conférenciers, Palais Grimaldi, 5, rue Grimaldi, Nice (Alpes-Maritimes), et La Bourgeat, Sainte-Marie-d'Alloix, par Le Touvet (Isère) (par MM. le marquis de Marcieu, le général d'armée Touchon, le comte de Quinsonas);

— M^e Pierre BESSERVE, notaire honoraire, 20, boulevard Edouard-Rey, Grenoble (par MM. Edouard Silvy, Clément-Cuzin, Vatin-Pérignon);

— M. le colonel Francisque SAVIN, maire de Voreppe (Isère) (par MM. le général d'armée Touchon, le chanoine Garnier, Vatin-Pérignon);

— M. Pierre SOMBARDIER, président directeur général des papeteries de Pont-de-Claix (Isère) (par MM. le baron Mounier, Vatin-Pérignon, Letonnelier);

— M. Albert GIRAUD-MOUNIER, directeur des Etablissements Genty, 6, rue Hector-Berlioz, Grenoble (par MM. Edouard Silvy, Louis Grimaud, le baron Mounier);

— M. Gabriel GRANJON DE LEPINEY, Chapareillan (Isère) (par MM. le comte de Quinsonas, le marquis de Marcieu, Vatin-Pérignon).

Scrutin sur les candidatures proposées. — MM. Ambroise Jobert, Emile Drouet, André François-Poncet, André David, Jacques Langlade et Robert Avezou, présentés à la précédente séance, sont élus membres associés.

Activité de l'Académie Delphinale. — L'Académie a été représentée par son Président, au cours du mois de décembre :

— à la conférence organisée par le Touring-Club pour marquer sa reprise d'activité sous l'impulsion du général Dosse;

— aux manifestations de la quinzaine de propagande du Secours National, notamment à la remarquable fête villageoise de Villard-Saint-Christophe;

— à la quête faite par les autorités sur la voie publique;

— et enfin à la célébration à Romans, le 13 décembre, du centenaire du chanoine Ulysse Chevalier, où nos confrères¹ reçurent un accueil particulièrement chaleureux de leurs compatriotes romanais, si dauphinois de culture et de cœur.

Conférences de l'Académie Delphinale. — Le cycle des conférences de l'Académie Delphinale reprendra au cours de l'hiver 1942, les vendredis 9 et 23 janvier, 6 et 20 février, 6 et 20 mars, à 20 h. 30, dans la salle de la Chambre de Commerce, obligeamment et gracieusement prêtée. Le Président a exprimé au Président de la Chambre de Commerce tous ses remerciements pour ce geste amical.

Manuscrit de Verna. — Le manuscrit confié à la garde de notre Compagnie par M^{me} Eugénie de Verna, née Cavailhès, pour n'être lu et publié que cinquante ans après sa mort, a été déposé sur le bureau de l'Académie Delphinale par le Président, et confié au Bibliothécaire.

¹ M. Vatin-Pérignon, président de l'Académie Delphinale, était accompagné de MM. le comte de Felcourt, Avezou, archiviste en chef de l'Isère, Vaillant, conservateur de la Bibliothèque de Grenoble, et Letonnelier, archiviste en chef honoraire, représentant de la Commission supérieure des Archives et de la Société Scientifique du Dauphiné.

Inauguration d'une plaque commémorative en l'honneur du Dr Prunelle. — Le dimanche 13 juillet dernier, a été inaugurée au cimetière de La Bâtie-Montgascon une plaque funéraire sur la tombe du Dr Prunelle, né à La Tour-du-Pin en 1777, qui fut professeur à la Faculté de Médecine de Montpellier, médecin de la Grande Armée, maire de Lyon, pair de France, médecin de Louis-Philippe, et à la fin de sa vie médecin inspecteur des eaux de Vichy et maire de cette ville où il est mort le 20 avril 1853.

A cette cérémonie, organisée et présidée par notre confrère le Dr André Dénier, de La Tour-du-Pin, le Président de l'Académie Delphinale avait délégué, pour représenter la Compagnie, M. Pierre Saint Olive, conseiller départemental, et ancien président de ladite Académie.

Correspondance. — MM. Maurice Gignoux, Paul Prince et le Dr Pierre Bazin remercient de leur élection.

— Par une lettre en date du 28 novembre dernier, notre confrère M. Edouard Pignède, vice-président du Syndicat d'Initiative, invite l'Académie à s'intéresser au sort de la magnifique statue de Napoléon I^{er}, œuvre de Frémiet, placée à Laffrey, et qui risque d'être comprise dans les monuments destinés à la refonte. Le Président a fait connaître que, d'après les renseignements recueillis à bonne source, cette statue n'est heureusement pas menacée de destruction.

La séance est levée à 17 h. 40.

SEANCE DU 31 JANVIER 1942

Présidence de M. Georges GARIEL, ancien président.

Membres présents ¹ : 35. Invités : 30.

¹ Présents : MM. L. Barbillion, Aug. Bouchayer, H. Desbois, colonel Dory, chanoine Dussert, Georges Gariel, Letonnellier, baron Mounier, abbé Tresson, P. Vaillant, membres titulaires ;

M^{me} Croidieu ; MM. L. Arnaud, R. Avezou, A. Bachelard, Bizalion, capitaine Blanc, lt-colonel Cavard, Dr Denier, A. François-Poncet, Granjon de Lepiney, Gremillet, vicomte Greyfié de Bellecombe, Jean Hesse, J. Langlade, comm^t Louvat, V. Monrozier, G. Peyrin, E. Pignède, Paul Prince, colonel Regard, Repelin-

En ouvrant la séance, M. Georges Gariel a exprimé la vive émotion ressentie par tous nos confrères, en apprenant la brusque disparition de M^{me} Vatin-Pérignon, mère de notre sympathique Président. Après avoir rendu hommage à la mémoire de cette femme de haute vertu, il a adressé à son fils les sympathies attristées et les profondes condoléances de la Compagnie.

Nécrologie. — Nous avons eu le regret de perdre M. le général BEAUNE, décédé le 23 janvier 1942. Il était membre associé depuis le début de 1941.

Entré en 1886 à Polytechnique, le général BEAUNE en est sorti dans l'artillerie et s'est très vite fait remarquer comme technicien et manœuvrier.

Commandant lors de la déclaration de guerre 1914 un groupe du célèbre 60^e Rég^t d'Artillerie, il a pris part à la tête de ce groupe à tous les combats du 20^e Corps (troupes de couverture) en août et septembre 1914.

Gravement blessé à la fin de septembre 14, il reprit, à peine remis, du service au Ministère de l'Armement d'où il fut appelé au Ministère de la Guerre comme sous-chef de cabinet du Ministre. Il y remplit ces fonctions sous les ministères successifs du général Roques et du général Lyautey.

Il repartit sur le front dès que sa blessure le lui permit, et fut nommé au commandement de l'artillerie française mise à la disposition de l'Armée belge.

Appelé ensuite au Grand Quartier Général des Armées françaises, il y fut chargé de la mise au point complète de la défense contre avions.

Promu général en 1923, il a présidé comme inspecteur de la D. C. A. à l'élaboration des premiers règlements de cette arme.

Soldat dans toute l'acception du terme, il n'a pas cessé de « servir » en passant au cadre de réserve et, depuis 15 ans, il a consacré toute son activité à l'œuvre des « Amis des Missions » et à la Société des « Amis de l'Ecole Polytechnique », où il s'est

Perriot, comm^t Reynaud, Em. Romanet, H. Roy, comte A. de Virieu, membres associés ;

Invités : D^r et M^{me} Arbassier, M^{lle} M. Armand, D^r Arnaud, M. et M^{me} Barjon, D^r Bonniot, M^{me} Ch. Cupillard, M^{me} Maurice Cupillard, M. Dondey, D^r Durand, D^r Isnel, G. Jallut, G. Lavieille, V. del Litto, Molmerret, M^{me} Louise Morel, D^r J. Offner, A. Perinetti, D^r L. Piraud, P. Pivot, M. et M^{me} Rude, M^{me} F. Savey, D^r et M^{me} Sempe, G. Sempe, D^r Terray, Thermozy, comtesse A. de Virieu.

Excusés : M. le président Vatin-Pérignon ; M^{lle} Bruchet ; MM. L. Breton, A. Caraccio, c^t le Masson, F. Michel, Edouard Silvy.

dépensé sans compter à la sauvegarde des intérêts de ses jeunes camarades de l'Ecole.

Aimé et respecté de tous ceux qui l'approchaient, il était, comme l'a écrit Jean de Pierrefeu dans son livre *Le G. Q. G. Secteur 1*, « d'une droiture peu commune ».

Le Président a exprimé au nom de tous de respectueuses condoléances au lieutenant-colonel Teyssier de Savy, gendre du général Beaune.

Il a fait part également des deuils qui ont frappé plusieurs de nos confrères dans leurs plus chères affections :

— M. le D^r André Guédel a perdu sa belle-mère, M^{me} Joseph Eymard-Duvernay, décédée à Grenoble, le 23 décembre 1941;

— M. le marquis de Quinsonas a perdu son épouse, la marquise de Quinsonas, née Hatte de Chevilly, décédée le 24 décembre 1941, au château de Mérieu;

— M. Borel du Bez nous a fait part du décès de son beau-frère, le commandant Dumalle, officier de la Légion d'honneur, survenu le 12 décembre 1941, dans la propriété de M^{me} Borel du Bez, mère;

— M. Jean Armanet a perdu son épouse, M^{me} Jean Armanet, née Marie-Charlotte Beugnon, directrice honoraire d'Ecole normale, décédée à Bourgoin, le 25 décembre 1941;

— M. Edouard Pignède a perdu sa mère, M^{me} veuve Albert Pignède, décédée à l'âge de 85 ans;

— M. l'abbé Bernard Secret a perdu son père, M. Joseph Secret, décédé à Aix-les-Bains, le 14 janvier 1942, à l'âge de 82 ans;

— M. Gabriel Heymann a perdu son beau-frère, le capitaine d'infanterie coloniale Van der Meulen;

— M. Pierre Lory a perdu sa sœur, M^{me} Félix Novo, décédée à Marseille, le 15 janvier 1942.

Les membres présents ont exprimé, par la voix de leur Président, à nos confrères si douloureusement frappés, toute la part qu'ils prennent à leur peine.

Distinction. — Le 22 décembre 1941, S. E. Mgr Caillot, évêque de Grenoble, membre titulaire de l'Académie Delphinale, a remis les insignes de chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand à nos confrères MM. Maurice GABRIEL, membre titulaire, et Alexis BIRON, membre associé de l'Académie Delphinale, auxquels le Président a exprimé de sincères félicitations.

Dons d'ouvrages. — La Bibliothèque a reçu :

Noël DIDIER : La garde des Eglises au XIII^e siècle. — Paris, A. Picard, 1927, in-8°, 386 p.;

— Etude sur le patrimoine de l'église cathédrale de Grenoble du x^e au XII^e siècle. — Grenoble, Allier, 1936, in-8°, 88 p.;

— Paul de Foix et la mercuriale de 1559. Son procès, ses idées religieuses. — Paris, 1939, in-8°, 42 p. (Extrait des Mélanges d'Archéologie et d'Histoire de l'Ecole française de Rome, LVI, 1939);

— Paul de Foix et Grégoire XIII (1572-1584). Une suite de la mercuriale de 1559. — Grenoble, Allier, 1941, in-8°, 160 p. (Extrait des Annales de l'Université de Grenoble, XVII, 1941).

CAHIERS du Sud. Message actuel de l'Inde. — Marseille et Paris, n° spécial de juin-juillet 1941, in-4°, 406 p. (Don de M. le professeur L. Barbillion).

[A signaler notamment dans cet ouvrage, L. Barbillion : La science d'aujourd'hui et la pensée traditionnelle de l'Inde, p. 284-301].

Remerciements à MM. N. Didier et L. Barbillion.

M. le Dr A. DENIER : *Léonard de Vinci, anatomiste et homme de sciences.* — « Les êtres humains ont de fortes objections à écouter une conférence sur les mérites de Léonard de Vinci lorsqu'ils ont faim et froid ». C'est par ces paroles de Ruskin que l'auteur s'excusa d'avoir réuni son auditoire qui, malgré un temps détestable de neige et de verglas, remplit la salle.

Léonard de Vinci est pour le plus grand nombre un peintre dont la possession de son art lui permit d'atteindre la perfection; le puissant compositeur de la scène, celui qui sut nous rendre si mystérieuse Mona Lisa, fut aussi sculpteur, architecte urbaniste, ingénieur de forteresse, ingénieur hydraulicien, physicien et surtout un grand anatomiste, le premier de son temps, un Vinci inconnu pour beaucoup.

La valeur scientifique de Léonard ne fut connue que dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. L'histoire de ses manuscrits fut très diverse, et après de nombreuses péripéties, les uns trouvèrent un refuge à l'Ambrosienne de Milan, c'est le *Codex Atlanticus*, les autres à la Bibliothèque de l'Institut à Paris, et le plus grand nombre à la Bibliothèque royale de Windsor en Angleterre.

Ces manuscrits sont une masse de notes quotidiennes. L'artiste portait toujours sur lui un carnet sur lequel il consignait des observations de tout genre, réflexions personnelles, dessin d'un mouvement saisi dans la rue sur un passant, un animal, épure de géométrie, projet de machine, planches d'anatomie et une foule de sujets. Ces carnets sont farcis d'annotations qui semblent indéchiffrables. La science à cette époque avait un caractère hermétique et ne devait pas être jetée en pâture au vulgaire. Il écrit donc de droite à gauche et souvent de bas en haut; il est d'ailleurs ambidextre.

Il avait rêvé d'une grande encyclopédie et il en accumulait les matériaux; mais il a commencé la science et nous savons bien qu'elle ne s'achève pas.

En véritable homme de science il avait conçu la méthode expérimentale. « L'expérience, dit-il, ne trompe jamais; ce sont nos jugements seuls qui nous trompent; avant de raisonner il faut observer ».

Il étudie le vol des oiseaux et construit successivement quatre « prototypes » d'appareils à voler, dont l'un se rapproche des planeurs actuels.

En mécanique, avant Galilée, il étudie la théorie du mouvement et de l'équilibre des corps.

Il invente l'architonnerre, canon à vapeur qui jette des balles de feu.

Il conçoit des chars d'assauts actuels quand il écrit textuellement : « Des voitures couvertes et indestructibles portant de l'artillerie qui ouvrent les rangs ennemis, briseraient les troupes les plus solides; l'infanterie les suivrait sans difficulté ». Il a envisagé la réalisation des sous-marins. « Eu égard à la méchanceté des hommes, je ne publie et ne divulgue pas le moyen que j'ai découvert pour rester sous l'eau, car ils s'en serviraient pour commettre les assassinats au fond de la mer en détruisant les vaisseaux et en les faisant couler à fond eux et ceux qui les montent ».

Il étudie la fonction de l'œil, et avant Cardan conclut : « l'œil est une chambre obscure ».

En botanique il étudie pistils et étamines, et les planches révèlent des détails qui n'ont pu être vus qu'à la loupe.

Ingénieur hydraulicien il dirige les travaux du canal de la Martisane pour joindre Milan au lac de Côme; il dessine des dragueuses, des machines à pelleter.

Installé à Cloux près d'Amboise par François I^{er}, il fait le projet du canal de Romorantin. Dans ce projet il introduit les écluses à sas, inconnues avant lui.

Il a conçu l'urbanisme moderne : autostrades en dessus et en dessous des villes, des maisons s'orientant au soleil, des piscines donnant l'illusion du bleu de la mer.

Et encore des machines à tisser, des machines hydrauliques, la mitrailleuse à 30 coups. Ce ne sont pas des dessins de fantaisie. A l'exposition Vinci à Milan en 1939, plus de 50 de ses projets avaient été réalisés et ses machines élévatoires fonctionnaient devant le public.

Arrêtons-nous à l'anatomiste.

Avant lui seul existait un atlas d'anatomie de Magnus Hundt (1501) bourré d'erreurs grossières. Les Arabes n'avaient fait que copier les Grecs.

Le premier manuscrit de Léonard est de 1489, le dernier de 1515.

Il faut considérer les planches d'anatomie données par Léonard avec un esprit neuf, comme un étudiant en médecine de 1^{re} année. Il inscrit :

« Si tu as l'amour de l'anatomie, peut-être seras-tu empêché par le dégoût; si tu n'es pas empêché par le dégoût, tu seras peut-être empêché par la peur d'habiter pendant les heures de la nuit en compagnie de ces morts écartelés, écorchés et épouvantables à voir; si tu surmontes cette crainte, peut-être te manquera-t-il le dessin précis que suppose une belle description. Si tu as le dessin, auras-tu la perspective, et si tu l'as, auras-tu la méthode de démonstration géométrique et celle du calcul des forces et de la vigueur des muscles, et peut-être enfin te manquera-t-il la patience, condition de l'exactitude.

« Et toi qui dis qu'il vaut mieux voir faire l'anatomie que regarder de tels dessins, tu dirais vrai s'il était possible de voir sur un seul corps tout ce que montrent de tels dessins; mais avec tout ton esprit, tu ne verrais et connaîtrais que quelques veines. De ces veines, moi, pour avoir une juste et pleine connaissance, j'ai disséqué plus de dix corps humains, détruisant tous les autres membres, enlevant, jusqu'aux dernières particules, toute la chair qui se trouvait autour de ces veines sans répandre d'autre sang que celui à peine visible des veines capillaires. Un seul corps ne durait pas tout ce temps et il fallait avancer peu à peu avec autant de corps qu'en

exigeait l'entière connaissance, et par deux fois j'ai recommencé ces observations pour voir les différences ».

Les planches successives montrent tour à tour le squelette en général, tous les os en détail, les muscles avec leurs insertions, les tendons, les vaisseaux, les organes de la génération. A ce sujet une note marginale de Léonard : « L'acte de l'accouplement et les membres qui y sont employés ont une laideur telle que, si ce n'était la beauté des visages et les ornements des acteurs, la nature perdrait l'espèce humaine ».

Les planches nous révèlent une étude détaillée du cœur, des poumons, du tube digestif, du cerveau.

En exergue d'une planche sur le modelé du torse, il écrit : « Il ne me paraît pas que les hommes grossiers, de mœurs basses et de peu d'esprit méritent un si bel organisme ni une telle variété de rouages que les hommes spéculatifs de grand esprit. Les premiers ne sont qu'un sac où entre la nourriture et d'où elle sort; on ne doit les assimiler qu'à de véritables canaux pour la nourriture; on devrait les appeler des faiseurs de fumier et des remplisseurs de latrines, car c'est là tout leur office en ce monde. Ils ne mettent en pratique aucune vertu et ils ne participent à l'espèce humaine que par la voix et la figure ».

Dans un des derniers feuillets on trouve cette pensée que nous pouvons méditer aujourd'hui : « Et toi, homme qui considères en mon travail l'œuvre admirable de la nature, tu jugeras toi-même que c'est une chose défendue de la détruire; or, pense quel crime c'est d'ôter la vie à l'homme dont la composition te paraît une telle merveille d'art; pense au respect que tu dois à l'âme qui habite une telle architecture, et vraiment, telle qu'elle est, c'est une chose divine.

« Aussi tu laisseras cette âme habiter son œuvre à son plaisir et tu ne voudras pas que ta colère ou ta malignité détruise une vie si belle ».

In limine nous lisons : « Ce discours n'est pas encore fini; je le quitte pour le moment. Je crois achever toute cette anatomie pendant l'hiver de l'an 1510 ».

Elle ne le fut jamais.

Les planches d'anatomie projetées étaient tirées des manuscrits conservés à la Bibliothèque royale de Windsor; elles furent suivies de la projection de têtes, de grotesques, d'édentés, prognats, etc..., car Vinci s'était

intéressé aux relations du visage et du caractère comme le fera plus tard Gall et Lavater, et de nos jours Abraham.

En faisant œuvre d'anatomiste, Léonard avait déjà rempli une belle œuvre, et ce n'en fut qu'une partie du grand livre de ce vaste génie de la Renaissance qui réalise totalement la définition de Jacques Chevalier : « Le savant véritable, le savant créateur qui fait de la science au lieu de la répéter, dans la mesure où il la fait et la comprend, est un artiste et au sens grec un poète ».

(Communiqué par M. le D^r DENIER).

A la suite de la communication de M. le D^r Dénier, des observations ont été présentées :

— par M. Auguste Bouchayer, à propos de l'ancienneté de l'apparition des skis dans les documents iconographiques;

— par M. l'ambassadeur François-Poncet sur l'universalité des connaissances dont Léonard de Vinci a fait preuve, universalité qu'on ne retrouve plus à notre époque où le domaine de la science a pris une extension considérable;

— par M. le D^r Terray au sujet du caractère schématique des dessins de Léonard de Vinci, et aussi au sujet de l'analogie que présentent certaines expressions du visage avec certaines maladies, et d'où l'on peut déduire que Vinci a été un véritable précurseur.

M. LETONNELIER : *Les combattants dauphinois ayant pris part à la guerre d'indépendance des Etats-Unis (1778-1783)*¹. — Après avoir sommairement rappelé les origines de la guerre qui dressa les 13 colonies anglaises de l'Amérique du Nord contre la métropole, ainsi que les principaux épisodes de la lutte, et les clauses du traité de Versailles qui la termina en 1783, M. Letonnelier a montré que l'une des principales causes du succès des Américains a été la participation de la France aux opérations militaires. « Si nous n'avons pas l'argent et les soldats de France, notre cause est perdue », écrivait Washington lui-même en 1779.

Pour connaître quel a été au juste l'appoint en fait de

¹ Le texte de cette communication a été publié dans *Le Dauphiné*, n^{os} des 22 février, 8 mars et 22 mars 1942.

vaisseaux, de marins et de forces terrestres, fourni par notre pays aux *Insurgents*, il est indispensable de recourir à l'ouvrage publié en 1903 sous le titre « *Les combattants français de la guerre d'Amérique (1778-1783)* ». Ce beau volume in-4° de XII-328 pages constitue le résultat d'une enquête menée tant aux archives nationales qu'aux archives du Ministère de la Guerre français par une Commission franco-américaine nommée par M. Delcassé, alors ministre des Affaires étrangères, à la demande du général Porter, président de la Société Nationale des fils de la Révolution Américaine. On y trouve les noms des vaisseaux envoyés par le ministre Vergennes dans les eaux américaines, ainsi que l'état nominatif avec les lieux d'origine de tous nos nationaux, marins et soldats, qui ont pris part aux opérations maritimes et terrestres. Tout incomplète qu'elle soit (il y manque notamment les « engagés volontaires », les combattants des autres théâtres de la guerre, et « la moitié environ » des soldats ayant lutté sur le sol américain), cette statistique officielle n'en comprend pas moins la liste de 62 vaisseaux, de 33.439 marins et de 8.157 soldats de terre ferme. Au total, 41.596 combattants, chiffre qu'il est permis d'augmenter du nombre des soldats dont les noms ne nous ont pas été conservés, et qui est au moins égal à celui qui nous est parvenu. On peut donc estimer à 49.753, au bas mot, le nombre total des combattants français ayant pris part à la guerre d'Indépendance.

Il a paru intéressant de relever sur cette liste, dans le but d'apporter une contribution à l'histoire militaire régionale, les noms et les lieux de naissance des combattants originaires du Dauphiné. En tenant compte des lacunes précédemment signalées, on arrive ainsi au total de 270 combattants connus (soit 44 marins et 226 soldats), soit l'effectif d'une compagnie en temps de paix. Sur ce nombre, le territoire correspondant à l'actuel département de l'Isère en a fourni 178; la Drôme 65; les Hautes-Alpes 27. Si l'on considère les lieux de naissance de ces 270 combattants, on constate que ces derniers sont originaires de 143 localités différentes, villes et villages (103 de l'Isère, 31 de la Drôme, 9 des Hautes-Alpes). Grenoble à elle seule a donné naissance à 36 d'entre eux. Romans vient ensuite avec 11. Si l'on met à part la ville de Grenoble, le département des Hautes-Alpes a fourni le plus grand nombre de marins des

3 départements, soit 16. Le chiffre total des officiers de marine et de terre a été de 16. Nous savons en outre que 67 des 270 combattants sont tombés sur le sol qu'ils sont allés défendre ou sur le bateau de l'escadre à laquelle ils ont appartenu.

Scrutin sur les candidatures proposées. — Ont été élus membres titulaires : S. E. Mgr Vittoz, évêque de Bitilio, et M^e Marius Rey. — Ont été élus membres associés : MM. Paul de la Magdeleine, Pierre Besserve, le colonel F. Savin, Pierre Sombardier, Albert Giraud-Mounier, Gabriel Granjon de Lepiney, présentés à la séance précédente.

Présentation de nouveaux membres. — Sont présentés comme membres associés :

— M. l'abbé Séraphin MICHALLAT, curé de La Tronche (par MM. le chanoine Dussert, J. Taulier, Letonnelier);

— M^{me} Charles JORDAN, née de Beylié, 19, rue Voltaire, Grenoble (par MM. le lieutenant-colonel de Guillebon, le commandant le Masson, le président Vatin-Pérignon);

— M. Frédéric REVOL, chef de bataillon en retraite, 5, cours Jean-Jaurès, Grenoble (par MM. le baron Mounier, le professeur Barbillion, le président Vatin-Pérignon);

— M. le D^r Jules OFFNER, maître de conférences honoraire à la Faculté des Sciences, professeur honoraire à l'Ecole de Médecine, secrétaire général de la « Société Scientifique du Dauphiné », 17, rue Hébert, Grenoble (par MM. le professeur Jacoubet, le professeur Barbillion, le baron Mounier, Letonnelier).

Renouvellement du Bureau. — Sur la proposition du général Cartier, vice-président, l'Académie décide qu'en raison des circonstances, il n'y a pas lieu de procéder au renouvellement du Bureau et du Conseil d'administration. En conséquence, les membres de ces deux organes sont maintenus dans leurs fonctions pour l'année académique 1942.

Il sera procédé, à la prochaine séance, au remplacement des membres décédés du Conseil d'administration.

Correspondance et avis. — MM. l'ambassadeur François-Poncet, Avezou, David, Langlade, Drouet et Ambroise Jobert remercient de leur élection.

— La conférence que le général Tanant devait donner le 6 février sur le sujet *Souvenirs sur le Maréchal* est renvoyée à une date ultérieure.

La séance a pris fin à 18 h. 10.

Le Secrétaire perpétuel,

G. LETONNELIER.

Bureau de l'Académie pour 1942.

<i>Président</i>	M. VATIN-PÉRIGNON
<i>Vice-Président</i>	M. le général CARTIER.
<i>Secrétaire perpétuel</i>	M. LETONNELIER.
<i>Trésorier perpétuel</i>	M. le baron MOUNIER.
<i>Archiviste-Bibliothécaire</i> .	M. le comm ^t LE MASSON.
<i>Délégué au prix de Virieu.</i>	M. le comte DE QUINSONAS.

Conseil d'administration.

- A) 1941-1942 : MM. SAINT OLIVE, Ed. SILVY.
- B) 1942-1943 : MM. Georges GARIEL, L. BARBILLION,
A. CARACCIO, P. VAILLANT.
-

BIBLIOGRAPHIE POUR 1940 ET 1941

Bernard SECRET : Cent ans de charité héroïque. Le Bon-Pasteur de Chambéry (1839-1939). Lauréat du Prix Monthyon en 1863. Avec une Lettre-Préface de S. E. Mgr Durieux, archevêque de Chambéry. — *Chambéry, Impr. Réunies*, 1940, in-8°, x-190 p., pl. h. t. (Se vend au profit de l'œuvre au Bon-Pasteur à Chambéry.)

Dès le xvii^e siècle, la ville de Chambéry fut dotée d'un Refuge pour les Repenties qui avait été fondé par les époux Romanet-Pignier. En 1793, la Révolution jeta bas ce charitable asile, tout imprégné pourtant d'un suave parfum salésien; mais, quarante-six ans plus tard, le « Vieux berceau », comme on l'appelait, devait renaître de ses ruines. Une pieuse Chambérienne, la fille d'un modeste charcutier, Laurence Guitaud, dont l'âme débordait de charité et qui consacra sa vie au relèvement des filles perdues, entreprit de fonder un nouveau Refuge en leur faveur. Aux prises avec des difficultés sans nom, elle réussit pourtant à intéresser quelques familles riches à son projet; prit son aumônière et s'en alla quêter de par le monde; obtint l'appui de son directeur de conscience, le chanoine Revel, de ses archevêques, Mgr Martinet et le cardinal Billiet, et parvint enfin à jeter les fondements d'un asile. Ce fut le « Bon-Pasteur » qui, dès 1839, put recevoir un certain nombre de celles que Laurence Guitaud avait tant à cœur de sauver, et qui furent placées sous la direction des religieuses du Bon-Pasteur d'Angers, envoyées par la Mère Marie de Sainte-Euphrasie Pelletier. D'abord installé chez Laurence Guitaud elle-même, le « Bon-Pasteur » se réfugia bientôt au faubourg Nezin, à Hautebise, enfin au Verney, où il est demeuré. C'est l'histoire de ses « cent ans de charité héroïque » que l'auteur retrace en un livre documenté et d'une agréable lecture. Il a su faire revivre avec talent l'ardente et attachante figure de cette Laurence Guitaud, de cette « petite fourmi » chambérienne dont la vie entière fut un apostolat; il a évoqué d'une façon heureuse le

rôle joué par la sainte fondatrice du Bon-Pasteur d'Angers dans la fondation du Bon-Pasteur de Chambéry, auquel s'apparente le Bon-Pasteur de Grenoble. Un livre qui vient bien à son heure, et qui contribuera à l'œuvre de relèvement du pays, en montrant au peuple qu'il existe toujours dans son sein des réserves de charité, de courage et d'abnégation grâce auxquelles la France doit renaître.

G. LETONNELIER.

*
**

Saint Pierre de Tarentaise. Essai historique par un moine de Tamié. — Abbaye Saint-Martin de Ligugé, 1935, in-8°, xiv-208 p., 4 pl. h. t. et une carte (Collection « Moines et Monastères »).

L'histoire a conservé le souvenir de trois personnages qui ont porté le nom de Pierre de Tarentaise et qui ont été tous les trois inscrits par l'Eglise au Catalogue des Saints. Le premier fut archevêque de Tarentaise de 1124 à 1140; — le second, après avoir été abbé de Tamié, devint lui-même archevêque de Tarentaise en 1141 et mourut en 1174; — le troisième, religieux Dominicain du XIII^e siècle, fut élu pape en 1276 sous le nom d'Innocent V. C'est au second de ces personnages qu'a été consacrée récemment l'excellente étude historique qui fait l'objet du présent compte rendu. « De tous les trois, écrit l'auteur, Pierre II de Tarentaise est sans contredit le plus important. »

Pierre II de Tarentaise est en réalité d'origine dauphinoise, puisqu'il vit le jour en 1102 à Saint-Maurice-de-l'Exil, au diocèse de Vienne. Après avoir reçu une éducation très chrétienne, il entra à l'abbaye cistercienne de Bonnevaux, où son père et deux de ses frères le suivirent, tandis que sa mère et sa sœur prenaient elles-mêmes le voile à N.-D. de Bellecombe. Quelques années plus tard, il était élu abbé de Tamié que l'archevêque Pierre I venait de fonder en 1124. Il devait présider aux destinées du nouvel établissement religieux jusqu'en 1141, date où le clergé et les fidèles le désignèrent, malgré sa résistance, comme successeur de Pierre I sur le siège de Tarentaise.

Le nouvel archevêque se distingua par la sagesse de son administration. Il rétablit l'ordre dans son diocèse,

installa un chapitre de chanoines réguliers, visita toutes ses paroisses de montagnes, restaura et embellit sa cathédrale, fut un modèle de charité, dota richement l'hospice du mont Saint-Bernard, s'intéressa à la Grande-Chartreuse où il se plaisait à séjourner, et où il rencontra Hugues d'Avalon, futur évêque de Lincoln.

Son activité et son zèle apostolique lui méritèrent bientôt la confiance des grands : c'est ainsi qu'il régla un bon nombre de controverses entre seigneurs ecclésiastiques et laïques, et fut également choisi comme médiateur entre des seigneurs séculiers, ses voisins du Dauphiné et du Forez.

Mais, c'est surtout dans la lutte du Sacerdoce et de l'Empire qu'il fut appelé à jouer un rôle éminent. Ardent défenseur du pape Alexandre III contre Frédéric Barbe-rousse, il fut à deux reprises désigné pour négocier avec son impérial adversaire. Il rencontra ce dernier et essaya de le fléchir à Crème puis à Besançon. Il devait encore être chargé par le Saint-Siège « de se rendre auprès des rois de France et d'Angleterre, afin d'obtenir la paix entre eux », mais il dut se résigner à une simple trêve. C'est au retour de sa mission qu'il fut surpris par la maladie au monastère de Bellevaux, en Franche-Comté, où il mourut le 14 septembre 1174. Après diverses vicissitudes, ses reliques ont fait retour à son premier monastère de Tamié, dans la première moitié du XIX^e siècle.

La vie de Pierre II de Tarentaise fut écrite dès 1183 par un religieux, Geoffroy d'Hautecombe, qui l'avait bien connu. C'est cette source d'information que l'auteur du récent ouvrage a principalement utilisée, comme il convenait. Mais il a su en dégager toute la partie légendaire, et a fait preuve à son sujet d'un esprit critique pénétrant et averti. Il ne s'est pas d'ailleurs contenté de cet unique document : il a complété son enquête au moyen de toutes les chroniques contemporaines et des vies de saints qui pouvaient lui fournir des renseignements. Il a également mis à contribution les Annales Cartusiennes, les Chartes de Chalais, ainsi qu'un bon nombre de documents diplomatiques conservés tant à la Bibliothèque et aux Archives Nationales qu'aux Archives de Saint-Maurice-en-Vallais et de la Haute-Saône. C'est dire combien sa documentation est abondante et complète. Il convient d'ajouter à ces mérites celui d'avoir donné une « chronique Pétrine » fort commode, d'avoir publié une « carte pour suivre Saint Pierre dans ses voyages » qui est d'une

incontestable utilité, ainsi que les fac-similés de deux documents importants concernant le saint Archevêque. Comme on a pu déjà l'écrire, son récit « calme et uni coule comme une eau tranquille et fraîche. Il est intéressant d'un bout à l'autre ».

G. LETONNELIER.



Jacques DE FONT-RÉAULX, archiviste en chef de la Drôme : Manuel des Etudes Drômoises. — *Valence, Imprimeries réunies*, 1941, in-12, 56 pages, 3 cartes.

L'étude de l'histoire régionale ne manque ni d'attrait, ni de matériaux, ni d'adeptes. Le nombre des Sociétés savantes existant en France et dont l'activité lui est presque exclusivement consacrée démontre avec évidence que la bonne volonté des chercheurs est loin d'être déficiente. Ce qui fait défaut la plupart du temps, c'est le guide élémentaire destiné aux débutants, le manuel pratique mis à leur portée. Combien de néophytes pourtant pleins d'ardeur sont rebutés, dès le principe, à la pensée d'entreprendre des recherches parce qu'ils sont privés du livre qui pourrait les éclairer et les orienter au seuil de leur enquête.

C'est à eux que s'adresse le Manuel de M. de Font-Réaulx. L'auteur s'est proposé, en se tenant sur le plan départemental, non pas de mettre entre leurs mains un instrument de recherches exhaustif, définitif, mais simplement de les initier à l'étude de l'histoire drômoise. Son but a été de placer sous les yeux des chercheurs une vue d'ensemble des sources qu'ils peuvent explorer, des établissements où les documents sont conservés, des moyens d'investigation qu'ils ont à leur portée, des sujets qui ont été étudiés, de ceux qui restent à mettre en lumière, et à l'éclaircissement desquels une notable contribution peut être apportée. Sous un format restreint, ce « Manuel » renferme une masse considérable de renseignements présentés avec méthode et clarté. Il est appelé à rendre des services de premier ordre.

A l'heure où les études d'histoire régionale reviennent au premier plan de l'actualité, on ne saurait trop féliciter l'auteur d'avoir réalisé une œuvre aussi utile. Il est à souhaiter que tous les départements de France soient à brève échéance dotés d'un guide conçu sur le même plan.

G. LETONNELIER.



Henri REGNAULT : Manuel d'histoire du droit français.
— Paris, Librairie du Recueil Sirey, 1940, in-8°, 426 p.

Les historiens du droit son vraiment comblés depuis quelques années. Leur discipline s'enrichit, à intervalles de plus en plus rapprochés, d'ouvrages excellents, qui, sous le titre de précis ou de manuels, présentent le tableau général des institutions de la France des origines à la Révolution. Après l'ouvrage si pénétrant et plein d'aperçus nouveaux de M. Olivier-Martin, après celui du regretté Ernest Perrot, exact et solide, le genre n'est point épuisé, et M. Henri Regnault, professeur à la Faculté de droit de Paris, lui apporte une précieuse contribution. L'auteur a, pendant plusieurs années, enseigné avec autorité l'histoire du droit à la Faculté de Grenoble. Il a noué dans notre ville de solides amitiés. Il y a formé des élèves; l'un d'eux lui a succédé dans sa chaire. L'Académie Delphinale l'a compté parmi ses membres les plus assidus.

C'est une tâche redoutable que d'enclorre dans 400 pages, même très denses de texte et d'idées, les quinze siècles de notre histoire juridique. Les travaux antérieurs ont certes frayé la voie et accumulé les données essentielles de cette synthèse. Les reprendre pour de meilleurs aménagements serait, en somme, une entreprise assez vaine. Tel n'est point le dessein de M. Regnault, quoique une excessive modestie lui fasse écrire, en tête de son avant-propos : « Ce livre doit tout à ceux qui l'ont précédé. » En réalité, il est tout autre chose qu'une compilation. Là même où il utilise ses devanciers, ainsi que les exigences pédagogiques l'y contraignent, l'auteur toujours marque ce qu'il leur doit du sceau de sa personnalité.

Une première partie de l'ouvrage, intitulée : « De la Gaule à la France », présente rapidement les institutions publiques de la Gaule aux époques romaine et franque, préluant au monde féodal, qui occupe la deuxième partie, plus approfondie, et où l'auteur traite successivement de la condition des terres et des personnes, du droit public embryonnaire de la seigneurie (justice, armée, fisc), de l'Eglise, des Villes, enfin de la Royauté. La difficulté, pour un manuel comme pour un cours d'histoire du droit, est de trouver, pour marquer

la fin de la période féodale, une date qui ne soit point trop arbitraire. Jadis E. Chénon optait pour la fin du xv^e siècle; c'était bien tardif. E. Perrot choisit l'avènement de Philippe le Bel. M. Regnault a préféré le règne de Louis X, estimant qu'après 1316, « la Royauté, qui jusque-là était encore enfermée dans le système féodal..., s'en est dégagée et a reconquis la souveraineté. Il y a désormais un roi et un royaume » (p. 219). Peut-être sera-t-on tenté d'objecter que le règne de Philippe le Bel est fortement « monarchique » déjà et incline à l'absolutisme. Mais il est exact que, vers 1314, ou un peu plus tôt, l'institution royale a fait éclater définitivement le cadre féodal, dont elle avait dû s'accommoder dans les siècles antérieurs, et que la notion de puissance royale, dès lors, suit une ascension à peu près continue, que n'arrêtent ni les revers de la guerre de Cent ans, ni les remous des luttes civiles. Dans cette ascension, l'auteur, dont le programme s'étend jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, a distingué deux périodes : « La Monarchie souveraine », — appellation qu'il substitue heureusement à celle classique, mais peu juridique, de « Monarchie tempérée », — du xiv^e siècle à Richelieu; puis, « la royauté absolue » des xvii^e et xviii^e siècles. L'évolution des idées et des faits peut justifier ces titres et ce découpage chronologique. Si le discours de Philippe Pot aux Etats généraux de 1484, sur la souveraineté populaire, présente surtout une thèse d'école, bien étrangère à la pratique du gouvernement d'un Louis XI, il est exact, en revanche, que les Etats généraux et provinciaux, les cours souveraines, les corps constitués et le chancelier de France s'avèrent, jusqu'au xvii^e siècle, comme « des autorités susceptibles de contre-balancer l'autorité royale » (p. 221). M. Regnault étudie avec méthode et sûreté le jeu de toutes ces forces; surtout il consacre à l'organisation intérieure des grands services publics des chapitres solides, où bien des choses neuves pourraient être signalées. La Couronne de France et son domaine, la théorie de la fonction publique, les organes de l'administration centrale et locale, la justice, l'armée, les finances, enfin l'Eglise catholique sont, à juste titre, l'objet, au cœur même du livre, d'un exposé à la fois large et fouillé. On aurait pu craindre que l'auteur, scindant l'histoire de la période monarchique à l'aube du xvii^e siècle, ne s'exposât, sinon à des redites, du moins à la reprise des

mêmes questions au cours des deux époques. C'est le danger de tout exposé méthodique poursuivi dans des cadres chronologiques successifs. Mais, arrivé à la Monarchie absolue, M. Regnault a su présenter sous un angle nouveau les institutions qu'il avait décrites pour l'âge précédent. Ainsi, au lieu de reprendre l'organisation des juridictions royales, désormais figée dans ses grandes lignes et même dans la plupart de ses détails, il consacre un chapitre à « la Royauté et les Parlements ». Ainsi encore, traitant du Conseil du roi, il n'a plus à en souligner que deux traits caractéristiques des temps nouveaux : l'exclusion de l'élément aristocratique et la répartition du travail en sections ou « conseils ». La faculté essentielle de l'historien est de saisir, par-delà tant de choses apparemment immuables dans l'administration de l'ancienne France, et parmi les inévitables minuties réglementaires, dont il faut convenir, sans fausse honte, qu'elles ont peu d'intérêt pour nous, le mouvement même de la vie, les forces nouvelles qui s'affirment sous des dehors à peine changés et entraînent irrésistiblement la monarchie vers son destin.

Le dessein général de l'ouvrage est, en toutes ses parties, soutenu par une infinité de précisions évocatrices et de citations judicieuses. Ici encore, l'auteur n'a point voulu s'en tenir au florilège abondant des faits et des textes tombés dans ce qu'on pourrait appeler le domaine public des historiens du droit. Une longue pratique des ouvrages antérieurs a permis à l'auteur de ces lignes de mesurer l'apport de M. Regnault. Mais comment choisir entre tant d'exemples ? On appréciera, notamment, d'intéressantes précisions sur la Gaule au temps d'Auguste, l'abondance des citations scripturaires ou patristiques, en particulier le parti que l'auteur a su tirer de l'épître de saint Paul à Philémon, révélatrice de l'attitude de l'Eglise naissante en face de l'esclavage, l'utilisation des sources littéraires du moyen âge, trop négligées par les juristes. N'est-ce point la première fois que Chrétien de Troyes et *Tristan* apparaissent dans un manuel de cette sorte ? L'auteur, également, a tiré le meilleur parti d'une connaissance intime de l'œuvre de Jean de Joinville. Je ne passerai pas sous silence les analyses solides et claires des ordonnances royales, trop souvent alléguées ailleurs sans avoir été lues : celles de 1291-1344 sur l'organisation du Parlement de Paris (p. 208-209), celle de 1275 sur l'amortisse-

ment (p. 176), celle de Blois de 1579 (p. 235). A ce sujet, on notera un paragraphe très neuf sur l'activité législative de la Royauté, où dominant les noms de Colbert au XVII^e siècle et de Daguesseau au XVIII^e (p. 338-340). A l'œuvre de ce dernier, M. Regnault, on le sait, a consacré de savants travaux¹.

Tant de détails utiles sont encore à glaner, presque à chaque page ! Les spécialistes de l'époque franque remarqueront deux excellentes mises au point, touchant l'une le régime de l'*hospitalitas* barbare (p. 37), l'autre la signification du délai de cinq ans stipulé dans les concessions de précaire (p. 84). A la grande satisfaction des modernes « feudistes », M. Regnault s'élève contre la synonymie établie par un ancien usage entre les mots seigneur et suzerain (p. 98). Le moyen âge, pourtant peu rigoureux en terminologie, n'emploie suzerain que dans le sens de souverain ou encore dans celui de seigneur supérieur ou médiat. — Les canonistes apprécieront le paragraphe où, traitant des sources, l'auteur montre, par un bon exemple, en quoi le Décret de Gratien est une *concordia discordantium* (p. 173). Les publicistes goûteront, parmi les meilleures pages du livre, les développements donnés aux rapports du roi et de l'Empereur (p. 200-201), aux règles de succession à la Couronne (p. 238 et s.), au domaine privé des rois (p. 244-245), des vues neuves sur l'origine du consulat méridional (p. 196), sur celle des « épices » (p. 257), sur les rentes personnelles (p. 142), sur le bâtard du serf (p. 154), etc... — Aux amateurs de pittoresque, je signale la charte de Louis VII, octroyant une rente de 3 muids de froment à Otgier, sergent de la reine, venu lui annoncer la naissance si désirée d'un fils, car, dit le roi, « *territi eramus multitudine filiarum* » (p. 198), ou encore cet arrêt du Parlement de Dijon, mettant un individu en demeure d'opter entre la profession de cabaretier et ses fonctions de juge seigneurial. Mais, avant d'enseigner à Dijon, M. Regnault avait sondé le passé dauphinois. Il lui a emprunté plus d'un trait. Au passage, il nous montre Bayard armant chevalier François I^{er} (p. 149), Humbert II vassal à la fois du roi et de l'Empereur (p. 125), Guy Pape reconnaissant aux *Libri feudorum* lombards une force obligatoire dans la province (p. 113),

¹ H. REGNAULT : *Les ordonnances civiles du chancelier d'Aguesseau*, t. I^{er} (1929), t. II, 2^e partie (1938).

Cujas, professeur à l'Université de Valence, nommé par le roi conseiller au Parlement de Grenoble en récompense de ses mérites et reçu en cette cour après une enquête où cinq témoins affirmèrent qu'il était de bonnes mœurs et de religion catholique et qu'il assistait à la messe (p. 256). A signaler encore la situation exceptionnelle du gouverneur de Dauphiné, qui nomme aux offices et au nom de qui sont rendus les arrêts du Parlement (p. 279), jusqu'à ce que Henri III, en 1576, dépouille de ces prérogatives le duc de Montpensier en conflit avec le Parlement.

Ces quelques notations, inévitablement fragmentaires, montrent l'intérêt et la richesse d'information de ce livre. Sa lecture est facilitée par l'excellence de sa présentation matérielle, et, plus encore, par le souci constant de situer les institutions dans leur cadre historique, évoqué, en tête de chaque période, par de courtes notices où rien d'essentiel n'est oublié des événements politiques et religieux, et même du mouvement littéraire et artistique. Il y a le plus grand profit à cet élargissement de nos horizons².

Les étudiants à qui M. Regnault destine son manuel ne seront pas seuls à lire et à méditer ces pages consacrées aux origines et aux vicissitudes de l'Etat français. Les événements actuels donnent une singulière opportunité et un accent quasi prophétique à l'avant-propos³, où l'auteur convie le jeune Français à se retourner vers le passé « afin de préparer un avenir plus sûr, parce que plus conforme au génie de son pays et de sa nation ».

Noël DIDIER.

² Il est regrettable que M. Regnault se soit systématiquement abstenu de toute référence au cours de son texte, renvoyant à la fin du livre une bibliographie volontairement sommaire. A ce principe, que la difficulté d'éditer de gros livres tend malheureusement à faire prévaloir, n'eût-il pas été opportun de faire quelques dérogations, qui eussent permis au lecteur d'atteindre telle étude récente, à laquelle il est fait allusion sans citation d'auteur; ainsi, p. 37, l'article de M. F. LOT, *Du régime de l'hospitalitas*, paru dans la *Revue belge de philologie et d'histoire*, t. VII, 1928, et p. 152, celui de M. P. PETOT, *L'hommage servile; essai sur la nature juridique de l'hommage*, dans la *Revue historique de droit français*, 4^e série, 6^e année, 1927.

³ Daté de juillet 1939.

Conférences de l'Académie Delphinale

Au cours des hivers 1940-41 et 1941-42, l'activité de l'Académie s'est manifestée, indépendamment de ses séances mensuelles, par des conférences publiques organisées sous ses auspices et qui ont été données, celles de la première série dans la salle des Concerts de l'Hôtel de Ville de Grenoble, celles de la seconde série dans la grande salle de la Chambre de Commerce.

Elles ont été suivies par une très nombreuse assistance à laquelle se sont jointes les hautes personnalités administratives, religieuses, militaires et judiciaires de la ville.

Notre regretté Président Jean GUÉDEL a présenté M. VATIN-PÉRIGNON, le premier conférencier qui a pris la parole. Tous les autres conférenciers ont été présentés par M. VATIN-PÉRIGNON lui-même, successeur de J. Guédel à la présidence de l'Académie Delphinale.

Le public a été informé de la date de ces conférences par la voie de la presse. Les membres de l'Académie ont en outre reçu, avant l'ouverture de la première série, une circulaire ainsi conçue :

L'Académie Delphinale, soucieuse d'apporter, sur le plan qui est le sien, sa contribution à l'œuvre nationale qu'imposent les circonstances, a décidé d'organiser, pour cet hiver, une série de conférences.

Elle voit là l'occasion de faire bénéficier ses compatriotes de la présence en Dauphiné de personnalités qui s'y trouvent actuellement « repliées », et qui ont bien voulu lui assurer leur concours.

La première de ces conférences aura lieu le vendredi 31 janvier, à 20 h. 30, à la Salle des Concerts de l'Hôtel de Ville.

Elle sera faite par M. Vatin-Pérignon, Secrétaire général de la « Fondation Lyautey », sous le titre « Vingt ans avec Lyautey ».

Cette conférence sera publique et gratuite. Toutefois, les personnes désireuses de retenir leurs places à l'avance pourront les louer au guichet de la location du

Théâtre Municipal, au prix de 5 francs, à partir du mercredi 29 janvier.

Les deux séries de conférences ont eu lieu dans l'ordre suivant :

1941

- 31 janvier : M. VATIN-PÉRIGNON : « Vingt ans avec Lyautey ».
14 février : Comte DE FELCOURT : « Menelick et la Mission Marchand ».
28 février : Professeur Jacques PIRENNE : « L'Egypte ancienne et Nous ».
14 mars : M. DE VIENNE : « Souvenirs d'Espagne ».
28 mars : Général CARTIER : « La défense du Dauphiné et de la Savoie en juin 1940 ».

1942

- 9 janvier : Comte DE FELCOURT : « Le Play, Lyautey, Pétain ».
23 janvier : M. Raoul FOLLEREAU : « Le rôle de la France dans le monde ».
20 février : M. LANGLADE : Du Tage au Niestr. Souvenirs d'un professeur errant ».
27 mars : M. le Recteur Marcel BLANCHARD : « D'un aspect du système continental napoléonien ».
1^{er} mai : M. Louis DE VIENNE : « Roumanie de naguère et Turquie d'autrefois. Souvenirs diplomatiques ».
-

NOUVELLES RECHERCHES SUR LES ORIGINES DU DRAPEAU TRICOLORE

PAR

M. le Commandant E. JUSTER

Séance du 4 mai 1940

MESSIEURS,

J'AI lu quelque part ceci : « L'histoire est la recherche des documents ; beaucoup d'entre eux échappent longtemps aux chercheurs ; mis au jour, bien souvent par hasard, ils renouvellent une question imposant de nouvelles conclusions ; par suite, le devoir de quiconque s'adonne aux études historiques est de s'incliner devant leurs révélations et de ne pas hésiter à se contredire en reconnaissant que jadis il s'était trompé ou l'avait été. »

C'est ce devoir que je viens remplir ce soir, moins pour me contredire que pour me compléter, en m'excusant d'avoir, jadis, mal orienté mes recherches.

Il y a longtemps, c'était en 1911, mes collègues d'alors voulurent bien écouter avec bienveillance la lecture d'une étude intitulée : « Notes sur les couleurs nationales et le drapeau tricolore à propos d'un drapeau provenant de la cathédrale d'Embrun et déposé récemment au musée de l'Armée¹. » Une courte communication du 26 mai 1934 : « Du Drapeau Blanc con-

¹ *Bull. de l'Académie Delphinale*, 1911.

« sidéré comme drapeau national ² », apporta quelques compléments à ce travail. La question alors étudiée m'a toujours intéressé, et cela d'autant plus que depuis 1919 des noms nouveaux, l'Aisne, Verdun, l'Ourcq, la Lys, Ypres, Flandres, Laffaux, Argonne, etc..., ont été inscrits sur nos drapeaux et étendards à la suite de ceux qui y figuraient déjà, et entre eux il a fallu faire un choix.

En outre, au cours de 28 ans de lectures, notamment dans les publications reçues par l'Académie, ce qui m'est une occasion de remercier nos présidents de s'être dépouillés en ma faveur d'un privilège leur appartenant, j'ai relevé des faits venant à l'appui des conclusions que j'avais alors formulées et pouvaient se résumer ainsi :

1° *Quant aux couleurs nationales*, car, en l'occurrence, il importe de distinguer entre « Couleurs » et « Drapeau » :

Le blanc, le rouge (ou incarnat) et le bleu (ou azur) furent toujours couleurs affectionnées des Français : on les retrouve dans nos premières armées avec la chape de saint Martin, l'oriflamme de saint Denis, les gonfalons de Charlemagne.

Depuis les Valois et jusqu'à 1789 elles sont associées dans la livrée de nos rois; elles étaient en particulier celles de la maison « Bourbon-Lamarche-Vendôme » à laquelle appartenait Henri IV.

Le blanc fut toujours, dans nos armées et souvent dans des armées adverses (Mayenne et le roi de Navarre par exemple), la caractéristique du commandement supérieur. La cravate blanche orne aujourd'hui le fanion tricolore du généralissime; le rouge, celle du commandement intermédiaire; le bleu, celle du commandement inférieur. C'est à ce titre que le blanc (enseigne et cocarde blanches par exemple) était la couleur du roi, considéré comme chef suprême de l'Armée et de la Marine. On trouve même emploi dans l'Eglise : pape, cardinaux, évêques, le bleu se muant en violet; les préfets ont la plume blanche au chapeau comme les généraux commandants de corps d'armée ou titulaires d'un emploi supérieur; les colonels ont l'aigrette blanche.

Pendant les XVII^e et XVIII^e siècles, ces trois couleurs figurent dans les uniformes de l'armée et spécialement

² *Bull. de l'Académie Delphinale*, 1934, p. XXXIX.

de la Maison du Roi. Nous sommes depuis bientôt 70 ans en République, et le galon spécial de nos tambours, clairons et trompettes, comme le cordon de leurs instruments, est aux couleurs de la livrée royale, ce qui n'est pas une raison pour en demander la suppression; il n'a rien de dangereux pour le régime³.

Les « couleurs nationales » sont nées le 17 juillet 1789 à l'Hôtel de Ville avec le geste de Louis XVI provoqué par Bailly. Mais en demandant au roi d'unir le blanc au rouge et au bleu de la ville de Paris, ou mieux du chaperon des partisans d'Etienne Marcel, Bailly y unissait la couleur personnelle du roi, père du peuple, « Notre bon Roi », disait-on encore, chef suprême des forces de terre et de mer. Le roi, en sanctionnant le 28 mai 1790 l'adoption de la cocarde tricolore comme cocarde nationale, et l'Assemblée en interdisant le 18 juin suivant le port de toute autre cocarde, ne faisaient qu'adopter une cocarde aux couleurs de la maison de Bourbon. S'en doutaient-ils, l'un et l'autre, à ce moment-là, il est permis d'en douter, et n'y eût-il pas dans l'adoption des trois couleurs ce que j'appellerai la matérialisation de réflexes séculaires?

Les couleurs nationales furent d'abord arborées sur nos vaisseaux, en exécution d'un décret du 22 octobre 1790, sous la forme d'un yacht placé au coin du pavillon comme en Angleterre. Ce fut à la suite de mutineries dans la flotte de Brest, incidents qui eurent leur répercussion à l'Assemblée Nationale en y suscitant d'ardentes discussions où intervinrent MM. de Virieu et de Galbert, et l'expression « couleurs » a été conservée dans la marine : on hisse, on amène les couleurs; on fait le salut aux couleurs, non pas au drapeau⁴.

Elles firent leur apparition dans l'armée de terre, comme nous allons le voir, en exécution du décret du 30 juin 1791 faisant suite à une motion du 22 octobre précédent de M. de Choiseul-Praslin, décret devenu par la sanction royale loi du 10 juillet de la même année.

2° *Quant au drapeau national* : Il est impossible de

³ Voir Annexe I.

⁴ Depuis que ces lignes ont été écrites, une décision de 1941 a prescrit dans les établissements d'instruction, écoles, collèges, lycées, etc., le Salut aux couleurs et a réglé le cérémonial, très simple, de cette cérémonie dont la pratique s'est, depuis, étendue.

démontrer l'existence en France, avant la Révolution, d'un drapeau national ayant la signification qu'on lui donne aujourd'hui.

Le drapeau national sous la monarchie d'ancien régime, c'était le roi, synthèse et incarnation de la nation, de la patrie.

Le drapeau blanc existant dans les régiments était le drapeau Colonel; porté dans la Compagnie Colonelle, au premier bataillon, il n'était que la distinctive du commandement supérieur. Chaque corps avait en plus ses drapeaux particuliers dits « d'ordonnance », ses étendards, ses guidons, d'une diversité qui nous surprend aujourd'hui ⁵.

Considéré comme drapeau du jeune roi Louis XVII, pour eux chef suprême du pays, le drapeau blanc fut le signe de ralliement des corps vendéens ⁶; mais adopté comme drapeau national par la Restauration, en opposition à la Révolution et en hommage à la fidélité vendéenne, puis revendiqué après 1870 par le comte de Chambord disant qu'Henri V ne pouvait abandonner le drapeau blanc d'Henri IV, ce que n'avait pas fait Louis XVIII ⁷, il constitue une erreur historique. Un spécialiste de la question « drapeaux », doublé d'un collectionneur averti, M. Brunon, de Marseille, m'écrivait à ce sujet, il y a deux ans : « Je partage entièrement vos conclusions : c'est inouï ce qu'on a publié comme « âneries depuis cinquante ans sur cette question, qui « en réalité est d'une simplicité parfaite. » Le comte de Chambord et ses fidèles ont invoqué aussi le panache blanc d'Henri IV; autre erreur, inexcusable celle-là, car l'authentique panache d'Henri IV, conservé à Frohsdorf et qui doit appartenir aujourd'hui à un des princes de Bourbon-Parme, était, paraît-il, noir ⁸.

⁵ Cf. L.-N. NEY : *Les drapeaux français, leurs gardes et leurs légendes*. Paris, Dumaine, 1880.

⁶ Leur cocarde (Vendéens) était blanche; quelques-uns n'en avaient point; « l'écharpe ou ceinture blanche était la marque distinctive des officiers supérieurs; tous portaient le panache blanc, plusieurs une fleur de lys bordée en or sur leur chapeau; ils n'avaient qu'un seul drapeau blanc avec des fleurs de lys ». Enquête sur l'arrivée et le séjour de l'armée vendéenne dans la Sarthe en décembre 1793, publiée dans la *Revue du Maine*, 2^e série, t. 19, p. 123.

⁷ Manifeste du 5 juillet 1871.

⁸ *Bulletin de la Soc. Archéolog. et Histor. de la Loire-Inférieure*, 1932, p. LXXVII.

Enfin, dans sa fameuse lettre du 29 octobre 1873, le comte de Chambord parlant d'Henri IV disait : « Je
« voudrais bien savoir quelle leçon se fût attirée l'im-
« prudent assez osé pour lui persuader de renier l'éten-
« dard d'Arques et d'Ivry. »

Or l'étendard d'Arques et d'Ivry était aux couleurs de la maison de Bourbon, c'est-à-dire rouge, blanc, bleu; il figure pour la dernière fois aux funérailles d'Henri IV en 1610. Dans tout cela on confondait simplement marque de commandement et drapeau : d'une question historique on faisait une question politique.

Lorsque les incidents de Brest furent réglés par l'adoption du pavillon que vous savez, l'Assemblée Constituante songea à l'armée de terre. Un rapport du 30 juin 1791 du Comité militaire motiva un décret du même jour spécifiant : — à son article 1^{er} : que les premiers drapeaux, étendards ou guidons de chaque corps porteraient désormais les couleurs nationales, suivant les dispositions et les formes présentées à l'Assemblée par son Comité militaire; — à son article II : que les autres drapeaux des corps porteraient les couleurs affectées à l'uniforme de chaque régiment, suivant les dispositions et les formes présentées à l'assemblée par son Comité militaire; — à son article III : que tous les drapeaux porteraient d'un côté : « *Discipline et Obéissance à la Loi* », de l'autre le numéro du régiment; — à son article IV : que les cravates de tous les drapeaux, étendards ou guidons seraient aux couleurs nationales; — à son article V : que les corps portant dans leurs drapeaux, étendards ou guidons des preuves de quelques actions éclatantes conserveraient ces marques de leur valeur, à l'exception de toutes armoiries ou distinctions ayant quelque rapport avec la féodalité.

Telles étaient en 1911 mes conclusions.

J'avais écrit alors que le Comité militaire n'avait pas eu le loisir de codifier les prescriptions des articles I et II de ce décret; j'avais mal cherché.

Le rapport du Comité fut présenté par Alexandre de Beauharnais le 29 septembre 1791 et sanctionné le lendemain. Voici l'essentiel de ce rapport :

« Le drapeau du premier bataillon de chaque régiment d'infanterie (ancien drapeau Colonel) sera blanc avec une bande aux couleurs nationales; au haut du

drapeau seront trois bandes horizontales aux couleurs nationales.

« Le drapeau du second bataillon sera aux couleurs affectées au régiment avec les variétés dans chaque division, à raison du rang que le régiment occupe dans la division dont il fait partie (cela demande une explication) ⁹.

« Les changements faits dans les étendards ou guidons des troupes à cheval (le) seront également d'après les mêmes principes; les cravates seront aux couleurs nationales.

« Enfin les drapeaux, étendards et guidons porteront avec le numéro du régiment cette inscription : Discipline et Obéissance à la Loi. »

Pour les drapeaux des deuxièmes bataillons (les régiments d'infanterie étaient à deux bataillons), ces prescriptions furent très incomplètement appliquées et leur exécution provoqua dans plus d'une garnison de nombreux et parfois graves incidents, car les régiments professaient pour leurs drapeaux un véritable culte, culte un peu étroit peut-être, encore que très profond, plus étroit et moins profond que de nos jours. Pour ces soldats de métier, que l'on peut comparer jusqu'à un certain point à nos légionnaires, toutes les traditions du corps, tous ses faits d'armes, le souvenir de ses morts, le dévouement au roi, au pays, tout cela était dans les plis de ses drapeaux ¹⁰. Depuis 1790 ce culte s'est élargi et si, par les inscriptions qu'il porte, la fourragère ou les croix qu'il arbore, le drapeau est bien resté le signe de ralliement du régime, il a une signification plus haute, plus générale : il est l'emblème de la Patrie. Sans doute, lorsqu'il nous est donné de saluer le drapeau des chasseurs avec sa fourragère rouge et ses croix, il passe en nous quelque chose de plus que lorsque nous saluons le drapeau d'un des régiments les derniers venus dans notre armée; mais en saluant l'un comme l'autre, c'est l'emblème de la Patrie que nous saluons.

Ces incidents amenèrent la Législative qui, le 1^{er} sep-

⁹ Voir Annexe II.

¹⁰ Nous avons conservé l'expression : « Etre sous les drapeaux ». Dans l'école de régiment de jadis, le commandement : « Drapeaux sur la ligne » préludait à l'alignement des bataillons en ligne pour une revue.

tembre 1791, avait succédé à la Constituante, à voter et faire promulguer par le roi, le 22 avril 1792, une « *Loi relative au brûlement des anciens drapeaux, étendards et guidons* ». Cette loi, qui ne comprend que deux articles et que, elle non plus, je n'avais pas su trouver, est très importante pour la question qui nous occupe. Elle est ainsi conçue :

LOUIS, par la grâce de Dieu et par la loi constitutionnelle de l'Etat, Roi des Français, à tous, présents et à venir, salut :

L'Assemblée Nationale a décrété et nous voulons et décrétons ce qui suit :

« Décret de l'Assemblée Nationale du 18 avril 1792, l'an 4^e de la Liberté :

L'Assemblée Nationale voulant faire cesser les difficultés survenues dans quelques villes au sujet du renvoi des anciens drapeaux, étendards ou guidons qui ont été remplacés conformément au décret du 30 juin 1791, et prévenir celles qui pourraient encore s'élever à cette occasion, décrète qu'il y a urgence.

L'Assemblée Nationale après avoir décrété l'urgence, décrète ce qui suit :

ARTICLE I^{er}

Le Ministre de la Guerre donnera des ordres pour que les anciens drapeaux, étendards et guidons, aussitôt qu'ils auront été remplacés, soient brûlés à la tête de la troupe sous les armes et en présence des Officiers municipaux qui en dresseront procès-verbal pour être envoyé au corps législatif et déposé dans les archives.

ARTICLE II

Ceux des drapeaux, étendards et guidons qui peuvent avoir été envoyés au Ministre de la Guerre, et qui n'auraient pas encore été brûlés le seront en présence de la Municipalité de Paris chargée également d'en dresser procès-verbal, qui sera envoyé à l'Assemblée Nationale et d'en faire remettre des extraits au Ministre de la Guerre, qui les adressera aux Commandants des Régiments respectifs.

Mandons et ordonnons, etc... » ¹¹.

Dans les deux articles de cette loi on relève le souci de respecter la susceptibilité des régiments à l'égard de leurs vieux drapeaux. Depuis, nous avons eu à Metz, en

¹¹ Recueil de Lois et décrets concernant l'armée. Arch. de l'Isère, Série L, n° 16. Cette loi ne figure pas dans les recueils de Beaulieu et de Duverger.

1870, la scène bien connue : la brigade Lapasset brûlant ses drapeaux. Traditions ! Avec d'autres vertus une des grandes forces des armées.

L'exécution de cette loi, comme celle du 30 juin 1791, n'alla pas sans provoquer des incidents : c'est ainsi qu'à Rennes, les soldats du 48^e d'infanterie (ci-devant Artois) se refusaient à laisser brûler leurs drapeaux et demandaient qu'ils soient suspendus à la nef de la cathédrale. Cependant la loi fut en général exécutée, et à Paris, le brûlement des drapeaux non brûlés dans les garnisons eut lieu le 13 août 1793¹². Quelques vieux drapeaux, étendards ou guidons, rares survivants d'un glorieux passé, échappèrent aux flammes : ils sont pieusement conservés dans des musées ou dans les familles de leurs colonels d'alors. En 1831, Louis-Philippe, passant en revue la garde nationale de Rouen, y vit figurer un drapeau à croix blanche. Cela ne dut pas lui déplaire, et pour deux raisons : d'abord parce que cette apparition inattendue lui rappelait sa jeunesse, puis parce que ce drapeau, qui était celui du régiment de Poitou (devenu 25^e d'Infanterie), était tricolore; il avait dû être conservé par un officier originaire de Rouen, car le 25^e (ci-devant Poitou) ne figure par sur les états militaires de 1791-1792-1793 comme étant en garnison dans cette ville.

Fermons cette parenthèse et notons, avant d'arriver à la conclusion finale de mon étude de 1911, que le décret du 29 septembre 1791 et la loi du 22 août 1792 furent très incomplètement appliqués.

C'est ainsi qu'une couronne de lauriers non prévue entourait le numéro du régiment; en outre, des fleurs de lis, unissant sur les drapeaux les emblèmes de la royauté à une devise d'allure républicaine, figurèrent à chacune des extrémités de la croix. Un décret du 28 novembre 1792 et des circulaires ministérielles des 31 décembre 1792 et 22 mai 1793 en prescrivirent la disparition : elles furent ou effacées ou recouvertes; leur disparition ne devint définitive qu'après la mort de Louis XVI.

¹² La loi du 22 avril 1792 est mentionnée comme reçue par le Directoire du département de l'Isère au procès-verbal de la séance du 11 mai 1792 (Arch. dép., L 68). Mais, dans ce registre, aucune trace d'un brûlement de drapeaux de régiments en garnison à Grenoble; rien non plus aux archives communales, non plus que dans le journal local de l'époque. Les corps de la garnison avaient donc dû envoyer leurs anciens drapeaux à Paris.

Et ma conclusion dernière, en 1911, était que si les « couleurs nationales » avaient un acte de naissance, le drapeau national, lui, n'en n'avait pas, mais s'en était constitué un, morceau par morceau, avec des fragments de gloire ramassés sur tous les champs de bataille de 1792 à 1814; qu'il était, peut-on dire, un enfant trouvé né, grandi et reconnu dans la chaude atmosphère de l'enthousiasme, du patriotisme et de la victoire.

**

J'en étais resté à cette conclusion dernière, non infirmée par le rapport du 29 septembre 1791 alors non découvert parce que mal cherché, lorsque trois documents vinrent me mettre sur la voie et me montrer que si j'avais opéré mes recherches là où j'aurais dû le faire, j'aurais trouvé l'acte de naissance du drapeau tricolore tel que nous le connaissons, je dis *tel que nous le connaissons*.

Ce fut d'abord un article sur « Les couleurs nationales », publié par le journal *Le Temps* en 1936, alors qu'un autre drapeau avait licence de se déployer dans nos rues et dans des cortèges, mettons officiels; cet article était le résumé d'une œuvre de jeunesse de M. Georges Virenque, « Les Couleurs françaises », parue chez Mame en 1899 et que, à mon grand regret, ni l'auteur ni l'éditeur ne purent me procurer.

Ce fut ensuite le discours prononcé le 12 juillet 1939, par M. Herriot, président de la Chambre, à l'occasion de la célébration, sur la place de l'Hôtel-de-Ville, du cent-cinquantième du drapeau tricolore; en ayant lu des extraits j'espérais pouvoir y trouver l'acte de naissance cherché : l'obligeance bien connue de notre secrétaire perpétuel m'en obtint par son collègue de la ville de Paris le texte *in extenso*, ce dont je suis heureux de le remercier encore une fois.

Le troisième est un article paru dans le *Journal des Débats* du 17 août 1939, à l'occasion de ce cent-cinquantième : j'en dois la connaissance à notre collègue M. l'abbé Tresson, auquel j'exprime toute ma gratitude. Sous le titre *Les origines du drapeau tricolore*, l'auteur, M. Jean de Cugnac, appuie ses conclusions sur l'ouvrage qui, à mon humble avis, synthétise le mieux l'histoire de nos drapeaux et avait d'ailleurs entraîné les mien-

nes : *Les Drapeaux français de 507 à 1872*, par le comte Louis de Bouillé. Conçu et publié, sans aucun doute, à l'occasion de la fameuse question du drapeau qui agita l'opinion entre 1870 et 1875, cet ouvrage eut deux éditions, la première en 1872, la seconde, très augmentée, en 1875.

Or, M. Virenque dans son article, et M. Herriot dans son discours, donnent tous deux pour acte de naissance au drapeau tricolore *tel que nous le connaissons*, un décret que je n'avais pas su trouver : celui du 27 pluviôse an II (15 février 1794) et les parrains de notre drapeau national seraient d'après eux les deux Conventionnels Bréart et Jean Bon-Saint-André, le premier représentant assez obscur de la Charente-Inférieure, le second, d'abord pasteur, représentant du Lot, régicide, organisateur à Brest d'une armée navale, qui, assagi, devait se montrer administrateur éminent comme préfet de l'Empire en Rhénanie d'où son souvenir — notre collègue le colonel de Guillebon nous l'a agréablement narré — est resté vivace.

Un décret d'octobre 1790 avait, je l'ai dit, donné à nos bâtiments un pavillon blanc portant dans le coin supérieur gauche un yacht aux couleurs nationales. Pris, sous l'empire de la nécessité, ce décret trouva vite des détracteurs; on avait changé pour changer, disait-on; clubs et matelots réclamaient. C'est alors que Bréart, en mission à Brest, écrivit au Comité de Salut public :

« Un objet qui mérite d'être pris en considération, beaucoup
« plus qu'il ne le paraît au premier abord, c'est le changement
« du pavillon. Celui que nous avons est purement monarchique
« et les couleurs nationales qui y paraissent à peine y sont
« presque insultées. Le pavillon est tout pour la marine, c'est
« son signal de ralliement et son moyen de communication : il
« sert de signe aux marins pour se parler et s'entendre et son
« influence est des plus grandes ». En marge de cette lettre le
Comité mit en note : « Faire un rapport sur le changement de
« pavillon et sur la nécessité d'en établir un qui rende les
« couleurs nationales visibles de très loin ».

Jean Bon-Saint-André, qui venait, lui aussi, de remplir une importante mission à Brest, en fut chargé.

A la séance du 27 pluviôse an II (17 février 1794), il monta à la tribune et dit :

« Un pavillon qui n'est pas celui de la République flotte
« encore sur nos vaisseaux : les marins s'en indignent : j'ai
« été le dépositaire de leurs vœux à cet égard, je les ai fait

« connaître au Comité de Salut Public et le Comité vous les
 « transmet par mon organe : les couleurs nationales sont dé-
 « sormais les seules qui puissent plaire aux Français. Il faut
 « qu'on les voie partout et, si je l'osais dire, plus encore dans le
 « pavillon de nos vaisseaux que sur les drapeaux de nos invin-
 « cibles bataillons ; le pavillon est pour le marin non seulement
 « le signal de ralliement, le guide matériel qui le conduit à la
 « victoire ; il est encore sa grammaire, son langage, le moyen par
 « lequel il communique et reçoit à grande distance des idées très
 « compliquées. Sera-ce avec un vocabulaire monarchique que les
 « généraux des armées navales donneront des ordres républicains ?
 « Les modifications apportées par l'Assemblée constituante, qui
 « avait conservé pour le fond du pavillon la livrée du tyran avec
 « les 3 couleurs républicaines reléguées dans un coin du pavil-
 « lon, n'attestèrent, par la mesquinerie ridicule avec laquelle on
 « les y avait placées, que le regret de ceux à qui la puissance
 « du peuple avait arraché ce faible sacrifice ; ce pavillon ne sa-
 « tisfit personne, déplut également aux partisans du despotisme
 « et aux amis de la liberté ;

« Il est temps de réparer cette erreur. (*Tout cela est du*
 « *Bréart démarqué.*)

« Votre Comité vous propose un pavillon formé tout entier
 « des trois couleurs nationales, simple comme il convient aux
 « mœurs, aux idées, aux principes républicains, qu'on ne puisse
 « confondre avec celui d'aucune nation, et qui, dans quelque sens
 « qu'il soit placé, présente toujours ces couleurs dans le même
 « rapport entre elles. Braves marins, vous le défendrez »... (*Je*
 passe une tirade dans le style grandiloquent de l'époque.)

« Voici le décret que je suis chargé de vous présenter :

La Convention Nationale, après avoir entendu le rapport de son Comité de Salut Public,

Décète :

ART. I. — Le pavillon décrété par l'Assemblée Nationale Constituante est supprimé.

ART. II. — Le pavillon national sera formé des trois couleurs nationales disposées en trois bandes égales posées verticalement de manière que le bleu soit attaché à la gaule¹³ du pavillon, le blanc au milieu et le rouge flottant dans les airs.

ART. III. — Les pavillons de beaupré et les pavillons ordinaires de poupe seront disposés de la même manière en observant les proportions de grandeur établies par l'usage.

¹³ Dans d'autres ouvrages traitant de la question, on lit « la garde », ce qui ne veut rien dire (voy. *infra*, p. 13-14. M. Max...), « la gauche », ce qui est exact mais non conforme au texte du décret ; dans la marine la gaule désignait le bâton auquel était fixé le pavillon de poupe.

ART. IV. — La flamme sera pareillement formée des trois couleurs, dont 1/5^e bleu, 1/5^e blanc et 3/5^e rouge.

ART. V. — Le pavillon national sera arboré sur tous les vaisseaux de la République, le premier jour de prairial. Le Ministre de la Marine donnera en conséquence tous les ordres nécessaires.

Ce décret fut adopté.

Voilà bien l'acte de naissance du drapeau tricolore *tel que nous le connaissons*, et tel qu'il existe depuis 1830. En effet, de 1794 à 1814 la disposition des trois couleurs sur les drapeaux de l'armée de terre varia beaucoup et tarda à se fixer. Mais en fait, l'unité était réalisée car, comme devait l'écrire en 1844 le maréchal Bugeaud au prince de Joinville, commandant une escadre devant Mogador : « Il n'y a pas de distinction entre « le drapeau et le pavillon; l'insulte faite à l'un est « ressentie par l'autre ¹⁴ ».

Voilà ainsi la preuve que, faute d'avoir poussé mes recherches là où il le fallait, la conclusion finale de mes notes de 1911 était partiellement erronée; je vais dire pourquoi partiellement.

Ma conclusion dernière était, je le rappelle : que si les « Couleurs nationales » avaient un acte de naissance, le drapeau national n'en avait pas.

Peut-on considérer absolument comme acte de naissance du drapeau tricolore tel que nous le connaissons et honorons, j'insiste sur ces derniers mots, le décret du 22 octobre 1790, ou mieux celui du 29 septembre 1791? Oui, jusqu'à un certain point, car notre drapeau est en germe dans le premier drapeau des corps de troupe défini par le décret rendu sur le rapport d'Alexandre de Beauharnais, comme notre pavillon l'était dans celui rendu à la suite des mutineries de Brest.

Mais si le pavillon de la marine fut défini par le décret du 27 pluviôse an II, rien de pareil ne fut fait pour les drapeaux, étendards et guidons de l'armée de terre.

Dans une étude non datée, mais ayant dû paraître entre 1871 et 1880 et intitulée : « *Les drapeaux français. Histoire des Couleurs nationales* » ¹⁵, M. Paul Max écrit :

¹⁴ Bugeaud, par André Lichtenberger, p. 177.

¹⁵ Paris, Roy, éditeur, 185. rue Saint-Antoine. Livraison in-4°

« Le 27 pluviôse an II, l'Assemblée Nationale rendit
« le décret suivant : Le pavillon ainsi que le drapeau
« national sera formé des trois couleurs nationales dis-
« posées, etc..... ».

Deux erreurs : 1° en l'an II, c'est la Convention qui siège et non l'Assemblée Nationale; 2° les mots « *ainsi que le drapeau national* », ont été ajoutés par l'auteur pour les besoins de sa thèse.

Si la première est minime et excusable, la seconde ne témoigne pas de beaucoup de probité historique.

D'autre part, dans son article visé ci-dessus, M. Virenque écrit : « A cette même époque (27 pluviôse an II),
« disparut le drapeau Colonel à fond blanc qui datait
« du 29 septembre 1791 (rapport de Beauharnais) et
« fut remplacé par un drapeau bleu, blanc, rouge,
« ayant au centre les lettres R. F. entourées de deux
« branches de laurier en or. »

Si cela fut en effet — je l'ai dit — pour certains corps, rien dans les recueils des lois, décrets et arrêtés de Beaulieu et de Duverger ne permet de justifier cette assertion ¹⁶.

J'arrive au troisième document, l'article de M. Jean de Cugnac, dont je ne retiendrai que les conclusions, résumant très nettement la question des origines du drapeau tricolore. Ces conclusions, les voici :

En 1789 :

- 1° Il n'y a pas de drapeau national.
- 2° Les troupes ont des drapeaux, étendards et guidons des plus variés, des plus divers.
- 3° L'enseigne blanche est la marque du commandement.

de 22 p., avec 4 planches en couleurs h. t., d'une publication périodique ayant pour titre *Paris à travers les siècles*, éditée sous la direction de M. GOURDON DE GENOUILLIAC et patronnée par Henri MARTIN de l'Académie Française (Bibliothèque de Grenoble, Ch 969).

¹⁶ On y trouve seulement, pour l'époque qui nous intéresse : le décret du 22 octobre 1790 prescrivant que les cravates blanches des drapeaux seront remplacées par des cravates aux couleurs nationales; celui du 5 janvier 93 prescrivant l'enlèvement des fleurs de lis des drapeaux du 2° d'artillerie; l'arrêté du 3 thermidor an VI ordonnant le dépôt des drapeaux ou étendards contenant des légendes.

A notre grande surprise, nous n'y avons pas trouvé répertoriés des décrets dont nous avons fait état et bien connus.

4° Dans chaque régiment, la compagnie Colonelle (1^{er} bataillon), seule a un drapeau blanc.

5° Depuis 1767, toute l'infanterie porte au chapeau la cocarde blanche.

6° Le drapeau personnel du roi est la bannière bleue fleurdelisée, couleur des armoiries de la Maison de France. Le drapeau du régiment des Gardes Françaises est bleu fleurdelisé à croix blanche; comme Colonel général de l'infanterie depuis la suppression en 1661 de la charge dont le dernier titulaire avait été le duc d'Epernon, le roi a aussi une enseigne blanche.

7° Les couleurs du roi, celle de la livrée de sa maison, de l'uniforme des troupes qui le gardent sont le bleu, le rouge et le blanc.

A ces conclusions, qui étaient les miennes dès 1911 et auxquelles je n'ai rien à changer, M. de Cugnac ajoute celle-ci :

« Le drapeau français bleu, blanc, rouge ne date ni de 1789, ni de 1791 : historiquement, c'est donc à tort que l'on vient de célébrer son 150^e anniversaire, qui aurait dû se célébrer le 22 avril 1942. Ce qu'on a célébré, c'est le centenaire des couleurs nationales. Or, pour nous, couleurs nationales et drapeau ne font qu'un et, dans l'atmosphère chargée d'orages du mois de juillet 1939, cette célébration fut des plus opportunes. »

Etudier historiquement une question n'est pas la critique d'un acte dont la portée n'échappa à personne, ni en deçà ni en delà de nos frontières,

Dans son *Histoire des drapeaux français de 507 à 1872*, le comte de Bouillé constate qu'il faut arriver à l'an XI pour trouver un modèle « presque » uniforme de drapeaux et d'étendards pour l'armée de terre. Il dit bien « presque », car s'il est exact que sur tous on trouvait les trois couleurs, au moins sous forme de cravates, la plus grande fantaisie, conséquence de vieilles traditions et d'un esprit de corps éminemment respectables, continua — comme de 1790 à 1803 — à se donner carrière. Le drapeau, tel que nous le voyons, fit, à ma connaissance, son apparition dans les deux régiments de grenadiers de la Garde impériale à une date non indiquée par Marco Saint-Hilaire dans l'histoire de cette garde publiée en 1847, mais probablement en 1813, et certainement en exécution d'un décret de l'Empereur du 25 décembre 1811 confirmé par celui du 12 janvier 1812 qui fixaient, en l'uniformisant, la disposition des

trois couleurs sur tous les drapeaux et étendards de l'Armée.

Pour conclure, et après des recherches que, sans oublier ce que j'ai dit au début de cette causerie, je crois maintenant bien complètes, j'estime que l'on peut considérer comme acte de naissance du drapeau tricolore :

1° *Si on admet que drapeau et couleurs sont synonymes* : le geste de Bailly le 17 juillet 1789, sanctionné par le décret du 28 mai 1790, déclarant la cocarde tricolore, cocarde nationale. C'est la solution adoptée par les organisateurs en juillet dernier de la fête du cent-cinquantenaire du drapeau tricolore.

2° *Si on admet que pavillon et drapeau sont une seule et même chose* : le décret du 27 pluviôse an II (15 février 1794).

3° *Si on distingue pavillon et drapeau* : le décret du 30 septembre 1791 prescrivant que tous les drapeaux, étendards et guidons, devront, d'une façon ou d'une autre, porter les couleurs nationales; ou mieux la loi du 22 avril 1792 relative au brûlement des anciens drapeaux, étendards et guidons qui le complète.

4° *Si on entend par drapeau tricolore celui que nous connaissons* : le décret impérial du 25 décembre 1811 confirmé par celui du 12 janvier 1812. Pour mon compte, mes préférences vont à la troisième ou à la quatrième solution.

Mais cela conduit, comme épilogue à toutes ces recherches, à faire une constatation assez piquante : un des motifs invoqués par Jean Bon-Saint-André pour faire supprimer le pavillon décrété par la Constituante était que cette assemblée avait trompé le peuple en lui faisant prendre pour emblème « la livrée du tyran » (pavillon blanc avec yacht tricolore). Il ignorait que depuis des siècles « la livrée des tyrans » était tricolore, si bien qu'en répudiant le blanc comme étant « la livrée des tyrans », il fit sanctionner un décret faisant adopter pour le pavillon la vraie « livrée des tyrans ». C'était celle que Mirabeau, rappelant le décret royal du 28 mai 1790 qui sanctionnait l'adoption de la cocarde devenue nationale depuis la réception du roi par Bailly à l'Hôtel de Ville, le 17 juillet 1789, appelait le 21 octobre 1790 dans un discours enflammé à l'Assemblée : « La livrée de la liberté ».

Mais il faut bénir cette ignorance ou cette erreur de Jean Bon-Saint-André et de la Convention, car, comme le dit fort bien M. Virenque dans l'article du *Temps*, précité, elle eut pour résultat de faire prendre à la nation les couleurs des rois de France depuis les Valois. Ainsi, dans un présent tourmenté et incertain, les épreuves et les gloires du passé allaient au-devant de celles de l'avenir.

La monarchie expirante léguait au pays une armée soigneusement organisée depuis Louvois par la continuité des efforts des ministres qui restaient alors longtemps au pouvoir. En 72 ans de règne, Louis XIV en eut cinq, dont trois, Le Tellier, Louvois, Barbezieux, étaient père, fils et petit-fils. Pendant les 69 ans de règne de Louis XV, il n'y en eut que 12. Parmi les derniers, d'Argenson, Choiseul, Saint-Germain, étaient hommes de grand mérite. L'armement des troupes à pied et à cheval était excellent; l'artillerie la meilleure d'Europe; les cadres, comme de nos jours, d'inégale valeur; la moyenne et petite noblesse qui ne s'enkylosaient pas à Versailles et la bourgeoisie fournissaient d'excellents éléments; la troupe avec les qualités et les défauts des armées de métier était excellente. Dubois de Crancé en réalisant l'amalgame, Bréart et Jean Bon-Saint-André en confirmant le geste de Bailly, en rendant nationales les trois couleurs qui, toujours affectonnées des Français, avaient été depuis trois siècles celles de nos rois, réalisaient l'union des troupes et des cœurs, cimentaient une unité qui, malgré une diversité dont le charme disparaissait progressivement et sans heurt, était bien nationale et avait été patiemment forgée par la monarchie au cours de 15 siècles; unité nationale dont les étapes s'appellent Bouvines, Denain, Valmy, et dont nous avons vu depuis à la Marne et à Verdun, et voyons aujourd'hui les heureux effets. On constate d'ailleurs à la lumière de l'Histoire, m'écrivait M. Georges Virenque, que le bleu, le blanc et le rouge ne pouvaient que se trouver réunis un jour pour être les couleurs du drapeau national étant donné que, ensemble ou séparément, on les rencontre, pour ainsi dire, à chaque page de notre histoire ¹⁷.

¹⁷ *Juillet 1940*. Ces pages étaient écrites et avaient été lues lorsque la France subit de cruels revers rappelant les périodes les plus tristes de son histoire. Toutefois, l'honneur du drapeau

ANNEXE I

De cet emploi des trois couleurs dans les uniformes de l'Armée comme dans des costumes civils, à l'occasion d'entrées ou de visites royales, les exemples abondent. Je me permets de renvoyer ceux que cela pourrait intéresser à mon travail inséré au *Bulletin* de 1911. Je citerai seulement quelques exemples qui ne figurent pas dans ce travail et relevés depuis.

Le 30 octobre 1422, Charles VII, proclamé roi, fait peindre sur son chariot d'armures les lis de France à la place des dauphins et commande au peintre Henri Dautresque trois cottes d'armes de soie aux couleurs royales, rouge, blanc et bleu (*Bull. philologique et historique jusqu'à 1745 du Comité des travaux historiques et scientifiques*, 1928-1929, p. 136).

Sous Charles IX, le guidon des compagnies d'ordonnance du roi est blanc, bleu et rouge en ondes (*Bull. de la Société dunoise*, oct. 34, p. 325).

Le 7 décembre 1600, Henri IV est à Seyssel et va rejoindre à Lyon sa fiancée, Marie de Médicis; trois lieues avant cette ville, il s'embarque sur le *Bucentaure*. « Les « dix mariniers tiraient sur des rames peintes en rouge; « ils étaient vêtus de casaques et chausses bleues « marrées de parements incarnats et blancs et portaient « sur leurs bonnets des plumes incarnates, blanches et « bleues. » (P. DE VAISSIÈRE : *Henri IV*, p. 551.)

La cornette d'Henri IV à Arques et à Ivry était aux couleurs de sa maison : bleu, blanc, rouge.

En 1700, les ducs de Bourgogne et de Berry revenant de conduire à Irun leur frère le duc d'Anjou, s'arrêtent à Toulouse; 4 compagnies sont mises sur pied pour les recevoir. Leurs couleurs étaient : le blanc pour la 1^{re}, le bleu pour la 2^e, le rouge pour la 3^e, le cerise pour la 4^e. Sur leurs drapeaux les armes de France : celui de la 1^{re} était blanc; celui de la 2^e rouge et bleu, avec croix blanche; celui de la 3^e rouge avec croix blanche; celui

et des troupes qui le défendirent héroïquement, en méritant l'admiration du vainqueur, est sauf. Rien n'est donc à changer dans ces pages consacrées à l'histoire de notre drapeau national. Si de nouveaux noms ne sont pas à y inscrire et s'il porte le deuil de la Patrie, la devise qui se lit sur une de ses faces : « *Honneur et Patrie* », demeure inviolée.

de la 4^e cerise avec croix blanche. (DE BROU : *La France sous l'ancien Régime*, 2^e partie, p. 238).

Le 18 novembre 1744, fêtes à Rennes à l'occasion de la guérison de Louis XV : au banquet, le service est fait par des jeunes gens vêtus de blanc, les uns avec des rubans bleus, les autres avec des rubans rouges (*Ibidem*, p. 256).

En 1758, les gardes de la Prévôté de l'Hôtel portent un hoqueton (sorte de veste-tunique), dont le fond est des couleurs du roi : incarnat, blanc et bleu (*Etat milit. de 1758*, p. III).

En juin 1777, le comte de Provence, frère de Louis XVI, visite Toulouse. Une garde d'honneur de 4 compagnies se forme. L'uniforme comporte habit écarlate avec collet et parements bleu foncé, veste et culotte blanches (*Mémoires de l'Acad. de Toulouse*, 3^e série, t. I, 1939, p. 166).

La tradition veut qu'Henri IV ait porté le panache blanc. La Restauration et le comte de Chambord (en adoptant ou en le revendiquant), ont proclamé que son drapeau était blanc. Ce sont deux erreurs historiques. Le blanc était la couleur des huguenots; elle se portait, comme il était alors d'usage, aux casaques, aux écharpes, aux cornettes. Le Béarnais, chef des troupes protestantes, arborait donc un panache blanc. Mais, devenu roi de France et catholique, il ne pouvait plus porter cette couleur, et il ne l'a pas fait. L'authentique panache de Frohsdorf était noir. Dans les tableaux contemporains, Henri IV est le plus souvent suivi d'un drapeau aux couleurs de sa maison qui étaient celles de notre drapeau tricolore. Au surplus, il n'y avait pas, à l'époque, de drapeau national, mais des étendards ou des bannières afférentes à des commandements, des charges, des titres nobiliaires et dont les plus représentatifs de l'ancienne France étaient bleus, brodés de fleurs de lys d'or. (Cf. *Bull. de la Soc. arch. et hist. de la Loire-Inférieure*, 1932, p. LXXVII, résumant une étude sur ce sujet de M^{me} Groult, parue probablement en 1931-32 dans le *Bull. de la Soc. Arch. de la Manche*. La même question, sous le titre : « *Panaches et drapeaux d'Henri IV* », a été traitée par la même M^{me} Groult, dans le *Bull. de la Soc. des Sciences, Arts et Lettres de Pau* (janvier-février-mars 1932).

Sur cette question des drapeaux, avant et après 1789, voir aussi les conclusions du colonel Balagny, dans une

étude sur le combat de Nazareth d'après le tableau de Gros, au musée de Nantes, parue en 1935 dans le *Bull. de la Société hist. et arch. de la Loire-Inférieure*, p. 98 et sqq.

Bien que s'étant montré intraitable sur la question du drapeau, le comte de Chambord, dans son exil, conservait dans sa maison la livrée royale tricolore. « Le service à Frohsdorf était fait par des valets de pied : ils portaient la livrée de France, laquelle est tricolore. Madame, devant ces trois couleurs, se voilait quasiment la face. Elles représentaient pour elle tout ce qu'on lui avait appris à détester et la caricature de monarchie qui avait usurpé le trône légitime. Monseigneur n'y regardait pas de si près : l'habit bleu, le gilet rouge, la culotte blanche, c'était à ses yeux une tenue de service qui avait toujours évolué dans les maisons royales. Pour apaiser les scrupules de sa femme, il consentit qu'on changeât les couleurs traditionnelles, que le blanc galonné d'argent remplaçât le rouge du gilet. (Robert BURNAND : *Le Comte de Chambord à Frohsdorf* (Gringoire du 13-6-41.)

ANNEXE II

En effet, ce qui était très clair pour le Français et surtout pour le militaire de 1791 l'est beaucoup moins pour celui de 1940. Comme dans les drapeaux, une très grande diversité avait régné dans les uniformes abandonnés à la fantaisie des ministres ou des chefs de corps.

Peu à peu, depuis Louvois, était intervenue une certaine réglementation, maintenant toutefois une distinction marquée entre les régiments dits de gentilshommes (qui, depuis longtemps et progressivement, avaient pris des noms de provinces), et les régiments royaux, de princes ou étrangers. Car, nous avons peine à nous figurer l'importance qu'avaient alors, aux yeux des troupes, le rang, les drapeaux, les uniformes. « Piémont » et « Picardie » faisant partie de la même armée assiégeante, une discussion aurait surgi, des propos plus qu'aigres-doux auraient été échangés, peut-être davantage, si, la brèche ouverte, « Piémont » avait émis la prétention de la franchir devant « Picardie ». C'eût été bien pire, si un régiment quelconque avait voulu passer

avant un des 4 Vieux¹ ou même des 5 Petits Vieux. Depuis, cependant, le rang avait été bouleversé par le dédoublement des régiments ramenés uniformément, sauf celui du roi, à deux bataillons de quatre compagnies de fusiliers avec, en plus, pour le régiment, une compagnie de grenadiers, une compagnie de chasseurs et une compagnie auxiliaire, qu'aujourd'hui nous appelons de dépôt.

Tout comme dans les parlements, les chapitres, les préséances jouaient alors un grand rôle. C'était, tout compte fait, dans l'armée sinon ailleurs, moins un mal qu'un bien, en tout cas un puissant stimulant. Esprit de corps excessif sans doute, mais dont notre époque égalitaire a cependant reconnu les bienfaits en l'encourageant dans certains corps, notamment les chasseurs alpins et à pied, en établissant réglementairement les fourragères, en laissant réapparaître en marge de règlements obligatoirement un peu stricts et étroits, les flammes des clairons et trompettes, les fanions d'unités brodés et offerts dans leurs villes de garnison comme le furent en 1789 bien des drapeaux des premières gardes nationales, les gants blancs à crispin des gardes des drapeaux et étendards et parfois des « cliques », comme au 99^e, les insignes réglementaires.

Quoi qu'il en soit, le 21 février 1779, avait paru, remplaçant celle du 2 septembre 1775, une longue et minutieuse ordonnance signée du prince de Montbarrey, ministre de la Guerre, réglementant l'habillement et l'équipement des troupes.

A l'exception de « Picardie » portant avec orgueil le n° 1 et tout de blanc vêtu et des régiments royaux, des princes et étrangers, tous les régiments d'infanterie devaient avoir l'habit et la veste de drap blanc et la culotte de tricot de même couleur.

Ils étaient classés par 6, suivant leur rang d'ancienneté. Le bleu céleste était la distinctive de la 1^{re} classe, la panne noire de la 2^e, le violet de la 3^e, le gris de fer

¹ Les quatre vieux étaient :

Picardie, devenu en 1791 2^e; Colonel Général étant devenu 1^{er} et revivant aujourd'hui dans le 1^{er} l'Infanterie;

Champagne : 7^e en 1791 et aujourd'hui 7^e;

Navarre : 5^e en 1791 et aujourd'hui 5^e;

Piémont : 3^e en 1791 et aujourd'hui 3^e; malgré son nom, le Régiment du Roi n'occupait que le 12^e rang.

de la 4^e, le rose de la 5^e, le jonquille de la 6^e, le cramboisi de la 7^e, le gris argenté de la 8^e, l'aurore de la 9^e, le vert foncé de la 10^e. Chaque classe formait deux « divisions » de trois régiments : la 1^{re} avait les boutons jaunes avec numéro; la 2^e, les boutons blancs avec numéro. Dans chaque division, le 1^{er} régiment avait revers et parements de la couleur distinctive; le 2^e, les revers seulement; le 3^e, les parements seulement.

Même règle pour les régiments royaux dont l'habit était bleu et ceux des princes dont l'habit était rouge.

Voilà encore les trois couleurs.

Pour ne pas allonger, je ne dirai rien des autres troupes.

**Ouvrages à consulter sur les drapeaux français,
les origines du drapeau tricolore
et la question du drapeau blanc.**

Comte Louis de BOUILLÉ : Les drapeaux français de 507 à 1872. *Paris, Dumaine*, 1872, in-8°, 80 p., illustré de 50 drapeaux. 2^e édition, considérablement augmentée et illustrée. *Paris, Dumaine*, 1875, in-8°. — Paul MAX : Les drapeaux français. Histoire des Couleurs nationales. *Paris, Roy*, 1880, in-4°, 24 p., 4 pl. h. t. en couleurs (Extr. de *Paris à travers les âges*.) — Dr HACKS et général LINARÈS : Histoire du drapeau français. Préface par le général NOLLET. *Paris, Union latine d'éditions*, 1934, in-8°, 150 p. — Pierre NOURY et le commandant DEMANGE : Nos drapeaux. Préface par le maréchal FRANCHET D'ESPEREY. *Paris, Editions de Cluny*, 1939, in-8°, nombreuses et belles pl. en couleurs avec notices. — L. N. NEY : Les drapeaux français, leurs gardes et leurs légendes. *Paris, Dumaine*, 1880, in-8°, 90 p. — Etat militaire de la Garde nationale de la France pour l'année 1790. *Paris, Le Tellier et Garnery*, 1789, 2 vol. petit in-12. — Collection complète des 60 drapeaux faits dans les 60 districts de la ville de Paris lors de la Révolution du mois de juillet 1789, dédiée et présentée à M. le marquis de La Fayette, commandant général de la Garde nationale. *Paris, Girard*, s. d., in-8°. — Arthur MAURY : Les emblèmes et les drapeaux de la France. Le coq gaulois. *Paris*, s. d., in-8°. — M. REY : Histoire du dra-

peau, des couleurs et des insignes de la Monarchie française, précédée de l'histoire des enseignes militaires chez les Anciens. *Paris, Techener, 1837, 2 vol. in-8° et 1 petit atlas in-8°.* — QUARRÉ DE VERNEUIL : Les couleurs de la France, ses enseignes et ses drapeaux. Etude historique. *Paris, Dumaine, 1876, in-8°, 90 p. et 66 fig. en couleurs.* — FIEFFÉ : Le drapeau de la France (in *Moniteur de l'Armée*, 1855, n° 10). — Désiré LACROIX : Histoire anecdotique du drapeau français. *Paris, Laloux fils et Guillot, 1882, in-18, 242 p., fig.* — Jules CLARETIE : Le drapeau, avec gr. h. t. d'Alph. de Neuville. *Paris, Decaux, 1879, gr. in-8°, 106 p., portr.* — Marius SEPET : Le drapeau de la France. La question du drapeau. Appel au bon sens et à la justice suivi des manifestes du comte de Chambord et d'une étude de M. Armand de PONTMARTIN sur le drapeau. *Paris, J. Féchoz, 1876, 2° éd., in-12, 67 p.*

LA NOMINATION
DE LAURENT II ALLEMAN
A L'ÉVÊCHÉ DE GRENOBLE
(1518)¹

PAR

M. le Professeur Noël DIDIER

Séance du 4 mai 1940

DANS un article publié en 1897², M. Louis Madelin a signalé la présence, aux archives du Château Saint-Ange, d'un lot important d'archives consistoriales, mêlées, par un hasard inexpliqué, avec les chartes territoriales du Saint-Siège. Explorant cette série de documents, l'auteur, alors membre de l'Ecole française de Rome, n'a trouvé que sept dossiers de nominations épiscopales se rapportant à la France³. Depuis ce temps, l'administration des Archives Vaticanes a fait dresser, du fonds du château Saint-Ange, un excellent inventaire manuscrit qui permet d'ajouter plus d'un numéro à la liste établie en 1897. Je dois à cet inventaire d'avoir retrouvé les pièces sur lesquelles Laurent II Alleman fut nommé évêque de

¹ Cet article reproduit, avec quelques compléments, une communication faite à l'Académie Delphinale dans sa séance du 4 mai 1940.

² L. MADELIN : *Les premières applications du Concordat de 1516 d'après les dossiers du Château Saint-Ange*, dans *Mélanges d'archéologie et d'histoire publiés par l'Ecole française de Rome*, t. XVII (1897), p. 323 et suiv.

³ L. MADELIN, *op. cit.*, p. 325-326.

Grenoble en 1518⁴. L'histoire locale n'y est pas seule intéressée; c'est aussi l'une des premières applications du Concordat de 1516, et un bon exemple de nomination d'un évêque sur résignation de son prédécesseur.

Le siège épiscopal de Grenoble était occupé depuis 1477 — sauf une interruption de quelques années — par Laurent I Alleman, oncle maternel du chevalier Bayard. Prélat actif et pieux, il a laissé de son zèle pastoral un précieux témoignage dans les journaux de visite des paroisses de son diocèse⁵. En 1517, il avait 68 ans et se sentait devenir vieux⁶. Il choisit, pour lui succéder son neveu, appelé comme lui Laurent Alleman⁷, en qui il déclare reconnaître, selon la formule convenue, un « homme vertueux, capable de gouverner avec prudence cette église et le peuple qui lui est soumis »⁸. Mais on croira sans peine que cette désignation était largement autorisée, sinon imposée par les usages du temps et tout spécialement par l'exceptionnelle cohésion de la famille Alleman⁹. Cette race sut se maintenir sur le siège épiscopal de Grenoble pendant un siècle, depuis l'avènement de Siboud en 1454 jusqu'à la mort de Laurent II en 1561¹⁰.

Laurent le jeune avait été, dès l'enfance, destiné

⁴ Archives Vaticanes, AA I-XVIII, n^{os} 2819-2824 (ancien classement : Arm. XI, caps. 4, n^{os} 49-54).

⁵ *Gallia Christiana nova*, t. XVI, col. 253. Ce personnage est le fondateur du couvent des Minimes de la Plaine.

⁶ Arch. Vat., AA I-XVIII, n^o 2819. PRUDHOMME : *Histoire de Grenoble*, p. 309.

⁷ Indications généalogiques dans Ch. FREYNET : *Les Alleman et la seigneurie de Valbonnais* (Grenoble, 1939), p. 15.

⁸ Arch. Vat., *loc. cit.*

⁹ Elle s'était exprimée avec éclat, en particulier dans les guerres soutenues par les Alleman contre les Ainard au XIV^e siècle et contre les Commiers au XV^e. En 1455, une assemblée des Alleman, présidée par Siboud, jure d'observer les lois de leur famille (SALVAING DE BOISSIEU, *De l'usage des fiefs*, 1731, t. II, p. 182-187).

¹⁰ *Gallia Christiana nova*, t. XVI, col. 252-253. Il y avait eu dans le passé d'autres dynasties d'évêques. La famille des comtes Guigues avait accaparé le siège épiscopal de Grenoble pendant les trois quarts du XI^e siècle (N. DIDIER : *Etude sur le patrimoine de l'église cathédrale de Grenoble du X^e au milieu du XII^e siècle*, p. 34 et suiv.). Plus récemment, quatre évêques de la maison de Chissé et un Conzié, neveu du troisième, occupent l'épiscopat de 1337 à 1450.

à recueillir les bénéfices de son oncle. En 1502, il en reçoit déjà, âgé de huit ans, l'abbaye de Saint-Sernin de Toulouse, donnée jadis à Laurent I par Louis XI, en compensation de l'évêché de Grenoble, que Sixte IV lui avait retiré à la demande de Louis XI et qu'il lui rendit à l'avènement de Charles VIII, sans, pour autant, reprendre l'abbaye toulousaine¹¹. Le jeune Laurent devient à onze ans, en 1504, chanoine de la cathédrale de Grenoble¹². Quand il se dispose, en 1517¹³, à recueillir l'évêché de son oncle¹⁴, il est, en outre, archiprêtre de Savoie. Comme il est docteur en décrets, il semble que son accession à l'épiscopat ne sera qu'une formalité, — ce qu'elle fut en effet.

Le transfert entre vifs d'une dignité ecclésiastique se réalisait au XVI^e siècle par la procédure de la *resignatio in favorem*. Le cédant se dépouillait de son bénéfice aux mains du pape, sous la condition d'en pourvoir telle personne qu'il désignait. L'opération n'avait lieu qu'en cour de Rome. Si les parties, comme c'était le cas des deux Laurent Alleman, n'entendaient pas s'y rendre elles devaient nommer des mandataires pour y procéder en leur lieu et place.

C'est, en effet, par des procurations que s'ouvre le dossier de Laurent II, l'une de l'oncle, le résignant l'autre du neveu, le résignataire. Le 3 décembre 1517, Laurent I constitue ses procureurs¹⁵; ce sont : Charles Alleman, seigneur de Laval et de Séchilienne, son neveu; François Bignet, ancien général de l'ordre des Frères Mineurs, résidant à Rome; Jean Ferraud, prieur commendataire de Saint-Etienne de Nâcon. Ils résignent, au nom du mandant, l'évêché de Grenoble. Mais pour ne pas souffrir du fait de cette cession un « préjudice exagéré », ils réserveront au profit de Laurent I divers droits, dont l'étendue surprend, car ils ne tendent

¹¹ Sur cette affaire, voir PRUDHOMME : *Hist. de Grenoble* p. 280-281.

¹² Détails biographiques fournis par PRUDHOMME, *op. cit.* p. 309.

¹³ Il n'a alors que 25 ans d'après notre dossier (n° 2820). Selon le Concordat, il fallait 27 ans pour être promu à une église cathédrale.

¹⁴ En même temps que le décanat de Savoie, uni en 1349 à l'évêché de Grenoble par Jean de Chissé (TRÉPIER : *Recherches sur le décanat de Savoie*, t. II, p. 51).

¹⁵ Arch. Vat., AA I-XVIII, n° 2819; Pièces annexes I.

à rien autre qu'à reporter à sa mort le dépouillement effectif du résignant¹⁶. Aussi, en prévision des objections possibles en cour de Rome, les procureurs reçoivent, dans les termes les plus larges, la faculté de réduire la mesure de ces réserves. Ils jurent enfin qu'il n'y a dans cette cession ni dol ni simonie, clause de style, mais qui ne visait pas pour autant un péril imaginaire. Cette procuration fut reçue par Pierre Garnier, clerc du diocèse de Vienne, notaire apostolique, dans l'antichambre de l'évêque de Grenoble.

Au même lieu, le même jour et devant le même notaire, Laurent le jeune constituait aussi ses procureurs pour accepter la résignation de son oncle : son propre frère Charles Alleman, Jean Ferraud, déjà procureurs du résignant, Antoine de Fontrouge, notaire de la Rote, et Etienne Garnier, l'un et l'autre clercs du diocèse de Vienne et demeurant en cour de Rome. Par une procuration passée le lendemain 4 décembre, le neveu renonçait à son canonikat de Grenoble et à l'archiprêtré de Savoie.

Transportons-nous maintenant à Rome, vers la mi-avril 1518. Un consistoire doit bientôt s'y tenir. Les procurations des parties sont arrivées, depuis quelque temps peut-être, accompagnées d'une lettre du roi au pape, recommandant le candidat. Elle manque au dossier, mais plusieurs pièces y font allusion¹⁷. Très probablement aussi, il y avait une autre lettre du roi, conçue dans des termes analogues et adressée au cardinal Jules de Médicis, cousin du pape Léon X et son conseiller le plus écouté¹⁸. Protecteur des affaires de France, il doit présenter et appuyer en consistoire le candidat du roi. Par surcroît, il est vice-chancelier de l'église romaine; à ce titre, il fera procéder à une en-

¹⁶ Laurent I^{er} se réserve la libre administration de l'église de Grenoble et du décanat de Savoie, tous les revenus de la mense épiscopale, ou, du moins, selon qu'il plaira au pape, une pension annuelle de la moitié ou du tiers de ces revenus; cela à titre viager, ou au moins jusqu'à la 30^e année de son neveu. Au cas de prédécès de celui-ci, ou de sa renonciation à l'évêché, l'oncle stipule à son profit la faculté du *regressus* (*Ibid.*) Ces clauses sont reproduites sous une forme assez différente dans la supplique au pape (Arch. Vat., AA I-XVIII, n° 2822; Pièces annexes II).

¹⁷ Arch. Vat., AA I-XVIII, n°s 2820, 2823. — Cf. L. MADELIN : *Les premières applications du Concordat de 1516...*, p. 327.

¹⁸ Le futur Clément VII.

quête¹⁹. Selon son habitude²⁰, il en confie le soin à son secrétaire, Giovanni Mattheo de' Giberti, clerc du diocèse de Palerme.

Cette enquête, datée du 13 avril 1518, est intitulée « *processus resignationis ecclesiae Gratianopolitanae* »²¹. Elle est dans notre dossier, à l'état d'un brouillon souvent fautif, raturé, surchargé, sur un mauvais papier²². C'est un document curieux, instructif à bien des égards. Grenoble y tient plus de place que le candidat à pourvoir. Ils nous sont, l'un et l'autre, présentés par deux témoins d'origine dauphinoise établis à Rome. Par une singulière anomalie juridique, ces témoins ne sont autres que deux des procureurs élus par les parties : Jean Ferraud et Antoine de Fontrouge. D'autres enquêtes contemporaines montrent les représentants du candidat procédant au choix des témoins²³, et c'est déjà bien suspect. Ici, ils n'ont même pas pris cette peine; ils déposent en personne. Il fallait bien qu'il y eût peu de Dauphinois à Rome, à moins que le candidat n'ait voulu par là s'assurer, non sans quelque cynisme, du résultat de l'information. Une remarque s'impose. Le Saint-Siège savait cela, le dossier n'en fait pas mystère. Il admettait donc, peu après le Concordat, de fermer les yeux sur le recrutement de l'épiscopat français²⁴.

Puisque la cour de Rome ne tient pas à s'éclairer sur le mérite de Laurent le jeune, et qu'il faut tout de même enquêter, c'est Grenoble et son église qui seront au premier plan, et leur description, si elle dut être de peu d'utilité pour l'administration romaine, ne laisse pas d'être pour nous la partie la plus vivante de ce dossier.

Epris d'antiquité, aidés aussi par l'érudition de l'enquêteur²⁵, nos deux clercs dauphinois situent Grenoble en Gaule, dans l'ancienne « *Proventia Romanorum* »;

¹⁹ L. MADELIN, *op. cit.*, p. 334.

²⁰ L. MADELIN, *op. cit.*, p. 342.

²¹ Arch. Vat., AA I-XVIII, n° 2820.

²² L. MADELIN, *op. cit.*, p. 343.

²³ L. MADELIN, *op. cit.*, p. 343.

²⁴ Cf. les remarques de L. MADELIN, *op. cit.*, p. 330-331 et 359.

²⁵ Le rôle important de de' Giberti ressort, en effet, d'analogies frappantes entre les nombreuses enquêtes faites alors pour des nominations épiscopales. Toutes débutent par des précisions géographiques ou historiques plus ou moins fantaisistes, où l'Antiquité tient la première place. Sans doute de' Giberti a ajouté de son cru plusieurs détails.

mais ils s'expriment maladroitement ou cèdent au désir de voir grand, en disant qu'elle s'appelle maintenant le Dauphiné. C'est là, « aux confins de la Savoie que se trouve Grenoble, fondée autrefois par l'empereur Gracien ». Nos clercs ignorent Cularo; surtout ils sont loin de soupçonner que l'étymologie sur laquelle s'appuie leur opinion sera un jour contestée, sans grand fondement d'ailleurs ²⁶.

L'emplacement de la ville est décrit avec admiration, et peut-être ces Dauphinois avaient-ils une secrète nostalgie du Graisivaudan, « vallée très douce ». Ils en apprécient les dimensions avec assez de bonheur, semble-t-il. Sa largeur est de 2.000 pas; sa longueur, jusqu'aux frontières de Savoie, en compte 20.000. Mais, par une évaluation très insuffisante, ils situent Marseille, le port de mer le plus proche, à environ 100 milliaires de Grenoble.

Pour fixer les idées de la cour de Rome, les témoins comparent l'importance de Grenoble à celle de Viterbe. Le rapprochement avec les cités et les monuments de l'Italie est un procédé constant dans les documents de cette nature et de cette époque. Grenoble, au dire des témoins, compte environ 1.000 maisons ²⁷, et sa population, dense et honnête, « exercé, en majeure partie, la marchandise ».

La cité, « entourée de murs ²⁸ et de fossés, a quatre portes et des rues pavées de cailloux. Une rivière navigable, l'Isère, la traverse et se joint au Rhône près de Valence, à quarante milliaires. Le Rhône lui-même, après un semblable intervalle, se jette dans la mer à Aigues-Mortes ». La géographie peut relever ici, pour le moins, une grave erreur dans l'appréciation des distances, mais il est exact qu'à cette époque il y avait à Aigues-Mortes un important bras du Rhône.

²⁶ Ce n'est point par hasard que cette ville a cessé précisément vers le temps de l'empereur Gracien de s'appeler Cularo pour n'être plus que Gratianopolis. — Sur les fantaisies des étymologistes touchant le nom de Grenoble, voir PRUDHOMME : *Hist. de Grenoble*, p. 25-26.

²⁷ La population de Grenoble à la fin du XV^e siècle est évaluée à 10.000 habitants (R. BLANCHARD : *Grenoble, essai de géographie urbaine*, p. 73). Elle paraît avoir diminué sous le règne de François I^{er} (*Ibid.*, p. 75).

²⁸ C'était à ce moment l'enceinte romaine, construite à la fin du III^e siècle et qui subsista jusqu'en 1591 (MÜLLER : *Les origines de Grenoble*, p. 10).

Revenons à Grenoble. Il existe sur l'Isère, disent les témoins, un pont de pierre unissant les deux parties de la ville; sa longueur est celle du pont construit sur le Tibre par le pape Sixte IV. Le pont de Grenoble porte, « de part et d'autre, des maisons et des boutiques, au milieu desquelles s'ouvre la rue ». On sait que, reconstruit en 1219, ce pont était l'un des points les plus animés de la ville; il jouissait de la personnalité morale et possédait des immeubles ²⁹.

Après une mention du Parlement de Grenoble, « dont le ressort s'étend à tout le Dauphiné », les témoins passent à l'église cathédrale, qu'il s'agissait, ne l'oublions pas, de pourvoir d'un évêque. Leur description a le mérite de nous rappeler l'état ancien de l'édifice, profondément altéré, jusqu'à en être méconnaissable, par les restaurations des XVIII^e et XIX^e siècles ³⁰.

« L'église cathédrale est située près des remparts, à l'est. Elle est sous l'invocation de la Sainte-Vierge et de saint Vincent. » Une rature du manuscrit, écrit sous la dictée des témoins, montre qu'ils l'avaient mise d'abord sous le patronage de saint Laurent. « Cette église est très antique. Par son obscurité, elle porte à plus de religion », observent-ils. A leur époque, en effet, on n'avait pas encore ouvert les larges baies qui en font aujourd'hui une église bien éclairée ³¹.

Sa grandeur est appréciée, comme celle du pont sur l'Isère, en fonction d'un monument romain. Mais ici, l'exagération est manifeste : c'est « presque la grandeur de Sainte-Marie-Majeure ». Cette comparaison revient dans une enquête contemporaine sur la cathédrale de Troyes ³². Plus que la vanité de deux Dauphinois, qui n'avaient pas à redouter la contradiction, il faut incriminer ici une indifférence totale — que l'on retrouve chez la plupart des témoins de cette espèce ^{32 bis} — à l'exac-

²⁹ R. BLANCHARD : *Grenoble*, p. 10.

³⁰ L. BASSETTE : *La cathédrale Notre-Dame et l'église Saint-Hugues de Grenoble*, 1936, p. 20, 23; P. DAVID : *La cathédrale de Grenoble du IX^e au XVI^e siècle*, 1938, p. 80.

³¹ L. BASSETTE, *op. cit.*, p. 20.

³² Arch. Vat., AA I-XVIII, n° 2936.

^{32 bis} Voir d'autres exemples de semblables exagérations dans l'étude précitée de L. MADELIN, p. 344. Il est possible que ces comparaisons romaines aient été suggérées aux témoins par de' Giberti. D'où cet air de parenté dans les enquêtes sur des églises si différentes.

titude dans la mensuration des édifices. Le reste de la description vaut mieux. « De forme oblongue, l'église est construite en briques. Elle a deux portes d'inégale grandeur sur la façade. » Telle elle nous apparaît bien en effet sur une gravure de la fin du xvi^e siècle³³. « Il y a une troisième porte sur un côté », poursuivent les témoins. « L'église a trois nefs, séparées par des piliers de pierres, et des chapelles de part et d'autre, parmi lesquelles la plus belle et la plus ornée est celle de saint Vincent. On dit que l'église a été fondée par ordre de Charlemagne, après qu'il eût arraché la cité aux mains des Infidèles. » Ce rappel est l'écho d'une légende souvent reproduite (notamment dans le pouillé de 1497³⁴) sur la première venue des Sarrasins dans notre province au viii^e siècle³⁵.

« La toiture, en forme de voûte, est couverte de tuiles. Il y a un pavement en mosaïque dans la nef centrale seulement³⁶. Le chœur est au milieu de l'église³⁷. Il est construit en bois avec une double rangée de stalles. Après le chœur, à peu de distance, le maître-autel, où l'on monte par deux degrés et sur lequel est une statue en bois, artistement travaillée, de la Sainte-Vierge tenant son fils dans ses bras. »

« A droite de l'autel, la sacristie, convenablement pourvue d'ornements en or et en soie, de croix, de calices et d'autres joyaux, dont la plus grande partie a été donnée par l'évêque actuel (Laurent I^{er}). Il s'y trouve, entre autres choses, une statue de la Vierge en or massif, d'un poids de 1.500 ducats, deux mitres avec perles et gemmes et un bâton pastoral en argent. Dans cette sacristie est aussi le trésor de l'église. Il possède la partie supérieure du corps de saint Hugues, confesseur et évêque de Grenoble, couvert d'argent selon l'usage, et plusieurs reliques de saint Vincent³⁸. Quant au reste du

³³ BELLEFOREST : *La Cosmographie universelle*, Paris, 1575, t. I, p. 321 ; — Cf. P. DAVID, *op. cit.*, p. 79.

³⁴ Ed. MARION : *Cartulaires de l'église cathédrale de Grenoble*, p. 299.

³⁵ On lira les pages pénétrantes consacrées par M. l'abbé P. DAVID à la tradition épique des vallées alpines sur les exploits de Charlemagne, *op. cit.*, p. 37-39.

³⁶ Celui sans doute qui disparut dans la réfection de 1714-1716 (L. BASSETTE, *op. cit.*, p. 23).

³⁷ Cf. P. DAVID, *op. cit.*, p. 93.

³⁸ Nous savons qu'on y conservait sa tête.

corps de saint Hugues, il est dans une châsse en argent, enfermée elle-même dans une armoire bardée de fer, à gauche de l'autel³⁹. Elle y est en très grande vénération. » Ces détails, encore que trop laconiques, nous sont précieux, car le trésor de la cathédrale fut détruit, en 1562, par les huguenots commandés par le baron des Adrets; ils firent main basse sur l'orfèvrerie et les ornements et jouèrent avec les reliques avant de les brûler sur la place Notre-Dame⁴⁰.

Suit un exposé rapide de l'organisation du clergé de la cathédrale. « Au-dessous de la dignité pontificale, une seule dignité : le grand décanat, qui vaut 150 ducats⁴¹. Les chanoines sont au nombre de 18⁴²; leurs prébendes sont d'inégale valeur, la meilleure vaut 70 ducats. Ils sont de l'ordre des chanoines réguliers de saint Augustin. Les canonicats sont électifs. Quand un chanoine décède, celui qui vient après prend sa place. Ils sont exempts de la juridiction de l'évêque et soumis immédiatement au doyen, lequel a, en quelques cas, libre juridiction et, en d'autres, ne peut rien faire sans l'avis du chapitre. Enfin, outre les chanoines, il y a environ 40 chapelains et des bénéficiers séculiers, qui n'ont d'autres revenus que certaines distributions attachées à leur office⁴³.

« Tous chantent chaque jour deux messes, l'une de la Sainte-Vierge, l'autre du saint du jour. C'est l'usage que, chaque vendredi, ils chantent une messe de piété et, au début de chaque mois, pour la santé du roi, une messe appelée messe royale.

« Les chanoines habitent tous dans le cloître, qui est au côté droit de l'église. Ils ont des maisons séparées et maintenant vivent séparément.

³⁹ La niche des reliques de saint Hugues était, en effet, derrière le maître-autel, dans le rempart romain qui sert de sou-bassement à l'abside (L. BASSETTE, *op. cit.*, p. 28).

⁴⁰ PRUDHOMME : *Hist. de Grenoble*, p. 356.

⁴¹ E. PILOT DE THOREY : *Notice historique sur le chapitre cathédral de Grenoble*, dans *Bulletin de la Société de Statistique de l'Isère*, 3^e série, t. XIV (1889), p. 103 et suiv. Sur les droits du doyen, voir *ibid.*, p. 142 et suiv.

⁴² E. PILOT DE THOREY, *op. cit.*, p. 172, note que ce chiffre fut constant.

⁴³ Cf. BASSETTE, *op. cit.*, p. 50. Au début du XVIII^e siècle, il y a encore 44 chapelains.

« Le palais épiscopal est de l'autre côté de l'église. Il est grand et antique. L'évêque a une certaine juridiction dans la ville; au dehors, il a, en beaucoup de lieux, la juridiction tant spirituelle que temporelle. Il a la collation des bénéfices paroissiaux et des chapellenies... » L'évêché rapporte 2.000 ducats⁴⁴. La moitié de ce revenu est fournie par le sceau, le reste par les dîmes et les cens. L'église est taxée par la Chambre Apostolique, pour la levée des annates, à 1.000 ducats depuis le relèvement opéré par Sixte IV, avant qui elle était taxée à 300 ducats. »

Après la ville, après sa cathédrale, dont la description atteste une connaissance exacte des lieux, nous arrivons enfin au candidat. Mais, pour ne pas se compromettre, les témoins, qui, peut-être aussi, ne savaient rien de Laurent le jeune, ne font guère que reproduire à son sujet les termes de la procuration de son oncle. Abbé de Saint-Sernin, chanoine régulier, docteur en décrets, « de bonne réputation, né de légitime mariage et de parents nobles, il est apte à gouverner l'église de Grenoble ». Les mêmes formules banales se trouvent dans la plupart des enquêtes de cet ordre⁴⁵. Et c'est là tout ce que Léon X, le cardinal de Médicis et le Sacré-Collège ont su et vraisemblablement désiré savoir de cet homme, que la seule personnalité de son oncle pouvait rendre recommandable !

Une note cousue à l'enquête⁴⁶ apporte aux dépositions des clercs dauphinois un complément d'ailleurs étrange. Ce n'est pas de Laurent le jeune qu'il s'agit, mais de l'empereur Gratien, jugé sans doute plus intéressant. Pressentant que ce nom peut retenir l'attention des cardinaux humanistes qui entourent Léon X, G. de Giberti rédige pour son maître une page d'histoire ancienne, où il montre des lectures étendues. Gratien, fils de Valentinien, est né en Pannonie; il tint sa cour à Trèves, il s'associa Théodose; saint Augustin, saint Jérôme, saint Ambroise, le poète Ausone, Sextus Victor et Paul Diacre en ont écrit; son nom se lit à Rome sur une

⁴⁴ Ce détail tire toute son importance de la bulle récente de Léon X sur les annales, annexée au Concordat (ISAMBERT : *Recueil des anciennes lois françaises...*, t. XII, p. 98-99; L. MADELIN, *op. cit.*, p. 348).

⁴⁵ Cf. L. MADELIN, *op. cit.*, p. 355, 359-360.

⁴⁶ Arch. Vat., AA I-XVIII, n° 2820.

inscription du pont des Quatre-Têtes et il était très habile à tirer de l'arc. Ce n'est pas qu'on néglige sa religion : il fut orthodoxe, bien que son oncle Valens fût favorable aux Ariens. Enfin Gratien mourut malencontreusement à Lyon, « si je me rappelle bien », ajoute de' Giberti. On ne saurait trop admirer la science de ce secrétaire.

A l'aide de ces informations disparates, plus ou moins proches du sujet, le cardinal de Médicis, protecteur des affaires de France, fit rédiger sa supplique au pape⁴⁷. Ample document qui reproduit, presque mot à mot, le *processus* romain et, en leur faisant subir des modifications et des retouches, les clauses des procurations. Le pape y est prié d'agréer la résignation de l'oncle en faveur du neveu, conformément à la demande de François I^{er} et aux conditions suivantes : d'une part, Laurent le jeune sera délégué administrateur de l'église de Grenoble, en attendant l'âge d'en être canoniquement pourvu, et en même temps il demeurera abbé de Saint-Sernin, avec un indult l'autorisant à porter sur ses habits réguliers le rochet et les autres insignes épiscopaux; d'autre part, Laurent I entend retenir une pension annuelle de la moitié des fruits de l'évêché, la dénomination d'évêque de Grenoble, qui ne sera conférée au neveu qu'à l'âge de 30 ans, la libre administration de l'église telle qu'il l'exerçait précédemment, le « regressus », c'est-à-dire son retour de plein droit à toutes les prérogatives cédées, en cas de départ ou de décès de son neveu, enfin une prébende canoniale en la cathédrale. Tout cela s'ajoutera à une pension du tiers des fruits, précédemment réservée sur l'abbaye de Saint-Sernin, ainsi qu'à un prieuré tenu en commende au diocèse de Toulouse⁴⁸. Pour réaliser ce programme fait d'entorses au droit canonique, les parties et le roi de France sollicitent du pape les dispenses appropriées.

Un résumé fort bref de cette longue requête, rédigé en style télégraphique⁴⁹, condense, à l'usage du pape vraisemblablement, l'essentiel de l'affaire, ou ce qui paraissait l'être : « Gratien, fils de Valentinien. Isère. Rhône. Valence. Aigues-Mortes... »

⁴⁷ Arch. Vat., AA I-XVIII, n° 2822; Pièces annexes II.

⁴⁸ Saint-Pierre de *Arzonvilla*, *Ardonvilla* (*ibid.*).

⁴⁹ Cf. L. MADELIN, *op. cit.*, p. 356.

Les termes de la supplique furent repris oralement par le cardinal de Médicis au consistoire secret tenu par Léon X le 26 avril 1518, soit cinq jours après l'enquête. On voit avec quelle hâte l'affaire fut menée. La décision du pape est consignée dans la *cedula consistorialis* qui clôt le dossier⁵⁰. Comme le voulait le Concordat, le candidat agréé par le roi fut institué canoniquement par le pape. Mais la combinaison compliquée élaborée par Laurent I^{er} ne fut pas pleinement acceptée. Elle visait à reporter au décès de Laurent I^{er} le plein effet de la résignation, à lui conserver, en attendant, la plupart de ses droits. Or la cour de Rome était légitimement hostile à l'établissement d'une sorte d'hérédité des bénéfices ecclésiastiques, sous la forme d'une résignation différée. Si Laurent I voulait transmettre l'évêché à son neveu, il devait se dépouiller immédiatement. Léon X, en effet, admettant la résignation, voulut bien réserver à l'oncle une pension viagère pouvant aller jusqu'à la moitié des fruits, mais non pas le titre d'évêque ni l'administration du diocèse⁵¹. Ainsi, Laurent II, qui fut d'ailleurs autorisé à garder son abbaye de Saint-Sernin, devint effectivement évêque de Grenoble plus tôt que ne l'avait voulu son oncle, lequel testa la même année 1518 et mourut deux ans plus tard⁵².

**

Laurent II fut un prélat médiocre. La *Gallia Christiana* porte sur lui un jugement sévère⁵³, confirmé et aggravé par les recherches de Prudhomme⁵⁴. Il sécularisa le chapitre de Grenoble et l'abbaye de Saint-Sernin⁵⁵, se montra dur et hautain avec ses diocésains

⁵⁰ Arch. Vat., AA I-XVIII, n° 2824.

⁵¹ Cédule consistoriale précitée, et note inscrite au bas de la supplique, n° 2822.

⁵² Est-ce par fidélité au désir de son oncle que Laurent II ne fut sacré évêque qu'après la mort de ce dernier? (PRUDHOMME : *Hist. de Grenoble*, p. 309).

⁵³ *Gallia Christiana nova*, t. XVI, col. 253.

⁵⁴ PRUDHOMME, *op. cit.*, p. 310, 315, 341.

⁵⁵ Ad. ROCHAS : *Biographie du Dauphiné*, t. I, p. 21 ; *Gallia Christiana nova*, t. XIII, col. 99.

qu'il abandonna pendant une épidémie; il s'aliéna les consuls de Grenoble; il fut même accusé d'immoralité. A sa mort, survenue en 1561, il n'y eut ni un regret ni un éloge. Peut-être ce funeste épiscopat, qui coïncide avec les progrès de la Réforme, eût-il été évité par un contrôle plus sérieux dans le recrutement des évêques. En tout cas, l'on conviendra, après l'examen du dossier consistorial de Laurent II, que rien n'avait été fait pour s'assurer de son mérite.

Noël DIDIER.

PIÈCES ANNEXES

I

*Procuration de Laurent I^{er} Alleman pour la résignation
de l'évêché de Grenoble en faveur de son neveu
Laurent II (3 décembre 1517).*

In nomine Domini, Amen. Per hoc presens publicum instrumentum cunctis pateat evidenter et sit notum quod, anno ejusdem Domini M^o quingentesimo decimo septimo, indictione quinta, die vero tercia mensis decembris, pontificatus sanctissimi in Xpo patris et domini nostri domini Leonis, divina providentia pape decimi, anno quinto, in mei, notarii publici, testiumque infrascriptorum ad hec specialiter vocatorum et rogatorum presentia personaliter constitutus reverendus in Xpo pater et dominus dominus Laurentius Alamandi, Dei et apostolice Sedis gratia episcopus et princeps Gracianopolitanus et decanus decanatus Sabaudie, principalis, principaliter pro se ipso, considerans et attendens quod ipse, vergens ad senium, regimini et administrationi ecclesie Gracianopolitane, sponse sue, cui preest, tam accurate intendere gregemque sibi commissum, prout optat, in spiritualibus et temporalibus visitare, pascere regereque et gubernare, prout hactenus fecit, decetero commode nequibit, cupiens summo opere et quantum cum Deo potest, ex intimis sui cordis affectibus, eidem ecclesie per sanctam Sedem apostolicam aliquem virum virtuosum qui sciat, possit et velit ecclesiam ipsam et populum ei subiectum, auctore Domino, circumspecte regere et salubriter gubernare prefici in episcopum et pastorem; igitur, premissis et aliis ejus animum juste moventibus mature et cum debita deliberatione consideratis et actentis, scienter, gratis et sponte omnibus melioribus modo, via, jure, causa et forma quibus melius et efficacius potuit et debuit ac potest et debet, fecit, constituit, creavit et solemniter ordinavit facitque, constituit, creat et tenore hujus instrumenti ordinat suos veros, certos, legitimos

et indubitatores procuratores, actores, factores negociorumque suorum infrascriptorum gestores ac nuncios speciales et generales, ita tamen quod specialitas generalitati non deroget nec e contra, videlicet nobilem et strenuum militem Carolum Alamandi, dominum temporalem Vallis et Sechilline locorum, Gracianopolitani diocesis, ejus nepotem, fratrem Franciscum Bigneti, olim generalem ordinis Minorum, in conventu Urbis dicti ordinis residentem, et dominum Johannem Ferrandi, presbiterum, priorem seu commendatarium prioratus Sancti Stephani de Nascone, dicti diocesis Gratianopolitani, absentes tanquam presentes et eorum quemlibet insolidum, ita tamen quod non sit melior conditio primitus occupantis nec deterior subsequens, sed quod unus illorum inceperit alter eorundem id prosecui valeat, mediare pariter et finire, scilicet specialiter et expresse ad, ipsius reverendi domini Laurentii episcopi nomine et pro eo, regimini et administrationi prefate sue ecclesie Gracianopolitane, cui preest, ut prefertur, ac decanatus Sabaudie, aliorum membrorum, jurium, bonorum, jurisdictionum et pertinentiarum ejusdem quorumcumque pure et libere et simpliciter in manibus prefati sanctissimi domini nostri pape et Sacri Collegii reverendissimorum dominorum sancte romane ecclesie cardinalium, consistorialiter seu alias, prout in similibus fieri consuevit, vel alterius ab ipso domino papa seu collegio predicto potestatem habentis, — ad fines et effectum ut predictae ecclesie, per dictam cessionem fiendam, vacanti, per prefatum dominum nostrum papam et sanctam Sedem Apostolicam provideatur de persona reverendi in Xpo patris et domini, domini Laurentii etiam Alamandi junioris, ejusdem reverendi domini episcopi constituentis nepotis, ipsius ecclesie canonici abbatisque incliti monasterii Sancti Saturnini Tholose, ordinis sancti Augustini, ipseque dominus Laurentius, canonicus et abbas, et non alius quicumque, eidem ecclesie in episcopum et pastorem preficiatur; reservatis tamen ipsi reverendo domino Laurentio episcopo, cedenti, ne ex cessione sua hujusmodi nimium dispendium paciatur, omnibus et singulis fructibus, redditibus, proventibus et juribus, obventionibus et emolumentis universis episcopatus et mense episcopalis et decanatus aliorumque membrorum, castrorum et bonorum quorumcumque eorundem, per eum, quoad vixerit, vel alium seu alios ejus nomine propria auctoritate percipiendis, loco pensionis annue, auctoritate apostolica, vel quod, dimissa reservatione omnium fructuum, reddituum et proventuum hujusmodi, saltem pensio annua medietatis aut tercie partis, prout videbitur et domino nostro pape placuerit, omnium et singulorum fructuum, reddituum, proventuum, jurium, obventionum et emolumentorum predictorum predicto reverendo domino Laurentio, episcopo cedenti, quoad vixerit, per prefatum reverendum dominum Laurentium juniorem, constituentem, et successores suos episcopos et decanos pro tempore existentes, annis singulis, in loco et terminis statuendis seu alias, prout congruentius fieri poterit, etiam penis et censura ecclesiasticis ac cum omnibus clausulis et cautelis eidem reverendo domino episcopo

utilioribus et necessariis, integre persolvenda auctoritate apostolica predicta. reservetur. constituatur et assignetur, seu etiam si, et prout dictis procuratoribus vel alteri eorum videbitur, plena, libera et omnimoda administratio prefate ecclesie Gratianopolitane et mense episcopalis necnon decanatus Sabaudie aliorumque membrorum, jurium et bonorum ejusdem in spiritualibus et temporalibus, ad vitam ipsius reverendi domini episcopi constituentis vel ad certum tempus, prout expedire videbitur, saltem donec et quousque prefatus dominus Laurentius, abbas, tricesimum sue etatis annum compleverit, concedatur, necnon reservato indulto ut, cedente vel decedente prefato reverendo domino Laurentio juniore, postquam prefectus fuerit in episcopum et pastorem ecclesie predictae, seu alias regimen et administrationem ejusdem ecclesie quomodolibet dimittente, aut alias ipsa ecclesia quovismodo etiam apud Sedem predictam pastoris solatio destituta seu vacante, liceat eidem reverendo domino episcopo, constituti, ad ipsam ecclesiam Gratianopolitanam liberum habere regressum et illi preesse illiusque regiminis et administrationis ac mense et decanatus aliorumque membrorum, bonorum et jurium quorumcumque ejusdem possessionem seu quasi corporalem per se vel alium seu alios, absque alia sibi de novo facienda provisione seu perfectione, ipsa auctoritate, libere apprehendere et perpetuo retinere in omnibus et per omnia, perinde ac si regimini et administrationi predictis minime cessisset,¹ — et non alias nec aliter neque alio modo, cedendum et renunciandum cessionemque seu renunciationem hujusmodi, modo et forma premissis, recipi et admitti ipsumque r. dominum Laurentium, episcopum, constituentem, a vinculo quo eidem ecclesie Gratianopolitane tenebatur absolvi petendum et supplicandum, ac pariter ad consentiendum translationi fiende per prefatum dominum nostrum papam et sanctam Sedem Apostolicam de persona dicti reverendi domini Laurentii, episcopi, constituentis, de dicta ecclesia Gratianopolitana ad aliam ecclesiam quam idem dominus noster papa eidem in titulum assignare seu ad eam transferre voluerit, reservato tamen et salvo semper in omnibus et singulis premissis beneplacito prelibati sanctissimi domini nostri pape et Sedis Apostolice, ac litterarum quarumcumque super premissis necessariarum et eorum singulis expeditioni expresse consentiendum jurandumque, in animam dicti reverendi domini episcopi constituentis, quod in cessione seu renunciatione hujusmodi non intervenit fraus, dolus, simonie labes aut quevis alia illicita pactio vel corruptela et quodlibet aliud necessarium juramentum prestandum, et generaliter omnia alia et singula faciendum, dicendum, gerendum, exercendum et procurandum que in premissis et circa ea necessaria fuerint seu

¹ Pour faciliter l'intelligence de cette très longue phrase, j'ai placé entre tirets la condition et les réserves posées par Laurent I^{er} à sa résignation. Le gérondif *cedendum...* est commandé par la préposition *ad*, page 36, ligne 14.

quomodolibet opportuna et que ipse reverendus dominus episcopus, constituens, faceret seu facere posset, si predictis omnibus et singulis presens et personaliter interesset, etiam si talia forent que mandatum exigèrent magis speciale vel generale quam hic sit expressum. Promittens insuper idem reverendus dominus episcopus, constituens, juramento suo, manum ad pectus ponendo, more prelatorum, michi notario infrascripto more publice persone stipulanti et recipienti, vice et nomine omnium et singulorum quorum interest, interit aut interesse poterit quomodolibet in futurum, se ratum, gratum, validum et firmum perpetuo habiturum totum id et quicquid per dictos suos procuratores constitutos et eorum quemlibet actum, dictum, gestum factumve fuerit seu quomodolibet procuratum sub expressa obligatione et ypotheca omnium et singulorum bonorum suorum mobilium et immobilium²... Acta fuerunt hec Gratianopoli, in palatio episcopali, videlicet in deambulatorio stricto, prope et extra cameram cubicularem prefati reverendi domini episcopi, sub anno, indictione, die, mense et pontificatu quibus supra, presentibus ibidem venerabili domino Glaudio de Sappeto, presbitero, rectore parrochialis ecclesie beate Marie de Villeta, dicte Gratianopolitani diocesis, et nobili Nicolao de Gananyera, cive et habitatore Gracianopolis, testibus ad premissa vocatis et habitis in premissis.

Et ego Petrus Garnerii, clericus Viennensis diocesis, publicus apostolica auctoritate notarius, etc...

(Arch. Vaticanes, AA I-XVIII, n° 2819)

II

Supplique du cardinal de Médicis au pape pour l'admission de la résignation de Laurent I^{er} (13 avril 1518).

Beatissime pater. Cum devotus vir Laurentius, modernus episcopus Gratianopolitanus, ecclesie sue regimini, que est ordinis sancti Augustini canonicorum regularium, in manibus Sanctitatis Vestre, ad effectum ut ei Laurentius junior, ejus nepos, dicte ecclesie canonicus, decretorum doctor, abbas monasterii Sancti-Saturnini Tholosani ac ordinem prefatum professus, administrator deputaretur, cedere proposuerit supplicaveritque humiliter Sanctitati Vestre devotissimus ejus filius F., Francorum rex X^{mus}, ut dictam resignationem in ipsius Laurentii junioris favorem admittere dignaretur, Sanctitas Vestra, die XIII presentis mensis, vive vocis oraculo mihi facto, commisit ut de existentia ecclesie, de causis hujusmodi resignationis necnon de qualitatibus et meritis Laurentii prefati diligenter inquirerem et dein, de omnibus bene informatus, in hoc sacro loco,

² Ici, quelques formules sans intérêt ont été supprimées.

ut moris est, referrem; super quibus, ex depositione II testium fide dignorum medio juramento examinatorum et instrumentis productis et recognitis, invenio quod :

In ea parte Gallie que olim proventia Romanorum, nunc Delphinatus appellatur, est Gratianopolis civitas, a Gratiano imperatore, Valentiniani filio, qui divi Hieronymi temporibus fuit, ejus conditore sic dicta; sita in planitie que vallem efficit amenissimam, latitudine duorum millium passuum, longitudine vero XX^{ti} usque ad confinia Sabaudie se extendens; distat a Massilia, que civitas est in mari propinquior, per dietas quinque. Est, ad instar Viterbii, domorum ferme mille, frequenti populo habitata atque ab honestis viris qui, pro majori parte, exercent mercaturam; habens portas quatuor, vias silicibus stratas, cincta muris et fossis; eamque interfluit Isara. fluvius navigabilis, qui, ad XL^{ta} miliaria, Rhodano jungit apud Valentine civitatem; qui Rhodanus, eodem spatio, ad Aquas Mortuas defluit in mare. In media civitate est pons lapideus, ad instar Pontis Sixti, cum multis apothecis utrinque, in medio patente via. Habet parlamentum Delphinale, quod reddit jus toti Delphinatui. Prope menia, ad orientem, est ecclesia cathedralis, sub invocatione Beate Marie et Sancti Vincentii, antiquissima et que ejus obscuritate pluri religionis inducat; magnitudine ferme Beate Marie Majoris de Urbe, forma oblonga, constructa lateribus, habens duas portas in fronte, altera altera majore, et tertia a latere, naves tres cum pilariis lapideis et capellis utrinque, inter quas est capella Sancti Vincentii, pre ceteris pulchrior et ornatior. Quam dicunt Carolum Magnum, recuperata dicta civitate ex manibus Infidelium in honorem Beati Vincentii struxisse. Tectum est testudineum, coopertum tegulis. Pavimentum thessellatum in ea parte qua est media navis. Chorum in medio, cum sedilibus ligneis dupplici ordine constructum, postque altare majus, ad quod ascenditur duobus gradibus, super quo est statua Beate Marie ex ligno cum filio, quem habet in ulnis. A dextro latere altaris est sacristia, satis competenter ornata cum paramentis aureis et sericis, crucibus et calicibus aliisque jocalibus quibus ex maxima parte donata est a moderno episcopo et inter cetera quadam imagine Beate Marie ex solido auro, pondere mille et quingentorum ducatorum. Sunt etiam mytre due, perlis et gemmis ornate, baculum pastorale ex argento. Estque in dicta sacristia thesaurus ecclesie, in quo est superior pars corporis sancti Hugonis, confessoris, ipsius ecclesie episcopi, tecta argento, ac etiam, simili modo, multe reliquie de corpore sancti Vincentii. Reliqua pars corporis sancti Ugonis est in quadam capsula argentea, in armario cratibus ferreis clauso condita, quod est a latere sinistro altaris. Habeturque summa in veneratione et in primo hujus mensis die maxima solemnitate ejus festum celebratur. In ecclesia est una tantum dignitas, decanatus major, post pontificalem, valoris CL^{ta} ducatorum. Preterea canonici XVIII, ordinis Sancti Augustini canonicorum regularium, inequalis valoris; melior tamen est LXX^{ta} ducatorum. Suntque ad electionem capituli. Succeditque proximior in locum demortui.

Sunt exempti a jurisdictione, episcopi ac immediate subjecti decano, qui in quibusdam habet liberam jurisdictionem, in nonnullis vero nihil potest facere, nisi consulto capitulo. Preter canonicos, sunt multi cappellani et beneficiati seculares, numero XL^{ta}, qui nullos habent introitus preter certas distributiones eorum servitio additas. Cantant omnes, singulis diebus, duas missas, unam de Virgine, alteram de feria; estque mos ut, quoquo veneris die, cantent missam de pietate et in omni mensium principio alteram celebrant pro regis viventis salute. Decanus et canonici habitant in claustro, quod est junctum ecclesie in latere dextro, habentque mansiones commodas et separatas, vivuntque separati in presenti. Palatium episcopale est ab altera parte ecclesie, magnum et antiquum. Qui episcopus habet jurisdictionem aliquam in dicta civitate, extra vero in multis locis, tam spiritualem quam temporalem, collationem beneficiorum parrochialium et capellaniarum diocesis duarum dietarum (?). Que est sub metropoli Viennensi. Ecclesia est valoris duorum millium ducatorum, quarum mediam partem efficit sigillum, reliqua constat ex decimis et censibus. Reperitur taxata ad mille, quam taxam jussit augeri papa Sixtus IIII, cum prius esset ad 3^e redactum.

Causam autem resignationis invenio esse quod, cum modernus episcopus sentiat ad senium properare, est numerus annorum LXVIII, citoque fore ut non possit amplius pontificalia onera exercere, cogitans de bono et ei grato successore, convertit animum ad hunc nepotem suum, Laurentium, abbatem Sancti Saturnini, canonicorum dicte ecclesie ac eundem ordinem professum, doctorem in Decretis, etatis XXV annorum, bone conversationis et fame, ex legitimo matrimonio et nobili genere procreatum, aptum ad regendum et gubernandum.

Petit itaque ipsum Laurentium juniorem, per S^{tem} Vestram, administratorem dicte ecclesie usque ad etatem legitimam deputari et dein de persona sua dicte ecclesie provideri, ita quod non desinat esse abbas monasterii, cum indulto quod possit uti rochetto et aliis insignibus quibus seculares episcopi utuntur, deferendo alioqui habitum regularem sub toga honesta. Reservata moderno episcopo, cedenti, ne nimium dispendium patiatur, annua pensione medietatis fructuum, denominatione episcopi Gratianopolitani, libera administratione, prout antea, cum potestate constituendi et instituendi vicarios, exercendi et visitandi, etc..., prout ante cessionem facere poterat, ac regressu per cessum vel decessum, necnon admissione portionis canonicalis dicte ecclesie; queque omnia ac pensionem annuam tertie partis fructuum monasterii Sancti Saturnini alias reservatam et cum prioratu Sancti Petri d'Arsonvilla, dicti ordinis, Tolosani diocesis, que in commendam obtinet, retinere possit et valeat cum suspensione et derogatione privilegiorum oportunis.

De quibus omnibus supplicat humiliter utraque pars ac ipse rex X^{mus}, qui hanc causam S^{ti} Vestre commendat.

(Arch. Vaticanes, AA I-XVIII, n° 2822.)

Quelques aperçus
sur les mœurs gallo-romaines
dans la cité de Vienne

PAR

M. J.-B. MOREL

Séance du 19 octobre 1940

MESDAMES, MESSIEURS,

VIENNA, PULCHRA VIENNA, COLONIA JULIA VIENNA, CIVITAS VIENNENSIS — ces noms brillèrent d'un éclat magnifique dans les premiers siècles qui suivirent la conquête romaine de la Gaule et plus particulièrement de l'Allobrogie.

La nation des Allobroges, une des plus importantes de la Gaule indépendante, et certainement, dès cette époque, parmi les plus évoluées vers la civilisation gréco-latine, était en même temps riche de ses ressources métallifères (cuivre, fer, plomb) et des abondantes récoltes de ses vallées et de ses plaines.

Hannibal avait pu, en quelques jours, y ravitailler son armée et s'y procurer du blé et d'autres provisions; ses troupes y avaient trouvé de chauds vêtements et de solides chaussures pour affronter le terrible passage des Alpes et, aussi, des armes de rechange.

Le commerce avec les Grecs de Marseille avait introduit dans notre région des notions de confort et même des goûts d'art dont témoigne la frappe dès cette époque de monnaies d'argent bien gravées, et je pense que, çà et là, tranchant sur les chaumières de pierres sèches ou

de pisé, carrées, rectangulaires ou rondes, il existait, dans les derniers temps de l'indépendance, des habitations construites en pierres de taille et en mortier, garnies à la mode gréco-romaine de marbres importés par le Rhône, de poteries grecques ou campaniennes, de statuettes et d'objets d'art de pacotille échangés contre les produits naturels du pays. Notre région était donc bien préparée à s'assimiler les usages et les goûts d'une brillante civilisation.

Vienne, port des Allobroges sur le Rhône, au débouché de fertiles régions, devint tout naturellement leur capitale lorsque la paix romaine se fut établie et fit abandonner Solonium, dont l'emplacement reste une énigme.

Un groupe assez peu nombreux de colons latins et une riche aristocratie allobroge, désertant ses terres pour une vie plus agréable, y vécurent alors fastueusement, y construisirent de nombreuses résidences où se manifestèrent le confort, la magnificence et l'art des vainqueurs.

Ils dépensèrent des sommes énormes pour bâtir des temples à de nouveaux dieux, dont un, magnifique, à l'empereur Auguste, des aqueducs, des bains publics, des amphithéâtres, des arènes, etc., où ils employèrent les plus riches matériaux, importés parfois de très loin, et ils garnirent ces monuments de statues de marbre ou de bronze dont un certain nombre nous sont parvenues et nous émerveillent, quoique mutilées, par leur parfaite beauté.

L'importance de ces travaux a dû nécessiter un nombre infini de journées de travail, des exploitations de carrières considérables, munies d'un outillage et de moyens de manutention perfectionnés, des fours à briques et à chaux dévorant des quantités énormes de combustible, une légion d'ouvriers d'art ou de manœuvres, des tisseuses dans les gynécées, des rouliers et des charrons, des mineurs, d'habiles forgerons pour les outils et les ferronneries, des bûcherons et des charpentiers, que sais-je?... tout un peuple industriel dirigé par des géomètres experts en épures, capables d'implanter les bâtiments et d'en ajuster les pierres de taille, des architectes pour les concevoir et en surveiller l'exécution, des décorateurs, des sculpteurs et même des ingénieurs pour les calorifères et la machinerie compliquée des thermes et des lieux de spectacles.

Et cette activité se répandait dans toute la Cité, à Grenoble, à Genève, Annecy, Aoste, Bourgoin, Aix-les-Bains et dans toutes les régions où des agglomérations de quelque importance s'étaient formées au voisinage des nœuds de routes, des ponts ou simplement autour des villas, centres de domaines importants.

Tout cela était conçu, bâti, organisé pour l'éternité de la domination romaine et, pour tout cela, commencèrent après deux ou trois siècles au plus de splendeur, la décrépitude, la mort et l'oubli.

Dès l'époque de Marc-Aurèle, on ne construisit plus guère dans notre région, sinon des remparts et des tours fortifiées, et même il semble qu'à Vienne le bel élan commencé sous Auguste fut brusquement arrêté à la suite de l'énorme tribut que ses habitants durent payer à Valens, général de Vitellius, vers l'an 60 de notre ère, pour qu'il épargnât à leur ville la destruction complète dont, sous l'instigation des Lyonnais, latins et commerçants, il avait menacé Vienne, leur gauloise et aristocratique concurrente.

Et c'est un sujet d'étonnement et de méditations, pour peu que l'on s'intéresse aux grandes lignes de notre histoire, que de constater la décadence de cette brillante civilisation romaine qui semblait indestructible à tous ceux qui l'ont créée, qui en ont vécu, qui ont écrit les fastes de l'Empire, ou qui, tel Horace dans le *Carmen sæculare*, en ont orgueilleusement chanté la splendeur presque divine.

Les raisons profondes de cette décadence, on les trouve généralement dans les discordes civiles, dans les abus du fisc amenant un appauvrissement général, dans les incursions d'abord, les invasions massives ensuite des hordes germaniques, slaves ou mongoles.

Aucun auteur gallo-romain jusqu'au VI^e siècle ne nous a laissé de documents écrits dans lesquels nous puissions trouver des indications de nature à nous éclairer, et cependant il existe un abîme entre l'état de notre pays aux temps de la splendeur de la Cité viennoise et l'époque que Grégoire de Tours nous décrit, crépuscule de la Gaule romaine.

Si nous ne voulons pas procéder par analogie avec ce que nous savons de la Rome impériale par ses historiens, ses poètes, ses satiriques, ou de la provinciale Pompéi par des vestiges dont nous n'avons pas l'équivalent chez nous, il ne nous reste qu'une littérature à peu

près inexistante, l'examen approfondi des ruines et la lecture des inscriptions pour nous permettre de jeter un peu de lumière sur les mœurs de ceux qui ont alors vécu, peiné ou joui des biens d'une époque brillante, d'en tirer quelques enseignements, non pas simplement de curiosité, mais aussi de connaissance des hommes, de leur état matériel, moral et social, de leurs travers, de leurs vices et de leurs vertus, de leurs occupations et de leurs plaisirs, enfin, suivant l'expression de M. Carcopino, de leur vie quotidienne.

**

Mesdames, Messieurs,

Je m'excuse de ce préambule, mais j'ai pensé qu'une énumération ingrate de monuments épigraphiques devait être précédée de la mise en place d'un fond, ou, si vous voulez, d'une esquisse générale, rapidement brossée, sur laquelle viendront se fixer les menus faits que nous dégagerons de la lecture des inscriptions comme, sur un tableau de paysage, le fond met en valeur les détails tout en conservant à l'ensemble une nécessaire harmonie de tonalité.

Ainsi, dans notre région, nous n'avons principalement pour nous renseigner que de rares et courts passages des lettres de Pline le Jeune, certaines anecdotes de Tacite et aussi quelques réflexions de Martial, très bienveillantes pour Vienne et les Viennois, parce que ses œuvres y étaient appréciées et s'y vendaient bien dans les librairies... *Fertur habere meos... libellos inter delicias Vienna suas... Me legit omnis ibi... Senior juvenisque puerque...* Cela implique une nombreuse société cultivée et capable de goûter le sel d'épigrammes spirituelles et dont le tour élégant était assaisonné d'allusions scandaleuses. Et Martial ajoute : *et coram tetries casta puella viro* (et la chaste jeune femme sous les yeux de son austère époux !), ce qui nous donne une idée troublante de la pudeur des femmes de VIENNA à ceux qui connaissent, si peu que ce soit, les textes de Martial.

Notons en passant ce manque absolu de modestie du poète latin, rare chez nos auteurs modernes, mais fré-

quent encore, dit-on, chez nos gens de théâtre : c'est un des traits de caractère que nous retrouverons dans les inscriptions de l'époque païenne et qui ne disparaîtra qu'avec le christianisme.

Parmi les monuments, aucun, si ce n'est le temple d'Auguste et de Livie à Vienne, ne nous est parvenu dans un état suffisant de conservation pour nous livrer les secrets de leur beauté ou de leur vie, et malgré les déblaiements mettant dans certains cas en pleine valeur la masse imposante et l'ordonnance majestueuse de leurs proportions, il faut être riche d'imagination et déjà très renseigné pour en concevoir le luxe inouï. Il ne nous reste d'eux, en somme, que des squelettes dépouillés de toute matière vivante et à plus forte raison de tout ce dont les mille besoins d'une foule exigeante et d'une aristocratie orgueilleuse les avait parés.

Quant aux inscriptions, dans l'ancienne cité de Vienne qui s'étendait entre le Rhône et l'Isère jusqu'à Genève, sur la Haute-Savoie, la Savoie jusqu'à l'entrée des vallées de Maurienne et de Tarentaise et débordait sur la rive droite du Rhône dans l'arrondissement de Belley et en aval de Vienne jusqu'à Tournon, de même que sur la rive gauche de l'Isère dans le haut et bas Grésivaudan, un millier environ ont été retrouvées, d'aucunes perdues à nouveau, dispersées dans Vienne même, dans Grenoble, dans les principaux vici, sur les bords d'anciennes voies romaines.

Il s'agit de dédicaces, d'inscriptions sur des socles de statues, de milliaires, ancêtres de nos bornes kilométriques, et, surtout, d'autels domestiques ou champêtres dédiés aux dieux familiers et de pierres tombales.

Ces éléments sont, de toute évidence, bien maigres pour fournir des bases sérieuses d'études, de même que des épitaphes de nos cimetières prises au hasard, quelques dédicaces sur les socles des statues représentant de modernes illustrations ou des inscriptions sur marbre rappelant dans les vestibules de nos mairies les bienfaiteurs locaux, ne sauraient nous renseigner sur les mille aspects de notre vie moderne.

Et c'est l'art d'un Camille Jullian, après les Allmer, Chorier, Guy Allard, Aymard du Rivail, Guichenon, des curieux d'histoire et humanistes de chez nous, d'avoir extrait de ces documents rongés par le temps, tels les ossements blanchis du poète, quelques ingénieuses déductions sur les caractéristiques d'une époque depuis

si longtemps révolue et d'avoir fait parler ces pierres, faible écho de cette ruche bourdonnante qu'a été certainement aux temps gallo-romains notre région avec ses campagnes plus peuplées qu'aujourd'hui dont, outre les fleuves et les rivières alors très fréquentés, les voies et les chemins étaient les artères. Il y régnait alors une circulation intense de chars, de litières, de courriers impériaux à cheval, tout aussi bien que de piétons, légionnaires rejoignant leurs garnisons de Germanie, où revenant en congé (*honesta missio*), colporteurs, vendeurs de poteries portées par des bêtes de somme et conducteurs de troupeaux de toutes espèces, y compris les oies que l'on exportait vers l'Italie.

Mon ambition, aujourd'hui, se bornera à faire avec vous une rapide promenade au milieu des documents qui figurent dans le précieux ouvrage d'Allmer et Terrebasse et de noter en passant quelques traits de mœurs caractéristiques.

Nous commencerons par nous arrêter, si vous le voulez bien, devant les inscriptions concernant les empereurs.

Elles sont nombreuses et prouvent l'importance du culte impérial, mais certaines d'entre elles, notamment le n° 7, piédestal d'une statue élevée à Caligula par des bateliers de Saint-Jean-de-la-Porte, en Savoie, et le n° 19, autel taurobolique de Tain-l'Hermitage, dédié à Commode, sont mutilées, sans doute en exécution de sénatus-consultes ordonnant d'effacer sur les monuments les noms de ces monstres, ce qui prouve que, même au fond des provinces où leurs cruautés ne s'exerçaient pas, on exécutait à la lettre, si je puis ainsi dire, les ordres de Rome. Et cela est encore plus frappant dans le n° 22 aujourd'hui perdu, mais lu par Guichemon il y a trois siècles au château de Montfalcon, près d'Aix-les-Bains, où le nom de GÉTA CÉSAR, si aimé du peuple, avait été effacé au burin, sans doute pour obéir à CARACALLA, assassin de son frère et qui poursuivait de sa haine même ses statues et ses effigies sur les monnaies.

On est frappé, devant ces inscriptions impériales, de l'abondance des titres, souvent usurpés d'ailleurs, dont se paraient les maîtres du monde romain. Nos ancêtres, on le voit, n'étaient pas les derniers à les graver complaisamment sur les piédestaux des statues que la flatterie et peut-être aussi la crainte les poussait à consacrer à leurs maîtres lointains mais redoutés.

D'assez nombreux milliaires sont parvenus jusqu'à nous et portent les noms des empereurs qui ont construit ou réparé les voies romaines, ce qui prouve combien les chefs du monde romain tenaient à conserver leur gestion personnelle des grandes voies de communication, véritable clé de leur autorité. Ces milliaires nous ont apporté des renseignements permettant de dater les travaux, mais, par une conséquence regrettable du peu d'intérêt historique que l'on portait à nos antiquités jusqu'au siècle dernier, aucun de ces monuments n'est en place.

Ils ornent des fontaines publiques, supportent des croix ou meublent des jardins privés, de sorte qu'il est impossible de vérifier avec eux la valeur du mille romain et de rectifier les erreurs que comporte dans notre région la Table de Peutinger.

Un fait signalé par Allmer, c'est qu'à partir du milieu du III^e siècle les bornes milliaires sont presque toujours des colonnes arrachées à des monuments publics ou à des édifices privés.

Elles sont retaillées d'une façon barbare et cela en dit long sur la décadence de l'administration romaine dès cette époque, et sur la pauvreté grandissante qui avait succédé aux magnificences et à la belle ordonnance du siècle d'Auguste.



Vienne a fourni à l'Empire Romain de très hauts personnages tel VOPISCUS (n° 51), consul en l'an 69 et revêtu de cette dignité, nous dit Tacite, par l'Empereur Othon, afin d'honorer les Viennois; tel VESTINUS (n° 61, trouvé au Vivier près d'Aix-les-Bains) qui fut proconsul, gouverneur de la province d'Asie, après avoir été « omnibus honoribus functus » à Vienne et avoir occupé à Rome de hautes fonctions sénatoriales.

Citons également le questeur Q. VALERIUS LUPERCULUS (n° 64 trouvé à Communay), un gouverneur de Bithynie et de Pont dont le nom est effacé sur le n° 65 trouvé à Thonon et dont nous ne savons qu'une chose, c'est qu'il était excellent père (*patri pientissimo*). Le Viennois DECIMUS JULIANUS CAPITO (n° 69, Vienne) après avoir occupé d'importantes fonctions municipales, fut,

sous Trajan, procureur des Asturies et de la Gallice dans la province d'Espagne et eut les honneurs d'une statue dans le Forum de Vienne.

MARCUS JULIUS ATTICUS (n° 71, Vienne) fut procureur de Lyonnaise et d'Aquitaine. Le Viennois LUCIUS VIBRIUS PUNICUS (n° 73, Montfalcon près Aix-les-Bains) fut préfet de la Corse dans les premières années du III^e siècle. C'est le seul document où il soit fait mention d'un gouverneur de la Corse sous l'Empire romain, et cet argument inattendu en présence des prétentions italiennes est assez piquant, car ce gouverneur était bien de chez nous.

Je ne parlerai pas de CAIUS JULIUS PACATIANUS, procureur pro-légat de Mauritanie Tingitane, dont notre collègue M. Saint Olive nous a entretenu d'une manière si intéressante et si documentée dans une de nos dernières séances.

Il résulte de ces quelques souvenirs lapidaires que nos ancêtres ont fourni à l'Empire d'importants serviteurs, appréciés et honorés, non seulement dans leur petite patrie, mais aussi dans les provinces qu'ils ont administrées.

En dessous de ces astres de première grandeur, brillaient d'un éclat plus localisé les fonctionnaires civils inférieurs tels que (n° 78, Vienne) RUFINUS, esclave de l'Empereur, receveur du vingtième des successions à Vienne.

Cet impôt de 5 %, applicable seulement aux citoyens romains, était, au début de l'Empire, considéré comme abusif et très lourd, et Trajan fut déclaré *optimus* (très bon) pour l'avoir adouci et avoir fait la remise de l'arriéré. Cet acte magnanime fut d'ailleurs commémoré à Rome par un magnifique bas-relief dont un important fragment fut trouvé au Forum et constitue une des reliques les plus précieuses de l'art romain.

Je constate, en passant, qu'un tel acte serait encore très apprécié aujourd'hui, bien que les contribuables modernes aient prouvé des facultés de compression très supérieures à celles de nos ancêtres.

Fait qui est loin d'être isolé, ce RUFINUS, esclave né dans le palais, était certainement, malgré sa condition servile, un personnage considéré et riche. L'inscription qui le concerne indique d'ailleurs qu'il était marié à une ingénue, c'est-à-dire à une femme de condition libre.

Le n° 79, cippe dédié aux dieux mânes de CAIUS SOL-

LIUS MARCULUS par sa famille, trouvé à Grenoble en 1863 et actuellement au Musée Dauphinois, est un monument infiniment précieux pour nous qui foulons chaque jour le sol de l'antique Cularo. Il nous rappelle ce vénérable nom celtique qui a précédé l'académique et plus distinguée Gratianopolis qu'une lente érosion étymologique a, depuis, encore ennoblie.

Le choix de ce nom de Gratianopolis, à terminaison grecque, presque unique en Gaule, fut non seulement un acte de flatterie et de reconnaissance envers l'Empereur Gratien, mais, j'imagine, aussi le résultat d'une certaine culture intellectuelle un peu précieuse de quelque personnage important de notre ville. Peut-être même suppose-t-il l'existence ici, entre la Porte Romaine et la Porte Viennoise, d'une élite formée par des lettrés épris d'hellénisme, quelque Académie Delphinale à l'état embryonnaire !...

Ce cippe nous rappelle aussi l'existence, à Cularo, d'une station de perception du quarantième des Gaules (*quadragesima Galliarum*), droit de douane du quarantième de toute marchandise importée ou exportée.

CAIUS SOLLIUS MARCULUS, mort à 26 ans, était *librarius* (comptable, commis), sous les ordres d'un *stator* (n° 80, perdu mais lu autrefois par Guy Allard) qui aurait pu être PUBLIUS PRIMITIVUS, affranchi des Augustes.

Pour en finir avec cette administration, nous laissons sans regret s'effacer sur son cippe (n° 81, Vienne) le nom de LUCILIUS METROBIUS, receveur à Vienne, surnommé SAPRICIUS, c'est-à-dire l'Infect, le Puant, aimable sobriquet dû, sans doute, à la délicatesse avec laquelle il traitait le contribuable défaillant.

Il mourut à 33 ans et fut seulement regretté par sa femme et ses trois enfants, car il fut bon époux et bon père. Sa femme a soin d'indiquer qu'elle seule a fait les frais du tombeau.

Un souvenir cependant à MITHRES (n° 82, Allondaz près Albertville) modeste esclave, *villicus* ou préposé du quarantième à Tournon-sur-Isère, fervent du culte aussi mystérieux qu'oriental des déesses Mères, mythe certainement répandu au III^e siècle parmi les humbles et que le christianisme eut beaucoup de peine à vaincre.

Parmi les inscriptions militaires, la première citée par Allmer (n° 83) lue par Guy Allard, trouvée dans les démolitions de la Porte Traîne à Grenoble en 1591 et disparue depuis, nous rappelle *SEXTUS SAMMIUS SEVERUS aquilifer* (porte-aigle) puis centurion dans la légion I^{re} Germanica, lequel vivait sous Tibère.

Il était probablement de Cularo même et s'y était retiré après de nombreuses années de services.

Cette inscription m'intéresse particulièrement parce que j'ai exhumé l'an dernier, à Saint-Romain, près de Lucey (Savoie), deux fragments d'un cippe dédié à un *SEXTUS SAMMIUS* (probablement de la même famille) Sévir Augustal.

Le centurion *CAIUS BLANDIUS LATINUS* dont l'épithaphe fut trouvée à Genève (n° 84), *donis donatus*, c'est-à-dire couvert de décorations, avait servi longtemps en Bretagne au temps de Vespasien ou de ses successeurs jusqu'à Hadrien.

Le soldat *SEDULUS*, de la I^{re} Minerva (n° 85, Vienne) était ordonnance (*beneficiarius*) d'un consulaire.

Les officiers des légions avaient droit à un ou plusieurs de ces serviteurs militaires, suivant leur grade.

A Thèbes, en Egypte, sur une des jambes de la statue de Memnon, une inscription datant du règne de Vespasien nous fait connaître que *MARCUS ANICIUS VERUS*, de la cité de Vienne, probablement centurion dans la légion III^e Cyrenaïca, a entendu Memnon quatorze fois en 19 mois : ce fut certainement un des mortels les plus favorisés par le dieu égyptien, avec l'Empereur Hadrien et l'Impératrice sa femme, lors de leur voyage en Egypte en 131 ou 132 de notre ère (voir Champollion-Figeac, *Egypte ancienne*, pages 73-74).

Dans le vieux couvent des Capucins, à Grenoble, a été lue autrefois une inscription aujourd'hui perdue, aux Dieux Mânes d'un de nos compatriotes, *TITUS CAMULIUS*, ancien soldat de la légion III^e Gallica, décoré par Hadrien des torques et des armillæ d'or au suffrage de ses compagnons d'armes. Ce vieux brave avait très probablement fait la guerre en Judée et participé au siège et à la prise de Jérusalem. Il avait vécu sa retraite avec sa sœur et son esclave affranchie par lui qui le vénérail comme, d'ailleurs, ses vieux amis de Cularo à qui il devait raconter ses campagnes lointaines, tel un grognard de la Grande Armée.

De modestes cippes nous rappellent à Mayence (n° 90) SEXTUS VALERIUS MANSUETUS, 24 ans; à York (Angleterre) (n° 93) DUCCIUS RUFINUS, 28 ans; à Mayence encore (n° 98) CAÏUS DUCCIUS SECUNDUS, 30 ans, 12 années de services, et (n° 101) CAÏUS RITTIUS PAULUS, 38 ans, 18 années de services; à Gustavsbourg, sur le Main, PUBLIUS SOLLIUS SUAVIS, 47 ans, vétéran gardé trop longtemps au service, fauché par la mort sans avoir pu venir se reposer dans sa petite patrie, un de ceux dont Tacite nous a transmis les plaintes et dont il dépeint avec réalisme les corps courbés par l'âge et les gencives sans dents. A Bonn (n° 104) DECIMUS VALERIANUS et à Rome les prétoriens SEXTUS VALERIUS et LUCIUS ANCILLIUS SECUNDUS sont également nos compatriotes.

Ces quelques inscriptions, sauvées par hasard de la destruction, évoquent les innombrables légionnaires Viennois, c'est-à-dire Dauphinois et Savoyards, gradés ou non, qui ont usé leurs semelles sur les dalles des voies impériales, prétoriennes et autres de l'Empire, dans les forêts de Germanie et les déserts de l'Afrique et de l'Orient, lointains ancêtres des modernes défenseurs de notre patrie et de nos troupes coloniales.

Ils s'engageaient à 20 ans, 18 ans et même encore plus jeunes, probablement racolés comme sous l'ancien régime, fascinés ainsi que l'alouette, leur emblème, par de fallacieux mirages, et rêvaient plus tard d'un repos (*haec otia fecit*) bien gagné sur quelques arpents de la terre natale, avec les soins empressés d'une esclave qu'ils affranchiraient et épouseraient le plus souvent.

Hélas, beaucoup semaient leurs os sur la terre étrangère et je trouve profondément émouvantes des inscriptions comme celle trouvée à Mayence, de CAÏUS RITTIUS, simple soldat dans la légion XXII^e *Primigenia* qui se termine par la formule *Et Ave* et *Vale* : un salut à haute voix, un instant de silence et l'adieu pour toujours.

Une remarque à faire sur ces inscriptions, c'est que, évoquant la lointaine patrie et prouvant un véritable esprit de corps, elles ne portent aucune formule de dévouement à l'Empereur, aucune exaltation du sacrifice accepté comme nous en lisons sur les monuments que notre piété a élevés, trop souvent, hélas, à nos glorieux morts.

Ces légionnaires étaient, il est vrai, des soldats consciencieux mais des mercenaires, des hommes de métier dont le nombre devait se raréfier lorsque l'Empire fut

géné pour les payer.

Ils furent remplacés surtout par les Germains moins exigeants, comme les artisans libres le furent par des esclaves et cela aussi eut des conséquences néfastes.



Quant aux inscriptions civiles, épitaphes ou dédicaces, elles sont nombreuses et variées.

Je ne vous parlerai pas longuement de VALERIUS ASIATICUS, célèbre et richissime Viennois, personnage consulaire cité par Sénèque, condamné à mort par Claude et victime des intrigues et de la jalousie de Messaline, cette histoire étant fort connue et, pour ainsi dire, classique et plus romaine que viennoise.

Seule l'inscription n° 214 du musée de Vienne nous rappelle une troupe de comédiens, *scaenici asiatici*, aux gages du célèbre Viennois.

Parmi les personnages illustres de la Colonie de Vienne, le peuple choisissait les Patrons (*Patroni, Protectores*) ancêtres de nos députés, chargés de défendre les intérêts de la colonie auprès du Sénat et même de l'Empereur.

C'était là un honneur considérable, mais gratuit; aussi cette institution, après une période brillante, sombra dans le maquis des intérêts particuliers et ce ne fut bientôt plus qu'un titre honorifique.

Les noms de trois Patrons de la Colonie nous sont parvenus sur des monuments. Ce sont CAÏUS BELLICUS CALPURNIUS TORQUATUS, consul, CRESCENS, duumvir du trésor, mari de Gratina, fille d'une flaminique de Vienne, et enfin TITUS JULIUS VALERIANUS, 5 fois préfet des ouvriers (*praefectus fabrum*).

Je passerai rapidement sur les inscriptions rappelant les *décurions*, les « *omnibus honoribus functi* », les *quatuorvirs*, *duumvirs*, etc., dont les fonctions étaient gratuites et aussi coûteuses que pleines d'honneur. Parmi eux, je citerai cependant :

MAXIMIUS PATERNUS, décurion et marchand de vins en gros à Vienne (*negociator vinarius*), ce qui prouve que, si le commerce de détail était indigne des citoyens et réservé aux affranchis, le commerce de gros des pro-

duits agricoles, et la richesse qu'il procurait, ouvrait toutes les portes.

A ce propos, nous savons par Pline, par Plutarque et par Martial, que les vins poissés d'Allobrogie étaient très appréciés, même à Rome, et je ne m'étendrai pas sur ces lettres de noblesse de nos crus célèbres de la vallée du Rhône et peut-être aussi de notre Grésivaudan. Nos vignerons de Saint-Ismier, Montbonnot (*mons bonus, vinea bona*), La Terrasse et autres villages de chez nous où l'on met le soleil en bouteilles, ne me contrediront certes pas.

A côté des grandes exploitations de vignobles des Côtes du Rhône, déjà industrialisées et dont les produits gonflaient les outres et remplissaient les amphores ou les tonneaux de chêne des MAXIMIUS PATERNUS et autres gros exportateurs et alimentaient la batellerie du Rhône, j'imagine tout un peuple de petits propriétaires cultivant avec amour leurs plants allobrogiques dans notre vallée, grands chasseurs et solides buveurs, au verbe facile et abondant, frondeurs mais serviables, comme ils sont encore aujourd'hui, et dont j'aurai le plaisir au cours de cette communication de vous présenter en projection un type assez réussi.

**

Il serait trop long de vous rappeler tous les dieux auxquels la piété populaire avait érigé des temples ou simplement des autels champêtres ou domestiques et que vous dire, aussi, des *Pontifes, Augures, Flamines* et *Flaminiques*?... sinon qu'ils jouaient un rôle très important dans la vie publique de l'époque. Ces personnages cumulaient souvent leur ministère avec des fonctions civiles et le cadre de cette communication ne me permet pas de m'attarder sur leur rôle social.

Un mot cependant sur les sévirs augustaux, collèges de six membres, choisis le plus souvent parmi les affranchis, honneur qu'ils payaient en beaux deniers à la caisse municipale. Ces collèges existaient dans la plupart des *Vici*, notamment à Cularo, à Genève et à Aix.

Ils étaient chargés d'entretenir les laraires consacrés à Auguste, érigés dans les campagnes, voisins des dieux

familiers des champs, des forêts et des jardins, aux noms indigènes ou romanisés, auxquels ont succédé souvent les chapelles de carrefours du moyen âge.

Ils présidaient aux fêtes champêtres et aux processions et célébraient les sacrifices prescrits, tout cela à leurs frais.

Ces affranchis, comme on le voit, étaient forcément des hommes enrichis dans le commerce ou les fonctions administratives et leurs fortunes étaient souvent plus considérables que celles des nobles terriens (*possessores*).

Cela nous permet de constater que l'esclave, à cette époque, pouvait non seulement être affranchi, mais qu'il pouvait encore, avec de la chance, s'enrichir et jouir de la considération de ses concitoyens.

L'inscription n° 197 (Musée de Vienne) nous apprend que MANSUETUS, Sévir augustal, donna à la commune une horloge monumentale.

De semblables horloges existaient dans plusieurs de nos vici, notamment à Annecy. Leurs mécanismes compliqués et leur fonctionnement hydraulique, dont il est difficile de comprendre la description donnée par Vitruve, exigeaient la présence d'un esclave et un pareil don équivalait à une fortune.

Un autre Sévir augustal (n° 209), MARCUS APRONIUS EUTROPUS, médecin asclépiadien (*medicus asclepiadius*) devait être un homme charmant, puisqu'il était disciple d'Asclépiade, de Pruse en Bithynie, qui, sous Pompée, avait pratiqué à Rome l'exercice illégal de la médecine et avait réussi néanmoins à acquérir une solide réputation en s'attachant à ne prescrire que des remèdes agréables.

Je livre volontiers ce secret à nos modernes praticiens.

**

Il est temps, maintenant, d'aborder une des institutions les plus caractéristiques du monde gallo-romain, c'est-à-dire les collèges, ancêtres des corporations et des syndicats actuels.

Parmi les syndicats professionnels, dirigés par des *curatores*, des *munifici*, etc., les inscriptions nous ont



Fig. 1.

Stèle en marbre blanc dédiée au dieu Silvain, avec au dos
inscription chrétienne datée de 504.

Fouilles d'Etanna, à Saint-Romain (Jongieux, Savoie), 1939.

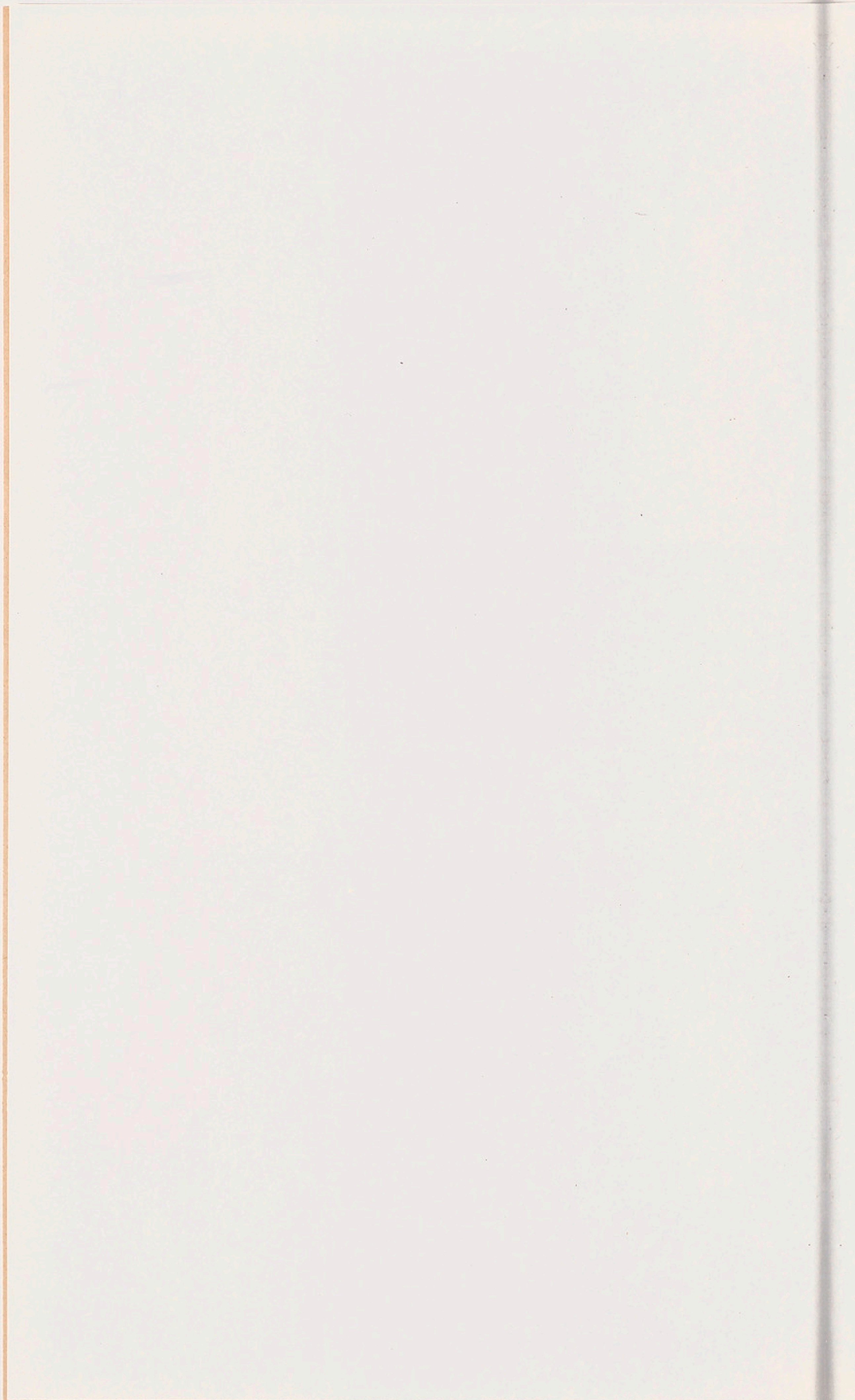




Fig. 2.

Gobelet à boire avec graffite du propriétaire.
Fouilles d'Etanna (hameau d'Etain, Yenne, Savoie), 1939.



Fig. 3.

Vase en terre à vernis noir, fabrication régionale,
façon gauloise.
Fouilles d'Etanna, 1939.



Fig. 4.
Vase rouge de Lezoux, décor de chasse.



Fig. 5.
Vase rouge de Lezoux, signé Jullinus.



Fig. 6.
Vase rouge de Lezoux, signé Albucius.
Fouilles d'Etanna, 1939.



Fig. 7, 8, 9.



Fig. 10.



Fig. 11, 12.

Vases à onguents et à boire.
Fouilles d'Etanna, 1939.

transmis le souvenir des *nautæ* et *ratiarii*, négociants en transports maritimes et fluviaux, armateurs, ou simples bateliers de rivières à peine navigables, tels que ceux de Saint-Jean-de-la-Porte, près de Montmélian, ou celui des *dendrophores*, exploitants de forêts et marchands de bois, peut-être aussi charpentiers, tels que TIBERIUS JULIUS DIADOCHUS (n° 210, Vienne) *municipus* des *Dendrophores*, ou NAMERIUS EUPREPES, *magister* des *hastiferi*, porteurs de lances ou plutôt de thyrses, ce qui rappelle la canne enrubannée que portaient encore dans les cérémonies les compagnons charpentiers du temps de nos grands-pères.

ATTIUS SATURNINUS (n° 213, Vienne) était *magister* de la corporation des *fabri*, peut-être forgerons ou charrons.

Il y avait aussi les utriculaires, fabricants d'outres, que rappelle le n° 212 (Vienne).

Il est certain, en tous cas, que la manie des collèges s'étendait même à des fins n'ayant aucun rapport avec les métiers ou professions, puisque les comédiens d'ASIA-TICUS avaient formé une association en vue de s'assurer leur place dans un *colombarium* commun et que beaucoup parmi les humbles agissaient de même.

Dans un ordre d'idées plus riant, des sociétés existaient pour des repas en commun, des fêtes de quartiers ou de villages, et, dans ces sociétés, brillaient des commerçants parvenus à une certaine fortune et sensibles aux honneurs, tels que nos présidents de fanfares, de pêcheurs à la ligne, de joueurs de boules et de sociétés de secours mutuels.

A l'imitation de Vienne, la métropole, des donateurs généreux, attachés à leurs pays et, comme le remarquait le regretté Gabriel Pérouse, animés de l'esprit de *vicus*, érigeaient des temples, élevaient des statues aux dieux et aux grands personnages, faisaient exécuter à leurs frais des travaux de génie civil, donnaient une horloge et son esclave, faisaient construire des bains, comme CAÏUS BLAESIUS GRATUS (n° 229, Talloires) et CAÏUS SENNIUS SABINUS (n° 231, Marigny-Saint-Marcel) ou un temple, comme nous dit une inscription dont le nom du donateur a disparu.

On pourrait citer beaucoup d'autres bienfaiteurs; rappelons simplement qu'à Grenoble, DECMANIUS CAPER, sous-préfet de cavalerie de l'Ala Aggripiana, fit ériger à ses frais des statues de Mars et de Saturne, dont seuls les piédestaux nous sont parvenus.

Tous ces donateurs étaient aussi vaniteux que larges et avaient bien soin de laisser graver leurs noms sur les objets de leurs libéralités, à moins qu'ils ne les fissent buriner eux-mêmes, et ce puissant mobile de publicité a, depuis, toujours été exploité avec profit.

Quelques inscriptions rappellent que des quêtes ou souscriptions (*ex stipe*) étaient faites pour subvenir à des dépenses d'ordre public ou religieux.



J'aurais pu m'arrêter là, mais, si je n'abuse pas de votre bienveillance, je ferai avec vous une excursion rapide parmi les inscriptions qui jalonnent nos anciennes voies romaines et nous révèlent des agglomérations aujourd'hui déchues ou même disparues, en même temps qu'elles nous renseignent sur les origines des principales villes de notre région.

A Saint-Romain-en-Gal, près Vienne, un cartouche sur une colonne est dédié aux *Vierges*, divinités champêtres, ancêtres des fées du moyen-âge.

A Vienne (n° 287), une inscription rappelle un enfant tendrement chéri et qui a inspiré à ses parents désolés des expressions touchantes.

Je dois dire que les inscriptions funéraires portant des surnoms affectueux, surtout pour les enfants, et les qualificatifs de *Pater pientissimus, conjux incomparabilis, filius dulcissimus, uxor carissima, mater sanctissima*, rappelant que dans le ménage il n'y a jamais eu de disputes, que la femme ou le mari ont été parfaitement fidèles et les enfants animés de piété filiale, nous font apercevoir des familles unies où chacun était à sa place; mais là encore, la manie de publicité faisait joindre au nom du défunt ceux de tous les membres de la famille qui avaient participé aux frais funéraires.

Le n° 328 (Vienne) rappelle un original : *MARCUS MAGIUS SOTERICUS, signo hilari amicorum amator*, c'est-à-dire surnommé facétieusement par ses amis l'Amoureux, qui se fit élever lui-même ce tombeau, afin que sa mémoire fît bon voyage aux cris de « *Feliciter* ».

Il y a toujours eu des plaisantins, même dans le genre macabre !

Plus aimable nous paraît le citharède NICIAS, esclave de JULIA, qui nous rappelle Orphée et qui devait charmer les loisirs de sa riche maîtresse et de ses invités, aussi désœuvrés que raffinés.

VALERIA ATTICA (n° 368, Vienne) est qualifiée d'amoureuse (*amantia*) sur son sarcophage par un mari que je ne puis m'empêcher de trouver indiscret.

Il est vrai que la vie des anciens, comme aujourd'hui encore dans nos régions méridionales, se passait en grande partie sur la place publique et ne comportait guère de secrets.

Sur le n° 381, épitaphe d'un marchand de sayons à la mode romaine, on lit : *sit tibi terra levis* (que la terre te soit légère). Cette formule, unique sur nos épitaphes viennoises, mais très fréquente en d'autres pays, a été reprise par nos modernes libres-penseurs.

Un de leurs prédécesseurs (n° 403, Sainte-Colombe) fit graver sur sa tombe « AETHERIUS dit en mourant : déposez ici mon corps. Que la terre, mère des choses, recouvre ce qu'elle a elle-même donné ».

Cet AETHERIUS, étranger à toute religion, devait vivre à une époque indécise qui n'était déjà plus vraiment païenne, mais n'avait pas encore adopté entièrement le christianisme, c'est-à-dire au iv^e siècle.

Cette période est très pauvre en inscriptions funéraires qui ont à peu près cessé vers la fin du iii^e siècle et ne reparaissent qu'au v^e et sont alors chrétiennes.

A Grenoble (n° 478), une inscription trouvée en creusant les fondations de l'ancien arsenal, mais perdue depuis, concerne FRONTO, *actor* ou régisseur d'un domaine; c'était un esclave comme la plupart de ses collègues, ce qui ne l'avait pas empêché de fonder une famille puisqu'il est qualifié de mari et de père.

FRONTO, ancêtre des fermiers de notre banlieue grenobloise, devait être une perfection s'il possédait les qualités que, d'après Caton l'Ancien ou Columelle, on exigeait de ce genre de serviteurs! Levé le premier, couché le dernier, ne buvant pas et n'allant aux foires qu'en cas d'absolue nécessité, il devait encore, pour réserver ses forces, éviter les travaux de Vénus!

Quant à MATERNA, son épouse, qui lui érigea ce tombeau, elle devait être très ordonnée, très active, garnir le foyer de guirlandes de fleurs les jours de fêtes et, surtout, être experte en cuisine, habile à confectionner les confitures au vin cuit et les gâteaux que nous appe-

lons aujourd'hui pognes, bugnes, tartes, etc., mais je n'aurai pas la cruauté d'insister sur ces souvenirs culinaires.

Sur la grande voie de Vienne à ad Publicanos (Albertville), à Chozeau exactement (n° 511), sur une tablette de marbre datant du iv^e siècle, POMPEIUS OCTAVIANUS résume ainsi son adieu à PARTHÉNOPE, son épouse, femme forte de caractère et vertueuse : « Nous sommes tous mortels ».

Cette philosophie attristée et résignée correspond bien à une période de transition religieuse et d'insécurité sociale.

A Aoste (Isère), un sarcophage (n° 538) nous apprend que RHODIA, de condition servile, s'était mariée à treize ans.

Un vase de verre trouvé à Montagnole, près de Chambéry (n° 554), est orné de figures de gladiateurs célèbres du premier siècle et nous rappelle que les gallo-romains étaient friands de ces luttes sanglantes du cirque qui coûtaient la vie à d'innombrables brutes et qui, par extension, ont amené les chasses aux bêtes fauves et les horribles scènes de martyre des premiers chrétiens.

Parmi les nombreuses autres inscriptions qu'a citées Allmer, craignant d'être trop long, je ne retiendrai que celle (n° 699) dédiée à CAÏUS RUFINUS EUTACTUS, père des pères ou grand prêtre du dieu vaincu Mithra et, en même temps, médecin, à Vieu, dans le voisinage de Belley.

Il y avait là un temple célèbre de Mithra et un hôpital qui en était probablement une dépendance, où des guérisons attribuées au dieu sont rappelées par des ex-voto.

Le culte de Mithra a été probablement introduit vers le iii^e siècle, dans cette région, par des légionnaires originaires d'Orient.

Enfin, une des inscriptions les plus curieuses est celle du tombeau d'un curateur des bateliers du Rhône (n° 752), trouvée à Murs (Ain). Ce curateur, RUFINUS CATULUS, président du syndicat des bateliers, s'était fait construire un tombeau au milieu d'une vigne entourée de murs et avait légué à perpétuité 20.000 sesterces (environ 25.000 de nos francs actuels) pour l'entretien de la vigne, des échalas et des murs et pour l'institution d'un repas au cours duquel tous les bateliers ses amis devaient boire, sinon à sa santé, du moins en souvenir de lui.

Il ne reste de ce monument, lu et noté autrefois par Guichenon, qu'un fragment encastré depuis 1785 dans un angle du presbytère, le haut en bas, ce qui indique la culture du desservant de l'époque.

Un fait piquant, c'est qu'il existe à côté de Yenne (Savoie), c'est-à-dire à quelques kilomètres de Murs, un tombeau isolé, dit la tombe à Boisson, datant de quelque 60 à 80 ans, construit également au milieu d'une vigne entourée de murs dont le dit Boisson a assuré la conservation par un legs à la commune de Nattages, près d'Yenne.

Mêmes réflexes à quelque 18 siècles de distance!

Tous les souvenirs que nous venons de passer en revue concernent des gens haut placés, riches, tout au moins aisés ou voulant le paraître et nous ne saurons jamais rien du menu peuple des villes ou surtout des campagnes, des humbles qui se faisaient enterrer sans monuments suivant les coutumes ancestrales.

Ceux-là, d'ailleurs, ne suivaient que de loin les progrès ou les décadences et ils se sont accommodés des invasions et des révolutions, continuant à travers toutes ces tribulations leur effort rude et parfois brutal pour sortir de leur misère.

**

Depuis la publication de l'ouvrage d'Allmer et Terre-basse un certain nombre d'inscriptions gallo-romaines ont été trouvées dans notre région et ont enrichi les musées. Elles sont mentionnées dans le *Corpus*, et peut-être serait-il intéressant de commenter les plus caractéristiques. D'autres que moi pourront le faire et je me bornerai à vous signaler que des recherches personnelles et des fouilles m'ont permis, en 1939, de mettre à jour un certain nombre de documents gallo-romains provenant de l'ancienne station d'Etanna qui figure sur la Table de Peutinger, entre Aoste (Augustum) dans l'Isère, et Genève, sur la voie prétorienne de Vienne à Genève construite par Agrippa.

Cette station se situe près d'Yenne (Savoie), au hameau d'Etain.

Ces documents comprennent surtout :

1° Une stèle en marbre blanc (fig. 1) de très bonne

époque (1^{er} ou 11^e siècle), représentant un Dieu Silvain, réemployée en 504 comme cartouche d'un sarcophage chrétien;

2° Un cippe dédié à SEXTUS SAMMIUS, Sévir augustal (11^e siècle);

3° Une quarantaine de vases assez complets et une très grande quantité de fragments de poteries, ornées ou communes (voir fig. 2 à 12 les plus intéressants).

Ces trouvailles ont fait l'objet d'une étude de M. le professeur Wuilleumier de la Faculté des Lettres de Lyon, archéologue des monuments historiques, et leur description serait trop longue pour le cadre de cette communication.

En outre, ces fouilles ont donné beaucoup de fragments de stucs, de fresques aux couleurs bien conservées, divers petits objets et un as à l'effigie d'Antonin le Pieux.

Enfin j'ai exhumé un gobelet à boire (fig. 2), orné d'un graffite représentant le propriétaire, lequel, barbu à la mode de Marc-Aurèle, brandit un épieu et un vase à boire rempli d'un liquide pétillant qui ne peut être que du vin blanc de Savoie, comme on en récolte encore sur les coteaux. Ce propriétaire était grand chasseur et franc buveur, et même fervent de Vénus si j'en juge par la décoration d'un vase lui ayant appartenu. Nos campagnes comptent encore des bons vivants de ce genre.

MESDAMES, MESSIEURS,

Dans cette causerie, si dépourvue de toute érudition, je n'ai pas la prétention de vous avoir appris quelque chose de nouveau.

J'ai simplement tenté — y ai-je réussi? — de vous intéresser à nos ancêtres gallo-romains, loin de nous par le temps, mais bien proches par leurs qualités et leurs défauts.

Ils parlaient à peu près le même langage que nous, ils vquaient à leurs occupations ou ils allaient à leurs plaisirs dans un cadre qui nous est familier, et leurs regards ont embrassé les horizons mêmes qui s'offrent à nos yeux. Ils ont, comme nous, peut-être trop joui du bien-être matériel et s'ils n'ont pu faire, et pour cause, de la grande politique dans le cadre de l'Empire, ils ont eu une vie municipale très agitée; ils ont connu les revendications des syndicats, les luttes sociales, la démagogie et la dénatalité.

Comme nous, ils ont payé tout cela.

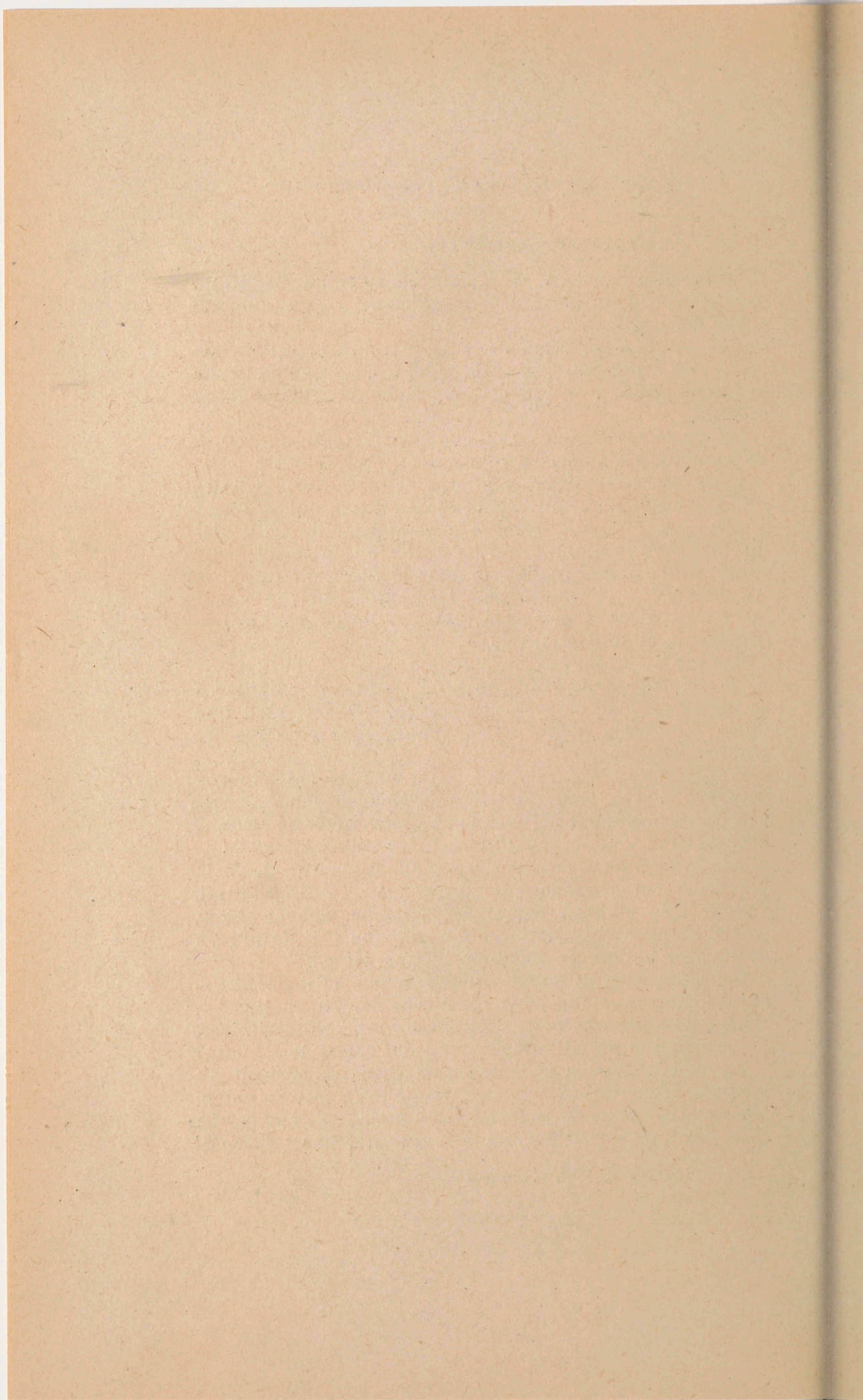
On est frappé de leur passivité en face des barbares et même de leur empressement à les servir : c'est que l'idée de Patrie avait complètement disparu dans un empire trop vaste.

L'administration, qui était l'ossature de cet Empire, disparut peu à peu, les titres impériaux dont se paraient les nouveaux maîtres perdirent leur éclat et tombèrent dans l'oubli : seules la hiérarchie et les disciplines chrétiennes conservèrent la romanité dans la langue et les coutumes du moyen-âge, et en firent une époque très vivante, tumultueuse même, où, du chaos, sortit notre civilisation occidentale, mais il fallut un millénaire pour voir refleurir l'humanisme.

Sommes-nous au début d'une nouvelle période historique? Entrons-nous dans un siècle de fer ou serons-nous assez heureux pour conserver, avec nos territoires, le patrimoine spirituel que nous ont légué nos aïeux?

Je suis persuadé qu'il en sera ainsi et, pensant au modeste cippe qui, à Mayence, rappelle le souvenir d'un légionnaire viennois, je terminerai en saluant nos morts, tous nos morts : *Et ave*, mais je ne dirai pas : *Et vale!*

Grenoble, 19 octobre 1940.



**Recueil de pièces
intéressant
la succession de Champollion le Jeune**

ÉDITÉ PAR

M. l'Abbé Paul TRESSON

Séance du 30 novembre 1940

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,
MESDAMES, MESSIEURS,

LE 4 mars 1832, Jean-François Champollion dit le Jeune, alors âgé de quarante et un ans deux mois et neuf jours, mourait, à Paris, terrassé par une troisième attaque dont les deux premières s'étaient produites, le 13 décembre 1831 et le 13 janvier 1832. Deux jours après, avaient lieu ses funérailles. Le mardi, 6 mars, en effet, un cortège d'admirateurs et d'amis — en tête duquel marchaient, répartis aux quatre coins du drap mortuaire, l'astronome François Arago, le naturaliste Alexandre de Humboldt, l'arabisant Antoine-Isaac Silvestre de Sacy, le directeur des musées royaux, comte Auguste de Forbin — quittait le domicile du défunt, sis au numéro 4 de la rue Favart, gagnait l'église Saint-Roch, puis se dirigeait vers le cimetière du Père-Lachaise. Là, après les paroles d'adieu adressées par Walkenaer et Letronne, se fit l'inhumation, à quelques pas de la tombe, où dormait, depuis deux ans, le célèbre préfet de l'Isère, l'illustre physicien Jean-Baptiste-Joseph Fourier, protecteur de Jean-François.

Ainsi se terminait le drame qui, depuis trois mois, causait une vive émotion dans le monde savant. Dès lors, n'avaient plus qu'à se dérouler les diverses opérations d'ordre successoral, auxquelles se réfère le document que je me propose de soumettre, ce soir, à votre attention. Ce document est malheureusement peu connu et l'on ne rencontre, à son sujet, dans l'ouvrage capital de Herminie Hartleben, *Champollion, sein Leben und sein Werk* (Berlin, Weidmann, 1906, 2 col. in-8°), que deux vagues citations ne laissant guère soupçonner l'importance du morceau¹. Aussi, ai-je cru bon de vous en donner une lecture intégrale, qui vous permettra de l'apprécier à sa juste valeur. Comme le mentionne l'acte lui-même, il n'est autre que « l'inventaire et description exacte des meubles meublans et autres effets mobiliers, titres, papiers et renseignements dépendant de la succession dudit Sieur Champollion ».

L'inventaire des biens de Champollion nous est parvenu sous forme de *copie* exécutée sur papier timbré et mesurant une hauteur d'environ 0 m. 26 cent. sur une largeur d'environ 0 m. 20 cent. Jadis, il faisait partie des collections de notre regretté collègue, M. le Conservateur Edmond Maignien; puis, à la mort de celui-ci, il passait

¹ Ces citations se trouvent au tome II dudit ouvrage, pages 394 et 513. A la page 394, note 2, M^{me} Hartleben écrit, au sujet du costume arabe, porté par Champollion, en Egypte : « Im Haushalts-Inventar vom 9. Aug. 1832 » et, plus loin, page 513, note 1, elle ajoute, à propos de l'appui financier, apporté par notre compatriote à la Société du Bulletin universel : « In dem schon erwähnten Inventar heisst es : (M^{me} Rosine déclare) que M. Champollion était intéressé pour une action de 1.000 fr. dans la Société du Bull. univ., que cette Société est aujourd'hui en liquidation et que la déclarante ignore où en est le titre ». En somme, de notre document, il est fort peu question dans le travail de M^{me} Hartleben, constatation analogue à celle que nous avons déjà faite, à propos du Catalogue des Antiques de Grenoble, composé par Champollion, en 1810-1812, et conservé à la Bibliothèque de Grenoble, sous la cote R 7635 (Cf. note article : *Jean-François Champollion. — Catalogue des Antiques de la Ville de Grenoble* paru dans *Bulletin de l'Institut français d'Archéologie orientale*, t. 32, 1932, pp. 169-181, à p. 169). Ces lacunes sont des plus regrettables, car il en résulte pour une publication, intéressante à tant de titres, une certaine superficialité, qu'une étude — un peu plus poussée — des documents, jointe à un index, davantage développé, aurait sûrement évitée.

entre les mains de son fils, M. Paul Maignien, qui nous le communiqua, en 1922, nous autorisant à le publier, ce dont nous lui sommes fort reconnaissant. Peu après, il prenait une direction que nous ne saurions préciser et, à cette occasion, nous remercions Mademoiselle Elise Gardin-Girard, de l'Institut d'histoire de l'Art de Paris, qui a bien voulu se rendre pour nous à la Bibliothèque nationale, mais n'y a pas trouvé trace de notre pièce. Autant que nos souvenirs permettent de l'indiquer, la conservation en est bonne et elle comporte une vingtaine de feuillets, soit environ quarante pages de texte d'une écriture assez lisible et dont l'encre n'a point pâli. Sur la couverture, on lit : *9 Août 1832. — Inventaire après le décès de M. Champollion. — M. Castel notaire à Paris.* Vient, ensuite, au haut de la première page, le n° 5359, auquel fait suite l'acte notarié, dont voici la teneur, reproduite avec ses particularités, exception faite de la pagination primitive, qui, ne s'accordant pas avec le format du *Bulletin*, ne sera point prise en considération :

**

« L'an mil huit cent trente deux, le Jeudi neuf août, onze heures.

A la requête de Madame Rose Blanc, veuve de Monsieur Jean François Champollion, membre de l'Institut, Conservateur de la collection égyptienne du musée du Louvre, Chevalier de la légion d'honneur et de l'ordre de Saint Joseph de Toscane, professeur d'archéologie au Collège royal de France, demeurant à Paris rue Favart n° 4

Procédant en son nom personnel à raison des créances et droits matrimoniaux qu'elle a à exercer contre la succession de feu M. son mari

Et en outre au nom et comme tutrice naturelle et légale de M^{lle} Zoraïde Eulalie Champollion sa fille mineure issue de son mariage avec feu Monsieur Champollion ci-dessus nommé

En présence de M. Jacques Joseph Champollion Figeac, Conservateur à la Bibliothèque du Roi, Chevalier d'honneur demeurant à Paris rue neuve des Petits Champs n° 12

Procédant en qualité de subrogé tuteur de ladite mineure, Champollion nommé à cette qualité qu'il a acceptée aux termes d'une délibération du Conseil de famille de cette mineure reçue et présidée par Monsieur le juge de Paix du deuxième arrondissement de Paris, assisté de son greffier le neuf avril dernier, enregistré.

La dite mineure Champollion habile à se dire et parler seule et unique héritière dudit feu s^r Jean François Champollion son père

A la conservation des droit et intérêt de ladite dame Veuve Champollion et de sa fille mineure et de tous ceux qu'il appartiendra, il va être par M^r Hippolyte Castel et son collègue, notaires à Paris soussignés, procédé à l'inventaire et description exacte des meubles meublans et autres effets mobiliers, titres, papiers et renseignements dépendant de la succession dudit Sieur Champollion trouvés et étant dans les lieux ci après désignés faisant partie d'une maison, sise à Paris rue Favard n° 4 dans laquelle M. Champollion est décédé le quatre Mars dernier

Cet inventaire aura lieu sur la représentation qui sera faite de tous lesdits objets par Madame Veuve Champollion avertie du serment qu'elle aura à prêter lors de la cloture du présent inventaire et ce sous les peines de droit qui lui ont été expliqués par les notaires soussignés de n'avoir rien pris ni détourné, vu rien prendre, sceller (*sic*) ou détourner

La prise des objets qui en seront susceptibles sera faite par Monsieur Benoit Antoine Bonnefond, commissaire priseur au département de la Seine, demeurant à Paris, rue de Choiseul n° 11, ici présent

Lequel fera cette prise en son âme et conscience et eu égard au cours du temps présent.

Et ont signé avec les notaires après les notaires après lecture faite sous toutes réserves et protestations respectives et de droit

Thomas

Castel

Et à l'instant sur l'interpellation qui lui a été faite par les notaires soussignés, Madame Veuve Champollion a déclaré qu'il ne lui était rien dû par ladite mineure si ce n'est toutefois ce qui pourra résulter des comptes liquidation et partage de la d. succession

Et a signé après lecture.

SUIT LA PRISÉE

Dans la cave

1° Cent-vingt bouteilles vides, douze bouteilles
de vin rouge ordinaire, prisées dix huit francs ci 18

Dans la cuisine au
troisième étage éclairée par une
croisée sur la cour

 18

Report 18

2° une pelle, deux pincettes, un gril, une co-
quille en tole, un étouffoir, un fourneau et quatre
fers à repasser, un porte-fers, un brule café, une
poêle à frire, deux couvercles en tole, un four
de campagne, une grande poêle à frire, un cou-
peret, un hachoir, une marmite (*sic*) en fonte,
prisé le tout quinze francs ci 15

3° une cuisinière, une burette, trois casse-
roles, trois passoires, un sceau (*sic*) à laver les
pieds, une cuillère à pot, deux écumoirs, le tout
en fer blanc, prisé avec un moule huit francs ci 8

4° une bassinoire, deux flambeaux, deux plats
creux, six casseroles à sauter, cinq couvercles, le
tout en cuivre, prisé trente huit francs ci 38

5° trois pots de grès, deux cruches, six plats,
un saladier, quatre poelons, et autres poteries et
fayence ne méritant plus ample description

 79

Report 79

prisé trois francs ci 3

6° une fontaine de grès en pierre filtrante et à
deux robinets, une table de cuisine, un fourneau
d'après le système de harel et ses garnitures en
terre et fer blanc, quatre vieilles chaises, un pa-
nier à bouteilles, un sceau (*sic*) ferré, prisé le
tout trente francs, ci 30

7° un mortier en marbre noir, tacheté de blanc
et son pilon en bois, prisé six francs, ci 6

8° un petit lot de bois à brûler, prisé deux
francs ci 2

Dans une antichambre éclairée
par une croisée donnant sur la cour

9° Un porte parapluie en fonte, une grande
banquette couverte en crin et foncée de foin
prisés dix huit francs ci 18

Dans la chambre de la domestique
éclairée par une porte vitrée sur

138

Report 138

la précédente pièce

10° Une malle couverte en cuir, un bidet et
une table en bois de noyer, un marche pied, deux
chaises foncées de paille, une paillasse, deux ba-
lais et un grand coffre en bois blanc, prisé le tout
quarante francs, ci 40

Dans la salle à manger
éclairée par une croisée sur la cour

11° Une petite lampe en fer blanc et en cuivre
prisée quatre francs ci 4

12° Une servante en bois rouge prisée six
francs ci 6

13° Une table ronde en bois d'acajou garnie de
râlonges (*sic*) en bois blanc à pieds tournés pri-
sée soixante dix francs ² ci 70

258

Report 258

14° Dix chaises foncées de paille blanche pri-
sées vingt francs ci 20

Dans un office ayant son entrée
par la précédente pièce

15° Un service en porcelaine blanche ordinaire
composé de onze douzaines d'assiettes ordinaires,
une demi douzaine à soupe, une grande soupière,
six plats ronds, deux plats longs, deux casse-
rolles (*sic*) couvertes, huit coupes, quatre co-

² Immédiatement après, deux lignes (comportant huit mots)
ont été barrées sur l'original et répétées au numéro suivant
(= 14°). — Cf. finale de l'inventaire [Note de l'éditeur].

quilles, quatre ravièrs, une saucière et son pied,
un plateau garni de douze pots à crème, trois
vases à fruits, six grandes tasses et soucoupes,
douze plus petites et leurs soucoupes, deux su-
criers, deux grands bol.... ?, un saladier, prisé le
tout cent quatre francs ci 104

16° six grandes caraffes (*sic*) en cristal taillé,
douze plus petites, vingt trois gobelets ordinaires,
douze

382

Report 382

grands verres à pied, douze verres à vin de bor-
deaux, douze verres à liqueur, douze rince-bou-
ches et leurs verres, quatre salières, deux cloches
à fromage, deux plateaux en toile vernie, six dou-
zaines d'assiettes en terre de pipe et un saladier,
prisé le tout ensemble à quatre vingt dix francs
ci 90

17 — Deux boîtes à thé, un panier pour le
pain, un couvert en buis, six couteaux de table
prisé le tout cinq francs ci 5

18 — Une boîte en bois de noyer contenant
une seringue en étain, prisee cinq francs, ci 5

Dans un petit cabinet ayant
son entrée par la salle à manger

19 — Neuf chaises à l'anglaise en bois de mé-
risier foncées en paille prisees vingt sept francs
ci 27

Dans une autre pièce
ayant entrée par la

509

Report 509

précédente et éclairée par
une croisée sur la cour

21 — Un divan foncé de foin et crin couvert
en toile écrue, garni de trois carreaux en crin,
prisé avec une partie de tenture en calicot vert
trente six francs ci 36

22 — Un tapis (*sic*) d'Aubusson en mauvais
état prisé vingt-cinq francs ci 25

Dans une chambre à
coucher étant en suite de la précédente
et éclairée par une croisée donnant sur
la rue

23 — Deux pelles, deux pincettes prisées trois francs	ci	3
24 — Deux coupes en cristal rose, un plateau en bronze portant une caraffe, un goblet et un sucrier en cristal coulé et taillé, prisés ensemble vingt quatre francs	ci	24
25 — Une cave en racine		

 597

	Report	597
d'orme, garni de six flacons en cristal coulé, prisé vingt quatre francs	ci	24

26 — Un rideau de croisée, deux de lit et leur draperie, le tout en calicot jaune prisé avec deux rideaux de lit en mousseline à carreaux quarante francs	ci	40
---	----	----

27 — Une commode, un lavabo, une table de nuit, le tout en bois d'acajou à colonne détachée prisée quatre-vingt francs	ci	80
--	----	----

28 — Six chaises à l'anglaise en bois de noyer foncées de paille blanche, prisées dix-huit francs	ci	18
---	----	----

29 — Une couchette en bois d'acajou, un sommier doublé en coutil, deux matelas blancs, un faux traversin et un traversin prisé le tout cent		
---	--	--

 764

	Report	764
soixante dix francs	ci	170

30 — Un tapis de jaspé? rayé en mauvais état prisé trente francs	ci	30
--	----	----

Dans le salon éclairé
par deux croisées sur la rue

31 — Deux lampes à strales (<i>sic</i>) en fer blanc bronzé, deux flambeaux en cuivre bronzé prisé le tout trente francs	ci	30
--	----	----

32 — Une pendule en albâtre formant pied destal (*sic*) surmontée d'un vase prisee soixante quinze francs ci 75

33 — Un canapé, six fauteuils, deux bergères, deux chaises, deux tabourets le tout en bois d'acajou, pieds à balustre couverts en velours d'Utrecht (*sic*) à rosas (*sic*), prisé le tout trois cent cinquante francs ci 350

34 — Une table à jouer en bois d'acajou prisee quinze

1 419

francs Report 1 419
ci 15

35 — Une table à la tronchain en bois d'acajou, garnie de deux allonges, prisee quarante francs ci 40

36 — Une table à thé en bois d'acajou à pieds triangulaires, à dessus de marbre bleu fleuri prisee cent francs ci 100

Dans une chambre à coucher
ayant son entrée par le salon et
éclairée par deux croisées sur la rue

37 — Deux chenets en fonte garnie en cuivre, une galerie en fer et fonte, une pelle, une pincette, un petit balai, prisés avec deux flambeaux en plaquée ?, prisés quinze francs ci 15

38 — Deux tapis de foyer dont un de turquie en mauvais état, deux carreaux foncés

1 589

de foin prisé le tout douze francs ci 12
Report 1 589

39 — Une toilette chiffonnière en bois d'acacia prisee vingt quatre francs ci 24

40. Une table à écarté en bois d'acajou à pieds octogonnes (*sic*) prisee vingt cinq francs ci 25

41 — Un secrétaire en bois d'acajou à coins arrondis avec abattans fendus prisé soixante francs ci 60

42. Une armoire à glace à coins arrondis et à gorge prisee deux cents francs ci 200

- 43 — Un divan, deux fauteuils, quatre chaises
— le tout en bois d'acajou couvert en toile écrue
à galons bleus, prisés deux cent vingt francs ci 220
- 44 — Une couchette en bois d'acajou à co-
lonnes et à pommes,

 2 130

Report 2 130

- une pailleasse, un sommier, un matelas, couverts
en couil rayé, un traversin, une couverture de
coton, deux couvre pieds piqués prisés le tout
deux cents francs ci 200

- 45 — Une grande gravure dans son cadre en
bois doré représentant l'entrée de Henry quatre
à Paris, prisee quatre vingts francs ci 80

- 46 — huit cadres en bois d'acajou contenant
des vues d'Egypte provenant de la commission de
l'ouvrage sur l'Egypte, prisés ensemble quarante
huit francs ci 48

- 47 — quatre chaises de paille à l'anglaise pri-
sées douze francs ci 12

- 48 — Une table de nuit en bois d'acajou, de
forme ronde et à dessus de marbre prisee dix
francs ci 10

Dans un cabinet de
toilette ayant son entrée

 2 480

Report 2 480

sur la précédente pièce et
éclairée sur l'antichambre

- 49 — Une toilette en bois d'acajou à pieds
tournés prisee vingt cinq francs ci 25

- 50 — Un miroir dans son cadre de bois peint
prisé douze francs ci 12

- 51 — Une grande armoire en bois de chêne à
deux vantaux (*sic*) prisee vingt francs ci 20

Dans ladite armoire

- 52 — Douze draps de maître en toile en partie
élimée prisés cent quarante quatre francs ci 144

53 — Trois paires de draps de domestique prisés trente six francs ci 36

54 — Trente-six serviettes en linge uni et en coton, une grande nappe de coton, six nappes ouvrées de diverses grandeurs, six autres nappes en croisé de fil, quatorze tabliers

2 717

Report 2 717

de cuisine, seize torchons bons et mauvais, prisé le tout soixante dix francs ci 70

55 — Quatre rideaux en croisé de coton cramoisi, deux rideaux blancs en mousseline unie prisés trente six francs ci 36

56 — Deux rideaux de croisée et deux rideaux de lit en mousseline unie, un couvre pied (*sic*) de percale, le tout garni en bleu prisé vingt cinq francs, ci 25

Suit le linge et la garde
robe à l'usage de M. Champollion

57 — Une redingotte (*sic*), deux habits en drap, un pantalon de drap noir, un pantalon de drap bleu, deux pantalons d'été, un gilet (*sic*) noir, quatre gilets blancs et de fantaisie prisé le tout cinquante francs ci 50

58 — Un habillement ou costume arabe en mousseline et étoffe de pays, prisé avec deux paires de

2,898

Report 2 898

babouches en maroquin jaune prisés quatre (*sic*) francs ci 40

59 — Un habit bleu brodé en argent, un (*sic*) veste ou gilet blanc piqué, chapeau à trois cornes garni d'une plume noire, une épée à poignée cuivre doré, prisé le tout cent francs ci 100

60 — Deux paires de botte, trois paires de souliers, un chapeau rond et un parapluie à canne, prisés quinze francs ci 15

61 — Douze chemises en percale, neuf cra-

vates en jaconas, dix huit mouchoirs de couleurs, six caleçons, huit paires de bas et de chaussettes, deux paires de bas de soie noire, une paire de bas de soie blancs prisé le tout quarante-cinq francs	ci	45
--	----	----

Suit le linge et la garde-robe
à l'usage de Mad^{me} Champollion

62 — Douze chemises en toile prisées trente- six francs	ci	36
--	----	----

3,134

Report 3 134

63 — Seize mouchoirs en batiste unie et bro- dée prisés vingt quatre francs	ci	24
--	----	----

64 — Six jupons en percale, six camisolles (sic) en percale en mauvais état prisé le tout vingt cinq francs	ci	25
---	----	----

65 — Douze paires de bas en coton à coins unis et brodés, deux paires de bas de soie noire, deux paires de bas de soie blanc, prisé le tout vingt francs	ci	20
---	----	----

66 — Six bonnets de nuit garnis en mousseline unie, quatre bonnets du matin garnis en tulle, huit fichus, collerettes et demi-fichus, prisés avec un lot de chiffons, rubans et dentelles la somme de vingt francs	ci	20
--	----	----

67 — Une robe de velours noir prisé trente- six francs	ci	36
---	----	----

68 — Trois robes en soie, une robe en méri- nos, deux peignoirs en toile, trois robes blanches prisé le tout		
--	--	--

3 259

Report 3 259

soixante douze francs	ci	72
-----------------------	----	----

69. Deux corsets, trois chapeaux dont deux en soie et un en paille, quatre paires de souliers noirs, trois paires de souliers de couleur, une om- brelle, prisé le toute trente francs	ci	30
---	----	----

70. Un schal (sic) cachemire français fond blanc prisé trente francs	ci	30
---	----	----

71. Deux foulards, deux schals dit sautoir en soie et en crêpe de chine prisé le tout dix-huit francs ci 18

72. Une garniture de robe en maline brodée, une mantille en blonde ? de soie blanche prisé le tout trente six francs ci 36

Suivent les bijoux et
armes à l'usage de M. Champollion

73 — Un sabre turc à lame de damas uni, monté en corne de rhinocéros avec fourreau en argent

3 445

Report 3 445

doré, avec cordon rouge et or, prisé deux cent quarante francs ci 240

74 — Une tabatière en or guilloché ornée du chiffre de Louis dix huit composé de deux L en sautoir et en diamant prisee la somme de mille francs ci 1 000

75 — Une montre ancienne à boîte d'or unie, prisee soixante francs ci 60

76 — Trois tabatières en carton et en buis prisees six (*sic*) francs avec une épingle en ³ cornaline ci 3

Suivent les bijoux de
Madame

77 — Un colier (*sic*) en mosaïque monté à l'art d'Italie, une paire de boucles d'oreilles pareille et une boucle de ceinture prisés vingt-quatre francs ci 24

4 772

³ Deux mots (corniche, corlemine) ont été rayés, à cet endroit, sur l'original, et remplacés par le terme *cornaline*. Voir finale de l'inventaire [Note de l'éditeur].

	Report	4 772
78. Un paquet de perles de ?ome prisé deux francs	ci	2

Suit la Bibliothèque

79. Description de l'Egypte édition in-folio dont six volumes seulement sont cartonnés et le surplus broché en feuilles, prisee trois cents francs	ci	300
80 — Neuf volumes in-folio dont le dictionnaire arabe, hébreu et chinois prisés quarante cinq francs	ci	45
81. Vingt-quatre volumes in quarto reliés et brochés relatifs à la langue copte prisés cinquante francs	ci	50
82. Trente volumes in octavo reliés et brochés relatifs à l'histoire d'Egypte prisés vingt francs	ci	20
83. Trente six volumes reliés et brochés, la plupart sur les langues orientales, prisés vingt francs	ci	20

5 209

	Report	5 209
84. Cinquante volumes brochés la plupart en mauvais état et tous relatifs aux langues orientales prisés trente francs	ci	30
85 — Cinquante six volumes de divers formats relatifs à la littérature latine et moderne prisés quarante francs	ci	40
86 — Un paquet de brochures isolées sur toutes sortes de sujets prisé dix francs	ci	10
87. Un paquet de soixante livraisons déparpillées (<i>sic</i>) du musée de peinture, in-douze, prisé dix francs	ci	10

Suit l'argenterie

88 — Une cuillère à potage, une cuillère à ragout, onze couverts, neuf cuillères (<i>sic</i>) à café le tout d'argent au poinçon de province marqués de C B — pesant ensemble deux mille		
--	--	--

5,299

Report 5 299

quatre cents grammes prisés à raison de deux
cent quatre francs cinquante centimes le kilo-
gramme la somme de quatre cent quatre vingt
dix francs quatre vingts centimes ci 490,80

Madame Veuve Champollion déclare que cet
(sic) argenterie lui a été donné savoir⁴ six
couverts par M. André Blanc son frère lors de
son mariage avec le défunt et les cinq autres
lui proviennent de la succession de M. son
père. Ce qui est à la connaissance de Mon-
sieur Champollion subrogé tuteur, ainsi qu'il
le déclare et ont signé. —————

Total de la prise du mobilier cinq mille
sept cent quatre vingt neuf francs quatre
vingts centimes ci 5 789,80

Il a été vaqué à tout ce que dessus depuis
ladite heure de onze du matin jusqu'à celle
de cinq de relevée par double vacation —————

Les objets ci-dessus inventoriés et ceux restant à
l'être sont demeurés en la garde et possession de Ma-
dame Champollion qui le reconnaît et s'en charge pour
les représenter quant et à qui il appartiendra.

Et la vacation pour la continuation du présent inven-
taire a été remise et indiquée à Mardi prochain qua-
torze août —————

Et ont les parties signé avec Monsieur Bonnefond et
les notaires après lecture faite

Et le dit jour Mardi quatorze août mil huit cent
trente deux, dix heures du matin.

En conséquence de l'indication prise par la cloture de
la vacation qui précède, il va être par le dit M^r Castel
et son collègue notaire à Paris soussigné, procédé à la
continuation du présent inventaire et mêmes requêtes
présence et qualité que celles énoncées en la vacation
qui précède.

Papiers

Cote première = Contrat de mariage.

Une pièce qui en l'expédition d'un contrat passé

⁴ Ce mot a été omis sur l'original et ajouté, après coup, dans
la marge (en haut de la page). Pour des raisons d'impression,
nous l'avons remis à sa place logique [Note de l'éditeur].

devant M^r Arthaux⁵ qui en a gardé la minute et son collègue, notaires à Grenoble le vingt un décembre mil huit cent dix-huit, enregistré, contenant les clauses et conditions civiles du mariage de M. Champollion et de Mad^{me} son épouse, aujourd'hui sa veuve⁵.

Par ce contrat :

Article premier — Les futurs époux ont déclaré vouloir se marier sous le régime dotal.

Article deuxième — La demoiselle Blanc futur épouse s'est constitué de son chef son trousseau évalué trois mille francs. Il a été dit que l'acte de célébration du mariage et le contrat présentement analysé serviraient de suffisante reconnaissance de la part du futur époux.

Article troisième. Pour dot, Monsieur Blanc a constitué en avancement d'hoirie à la d^{ne} future épouse sa fille la somme de trente mille francs qu'il s'est obligé de payer dans quatre années avec intérêt à cinq pour cent par an sans retenue à courir du jour de la passation dudit contrat entre les mains du futur époux, à la charge pour lui d'en fournir un emploi utile et solide pour assurer les deniers dotaux.

Madame Champollion déclare que cette somme de trente mille francs ne lui a point été remise par Monsieur son père, mais qu'il lui en a été tenu compte par le partage dont il sera parlé ci-après.

Cette pièce a été cotée, paraphée et inventoriée comme pièce unique de la cote première ci Première

Déclare Madame Champollion que pendant son mariage avec feu Monsieur Champollion il ? n'a recueilli que la succession de son père à laquelle il avait droit pour un cinquième.

Qu'une de ses sœurs ayant été désintéressé la part du défunt s'est élevée à un quart, les trois autres quarts revenant savoir : un quart à Monsieur Champollion-Figeac ici présent, et les deux autres quarts ou moitié à leurs sœurs.

Que les biens immeubles dépendant de cette succession sont situés à Figeac, département du Lot, et consistent

⁵ Arthaud (Pierre-François) fut notaire à Grenoble, de 1781 à 1828. Le titulaire de l'étude est actuellement Maître Barraut (11, boulevard Edouard-Rey), qui détient la minute du contrat [Note de l'éditeur, d'après un renseignement de M. Letonnelier].

en une maison et un grand magasin, et que les deux sœurs de Messieurs Champollion en jouissent du consentement de leurs frères.

Que — quant à elle, elle n'a aussi recueilli que la succession de Monsieur son Père, que le partage des objets dépendant de cette succession a été faite (*sic*) entr'elle et ses deux frères

Et que les sommes qu'elle a recueillies sont restées entre les mains de Monsieur André Blanc, son frère,

Qu'ils n'ont recueilli aucune donation ni aucun legs, si ce n'est Madame Champollion qui a été instituée légataire pour une somme de quinze mille francs par Monsieur Hugues Blanc, son frère, aux termes de son testament olographe.

Que le dit sieur Hugues Blanc est décédé à Hières au milieu de février mil huit cent trente deux et que cette somme de quinze mille francs se trouve encore entre les mains des exécuteurs testamentaires.

Cote deuxième
Acte de l'Etat Civil

Une pièce qui est l'acte de naissance de la mineure Champollion constatant que cette demoiselle est née à Grenoble le premier mars mil huit cent vingt-quatre.

Cette pièce a été cotée, paraphée et inventoriée sous
la cote deuxième ci Deuxième

Déclarations actives

Madame Champollion déclare que lors du décès de son mari il existait en deniers comptants une somme de deux mille francs qu'elle a employée ainsi qu'on le verra ci-après à payer les frais funéraires

ci 2 000

Qu'il existe de précieux manuscrits laissés par son mari et qui sont déposés entre les mains de Monsieur Champollion figeac ici présent qui le connaît, lesquels consistent en
1° une grammaire égyptienne
2° une grammaire et un dictionnaire copte
3° trois porte feuilles de dessins de l'Egypte

2 000

	Report	2 000
4° seize cahiers de notes et extrait relatifs à l'histoire et aux langues		
5° et vingt-un cahiers de notes et extraits également relatifs à l'histoire et aux langues.		

Que feu Monsieur Champollion était intéressé pour une action de mille francs dans la Société du bulletin universel, que cette société est aujourd'hui en liquidation et que la déclarante ignore où est le titre.

Qu'il pourra revenir à la d. succession en vertu des lois existantes quelques droits d'auteurs de tous les ouvrages que M. Champollion a publiés, ce dernier n'ayant vendu aux libraires que les éditions qui en ont été faites.

Et que ledit défunt était co-propriétaire avec M. Dubois de l'ouvrage intitulé Panthéon

2 000

	Report	2 000
égyptien duquel ouvrage treize livraisons ont déjà parues (<i>sic</i>) et le compte de ce qui reste de l'édition est à faire.		

Déclare encore Madame qu'elle a touché depuis le décès de Monsieur son mari

1° Le quatre mars dernier une somme de trois cent soixante dix huit francs quarante centimes pour les émoluments d'un mois qui étaient dûs à Monsieur son Mari en qualité de professeur au Collège de France	ci	378,40
--	----	--------

2° le six juin, une somme de cent vingt francs pour les émoluments d'un mois qui étaient également dûs à Monsieur Champollion comme membre de l'Institut	ci	120
--	----	-----

3° Le onze Août, une somme de quatre cent vingt francs pour les émoluments qui restaient dus à		
--	--	--

2 498,40

	Report	2 498,40
feu Monsieur Champollion en sa qualité de Conservateur de la Collection égyptienne du Musée royal (<i>sic</i>) du Palais du Louvre	ci	420
Total deux mille neuf cent dix huit francs quarante centimes	ci	2 918,40

Déclarations passives

Madame Champollion déclare qu'il est réclamé par Madame Froussard (Césarine) demeurant à Versailles à l'Ecole normale, une somme de cinq cents francs que cette dernière annonce lui avoir prêtée ci 500

Et qu'elle a payé depuis le décès

1° à la maîtresse de pension de la mineure sa fille pour le mois de février trente francs ci 30

2° au frotteur huit francs ci 8

3° à sa femme de chambre pour ses gages du mois de février

38

Report 38

vingt-cinq francs ci 25

4° à sa cuisinière pour ses gages du mois de février même somme ci 25

5° à une marchande de modes pour fournitures de différents objets de deuil à l'usage de la mineure quatre vingt quatre francs cinquante centimes ci 84,50

6° au marchand mercier pour achat de plusieurs objets concernant le deuil de la bonne, trente six francs soixante cinq centimes ci 36,65

7° à la marchande de deuil pour différentes fournitures qu'elle a faites à Madame Champollion à l'usage de cette dernière, cent trente un francs quarante centimes ci 131,40

8° à la blanchisseuse de gros soixante quinze francs ci 75

9° au serrurier pour ouvrage de son état quatorze francs ci 14

429,55

Report 429,55

10° au barbier du défunt six francs vingt centimes ci 6,20

11 — à Monsieur Ozaneaux, tailleur pour la fourniture de son état quatre vingt dix francs ci 90

12 — à l'épicier pour fourniture de son état vingt neuf francs quinze centimes	ci	29,15
13 — à M ^r Goisdé, teinturier, sept francs dix centimes	ci	7,10
14 — à Monsieur Aipon? pour fournitures de vins, soixante seize francs	ci	76
15. à Monsieur Arnaut, marchand de vins pour même cause quatre vingt francs	ci	80
16 — à Rumilli? pour un portrait trois cent treize francs	ci	313
17. à Monsieur Champollion figeac pour dif- férentes courses de voiture et pour le mouleur du buste du défunt quatre vingt quinze francs	ci	95
18 au portier de la maison où		
		1 126,00
	Report	1 126
il est présentement procédé pour différentes courses occasionnées par la maladie du défunt, dix francs	ci	10
19 au propriétaire de ladite maison pour le terme de janvier quatre cents francs	ci	400
20 au même pour un terme et demi de loyer échu le quinze de ce mois six cents francs	ci	600
21 au Pharmacien pour médicaments four- nis au défunt cinquante trois francs	ci	53
22 au médecin pour visites et soins donnés au défunt trois cents francs	ci	300
23 à la justice de paix du deuxième arron- dissement pour le cout du conseil de famille de la mineure Champollion, trente deux francs,	ci	32
24 à la même justice de paix pour un ex- trait de ce conseil de famille, six francs	ci	6
25 aux impositions pour l'année		
		2 527
	Report	2 527
mil huit cent trente deux, quarante quatre francs	ci	44

Inhumation

26 à la ville de Paris pour droits d'inhumation, vingt francs	ci	20
27 aux huissiers de l'Institut pour différentes fournitures au convoi quatre vingt six francs	ci	86
28 au Curé desservant l'Eglise de S ^t -Roch pour un service cent cinquante cinq francs	ci	155
29 à l'entreprise des pompes funèbres trois cent quarante six francs quatre vingts centimes	ci	346,80
30 Et enfin à la Compagnie générale de construction et d'entretien des sépultures de Paris douze cent cinquante francs trente centimes	ci	1 250,30

Total des sommes payées quatre mille quatre cent vingt neuf francs dix centimes ci 4 429,10

A l'appui de parties desquelles déclarations, Madame Champollion a représenté seize pièces qui ont été à sa requisition cotées, paraphées et inventoriées — les unes comme les autres sous la cote troisième et dernière

ci Troisième et dernière

Enfin Mad^e Champollion déclare encore qu'elle ne connaît pas d'autre actif ni passif de la d. succession.

Contre toutes lesquelles déclarations en tant qu'elles peuvent nuire et préjudicier à ladite mineure Champollion, M. Champollion figeac en sa qualité de subrogé tuteur de cette d^{me} fait toutes réserves et protestations de droit —

Et a signé après lecture

Il a été vaqué à tout ce qui dessus depuis ladite heure de dix du matin jusqu'à celle de quatre de relevée par double vacation.

Ce fait et ne s'étant plus rien trouvé à dire, comprendre ni déclarer au dit inventaire, Madame Champollion a présentement affirmé devant les notaires sous-signés que cet inventaire est sincère et véritable et au même instant elle a prêté entre les mains des mêmes notaires le serment de n'avoir détourné, vu détourner, ni su qu'il ait (*sic*) caché ni détourné aucun des objets, titres et papier dépendant de la d. succession.

Tout le contenu au présent inventaire a été du consentement de Monsieur Champollion figeac laissé en la garde et possession de Madame Veuve Champollion qui

le reconnaît et s'en charge pour en faire la représentation quand et à qui il appartiendra

Et les parties en réitérant les réserves et protestations de droit ci-devant faites, ont signé avec les notaires après lecture

La minute⁶ des présentes demeurée en la possession du dit M. Castel l'un des notaires soussignés, en suite de laquelle est la mention suivante :

Enregistrée à Paris premier bureau le dix sept août mil huit cent trente deux folios 170 recto case 7, reçu huit francs et quatre vingt centimes pour décimes.

Signé V Chemin ?

Rayé deux lignes et six mots nuls
Quatre signatures illisibles »

**

La Science a, certes, tout lieu de se féliciter de la découverte d'un tel document, qui, en dépit de quelques négligences stylistiques et orthographiques créant une véritable amphibologie, permet — grâce aux renseignements que l'on y rencontre et que l'on chercherait vainement ailleurs, — de pénétrer plus avant dans l'étude de la vie de Champollion. C'est pourquoi j'ai cru de mon devoir de le porter à la connaissance de notre Compagnie dont Champollion fut, comme l'on sait, un des membres les plus assidus et qu'il initia à ses travaux. L'Académie Delphinale ne l'a point oublié! Aussi voulut-elle participer aux cérémonies des centenaires du déchiffrement des hiéroglyphes et de la mort de Champollion, qui eurent lieu, à Grenoble, les 7, 8, 9 octobre 1922 et le 6 mars 1932, et s'associer à l'hommage rendu à la mémoire de celui qui fut non seulement le génie le plus étonnant qui ait paru dans le domaine des Sciences historiques, mais encore un être d'une haute valeur morale, un ardent patriote, profondément attaché à la France, pour laquelle son arrière-petit-fils Guy d'Autroche, fidèle au vieil adage : *bon sang ne saurait mentir*, tombait dans les plaines de Flandre, le 22 juin 1940, avec un héroïsme que nous tenons à saluer.

⁶ Cette minute, que les événements ne nous ont pas permis de consulter, se trouve présentement en l'étude de M^e Roger Kastler, notaire, 43, rue de Richelieu, Paris, 1^{er}, successeur médiateur de M^e Hippolyte Castel. Nous devons ce précieux renseignement à M. Ch. Samaran, directeur des Archives de France, que nous remercions profondément.

AMBASSADE DE VENISE
de Nicolas Prunier de Saint-André
(1668-1671)

PAR

M. le Marquis de MARCIEU

Séance du 30 novembre 1940

HAUT et puissant Nicolas Prunier de Saint-André, marquis de Virieu, comptait 23 années de services au Parlement de Dauphiné (5 comme conseiller, 18 comme président à mortier), lorsque le Roi Louis XIV le désigna en 1668 pour être son ambassadeur auprès de la République de Venise.

Ce choix compensait les services rendus à la Couronne de France par la maison de Saint-André, services évoqués dans les lettres patentes d'érection, en 1655, de l'importante terre de Virieu (huit paroisses) en marquisat, en faveur de Nicolas Prunier, son propriétaire. Il cadrerait avec la situation de famille du nouvel ambassadeur, apparenté à la haute noblesse du Dauphiné, lui-même petit-fils, par sa mère Marguerite, du chancelier de France Pomponne de Bellièvre et marié depuis dix ans avec Marie, fille du Président du Faure du Parlement de Grenoble. Nicolas avait dépassé la cinquantaine; c'était un homme actif : il venait de mener à bien la création du cours Saint-André terminé en 1664, après quatre années de travaux. Son hôtel particulier à Grenoble, son train de maison, ses trois carrosses, ses huit chevaux dont deux de selle, témoignaient d'une fortune aisée dont très ponctuellement il réglait en personne la gestion.

C'était plus qu'il n'en fallait pour devenir ambassadeur.

Son livre de raison, qui nous est parvenu, permet de jeter un coup d'œil rapide sur ses préparatifs de départ, son séjour à l'étranger et son retour en France.

En voici le récit :

« In nomine sanctae et individuae trinitatis
Journal de mon ambassade de Venise »

« Le Roy m'ayant fait l'honneur de me choisir pour
« estre son ambassadeur vers la sérénissime république
« de Venise et m'ayant ordonné par une de ses lettres
« de cachet du 17 May 1668 et par deux despêches de
« Monsieur de Lionne, Marquis de Berny, Ministre et
« Secrétaire d'Estat, aiant le despartement des affaires
« estrangères, de me rendre de Grenoble, où j'étais dans
« ma charge de président, près la sacrée personne de Sa
« M^{te} pour recevoir l'honneur de ses commandements
« et mes mémoires et instructions pour la dite ambas-
« sade, je suis parti au commencement de Juillet, le 4,
« et suis arrivé à la Cour par le chemin de Bourgogne
« et par la voie de l'eau le 20 Juillet, c'est à dire les ri-
« vières de Saône, d'Yonne et de Seine. Aiant séjourné à
« Lyon deux jours et un jour à Sens avec Madame de
« Virieu ma femme et tous mes domestiques et mon
« train. »

« Mon dit sieur de Lionne m'avait escrit la dite am-
« bassade estre des plus considérables dans la conjonc-
« ture de la guerre des Vénitiens contre le Turc qui est
« la seule qui soit maintenant en Europe. »

« Peu de jours après mon arrivée, j'ay esté présenté
« à Sa M^{te} par Mr de Lionne dans le cabinet où elle
« tient conseil où elle estait seule. Elle eut la bonté
« d'escouter mon petit compliment favorablement et me
« fit l'honneur de me dire en réponse qu'elle estait fort
« satisfaite que j'eusse accepté l'ambassade, qu'elle
« avait assurance que je m'en acquiterois bien et que
« je m'y disposasse à partir pour me rendre à Venise
« vers la fin de l'automne. Sa M^{te} ne trouva pas mau-
« vais que je lui repartisse que je tascherois de sup-
« pléer à mon insuffisance par ma fidélité et par mon
« obéissance très soumise à tous ses commandements.
« Elle me fit l'honneur de me parler une seconde fois
« à quoy je n'osay répliquer que par une profonde révé-

« rence. Il ne faut jamais attendre que le Roy vous
 « donne congé. Je sortis donc du cabinet; Messieurs les
 « Ministres entrèrent en mesme temps pour tenir con-
 « seil. »

« Le mesme jour, Monsieur de Lionne me fit encore
 « la grâce de me présenter à Monsieur Le Tellier et à
 « Monsieur Colbert. J'eus l'honneur de voir ensuite Mr
 « le Marquis de Louvois et Mr le Maréchal de Villeroi
 « et j'eus le bonheur de recevoir accueil de Mr le Chan-
 « celier. »

« J'ay demeuré à Paris et à St Germain pour faire
 « ma cour, attendant mes instructions environ deux
 « mois et demy. Pendant ce temps là, je me suis trouvé
 « fort souvent au lever et à la messe du Roy. J'ai esté
 « aussi quelques fois à son dîner et au jeu de paume
 « pour le voir jouer. »

« Madame la Duchesse de Montausier me fît la grâce
 « de me présenter à la Reine à qui j'eus l'honneur de
 « faire la révérence au cercle; après trois profondes
 « révérences on baise le bout de la robe de Sa M^{te}. »

« Le Roy devant partir de St Germain pour le voyage
 « de Chambord j'eus l'honneur de prendre congé et de
 « recevoir les commandements de Sa M^{te}, environ le
 « 16 septembre dans son cabinet à St Germain estant
 « présenté par Mr de Lionne à la fin du Conseil en pré-
 « sence de tous Mrs les Ministres. Sa M^{te} me fit l'hon-
 « neur de me dire qu'elle estait persuadée que je ser-
 « virois bien dans l'emploi qu'elle m'avoit donné, qu'elle
 « vouloit bien prendre confiance en moy; qu'elle avoit
 « donné ses ordres à Mr de Lionne pour la dite am-
 « bassade et que je recevrais de luy ses instructions.
 « Je fus ensuite prendre congé de tous Mrs les Minis-
 « tres. »

« Après avoir esté déclaré ambassadeur par Sa M^{te}
 « vers la Sérénissime République de Venise, j'ay esté
 « aussy tôt rendre visite à Mr Justiniani ambassadeur
 « de la République en France, comme c'est la coutume
 « que le nouvel ambassadeur va voir le premier celuy
 « qui est en fonction. Je luy fis demander audience par
 « un de mes gentilshommes et j'ay esté le voir sur les
 « trois heures après-midi. Il me reçut à la manière
 « accoutumée. »

« Il vint me voir un jour après m'ayant fait deman-
 « der audience par un de ses gentilshommes. Il vint
 « l'après-dîner et je luy rendis les mesmes honneurs

« que j'avois reçu de luy, Venise estant partout traitée
« comme les testes couronnées et d'égal à égal avec la
« France. »

« Mr le Marquis de Saint-Maurice, ambassadeur de
« Savoie, vint aussy me voir. Il ne me fit pas demander
« audience par un de ses gentilshommes. Je le reçus
« comme Mr l'Ambassadeur de Venise parce que
« France traite Savoie comme teste couronnée. Je luy
« rendis deux jours après sa visite comme ambassadeur.
« Mon dit seigneur l'ambassadeur vint encore voir peu
« de jours après Madame de Virieu, ma femme. Je fus
« aussy rendre visite à la sienne aussy tôt après. »

« Quelques jours avant que de partir de Paris j'ay
« esté voir Versailles et St Cloud. Versailles est meublé
« magnifiquement. Il y a la chambre des filigranes qui
« est admirable y aiant plus de mille pièces de cet
« ouvrage des mieux travaillé du monde en argent et
« vermeil doré. Il n'y a pas d'eau que par artifice. On
« la fait venir d'un estang fort bas et assez éloigné
« par une grande pompe qui est dans une tour fort
« haute. Ce lieu est sec et stérile. »

Le répit que lui laissait son assiduité à la Cour et ses quelques promenades, M. de Saint-André les occupe à préparer ce qui lui sera nécessaire à Venise. Il retient comme futur secrétaire à l'ambassade un nommé Amelot d'Orléans, aux appointements annuels de six cents livres. Il se met d'accord avec son maître d'hôtel pour six cents livres par an, et avec son chef de cuisine pour deux cents. Il complète son personnel en cuisiniers, sommelier, six laquais, un valet de chambre, une femme de ménage. Arrivé à Venise il faudra en surplus onze gardes portant livrée et baudrier et trois gondoles servies par deux gondoliers. Tout ce monde habillé de neuf.

L'ambassadeur n'oublie pas de rajeunir sa garde-robe; sa coquetterie va même jusqu'à se commander une belle perruque blonde. Il fait refondre son argenterie pour l'avoir uniforme.

Toute cette magnificence ne va pas sans grandes dépenses. Les fonds personnels de M. de Saint-André, scrupuleusement extraits de tous les tiroirs, les six mille livres allouées pour frais d'installation, les neuf mille livres formant six mois d'appointements, eussent été insuffisants si le Président du Faure n'y eut joint, pour aider son gendre, un don massif de trente mille livres.

Cependant l'automne s'avance; en novembre l'ambas-

sadeur rentre à Grenoble avec M^{me} de Saint-André, laquelle, pour le moment, ne l'accompagne pas à Venise. L'arrivée en cette dernière ville a lieu vers la fin de décembre 1668, après s'être arrêté à Turin et à Mantoue; le prix du voyage depuis Grenoble est monté à cinq mille cinq cents livres.

M. de Saint-André achète aussitôt trois gondoles qu'il fait tapisser avec des étoffes du plus grand prix et décorer de ses armoiries. Il a à cœur de ne rien négliger pour rehausser encore le lustre de la Couronne de France. L'occasion lui est bientôt fournie de se mettre en évidence. Le jour de Saint-François-Xavier de l'année 1669, à une cérémonie solennelle en l'église des Jésuites, il prit, au nom de son maître, la préséance publique sur l'ambassadeur d'Espagne dont il recula le fauteuil pour s'asseoir lui-même au premier rang. Cela eut lieu en présence de plusieurs princes, du nonce, du corps des ambassadeurs et de toute la ville de Venise, et depuis lors partout l'ambassadeur de France a eu le pas sur celui d'Espagne.

Cette incartade eut l'heur de plaire à la Cour de Versailles et le Roi Louis XIV écrivit à cette occasion :
 « Monsieur le Président de St André, outre de ce que
 « vous verrez dans mes autres lettres de la satisfaction
 « de ce qui s'est passé entre vous et l'ambassadeur
 « d'Espagne, à la vue de tout Venise, où vous avez main-
 « tenu mes justes droits et ma gloire avec tant de suf-
 « fisance, de courage et de fermeté, j'ai voulu encore
 « vous marquer ma satisfaction par cette lettre signée
 « de ma main et qui serve à vous et à votre postérité
 « d'un titre très honorable dans votre famille et d'un
 « gage certain de ma singulière estime et de mon affec-
 « tion dont je serais très aise d'avoir lieu de vous
 « donner des preuves réelles aux occasions qui s'offri-
 « ront à votre avantage. Sur ce, je prie Dieu qu'il vous
 « ait, Monsieur le Président de St-André, en sa garde.
 « Ecrit à Versailles le 30 décembre 1669. »

signé : LOUIS.

L'ambassadeur ne pouvait recevoir plus formel encouragement à persévérer dans la voie qu'il s'était tracée.

Au bout de trois années, sans incident aucun, la mission de M. de Saint-André approche de son terme. L'ambassadeur fait partir, le 29 novembre 1671, sa vaisselle

d'argent, ses tapisseries, son linge et ses hardes. Il les embarque ainsi que ses hommes sur un bateau, lequel remontant le Pô les mènera jusqu'à Turin. De là des mulets transporteront le tout à Grenoble où le convoi est rendu le 29 décembre.

Un mois plus tard, le 25 janvier, M. de Saint-André
« eut l'honneur de faire sa révérence au Roy à St Ger-
« main, luy ayant dit que dans l'impatience où j'estois
« de me présenter à ses pieds, je paroissais néanmoins
« avec le déplaisir de ne m'estre pas acquitté aussi bien
« que je l'aurois souhaité de l'emploi dont Sa M^{te} m'a
« honoré auprès de la République de Venise, que ma
« confusion seroit encore plus grande si je n'osois es-
« pérer de sa bonté qu'elle aura plus d'égards à mes
« bonnes intentions et à mon zèle pour son service qu'à
« mes manquements et à mon insuffisance. Sa M^{te} ne
« m'a pas laissé dire davantage et m'a fait l'honneur
« de me répondre qu'elle ne pouvoit pas estre plus
« satisfaite de moy qu'elle l'estoit; que je ne pouvois
« la mieux servir et que je fusse assuré qu'elle me don-
« neroit des marques de son estime dans les occasions
« qui se présenteroient. »

**

C'est sur ce coup de goupillon d'eau bénite de cour que prit fin l'ambassade de M. de Saint-André. Elle avait, à la satisfaction du Roi, inauguré officiellement pour la première fois et amorcé pour l'avenir la préséance de l'ambassadeur de France par rapport à l'ambassadeur du roi d'Espagne.

**Chronique concernant les événements
qui se sont déroulés à Crémieu
au début de la Révolution
1789 - 1792**

PUBLIÉE PAR

M. G. LETONNELIER

Séance du 4 janvier 1941

LE document qui suit se présente sous forme d'un cahier de papier moyen format, sans couverture, comprenant 28 pages écrites au recto et au verso, d'une écriture compacte et plutôt aisée, mais d'une orthographe défectueuse. Il constitue une sorte de chronique annalistique ou de journal rédigé au jour le jour à propos des événements qui se sont déroulés à Crémieu et dans les environs depuis le 5 mai 1789 jusqu'au 9 septembre 1792, soit pendant trois ans et demi de la Révolution. C'est en raison de l'importance de ces dates qu'il offre un intérêt particulier et mérite de retenir l'attention. Il est entré récemment aux archives départementales par voie de don. C'est M. Léon Perrier, ancien ministre, sénateur de l'Isère, qui en a enrichi nos collections.

Ce journal est manifestement incomplet. Il s'arrête brusquement à la date du 9 septembre 1792, sans conclusion, et sans expliquer pourquoi le récit est ainsi interrompu. D'autre part, il annonce à plusieurs reprises l'addition de documents qu'on ne trouve pas à la fin du texte. Enfin, l'auteur se désigne lui-même au moyen de l'expression « moi soussigné »; mais, on cherche en vain la signature annoncée.

Est-il possible néanmoins de percer cet anonymat et de retrouver l'identité de l'auteur? Il est tout d'abord hors de doute que l'œuvre en question est celle d'un habitant de Crémieu qui a fait partie de la garde nationale de cette ville. En plusieurs passages, il parle d'événements ou de cérémonies auxquels il a participé en qualité de membre de ce régiment nouvellement formé. Or, parmi les sources manuscrites utilisées pour la rédaction de son chapitre sur la Révolution à Crémieu, Romain Delachenal, auteur de l'Histoire de cette ville, en énumère deux qui appartenaient alors à des collections privées, et dont on a depuis perdu la trace. Ce sont : le Journal du notaire Candy pour les années 1789 à 1792, et la Chronique commencée par J.-B. Ollivet (1728-1777) et continuée par son fils aîné J.-Fr. Ollivet jusqu'à 1833. Il n'est guère possible d'admettre que nous soyons en présence du journal de Candy, attendu que le texte cite à maintes reprises M. Candy comme une tierce personne, totalement étrangère à la rédaction. Par contre, plusieurs événements relatés, principalement les pillages des châteaux, se retrouvent en termes presque identiques dans le texte utilisé par Delachenal et dans le document anonyme présenté (ex. : il pleuvait à seaux dans Delachenal; il pleuvait à sio dans l'anonyme). Il y a donc lieu de conclure que cette chronique doit être une notable partie de celle que Delachenal a eu sous les yeux, et dont il s'est servi. Les historiens peuvent se féliciter de la réapparition de ce document, considéré comme perdu, et qui est désormais à leur disposition aux Archives de l'Isère.

Que contient en réalité cette Chronique ? Les informations qui s'y trouvent recueillies au jour le jour peuvent se répartir en quatre groupes. Il y a d'abord celles qui concernent l'effervescence des premiers mois de la Révolution connue sous le nom de la Grande Peur, et dont les épisodes caractéristiques sont les multiples pillages de châteaux. Il y a, en second lieu, tout ce qui a trait à la formation et au fonctionnement de la garde nationale (élection des officiers, uniforme, insignes, drapeaux, fêtes de la Fédération de Grenoble et de Lyon). Puis tout ce qui concerne l'application des nouvelles lois révolutionnaires (ex. : élection du juge de paix, de l'évêque constitutionnel, ventes des biens nationaux, etc.). Enfin, une série de nouvelles venues de diverses villes de France, et le plus souvent curieusement grossies ou dé-

formées (ex.: journées des 5 et 6 octobre, insurrection de Lyon, maladie du Roi, arrestation de la famille royale à Varenne, décès de Mirabeau).

Tout compte fait, une pièce importante qu'on est heureux de voir récupérée, qui jette un jour nouveau sur l'esprit des habitants des campagnes au début du grand mouvement révolutionnaire et renferme le récit de nombreux épisodes inédits ou peu connus.

G. LETONNELIER.

Ouverture des Etats généraux à Versailles

Le quatrième may 1789, l'ouverture des Etats généraux s'es fait à Versailles par une procetion generale, conformément à une lettre joint à ce recueil, écrit de Versailles. Le 5^e du courant, il y at douze cent député, savoir deux cent de la noblesse, deux cent du clergé, six cent du tiers Etat. Il y at eut des conteste entre les député. Les noble voulait voté par rang et (le) tier voulait voté par teste, de manière qu'ils ont demeuré en discution depuis le 4^e may jusqu'à environ le 15^e juillet que (le) Roy leur fit annoncé de ce retiré. Le grand maître des cérémonie l'anonsat pour se retiré au tier; il luy fit réponce qu'il ne voulait pas, et que l'on les clouerait plutôt à coup de baionete, de se retiré. Cela a causé une émute considérable. Le Roy a fait avancé quarante mille homme de troupe, en partie suisse et allemande. Toute la ville de Paris a prit les armes, dans le même temps. Il y at eut beaucoup de monde tué. Quelque personne du tier ont démoly la Bastille, comme ont le verat dans un imprimé cy joint. Toute la ville de Paris s'est en régimenté avec chacun une cocarde à leur chapeau, de ruban blanc et rouge. Beaucoup de personne respectable ne voulant point les Etats généraux ont périt, comme ont le verat dans l'imprimé cy dessus. La ville de Grenoble a tenu une délibération le 15 juillet pour en regim() toute la ville, de même que toute les ville en partie du royaume.

Crémieu a tenu une délibération le 19^e juillet à trois heures de relevée dans l'église des Pénitent du Confalon dudit lieu. Tout les habitant de la ville s'y sont rendu, conformement (*sic*) pour se joindre à la capitale du Dauphiné. A leur teste était Messieurs les officiers municipaux : sieur Philipe Reverdy bourgeois, maire; Maitre

Jérôme Plantier, notaire royal, échevin; MM. Antoine Gouchoud, avocat en parlement, capitaine chatelain royal dud lieu; M. Joseph Guichard, notaire royal, procureur fiscal dud Crémieu. Ledit M^e Plantier a arangé les citoyens et a dit que nous ne devons faire qu'un entre tous pour soutenir la nation. Mr. Giroud, curé de Crémieu y at assisté ainsi que M. Thévenin son vicaire, M. de Fleury noble, tout ensemble représentant les trois ordre. Après que la délibération a été faite, tout le monde a signé. Le corps de ville a soupé à la maison de ville et l'asamblé dans deux endroit diférant.

Le dimanche 26^e juillet, les habitant de Crémieu ont prit la cocarde blanc, rouge et bleu. Ce jour là ont a comancé à formé par délibération une garde bourgeoise.

Le lundy 27^e dudit ont at nommé les officiers. Comme ont est menacé des brigand, c'est pour cela que l'on at étably une garde bourgeoise.

Le lundy 27^e juillet 1789 à neuf heures du soir moin un quart, nous avons eut à Crémieu un alerte des plus terrible et la plus efroyable, dans une nuit obscure où il pluvait à sio. Au même instant arive M. Laloge, vicaire à Vesillieu, natif de Crémieu, à grande cource de cheval, disant que dix mille homme troupe de Savoy était entré en France, que la Tour du Pin et Bourgoind était à feu à sang. Dans cest instant, le toquesin a sonné dans toute les église de Crémieu. Tout les citoyens se sont crut perdû. Toute la ville c'est armé de fusil, de peaux renversé, de batton, d'alebarde, de tridant. En un mot, tout ce que l'on at put trouvé pour se défendre. Ont a fermé les porte de la ville, et tout les citoyens ont passé la plu cruelle nuit que l'on puisse jamais passé dans des transe terrible. Personne ne s'est couché. Sur les deux heures et demy du soir, M. Perin notaire royal à St-Marcel envoyat un domestique avec une lettre qui fut décacheté chez M. Reverdy maire, disant que cette troupe savoyarde avait pilié, brulé depuis le Pont de Beauvoisin jusque à Bourgoind, moy sousigné ait été témoin de la lecture de la dite lettre. Cela redoublat l'efroy dans Crémieu. Enfin, après avoir courut toute la nuit de part et d'autre, le jour arivent, à l'aube du jour, ont monte sur les porte de ville et ont n'y at monté à grande quantité de pierre, afin de les pouvoir jeté sur l'enemy quante il arriverait à Crémieu. Dans cette terrible nuit les femme et enfent tout criait misericorde.

La ville de Bourgoind a reçu l'alerte sur les cinq

heures du soir, par l'homme d'affaire de Madame de Valin, qui dit la même chose cy dessus que les Savoyard metait tout à feu à sang. Ont a sonné le toquesin. Quantité de parroises sonant le toquesin chez elle, se sont rendu à Bourgoind, au environ de huit mille, armé tant en fusil que peaux renversé et tridant. Il ont passé la nuit audit Bourgoind. Les officiers les ont fait boire et mangé. Le lendemain, voyant que l'enemy ne venait pas, il se sont dispersé, troupe par troupe. Les malheureux ont formé un brigandage.

Après avoir fait brulé à la place de Bourgoind tout les papier qui ont prit au chateaux dudit Bourgoind et chez les notaire dudit lieu, en terrier et autre papier concernant le seigneur dudit Bourgoind, il conclure entre euz que cétoit les seigneur et noble qui étoit la cause qui étoit venu à Bourgoind, et qu'il falait faire brulé leurs chateaux. Comme de fet il ont commancé à faire brulé le chateaux de M. Deveaux à Veaux. De là il ont pilié, volé celui de M. Deveaux à la Verpilière. Nota : Ces malheureux ont prit de force à Bourgoind M. de Rival, sous lieutenant de la maréssause, résidant audit Bourgoind, et l'on conduit au chateaux de Veaux, le pistolet à la gorge, et l'on contreint à y metre le feu.

Le même jour, 28^e dudit, il sont venu chez M. de Loras à Chamagnieu. Il n'y ont pas mis le feu, mais il ont cassé, brisé, volé, pilié le chateaux. En un mot, il n'y ont pas laissé un cloux.

Le même jour, le chateaux de M. de Vaire à Bonce a essuyé le même carnage. Il ont mis le feu par trois fois, mais il n'at pas put prendre. Il s'est trouvé quelque personne du village qui l'ont éteint.

La nuit du 28 au 29, il ont mis le feu à celui de Madame Zese de Poisieu à Janeriat, à dix heures du soir. De là à celui de M. Léclée de Jont. De là à celui de Jonage. Mais, le feu n'y a pas peu prendre : quelque personne l'on éteint.

Le 29 dans la journée, il ont mis le feu à celui de M. de Moydieu à Villete. Ensuite, à celui de M. Decombe à Anton, ou tout les chateaux cy dessus ont été réduit en cendre, n'y ayant resté que ces murs d'alentour. Ensuite, ces malheureux sont venû chez les père Carme à Chavanoz. Il ont prit pour 5 louis de vin; il n'y ont pas mis le feu.

Le même jour, mercredi 9^e, ils sont venû à Vernas chez M. le baron. Après avoir pilié, volé, il ont mis le

feu à son châteaux. Le feu a été mis sur les sept heures du soir.

Le même jour, entre onze heures et midy, une quarantaine de ses brigant sont alé au châteaux de Bienasis, chez M. de Monlevont. Il ont casé les vitre en partie, la vesselle, les boutellie, et il ont volé et pilié ledit châteaux.

Un autre troupe, à peu près dans le même moment est alé chez Madame de Bonet à la Tour de Moras, chez M. de Vésillieu, dans son châteaux à Loras chez M. Deperet à St-Marcel chez M. de Loras. Il n'y ont pas mis le feu, mais il ont casé, brizé, volé tout les meuble, ainsy que les cave, de même qu'à Fretignier, chez M. de St-Ange.

Le même jour, 29^e, le feu a été mis au châteaux de M. le Marquis de la Poïpe à Hière. Il a été réduit en cendre, sof les mur d'alentour qui sont aussy noir qu'une cheminée. Le feu y a été mis sur les dix heures du soir.

Dans la même nuit, il ont mis le feu au châteaux de M. de Rachaise, à Amblerieu, près de la Balme.

Le lendemain, 30^e dudit, il ont été chez les Chatreusine à Salete. Il voulait y metre le feu, mais, moyenant mille écus qu'elle leur ont donné, il n'ont point brulé.

Le même jour, sur les dix heures du matin, il nous est arivé trois compagnie de la garde bourgeoise de Lyon. Après qu'il ont eûe but un coup, il sont partis avec deux dragon à leur teste, du régiment de Monsieur. Il ont alé jusque à Salete. Là il en ont tué plusieurs de ses brigand, depuis leur arivé à Salete le 30, jusque au soir (même jour). Ces Messieurs, avec un peu de l'aide de la milice de Crémieu, les ont areté, soixante homme et cinq femme. Ont les at amené à Crémieu dans la prison, le plus grand nombre ataché avec des corde ensemble; les autre sur des voiture, tout estropié les un de coup de fusil, les autre de coups de pierre ou de coup de sabre. Enfin, il avait de quoy frémir, ces malheureux !

A onze heures du soir, le même jour, une voiture arrivat de Salete, pleine de ces malheureux. Sa faisait tramblé de voir ces infortuné sur cette voiture. Elle étoit pleine de sang.

Le vendredy 31^e, ont nat conduit ces malheureux au nombre de 59 et 5 femme à Loyette, pour les embarqué pour les conduire à Lyon dans les prison. Il y en at demeuré un de Panossas, Chevrier dans l'hospital de Crémieu, qui avait reçu un coup de sabre sur le coup, qui

est décédé audit hôpital, quelque jour après. Tous ces infortunés sont en partie des environs de Crémieu, des village voisins, en partie des pères de famille, laissant femme et enfant.

Le même jour, lundy 29^e, le toquesin a sonné jusque en Provence et dans tout le Dauphiné. On ne peut pas concevoir ny comprendre d'où est venu la source qui a causé tant de malheurs. Tous les paysans des environs qui n'ont pas donné dans ce terrible fracas, toute la nuit, avec leur femme et leur enfant couraient dans les bois pour se cacher. Le toquesin a sonné dans tous les environs de Crémieu. Nous avons eue trois alertes dans la semaine que le toquesin a sonné en plain jour. On croyait que l'ennemi étoit prêt à embraser Crémieu.

Le 31^e dudit, ont fait brûler les papiers des châteaux de Madame de Gruël, au Marterait, avec ceux de Madame de Valin à La Tour du Pin. Et enfin, je ne puis pas nombrer les châteaux brûlés, volés, pillés. Il ont même volé chez des particuliers bourgeois et autres.

Led. jour, on en a mis une dizaine en prison.

Le même jour, il est parti un détachement de la milice bourgeoise de Lyon.

Dans la nuit du 31^e juillet au premier août, il en ont pris quatorze chez M. Pecoud, à Salignon, qui étoit prêt à mettre le feu chez led. M. Pecoud, bourgeois, et quatre de tués. Ils sont arrivés le 1^{er} août à 8 heures du matin, les blessés en voiture et les autres à pied. Quant à la voiture, elle est arrivée, il s'en est trouvé un mort, de St-Chef, nommé Jean Bile, qui a été inhumé au cimetière de Crémieu.

Deux heures après son arrivée, le même jour, il nous est arrivé seize dragons du régiment de Monsieur en garnison à Lyon. Depuis hier, trois heures après midi, il se trouve vingt quatre prisonniers dans nos prisons.

Le 2^e août, sur les deux heures après midi, une compagnie, de la garde bourgeoise de Lyon en a amené cinq du côté de Chaumont; un des cinq sur une voiture avec les cuisses cassées de coup de fusil. Aujourd'hui nous avons seize dragons et six soldats à cheval du guet de Lyon, et trois compagnies des volontaires bourgeois de Lyon. Les dragons en ont tués dans les châteaux du grand Messieu, chez M. de Lusse une huitaine de ses malheureux dont la bande étoit prête à y mettre le feu, lorsque les dits dragons sont arrivés. Par ce moyen, ils ont garantis led. châteaux du feu. Lors de la prise des dits brigands du

coté de Salete, lesdit volontaire de Lyon en ont tué plusieurs qui ont (été) jeté dans le Rhône; troix ont été enterré dans le même creux à Emblerieu; plusieurs que l'on at trouvé dans les bois, qui ont pouris sur place.

Le troix aoust, les troix compagnie des volontaire (de) Lyon sont partis à 10 h. du matin. Il ont logé dans les auberge et chez les officiers et bourgeois. Cela a fait une dépense considérable à Crémieu, au dépend de la ville. Les bourgeois de leur côté ont fait beaucoup de dépense.

Le troix et le quatre, il n'y at rien de nouveaux, sof quelque brigand que l'on a mis en prison.

Le cinq aoust, au matin, nous avons appris que le chateaux de Dolomieu près de Morestel a été brulé hier. Le couvent de Messieurs de Veaux et le couvent des Jacobins de Paternaud près de Bourgoind ont été entièrement cassé, brisé, volé et généralement tout abimé, de même que le chateaux de M. de Menon de Ville à St-Savin. Celuy de M. Dornasieu, près de La Coste de St-André a été brulé avec le chateaux de la Saône, près de Beaurepaire.

Les porte de la ville, celle de la porte des Moulin et celle de la porte neuve ont demeuré fermé depuis le 27^e, jour du fracat, jusque au jourd'huy cinquiesme aoust, que l'on a comancé à ouvrir les portilon des dite porte. Celle de la porte de Lyon a demeuré fermé comme les autre, sinon que dans cest intervalle de temps, tous les habitant de Crémieu était obligé de passé par ladite porte, et la garde ouvrait le portillon pour laisser entré ou sortir. Les gens ont continuée de monté la garde en troix porte et à la place près du Tillieu. Tout les étrangé qui arrive par les porte de la ville sont conduit par les fusillier de la dite garde dans la salle de feu M. de Chaponney. Là, ont n'y at étably un comité permanant. Le dimanche premier aoust, tout les officier tant municipaux de ceux de la police y assiste avec plusieurs autre bourgeois au nombre de seize. Là, ont interroge les étrange, dont il vienne et où il vont.

Le samedi huitième aoust, le lieutenant de prevot, M. le chevallier de St-Romain, chevalier de St-Louis, accompagné de Messieurs les asseseur de Vienne, sur deux heures après midy, a fait pendre à la Detourbe, à un meurier, près de St-Jean-de-Bournay, le nommé Ennemond Cuvet, natif de St-Agnien. Le lendemain, à huit heures du matin, près du chateaux de Veaux, il a

fait pendre à un noyet, le nommé Jean Baptiste Nugue, natif d'Artas, riche à trente mille livres de bon bien, complice tous deux du feu du chateaux de Vaux et vol dans autre chateaux.

La nuit du 13 au 14 aoust, l'abayée des Bernadin à la Sasagne en Bresse a été ravagé par les brigand.

Le dimanche 16^e aoust, un commissaire de la cour intermédiaire de Grenoble, avec six volontaire du dit lieu, est arrivé à Crémieu, avec cent homme, tant suisse que canonier.

Le mardy, 18^e dudit, nos seise dragon nous ont conduit vingt quatre prisonier que nous avions à Crémieu dans nos prisons jusque à Vénérieu. Là, un détachement de Bourgoind les ont prit est conduit à Bourgoind, pour estre conduit dans les prison de Vienne. Il sont partis à sept heures du matin. Il y avait une voiture pour metre les blessé.

Le même jour, les messieur de Grenoble, acompagné d'un détachement de Suisse et canonier, sont alé dans plusieurs village pour faire rendre au habitant ce qu'il avait volé est pilié dans diferant chateaux. Il ont continué la même opération, tout les jour jusque au 21^e dudit qu'il sont partis pour aler à Morestel avec la dite troupe.

Hier, 20^e dudit nos dragon sont partis pour aler à Lyon joindre leur corp par ordre du commandant de Lyon.

Le 22^e à deux heures du matin, il nous est arivé cinq cavalier du guet de Lyon.

Le 25^e dudit, il nous est arivé un détachement des dit dragon de Lyon de vingt homme et le guet s'est retourné.

Le dimanche trente aoust 1789, les officier municipaux de Crémieu ont fait asemblé sur les trois heures après midy toute la milice nationale de Crémieu. Là, ont l'a conduit dans l'église parroissiale de Crémieu, où les officier de la dite milice a preté serment de fidélité devant le St-Sacrement entre les main du maire de ville est les deux échevin; ensuite sergent et caporaux et de suite les soldas, comme quoy il n'abandonneront jamais la nation et la patrie. Pareille cérémonie a été fait il y at quelque jour à Versallie. Tout les colonel de chaque régiment qui se sont trouvé audit Versallie et officier, ont preté serment devant le Roy, comme quoy il n'abandoneront jamais leur drapeaux et qu'il soutiendront la nation.

Le jeudy 10^e 7bre 1789, le lieutenant de prévot de Vienne a fait pendre au milieu de la place de Bourgoind, le nommé Mathieu Boeuf, dit Jérôme, natif de Jallieu, près dudit Bourgoind, à 8 heures du matin. De là, il est parti pour aler entre St-Chef et Crucilieu. Là, il y a fait pendre à un noyet le nommé Antoine Casset, natif de Ruis, habitant aud. Jallieu, atteint tout deux d'avoir participé à plusieurs piliage de chateaux : de St-Savin, de Chapeau Cornu et autre ; led. Jérôme d'avoir forcé le curé Langelevin, dud. Jallieu, à luy donné de l'argent, et deux ou trois autre particulier.

Le 16^e 7bre, nos dragon sont partis de Crémieu.

Le même jour, il nous est arivé neuf cavalier du régiment royal de Guiene, en garnison à Bourgoind.

Le 18^e dud., il nous est arivé quinze des dit cavalier, et les neuf cy dessus sont partis pour Bourgoind.

Le même jour, 18^e dudit, le lieutenant de prévot est arivé à Crémieu, avec le procureur du Roy et son greffier. Il l'at amené trois prisonier d'Hière, Berri, Clerc et Pomet, à huit heures du soir. Comme ses trois personne sont des personne à peu près, n'étant pas des gens du commun, ont les a mis dans la chambre de l'hotel de ville, et le lendemain, à sept heures du matin, ont les at conduit à Bourgoind et le surlendemain à Vienne dans les prison.

Le 19^e au matin, le prévot est aler à Vernas et à Hière, continué son information. De là, il est alée dans tout les chateaux des environ pour informé.

Le samedi 26^e 7bre 1789, à sept heures du soir, il est arivé à Crémieu deux Commisaire avec un greffier de la Cour intermédiaire de Grenoble. Ces messieurs font des visite et des procès-verbeaux dans tout les chateaux brulé, pilié et sacagé. On fait nombre dans le Dauphiné de quatre vingt et un chateaux tant brulé que volé et sacagé, tant les maison religieuse et les maison bourgeoise.

Le 5^e 8bre ditte année, nous avons dans nos prison dix de ses malheureux brigant que le prévot a fait conduire de plusieurs endroit différant. Quatre cavallier de ceux qui sont à Crémieu y monte la garde nuit est jour.

Il y at quinze jour que l'on at retiré la garde des porte de la ville. Ont ne la monte plus qu'à la place d'arme : un officier, un sergent, deux caporeaux et neuf fusilier. Comme l'on monte la garde à nuit tombante, l'on met deux fusillier à chaque porte de ville jusqu'à neuf

heures du soir que l'on ferme les porte et les dit fusiliers de chaque porte vont joindre la garde à la place d'arme.

Le dimanche 11^e 8bre 1789, nos cavallier du régiment royal Guiene sont partis de Crémieu pour aler à Bourgoin, joindre leur détachement.

Le 6^e 8bre 1789, le Roy a été enlevé par les troupe nationale de Paris de Versallie. Il est présentement au Louvre, à Paris. Ont at découvert une conspiration terrible. On avait enrolé plusieurs bandit. Ont leur avait fait faire des habit d'uniforme à la milice nationale de Paris, au nombre de quinze mille et le jour étoit donné pour enlevé le Roy et le mener à Metz en Lorraine. Et les dit bandit devait égorgé nos brave député des Etat Généraux et plusieurs autre personne dans Paris, et plusieurs maison de la dite ville étoit marqué pour être brulé. La Providence a permis que l'on at découvert les complice.

Le dimanche 25^e 8bre 1789, ont (a) sesé de monter la garde à Crémieu. Ont ne la monte plus que depuis la tombé de la nuit jusqu'à neuf heures du soir, et les clefs des porte de la ville sont déposé chez l'officier de garde. Cependant ont la monte à la parade à la place et ont la desend de même; et les soldat de garde ne peuvent pas sortir de Crémieu sans permission de l'officier de garde.

Les nouvelles que nous avons reçu de Paris mardy 27^e dud. nous disent qu'à Paris, que les commune ont étably la loy martiale. Le peuple comun de Paris a fait périr beaucoup de gens sans connaissance de cause. A la moindre chose, ont a tué beaucoup de personne. Entre autre, ont les pendoit à la lanterne ou aux reverbères. Il est périr beaucoup de gens innocent. Dès à présent, ont arboré le drapeaux rouge à la maison de ville. La moindre émeute qu'il y aurait dans Paris, ont leur crierat deux fois de ce retiré : à la troisième, ont leur ferat feu dessus. Moi sousigné ait vu les dites nouvelles. Elle disent aussi qu'il y at beaucoup de conspiration de formé. Ont donne depuis cent écus jusqu'à mille louis à ceux qui découvriront les dites conspirations. Toute la nuit, les fenestre sont illuminé jusqu'à la troisième, et les patrouille de la garde sont triplé toute la nuit. Il y at de quoy frémir de pensé comme la France est bouleversé. Le Bon Dieu nous donne la paix; nous en avons grand besoin.

Le dimanche 13^e xbre 1789, ont a publié la loy martiale à Crémieu. Sur les midi, toute la garde nationale

s'est trouvé sous la halle de Crémieu, armé de cent fusil neuf que la ville at acheté à St-Estienne en Forest, et quatorze fusil d'officier que l'on at fait acheté. Les dit officiers ont payé de leur argent les dit quatorze fusil. A un heures, ont a fait défilé ladite garde nationale par compagnie qui sont au nombre de troix avec leur officier à leur teste. M. Plantier, notaire, second échevin, capitaine de la première compagnie, porte de Lyon; M. Guichard, notaire, capitaine de la seconde porte des Moulin; M. Thibaud, notaire, capitaine de la troisième, porte Neuve; M. Reverdy, maire, colonel; M. de Fleury fils, lieutenant colonel; M. Couchoud, capitaine chate-lain, gros major; M. Chapel, bourgeois, aide-major; S^r Antoine Gorge, adjudant. Il y at sept sergent par compagnie; vingt-un en tout et quarante deux caporaux.

De là, ont a été dans l'église parroisiale, pour la bénédiction du drapeau rouge qui étoit porté par mon dit M. Couchoud, gros major, avec un drapeaux blanc porté par M. Guichard, médecin et le drapeau de la milice qui étoit porté par M. Reverdy fils. M. Giroud, curé et archiprestre a fait un très beau discours en chaire. Ensuite, il at fait la bénédiction des dit drapeaux. De là, ont est sortir de l'église pour la publication de la loy martialle. A la teste, des oficier municipaux; tels sont M. Reverdy maire : S^r Paul Dufrêne, premier échevin; M. Plantier, notaire second échevin. M. Laurent Plantier, bourgeois de Crémieu et secrétaire greffier de l'hôtel de ville en at fait la publication. La première a été publié à la sortir de l'église, au sont du tambour. La seconde publication a la place du curé; la troisième en haut de la monté des Dame de Ste Marie; la troisième (*sic*) devant la porte Neuve; la quatrième devant la porte des Moulin, -et la dernière dans la Grande Rüe, vis-à-vi les halle. De là, ont at porté le drapeaux rouge à la maison de ville. Ensuite, toute la troupe s'es retiré. Ont a fini de monté la garde ver le 10^e ou le 12^e de janvier 1790. Ont ferme les porte de la ville à 7 heures du soir. Il y at à chaque porte un portier à qui l'on donne à chacun dix écus. Dans toute les ville de la province, il y at des uniforme pour la garde nationale. Dans beaucoup de ville, il y at une compagnie de grenadier et une compagnie de chasseur, sant les soldas et tout armé de fusil, de sabre, d'amonition.

Le dimanche septième février 1790, il y a eût dans la ville de Lyon, à midy, à la monté de la garde, un bagard

entre les bourgeois et les volontaire. Il y at eut, tant de part que d'autre, une dizaine de tué ou jeté dans la Saune. Ce bagard est arivé sur le quay de Saune, au port du Temple. Il y at le lieutenant colonel du régiment des suisse a été blessé avec deux ou trois soldat.

Le vendredi 19^e février 1790, à huit heures du soir à Paris, à la place de Grève, M. de Faverac a été pendu, acusé de consispiration (*sic*) contre le Roy et la nation. Il étoit chevalier de St-Louis.

Le dimanche, 7^e mars 1790, sur les un heures de relevé, par ordre des officiers municipaux de Crémieu, en suite d'une ordonnance publié hier, la milice nationale dud. lieu s'est asamblé dans la Grand Rüe, à deux heures moins un quart. Un piquet est alé chez M. Reverdy, colonel, cherché le drapeaux que M. Couchoud, chatelain a fait présent à la ville. Ont l'a rendu dans la Grand Rüe. De là, toute la troupe est alé cherché M.M. les oficier, à l'hôtel de ville, pour les conduire à la parroisse. Là, M. le Curé a publié un très beau discour de la part du représentant de la nation. Ensuite M. Thibaud, vicaire a fait preté le serment civique à toute la troupe. Ensuite ont a chanté la *Te (De)um*, avec l'*Exaudiat* pour le Roy. Ensuite, ont a accompagné les oficier à l'hautel de ville. Il y avait cent cinquante personne à peu près sous les armes. Pareille cérémonie s'est fait dans tout le royaume.

**Fédération tenu à Grenoble, le dimanche
onze avril 1790.**

Le jeudi, huitième avril 1790, ensuite de la lettre d'invitation à la ville de Crémieu de la part des officiers de la garde nationale de la ville de Grenoble, à midy, il est partir de Crémieu pour aler aud. Grenoble, quarante soldas de notre garde nationale : M. Jérôme Plantier, notaire royal, capitaine de la Compagnie de la porte de Lyon, premier commandant; M. Joseph Guichard, notaire royal, capitaine de la Compagnie de la porte des Moulins, commandant en second; Moy sousigné étoit du nombre du détachement. Avant que de partir, le détachement at assister à une messe que le Père Reymond Molard, grand Augustin, natif de Crémieu a dit à la paroisse, et aumonier dudit détachement, ayant acompagné ledit détachement à Grenoble. Ont n'y a porté le

drapeaux. M. Reverdy, 1^{er} porte enseigne, l'a porté aud Grenoble.

Ledit jour, 8^e dudit, nous avons été couché à Morestel.

Le lendemain, 9^e dudit, à Voyron, et le lendemain 10^e nous sommes arrivés à Grenoble sur les cinq heures du soir. Nous avons été logés chez les bourgeois, par billet. Treize ont logé chez les Messieurs de St-Joseph, et les autres tous, dans la rue Pérolerie, près de la place au Herbe.

Le dimanche, 11^e dudit, à sept heures du matin, tout le détachement s'est rendu chez les dit missionnaire de St-Joseph pour aller chercher les drapeaux. Nous sommes partis en marche, tambour batant, pour nous rendre, en sortant par la porte de Beaune, à la « Pate d'oye » où cent cinquante sept détachement se sont rendus. Sur les neuf heures nous sommes partis pour venir à Champ de Mars. Sortant par ladite porte de Beaune, traversant une partie de la ville, nous sommes sortis par la porte de la Graille. Nous nous sommes rendus à notre rent, le soixante septième avec tout le détachement, à la Butte dans une grande prairie. Là, étant rangés en carré en quatre bataillon, nous avons demeuré (ayant été) trois heures en route pour venir de la Pate d'oye au Champ de Mars.

Dans le milieu du camp, il y avait un superbe d'aume à vingt cinq pieds de haut, tout en verdure, soutenu par dix pirastres, de même en verdure, avec plusieurs devises autour en d'heurs. Dessous était dressé un autel à deux faces. Au dessus était un superbe dais avec quatre guirlandes, descendant d'un taffetas rouge. Deux prêtres ont dit la messe, au bruit des canons et d'un superbe orchestre, avec une célèbre musique qui était jointe en d'heurs du d'aume. Après la messe finie, les officiers de chaque détachement se sont approchés de l'autel pour y prêter serment. Ensuite, le général de la milice de Grenoble, à cheval, a fait le tour du camp, la main levée. En même temps, toute la troupe a levé la main. Cela fini, toute la troupe a crié : « *Vive le Roy, vive la nation, vive la Liberté* ». Tous les soldats ont mis leurs chapeaux au bout de leur baïonnette, les levant tant haut qu'il pouvoit, dans les acclamations de joie, en répétant les cris cy-dessus. Ensuite, tout le détachement se sont confondus les uns dans les autres, en dansant tout ensemble. Nous sommes sortis pour nous retirer sur les quatre heures après midi. Chacun s'est retiré dans son quartier. Cette

feste s'est passé avec toute la tranquillité possible, et dans la plus parfaite union.

Nous somme sortir de Grenoble le lendemain douzième. Nous somme venu couché à Voyron, ville auquel nous avons été très bien reçu, de même qu'à Grenoble, auquel nous avons été fêté de toute la ville, particulièrement des personnes chez qui nous étions logés.

Le treize, nous somme venu couché à Morestel. En passant au Zabret, nous nous somme trouvé avec le détachement de La Tour du Pin, et celui du Pont-de-Beauvoisin. Nous avons but et dansé tout ensemble.

Le quatorze dud. nous somme arrivé à Crémieu, sur les trois heures. Un détachement de Crémieu nous est venu à notre rencontre, jusque au Moulin de la Serre. Là, il nous ont donné à chacun de nous une plante de laurier. Nous somme arrivé dans la grande Rue de Crémieu, en passant par la porte de Lyon, ont acclamé, étant à ladite porte de Lyon. Là se sont trouvés M.M. les officiers municipaux qui nous ont reçu M. Thibaud, maire et embrassé tout le détachement qui est allé à Grenoble. De là, nous somme venu à la grande rue, passant à la place des Augustins. Là ont été rendus les drapeaux chez M. Reverdy, colonel de la milice. Ensuite, chacun s'est retiré chez soi. A quatre heures de relevé, nous nous (sommes) transportés au cloître des R.R. P.P. Augustin dud. lieu. Là, il y avait une table dressée de cent cinquante couverts. On avait fait une invitation de plusieurs citoyens qui ont donné chacun trois livres, pour recevoir ledit détachement. Il y avait un repas superbe, gras et maigre. On y a demeuré jusqu'à dix heures du soir. On n'y a même dansé. Cette fête a été des plus brillantes. Comme notre détachement avait mis de l'argent pour vivre en route ensemble, et qu'il s'est trouvé une douzaine d'écus de reste.

Le lendemain 15^e dud. on a mangé led. argent avec le restant des mets qui y ont été de reste d'hier du repas de chez les Pères Augustin. Led. repas c'est fait sur les cinq heures du soir dans le vestiaire des Penitents du Confalon de Crémieu.

N^o. Notre détachement de Grenoble s'est distingué quoiqu'il soit uniforme, par le maniement des armes et par la marche. Nous avions tous des fusils d'armement, chacun une giberne neuve, chacun un baudrier, sabre neuf, que les officiers ont fait venir de Lyon, tout en gilet, culotte et guêtres blanches, et un habit bourgeois.

propre. Nous avons apporté chacun à nos chapeau, une plante de boüis, du daume de la Fédération, que nous avons joint à nos coquarde nationale et à nos plumet, avec chacun à nos chapeaux un bouton Dauphin jeaune. Le serment fédératif de Grenoble est joint au présent.

Le dimanche 9^e may 1790, les citoyent de Crémieu, en suite d'un ordre de la municipalité de ce lieu, ont fait un assamblé chez les Pénitent du Confalon de Crémieu, pour renomé des officiers de la garde nationale de Crémieu. M. Couchoud, chatelain royal dud. lieu a été nommé colonel; Sr Joseph Marie Trichon, lieutenant colonel; Sr Morand, de la porte neuve, premier capitaine; M. Daudet, docteur médecin, second capitaine; St Paul Daudrant, troisième capitaine; les nommé Varravande fils, Margand chapelier et Guicherd tallieur lieutenant; M. Guichard notaire major; les nommé Molard (.....) Gaudil aîné, Héritier et Laloge Grison, soulieutenant. M. Reverdy a été continué porte enseigne, et Gaudil cadet, adjudant. Dans la même assamblé ont at décidé l'uniforme pour Crémieu : habit gros bleu de Roy, collet revers et parement roze vif, avec des bouton sur laquelle il y at un Dauphin.

Camp de fédération tenu à Lyon, le dimanche trente may 1790 entre Lyon et Vilurbanne

Le samedi 29^e may 1790, à trois heures du matin, il est partir de Crémieu, quarante deux homme en uniforme pour aler à Camp de fédération à Lyon, M. Couchoud, colonel et M. Guichard major à leur teste. Il sont été logé chez les bourgeois de Lyon. La troupe a comencé arivé au camp sur les midy. Il y avait au environ de cinquante mille homme. Il y avait un autel superbement décoré. Il était à quatre fasse. Ont ny at dit quatre messe tout à la fois. Au dessus de l'autel, était l'estatue de Minerve, avec un baton à la main, et un bonet dessus le dit baton, avec un chat à ses pieds. Malgré le mauvais temps d'une pluye considérable, qui a fait depuis midy jusqu'à quatre heures du soir, la cérémonie ses faite la même chose, la pretation du serment dans l'emplacement dudit camps. Il y avait beaucoup de tente sous lequel ont n'y beuvoit et mangeoit, de même que beaucoup d'anphitéatre ou loge, qui étoit plaine de Messieurs et dames. Moy sousigné a vue ledit camps.

Comme il y avait beaucoup de voleur et filoux, le lendemain lundy, 31^e du courant, la populasse at atrapé un filoux après volé. Ont luy at trouvé deux montre en or, avec treize mouchoir. Le peuple s'est emparé de luy, l'a abimé à coup de baton. En suite il ont pendu avec ses mouchoir à un cholé audit camp. Le même jour, à minuit, 31^e du courant, notre détachement est arivé à Crémieu.

Le 13^e juin 1790, à Nisme en Languedoc, il y at eu un insurexion : il y at eu 400 personne de mort.

Le dimanche 13^e juin 1790, en suite de l'ordre de Messieurs les député de l'asamblé nationale de Paris, ont a commencé à neuf heures du matin un asamblé primaire dans l'église des Pénitent de Crémieu. Ont a commencé à nommé M. Thibaud, maire, présent, et trois excrutateur, qui sont été M. Jerome Plantier, notaire royal et M. Antoine Couchoud, chatelain, tous deux habitant à Crémieu et M. Sornin du Pont de Chéruy, ancien procureur aux Cours de Vienne. Cette cérémonie n'at été faite qu'à neuf heures du soir. Ont at levé la séance et l'asamblé a été renvoyé au dimanche suivant. Comme Crémieu se trouve chef lieu de canton nous avons eue avec Crémieu les village de Moirieu-Ville, Bethenoud, Jamesieu et Tignieu, le Pont de Chéruy, St-Romain, les deux Pasieu, Ste Marie de Tortas, Leyrieu, Certeaux, Vernas, Annoisin. Tout les citoyent actif ont voté.

Le dimanche 20^e du courant, l'asamblé a recomancé pour nommé six député. Ont en a mis douze sur chaque biliet; et il y at falut que les député ayent la pluralité des voys apsolu, pour la quantité des biliet. Il y at falut que les député ayent eut 182 voix pour être élu. Le premier élu a été M. Jérôme Plantier notaire royal a eüe 25 vois; le second M. Candy, notaire 234 voix; le troisième M. Couchoud, chatelain 221; le quatrième M. Thibaud, maire 221; cinquième M. M. Alricy, avocat en parlement 211 vois; M. Sornin, ancien procureur à Vienne 187 voix pour le sixième. L'asamblé n'at été fini qu'à deux heures du matin, le lundy 21^e du courant..

(Le lundy 21^e du courant). Les messieurs les député sont partir le 29^e juin pour aler à Moiran, où l'asamblé du département électoralle doit se tenir.

Le 23^e juin 1790, en suite de l'ordre du M. Baly, maire

de Paris pour nommé des député pour aler au Camp de fédération qui doit se tenir à Paris, le 14^e juillet prochain, ont a tenu un asamblé au Pénitent de Crémieu des soldat et oficiers de la garde nationale de Crémieu pour y nommé 28 député pour aler au distric de La Tour du Pin.

Il sont partir le dimanche 27^e du courant, à un heure du matin. Il ont député pour le canton de Crémieu cinq député qui sont : M. Guichard, notaire et major; M. Plantier, cadet, bourgeois; M. Guichard, docteur médecin; Sr Jérôme Laloge buraliste, et Sr François Morand () de Crémieu.

Il sont partir pour Paris, le mardy 30^e du courant.

Nos cinq député de l'asemblé primaire de Moiran sont arivé le 18^e juillet à Crémieu. M. Jérôme Plantier, notaire royal à Crémieu a été nommé administrateur dans le département. Un détachement de la garde nationale de Crémieu leur a été à l'avance jusqu'à Vénérieu. Mais il ont passé du côté du Pont de l'Isle; il sont arivé sur les cinq heures du soir et le détachement n'est arivé qu'à huit heures du soir.

Le 14^e juillet 1790 toute la garde nationale de Crémieu en grande parade est alé au pré des Contamine. Là ont ny a dresé un superbe hautel et M. le Curé de Crémieu et le R. P. Dallefin, prieur des Augustins dud. lieu y ont célébré la messe. Ensuite, tout le monde a preté sermen devant les officiers municipaux. Pareille cérémonie à midy s'est fait dans tout le royaume, pour l'anniversaire de la prise de la Bastille et de la Liberté des Français. Tel jour, il y at un superbe fédération dant la ville de Paris.

Nos député de Paris sont arivé à Crémieu le vendredy 30^e juillet, tout bien portant. Ont leur a été à l'avanse avec une demy douzenne d'instrument.

Le lundy 26^e juillet 1790, il y at eu un insurextion à Lyon, causé par des brigand venu de Nisme en Langue-doc et plusieurs ouvrier de la dite ville qui s'étoit mélé parmis eüs. Un régiment de suisse en garnison à Lyon avec la garde nationale en ont tué quelque un et blessé plusieurs. Ont arboré le drapeaux rouge à la maison de ville.

Le 28^e dudit, il est partir dans la nuit un détachement de cinquante homme de Crémieu pour donne du secours à la dite ville.

Le 31^e dudit, à 10 heures du soir, il en est partis en-

core de Crémieu vingt quatre pour soulagé les premier partir, attendu qu'il monte la garde à Lyon vers St-Clair. La ville de Lyon leur a beaucoup fait d'acuil : il sont logé chez les bourgeois. M. Couchoud colonel y est allé avec le détachement.

Le 2^e aoust 1790, Mrs. les électeur de Crémieu sont partir pour aler former le distric à La Tour du Pin. M. Alricy, avocat, natif de Crémieu a été nommé procureur sindic du distric.

Le 30^e aoust 1790; il y a eü une insurrection à Nancy en Lauraine causé par le régiment de Chateaux Vieux Suisse. Il y at eüe au environ de huit cent personne de tué, en partie presque tout bourgeois soldat de la garde nationale de Nancy et les environ. Ont a fait des Service de mort pour les frère d'armes de Nancy presque dans toute la France.

Le jeudi 30^e 7bre 1790, ont a chanté une grande messe de mort dans l'église parroissiale de Crémieu pour les dit freres d'armes. La garde nationale de Crémieu y at assister sous les armes.

Le vendredy 15^e 8bre 1790, Messieurs les électeurs de l'asemblié primaire de Crémieu sont partis pour Bourgoin, lieu du tribunal du districts de La Tour du Pin, pour nommé cinq juge pour le dit tribunal, qui sont messieur nommé pour six ans. Ledit Tribunal est entré ver la fin de novembre 1790 à Bourgoin.

Le 1^{er} Xbre 1790, tout les bureaux sont été retiré sur la frontière.

Le 26^e Xbre 1790, tout les citoyent natif de Crémieu, avec les citoyens du canton se sont asemblié dans l'église des pénitent de Crémieu pour nommé un juge de paix pour Crémieu et son canton. M. Jérôme Plantier, notaire royal et administrateur du département a été nommé le 27^e dud. pour deux ans, suivant les décrest de l'asemblié nationale. Ont luy a fait beaucoup de feste. Ont a tiré des fusé à St-Hipolite, le soir, avec des boite, et ont a carilionné à la parroisse et au pères Augustins. La garde nationale l'at été cherché au Pénitent avec une demy douzaine de violon et un clérinete de Lyon. Messieurs Reverdy, Peyret notaire, Moly père et Claude Ogier ont été nommé les 4 autre asseseur.

Le 23^e janvier 1791, sur les 3 heures de relevé, il a prêté son serment devant les officier municipaux et la

commune assemblé dans la sale du refuge de Crémieu, là où il tient ses audiance.

Le 1^{er} mars 1791, Messieurs les électeur du département de l'Ysère à Grenoble ont nommé pour évêque dudit département M. Pouchot, ancien curé de St-Ferjus, près dudit Grenoble.

Le dimanche 10^e avril 1791, M. Giroud, curé de Crémieu a chanté un *Te Deum* ensuite de l'ordre du Directoire du district de Grenoble, en action de grâce pour le rétablissement de notre Roy qui at été malade pendant quelque jour. La municipalité avec les comisser y ont assister. La garde nationale avec son drapeaux, de même que les Pénitent de Crémieu avec les ci-devant Augustins et Capucins dud. lieu.

Le lundy 11^e avril 1791, la municipalité de Crémieu s'et transporté dans le couvent des Capucins de Crémieu pour reconnaître l'inventaire par ladite municipalité faite. Ont a sortir généralement tout ce qu'il y avait audit couvent, de même que tout ce qu'il y avait dans l'église. Ont a trasporté le tout dans la chambre de l'infirmerie des Augustins, pour être vendu par ladite municipalité. Le treize courant, ont a vendu ledit couvent à La Tour du Pin au districts. L'aquéreur a été M. Candy, notaire à Crémieu pour le pris de seize mille trois cent livres en assignats.

Les nouvelles que nous avons reçu de Paris nous annoncé la mort de Honoré Riquetty Mirabeau, célèbre député de l'assemblée nationale, décédé le 2^e avril 1791, à huit heures du matin, inhumé le 4^e du courant dans un caveau, dans les cloître de Ste Geneviève à Paris, pour être transporté dans l'église de Ste Geneviève, quante elle serat fini de batir. La municipalité de Crémieu a fait faire un grand service à la parroisse pour luy le jeudy 14^e dudit, où le conseil général y at assister avec 25 homme de la garde nationale.

Le vendredi 29^e avril 1791, la municipalité de Crémieu est alé reconnaître l'inventaire des Révérend Père Augustins dud. lieu. Elle a mis les selée sur toute les porte, sur l'église. Il n'y at demeuré qu'un domestique desdit Pères Augustins pour vellié et gardé ledit couvent. Les Religieux sont sortir. Les prestre qui s'y sont trouvé sont le père Dallefin prieur, le père Plantier procureur, le père Molard, tout troix de Crémieu et le père Hilaire, natif de Lyon, le père Chevallier, natif de Chavanière, et le père Vautrin, natif de Beaume les Dame,

en Conté, avec le frère Louis Aymoz, natif de Vertrieu, frère donné.

Le lundi 9^e may 1791, ont at vendu le couvent des R. R. P. P. Augustins de Crémieu, au distric de la Tour du Pin. Les officiers municipaleux l'a acheté pour la ville de Crémieu. Il a couté sept mille livres. Ont a eut selat très bon marché. Car il veaut au moin soixante mille franc. Il y at avec un petit pré à la porte de Lyon qui vat avec, qui joint le prés de Contamine.

Par un décrest de l'assemblé nationale qui a diminué le prix du tabac à 36 s. la livre pris dans les entrepaux de façon qu'il ne veaut à Crémieu que troix sols l'once dans le bureau à Crémieu, et tout le monde a droit d'en vendre dans tout le royaume, à commencé au mois d'avril 1791.

Le sel ne vaut que six liard la livre à Crémieu, conté du 1^{er} avril 1791, toute les maitrise et jurande sont levé dans toute les ville du royaume.

A conté du 1^{er} may 1791, tout les droits d'entré sont levé dans tout le royaume, sur toute sorte de marchandise : bestiaux, vin, et sur toute sorte de danré.

Le lundy vingt juin 1791, en suite d'un ordre du procureur sindic de La Tour du Pin, envoyé à M. le maire de Crémieu, pour convoqué un assemblé primaire à Crémieu, chef lieu de canton, la proclamation ayant été faite aud. Crémieu, le dimanche 12^e du courant, Crémieu et son canton, sur les huit heures du matin, s'est rendu dans l'église des Pénitents du Confalon de Crémieu par devant la municipalité dud. Crémieu pour y nommé six électeur. Led. jour 21 juin, il est sortir que quatre au premier tout d'esc(r)utin à liste simple, qui sont M. Joseph Antoine Alricy, procureur sindic du distric de La Tour du Pin, citoyens natif dud. Crémieu; M. Jerome Plantier notaire royal, juge de paix de Crémieu, son canton; M. Claude Thibaud, maire dud. lieu; M. Philipe Candy, notaire royal, officier municipal dudit Crémieu. La séance a été levé à dix heures du soir.

Le lendemain 21^e du courant, à sept heures du matin l'assemblé a repris séance, M^e Guillaume Allier, notaire royal dud. lieu est sortir au premier tour d'escrutin. Il y at falu revenir d'un second pour faire sortir le sixième. Au dernier tour d'escrutin, M. Philipe Reverdy, bourgeois dud. lieu, a été élu. S'a été finy à midy led. jour.

Le mardy 23^e aoust 1791, nos électeur sont partir pour Grenoble.

L'assemblé a commencé le 25^e dud. chez les Jacobin de Grenoble.

Retour le 7^e 7bre 1791.

Le vendredy 24^e juin 1791, sur les un heures après midy nous avons aprite que notre Roy s'étoit sauvé de Paris. Ont a reçu cette nouvelle de Lyon, qui nous at beaucoup afluigé. La Municipalité à l'hotel commun a délibéré d'envoyé un expres à la Lyon, pour savoir des nouvelle positif. L'expres et arivé à Lyon à minuit. Messieurs les officiers municipaux de Lyon ont répondu le 25 à 8 heures du matin que l'expres est arivé. La lettre a été lüe devant le Conseil général assemblé qu'il avoit été arêté à Varene, distric de St-Dizier, département de la Marne, à trente lieu de Paris. La reine était avec luy, Monsieur le dauphin et Madame Royale, Monsieur cy devant conte de Provence avec Madame son épouse sont partis aussy. Ont (n'a) pas seut quel route ses dernier ont prit. Il ne sont pas été aretté. Il sont tout partir la nuit du lundy au mardy 20 au 21 de ce mois. Comme on l'avait arêté à Varrenne, près de Ste Menoulde, ont l'a ramené à Paris. Il est arivé le dimanche 25^e dud. à 6 heures du soir acompagné de 25 mille homme de garde nationale. Toute la ville de Paris crioit à son arivé : « Vive la nation, Vive la Loy » et non « Vive le Roy ». Monsieur cy devant conte de Provence et son épouze sont partir quant le Roy de Paris. Il n'a pas été arêté. Il (est) à Mons, sur les terre de l'Empereur.

Le dimanche 3 juillet 1791, pardevant la municipalité de Crémieu, dans l'Eglise des Pénitent de Crémieu, toute la communauté assemblé en remplacement de M. Couchoud, colonel de la garde nationale qui quitte Crémieu ont nommé à sa place sieur Philipe Reverdy, bourgeois et électeur à Crémieu; — en remplacement de M. Daudet, médecin capitaine de la Compagnie de la porte du Moulin, S^r Toussaint fils, maître de pention aud lieu. De trois lieutenant, trois soulieutenant (qui n'avait pas donné sa ...) il n'y avait que S^r Jean Marie Molard, premier soulieutenant qui n'avait pas donné sa démission, de manière que le dit Molart a été fait premier lieutenant; les S^{rs} Jean Marie Pichon et Morel fils second et troisième lieutenant; — soulieutenant les S^{rs} Jaques Buge, François Balinet, Jean Baptiste Falque épisier, tout troix soulieutenant.

Le mercredi 14^e 7bre 1791, Louis seize, roy des Français à midy a été a l'assemblé nationale séante à Paris, où il a signé la constitution.

Le dimanche 25^e 7bre 1791 en suite de l'ordre du département du Directoire de l'Isère (*sic*), à Grenoble, ont a chanté un *Te Deum* à l'issue des vespres dans l'église parroissiale de Crémieu. M. le Curé l'a entonné. Le Conseil général de la commune de Crémieu y at assister avec la garde nationale, Mrs les pénitent du Confalon et la justice de paix, en action de grace de ce (que) le Roy a sanctionné la constitution du royaume. Le soir ont a tiré douze boîte de St Hipolite. Il y at eut une illumination générale dans toute la ville.

Le dimanche 23^e 8bre 1791 à midy, ensuite de l'ordre du Directoire du département de l'Isère, séant à Grenoble, le Conseil général de la commune, la garde nationale de Crémieu, se sont assemblé (à) l'hôtel commun de la dite ville de Crémieu. Il ont proclamé la constitution du royaume. La publication on at été faite par M. Candy, officier municipal. Ensuite, ont at chanté le *Te Deum* dans l'église parroissiale dud. lieu. La justice de paix y at assisté et la gendarmerie nationale cy devant maréchausé. Dans le moment de publication et du *Te Deum*, ont a tiré 24 boete à St Hipolite, au fraix de la commune.

Les nouvelle que nous avons reçu à Crémieu le 24^e avril 1792 nous ont annoncé que le 16^e du courant, ensuite de l'ordre du roy, l'assemblé nationale avait livré la guerre au roy de Bohême. François 1^{er}, fils de l'empereur Léopol, décédé le 2^e mars dernier.

Le 10^e aoust 1792, il y est arivé à Paris un grand bagard. Il y at eut plusieurs personnes de tué. Le bruit est arivé au Tuillière où est le Roy.

Le 10^e 7bre 1792, il est arivé à Paris un grand bruit encore partir des Tuillière. Ont (n'a) pas peut nombré le mort.

Dans le courant de septembre, même année, l'assemblé nationale a suspendu le Roy de son titre de Roy et luy at hôte le pouvoir exécutif.

Ont (a) tenu dans toute la France des assemblé primaire pour nommé des électeur pour nommé des député pour une convention nationale. Six ont été nommé à Crémieu pour le canton qui sont : M^e Thibaud, notaire à Crémieu, S. Claude Ogier, marchand; S. Luc Laloge de Leyrieu; S^{rs} Antoine Falque, officier municipal; S^r Fidelle Falque

abé; S^r Joseph Marie Trichon. L'assemblé pour le département de l'Isère s'est tenu à Vienne.

Le 22^e 7bre, l'assemblé nationale s'est retiré et l'assemblé Convention est entré en fonction. Le premier décret a été d'aboly la royauté en France et de la metre en République. Depuis ce moment ont dit l'an 1^{er} de la République.

Le 9^e 7bre 1792, sur les 7 heures du soir le peuple de la ville de Lyon c'est porté avec fureur au chateau de Pierre Size et dans autre diférante prison. Ont at égorgé sept officier du régiment cy devant Pologne, soit disant aristocrate, troix prestre et une servente. Les prisonnier d'Orléans que l'on trasférait à Somur pasant à Versallie au nombre de 53, ont été égorgé par le peuple.

A l'abaye de St-Victor à Paris, 83 prestre égorgé dans lequel nombre se trouvait M. Abel Alricy, natif de Crémieu, agé de 78 ans, cy devant chanoine. L'égorgement des prison de Paris est arivé le 2 — le 3 dud. 7bre.

.....
.....

L'œuvre d'Antoine Chollier

DISCOURS DE RÉCEPTION A L'ACADÉMIE DELPHINALE

PRONONCÉ PAR

M. le Professeur Armand CARACCIO

Séance du 29 mars 1941

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

MESSIEURS,

MA gratitude pour la marque d'estime que vous m'avez donnée et le grand honneur que vous me fîtes en m'accueillant comme membre associé à la fin de l'année 1939, puis, peu de temps après, comme membre titulaire de votre Compagnie, ira tout d'abord à ceux qui, spontanément, s'instituèrent mes parrains et prirent l'initiative de présenter mon nom à vos suffrages. Aucun geste ne pouvait davantage toucher l'universitaire que je suis, dont la carrière — dès les bancs lointains du Lycée de Valence — n'eut qu'un pôle d'attraction : notre Faculté des Lettres.

Cette gratitude, je l'étendrai ensuite à vous tous, Messieurs, qui avez transformé la flatteuse proposition dont j'étais l'objet en une réalité concrète, et qui m'avez reçu parmi vous avec tant de bienveillance et de courtoisie, avant même qu'un vote ne m'eût habilité. Qu'étais-je à vos yeux, sinon un Grenoblois de fraîche date ? Il m'eût paru naturel, avant d'être admis parmi vos pairs, de prolonger mon « noviciat ». Vous ne l'avez point voulu, comme pour me rattacher par de nouvelles racines au

plus profond du sol dauphinois. Je vous en exprime toute ma reconnaissance.

• Vous avez fait davantage encore : vous m'avez désigné pour succéder à un homme prématurément disparu, qui occupa une place éminente dans l'Académie Delphinale et dont la notoriété d'écrivain dépasse amplement les frontières de notre province : ANTOINE CHOLLIER. Au moment de l'évoquer devant vous, je ressens, croyez-le, cet honneur comme un privilège. Je ressens aussi toute mon insuffisance.

**

Je n'ai point connu personnellement Antoine Chollier, et c'est là un manque qui me laisse tout hésitant et comme craintif.

Quelque entraîné que l'on soit à extraire d'une documentation critique une image, une sensibilité, une psychologie aussi vraisemblables que possible, rien ne saurait remplacer, quand il s'agit d'un contemporain, une prise de contact directe. Or, cette prise de contact n'a pas eu lieu.

Depuis des années, je suivais avec un plaisir jamais déçu les articles si perspicaces qu'Antoine Chollier consacrait dans *Le Petit Dauphinois* aux auteurs et aux sujets les plus divers. Il m'était arrivé d'entendre sa voix émouvante au poste de radio Alpes-Grenoble. Sa signature m'avait arrêté dans *L'Illustration*, *Gringoire*, *Les Nouvelles Littéraires*, *La Revue de France*, *La Vie Alpine*. Je n'ignorais point qu'il avait fondé les *Jeux floraux du Dauphiné* et la *Société des Ecrivains dauphinois*, à laquelle il avait imprimé une si vigoureuse impulsion. Sa grande réputation de conférencier tour à tour curieux de Berlioz, Verlaine, Stendhal, Mauriac, de Mandrin, de la Brinvilliers, du procès Berthet — en attendant Nostradamus — était parvenue jusqu'à moi en même temps qu'elle se répandait à travers tout le Sud-Est, et même au delà. Il avait le talent d'animer avec un rare don de sympathie et de pénétration, avec aussi l'art de la mise en scène, les grandes figures du passé. Il tient à cet égard une place de premier plan dans la vie intellectuelle de notre région.

Si le temps m'avait manqué, absorbé que j'étais par de longs travaux d'histoire littéraire et de critique, pour

faire ample connaissance avec Antoine Chollier romancier et poète, j'avais du moins feuilleté les élégants volumes qu'il donna aux éditions *Arthaud* et aux *Horizons de France*. Et l'image que je m'étais construite, à distance, de l'écrivain était celle d'un homme solidement assis dans sa réputation et dans sa carrière, énergique, actif, de profonde culture; mais, étant donné l'ampleur de sa production et la solidité de sa renommée, je me le représentais plus proche des soixante que des cinquante ans.

Je ne savais pas quelle dure épreuve avait été pour lui la guerre de 1914-1918 et de quelles traces elle l'avait marqué. Je mesurai davantage encore son mérite lorsqu'il m'advint d'apercevoir Antoine Chollier et de l'entendre. Mais ce fut son avis de décès qui me révéla qu'à une année près nous étions de la même génération. Et cette découverte, qui rendait plus sensible ma piété pour sa mémoire, m'incite à aborder avec plus de confiance, puisqu'il s'agit d'un frère d'armes, la tâche qui aujourd'hui m'est échue.



Je ne retracerai point la biographie détaillée d'une personnalité qui vous fut à tous familière. Issu de la bourgeoisie grenobloise, aîné de cinq enfants, Antoine Chollier naquit à Grenoble le 18 janvier 1894; il y mourut le 19 décembre 1939. Existence brève, mais extrêmement dense, vécue sous le signe de la passion des lettres, du courage, du stoïcisme, du devoir, avec des échappées de poésie amère, ardente ou tendre; avec, au cœur, l'amour fervent de la vie, de la famille, le goût des monts sauvages ou des harmonieux horizons; la passion des voyages, aussi, que l'on devine en lui si impérieuse. De sorte que, si Grenoble est le cadre naturel où l'on se plaît à l'imaginer, ses livres nous entraînent parfois sous bien d'autres cieux. Et partout, sa vibrante sensibilité est en accord avec le milieu qu'il évoque.

De l'œuvre d'Antoine Chollier, que je voudrais analyser ce soir, je retiendrai d'abord les livres que lui ont inspirés nos Alpes, et qui traduisent un tel amour des hautes régions, des forêts. On croirait, tant l'impression communiquée est vive, qu'Antoine Chollier, au moment précis où il en entreprenait la rédaction, venait de par-

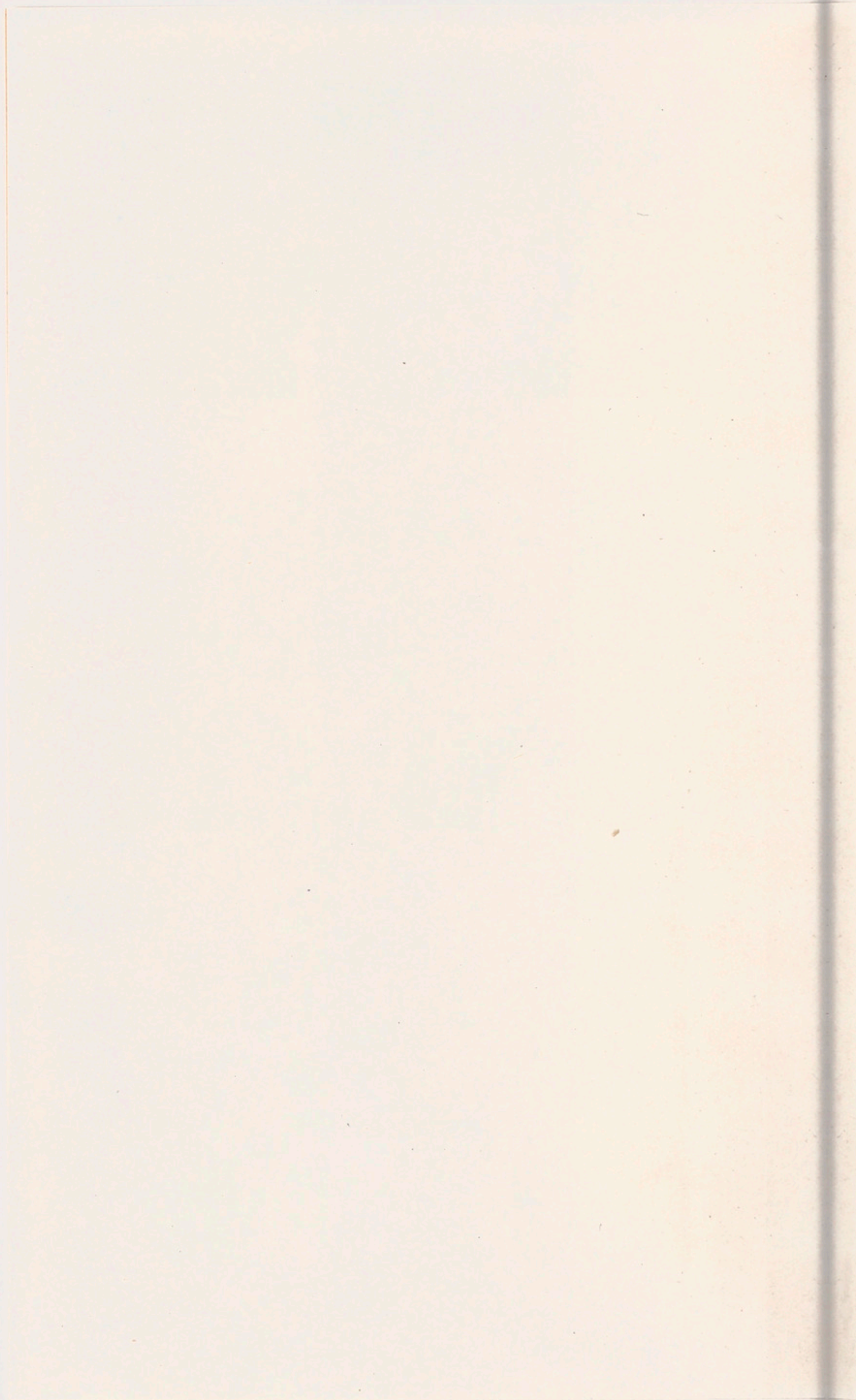
courir en gros souliers ferrés, sac au dos, la canne ou le piolet à la main, l'âpre Oisans ou les sites moins austères du Vercors et de la Chartreuse. Or, à cette date, il ne pouvait plus être un alpiniste « actif », et cet hommage, tout plein des souvenirs enivrants d'une adolescence vigoureuse, qu'il rendit à la montagne, n'en est que plus émouvant. Tel est l'attrait des hautes cimes sur ceux qui les ont une fois gravies ! Comme d'autres se sont lancés, dans l'isolement d'une chambre calfeutrée, à la recherche du temps perdu, Antoine Chollier, se penchant sur son passé, s'est jeté à la poursuite des monts désormais, pour lui, inaccessibles.

Il sait bien que la modestie est la première vertu de l'alpiniste et qu'une gradation prudente est la condition de son entraînement ; c'est pourquoi les Préalpes du Vercors et de la Chartreuse, « ce somptueux parc dauphinois, où la nature sait se montrer tour à tour câline et grandiose, riante et sauvage, sans jamais rien perdre de sa grâce », lui apparaîtront comme « la plus belle initiation à l'amour de la grande montagne ».

Il n'entend nullement faire concurrence à nos géographes ni à nos géologues ; il n'est lui-même ni un technicien ni un savant. Il rédige un guide élégant et précis qui inspirera l'amour des hauteurs à ceux-là même qui n'ont point spontanément la passion des sciences de la terre. Il y fallait un tour de main et une conviction de lettré.

Donnant, selon un plan judicieux, et sans lourdeur, les renseignements indispensables, évitant de tomber dans l'exposé d'hypothèses — pourtant passionnantes — dont le touriste « moyen » se fût sans doute offusqué, Antoine Chollier nous conduit comme par la main à travers le Dauphiné. L'exactitude topographique n'est jamais sèche : le sens aigu du paysage, la curiosité de la flore, de la faune, de l'habitat, de toute la vie alpine, l'enrichissent et la diversifient. Aux données matérielles se mêle une documentation historique ou légendaire. Sensible à la couleur, à l'harmonie des lignes, l'auteur indiquera toujours avec discrétion les caractères dominants d'un terroir ; mais, pour peu que les forces déchaînées de la nature — l'orage en Chartreuse — le lui imposent, sa description deviendra une eau-forte ; alors, au tableau réaliste du cataclysme se mêleront malgré lui des souvenirs où son âme profonde affleure, jusque dans le sujet en apparence le plus objectif :





« Rien n'est aussi impressionnant qu'un de ces grands
« orages en forêt, où la foudre, lorsqu'elle frappe quel-
« que sapin, le casse comme un fétu de paille et le fait
« glisser tout en flammes parmi les autres troncs, telle
« une simple allumette. Cela rappelle singulièrement, à
« ceux qui ont fait la guerre dans la région des Vosges,
« l'impression effrayante que causait la chute verticale
« d'un de ces grands arbres qu'un obus venait de frap-
« per en plein fouet. Et le roulement continu du ton-
« nerre, répercuté par les échos, fait songer aux aboi-
« ments sourds du canon. »

Sur un tout autre registre, Antoine Chollier campera avec un égal bonheur la grêle sveltesse, la souple fragilité du mélèze, « élégante et suprême manifestation de la forêt aux abords de l'implacable calvitie des grands alpages ».

Pourtant, ce qui frappe le plus dans ses livres, c'est la juste notion qu'a l'écrivain du travail alpestre, de l'âme paysanne, de l'âme des guides. Comme il sait déceler chez « *Ceux de l'Alpe* », sous la rudesse gauche et l'impassibilité apparente, « la flamme de cette vie intérieure que l'on s'étonne de découvrir chez certains paysans des hautes vallées de l'Oisans », flamme intérieure qui semble entretenue et attisée par les longues retraites hivernales, et que le premier rayon printanier fait jaillir en allégresse, avec la floraison luxuriante du Lautaret. Tout comme le paysage alpestre, la psychologie du montagnard alpin apparaît à l'écrivain dans ses diversités et ses contrastes; et le réalisme d'Antoine Chollier s'achève souvent en poésie.



Sensible jusque dans ses fibres les plus intimes à l'envoûtement des grandes Alpes, Antoine Chollier ne sera pas moins sollicité par les terres méridionales où la douceur de vivre est un baume pour les cœurs endoloris, où la lumière éclatante est un enchantement pour des yeux que trop de cruels spectacles ont heurtés. Et c'est pourquoi il sera un pèlerin passionné de la Provence et de l'Algérie.

A la Provence, il ne veut d'autres frontières géographiques que celles que son cœur a tracées. Si le grand

Mistral faisait commencer « la terre d'amour » aux arches du pont Saint-Esprit, c'est par une démarche analogue qu'Antoine Chollier procède :

« Si dans mon cœur je sais très bien où tu commences
« et où tu finis, Provence, si mon sentiment, guidé par
« je ne sais quelle intuition, m'arrête infailliblement au
« bord des frontières où tu cesses d'être toi-même, si
« une senteur, une couleur, un souffle de vent, un son
« de voix, m'avertissent sans erreur du moment où je
« te rencontre et de celui où je te quitte, les historiens
« et les géographes, qui ne sont point toujours d'accord
« entre eux, t'ont fixé tour à tour les limites les plus
« diverses. »

Il nous entraîne, quant à lui, à travers les ruines, les monuments et les paysages, faisant surgir du voyage éblouissant cette nostalgie lancinante qui accompagne sur le chemin du retour le touriste qui vient d'avoir la révélation de la « beauté parfaite ». Parvenu aux Saintes-Maries, sur les rives de la mer latine, comment l'écrivain n'aurait-il pas entendu l'appel de cette Afrique du Nord à laquelle nous sommes attachés de toutes les forces de notre âme, comme à une province de chez nous ?

Qu'il traite d'*Alger et sa région* dans un ouvrage d'ensemble où l'objectivité ne porte pas préjudice à la vivacité des impressions et des images, ou qu'il en fasse le cadre somptueux d'une intrigue romanesque avec *Drusilla, dame d'Alger*, dans les deux cas, sur deux claviers différents, l'atmosphère de la ville sera suggérée dans sa luxuriance et sa variété, sa vie multiforme : jardins des grandes résidences, rues tortueuses de la Casbah, échappées sur le golfe, quartier européen, quartier espagnol. Le sens de l'intrigue tire admirablement parti de l'archéologie même, et nous retrouvons au centre du roman de Drusilla — descendante de Cléopâtre — cet énigmatique « tombeau de la chrétienne » qui a fait couler tant d'encre, et d'où Pierre Benoît, de l'aveu même d'Antoine Chollier, aurait tiré l'idée du palais d'Antinéa. En plein roman d'aventure, l'auteur crée une véritable ambiance d'hallucination et soutient l'intérêt par l'agencement complexe et logique des péripéties avec un talent que nous retrouverons au terme de son existence, dans ce posthume *Dossier n° 7*, récemment publié.

**

Et quelle fantaisie, parfois, que d'imprévu dans sa production littéraire! Ne s'est-il pas accordé le délassement, lui, le martyr de la guerre, de rassembler dans la tradition du vieil esprit gaulois, « qui procure à coup sûr cette saine et profitable dilatation de la rate que tant de neurologues cherchent en vain à réaliser chez bon nombre de leurs clients », les anecdotes les plus désopilantes concernant le corps médical? Ce n'est certes point un livre « *ad usum Delphini* »; le sel n'en est point toujours attique, mais il est parfois singulièrement savoureux! Vous avez reconnu *La rhubarbe et le séné*; en compilant ce recueil, l'écrivain nous a fourni la preuve d'un détachement de soi et des contingences dont peu d'hommes dans sa situation eussent été capables.

J'étendrais volontiers cette opinion au petit livre plein d'ironie, d'humour et d'amertume — *Les amours de M. de Pérol, héros candide* — où Antoine Chollier, engagé volontaire, transposa jusqu'à la « charge » quelques souvenirs de caserne. Il a saisi sur le vif quelques types qui existèrent en 1914-1918 à plus d'un exemplaire, et qui n'avaient sans doute point totalement disparu en 1939-1940. A côté du protagoniste timide, tout en velléités, ridicule — Hector de Pérol sera tué au cours d'une séance de pansage par la ruade d'un cheval fantasque qui répond, bien entendu, au nom d'Achille! — voici la femme mûre, à prétentions littéraires, qui ne saurait céder d'usufruit de ses appas qu'à un jeune Marie-Louise ayant fait authentiquement ses preuves dans la bataille; voici le jeune philosophe anémique qui entend aller jusqu'au bout du sang des autres pour que survive la philosophie; voici, en la personne du lieutenant autoritaire, le héros de caserne si indispensable à la bonne tenue du quartier, qu'il préfère ignorer le chemin du front. Il y a là, à la fois, beaucoup d'observation amusée, d'indulgence et de satire aigre-douce.

**

Ici, ma tâche se complique sensiblement, car avant de parler d'Antoine Chollier poète, je voudrais vous entretenir de sa longue collaboration, en tant que romancier, avec Henri Lesbros.

Cette collaboration fut si intime — je n'en vois guère

d'autre exemple, à notre époque, que celle des frères Tharaud, ou précédemment des Goncourt — qu'il est impossible de délimiter la part de chacun dans cette production abondante et variée; de sorte qu'en faisant l'éloge d'un écrivain disparu, je me trouve amené à prononcer en même temps l'éloge d'un écrivain bien vivant.

Nous savons, grâce à l'introduction que Jacques des Gachons composa pour *La Mer des Sargasses* et surtout grâce à la conférence qu'Henri Lesbros lui-même prononça aux *Ecrivains Dauphinois* sur son collaborateur et ami, ce que fut cette communion spirituelle de deux êtres fort dissemblables, aux goûts antithétiques, mais réunis sous le même toit par une identique passion pour les lettres, par la même expérience guerrière, par les mêmes deuils glorieux. Miracle de l'amitié, fondant au même moule l'esprit d'Antoine Chollier, qui est dans tous les domaines un moderne convaincu, et l'esprit d'Henri Lesbros, moins sensible aux « frissons nouveaux ». Une fois le plan de l'ouvrage arrêté de concert, ils s'attellent à la rédaction, proposent tour à tour une phrase, corrigent un mot, une tournure, de sorte que tout l'ensemble leur appartient indissolublement à tous deux, comme à deux forgerons le fer qui fut martelé en cadence sur la même enclume.

Dans *Suffetula* et *La Mer des Sargasses*, les auteurs, sacrifiant au roman d'aventure, s'abandonnent à la fantaisie la plus débridée. *Suffetula* est une étrange histoire de métempsychose, construite un peu comme un roman policier, avec le sens du mystère et l'art de faire rebondir au moment opportun la curiosité. Le récit, fort bien conduit, nous mène de Paris en Tunisie, parmi les ruines grandioses d'une ancienne ville romaine. L'atmosphère hallucinante, ou simplement « africaine », fait songer tour à tour au Pierre Benoît de *L'Atlantide* et à Conan Doyle; à l'Edgar Poë du *Scarabée d'or*, et au Gide de *L'Immoraliste*, à la Yamilé sous les Cèdres d'Henry Bordeaux, à la « Vie antérieure » de Baudelaire, à *La Ville morte* de d'Annunzio, à *Salammbô*, voire même au colonel Lawrence et à Tut-ank-Ammon. Fourmillement d'impressions adroitement unifiées dans la joie juvénile d'une rédaction qui subit encore des influences. Mais toute culture n'est-elle pas, d'abord, une résultante d'influences?

De même, *La Mer des Sargasses*, tout en gardant son

originalité, nous rappellera à la fois *L'Atlantide* et *Erromango*, *Robinson Crusoë*, *Suzanne et le Pacifique*, et même *Le Mariage de Loti*. Cette vision d'un pays de rêve et de beauté où échoue, en plein Atlantique, un aviateur à bout de carburant, est étrange. Dans une « ubiquité de cauchemar et de poésie », les écrivains, mêlant l'aventure à l'analyse, tirent de leurs prémisses les conclusions extrêmes avec la plus grande rigueur. Sur cette terre d'Appolonia située au centre de la mer des Sargasses, le héros de l'aventure croit avoir découvert « l'idéal humain ». Mais il dénonce bientôt les méfaits d'une civilisation imaginaire de même origine que la nôtre, qui a cheminé par une voie divergente dans une direction exagérément intellectualiste; cette civilisation a entraîné à la longue, par dessèchement de la personnalité, la mort des sentiments, et la chute — jusqu'à l'anthropophagie — dans une barbarie savante. Rien de plus logique et de plus divertissant que l'austère exposé satirique de l'esthétique purement cérébrale des artistes de cette terre inconnue, que l'on est parfois tenté de nommer Montparnasse! Toutefois, l'aviateur saura refaire de l'insensible Thosée une femme vivante et aimante, et il s'efforcera de l'arracher à sa prison insulaire.



Nous arrivons ainsi à la série d'ouvrages où Antoine Chollier et Henri Lesbros ont abordé le roman de psychologie et le roman d'analyse avec des sujets à tendances religieuses. Dans *La Vengeresse*, empruntant pour chaque chapitre au *Livre des Rois* une épigraphe retraçant l'histoire de Bethsabée, les auteurs ont modernisé, à la faveur de la guerre récente, l'histoire de la fille d'Eliam, femme d'Urie Héthéen, que David épousa après que son mari eut été tué dans la bataille :

— « Mettez Urie à l'endroit où le combat sera le plus rude et faites en sorte qu'il soit abandonné et qu'il y périsse. »

— « Et le Seigneur frappa l'enfant que la femme d'Urie avait eu de David qui fut désespéré. »

Sujet dramatique, émouvant; mais peut-être le récit biblique qui lui sert d'armature en fait-il quelque chose d'un peu trop construit. L'atmosphère grenobloise, celle

du front y sont rendues avec maîtrise; il entre toutefois dans cette transposition psychologique quelque invraisemblance quand on songe à la réalité que fut la fraternité d'armes du front, au respect que les combattants nourrissaient pour la vie humaine. Les aviateurs ne furent pas les seuls à connaître l'esprit de l'« équipage ». Néanmoins le récit est attachant et nerveusement conduit.

Avec *La Loi de la Chair*, Antoine Chollier et Henri Lesbros abordent le roman à thèse tel que l'affectionnait Paul Bourget, et comme chez Bourget — c'est l'écueil du genre — le livre naît de la thèse plus que la thèse ne surgit du livre par surcroît. Le thème était infiniment délicat. Il s'agit de la position de l'Eglise à l'égard de l'amour dans le mariage. L'intrigue est menée avec une rigueur qui ne s'accorde aucune concession; le problème est traité avec autant d'adresse que de tact; les psychologies, très vraisemblables, sont néanmoins un peu trop exclusivement dépendantes des situations posées; il n'y a pas entre elles de ces interférences complexes qui enrichissent de résonances les arrière-plans des âmes. Il semble que, à la faveur d'une affabulation romanesque, les écrivains se soient proposé surtout de condamner le « libertinisme » moderne, et de prendre position — textes canoniques à l'appui, de saint Augustin et de Tertullien à nos jours — dans le problème de la famille nombreuse. Leur but est pleinement atteint, et leur livre, selon le conseil de Montesquieu, « fait penser ».

Le Fiel du Calice a pour protagoniste un prêtre d'origine grenobloise exerçant son ministère dans un coin perdu du Vercors. Il faut avoir connu la rude vie de nos curés de montagne qui chaussent parfois les skis six mois de l'année et sont parfois réduits à eux-mêmes jusque dans les plus humbles besognes ménagères, pour sentir ce que doit être leur esprit d'abnégation. Au cours de son apostolat, le héros du livre, aux prises avec l'indifférence, avec la calomnie, et qui redoute, après avoir voulu sauver l'âme d'une jeune pécheresse, de n'avoir pas obéi à un sentiment pur de toute concupiscence, connaît les plus cuisantes désillusions. Et quand il a absorbé, malgré des moments de pure exaltation, et jusqu'à la dernière goutte, le fiel du calice, il meurt au cours d'une tourmente de neige, tel le fiancé

de *Maria Chapdelaine*. Les auteurs ont apporté dans la conception et la rédaction de ce livre sévère et profond, au sujet duquel Henry Bordeaux, qui en a composé la préface, invoque même saint François de Sales, autant de délicatesse que de compréhension.

Nous savons, par les confidences d'Henri Lesbros à la *Société des Ecrivains dauphinois*, que « le fils chéri » de leur plume est un roman inédit : *Le Péché des Anges*, étude de l'orgueil dans une âme de religieuse cloîtrée, « devant lequel les éditeurs ont reculé avec horreur ». Il ne m'appartient pas de faire violence à la discrétion où se sont renfermés les auteurs.

Il semble du reste que la fantaisie des éditeurs ait valu à Antoine Chollier, parfois, quelques mécomptes, — témoin ce recueil de vers qu'il avait intitulé : *La Chanson du chagrin*, et qui ne fut tiré qu'à un seul exemplaire.

Or, c'est précisément du poète que je voudrais parler maintenant, car Antoine Chollier fut poète avant tout, et c'est naturellement dans sa poésie qu'il faut rechercher la clé de sa personnalité secrète.



Comment mieux évoquer un poète qu'en le citant ? Je ne m'attarderai pas au recueil de jeunesse : *Au rythme du cœur*, dont l'épigraphe extraite d'*Anna Karénine* annonce le ton sentimental : « La raison ne m'a rien appris, tout ce que je sais m'a été révélé par le cœur. » Sous quelques rubriques choisies : *Les vaines chimères*, *Les secrètes mélancolies*, *La vasque polychrome*, Antoine Chollier semble dire adieu aux rêves de l'adolescence. Les souvenirs divers de Musset, de Baudelaire, de Mallarmé, de Samain, de Laforgue, de Verlaine, voire — furtivement — de Rimbaud ou même de Péguy, accompagnent le jeune poète qui chante à son tour l'éternelle chanson ou retient tel aspect attachant de la vie ou de la nature. Écoutons la chanson légère :

Bientôt peut-être, mes amis,
Je m'en irai par l'autre monde,
C'est un devin qui me l'a dit,
Porter mon humeur vagabonde.

Je désirerais que ce soit
Par un grand soir calme d'automne,
A l'heure où le soleil décroît,
Et qu'un lointain Angélus sonne.

Je m'en irai sans m'émouvoir.
Les jours sont bien assez moroses
Pour les quitter sans désespoir,
Mais je regretterai les roses!...

Déjà, néanmoins, ce recueil contient des poèmes de 1916 et 1917 d'un tout autre accent : *Les chants dans la tourmente*. Un patriotisme prêt au sacrifice obscur y palpite, vigoureux, angoissé :

... J'accepte, ô mon pays, ta volonté suprême...
Et pourtant vois ce soir comme j'ai le cœur las...

Des scènes furtives du front sont esquissées dans leur pittoresque ou évoquées, plus volontiers encore, dans la répercussion intérieure qu'elles suscitent : sapins fracassés par l'obus dans les Vosges; sommeil, sous la pleine lune, des forêts lorraines, l'hiver — sommeil aussi calme que celui de l'Endymion du Guerchin :

... Mais demain tout ceci ne sera que mensonge
Et toute cette paix s'en ira comme un songe :
Les hommes sur la neige ont fait couler du sang.

Un lointain tintement de cloche parvient-il à Antoine Chollier une veille de Noël, les vieux souvenirs s'ébrouent, qu'aussitôt la dure réalité discipline :

... Et là-bas, tout là-bas, par cette nuit divine,
Pendant que l'Univers devant son Dieu s'incline,
Des hommes comme moi s'appêtent à mourir.

L'arrivée de l'obus et l'angoisse qu'elle éveille sont saisies dans leur réalisme brutal :

... Soudain s'élève comme un râle
Qui s'élargit grave et troublant,
Et l'obus s'écrase en rafale
Trouant, fumant, fusant, criblant...

Jusqu'au sein de la tuerie, néanmoins, l'espoir des résurrections demeure vivace :

... Ce sang que tu nous pris, tu nous le dois, ô France !
Dans le cœur de nos fils fais-le renaître un jour,
Tout ce sang, pourpre fleur d'idéal et d'amour.

Mais c'est aussi, à la limite de la résistance morale, le cri éperdu de la souffrance humaine : « Eli, Eli, lamma sabacthani! »

Depuis plus de trois ans que se fait la vendange
Et que les peuples sont sous le rude pressoir,
Pour dire aux vendangeurs de s'en aller s'asseoir
Dieu n'enverra-t-il pas enfin un blond archange!

.....

La vigne d'ici peu n'aura plus de raisins!
Seigneur! Ayez pitié! Songez aux lendemains,
Arrêtez le couteau qui saccage la treille!

Oh! n'entendez-vous pas, mon Dieu, dans le cellier
La supplication de l'offrande vermeille
S'élever jusqu'à vous. Seigneur, ayez pitié!

La pitié! Le plus grand sentiment qui naît des champs de bataille!

Pour lui-même, de l'enfer du Chemin des Dames, en 1917, Antoine Chollier, sans illusions, envisageait une mort discrète — une mort de poète :

... Parlez de moi longtemps encore,
Le plus souvent que vous pourrez...
... Jusqu'au jour où vous m'oublierez!

Crainte vaine! Ses amis ne l'oublent pas; et ceux qui ne l'ont pas connu se sentent attirés vers lui par une sympathie fraternelle.

**

C'est qu'Antoine Chollier ne devait pas cesser d'acquiescer en force et en élévation avec la signature de l'armistice. Cette date ne marquait pas pour lui la fin de l'épreuve, mais le début d'un nouveau calvaire, physique et moral, où il n'aurait plus le réconfort du coude à coude. Le cri essentiel d'Antoine Chollier, c'est dans les *Poèmes en dents de scie* — titre grinçant — suivis des *Dits du poète égrotant*, que nous le découvrirons. L'ascétisme du cœur le plus volontaire et le plus bouleversant y exhale sa désespérance, selon la technique de la prosodie la plus moderne :

Trop lourde était la rame,
Et j'ai laissé glisser la rame...

Cette descente abandonnée au fil de l'eau fait songer par moments au *Bateau ivre* :

« ... Dévorant les azurs verts où, flottaison blême
Et ravie, un noyé pensif parfois descend... »

Jusqu'au sein de cette amertume, en lui toujours germe l'espoir des survivances :

... Dans le sillon mettons le blé
Pour que, quand nous serons sur le seuil de la porte
De la suprême étable
Pour l'homme misérable,
Vertes, nous voyions ses tiges gracieusement qui sortent.

Le suivrons-nous dans les audaces de son modernisme parfois outrancier? Je le goûterais davantage dans les délicatesses un peu mièvres de la *Mort de la rose* :

... Se penche, se penche, fragile, la rose!
On dirait d'un rêve qui défaille...
Et sous elle, morbide, sur le vase, au col, et sinistre,
Ce bleu,
Tel sous les yeux
Du bistre!

ou dans l'évocation de « celle que j'attends et qui devra venir... »

.....

Celle-là que j'attends pour l'avoir vue en songe.

Je ne peux, faute de pouvoir tout citer, que renvoyer aux *Dits du poète égotant*, « *Mystère douloureux en un tableau couleur du temps présent* ». Quatre personnages, le Poète, la Mélancolie, la Douleur et la Muse — non point la Muse chlorotique de 1830, mais « une femme brune, musclée, herculéenne », « le visage impassible, le regard impérieux » — y expriment les divers aspects de la souffrance du poète harassé au cœur pantelant. C'est le cri d'angoisse d'un homme jeune qui dut s'habituer longuement à être mal à l'aise dans un corps et dans une âme.

Avouerai-je cependant qu'une sorte de prédilection me porte vers les *Soliloques d'un simple poilu*, composés au front, parus en 1919, et si artistement édités avec les dessins décharnés, dépouillés, amers de M. Andry-Farcy à qui je n'adresserai qu'un futile reproche : celui d'avoir conservé au « barda » de son fantassin écrasé

de fatigue les piquets de tente réglementaires, lesquels quittèrent régulièrement le dépôt, sur chaque sac, à chaque départ, mais n'arrivèrent pas souvent à la tranchée!

Livre bref, buriné à la gloire du poilu, tout vibrant encore de la bataille, et placé sous l'invocation significative de Jehan Rictus, ce qui est tout un programme. Nous sommes loin des jolieses de *Au rythme du cœur*. C'est un autre cœur qui bat, et partant un autre langage — le langage peu académique des poilus auxquels on a prêté gratuitement, criminellement, tant de paroles et tant de pensées qui ne furent jamais les leurs. Je ne retiendrai qu'un passage, assez prophétique dans son âpreté :

C'est moi le miséreux du sièque,
Le pauv' poilu crevant, crevé,
L' pus douloureux de tous les mecques,
L' pus réprouvé des réprouvés!

C'est moi l' pouilleux et l' dégueulasse!
Le pauv' boueux, crottant, crotté,
Qui trimbal' sa sal' vieill' carcasse
Sous les hivers, sous les étés!...

.....
C' t ainsi toujours, et lors d' la Paix
Ce s' ra ceux qu' ont pas fait la guerre
Qui viendront dir' comment qu' ça s' fait
A nous aut' s qui viendront d' la faire!

.....
Faudra pas sembler mieux savoir
Parc' qu'y diront qu' dans la mitraille
On est trop près, on peut rien voir.
Et qu' c'est d' loin qu'on jug' la bataille.

Et nous, bonn' s poir's, on dira oui
Parc' que tous on en aura marre
Et qu'on rêv' ra qu'un' chos' : l'oubli
D' la bataille et d' son tintamarre!...

Antoine Chollier, avec les *Soliloques*, s'était proposé de susciter « le souvenir fécond qui luttera contre l'engourdissement de la vie enjôleuse ». « Ecoute-le ce cri, lecteur, et ne l'oublie pas trop tôt! » Hélas! nous devions l'oublier!

**

Sans doute, comme nous tous, Antoine Chollier a-t-il pressenti qu'une nouvelle tourmente allait s'abattre sur

le jardin de Candide! Mais s'il vécut assez pour voir déclarer la guerre, il n'était plus des nôtres lorsque se déchaînèrent sur la France la dévastation et le deuil. Pourtant il avait eu foi en la vertu du sacrifice :

Pour tous ceux qui sont morts dans la lutte farouche,
Petits enfants de France, allez joindre vos mains;
Que la prière monte ardente de vos bouches
Pour tous ceux qui sont morts dans la lutte farouche
Et qui vous ont donné l'espoir des lendemains.

L'espoir des lendemains! Malheureusement, au lendemain du 11 novembre 1918, si le champ était vaste, il restait peu d'ouvriers. Les meilleurs n'étaient plus de ce monde; nous étions las; et la responsabilité de la patrie, ce furent ceux qui n'avaient rien oublié et rien appris, trop souvent ceux qui avaient refusé, pour eux et pour leurs proches, l'impôt du sang, qui l'assumèrent allégrement, en ressentant secrètement la honte d'une victoire à laquelle ils n'avaient eu aucune part, et qu'ils se hâtèrent de déprécier.

Des hommes comme Antoine Chollier nous rappellent qu'il y a en France autre chose que des démissionnaires; par delà son œuvre, l'exemple de son long stoïcisme et de cet optimisme volontaire qui ajoutent à sa physiologie méditative la touche qui l'accomplit, est pour nous tous, en ces heures cruelles, une incitation. Contre vents et marées, il eut confiance dans la vie, et la vie, qui lui fut inclémente, à d'autres égards l'a comblé. Jamais le découragement ne l'atteignit; confiant malgré la souffrance, il émanait de son regard une flamme, de son beau front émacié de la lumière. Il croyait aux résurrections comme nous y croyons :

Ce sang que tu nous pris, tu nous le dois, ô France!
Dans le cœur de nos fils fais-le renaître un jour,
Tout ce sang, pourpre fleur d'idéal et d'amour.

Antoine Chollier a été exaucé : trois jeunes garçons sont là, pour tracer droit le sillon à sa suite, sous la direction d'une mère, grave et sereine, devant la noblesse de laquelle je m'incline avec respect.

REPONSE AU DISCOURS

de M. le Professeur

Armand CARACCIO

PAR

M. E. VATIN-PÉRIGNON, *Président*

Séance du 29 mars 1941

MONSIEUR,



L'HOMMAGE si émouvant et si compréhensif que vous venez de rendre à la mémoire de votre prédécesseur, l'Académie Delphinale s'associe profondément et, avec vous, elle s'incline avec respect, comme vous l'avez si bien dit, devant la noblesse d'une mère grave et sereine dont les trois fils sont fiers de l'héritage exaltant que leur a laissé celui que nous pleurons avec eux.

Pour ceux qui, plus favorisés que vous, ont connu Antoine Chollier, pour celui qui lui a succédé à la vice-présidence de notre Compagnie et qui n'oublie pas que, sans son départ prématuré, c'est lui qui présiderait aujourd'hui nos séances, vous avez remué tout un flot de sentiments où s'allient le regret, l'admiration, la tristesse, la pitié. Et nous vous remercions d'avoir su évoquer, sous l'enveloppe torturée de ce martyr de la guerre, l'âme rayonnante de l'homme et de l'écrivain en des termes qui, en l'honorant, vous honorent.

Aussi était-ce à un homme de cœur et à un écrivain de race qu'en vous appelant à son 53^e fauteuil, l'Académie avait entendu réserver la place qu'Antoine Chollier laissait vide.

Homme de cœur, disais-je bien : dès l'âge de dix-neuf ans, ne fûtes-vous pas mobilisé comme simple soldat dans l'infanterie coloniale, pour terminer la campagne comme commandant une compagnie de mitrailleuses, blessé, décoré ? Dès l'adolescence, dans le temps même où votre esprit aspirait aux pacifiques enseignements des lettres, des sciences et des arts, vous étiez ainsi appelé à vivre la plus décisive épreuve physique et morale, à recevoir la plus haute leçon d'abnégation et de sacrifice. Si bien que, dès lors, vous apparaissiez comme réalisant en vous cette alliance de la pensée et de l'action dont Bronzino a fixé le symbole en un portrait célèbre, celui d'un jeune chevalier tenant d'une main le livre et de l'autre l'épée.

Dès 1919, ce fut pour vous la licence ès lettres passée à Strasbourg, puis la rue d'Ulm avec, au bout, l'agrégation d'italien à laquelle vous prédestinaient des attaches provençales dont votre récente et magistrale leçon sur Mistral nous révélait la puissance et l'intimité.

Dès lors, votre voie est tracée. Italianisant, vous allez professer presque toujours en pays latin ou dans nos villes alpestres, voire même comme maître de conférences à cet Institut Français de Naples, fils de l'Université de Grenoble. C'est à Grenoble, en 1935, que vous alliez être enfin nommé professeur de littératures française et italienne comparées, à la Faculté des Lettres.

Vous y arriviez comme à un but depuis longtemps souhaité, et s'il est vrai que le bonheur, c'est un rêve de la jeunesse réalisé dans l'âge mûr, vous êtes, depuis lors, un homme heureux.

Vous y arriviez muni d'un ample bagage : une thèse sur « Ugo Foscolo, l'homme et le poète », et une thèse complémentaire sur « Stendhal et les Promenades dans Rome », l'édition critique des « Promenades dans Rome » dont nous verrons tout à l'heure l'importance, six études sur Stendhal, cinq sur Foscolo, une dizaine de travaux variés, sans parler de vos traductions, ni de vos articles en italien.

Stendhal, Foscolo, choix dictés comme par une sorte d'harmonie préétablie : n'était-il pas fatal qu'au hasard de vos propres promenades dans Rome, vous fissiez l'une de ces rencontres qu'affectionnait votre préfacier, Henri de Régnier, et, avant toutes, celle de l'écrivain qui s'était fait, un siècle auparavant, le cicerone de la Ville Eternelle ?

L'occasion immédiate, ce furent les recherches que vos maîtres vous confièrent dans la bibliothèque de Civita-Vecchia et dont le succès vous valut d'être tout désigné lorsqu'il s'est agi d'établir et d'annoter le texte des œuvres complètes de notre illustre compatriote : c'est alors que vous fûtes choisi et appelé par Edouard Champion.

Ce nom, s'il évoque pour moi le visage d'un ami — lui aussi parti trop jeune, en pleine force — fait revivre pour tous les fervents des livres l'inoubliable image de la « Librairie Ancienne Honoré Champion », tapie à l'ombre du Palais de l'Institut, à l'angle du quai Malaquais, domaine des bouquinistes. C'était une très simple boutique, mais, en ces temps révolus, ne trouvait-on pas souvent derrière les devantures les plus modestes les marchandises du meilleur goût, de rare choix et d'impeccable facture, alors que, depuis, la boutique, muée en magasin, voire même en building, n'offre trop souvent, derrière le flamboiement d'une façade fracassante, que la pauvreté standardisée de la camelote internationale, du faux luxe de série, où l'automatisme de la machine a tué la main humaine de l'artisan ? Artisan des livres, non pas marchand de littérature alimentaire sur papier éphémère, mais éditeur d'ouvrages de qualité sur pur vélin dauphinois, le vénérable Monsieur Champion n'en était pas moins à l'avant-garde de sa corporation, avec l'enseigne du cheval au galop et la devise : « *Nunquam retrorsum* ».

En franchissant la porte de cette cité des livres, l'on y trouvait l'aimable accueil des choses et des êtres. Aux murs d'adorables éditions, des manuscrits uniques, et les effigies dédicacées de tous ceux qui, depuis un demi-siècle, avaient illustré la littérature. Dans la sombre et étroite arrière-boutique, Mademoiselle Champion, vestale du sanctuaire, si vigilante, si discrète que l'on ne pouvait l'imaginer dans un autre cadre, avec son teint ivoirin d'incunable, serrée, j'allais dire reliée, dans son humble blouse de bibliothécaire comme dans une reliure de toile noire. Puis Pierre, le puissant et délicat historien, l'actuel membre de l'Institut, dont le masque semble avoir été taillé dans la pierre par quelque « imaigier » de Reims ou de Chartres. Enfin, le dynamique, étincelant, souvent même truculent Edouard, animateur et chef de la maison.

Edouard et Pierre ! Je les vis débarquer un jour au

Maroc où, tous deux lieutenants d'infanterie, tous deux cités, le hasard de la guerre les avait affectés. Par le même paquebot arrivaient deux autres militaires, prodigieusement mal habillés ceux-là, en « riz-pain-sel » ou secrétaires d'état-major, que Maurice Barrès annonçait à son compatriote Lyautey comme étant ces Messieurs Tharaud. A eux quatre, ils formèrent le premier noyau de cette équipe de propagande marocaine qui reçut pour mission de faire bénéficier notre jeune protectorat de la sympathie et même de l'engouement de nos compatriotes de la Mère-Patrie, afin de lui assurer, dès la paix signée, l'apport de bonnes volontés, et aussi de capitaux, indispensables à sa mise en valeur rapide et moderne. Il ne s'agissait pas là de publicité, ou plutôt, de cette forme de publicité qui, prenant l'homme par ses facultés les moins hautes, risque de devenir, dans le tumulte de ce siècle, un instrument complémentaire d'ahurissement, et pour laquelle tous les moyens sont bons, témoin ce journal très lu — trop lu — qui, l'un des jours les plus dramatiques de notre histoire actuelle, présentait, en première page, quatre photographies : celle du Pape, celle d'un héros de la guerre, celle d'une star de cinéma copieusement décolletée et divorcée, celle d'un assassin...

Il s'agissait, au contraire, d'informer, c'est-à-dire d'éduquer, et le Maroc entendait se présenter au public non pas sous le signe de simplistes slogans, mais sous celui des « Heures Marocaines » ou des « Seigneurs de l'Atlas » de Jérôme et Jean Tharaud, des « Villes d'Art Moghrébines » de Pierre Champion, des précieuses plaquettes de la collection des « Amis d'Edouard ».

C'est au sortir de cette fameuse « Librairie Ancienne » que vous êtes parti pour votre périple de six années au long des mille pages du livre de Stendhal. Il faut feuilleter ces trois volumes pour pouvoir se faire une idée du prodigieux effort de recherches et d'érudition que vous ont demandées des investigations que vous avez qualifiées vous-même d'infinitésimales, et dont la préface de votre thèse nous apporte la confiance quelque peu plaintive. A vous, mais à vous seul, je confierai à mon tour que je vous suis redevable de bien intéressantes heures passées dans l'intimité de votre ouvrage. A tous autres, je déclarerai, si vous le voulez bien, que je m'en suis tenu à son habit, à la couverture, au nom de l'éditeur, au cheval cabré, à la

devise. C'est qu'au seuil de l'œuvre de Stendhal, je m'arrête révérencieusement, dans le double sentiment et de mon indignité et d'une certaine prudence. Celle-ci m'est dictée par le souvenir d'un mot — mot que je n'aurais jamais osé rapporter devant certains de nos éminents confrères si je ne me trouvais couvert par l'autorité de celui qui en fut l'auteur — d'un mot du général de Boisdeffre, conseillant sur son avenir un jeune capitaine de cavalerie qui, depuis, a fait son chemin : « N'oubliez jamais, mon ami, lui disait-il, que, dans la vie, il n'y a que deux sortes de haines qui soient inexpiables, les haines de sacristie et les haines d'état-major ! » Or, ne serait-ce pas mériter les unes comme les autres si je venais, par ignorance, balourdise ou témérité, à heurter les compétences stendhaliennes, lesquelles sont, comme chacun sait, fière cohorte et vénérable chapitre ? Une étiquette trompeuse pourrait laisser croire qu'il s'agit là d'un « club », alors qu'il s'agit bien d'un temple. Aussi m'approuverez-vous tout le premier de ne pas risquer de mettre le président de l'Académie Delphinale dans le cas de recevoir une volée de bois vert de la main des chefs de ce bataillon sacré, des desservants de cette chapelle insigne. Je n'en dirai donc pas plus sur votre immense labeur, si ce n'est qu'il fut de votre part d'autant plus méritoire que, pas un instant, au cours de cet interminable travail de fourmi, vous n'avez oublié votre vocation d'abeille.

Aussi, est-ce dans un sentiment d'évasion vers la lumière que, votre tâche faite, et bien faite, vous avez émergé des quelque treize cents ouvrages qu'il vous avait fallu dépouiller pour prendre votre essor ; et c'est sur les lèvres mêmes d'un poète que vous alliez butiner le miel qu'il vous fallait maintenant offrir aux palais gourmets, raffinés, difficiles des examinateurs du doctorat ès lettres, en choisissant comme sujet de thèse l'œuvre et la vie d'Ugo Foscolo.

En ce grec italien, vous avez trouvé, avec quelle délectation ! se mariant, telle la vigne à l'ormeau, les prestiges souverains du Latium aux « grâces flexibles de l'Ionie ». Et dans le sillage de celui qui fut à la fois un Chénier et un Byron, vous vous êtes, six autres années durant, éperdument gorgé de poésie.

A vrai dire, il n'y avait pas, comme vous l'avez si finement fait ressortir vous-même, antinomie irréductible entre vos six années stendhaliennes et vos six années

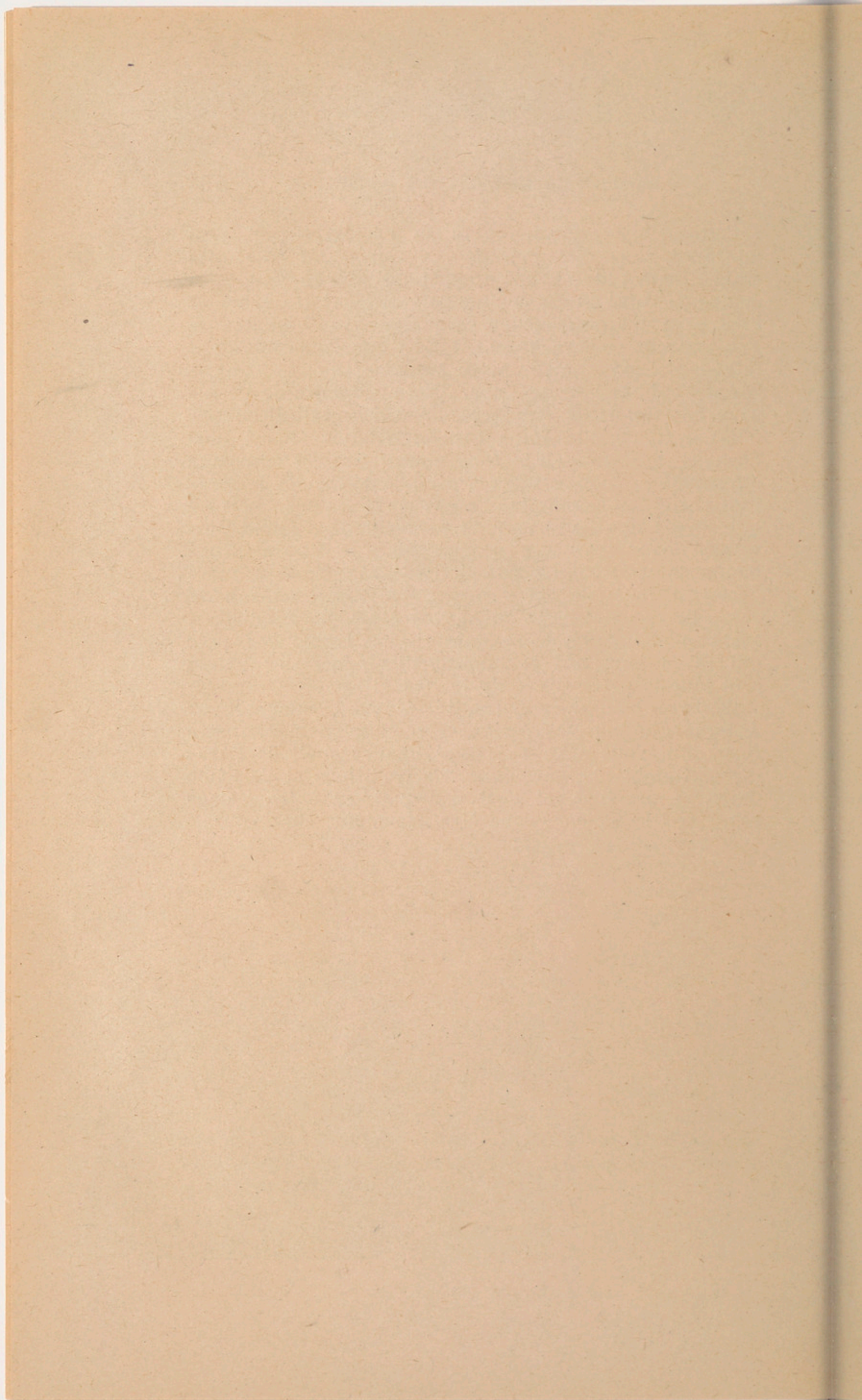
foscoliennes, entre votre thèse et votre thèse complémentaire.

Comme lien entre les deux écrivains et, j'ajoute, avec vous-même, il y avait d'abord l'unité de lieu, l'Italie, avec ses sites, ses monuments, son art, sa littérature. N'avez-vous pas tous trois connu le frisson des aubes de Fiesole, à l'heure naçrée de Botticelli, l'épanouissement des soirs de la Lagune, à l'heure blonde du Titien, la plénitude des midis du Pausilippe, l'exaltation suprême sur les Sept Collines? Il y avait aussi entre vos deux thèses plus d'un lien secret, et là je ne puis mieux faire que de vous citer : « Stendhal et Foscolo n'appartiennent-ils pas à la même époque?... Ne sont-ils pas au même titre les fils du XVIII^e siècle et ne s'en évadent-ils pas l'un et l'autre par quelques traits?... Ne furent-ils pas soumis tous deux, en qualité d'officiers, à la même grande expérience?... Ne vécurent-ils pas l'un et l'autre en cosmopolites?... Napoléon ne fut-il pas pour eux un problème central?... Enfin, comment oublier qu'ils aimèrent l'un et l'autre l'énigmatique, la malheureuse, la courageuse Métilde?... »

Si vous avez fait vous-même toucher du doigt le lien qui unit vos deux principaux ouvrages, laissez-moi tenter, en terminant, de discerner ce qui fait l'unité de votre action. Il n'est que de rapprocher tels passages de votre préface de 1933 et telles lignes de votre courageux article de 1937 sur l'esprit historique dans la cité. Là encore, je vous laisserai parler. Dans l'une, vous formiez le vœu que les chercheurs soient « fréquemment relayés, leur besogne exigeant un tel degré d'ascétisme intellectuel qu'elle comporte, par la force des choses, un risque certain de dessèchement » et vous souhaitiez qu'il soit demandé moins à l'érudition, davantage à la vie et à la pensée. Dans l'autre, vous mettez l'accent sur le danger qui vient, pour l'esprit, des dogmatismes à priori. Tout spécialiste faisant autorité, il faudra qu'il hausse sa technique particulière au niveau d'un « humanisme », car c'est dans cet humanisme qu'il risquera de trouver le point de contact avec l'« honnête homme » de son temps et de tous les temps. Ce qu'il faut aimer surtout chez les spécialistes, ajoutez-vous, c'est sans doute le moment où ils cessent de l'être et « si attachants que soient les hommes dans leur spécialité, c'est peut-être dans la mesure où ils dominent leur savoir et peuvent s'en évader, qu'ils sont susceptibles de vaste rayonnement. »

Cette démarche, vous avez su l'accomplir, et c'est pourquoi vous êtes l'un de ces clercs qui n'ont pas trahi. Primauté du spirituel, telle est la leçon qui émane de votre œuvre comme de votre activité. L'une et l'autre se poursuivent et se poursuivront longtemps. Vos travaux se parachèvent, tandis que votre apostolat intellectuel rayonne sur notre jeunesse — et je n'aurais garde d'oublier votre collaboration au Comité de Patronage des Etudiants étrangers, l'une des réalisations les plus originales, les plus caractéristiques et les plus fécondes de notre cité. Vous nous devez de nouveaux ouvrages, que vos confrères attendent, car ils honoreront notre Compagnie, tandis que les pères ont confiance qui savent que leurs enfants trouvent dans notre Université des maîtres tels que vous. Et si je dis *vous*, vous me permettez de ne pas limiter ce pronom à votre personne, mais de l'étendre à votre foyer, en saluant respectueusement celle qui, à vos côtés, fut l'indispensable collaboratrice de vos minutieuses recherches, celle qui est aujourd'hui la remarquable éducatrice placée à la tête de notre Lycée de Jeunes Filles.

C'est ce halo de spiritualité, nimbant comme pour Antoine Chollier vos écrits, votre enseignement, votre foyer, qui vous a valu l'exceptionnel accueil de l'Académie Delphinale, gardienne des traditions et de l'âme de notre province, et c'est pourquoi, en entrant dans notre vieille maison, vous êtes, Monsieur, chez vous.



ORIGINES DU CADASTRE PARCELLAIRE FRANÇAIS (1807-1808)

Première expertise cadastrale dans l'Isère,
à Renage, le 2 octobre 1809

PAR

M. Louis BASSETTE

Séance du 26 avril 1941

LE Gouvernement impérial décida, en 1807, qu'un cadastre *parcellaire*, comprenant, ainsi que son nom lui-même l'indique, un arpentage complet et détaillé, serait constitué, suivant des règles identiques, dans toutes les communes du territoire. Avant de rechercher les origines de cette décision et pour permettre de la bien comprendre, il importe de la replacer, de la situer parmi les circonstances immédiates au milieu desquelles elle fut prise et qui ne furent pas sans influence sur elle.

De 1802 à 1807, l'Administration des Finances s'était efforcée, avec autant d'ardeur que d'insuccès, de confectionner un certain cadastre que l'on appela, assez curieusement et un peu improprement, le cadastre par « masses de cultures » et qui ne comportait qu'un simple arpentage sommaire. Un arrêté des Consuls du 12 brumaire an XI (3 novembre 1802), signé par Cambacérès (Bonaparte était alors absent et voyageait en Normandie), en avait prescrit l'exécution. Après cinq ans d'efforts, il apparaissait chaque jour plus certain que cette tentative serait vaine, — uniquement, d'ailleurs, en raison des vices intrinsèques de la méthode adoptée

— et qu'elle ne permettrait d'aboutir à aucun résultat utile, surtout au point de vue fiscal.

Telle était, depuis longtemps, la conviction du ministre des Finances Gaudin — le futur duc de Gaète —. Il n'avait jamais eu confiance dans l'issue de cette tentative du cadastre consulaire et il avait inutilement déconseillé de l'entreprendre en 1802, tellement il la jugeait hasardeuse. Les résultats partiels, au fur et à mesure qu'ils avaient été connus, avaient fortifié Gaudin dans sa première conviction. Mais, malgré cela, au cours des cinq années pendant lesquelles cette expérience fut poursuivie, le ministre n'avait pas osé l'interrompre, pour entrer dans une meilleure voie.

Ce fut seulement à la fin de juillet 1807, aux premiers « lendemains de Tilsitt », qu'il jugea le moment favorable et les conditions nécessaires réunies, pour suggérer d'abandonner le cadastre par masses de cultures et d'adopter le cadastre *parcellaire*.

L'Empereur, après Tilsitt, rentra le 28 juillet 1807 à Saint-Cloud. Sa longue absence durait depuis le 25 septembre 1806. Gaudin lui rendait compte, peu de temps après, des affaires de son département, et, parmi elles, de la situation des travaux du cadastre entrepris en 1802, situation qui n'était point bonne.

A partir de Tilsitt, Napoléon ne ménage plus rien. Dans l'administration intérieure comme dans la politique extérieure, il lui semble que tout va s'incliner sous sa volonté. Il écrira à Crétet, ministre de l'Intérieur, — le 14 novembre 1807, trois mois à peine après son retour, — à propos des grands travaux dont il vient d'approuver le programme : « Tout est possible en France dans ce moment, où l'on a plutôt besoin de chercher des placements d'argent que de trouver de l'argent » ¹.

Il n'est donc pas surprenant que la suggestion de Gaudin, proposant de substituer le cadastre parcellaire au cadastre par masses de cultures, ait alors reçu un accueil très favorable de l'Empereur, bien que la tâche à entreprendre fût des plus considérables et que ses difficultés ne semblent pas avoir été longuement examinées.

Muni de cette approbation, le ministre s'empressa de préparer les diverses mesures qu'il estimait propres à

¹ *Correspondance*, 16^e vol., p. 194.

réaliser son projet, auquel il tenait beaucoup. Nous aurons à les examiner. Notons dès maintenant, toutefois, en ce qui concerne les mesures législatives, quelques précisions destinées à prévenir certaines confusions que les réticences voulues des textes officiels pourraient aisément engendrer.

Gaudin revendiqua hautement, plus tard, très longtemps après qu'elle se fut produite, l'honneur de son initiative de 1807 : « On sait généralement quelle part j'ai prise aux déterminations du dernier gouvernement sur cette importante affaire. Elle a été pendant beaucoup d'années l'objet de mes soins journaliers et il n'est pas dans la nature de se défendre aisément de quelque prédilection pour les idées dont l'esprit a été longtemps occupé »², écrira-t-il en 1818, trois ans après la chute de l'Empire. En 1834, quatre ans après l'avènement de Louis-Philippe, et visant tout spécialement la décision impériale de 1807 relative au *parcellaire*, il dira plus nettement encore : « J'avais réellement *provoqué l'adoption* et l'organisation de cette opération »³.

Ce qui n'est pas moins vrai, c'est qu'en 1807, au moment même où il provoquait cette adoption, il apporta tous ses soins à paraître ne rien innover.

Le cadastre parcellaire était profondément différent du cadastre par masses de cultures et Gaudin le savait mieux que personne. Malgré cela, le ministre et son administration affectèrent de présenter le premier comme la suite normale et le développement logique du second, dont on s'abstint, à ce moment, d'avouer l'insuccès.

Gaudin estima, en outre, qu'aucune loi nouvelle n'était nécessaire pour entreprendre le parcellaire, et qu'il suffisait de rendre obligatoires, en les étendant à tout le territoire, les prescriptions prévues, dans certains cas particuliers, par les lois des 28 août et 23 septembre 1791 de l'Assemblée Constituante⁴. Cette procédure avait d'ailleurs, entre autres avantages, celui d'éviter l'opposition qu'une loi nouvelle relative au

² *Mémoire sur le Cadastre*. Paris, Delaunay, 1818, p. 1.

³ *Supplément aux Mémoires du Duc de Gaète*. Paris, 1834, Goetschy, p. 41.

⁴ *Mémoires du Duc de Gaète*. Paris, Baudouin, 1826, II, p. 255.

cadastre aurait pu rencontrer, soit au Corps législatif, soit au Conseil d'Etat.

On s'accorde aujourd'hui à reconnaître que l'exécution du cadastre parcellaire fut — en fait — entreprise à la suite de la promulgation de la loi impériale du 15 septembre 1807, et même, en un certain sens, en vertu de cette loi. Son texte cependant ne fait nullement mention de la confection des plans parcellaires à lever avant les évaluations ou expertises cadastrales. C'est seulement dans l'exposé des motifs de cette loi que l'on trouve définie l'opération à entreprendre : « Mesurer sur une étendue de plus de sept mille neuf cent et un myriamètres carrés ou de quarante mille lieues carrées plus de cent millions de parcelles ou propriétés séparées; confectionner, pour chaque commune, un plan en feuillets d'atlas où sont rapportés ces cent millions de parcelles, les classer toutes d'après le degré de fertilité du sol, évaluer le produit imposable de chacune d'elles; réunir ensuite sous le nom de chaque propriétaire les parcelles éparses qui lui appartiennent; déterminer, par la réunion de leurs produits, son revenu total et faire de ce revenu un allivrement qui sera désormais la base immuable de son imposition..., tel est l'objet de cette opération »⁵.

L'orateur du Conseil d'Etat, Arnaud, en présentant la loi du 15 septembre 1807 au Corps législatif, s'exprimait ainsi : « C'est au Gouvernement à qui l'exécution salutaire des lois d'août et septembre 1791 est confiée à les faire servir, suivant sa prudence accoutumée, avec tout ce qui détermine ce projet pour la confection d'un bon cadastre »⁶. L'Administration elle-même ne tiendra pas un autre langage : « L'expérience », dira-t-elle, « a ramené par degrés à l'idée de l'Assemblée Constituante, qui avait été celle de Colbert et de plusieurs autres ministres, idée réalisée en Savoie et en Piémont,

⁵ *Recueil méthodique de 1811*, art. XIX, et *Recueil de documents législatifs, projets de lois, règlements, rapports, etc.*, concernant le cadastre depuis 1807. Paris, Imprimerie nationale, 1891, p. 6. Ce dernier recueil fut publié à l'occasion de la constitution de la Commission extra-parlementaire du cadastre dont les travaux, poursuivis de 1892 à 1905 et qui n'aboutirent à aucun résultat pratique, ont été réunis en 9 fascicules publiés par l'Imprimerie nationale (1891-1905).

⁶ Collection d'Oyon, t. IV, p. 223.

mais avec des imperfections qui ne se retrouveront pas dans le cadastre de l'Empire français »⁷.

Les préoccupations fiscales — non exclusives d'ailleurs — qui avaient inspiré la décision impériale, étaient voilées sous d'autres considérations. Les avantages du parcellaire, disait-on, étaient de fixer d'une manière désormais incontestable les limites respectives des propriétés cadastrées⁸, d'affranchir les bases d'imposition de toutes les influences dont les propriétaires avaient eu à se plaindre⁹. Les avantages accessoires espérés de l'opération étaient présentés comme principaux; une discrétion extrême enveloppait le but principal.

Quelle place occupent exactement, dans la législation fiscale élaborée par la Constituante, les lois des 28 août et 23 septembre 1791, et quel rôle précis assignent-elles au cadastre parcellaire? Le caractère de la décision impériale de 1807 apparaîtra sous son véritable jour, après que l'on aura répondu à cette question.

I

Ces lois portent des dates toutes proches de celle — 30 septembre 1791 — à laquelle l'Assemblée s'était séparée. Elle venait à peine d'achever un système fiscal nouveau résultant des travaux combinés de ses comités de finances et d'imposition, dont l'essentiel a survécu, et désigné le personnel improvisé chargé d'appliquer cette législation. La Constituante ne s'était pas bornée à proclamer l'égalité tant désirée devant l'impôt. Elle prétendit réaliser concrètement le principe voté dans sa séance du 26 août 1789 et devenu l'article 14 de la *Déclaration des droits de l'homme* de 1789 : « Tous les citoyens ont le droit de constater par eux-mêmes ou par leurs représentants la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi

⁷ *Recueil méthodique des lois, décrets, règlements, instructions et décisions sur le Cadastre de la France*. Paris, Imprimerie impériale, 1811, p. 11. Sur le cadastre sarde, 1728-1738, voir Max. BRUCHET : *Notice sur l'ancien Cadastre de Savoie*. Annecy, Abry, 1896.

⁸ Circ. du 30 septembre 1807. (Recueil d'Oyon, t. III, p. 237.)

⁹ *Recueil méthodique*, XIX, p. 12.

et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée ». Désirs plus faciles à concevoir et à exprimer qu'à satisfaire.

73 assemblées électorales de la noblesse et 58 du tiers-état avaient demandé, en 1789, l'établissement d'un cadastre général. Plusieurs projets furent soumis à l'Assemblée.

Le plus précis est, sans doute, celui de Théodore Vernier, député du tiers-état au bailliage d'Aval-en-Franche-Comté, du 30 mars 1790¹⁰. L'Assemblée siège depuis huit mois, et, nulle mesure fiscale nouvelle n'ayant encore pu être prise, elle vient de déclarer que les anciens impôts seront perçus jusqu'à l'établissement des nouveaux. Vernier proposait une contribution foncière unique, en remplacement des anciens impôts sur les biens-fonds : tailles, vingtièmes, etc...; il exposait comment, selon lui, devait être obtenue l'égalité proportionnelle entre les propriétaires, les districts et les départements. Tous les objets réels devaient être cotisés à raison de leur valeur, il fallait donc la connaître. Pas d'autre moyen qu'un *arpentage* et une *estimation* de tous les fonds : c'est ce qu'on appelle cadastre. Vernier propose donc que tous les fonds soient arpentés sur la même mesure donnée, choisis et classés, et que leur produit sera estimé en argent à tant la mesure, par des commissaires nommés à cet effet.

Mais Vernier ne disait point — et ne pouvait dire — quelle serait cette *même mesure donnée* sur laquelle seraient arpentés tous les fonds, et qui n'existait pas encore. C'est seulement le 1^{er} août 1793 que la Convention, sous l'inspiration de Prieur-Duvernois, adoptera un système de poids et mesures basé sur une unité provisoire, l'étalon définitif ne devant recevoir la consécration légale que le 19 frimaire an VIII (10 décembre 1799)¹¹. La diversité des mesures anciennes avait été sous l'ancien régime un obstacle insurmontable aux projets de cadastre général. Le système métrique décimal devait rendre possible — de nombreuses années plus tard — l'arpentage qui ne pouvait être envisagé en 1791, ni plus tôt.

¹⁰ *Archives parlementaires*, t. 12, p. 459. Voir également le plan du marquis de Montesquieu-Fezensac, du 16 nov. 1789. *Archives parlementaires*, t. 10, p. 74.

¹¹ Cf. A. FAVRE : *Origines du système métrique décimal*. Paris, Presses Universitaires, 1931.

Aucune mesure monétaire commune n'existait non plus, pour estimer la valeur des fonds. Il eût fallu préciser, en outre, de quelle *valeur* on entendait parler.

Le cadastre n'était pas une nouveauté, Vernier ne l'oubliait point. Il n'omettait pas de se souvenir, en dressant son plan de finances, des projets conçus avant le sien.

**

Les provinces où la taille réelle était en vigueur, — le Languedoc et le Dauphiné étaient les principales, — étaient pourvues de cadastres destinés à répartir la taille entre les propriétaires qui n'en étaient pas exempts. Les intendants des provinces avaient cherché à les améliorer; Colbert leur avait tracé pour cela des règles sages et prudentes¹². Mais ces cadastres locaux ne pouvaient plus être d'aucun secours pour l'œuvre que se proposait la Constituante. Ils ne comprenaient qu'une partie des propriétés alors que la nouvelle contribution foncière devait les atteindre toutes, sans exception. Leurs estimations étaient relatives à chaque communauté, et uniquement proportionnelles, par conséquent, entre les héritages d'un même territoire considéré isolément, alors qu'il était question maintenant d'une répartition à établir entre tous les biens-fonds du royaume.

Aussi bien, en France, — car il ne s'agit point de retracer ici l'histoire souvent écrite du cadastre, ni de rappeler des exemples sans rapport avec les problèmes qui se posaient à la Constituante, — le besoin d'un cadastre *général* ne se fit guère sentir avant l'heure — que l'on peut situer vers le milieu du règne de Louis XIV — où des charges de plus en plus lourdes, pesant sur tout le royaume dans lequel la centralisation politique et administrative devenait chaque jour plus étroite, avaient fait désirer une répartition meilleure, c'est-à-dire plus équitable. « Frappé des misères que causaient les charges inégales et une guerre sans fin, Colbert s'efforça pendant tout le temps de son ministère de les adoucir. Le meilleur moyen d'y parvenir était de dresser le cadastre et d'établir partout la taille réelle.

¹² CLÉMENT : *Lettres et Instructions de Colbert*, II, 145.

Cette opération fut entreprise et menée à bien dans la généralité de Montauban, mais elle ne put être étendue aux autres généralités »¹³. Bien qu'il fût convaincu « qu'il n'est rien d'une plus grande conséquence dans l'Etat que de rendre les impositions égales et de les faire porter par tous ceux qui les doivent »¹⁴, Colbert dut renoncer à former un règlement général sur l'assiette de la taille, et se borner à l'arrêt du Conseil du 23 septembre 1681 relatif à des mesures secondaires concernant les collecteurs et le changement de domicile des contribuables. Ses successeurs ne devaient pas mieux réussir.

La taille réelle, au demeurant, n'apparaissait pas à tous comme le souverain remède aux vices de la répartition. Assise non sur l'ensemble des facultés des contribuables, mais sur les biens roturiers, par opposition aux biens nobles auxquels était attachée l'exemption, « la taille réelle », écrivait Vauban en 1707, « fondée sur les arpentages et sur les estimations des revenus des héritages, n'est pas exempte de corruption, soit par le défaut des arpenteurs, ou par celui des estimateurs, qui peuvent être corrompus, intéressés ou ignorants; ou par le défaut du système en sa substance, étant très naturel d'estimer un héritage ce qu'il vaut, et de le taxer à proportion de la valeur présente de son revenu, ce qui n'empêche pas que, dans les suites, l'estimation ne se puisse trouver défectueuse »¹⁵. Le système préconisé par Vauban dans sa *Dîme royale* avait été expérimenté sans succès à La Rochelle.

Si l'on avait pu se passer d'une évaluation générale des fonds qui devaient supporter l'impôt pour établir la capitation, instituée le 18 janvier 1695 par Pontchartrain, et qui consistait en une taxe de quotité variable suivant un tarif gradué sur le rang social et la profession des contribuables — et non sur la fortune individuelle — il n'en fut plus de même en 1710, lorsque Desmarests, le 14 octobre, au moment du redressement national qui devait aboutir à la victoire de Dessain — le 24 juillet 1712 — et qui exigeait un renforcement du crédit de l'Etat, institua le *dixième* sur les revenus des

¹³ CLÉMENT : *Ibid.*, II, 2^e part., p. LXXXII.

¹⁴ *Ibid.*, t. II, p. 145.

¹⁵ Préface de la *Dîme royale*, dans *Oisivetés et Correspondance*. Grenoble, Allier, 1910, t. I, p. 532.

biens-fonds comme sur tous les autres revenus¹⁶. Saint-Simon a rapporté les scrupules de Louis XIV à cette occasion¹⁷. Mais comment prélever un dixième sur le montant de revenus que l'on ignore? Etabli en 1710 pour la durée de la guerre, le dixième disparut en 1717, reparut en 1733, fut rétabli en 1741, et supprimé définitivement en 1749 après la paix d'Aix-la-Chapelle.

A ce moment, les édits de Marly — mai 1749 — insti-

¹⁶ VIGNES : *Histoire des doctrines sur l'impôt en France*, p. 158, et MOREAU DE BEAUMONT : *Mémoires concernant les impositions*, t. II, p. 438.

¹⁷ *Mémoires*, édit. Hachette, t. V, p. 362.

Dans ses précieuses *Notes sur le Cadastre en France* (Impr. Nat., 1891), p. 8, M. Ed. ARNOUX écrit : « Richelieu avait songé à doter la France d'un cadastre. Pendant le ministère de Mazarin, des travaux cadastraux furent entrepris dans les élections de la Champagne, en 1656, sous l'inspiration du maréchal Fabert, mais ces essais ne donnèrent aucun résultat... Colbert avait conçu, vers 1679, le projet de rendre la taille réelle dans les pays d'élection où elle était personnelle et assise seulement d'après une estimation arbitraire des facultés des contribuables. La mort l'empêcha de mettre ce projet à réalisation; ses tentatives furent reprises par Chamillart (1700); les difficultés de la fin du règne de Louis XIV firent abandonner les améliorations projetées.

Sous l'influence des idées économiques de l'abbé de Saint-Pierre, on essaya de nouveau, sous la Régence, d'établir un cadastre dans les pays de taille personnelle (Arr. C. d'Etat, 19 déc. 1716) : les intendants ou des commissaires subdélégués furent chargés de se transporter dans chaque paroisse pour y dresser, de concert avec des experts nommés par les habitants, un relevé de toutes les propriétés avec indication du revenu annuel de chaque nature de culture. Suivant un rapport du duc de Noailles, président du Conseil des finances, au Conseil de régence (17 juin 1717), l'essai, tenté dans la généralité de Paris, devait s'étendre à 1.100 paroisses. Les Archives nationales conservent des travaux fort intéressants se rapportant à 22 paroisses de l'élection de Melun. (Le Mémoire de l'intendant de la généralité de Paris, dressé pour l'instruction du duc de Bourgogne et publié par M. de Boislisle [Imprimerie nationale, 1881], renferme, page 533, le procès-verbal d'une de ces paroisses, celle d'Ailly-Milly). Mais la nécessité de contrôler les déclarations des propriétaires à l'aide d'opérations géodésiques et de travaux complémentaires d'évaluation fit abandonner les opérations qui, d'après Saint-Simon, n'avaient pas coûté moins de 800.000 livres... » Sur la tentative de substitution de la taille tarifée à la taille réelle, qui fut faite et échoua sous la Régence, voir Dom LECLERQ : *Hist. de la Régence sous la minorité de Louis XV*, Paris, Champion, 1922, t. I, ch. VII, p. 203.

tuèrent le *vingtième*, auquel Machault attachait son nom¹⁸. A défaut d'une évaluation préalable des revenus sur lesquels devait porter cette charge, et que l'on ne put jamais obtenir, le *vingtième*, qui n'admettait, en droit, aucune exception, dégénéra bien vite. « Il faut rappeler », écrira plus tard Gaudin, qui avait vu les choses de près, « combien les résistances des grands propriétaires et celles des Parlements qui en étaient presque entièrement composés avaient mis d'obstacles aux opérations par lesquelles le gouvernement avait cherché à régulariser l'assiette des vingtièmes, qui n'avaient jamais pu être établis, dans la proportion prescrite par la loi, que sur la classe des propriétaires que sa situation politique laissait sans défense »¹⁹.

Nouvel échec encore que celui de M. de Laverdy, en 1763, lorsque ce contrôleur général projeta un dénombrement des biens, après lequel il serait procédé à la confection d'un cadastre de tous les biens-fonds sans exception, « dans la forme la plus utile au soulagement des peuples », encore bien que, — ménagement destiné, mais en vain, à gagner la confiance des Parlements, — il ne serait procédé au cadastre que « comme la magistrature le jugerait bon »²⁰.

Malgré tant d'échecs, ou peut-être à cause d'eux, la question du cadastre ne laisse point, pendant le XVIII^e siècle, de susciter de nombreux projets et d' instructives expériences.

La Provence entreprenait la confection d'un cadastre, en 1715. Des créations semblables ont lieu, en 1737, dans l'Angoumois, et quelques années plus tard en Champagne et en l'Ile-de-France. Pendant son intendance en Limousin (1761-1774), Turgot en fit établir un, qui contribua à fonder sa réputation. Dans les remontrances présentées au roi par Lamoignon de Malesherbes le 6 mai 1775, sont exposés les avantages du système qui limitait le cadastre aux répartitions entre les propriétaires à l'intérieur des communautés, le contingent global assigné à ces communautés étant fixé indépendamment des évaluations cadastrales : vue d'avenir, puisque c'est à ce système que se rallia en 1824 le gouvernement de la

¹⁸ MARION : *Machault d'Arnouville*. Paris, Hachette, 1892.

¹⁹ *Mémoire sur le Cadastre*. Paris, Delaunay, 1818, p. 30.

²⁰ MARION : *Histoire financière de la France*, t. I, p. 227.

Restauration ²¹. Lorsque Necker institua des assemblées provinciales en Berry en 1777 et en Haute-Guyenne en 1778, on ne manqua point d'y décider la confection d'un cadastre. Celui de Haute-Guyenne fut si remarquable que le jeune vicomte de Bonald, qui y participa, dira plus tard, en 1847, qu'il devait servir de modèle aux opérations ordonnées « par les différents gouvernements qui ont régénéré la France depuis vingt-cinq ans » ²². Condorcet le proposera en modèle à toutes les provinces. « Si l'on joint à son utilité directe », ajoutait-il, « l'avantage d'obtenir des données exactes pour toutes les opérations politiques, de se procurer sur l'état des campagnes, sur la richesse de l'Etat, sur la richesse particulière des différentes provinces, sur leur culture, sur l'effet des différentes lois, une foule de connaissances importantes qu'on ne peut acquérir autrement; si on observe, enfin, que ce cadastre une fois fait, l'arpentage universel et la détermination des territoires qui en résultera nécessairement diminueront les procès, on verra que cette dépense sera plus que compensée par tous ces avantages réunis » ²³. Vues non exemptes de quelque illusion dans leur amplitude; partagées par la plupart de ceux qui entreprirent plus tard le cadastre, elles alourdiront parfois leurs efforts. Condorcet savait d'ailleurs condescendre aux plus humbles détails de l'opération. Ce fut lui qui rédigea le rapport de l'Académie des Sciences sur la réforme du cadastre de Haute-Guyenne ²⁴.

En 1781, Dutillet de Villars condensait en un *Précis d'un projet d'établissement du Cadastre dans le royaume* ²⁵, le fruit d'une expérience de quarante années consacrées à la direction et à la confection des opérations cadastrales. C'est le moment où, en Corse, se poursuit un cadastre commencé sous Turgot, non achevé en 1790. L'éveil de l'attention publique sur cette question

²¹ Cf. ARNOUX : *Notes sur le Cadastre en France*. Paris, Imprimerie nationale, 1891, p. 17.

²² Discours du 18 février 1817 à la Chambre des députés (Arch. parlém., 2^e série, t. 19, p. 14).

²³ *Essai sur la constitution et les fonctions des Assemblées provinciales*. Œuvres, Firmin-Didot. Paris, 1847, t. VIII, pp. 310-323.

²⁴ Œuvres, édit. Firmin-Didot, t. V, p. 235.

²⁵ Paris, Clousier.

avant 1789 est encore affirmé par le livre de Simon Linguet (1736-1794), *De l'impôt territorial*, paru en 1787, par le *Cadaastre universel*, de Lamy, paru en 1789, et par le *Cadaastre perpétuel* de Babeuf (1764-1797), le futur conspirateur, alors feudiste en Vermandois, et d'Audiffred, qui se disait mathématicien²⁶, — quoiqu'il n'eût guère de cadastre que le nom et proposait avec un cynisme qui souleva, a-t-on dit, le dégoût, un partage des propriétés qui était un véritable nivellement...

**

La nouvelle contribution foncière devait atteindre tous les fonds, et le cadastre intéressait par conséquent tous les contribuables; les assemblées de la noblesse qui en demandèrent la confection, en 1789, furent plus nombreuses que celles du tiers-état, et les interventions à l'Assemblée émanèrent de députés représentant les nuances les plus diverses. Elles témoignent de la cruelle déception dont le cadastre fut l'occasion pour la plupart des Constituants.

C'est le 18 août que le Comité d'imposition présenta son premier rapport sur la contribution foncière, et le second le 11 septembre 1790. « On l'a débarrassée des formes vexatoires que la qualité mixte des impositions auxquelles elle succède avait introduites. Son régime sera simple, sa perception facile, sa comptabilité claire... » Fixé d'après les besoins de l'Etat, reconnus et déclarés par les représentants du peuple, son montant, déterminé d'avance par le pouvoir législatif, sera réparti ensuite entre les départements, les districts et les communautés, enfin entre les propriétaires qui la doivent acquitter, — eux, et non les fermiers, — en argent et non en nature. Le législateur déterminera chaque année entre le revenu net et la contribution une proportion au-delà de laquelle aucune propriété ne puisse être cotisée. Pour se prêter facilement aux augmentations et diminutions résultant de l'état des finances, elle comportera deux parties : l'une fixe, le principal; l'autre variable, accessoire ou additionnelle, formée des sous et deniers à ajouter au principal, pour

²⁶ Paris, Garnery et Volland, 1789.

obtenir le total. Le Comité proposait de fixer le principal à 240 millions, et — la livre étant composée de 240 deniers, chaque denier additionnel produirait un million — de porter le total à 300 millions en ajoutant au principal 5 sous ou 60 deniers par livre.

Mais il n'était pas question du cadastre dans aucun de ces rapports.

Nous le retrouverons sans doute dans les discussions qui suivirent²⁷. Le 21 septembre, Montcalm-Gozon, député de la noblesse du Rouergue, déclare que cet impôt foncier ne peut être équitablement reporté qu'au moyen d'un cadastre. Mais le 13 octobre, il reconnaîtra que si cette opération était inexacte, elle perpétuerait l'injustice et la partialité. « Une vérification exigeant un temps assez long, cette opération est par là incompatible avec les circonstances pressantes dans lesquelles vous met la proximité de l'année 1791 ». Le 6 octobre, l'abbé Charrier, député du clergé lyonnais, prévôt du chapitre d'Ainay, avait dit : « Un cadastre exigerait du temps et les circonstances nous pressent ». C'est vainement que Vernier intervenait : « Toutes les opérations peuvent être achevées dans une ou deux années, parce que, dans chaque municipalité, on travaillera en même temps ».

Les 5 et 11 octobre, Claude-Pierre Dedelay d'Agier, maire de Romans, député suppléant de la noblesse du Dauphiné, — il avait remplacé l'abbé de Dolomieu, — formulait des questions qui prouvent combien le projet de décret avait besoin d'être précisé : « Qu'est-ce que le revenu net d'une propriété foncière (le projet avait proposé de fixer la contribution d'après le *revenu net* des propriétés) lorsqu'il s'agit de la répartition de l'impôt? Dans quelle proportion doit-on répartir l'impôt foncier sur ce revenu net, à raison des diverses espèces de propriétés foncières? A quoi peuvent se monter, d'après les calculs approximatifs, la généralité des revenus fonciers nets imposables en France? Comment obtenir dans un bref délai l'estimation particulière de toutes les propriétés foncières du royaume, afin de pouvoir répartir la contribution foncière sur tous les départements, à raison de leurs revenus fonciers imposables? » Questions auxquelles on eût été pour lors bien impuissant à répondre, mais qui amèneront à rechercher des précisions indispensables.

²⁷ Cf. *Archives parlementaires*, vol. 19, 1^{re} série.

Les regrets qu'éveillait la perspective de renoncer à un cadastre complet, avec ses deux parties essentielles, *l'arpentage* et *l'expertise*, étaient profonds. « S'il n'est pas encore possible d'ordonner la confection d'un cadastre dans tout le royaume », disait, le 4 novembre, Dauchy, député du tiers-état au bailliage de Clermont-en-Beauvaisis, « l'Assemblée, persuadée que, sans cadastre, on sera toujours très loin d'une bonne répartition, en décrètera les bases... Jusqu'à ce moment, le seul nom de cadastre a effrayé les peuples... Cependant, le cadastre seul peut assurer à chaque citoyen la jouissance complète et tranquille de sa propriété. Votre Comité a donc pensé qu'il fallait dans cette année même préparer l'exécution d'un cadastre; il lui a paru qu'en ne laissant échapper aucun terrain à la contribution, c'était s'avancer vers le but; c'était nécessiter une exacte circonscription des communes; c'était les obliger à terminer promptement et pour toujours des contestations dispendieuses, souvent renaissantes, pour des démarcations... ».

Même après que la loi du 1^{er} décembre 1790, qui instituait la contribution foncière, — *sans arpentage préalable*, — à partir du 1^{er} janvier 1791, eut été promulguée, les partisans du cadastre ne se tiennent pas pour battus. Le 13 décembre, Aubry, député du clergé au bailliage de Bar-le-Duc, présente un nouveau projet de cadastre général à l'échelle d'une ligne par 10 toises, soit au 8.640^e. Il eut les honneurs de l'impression, mais ne fut jamais discuté...

**

On connaît les difficultés qu'éprouva le Comité pour répartir entre les 83 départements — en mai 1791 — le montant de la contribution foncière (240 millions en principal) que la loi du 1^{er} décembre 1790 avait fixé ²⁸,

²⁸ Sur la proposition du Comité d'imposition, le contingent total fut fixé à 300 millions, ainsi décomposé :

Principal	240 millions
Produit d'un sou par franc pour le fonds de non-valeurs	12 —
Produit de 4 sous par franc pour dépenses départementales et frais de perception	48 —
Total	300 millions

six mois auparavant. Difficultés qui provoquent cet aveu, dans un rapport du Comité du 15 mai 1791 : « L'exactitude qu'il serait désirable d'apporter dans la répartition des contributions ne peut s'obtenir que par un cadastre et c'est un ouvrage réservé à nos successeurs. » D'Agier avait bien compris, en effet, que l'on ne possédait aucune donnée sur la valeur de ces revenus nets — que l'on définissait, dans la loi, « les revenus moyens calculés sur un certain nombre d'années » — sur lesquels devait être calculé l'impôt. C'était formuler par ces mots le principe fondamental de la contribution foncière, suivant lequel la valeur locative à retenir comme base de l'impôt n'est pas le revenu effectif, mais le revenu moyen correspondant à l'ensemble des immeubles analogues. On se souvint des efforts infructueux de Machault en 1749, sans retirer rien de plus que lui de ces expériences. On tenta de répartir la contribution d'après la superficie des départements, ou leur population, ou les deux combinés ensemble, et ensuite de tous les deux avec la base des contributions. Enfin, on s'arrêta, comme au procédé le moins imparfait, au montant de l'ensemble des contributions directes et indirectes, tel qu'il ressortait des comptes des anciennes généralités²⁹. Cette base vicieuse perpétuait les inégalités que l'on avait tant voulu supprimer, mais on ne trouva rien de mieux.

Il ne fut pas plus question du cadastre pour la répartition de la contribution foncière entre les districts et les communautés, et entre les propriétaires ensuite, que pour la répartition entre les départements.

Chaque municipalité devait procéder elle-même à cette dernière répartition entre les propriétaires. Elle devait pour cela former, pour chaque section de la commune, et sans aucun arpentage préalable, un simple registre présentant la désignation et les caractéristiques

²⁹ Aux impôts du reste réellement payés, on ajoute ceux que les ordres privilégiés auraient dû acquitter sans leurs privilèges. Sur la manière dont le détail de cette répartition fut opérée, on consultera une note annexée au projet de loi déposé par Léon Say, ministre des Finances, le 23 mars 1876, concernant le renouvellement des opérations cadastrales. (V. Rapport du ministre des Finances Charles Dumont sur l'évaluation des propriétés non bâties prescrite par la loi du 31 déc. 1907. Paris, Imprimerie nationale, 1913, p. 7.)

de chaque propriété. Une Commission choisie par la municipalité et parmi ses membres, — qui comprenaient deux sortes d'élus : le corps municipal et les notables, ceux-ci en nombre double des premiers, — assistée d'un nombre égal de propriétaires ou anciens cultivateurs, devait, sur le terrain même, dresser ce registre. Pour estimer la valeur des propriétés, la Constituante, cette assemblée de philosophes, ouvrait un large crédit à la vertu des citoyens : les propriétaires devaient déclarer la contenance et la nature de culture de leurs fonds, une fois que l'état des propriétés serait dressé et publié, et dans le délai de quinze jours. Ce délai passé, les commissaires vérifieraient, compléteraient et au besoin rectifieraient les déclarations, et ils estimeraient le revenu de chaque propriété tel que l'avaient défini les articles 2 et 3 de la loi.

Tous ces travaux législatifs avaient encore exigé beaucoup de temps. Ce ne fut que le 17 juin 1791 que fut promulguée la loi sur la sous-répartition de la contribution foncière. Pour appliquer la législation, — nouvelle, complexe et parfois imprécise, — élaborée en deux ans par l'Assemblée, on avait déjà perdu la moitié de l'année 1791. Les contribuables étaient invités, le 28 juin, ou plutôt astreints à un geste généreux : ne pas attendre les rôles de 1791 pour payer leurs impositions et acquitter la moitié de leur cotisation de 1791 d'après les rôles de 1790.



Si l'Assemblée a dû, contre le gré de si nombreux Constituants, abandonner le cadastre comme moyen d'évaluation des fonds, antérieur à l'assiette de la contribution foncière, elle n'y renonce pas tout à fait et va le faire rentrer dans l'ensemble de son système fiscal par une voie détournée, un peu inattendue, et qui est la suivante.

Nul ne prétendait que la répartition entre les 83 départements du montant de la contribution foncière serait à l'abri de tout reproche. Il fallait s'attendre à des réclamations, qui furent encore plus nombreuses qu'on ne l'avait prévu. Dès les 16-23 août 1791, il était nécessaire d'accorder un premier dégrèvement de 3 millions 480.400 livres pour la contribution foncière à dix-sept

départements parmi ceux dont le contingent était particulièrement défectueux. Il fut suivi de beaucoup d'autres³⁰.

La sous-répartition entre les 544 districts, et ensuite entre les communautés et les particuliers, ne pouvait être beaucoup plus satisfaisante. On devait donc envisager les moyens de trancher les contestations qui ne manqueraient pas de surgir. Ce fut l'objet spécial des décrets des 4 et 21 août 1791, convertis en loi le 28, qui développaient certaines dispositions relatives aux réclamations que la loi du 1^{er} décembre 1790 avait ébauchées, et se rapportaient aux demandes en décharges et en réductions qui seraient présentées par les districts, les communautés et les propriétaires.

Et c'est là, à une place où l'on ne s'attendait peut-être pas à le rencontrer, que l'on songea à faire intervenir le cadastre, non plus comme une opération préparatoire à l'assiette de l'impôt, mais comme un ultime moyen de dirimer les conflits surgis après l'émission des rôles, lorsque toutes autres voies se révéleraient impuissantes.

C'est ainsi, lisait-on dans la loi du 28 août 1791, « *pour les districts*, lorsqu'ils refuseront d'adhérer à la délibération du Conseil du département, sur leur réclamation, il y a lieu de prescrire le tirage au sort d'une commune par canton du district réclamant, et *le levé des plans de ces communes*, avec l'évaluation, par deux experts, des revenus nets fonciers desdites communes, pour conclure, d'après ces derniers, la force contributive du district réclamant; *pour les communautés*, lorsqu'elles refusent d'adhérer à l'arrêté pris par le district sur leur réclamation, on doit ordonner *le levé du plan de*

³⁰ De 1797 à 1805, le principal de l'impôt foncier varia, du fait des divers dégrèvements, dans les conditions suivantes :

1797		218.058.900	francs
1798		207.155.955	—
1799		189.496.400	—
1802		183.304.000	—
1804		174.870.000	—
1805		172.105.000	—

(V. Rapport du ministre Charles Dumont, *op. cit.*)

Sur la manière dont devait être établie la contribution foncière d'après la loi du 1^{er} décembre 1790, voir *Instruction sur la contribution foncière*, par ROYER-DESGRANGES et GUÉDY. Grenoble, Giroud, 1792.

la commune et l'évaluation, par deux experts, du revenu net foncier de la commune; *pour les propriétaires*, lorsqu'ils refusent d'adhérer à la délibération prise par le Conseil de la communauté, il y a lieu de faire procéder *au mesurage* et à l'évaluation du revenu net du terrain qui est l'objet de la réclamation... »

Il était d'ailleurs important que ces levés de plans et mensurations soient effectués suivant les mêmes règles. Ce fut le décret du 16 septembre 1791, devenu la loi du 23, qui les formula : « Lorsqu'il sera procédé à la levée du territoire d'une communauté, en vertu d'un arrêté du Directoire du département, l'ingénieur chargé de l'opération fera d'abord un plan de masse, qui présentera la circonscription de la communauté et sa division en sections, et formera ensuite *les plans de détail* qui composeront le parcellaire de la communauté. » Le mot de *parcellaire* désignait jusqu'alors un simple registre indiquant la désignation, l'emplacement, la contenance et l'estimation des parcelles, ce dernier terme, étant synonyme de propriétés; il servira désormais à désigner le plan lui-même, qui présentera la configuration de chaque *parcelle*, le mot désignant désormais des fragments de propriété, et l'on nommera cadastre *parcellaire* celui qui comportera de tels plans.

La même loi prévoyait en outre que le cadastre ainsi défini pourrait être établi, non seulement en cas de réclamation, mais aussi lorsque le Directoire du département, sur l'avis des directoires du district, jugerait bon d'ordonner la levée du plan du territoire et l'évaluation du revenu d'une communauté, « quand cette demande aura été faite par le Conseil général de la commune ». Contrainte de renoncer à l'établissement du cadastre général, la Constituante permettait aux départements de faire dresser des cadastres partiels pour l'étendue du territoire départemental, ou une partie seulement de ce territoire, suivant des règles qu'elle formulait. Ces opérations partielles seraient, pensait-on, assez nombreuses pour permettre peu à peu d'acheminer vers le cadastre général tant rêvé. Les règles tracées par la loi du 23 septembre 1791 devaient permettre de lier le levé des plans à des opérations plus étendues et de les diriger toutes vers « la confection d'un cadastre général qui aura pour base les grands triangles de la carte de l'Académie des Sciences ».

Aussi, la Constituante joignait-elle, à ces mesures

législatives, une réalisation d'ordre pratique. Un bureau du Cadastre était constitué le 5 octobre 1791, et placé sous la direction de l'ingénieur des Ponts et Chaussées Prony, ce qui était un choix excellent³¹. L'Assemblée s'était séparée depuis cinq jours.

**

Lorsque l'Empire décida la confection du cadastre parcellaire, il réalisait moins les décisions de la Constituante que les vœux de la plupart des Constituants dont il se proclamait l'exécuteur testamentaire sur tant de points. Quant à la loi du 28 août 1791, en l'absence de dispositions que le ministre Gaudin ne jugea pas opportun d'insérer dans la loi du 15 septembre 1807, elle renferma en effet, en son article 22, « la seule disposition législative relative à la confection du cadastre et qui autorisât cette confection », les articles 31 et 32 du même décret et le décret du 23 septembre suivant ne faisant que tracer les moyens d'exécution³². Mais l'Empire, en s'emparant de l'idée irréalisée en 1791, va la transformer et se l'approprier, dans les conditions qu'il y a lieu maintenant d'examiner. Et il en fera vraiment une création originale.

II

A la fin de l'année 1791, la moitié des rôles des contributions nouvelles, qui devaient pour la première fois être établis selon les errements prévus par l'Assemblée, était encore à émettre. En 1792, Prony rédigea une instruction sur le lever des plans, approuvée par l'Académie des Sciences, mais qui ne fut jamais appliquée. La même année, le 21 août, le député Jolivet (1754-1818) présentait à la Législative un rapport proposant une nouvelle organisation de la contribution foncière et renfermant

³¹ Gaspard Riche, baron de Prony (1755-1839). V. QUÉRARD : *France littéraire*, VII, p. 353, et *Mémoires de la Société archéologique de l'Orléanais*, t. XXIX, p. 465, notice par Lecreulx.

³² NOIZET : *Le Cadastre et la délimitation des héritages*. Paris, Dupont, 1861, p. 15.

l'exposé détaillé des moyens du cadastre, que l'on ne perdait pas de vue.

C'est ainsi que, par décret du 21 mars 1793, la Convention invitait son Comité de finances à présenter incessamment « le plan d'organisation du Cadastre général de toutes les terres de la République et du bureau de la direction ». En attendant, on se bornera (précisait l'article 2) « à rectifier les matrices des rôles, la contenance des fonds et leur produit net ». Mais aux difficultés qui avaient retardé la mise à exécution du cadastre s'ajoutait toujours l'obstacle déjà rencontré par la Constituante et surmonté par elle, que signalait Clavière, ministre des Contributions publiques, dans une circulaire du 10 juin 1793 : « La détermination des unités de mesure, tant linéaire que superficielle, n'est pas encore faite : l'Académie des Sciences a proposé d'employer dès à présent *le mètre*, résultat de la mesure du méridien, et quoiqu'il soit très probable qu'on adoptera sa proposition, il n'y a jusqu'à ce moment rien de statué à cet égard »³³.

Par un autre décret du 3 novembre 1793, la Convention plaça le Bureau du Cadastre sous les ordres de la Commission des subsistances et approvisionnements dépendant du ministère de l'Intérieur. Enfin, par décrets des 27 janvier - 11 février 1794, elle chargea ses Comités de finances, de législation et d'agriculture de présenter incessamment un rapport et un projet de décret sur la confection d'un grand-livre des propriétés territoriales. Décision qui resta sans effet...

Le retard dans l'émission des rôles s'aggravait cependant chaque jour. Les assemblées qui remplacèrent la Constituante adoptèrent bientôt, du reste, une politique financière dans laquelle les ressources fiscales tinrent une place extrêmement réduite³⁴.

Le bureau du Cadastre continuait à se livrer à des études théoriques et, en 1797, Prony établissait un rapport développé sur les moyens d'exécution du cadastre basé sur le mesurage des parcelles imposables. La Commission des finances du Conseil des Anciens — on était depuis le 4 brumaire an IV (26 octobre 1795) sous le *Directoire* — en adopta les conclusions tendant à faire

³³ Cf. René JOUANNE : *Origines du Cadastre ornaïs*. Alençon, Imp. alençonnaise, 1933, p. 25.

³⁴ MARION : *Histoire financière de la France*, t. II.

précéder l'évaluation des propriétés d'un mesurage des parcelles imposables, mais aucune suite ne lui fut donnée.

C'est la même année, le 12 novembre 1797 (22 brumaire an VI) que, pour mettre un terme au retard toujours croissant de la publication des rôles, le Directoire créait un corps de fonctionnaires de l'Etat chargé de la partie technique de l'opération. On le nomma l'agence des Contributions directes : il comprenait dans chaque département des commissaires du directoire exécutif près les Administrations centrales et municipales, un inspecteur et des préposés aux recettes. Mais le commissaire près l'administration municipale devait se borner à examiner, avec les répartiteurs, l'ancienne matrice du rôle de la contribution foncière et à décider s'il était nécessaire de la renouveler. Les débuts de cette agence furent difficiles. Elle se heurtait à la résistance passive des municipalités, à qui restait la part principale dans la confection des rôles. Le nombre des agents était insuffisant. Aussi ne franchit-elle jamais la période des tâtonnements.

Une loi du 3 frimaire an VII (23 novembre 1798) avait récemment amélioré la législation de la contribution foncière, et avait notamment défini avec plus de précision encore que la loi du 1^{er} décembre 1790 — les utiles questions de d'Agier, des 5-11 octobre 1790, portaient leurs fruits — la base de l'impôt : le revenu imposable, égal au revenu net calculé sur un nombre d'années déterminé, le revenu net étant ce qui reste au propriétaire, déduction faite, sur le produit brut, des frais de culture, semences, récolte, entretien et transport des denrées au marché. Pour les maisons et usines, le revenu net imposable est ce qui reste au propriétaire sur la valeur locative, calculée sur un nombre d'années déterminé, de la somme nécessaire pour l'indemniser du dépérissement et des frais d'entretien et de réparations. Une définition analogue concernait les canaux de navigation. Mais aucune prescription n'était relative au cadastre, et, vraiment, il n'y fallait pas songer en 1798.

Le Gouvernement, sans action sur les pouvoirs locaux, ne pouvait toujours pas obtenir que les rôles fussent faits en temps utile. Et, au 18 brumaire (9 novembre 1799) il restera encore à faire des rôles pour l'an V, et un tiers de ceux de l'an VII était en retard.

Les choses en étaient là, au lendemain du coup d'Etat.

Le 20 brumaire an VIII (11 nov. 1799), « il n'existait réellement plus vestige de finances en France »³⁵. C'est ce que constatait celui qui devenait ce jour-là le ministre des Finances du Consulat, et le sera bientôt de l'Empire et même des Cent-Jours : Martin-Michel-Charles Gaudin (1756-1841), ancien surnuméraire de d'Ailly et premier commis des finances de l'Ancien régime. Comme la plupart des réorganisateurs de l'époque napoléonienne, Gaudin sortait de l'administration royale. Il était resté à son poste pendant une partie de la Révolution et devenu président du Comité de la Trésorerie. Le 7 août 1792, il avait soumis à Louis XVI les dernières pièces comptables que le roi ait signées. A la chute de Robespierre, n'ayant pas voulu de responsabilités dans le désordre qui continuait sous le Directoire, il s'était retiré à Vic-sur-Aisne, près de Soissons. Il en fut rappelé par Sieyès, et, dans sa partie, il se fit le coopérateur de « l'homme extraordinaire que le Ciel semble avoir chargé », disait-il, « de notre salut. » Il accepta les finances; il restait 167.000 francs dans la caisse. Il devint l'homme dont on ne peut se passer. Et, sous la Restauration, Louis XVIII aura grand soin de l'employer encore et fit du duc de Gaète — qu'il était devenu en 1809 — un gouverneur de la Banque de France.

Quinze jours après, 3 frimaire an VIII (24 nov. 1799), une loi supprimait l'agence des Contributions directes créée par le Directoire, et, à sa place, une Direction des Contributions directes était chargée, dans chaque département, d'établir les matrices, de rédiger les rôles et d'étudier le contentieux. On dut se contenter, pour l'an VIII, de rectifier tout simplement les rôles de l'an VII. Sous la direction et la surveillance d'un directeur et d'un inspecteur par département, 840 contrôleurs exécutaient le travail préparatoire. Les premiers rôles émis par les Directions départementales furent ceux de l'an IX.

Le 5 nivôse an VIII (26 déc. 1799) un règlement pour l'organisation du Conseil d'Etat, confiera, quant à l'instruction seulement, les affaires du cadastre à un conseiller d'Etat (article 7). Et l'on ne peut se dispenser de rappeler dès maintenant que ce sont surtout les interventions de Napoléon au Conseil d'Etat qui permettront

³⁵ *Mémoires du duc de Gaète*, I, p. 134.

bientôt de comprendre la pensée du premier Consul, puis de l'Empereur, sur le cadastre, et de mesurer la part de son inspiration personnelle dans les opérations entreprises par son gouvernement. C'est en 1800 que Napoléon commença à y formuler son avis, mais il ne semble pas avoir, à ce moment, influencé les décisions qui furent adoptées.

Le 28 janvier 1801, une instruction pour la mise en vigueur de la loi du 3 frimaire an VII prescrivait aux contrôleurs une refonte générale des matrices de rôles, conformément à ladite loi. Pour vérifier les déclarations des contribuables, on leur enjoignait de rechercher les « anciens cadastres, plans, arpentements et péréquements », en un mot tous les instruments de travail qu'ils pourraient réunir. C'était une suprême tentative pour asseoir la contribution foncière sans arpentage opéré avant l'expertise des fonds. Malgré tous les efforts, cette épreuve fut aussi négative que les précédentes. On n'aboutit, dira plus tard Gaudin, qui l'avait ordonnée, qu'à des documents « informes »³⁶.

Etablir la contribution foncière sans cadastre s'avérait irréalisable. La création, à ce moment, du ministère du Trésor (5 vendémiaire an X, 27 sept. 1801) confié d'abord au comte de Barbé-Marbois, et plus tard (27 janv. 1806) au comte Mollien, laissait le ministre des Finances plus libre de se consacrer aux questions fiscales. En floréal, an X (avril-mai 1802), Gaudin, en profitant, réunissait une commission de sept membres venus de plusieurs points de la France, que présida Dauchy, conseiller d'Etat, — l'ancien Constituant qui avait, le 4 novembre 1790, si vivement exprimé sa tristesse de voir la Constituante abandonner le cadastre, — en vue de remédier aux inégalités dont on se plaignait partout dans la répartition de la contribution. Cette Commission conclut qu'un cadastre général permettrait seul d'établir cette contribution avec équité. Mais, encore une fois, cette « œuvre monstrueuse », comme s'exprimait le consul Lebrun, et qui, selon lui, coûterait trente millions et exigerait au moins vingt ans de travail, effraya les commissaires.

Ils conçurent alors cette bizarre tentative de cadastre par masses de cultures, que l'on aurait dû appeler plus

³⁶ *Mémoires...*, I, p. 134.

exactement par *natures* de cultures, selon la remarque de M. Marc Bloch, l'historien des origines rurales françaises. Pour l'exécuter, après l'arrêté du 12 brumaire an XI, qui en ordonna l'exécution, malgré les résistances de Gaudin, on rétablissait sur des bases nouvelles le Bureau du Cadastre, institué par la Constituante et qui venait d'être supprimé par le ministre de l'Intérieur le 24 mars 1802, et il était placé sous l'autorité du ministre des Finances, conjointement à celui des Contributions directes, qui exerçait son autorité sur les directions départementales³⁷. Le bureau reconstitué du Cadastre, aux attributions à la fois techniques et administratives, fut confié à Hennet³⁸.

Qu'était-ce donc que ce cadastre? On cherchait à déterminer, tout d'abord, la force contributive, c'est-à-dire le revenu foncier, non d'une propriété déterminée, mais de toutes les propriétés d'une même communauté, choisie comme type. Pour y parvenir, on procédait à un simple arpentage, non de toutes les propriétés en détail, mais seulement des « masses », ou des groupes des différentes natures de cultures. Ainsi, une terre labourable de trente arpents, quoique partagée entre dix propriétaires, ne formait qu'une figure ou polygone du plan. L'expertise ou évaluation devait être également opérée par masses de cultures³⁹. L'instruction du ministre du 3 frimaire an XI (24 nov. 1802) fixait les règles pratiques à observer.

³⁷ La Régie des Contributions directes fut dirigée par Le Grand (4 fév. 1758 - 22 oct. 1835), ancien directeur de la Section du Nord de l'administration des Finances, en 1793, puis de la Section de l'Ouest, de 1794 à 1802. Le Grand conserva son poste jusqu'au 8 octobre 1822, sans interruption.

³⁸ Le chevalier Albin-Joseph-Ulpien Hennet, ancien surnuméraire dans les bureaux de d'Ailly, comme Gaudin, premier commis des Finances, ancien directeur de la Section de l'Est en 1792 et 1793, et de 1794 à 1802. C'était un grand fonctionnaire lettré. On lui doit six volumes sur l'histoire de l'Académie française, un sur la Poétique anglaise, des Fables pour l'enfance, une Théorie du crédit public, etc... Né à Maubeuge, le 25 déc. 1758, il mourut à Paris, le 10 mai 1828. Il dirigea le bureau du Cadastre, sans interruption, jusqu'au 1^{er} janvier 1822. Ce service fut alors rattaché à la Direction générale des Contributions directes, sous l'autorité d'un seul directeur; Hennet fut donc le seul fonctionnaire français à porter le titre de Commissaire impérial, puis royal, du Cadastre.

³⁹ *Recueil méthodique* de 1811, art. VIII.

Dans chaque commune désignée par le sort (le nombre total de ces communes fut de 1.915), on procédait donc à un arpentage des masses des différentes natures de cultures; cette opération donnait généralement lieu de constater que la somme des contenances des communes de l'arrondissement sur lesquelles portait l'épreuve, contenances inscrites dans les matrices servant de base à la contribution foncière, était, comparativement aux déclarations des propriétaires, atténuée d'un cinquième, d'un dixième, etc...; on en concluait que la contenance du surplus des communes de l'arrondissement, telle qu'elle résultait des déclarations recueillies pour la confection des matrices antérieurement rédigées, pouvait être majorée d'un cinquième, d'un dixième, etc...

Ceci fait, on établissait, pour les communes prises comme terme de comparaison, le prix moyen d'un arpent de chaque nature de culture, puis, appliquant ce prix moyen aux contenances fixées, d'après le procédé que l'on vient d'indiquer, pour tout l'arrondissement, on obtenait le revenu imposable total.

« Le cadastre par masses de cultures », écrit Gaudin, « se réduit, pour la partie *géodésique*, à mesurer isolément l'ensemble des territoires *d'une même culture*, sans égard à la division des propriétés, et, pour l'*estimation* des revenus, à évaluer le produit présumé de *chaque masse* pour composer, du produit de toutes les masses réunies, l'ensemble des revenus de la commune...

« Il n'existe (par ce procédé) aucun moyen de vérifier le rapport des masses entre elles, et de chaque partie avec le tout... A l'égard du revenu, les évaluations des masses, se composant d'un grand nombre de compensations entre les parties bonnes, médiocres et mauvaises, ne peuvent être assujetties à aucune règle fixe et demeurent par conséquent entièrement livrées à l'arbitraire des experts, sans que l'on puisse s'assurer d'aucune manière qu'il existe une proportion relative, soit entre les masses de culture différentes dans la même commune, à plus forte raison entre celles d'un canton tout entier... Il faut de plus considérer que le cadastre par masses définitivement terminé, rien n'est fait encore pour la *cotisation individuelle*, qui est, quoi qu'on en puisse dire, la plus vicieuse, dans l'état actuel des choses... Le gouvernement avait chargé ses agents de préparer ce travail (de la fixation des cotisations individuelles) d'après les opérations terminées, pour lui en

soumettre les résultats; et partout où cette opération a été tentée, *il a été impossible de faire cadrer, à beaucoup près, les contenances et les revenus constatés par les plans et par les expertises en masses avec les déclarations des propriétaires qui avaient demandé, de toutes parts, que l'on arpentât chaque parcelle de propriété et que l'on évaluât séparément le revenu* » ⁴⁰.

Hennet s'exprime non moins sévèrement que Gaudin. « Ce qu'on nomme très improprement le cadastre par masses de cultures n'a aucun exemple dans le passé, n'a jamais été exécuté ni même tenté dans aucun pays, tandis qu'il a existé des cadastres parcellaires en Savoie, Piémont, Milanais, Dauphiné, Languedoc, Haute-Guyenne... Ce cadastre a été essayé, pendant cinq ans, en France, de 1803 à 1808; le Gouvernement, *intéressé à ne pas avouer qu'il avait perdu beaucoup de temps et d'argent*, a été forcé d'y renoncer, sur les réclamations des communes... » ⁴¹. Ce fut « un vain simulacre de cadastre » ⁴².

Commencés dans un nombre restreint de communes, ces travaux furent étendus à toutes, par arrêté du 27 vendémiaire an XII (20 oct. 1803). L'instruction du 29 octobre 1805 prescrivit les expertises *parcellaires* sur plans par *masses de cultures*. Le 1^{er} janvier 1807, l'arpentage, terminé dans 10.631 communes, était presque achevé dans 2.000 autres; les expertises étaient achevées ou sur le point de l'être dans 5.315 communes : les travaux avaient coûté plus de 20 millions. Mais les préfets demandèrent alors au ministre qu'il ne fût pas fait usage des expertises par masses, dont les données ne pouvaient inspirer aucune confiance ⁴³.

Cet échec, dû au vice du système, paraît avoir été d'autant plus inévitable que le plus grand zèle avait été apporté à ces travaux.

Jusqu'en 1806, ce zèle ne cessa de se manifester. Pour que l'on eût, cette année-là, 248 matrices nouvelles, il avait fallu que les directeurs, par le désir de prouver leur attachement et leur dévouement au ministre, qui avait insisté auprès d'eux, se rendissent dans les com-

⁴⁰ *Mémoire sur le Cadastre*, p. 28.

⁴¹ *Note sur le Cadastre* (1818), pages 26 et 27.

⁴² *Eclaircissements sur le Cadastre* (1816), p. 5.

⁴³ ARNOUX : *Notes sur le Cadastre en France*. Paris, Imp. nat., 1891, p. 12.

munes avec leurs employés, demandant, de maison en maison, des déclarations, aidant à leur rédaction, salariant des indicateurs instruits ⁴⁴.

S'ils prêchaient d'exemple, les directeurs ne se privaient point d'exhorter avec conviction leurs subordonnés. Le 25 mars 1807, l'un d'eux s'exprimait ainsi : « Son Excellence attend en 1807 un nombre de matrices cadastrales plus considérable que celui de l'année dernière, et je suis assuré qu'il ne sera pas trompé dans son attente... La saison est superbe; il faut en profiter; que le zèle croisse à raison des difficultés. M. le Commissaire me fait remarquer que la France est accoutumée à les vaincre. N'y aurait-il que nous qui aurions à rougir de nous trouver au-dessous des fonctions qui nous sont confiées? Nous n'aurons pas ce malheur. Notre zèle vaincra tous les obstacles, et nous aurons la gloire de les avoir surmontés et de participer à une opération dont les avantages sont incalculables et qui ne pouvait être tentée que sous le règne du plus grand des souverains... » ⁴⁵. C'était le ton habituel.

Quelques mois plus tard, l'opération devait être interrompue ⁴⁶.

⁴⁴ *Recueil de documents législatifs...* Paris, Imp. nat., 1891, p. 7.

⁴⁵ Lettre du directeur de la Haute-Vienne, Charpentier, au contrôleur Tarneaud, communiquée par M. G. Dufal, directeur des Contributions directes, au Puy-en-Velay.

⁴⁶ Depuis les enquêtes de M. Marc BLOCH, dans les *Annales d'histoire économique et sociale* (1929-1930), sur les plans cadastraux, ces documents, et les plans par masses de cultures eux-mêmes, ont été recherchés par les érudits, pour servir aux études d'histoire économique. On y a même vu une préfiguration polychrome de nos photographies par avions, une image précise et parlante de la disposition, de la proportion et de la répartition des cultures d'un même terroir. (Jean RÉGNÉ : *Plans parcellaires de l'Ardèche*. Annonay, Decombe, 1933, p. 10.)

Dans l'Isère, 710 de ces plans par masses de cultures sont déposés aux Archives départementales depuis 1925; ils concernent 212 communes (n^{os} 1001 à 1212).

Il est sans doute nécessaire, en les consultant, de se rappeler les jugements portés sur l'ensemble des opérations cadastrales dont ils font partie, par ceux qui ont dû abandonner cette tentative.

Si elle fut sans résultat au point de vue fiscal, M. René JOUANNE, dans son bel ouvrage sur les *Origines du Cadastre ornaï* (p. 90), a cependant raison d'écrire : « Nous sommes

III

Les conditions favorables à l'exécution du cadastre *parcellaire* général, si longtemps attendues, semblèrent donc réalisées en juillet 1807.

Le système métrique décimal avait été rendu obligatoire dans tout le territoire, par un arrêté du 7 brumaire an IX (28 octobre 1800), à compter du 1^{er} vendémiaire an X (23 septembre 1801). On usait cependant de ménagements. Le 13 brumaire an IX (4 novembre 1800), un nouvel arrêté des Consuls permettait encore d'appeler, dans les actes publics et les usages habituels, les nouvelles mesures métriques (décimales) — à l'exception cependant du *mètre*, qui devait toujours être désigné par ce mot — par des noms empruntés aux mesures anciennes. On espérait ainsi favoriser l'usage du système nouveau. On s'aperçut assez vite que c'était une illusion, et l'arrêté du 12 février 1812 rapporta les dispositions de celui du 28 octobre 1800. Néanmoins, de 1800 à 1812, les nouvelles mesures furent désignées par des noms anciens⁴⁷.

Des essais concluants d'arpentage parcellaire avaient été réalisés à partir de 1806.

convaincu que, pour ceux qui s'intéressent à l'histoire agraire et à la géographie économique, tous les plans de cette époque (1803-1808) fournissent une image suffisamment approchante de la réalité et que les fautes de détail, s'il y en a, ne sauraient en aucune façon les faire rejeter. »

Toutes les pages consacrées par M. Jouanne à l'utilisation des plans cadastraux pour l'étude du réseau routier sont à lire (p. 179 et suiv.). M. Marc Bloch écrit de son côté : « En leurs traits figés, une vie mouvante, pleine de travaux et d'aventures, s'est inscrite et se révèle, toute chaude, à qui a l'art de la saisir : la vie rurale, dans ses péripéties et l'infinité de ses variations régionales. La forme et la disposition de ses champs..., la répartition des fortunes foncières, l'histoire sociale des communautés paysannes s'y montrent au grand jour... Ce sont des témoins précieux qu'on a eu tort de ne pas interroger d'assez près.. » (*Annales d'histoire économique*, 1929, p. 61.) Cf. René JOUANNE, *loc. cit.*, p. 10.

Sur l'utilisation du Cadastre pour l'histoire monumentale, voir *le Cadastre de la France*, son intérêt juridique. Paris, Sirey, 1942, par G. GALY (page 153).

⁴⁷ H. TARBÉ : *Nouveau manuel des poids et mesures*. Paris, de Roret, 1839, p. 380, et Collection d'Oyon, I, p. 156.

Peu de temps après la promulgation de la loi du 15 septembre 1807, Gaudin réunissait, au ministère des Finances, une Commission de directeurs des contributions et de géomètres pour délibérer sur le mode d'exécution du *parcellaire*. « Il fallait que, pour tout ce qui concernait *la partie d'art*, le mode d'exécution fût tracé d'une main sûre. Je les réunis donc sous la présidence d'un savant distingué, M. Delambre, pour déterminer *le genre d'opérations* nécessaire pour remplir, — *sans aller au-delà* — l'objet que le gouvernement se proposait : celui de *constater la consistance de chacune des parties dont chaque propriété se composait pour les diverses natures de cultures*. Il fallait aussi établir, en connaissance de cause, les bases de la dépense... Ces règles et ces bases furent posées dans le procès-verbal de cette réunion, discutées sous mes yeux et rédigées ensuite en articles qui furent transmis aux préfets... Le travail prit, à partir de 1808, cette nouvelle direction partout »⁴⁸.

Parmi les dix membres de cette commission, — y compris Delambre, et celui à qui l'on doit pour une si large part le système métrique décimal était bien qualifié pour les travaux relatifs au cadastre, si étroitement liés à ceux de ce système de poids et mesures, — nous citerons un ancien employé du cadastre, toujours si réputé, de la Haute-Guyenne, de la Prade, Hennet, commissaire impérial, Oyon, dont la collection de textes sur le cadastre est justement célèbre... Les séances durèrent du 7 au 17 novembre 1807⁴⁹. Le règlement qui en sortit fut soumis à l'Empereur et approuvé par lui le 27 janvier 1808⁵⁰.

Car il faut compter, parmi les éléments les plus importants qui déterminèrent la confection *du parcellaire*, les dispositions personnelles et la volonté de Napoléon.

« Votre système d'imposition est le plus mauvais de toute l'Europe », aurait dit Napoléon au Conseil d'Etat, en l'an X (1801), à une date qu'il n'est pas possible de mieux préciser. « Il fait qu'il n'y a ni propriété ni liberté civile; car la vraie liberté civile dépend de la sûreté de la propriété. Il n'y en a point dans un pays

⁴⁸ *Mémoires*, I, p. 235.

⁴⁹ *Recueil de documents législatifs*, etc..., 1891, Imp. nat., pp. 7 à 29.

⁵⁰ *Recueil méthodique* de 1811, art. XVIII.

où l'on peut chaque année changer la cote d'un contribuable. Celui qui a 3.000 francs de rente ne sait pas combien il lui en restera l'année suivante pour exister. On peut absorber tout son revenu par la contribution. On voit, pour un misérable intérêt de 50 ou 100 francs, plaider solennellement devant un grave tribunal; et un simple commis peut d'un seul coup de plume vous surcharger de plusieurs mille francs! Il n'y a donc plus de propriété. Lorsque j'achète un domaine, je ne sais pas ce que je fais. En Lombardie, en Piémont, *il y a un cadastre*; chacun sait ce qu'il fait. Le cadastre est invariable. On n'y fait de changements que dans des cas extraordinaires et après un jugement solennel. Si l'on augmente la contribution, chacun en supporte sa part au marc-la-livre et peut faire ce calcul dans son cabinet. On sait alors ce qu'on a; il y a une propriété. Pourquoi n'y a-t-il pas d'esprit public en France? C'est qu'un propriétaire est obligé de faire sa cour à l'administration. S'il est mal avec elle, il peut être ruiné. Le jugement des réclamations est arbitraire. C'est ce qui fait que chez aucune autre nation on n'est aussi servilement attaché au gouvernement qu'en France, parce que la propriété y est dans sa dépendance. En Lombardie, au contraire, un propriétaire vit dans sa terre sans s'inquiéter qui gouverne. On n'a jamais rien fait en France pour la propriété. Celui qui fera une bonne loi sur le cadastre méritera une statue »⁵¹.

Ce texte montrerait, à lui seul, et s'il en était besoin, à quel point Napoléon était resté le rural Corse, le terrien, pour qui *le bien* se concrétise dans *la terre*. On y reconnaît le jeune général revenu d'Italie couvert d'honneurs, mais qui « s'est plaint souvent de ce que le Directoire, après de tels services, avait laissé dans la pauvreté. On aurait dû, disait-il, lui faire don *d'une terre...* »⁵². Le Directoire ne lui ayant point donné un domaine, il en acquit un, celui de la Malmaison, — qui aura sa place, on le verra, dans les origines du cadastre

⁵¹ A.-C. THIBAudeau : *Mémoires sur le Consulat*, an X, chap. XXIV, p. 431. Paris, Renouard, 1834. Voir Œuvres de Louis-Napoléon Bonaparte, publiées par Tremblaire, 1848. Paris, Imp. napoléonienne, t. I, p. 233.

⁵² [Pelet de la Lozère], opinions de Napoléon sur divers sujets de politique et d'administration, recueillies par un membre de son Conseil d'Etat. Paris, Firmin-Diderot, 1833, p. 21.

parcellaire, — et c'est là que le vaincu de Waterloo viendra encore se recueillir.

Napoléon avait une conception très réfléchie du cadastre, dans laquelle les souvenirs des campagnes d'Italie se mêlaient aux réminiscences des lectures des pères de la Révolution. Cette conception occupait une place logique dans l'ensemble de sa politique financière et de sa politique générale.

« Des finances fondées sur une bonne agriculture ne se détruisent jamais », disait encore le Premier Consul, et « le revenu des terres », disait l'Empereur en 1806, « doit être la mesure de l'intérêt légal »⁵³. Sa sollicitude pour la propriété foncière fut toujours très grande. « Son système fut de charger le moins possible la propriété foncière en temps de paix, pour pouvoir lui demander, en temps de guerre, tout ce dont il aurait besoin, parce qu'elle est alors la seule ressource du pays, et de profiter de l'activité que la paix imprime aux consommations pour leur demander des contributions indirectes qu'elles ne peuvent plus fournir en temps de guerre ».

Le 2 avril 1806, alors que l'expérience du cadastre par masses de cultures dure encore, l'Empereur s'inquiète de voir que le cadastre n'avance pas. « Si la guerre cesse l'année prochaine », dit-il au Conseil d'Etat, « comme cela est possible, on pourra retrancher du budget les dix centimes de guerre, et porter à trois centimes, au lieu d'un centime et demi, la somme allouée pour le cadastre; mais il ne faut pas charger l'âne de tous côtés; l'opération du cadastre doit se faire lentement; il n'y a pas de compte imprimé qui fasse voir clairement quels résultats ont produit les dix millions qui y ont été employés et ce qu'on peut espérer de ce travail; *il faut en parler plus souvent et en délibérer au Conseil d'Etat au moins une fois chaque mois*; on dit que le cadastre n'est achevé que pour six mille communes et qu'il faudra dix ans pour en voir la fin... »⁵⁴.

Un an plus tard, l'intervention de l'Empereur décidera l'adoption du *parcellaire*, — ainsi que nous l'avons dit, — et, par là, du seul moyen de faire aboutir le cadastre.

⁵³ [Pelet de la Lozère], *op. cit.*, p. 217.

⁵⁴ *Op. cit.*, pp. 231 et suiv.

**

On devait procéder à la confection du *parcellaire* canton par canton (c'est-à-dire par ressort de justice de paix). La répartition du contingent ne devenait définitive qu'après la décision du préfet fixant les évaluations de toutes les communes d'un même canton, ainsi que le prescrivit la loi du 15 septembre 1807. La *parcelle* est devenue l'unité cadastrale. Ce mot cesse alors de désigner, comme il désigna si longtemps, une propriété foncière. La parcelle est une « portion plus ou moins grande de terrain, située dans un même canton, triage ou lieu-dit, présentant une même nature de culture et appartenant à un même propriétaire », ainsi que la définit une instruction du 20 avril 1808. On précisera encore davantage dans la suite : « portion de terrain *non divisée par des séparations matérielles*, présentant une même nature de culture ou une même affectation », dira l'instruction du 30 décembre 1910 (article 26).

Le plan levé par le géomètre représente le territoire communal, divisé en sections portant chacune une lettre indicative et un nom (généralement tiré du lieu-dit le plus important, considéré comme chef-lieu de la section), subdivisé en lieux-dits, et enfin déchiqueté en morceaux de forme géométrique, de grandeurs très variables, parfois infimes, et affectés chacun d'un numéro d'ordre. Le numérotage des parcelles, à l'intérieur de chaque section, va de un au dernier numéro, sans interruption.

Pour lever le plan, le géomètre a procédé de l'ensemble au détail. Les limites de la commune ont tout d'abord été fixées, puis celles de chaque section, de chaque lieu-dit, et, enfin, de chaque *parcelle*. Pour évaluer le revenu, l'expert suivra une marche inverse, calculera le revenu de chaque parcelle, et le revenu total de chaque commune sera formé de la somme de tous ces revenus *parcellaires*.

**

Les premiers plans parcellaires furent levés dans le département de l'Isère, dans le canton de Rives. La pré-

mière expertise eut lieu le 2 octobre 1809 à Renage. Le directeur des Contributions directes était alors M. Gelly de Montcla⁵⁵.

Le contrôleur était M. Alexandre Mallein⁵⁶. La création du *parcellaire* n'ayant rien modifié aux instructions relatives aux travaux préliminaires de la délimitation de la commune, de sa division en sections et de la triangulation, tels qu'on les exécutait sous le cadastre par *masses de cultures*, ces travaux furent conservés et utilisés. La commune de Renage comportait deux sections que l'on appela — tout simplement — celle du Nord, la section A, celle du Sud, la section B. L'arpentage avait été exécuté par le géomètre Benoit-Perrin; l'expert était Laurent Dufour, de Grenoble. Quand on dressa le tableau de concordance entre les anciennes mesures et les nouvelles⁵⁷, le maire, Louis Salomon, déclara ignorer les mesures métriques décimales. On sait que le nouveau système pénétrait fort lentement dans les habitudes des populations. Après le classement des propriétés⁵⁷, on calcula le revenu moyen à l'hectare de chacune d'elles, conformément à la définition de la loi du 23 novembre 1798, et, ensuite, on le vérifia en

⁵⁵ D'opinions bonapartistes, il sera qualifié d'hommes à renvoyer avec le temps, en 1815, par les ultras-royalistes de la Société secrète de Grenoble, le *Casino*. (V. THOMÉ DE MAISON-NEUFVE : *La Société royaliste le Casino et l'Association des propriétaires de biens nationaux dans l'Isère*, Bull. de l'Acad. Delphinale, 1938, p. 8.)

⁵⁶ Il avait épousé Caroline-Zénaïde Beyle, sœur d'Henry Beyle. Il eut à s'occuper, avec Stendhal, de la succession de son beau-père, Chérubin Beyle, décédé le 20 juin 1819, et son beau-frère l'appellera à cette occasion le plus *tatillon* des hommes. (Cf. Henri MARTINEAU : *L'héritage paternel de Stendhal*, Le Divan, Paris, 1927, p. 40.) Les Mallein étaient des bonapartistes fervents qui se rallièrent sans zèle à la Restauration, mais, après la dissolution de la Chambre introuvable, septembre 1816, devinrent des zélateurs grenoblois de la politique de Decazes. Dans la *Correspondance* et *Henri Brulard*, Stendhal reconnaît les mérites de son beau-frère. Caroline n'était pas la sœur préférée de Stendhal. Pauline (M^{me} Périer-Lagrange), la destinataire des *Lettres* publiées par Louis Royer, devenue veuve le 23 avril 1817, fut recueillie par sa sœur, M^{me} Alexandre Mallein, chez qui elle mourut à Grenoble le 7 juin 1857. (Communiqué par M. François Vermale.)

⁵⁷ Voir annexe, *in fine*. (Documents du Service des Revisions foncières, à Grenoble.)

l'appliquant aux baux et actes de location en vigueur dans la commune, sorte de contre-épreuve qui permettait d'éviter les surtaxes.

La contenance de la commune était de 510 ha. 02 ares 59 ca. Le revenu total atteignit 22.234 frs 35, chiffre supérieur de 5.531 frs 07 à celui accusé par l'expertise effectuée précédemment, sans arpentage, d'après les déclarations des propriétaires, soit 33 % d'augmentation. La contribution en principal assignée à la commune étant de 3.042 francs, la proportion entre l'impôt et le revenu imposable était de 1/7 ou 14 % environ. Dans cette commune de 200 âmes, il y avait 222 propriétés bâties possédées par 206 propriétaires, et 1.848 parcelles non bâties, appartenant à 313 propriétaires ⁵⁸.

**

Le géomètre ne se bornait pas à lever le plan. Il avait à rechercher et à désigner le propriétaire de chaque parcelle. Et c'était une partie très importante de l'opération. Le géomètre doit dresser un tableau indicatif des propriétés et des propriétaires. Pour le rédiger, il se limitera, comme il lui est prescrit, à constater la possession, sans prétendre régler les contestations qui pourraient surgir. Le géomètre ne devait lever les propriétés que d'après les jouissances au moment où il opérait, ainsi que s'exprimera formellement l'article 175 du *Recueil méthodique* de 1811.

L'article des instructions qui tranche cette question capitale était conforme à la volonté de Napoléon, clairement manifestée.

Napoléon reconnaissait volontiers, dit Gaudin ⁵⁹, que le cadastre était l'œuvre de son ministre des Finances. Celui-ci a contesté l'exactitude de certains propos prêtés à l'Empereur, au Conseil d'Etat, sur l'utilité du cadastre, et qui auraient, s'ils avaient été exacts, nié la part que Gaudin s'attribuait dans l'opération. « A son retour d'une tournée qu'il venait de faire dans une partie de la France, à une époque à laquelle l'opération cadastrale était en pleine activité, il eut la bonté de me dire publiquement : « Oh ! pour le coup, vous êtes par-

⁵⁸ Voir en annexe le détail de la répartition de ces propriétés.

⁵⁹ *Supplément aux Mémoires du duc de Gaète*, pp. 41-42 et sq.

venu à rallier toutes les opinions à votre cadastre. On m'en a remercié partout. J'ai dit que c'était votre ouvrage et que j'en réclamais rien » ⁶⁰.

Mais tout ce que nous savons des idées de l'Empereur, sur ce point, et l'on peut facilement se rendre compte qu'elles étaient toutes proches de celles des Constituants partisans du cadastre et de leurs inspireurs, un Condorcet, par exemple, tout démontrerait, s'il en était besoin, que l'initiative de son ministre avait plu singulièrement à Napoléon. « Je dois dire », continue Gaudin, « que cette opération n'avait point, en général, de faveur dans le Conseil d'Etat. Elle y était, dans le principe, combattue par plusieurs de ses membres, toutes les fois que l'occasion s'en présentait. Le Premier Consul s'inquiétait de ces objections qui ne pouvaient être définitivement détruites ou confirmées que par les résultats d'un travail dont la marche naturelle ne permettait d'en obtenir de décisifs qu'avec le temps. Je m'étais donc décidé à prendre des mesures extraordinaires pour en accélérer, moyennant une augmentation de dépense, l'exécution *complète et simultanée* : 1° dans la commune de Rueil, près de Paris, où se trouve le domaine de la Malmaison dont Napoléon était propriétaire; 2° dans une grande commune de Bretagne à laquelle un des membres influents et les plus hostiles du Conseil d'Etat appartenait. »

On s'aperçut alors que la commune de Rueil payait le tiers de la masse des revenus reconnus par le cadastre parcellaire, tandis qu'en Bretagne la commune nouvellement cadastrée ne payait pas, avant cette opération, plus du dixième de son revenu total. De petits propriétaires étaient également victimes de l'arbitraire des répartiteurs. « Napoléon comprit facilement, alors, quels services un cadastre devrait rendre à la propriété territoriale sous divers rapports d'une égale importance pour elle, ainsi que l'influence que *des considérations particulières* pouvaient exercer sur l'opposition qu'il rencontrait, et il exprima publiquement son opinion au Conseil d'Etat, de manière que personne ne fût plus tenté de le contredire. »

« Sous divers rapports d'une égale importance pour elle... » En prenant parti si nettement, si violemment, pour le *parcellaire*, Napoléon n'avait-il pas d'autres vues

⁶⁰ *Ibid.*

encore, que Gaudin ne précise point en cet endroit, mais qu'une autre page capitale de ses *Mémoires* permet de discerner? Vues qui ne pouvaient être ni celles des Constituants, ni de la Constituante, ni de leurs maîtres en matière cadastrale. Car elles se rapportaient, après les formidables transvasements de propriétés — c'est le mot de Joseph de Maistre — qui s'étaient opérées en France depuis la Révolution, à un problème que nul ne pouvait encore prévoir en 1791. L'Empereur était préoccupé de donner aux propriétaires des garanties de jouissance paisible, « par la *fixité*, pour un long temps, de l'*appréciation du revenu* de chaque propriété, dans son état actuel », autant que par la meilleure répartition de la contribution, « et sous plusieurs autres rapports également intéressants pour eux. » Mais, enfin, quels autres rapports? « L'Empereur n'ignorait pas qu'il était accusé de *despotisme*. Cette accusation, disait-il, vient généralement des hommes qui ne connaissent pas bien la véritable situation de notre pays. Le nombre des mécontents n'est pas, au surplus, aussi grand qu'on pourrait le supposer. » Les habitants des campagnes et toute la classe populeuse des industriels ne jugeaient Napoléon que sur sa réputation militaire, et sur les bienfaits qu'il avait répandus sur eux ⁶¹. « La masse de la nation », disait encore l'Empereur, « apprécie un ordre de choses qui, n'admettant aucun des privilèges dont elle avait si longtemps supporté l'humiliation et le poids, satisfait ses deux premiers besoins : l'*égalité civile* et la *communauté d'impôt*. Le cadastre, dont nous pressons les travaux, prépare, sous ce rapport, aux propriétaires devenus, depuis la Révolution, si nombreux en France, un genre d'*indépendance* qu'ils n'avaient jamais connu. Les propriétés de toute origine sont pleinement garanties... » ⁶². Cette fois le langage est clair. On a encore prêté à Napoléon, à propos de la confection du cadastre et de l'attribution des propriétés que cette opération nécessitait, les paroles suivantes : « Il ne convient pas de susciter aujourd'hui des procès pour obtenir les moyens de les empêcher dans l'avenir. Ce qui caractérise le mieux le droit de propriété, c'est la possession paisible et avouée. Il faut que le cadastre se borne à constater cette possession. Mon Code fera le reste (par

⁶¹ TISSOT : *Histoire de Napoléon*, II, 412.

⁶² *Supplément aux Mémoires du duc de Gaète*, p. 94.

le jeu, il est aisé de le comprendre, des dispositions du titre XX sur la prescription acquisitive). Et, à la seconde génération, il n'y aura plus de procès pour contestation de limites » ⁶³.

Faire du cadastre, non seulement un instrument de répartition de l'impôt, mais le moyen de prévenir ou de terminer les procès qui pourraient surgir sur la délimitation des propriétés, d'abord, et, ensuite, peu à peu, le temps faisant son œuvre, le rendre capable juridiquement de servir de titre de propriété. Comme une telle perspective devait plaire aux associations de possesseurs de biens nationaux qui s'étaient formées sous le Directoire, avaient vu leurs craintes se dissiper sous l'Empire, et que l'Empereur tenait à rassurer, et qui, après 1814 et 1815, devaient se reprendre à s'inquiéter si sérieusement, si dangereusement! ⁶⁴.

Tous ces nouveaux propriétaires devenus, en France, si nombreux, en effet, depuis la Révolution, quels titres auraient-ils pu produire? Quelle était l'origine de leurs propriétés? N'aurait-il pas fallu renoncer à tout espoir de paix civile, si de telles investigations avaient été entreprises? Et dans son souci de ne pas troubler la possession paisible et avouée de tant de propriétaires, on peut reconnaître une manifestation du désir d'apaisement social et de paix civile que nourrissait Napoléon, et plus que jamais en 1807, aux lendemains de l'heure la plus radieuse du destin de l'Empire.

Stendhal, si informé des dessous psychologiques de cette époque, devait écrire plus tard que les *biens nationaux* (pour les appeler par leur nom) furent toujours la véritable ancre qui assura l'existence du gouvernement de la Révolution. Il ajoutait : « C'est ce qu'avaient bien compris les journaux libéraux durant la *première Restauration*. Ils répétaient sous toutes les formes que les Bourbons allaient rendre les biens nationaux aux libéraux qui les entouraient et que la dîme serait rétablie » ⁶⁵.

⁶³ Cité par BOICHEZ : *Histoire de la contribution foncière*. Paris, Dupont, 1846, p. 170.

⁶⁴ Cf. THOMÉ DE MAISONNEUFVE, in *Bulletin de l'Académie Delphinale*, 1938-39, pp. 1 à 17.

⁶⁵ *Mémoires d'un touriste*, 28 août 1837. Stendhal ajoute encore : « Plus tard, ce fut cette crainte qui fut exploitée par M. Didier, cet homme singulier, lors de l'échauffourée de 1816. » Sur Stendhal et l'affaire Didier, voir F. VERMALE : *Stendhal*

Dans ses *Idées napoléoniennes*, écrites à Carlton-Terrace en juillet 1839, — quelques mois après les *Mémoires d'un Touriste*, — et publiées en 1848, le futur Napoléon III écrivait : « On a reproché à l'Empereur d'avoir, dans le prélèvement des impôts, trop favorisé la propriété foncière. Il pensait que, pendant la paix, il fallait ménager la ressource des impôts directs, parce que ce sont les seuls qui, pendant la guerre, supportent toutes les charges; et qu'il fallait profiter de l'activité que la paix imprime aux consommations pour leur demander des contributions indirectes, qu'elles ne peuvent plus fournir en temps de guerre. » On reconnaît ici — mot à mot — ce qu'a rapporté le conseiller d'Etat Pelet de la Lozère sur cette question. Mais le futur Empereur ajoutait ce commentaire : « D'ailleurs, un but politique aurait pu présider à cette préférence momentanée; car il faut remarquer que les changements politiques survenus depuis 1789 avaient créé environ dix millions de propriétaires fonciers; que ces propriétaires, dont tous les intérêts se rattachaient à la Révolution, étaient la classe que le gouvernement devait surtout ménager, car c'était cette masse de nouveaux *acquéreurs* qui était appelée à former l'esprit public... » Le prince Louis-Napoléon saura également mentionner que le Premier Consul avait rappelé les émigrés « sans toucher à l'irrévocabilité de la vente des *biens nationaux*. »

Napoléon, écrit Pelet de la Lozère (*Opinions de Napoléon*, chap. xxvii), s'exprima toujours avec faveur au sujet des émigrés. « Ils étaient victimes, à ses yeux, de leur dévouement à un principe qui était le sien, le principe monarchique. Peu lui importait que ce dévouement se fût adressé à d'autres qu'à lui. Il se flattait d'en hériter... » Et le 1^{er} juillet 1806, il déclarait : « Il y a en France quarante mille émigrés sans moyens d'existence; ces familles ont fourni de braves militaires, qui ont reçu des blessures à l'armée; ils demandent la restitution de leurs biens ou une indemnité; il faudra bien un jour faire quelque chose pour ceux à qui il ne reste que 10.000 francs de rente, de 100 qu'ils avaient autrefois. Les émigrés du dehors sont plus intéressants que les hommes de la même classe qui ne sont pas sortis,

conspirateur, dans *Le Divan*, n^{os} 240 et 241. Sur la conspiration de Didier, voir l'ouvrage de H. DUMOLARD : *J.-P. Didier et la Conspiration de Grenoble* (4 mai 1816). Grenoble, Arthaud, 1928.

car ils ont eu le courage de faire alors la guerre et de faire aujourd'hui la paix. »

Ces nobles préoccupations n'empêchaient pas, d'ailleurs, que Napoléon n'envisageait nullement la restitution comme la solution de ce problème crucial, et la loi des biens nationaux lui paraissait, pour citer encore le mot que rapporte Pelet de la Lozère, une « des bases de son gouvernement ».



Les conceptions de Napoléon relatives au cadastre et aux problèmes que soulevait son établissement ne furent d'ailleurs pas fugitives. Elles laissèrent des traces profondes dans l'esprit de l'Empereur. Non seulement il suivit toujours de près les travaux du cadastre pendant son règne, mais il en parlera encore après sa chute, en des termes qui ne laissent place à aucun doute sur ses véritables intentions. Le *Mémorial* de Sainte-Hélène en témoigne, à la date du 29 février 1816. On a parlé, ce jour-là, après le dîner, de comptes et de comptables. L'Empereur jouissait d'une réputation singulière parmi les faiseurs de chiffres, car il s'y entendait réellement beaucoup lui-même. « Parlant alors du cadastre, *tel qu'il l'avait arrêté*, il disait qu'il eût pu être considéré à lui seul comme la véritable constitution de l'Empire, c'est-à-dire *la véritable garantie des propriétés et la certitude de l'indépendance de chacun*, car, une fois établi, et la législature ayant fixé l'impôt, chacun faisait aussitôt son propre compte, et n'avait plus à craindre l'arbitraire de l'autorité ou celle des répartiteurs, qui est le point le plus sensible et le moyen le plus sûr pour forcer à la soumission... » ⁶⁶.

La continuité de vues que prouvent ces paroles, si suggestives si on les rapproche de celles qu'ont rapportées les auditeurs de l'Empereur, au Conseil d'Etat en 1801 et 1806, ou du témoignage de son ministre Gaudin qui se rapporte aux dates les plus glorieuses de l'Empire, montre bien que Napoléon avait obéi à une pensée fort complexe en se prononçant pour le cadastre. « Cette réflexion de Napoléon, dans son exil »,

⁶⁶ T. II, p. 316.

écrivait Gaudin en 1834, « prouve combien la pensée, véritablement *libérale*, qui l'avait décidé en faveur du cadastre, avait laissé de traces dans son esprit, et combien aussi ont été injustes envers lui ceux qui ont supposé qu'il ne l'avait adopté que *dans la vue d'augmenter l'impôt* qu'il avait au contraire *réduit*, autant que les circonstances le lui avaient permis... » ⁶⁷.

Mais en 1816, quand l'Empereur exilé et captif parlait ainsi, quelle était la situation du cadastre parcellaire? En quel état l'Empire l'avait-il laissé? Quel allait être son avenir?

IV

De 1808 à 1813, 399 cantons, comportant 3.215 communes et comprenant 3.731.551 arpents métriques ou hectares, et 9.756.696 parcelles furent entièrement cadastrés. Ce sont les chiffres donnés par Hennet ⁶⁸.

A la chute de l'Empire, 9.702 communes seulement étaient arpentées, sur 39.269, dans 85 départements non compris la Corse, soit un quart environ du travail. On avait éprouvé de grandes difficultés pour trouver des géomètres. « Il ne faut pas croire que les géomètres soient aussi communs qu'on pourrait le penser en France... Il a fallu plusieurs années pour former ceux qui sont actuellement employés », écrivait Gaudin en 1817 ⁶⁹.

Les lois, décrets, instructions et règlements sur le cadastre avaient été codifiés en 1811 par le commissaire impérial Hennet, dans ce *Recueil méthodique* de 1.144 articles, qui fut traduit dans plusieurs langues de l'Europe, et dont de nombreuses dispositions sont textuellement reproduites dans la législation cadastrale des pays étrangers. Hennet en parlera avec quelque fierté

⁶⁷ *Supplément aux Mémoires*, p. 44.

⁶⁸ Cf. *Du Cadastre*, par le chevalier HENNET, *op. cit.*, p. 26. Dans le département de l'Isère, quatre cantons (sur 45), comptant 36 communes (sur 560), étaient cadastrés en 1814 : ceux de Rives, Grenoble-Est, Heyrieux et Le Grand-Lemps. Les travaux d'arpentage étaient commencés dans quatre autres : Vif, Grenoble-Nord, Grenoble-Sud-Est et Meyzieu.

⁶⁹ *Mémoires*, II, p. 306.

en 1816, quand le sort du cadastre parcellaire sera incertain, et qu'il sera question de ne pas le poursuivre. « Il serait bien étonnant que le cadastre fût abandonné en France, lorsqu'il continue de s'exécuter en Toscane et dans le Milanais, lorsque l'article 7 de la loi sur les finances qui vient d'être rendue par le roi et les deux chambres des Pays-Bas ordonne qu'il se poursuive avec la plus grande activité; quand la gazette de Vienne annonce qu'on se prépare à l'entreprendre dans les Etats de S. M. l'empereur d'Autriche; quand, enfin, des employés supérieurs des Finances et du Génie de la Russie et de la Prusse sont venus me demander, il y a quelques mois, le recueil des règlements du Cadastre français, qui se trouveraient bientôt exécutés dans toute l'Europe, excepté en France » ⁷⁰.

La partie d'art avait été confiée à Delambre, le « savant distingué », comme disait Gaudin, « au talent généralement reconnu » ⁷¹, dont la participation continuait à affirmer les liens du système métrique décimal et du cadastre parcellaire.

Œuvre impériale, d'inspiration révolutionnaire, le cadastre parcellaire allait-il, en effet, sombrer avec l'Empire? On put le redouter, à voir le nombre et à constater la violence des attaques qu'il subit depuis 1814, et des écrits dont on fut « inondé », — c'est encore le mot de Gaudin, — durant les années 1814 à 1816.

Cette violence ne surprend pas, quand on se rappelle le caractère complexe qu'avait peu à peu revêtu, et que nous avons analysé, l'opération cadastrale parcellaire : d'abord simple travail administratif, destiné à donner une base sérieuse et équitable à la contribution foncière, elle avait dû, aux circonstances de fait au milieu desquelles elle avait été entreprise, de devenir, sous l'emprise de ces circonstances et, aussi, des conceptions et des aspirations de ceux qui eurent à tenter de résoudre les formidables problèmes politiques et sociaux issus de la Révolution, à « dessouiller » la Révolution, comme disait le Premier Consul méditant sur la tombe de Jean-Jacques Rousseau, l'instrument destiné à légitimer, et à garantir toutes les propriétés, quelle qu'en fût l'origine, acquises ou simplement détenues depuis la Révolution, et d'apporter ainsi aux propriétaires, nou-

⁷⁰ *Eclaircissements sur le Cadastre*, 1816, p. 18.

⁷¹ *Mémoires*, I, 311.

veaux et inquiets encore, le gage certain de la possession paisible et définitive, et d'être par là un instrument de paix sociale et de tranquillité publique. Après tous les bouleversements sociaux survenus depuis 1791, on comprend ce que représentait une telle ambition.

De 1807 à 1814, on ne peut guère citer plus d'un ouvrage publié sur le cadastre, mais de 1814 à 1821, on en compte sans peine une cinquantaine ⁷².

Après s'être affrontées dans la presse, les brochures et les livres, les thèses des partisans et des adversaires du cadastre furent portées à la tribune de la Chambre des Députés, en 1817, notamment les 18 et 19 février, et en 1818, les 4 et 29 avril, en particulier.

A ces débats prennent part Bonald, Dudon, procureur du roi, de Céré, de Cotton, de Barante, Beugnot, de Pomerol, etc., et le duc de Gaète, qui défendit avec dignité et mesure l'œuvre de son maître et la sienne ⁷³. Le comte Laplace n'a garde d'oublier que le cadastre parcellaire est en relations étroites avec « notre système métrique et décimal des poids et mesures, dont l'adoption générale serait un grand bienfait des gouvernements ». A l'heure où l'on parle en France d'abandonner le cadastre, l'illustre astronome rappelle que « la Prusse continue au-delà du Rhin les travaux topographiques de nos ingénieurs et qu'elle ne peut pas suivre de meilleurs modèles. »

Mais la pensée profonde de la Restauration sur le cadastre, c'est à Bonald qu'il faut la demander.

Avec Jean-Jacques Rousseau, — seul trait commun, sans doute, entre lui et l'auteur du *Contrat social*, — Louis de Bonald, l'auteur de la *Législation primitive* et de la *Théorie du pouvoir*, le philosophe rouergat, catholique et légitimiste, l'oracle du faubourg Saint-Honoré sous la Restauration, le père de l'évêque du Puy, nommé plus tard archevêque de Lyon en 1839 et cardinal en 1841, Bonald est le second écrivain de langue française qui ait participé à des travaux de cadastre.

Jean-Jacques fut *écrivain* au cadastre sarde, à Chambéry, de 1732 à 1734, ainsi qu'il le rappelle au 5^e livre

⁷² Leur liste dans NOIZET : *Le Cadastre et la délimitation des héritages*. Paris, Dumont, 1861, p. 38.

⁷³ Sans pouvoir à regret nous étendre sur ces débats pleins d'intérêt, renvoyons aux vol. XIX à XXII de la 2^e série des *Archives parlementaires*.

de ses *Confessions*. M^{me} de Warens lui avait procuré cette modeste place. Il y apprit le calcul et la géométrie, et y acquit le goût du dessin et de l'aquarelle, à colorier les mappes. Il y put méditer aussi, sur les questions de limites et d'attributions relatives à la propriété privée et sur son rôle social. Et peut-être déjà songeait-il au *Contrat social* et à la phrase fameuse : « Le premier qui, *ayant enclos un terrain*, s'avisa de dire : *ceci est à moi*, et trouva des gens assez simples pour le croire, fut le vrai fondateur de la société civile », ou à celle-ci : « Les fruits sont à tous, mais la terre n'est à personne. »

C'est à l'assemblée provinciale de la Haute-Guyenne, en 1778, que le jeune Louis de Bonald, à 24 ans, revenu en Rouergue après avoir essayé sans succès la carrière des armes, fit ses débuts sous la direction de Champion de Cicé, évêque de Rodez, futur archevêque de Bordeaux et fameux Constituant, rapporteur de la célèbre *Déclaration des Droits de l'Homme* en 1789. C'est là que Bonald puisera cet attrait qu'il conserva toujours pour les affaires administratives et politiques. « Nous entrions alors dans la carrière des essais », dit-il, « et il le fallait bien, puisque nous rejetions les leçons de l'expérience » ⁷⁴. Comme la conscription, avec laquelle il présente certaines analogies et ressemblances, le cadastre est un héritage révolutionnaire. « La France était, de tous les pays d'Europe, celui qui avait le plus retenu des institutions naturelles de la société. Ces formes modestes et modérées arrêtaient l'envahissement. Elles ne pouvaient convenir à la fureur des conquêtes qui saisit tout à coup la France à l'instant qu'elle devint république ou politique ou militaire. Tout devint *forcé* sous l'empire de la force et pour l'usage de la force. De peur que quelque personne, même la plus infirme, n'échappât au service, que quelque coin de terre, même abandonné, n'échappât à l'impôt, le despotisme ordonna

⁷⁴ Dans le tiré à part de son discours (Hacquart, Paris, 1817), Bonald écrit : « Le nouveau cadastre de la Haute-Guyenne... servit de modèle aux premières opérations *ordonnées par l'Assemblée Constituante*. » Le texte des Archives parlementaires est rectifié : « *ordonnées par les différents gouvernements qui ont régénéré la France depuis vingt-cinq ans*. » La correction n'est pas indifférente. La Constituante, nous l'avons vu, n'avait rien ordonné en matière cadastrale.

à la fois la conscription militaire et la conscription générale des terres. C'est cette dernière opération qu'on appelle le cadastre. Toutes les terres, tous les hommes furent donc soumis à la toise, et la France se couvrit de recruteurs et de géomètres... »

Le propriétaire terrien ne manque pas de s'exprimer à son tour, après le philosophe politique : « Trois conditions sont nécessaires à toute production territoriale : la qualité du sol, l'industrie de l'homme et l'état des saisons... Il faut remarquer que ceux qui ne sont ni géomètres, ni agriculteurs, sont tout disposés à croire que les opérations cadastrales, dans lesquelles les procédés géométriques se mêlent à l'expertise des terres, sont d'une exactitude rigoureuse et qu'on obtient par ce moyen la connaissance de la qualité des terres avec autant de précision que celle de leur contenance et de leurs figures. La géométrie ici fait illusion à bien des personnes, et il est à remarquer que la partie de l'opération cadastrale qui est déterminée avec la rigueur géométrique est la partie la plus variable de l'opération, celle qui change continuellement, par les transactions entre les particuliers et les mutations de propriétés... Ainsi le cadastre le mieux fait ne donne qu'une connaissance incertaine, imparfaite, approximative et souvent très fautive, de ce qu'il importe le plus de connaître, la qualité des terres, qui n'est jamais compensée par leur quantité... »

Et, comme l'on discutait sur le point de savoir si l'on continuerait le parcellaire, si on l'abandonnerait entièrement ou si l'on reviendrait aux cadastres par masses de cultures, Bonald propose une solution intermédiaire : l'Etat reprendrait le cadastre par masses et les communes continueraient à leurs frais le cadastre parcellaire...

L'incertitude des esprits au sujet du cadastre parcellaire, au lendemain des événements de 1815, est démontrée par une enquête à laquelle se livra, de 1817 à 1821, la préfecture de l'Orne, désireuse de se renseigner sur l'opinion des conseils généraux : deux départements, la Corrèze et la Creuse, se prononcèrent pour la suppression complète, trente-un départements pour la continuation avec modifications, vingt-neuf (dont l'Isère et les Hautes-Alpes) pour la continuation sans modification, vingt-trois n'exprimèrent aucun opinion ⁷⁵.

⁷⁵ René JOUANNE : *Les origines du Cadastre ornaï*, p. 168.

Aux côtés de Gaudin, l'ex-commissaire impérial Hen-net, devenu commissaire royal du Cadastre, défendait le parcellaire, avec conviction et avec talent, tandis que ses services se bornaient, dans l'attente du sort qui allait être fait au cadastre napoléonien, à terminer simplement les travaux en cours dans les cantons où ils étaient commencés.

La loi du 31 juillet 1821 mit, sous le ministère du duc de Richelieu, un terme aux polémiques. Par cette loi, l'Etat se dessaisissait complètement de l'opération cadastrale, et la confiait, avec la charge de la poursuivre, aux départements. Mais le cadastre restait *parcellaire*.

Si les partisans et les ouvriers du cadastre, tel que l'avaient conçu l'Empereur et son ministre Gaudin, obtenaient gain de cause sur ce dernier point, ils durent cependant consentir ou subir des sacrifices importants, qui portèrent notamment sur les points suivants :

Le parcellaire ne put jamais devenir un instrument utile pour la répartition de l'impôt foncier entre les départements. « On avait, dans le principe, expliquera Gaudin, vaguement conçu cette espérance que j'ai moi-même partagée; mais l'expérience et la réflexion m'ont convaincu qu'une telle opération serait évidemment inexécutable dans un pays aussi étendu que la France et dont les productions sont aussi variées et d'une valeur locative si différente » ⁷⁶. Les contingents assignés aux départements restèrent fixés aux chiffres de 1821. Pour que le cadastre ait pu réaliser sur ce point le rêve du gouvernement impérial, il eût fallu, a-t-on justement remarqué, que les revenus fussent pour ainsi dire fixés le même jour et par le même expert dans toute l'étendue du territoire ⁷⁷. Impossibilité pure...

Lorsqu'on se souvient des conceptions napoléoniennes concernant le cadastre, on n'est pas surpris de lire, au terme du *Recueil méthodique* de 1811 deux articles (1142 et 1143) qui vantent, parmi les avantages du cadastre, les deux suivants : « Il termine, il prévient pour l'avenir, une foule de contestations entre les propriétaires, sur les limites de leurs propriétés... Le cadastre peut et *doit même nécessairement par la suite* servir de titre en justice pour prouver la propriété... »

Comment les hommes d'Etat de la Restauration, sa-

⁷⁶ *Mémoire sur le Cadastre*, p. 8.

⁷⁷ ARNOUX : *Notes sur le Cadastre en France*, p. 15.

chant à quelles visées impériales répondait le cadastre — telles que nous les avons précisées — et quels problèmes le gouvernement de l'Empire espérait résoudre grâce à lui — nous les avons exposés — auraient-ils admis de semblables prétentions? Jamais les magistrats français ne voulurent les accepter.

Sous la monarchie de Juillet, onze ans après la fin de la seconde Restauration, la Cour de Cassation, appelée à formuler son avis sur certaines modifications du régime hypothécaire, exposait encore, avec force, en une page classique, pourquoi les désirs du gouvernement impérial et de l'Empereur lui-même échouèrent sur ces deux points : « Le cadastre serait une base souvent inexacte et toujours incertaine de la délimitation des propriétés et de l'état des propriétaires. Il n'y a ni époques fixes, ni formalités déterminées par la loi pour opérer les changements continuels qu'il doit subir. Il n'est point rédigé contradictoirement. Les contrats sont la meilleure et la plus sûre base d'un tableau fidèle de la possession, de la propriété et des limites des immeubles. On ne saurait en admettre d'autres dans la pratique. Ce serait d'ailleurs altérer la nature et changer la destination du cadastre, que d'en faire le registre matricule des droits de propriété et d'hypothèque. *Les procédés au moyen desquels il a été construit* ne permettent pas qu'il lui soit accordé une telle autorité. Il faudrait le refaire et le refaire d'une manière juridique. En l'état, le cadastre est une œuvre purement administrative; ses rédacteurs n'ont égard qu'à *la possession*, à la possession apparente, fondée sur la commune renommée. Aucuns titres ne leur sont produits. Ils n'ont pas qualité pour en requérir l'exhibition. Aucune enquête légale ne précède leur travail. Dans les cas douteux, l'autorité supérieure administrative n'est même pas consultée. L'attribution des propriétés a donc été souvent fautive. Il n'y avait pas d'inconvénients puisque cela ne préjudiciait à personne. C'est ce qui explique et justifie l'absence de toute vérification formelle. Tout a été fait sur simples renseignements verbaux recueillis par les ingénieurs, les géomètres arpenteurs ou leurs commis. On comprend que cela soit suffisant pour la formation des rôles des contributions, sauf les réclamations des contribuables; cela ne saurait l'être pour constituer le grand-livre des propriétés immobilières... » ⁷⁸.

⁷⁸ Cité par ARNOUX : *Notes sur le Cadastre, op. cit.*, p. 53.

Pour refaire le cadastre d'une manière juridique, comme s'exprimait la Cour de Cassation, le moyen, suggéré avant la Révolution par un auteur des plus qualifiés⁷⁹, eût été de le faire précéder d'une délimitation générale immédiatement suivie d'un bornage. Quant à la production des titres de propriété nous avons rappelé comment il eût été impossible de l'envisager sous l'Empire, et les raisons profondes qui s'y opposaient. Il ne fut jamais, dans la suite, considéré comme possible d'entreprendre une telle opération. La loi du 17 mars 1898 a autorisé les communes à faire renouveler leur cadastre en tenant compte de certaines exigences juridiques, de manière à faire foi en justice, au point de vue *des limites des propriétés*, mais non au point de vue de *l'attribution des propriétés*⁸⁰.

Le cadastre est donc resté un instrument de répartition de l'impôt foncier entre les contribuables d'une même commune, et c'est assez dire les précieux services qu'il a rendus. Il a en outre permis de réaliser peu à peu ce qui, aux dires du ministre de l'Empire, Gaudin, fut le vœu secret de la Constituante : la transformation de l'impôt foncier d'impôt de répartition en impôt de quotité, ce qui arriva en 1890 pour les propriétés bâties et en 1915 pour les propriétés non bâties, car, selon cet homme d'Etat, « l'impôt de répartition doit être irrévocablement jugé par l'impuissance dans laquelle se sont

Dans une thèse récemment publiée (*Le Cadastre, de la France, son intérêt juridique*, par Germain GALY, Sirey, Paris, 1942) ce texte est partiellement cité, mais les phrases suivantes : « *Les contrats sont la meilleure et la plus sûre base d'un tableau fidèle de la possession, de la propriété et des limites des immeubles. On ne saurait en admettre d'autres dans la pratique. Ce serait d'ailleurs altérer la nature et changer la destination du cadastre, que d'en faire le registre matricule des droits de propriété et d'hypothèque* », ont été fâcheusement omises. Ces principes ne sont pas infirmés cependant par la jurisprudence récente qui admet (cf. pp. 27 et suiv. dudit ouvrage) qu'à défaut de titres ou de prescription acquisitive, les énonciations du cadastre ont une valeur de *présomptions simples*.

⁷⁹ [DUTILLET DE VILLARS], M. D. T. D. V. : *Précis d'un projet d'établissement du Cadastre dans le royaume*. Paris, Clousier, 1781, in-4°.

⁸⁰ Au 1^{er} janvier 1940, 192 communes seulement avaient usé de cette faculté; une seulement dans l'Isère, Nantes-en-Rattier, où les opérations commencées en 1913 ont été terminées en 1926.

trouvés les administrateurs de tous les temps, à défaut de cadastre parcellaire, non seulement d'en détruire, mais d'en diminuer même sensiblement les imperfections » ⁸¹.

Terminé en 1850 dans les autres départements, il ne fut achevé en Corse qu'en 1889 ⁸².

ANNEXE

Commune de Renage. — Année 1809.

I. — COMPARAISON DES MESURES ANCIENNES ET NOUVELLES.

Mesures itinéraires. — La lieue de 2.280 toises de France valait, selon les dénominations provisoirement usitées de 1801 à 1812..... 0 lieue 4444 ou 4 milles 444, et suivant les dénominations actuelles, usitées depuis 1812 4 kilomètres 444 mètres.

⁸¹ Mémoire sur le Cadastre, *Supplément aux Mémoires du duc de Gaète*, p. 262.

⁸² Dans l'Isère, les travaux furent conduits dans l'ordre suivant (l'année est celle de l'incorporation dans les rôles et les noms ceux des cantons) : 1813, Grenoble-Est, Rives ; 1814, Heyrieux ; 1815, Le Grand-Lemps ; 1817, Vif ; 1820, Grenoble-Nord ; 1822, Grenoble-Sud, Meyzieu ; 1824, Roussillon ; 1825-26, Voiron, Saint-Geoire-en-Valdaine ; 1826, Clelles, Pont-en-Royans, Virieu, Vienne-Sud ; 1826-27, Morestel ; 1827-28, Vizille ; 1828, Vienne-Nord, Allevard, Domène, Tullins ; 1829, Roybon, Crémieu ; 1830, Monestier-de-Clermont ; 1830-31, Bourg-d'Oisans ; 1831, Saint-Marcellin ; 1832, La Mure ; 1833, Saint-Symphorien-d'Ozon, 1834, Bourgoin, La Côte-Saint-André ; 1835, Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs, Villard-de-Lans, Le Touvet ; 1836, Saint-Laurent-du-Pont, Mens ; 1837, Beaurepaire, Saint-Jean-de-Bournay ; 1838, Corps, La Tour-du-Pin ; 1838-39, Goncelin ; 1839, Vinay ; 1839-40, Pont-de-Beauvoisin ; 1840, La Verpillière ; 1840-41, Sassenage ; 1841, Valbonnais.

Après M. Gelly de Montcla, les directeurs des Contributions directes furent MM. Séguret, Royer-Dupré (1826-27), le comte du Peyrou (1828-31) et Alexandre Mallein (depuis 1832 jusqu'à 1846).

Seul, le cadastre de la ville de Grenoble fut refait en 1864, sous le régime de la loi du 7 août 1850.

Mesures de longueur. — Le pied de France, la toise de France, le pied delphinal et la toise delphinale valaient respectivement (termes de 1801-1812) :

0	mètre	3	palmes	2	doigts	4	traits	8/10 ^{es} ;
1	—	9	—	4	—	9	—	
0	—	3	—	4	—	1	—	
2	—	0	—	4	—	6	—	

et, selon les termes actuels, usités depuis 1812 :

0	mètre	324	millimètres	8/10 ^{es} ;
1	—	949	—	
0	—	341	—	
2	—	046	—	

Mesures agraires. — La toise quarrée delphinale et la sétérée de 1.200 toises valaient respectivement (termes de 1801-1812) :

0	arpent	0	perche carrée	4	mètres carrés	186/1000 ^{es} ;
0	—	50	—	23	—	68/100 ^{es} ,

et, selon les termes actuels : 4 centiares 186/1000^{es} et 5.023 centiares 68/100^{es}.

Mesures de capacité pour les liquides. — Le pot de Tullins et le barral avaient une valeur respective (termes de 1801-1812) de :

0	velte	1	pinte	0	verre	9/100 ^{es} ;
et 5	—	5	—	4	—	8/10 ^{es} ,

soit, selon les termes actuels : 1 litre 9 millilitres et 55 litres 48 centilitres.

Mesures de capacité pour les matières sèches. — Le quartal de Tullins valait (termes de 1801-1812) : 0 muid 0 sétier 2 boisseaux, 2 pintes 22/100^{es}; et, selon les termes actuels : 22 litres 99 centilitres.

Mesures de solidité. — La toise de roi cube et la toise delphinale cube valaient (termes de 1801-1812) :

7	stères	4	solives,
et 8	—	5	— 65/1000 ^{es} ,

soit, selon les termes actuels, 7 mètres cubes 4 décistères, et 8 mètres cubes 5 décistères 65/1000^{es}.

Poids. — La livre poids de table et le quintal valaient chacun (termes de 1801-1812) :

0	millier	0	quintal	0	livre	4	onces	1	gros	7	deniers	3/100 ^{es} ,
et 0	—	0	—	41	—	7	—	3	—			

soit, selon les termes actuels, usités depuis 1812 : 417 grammes 3/10^{es}, et 41 kgs 730 grammes.

II. — TARIF DU PRIX DES GRAINS ET AUTRES DENRÉES.

Le prix moyen d'un sétier métrique ou hectolitre, soit 100 décimètres cubes, à été arrêté :

pour le froment.....	à 21 fr. 45
— le seigle.....	à 14 fr. 05
— l'orge	à 10 fr. 90
— l'avoine	à 6 fr. 69
— le blé sarrazin.....	à 6 fr. 58
— les légumes.....	à 15 fr. 30
(sans distinction)	
— les foins.....	à 54 fr. 90
— la graine de chanvre.....	à 26 fr. 10

Le prix moyen d'un hectolitre de vin a été fixé à 14 fr. 60; celui d'un stère de bois, à 2 fr. 57; le prix moyen d'une tonne de chanvre en filasse, à 860 fr. 90.

Pour obtenir ces prix, on avait additionné, d'après les mercuriales, le prix de ces grains ou denrées, pour les années 1783 à 1790, et 1797 (an V) à 1803 (an XI), les années 1791 à 1796 étant considérées comme anormales et par suite exclues. Une circulaire ministérielle du 22 pluviôse, an XI (22 février 1803) prescrivait de ne pas comprendre les « années pendant lesquelles le papier-monnaie a eu cours » (Collection d'Oyon, I, p. 114). Du total obtenu, on déduisit le prix des deux années les plus fortes et des deux années les plus faibles, le reste (s'appliquant par conséquent aux onze autres années) fut divisé par onze, le quotient représentant le prix moyen d'une année commune. Il ne restait plus ensuite qu'à convertir le chiffre ainsi obtenu pour dégager le prix correspondant aux nouvelles mesures métriques.

Les productions de la commune se consommant sur les lieux, aucune modération ne fut faite pour les frais de transport.

III. — CONTENANCES ET REVENUS IMPOSABLES.

Terres labourables (cinq classes, revenus évalués à l'hectare : 78 fr., 55 fr. 40, 35 fr. 70, 26 fr. 30 et 14 fr. 10) d'une contenance de 103 ha. 90 a. 54 ca., revenu imposable :...	3.045 ^r 93
Prés (4 classes, évaluées : 149 fr. 40, 95 fr. 60, 47 fr. 70 et 21 fr. 30 à l'hectare) d'une contenance de 74 ha. 62 a. 77 ca. :.....	4.875 87
Jardins (2 classes, de 91 fr. et 78 fr. à l'hectare) d'une contenance de 4 ha. 38 a. 29 ca., revenu imposable :	355 24
Vignes (1 classe, 22 fr. l'hectare) d'une contenance de 2 ha. 93 a. 61 ca., revenu imposable :.....	64 59

Pâtures (2 classes, 7 fr. 10 et 3 fr. 50 l'hectare) d'une contenance de 8 ha. 20 a. 95 ca., revenu imposable :	43 17
Bois taillis (5 classes, de 30 fr. 80, 22 fr. 60, 13 fr. 40, 7 fr. 10 et néant à l'hectare) d'une contenance de 124 ha. 70 ca. 17 a., revenu im- posable :	1.811 73
Prés vergers (3 classes, de 105 fr. 20, 52 fr. 50 et 23 fr. 50 à l'hectare) d'une contenance de 11 ha. 97 a. 60 ca., revenu imposable :	632 82
Treillages (5 classes, de 92 fr., 69 fr. 50, 46 fr. 30, 31 fr. et 17 fr. 10 à l'hectare) d'une conte- nance de 132 ha. 45 a. 80 ca., revenu imp. :	5.661 90
Terrains plantés d'arbres (4 classes de 64 fr. 60 41 fr. 60, 30 fr. 60 et 16 fr. 50 à l'hectare) d'une contenance de 9 ha. 23 a. 31 ca., revenu imposable :	256 78
Terres vaines (1 classe, 0 fr. 50 à l'hectare), d'une contenance de 1 ha. 0 a. 20 ca., revenu imp. :	0 50
Broussailles (1 classe, 2 fr. 40 à l'hectare) d'une contenance de 4 ha. 17 a. 11 ca., revenu im- posable :	10 01
Le total de ces revenus, pour les propriétés non bâties, était donc de.....	16.758 54
La superficie des terrains bâtis (10 ha. 21 a. 82 ca.) était évaluée 78 fr. de revenu comme les terres de 1 ^{re} classe, soit.....	797 06

On distingua 14 classes de maisons :

1 à 90 ^f » de revenu imposable annuel...	90 »
1 à 18 » — ...	18 »
3 à 15 » — ...	45 »
1 à 12 » — ...	12 »
4 à 9 » — ...	36 »
13 à 7 50 — ...	97 50
5 à 6 75 — ...	33 75
10 à 6 » — ...	60 »
3 à 5 25 — ...	15 75
21 à 4 50 — ...	94 50
38 à 3 75 — ...	142 50
54 à 3 » — ...	162 »
37 à 2 25 — ...	83 25
17 à 1 50 — ...	25 50

8 forges à acier furent réparties en 4 classes :

1 à 620 ^f » de revenu imposable annuel...	620 »
1 à 600 » — ...	600 »
5 à 310 » — ...	1.550 »
1 à 300 » — ...	300 »
1 pressoir à huiles fut évalué à.....	160 »

de revenu imposable annuel ;

1 moulin à eau, revenu imposable annuel.....	400	»
1 taillanderie, —	133	»
soit, pour les 219 propriétés bâties.....	4.678	75

Le revenu total de la commune se décomposait donc ainsi :

Propriétés non bâties.....	16.758 ^f 54
Propriétés bâties (sols).....	797 06
— (élevations).	4.678 75

Total..... 22.234 35

Il y avait dans la commune deux propriétés bâties non imposables : l'église, d'une superficie de..... 2 ares 81
et la maison curiale, d'une superficie de..... 3 ares 68
et 22 ha. 13 a. 93 ca. de surfaces non bâties également exemptes d'impôts :

les chemins.....	18 ha. 04 a. 08 ca.,
les ruisseaux.....	3 ha. 98 a. 07 ca.,
le cimetière.....	0 ha. 11 a. 78 ca.

SUR UN DOSSIER DES ARCHIVES DE L'ORDRE DES AVOCATS

PAR

M^e Jean DESCHIZEAUX

Séance du 26 avril 1941

DE tout temps, les avocats ont eu un soin vigilant de leurs archives. Leurs délibérations étaient portées sur des registres et ils classaient avec méthode les correspondances et pièces intéressant la profession.

La Bibliothèque des Avocats de Grenoble possède encore un Registre des Délibérations remontant à l'année 1722. Par un hasard malheureux, les autres documents, ceux du moins antérieurs à la Révolution, ont disparu à une époque relativement récente.

Pour la période d'Ancien Régime, la Bibliothèque des Avocats croyait donc posséder seulement le Registre des Délibérations. Un récolement récent vient de mettre à jour un dossier comportant une cinquantaine de pièces considérées comme perdues.

La plus ancienne de ces pièces porte la date de juin 1556 et la plus récente celle de 1786. Ce dossier, qui embrasse une si longue période de temps, ignore nécessairement nombre d'événements importants. Il nous permet néanmoins de préciser certains aspects de la vie et de l'activité professionnelle des avocats. Il nous fait connaître l'organisation intérieure de l'Ordre, l'envers du décor pourrait-on dire.

Dans son discours de réception à l'Académie Delphinale en 1892, M. le bâtonnier Casimir Royer a exposé

avec talent ce qu'était l'Ordre des Avocats consistoriaux au Parlement de Dauphiné. Il a eu la bonne fortune de pouvoir examiner des documents qui figuraient à cette époque dans les archives de l'Ordre et qui ont disparu depuis. La communication que je me permets de faire aujourd'hui à votre Compagnie ne sera qu'une très modeste contribution à l'étude faite par votre distingué et regretté collègue.

*
**

Ces documents sont, avec le Registre des Délibérations, les seuls qui soient encore en la possession de l'Ordre.

Ils sont pour la plupart postérieurs à 1740. Il ne faut pas s'étonner de la rareté des documentations antérieures. C'est seulement en 1740 que fut créé la Bibliothèque de l'Ordre où les avocats s'assemblent pour délibérer et où ils conservent leurs archives sous la garde d'un bibliothécaire. Auparavant l'Ordre se réunissait chez le doyen ou chez l'un des quatre syndics. C'est également chez eux qu'étaient conservés les Registres des Délibérations et les pièces importantes. On comprend que ces documents aient pu s'égarer au hasard des années.

Nous possédons encore un reçu délivré le 15 septembre 1740 par un sieur Chenavier, sans doute bibliothécaire de l'Ordre. Ce reçu nous apprend qu'à la séance d'ouverture de l'année judiciaire 1735, l'Ordre, qui avait obtenu permission verbale de la Cour, avait décidé d'établir une bibliothèque commune. Pour faire face aux frais d'installation, il fut décidé que tous les avocats prêtant serment postérieurement à la Saint-Martin 1735 paieraient un droit de 12 livres. Le 15 septembre 1740, 98 avocats s'étant fait recevoir, l'Ordre avait en sa possession une somme de 1.176 livres qui fut jugée suffisante pour l'établissement de la bibliothèque. Ce n'est pourtant qu'en 1753 que l'Ordre s'assembla régulièrement dans la salle commune qui était installée dans le couvent des Pères Minimes de Grenoble.

En 1773 une nouvelle organisation est mise sur pied. Une bibliothèque publique ayant été constituée, l'Ordre lui remit les livres, bureaux, chaises de sa propre bibliothèque et il fut entendu qu'il serait versé à cette bibliothèque publique le montant des droits d'inscrip-

tion. L'Ordre se réservait une salle pour son usage particulier et désignait deux des directeurs de la bibliothèque.

La bibliothèque comprit très vite un grand nombre de volumes. Elle possédait en 1747 huit cents ouvrages. Un récolement postérieur nous signale deux cent cinquante ouvrages de droit civil, cinquante de droit canonique, cent cinquante d'histoire et de littérature, quatre-vingts de poésie, latine principalement, quinze livres pieux et trois cents livres de philosophie et de morale, etc. Signalons que de nos jours la Bibliothèque des Avocats comporte uniquement des ouvrages de droit et de jurisprudence.

L'installation d'une bibliothèque et d'un lieu de réunion permettait à l'Ordre de mieux affirmer son indépendance et son esprit de corps. Cet esprit était très vif et les avocats veillaient avec vigilance sur leurs prérogatives et préséances. Le cas échéant, ils n'hésitaient pas à saisir le Parlement. Ces questions nous apparaissent aujourd'hui futiles. Elles témoignaient pourtant d'un attachement envers les traditions qui commande le respect et empêche tout relâchement de tenue ou de mœurs.

Ainsi, en 1785, l'Ordre, avec une visible satisfaction, transcrivait sur son Registre des Délibérations un arrêt du Parlement du 27 mai qui donnait le pas à un avocat sur un médecin à l'Assemblée des Notables de Valence.

Un procès-verbal de juillet 1762 mentionne aussi qu'à l'occasion de l'installation du marquis de Chastelier Dumesnil, lieutenant général de la province du Dauphiné, les avocats bénéficièrent des prérogatives qui leur étaient reconnues par le cérémonial traditionnel. Le lieutenant général fut harangué par un des syndics et le marquis étant venu au Parlement, deux avocats le complimentèrent en plaidant devant lui une cause où, suivant l'usage, intervint un arrêt rendu par le Premier Président en personne.

Après l'audience, M. de Chastelier Dumesnil regagna son hôtel et les avocats lui firent cortège, en robe, et deux par deux.

Il fut harangué à nouveau par M^e Bozonnat, syndic qui « ne manqua pas, pour se conformer aux vues de
« l'Ordre, de dire qu'en admirant M. le marquis Du-
« mesnil, le guerrier et le politicien, c'était au magistrat
« que l'Ordre des Avocats rendait son hommage en ce

« jour ». Cette distinction affirmait le souci d'indépendance de l'Ordre à l'égard du pouvoir militaire et administratif. M. de Chastelier Dumesnil ne fut guère affecté de la pointe. Le procès-verbal insiste sur son urbanité et l'invitation faite à deux confrères de participer au dîner offert aux notabilités de la province. Le surlendemain, le lieutenant général rendait à l'Ordre sa visite en la personne du doyen et des quatre syndics « par billets comme pour les autres ordres de la province ». Le procès-verbal relève une nouvelle invitation à dîner pour le 6 juillet.

Les relations entre l'Ordre et les différentes autorités n'étaient pas toujours aussi bonnes. Parfois des difficultés s'élevaient. L'Ordre aussitôt alertait les barreaux des autres Parlements pour leur demander conseil et assistance. Les avocats de Grenoble étaient, de même, consultés sur des incidents survenus à des confrères d'autres ressorts. Nous avons ainsi une correspondance échangée entre l'Ordre de Douai et celui de Grenoble.

Le commandant général de la province des Flandres ayant mandé aux bourgeois de prendre la garde, les échevins de Douai voulurent contraindre les avocats à participer au tour de faction aux portes de la ville. Grand émoi parmi eux, car prendre la garde bourgeoise eût été déroger. L'Ordre se hâte d'écrire au doyen des avocats de Grenoble pour lui demander l'usage en cette ville. La réponse du doyen est formelle : les avocats étant nobles de par leurs fonctions ne peuvent être astreints à la garde, fors le cas de danger contingent. En pareil cas d'ailleurs, les nobles sont également tenus à la garde.

Ici l'intérêt se mêlait à la vanité. L'Ordre des Avocats tirait un certain nombre d'avantages de ses prétentions à la noblesse et pour les maintenir il eut à mener une lutte incessante.

Un arrêt du roi Henri, de juin 1566, donne satisfaction aux avocats près le Parlement et, les assimilant aux nobles, les exempte de toutes taxes et corvées, fors celles relatives à l'entretien des murailles, ponts, fontaines, etc. Toutefois cette exemption n'est accordée qu'aux vingt et un plus anciens avocats. Ce privilège devait être confirmé le 11 septembre 1579, en réponse à une requête présentée à la reine mère. Il s'agissait de noblesse personnelle et non de naissance. Elle disparaissait avec le titulaire.

En 1667, l'Ordre eut une chaude alerte. M. Ambroise de Figer, commis à la recherche des usurpateurs du titre de noblesse en Dauphiné, assigna les avocats à comparaître pour être statué sur leur cas. L'Ordre intervint aussitôt auprès du Conseil du Roi et obtint que de nouvelles instructions fussent données à M. de Figer en vue de l'abandon des poursuites. Cet abandon fut constaté par un désistement d'instance en date du 25 janvier 1670 sur lequel nous relevons l'acceptation de M^{es} Guy Basset et Perrachon, syndics.

D'autres difficultés devaient naître et les contrôleurs des Finances avaient une tendance naturelle à inscrire les avocats sur leurs rôles. Sur une plainte de l'Ordre, M. d'Ormesson, intendant des Finances, écrivait le 14 avril 1738 : « Les avocats au Parlement de Grenoble, non pas tous, mais les premiers seulement, jouissent en Dauphiné de la noblesse personnelle et, par conséquent, ils sont exempts de corvées. »

De 1750 à 1762 de nouvelles difficultés devaient naître et nous avons encore certaines procédures engagées par l'Ordre pour faire respecter les privilèges d'exemption et les droits de chasse « comme il est permis aux nobles de le faire ».

Le 31 juillet 1762, le Parlement, par arrêt, confirmait la noblesse des avocats consistoriaux. Le nombre des bénéficiaires est cette fois porté à quarante. La Cour y ajoute une prescription importante quant à la discipline de l'Ordre. « Les avocats devront faire registrer au greffe de la Chambre, au commencement de chaque année, le tableau où seront inscrits lesdits quarante avocats consistoriaux et à la charge de n'inscrire ni souffrir dans ledit tableau aucun avocat exerçant quelque profession dérogeante. »

Il n'est pas interdit de voir dans cette disposition l'origine de la règle encore en vigueur qui interdit aux avocats toute activité rémunérée en dehors de leur profession.

Nous voyons aussi pour la première fois mentionnée l'obligation de faire enregistrer le Tableau de l'Ordre. Ce tableau n'était tenu jusqu'alors que de façon irrégulière. Il était déposé à l'Hôtel de Ville, sans doute pour qu'on y ait la liste des dispensés de garde bourgeoise et d'imposition.

**

Les documents que nous venons d'examiner se rapportent aux relations extérieures de l'Ordre. Il en est d'autres, et ce sont évidemment les plus nombreux, qui ont trait à l'exercice de la vie professionnelle proprement dite. Ces documents nous ramènent au Palais, et nous font connaître les rapports entre confrères et avec les magistrats.

La profession d'avocat exige un sens très strict de l'honneur et du devoir professionnel. Pour le conserver intact, il était indispensable de donner aux anciens le moyen de contrôler l'exercice de la profession et de veiller à la discipline et au respect des traditions. Ce pouvoir a été réglementé par un arrêt du Parlement du 7 septembre 1706, modifié les 7 février 1722 et 7 décembre 1741. Ils défèrent ce qu'ils appellent le « pouvoir correctionnel » aux 21 plus anciens avocats.

Cette discipline exige le désintéressement. Le 19 janvier 1786, les avocats au Parlement de Dijon écrivent à leurs confrères de Grenoble pour leur demander les règles qu'ils suivaient pour la fixation de leurs honoraires. Le doyen de Grenoble répond le 4^{er} février en ces termes : « D'anciens règlements portent simplement
« que dans les causes dont les avocats seront chargés,
« ils se taxeront avec modération selon leur honneur,
« leur conscience, eu égard cependant à l'importance
« de la matière, à la difficulté des questions et au travail qu'elles occasionnent. Les mêmes règlements
« exigent que les avocats mettent leur taxe au bas des
« écritures des mémoires. Il est très rare que les avocats
« du Parlement de Grenoble abusent de la faculté honorable qui leur est laissée par ces règlements. »

En cas de difficultés, l'usage de la Cour était de renvoyer l'examen des honoraires aux syndics de l'Ordre et de s'en remettre à leur appréciation.

Cette discipline exige aussi l'esprit de confraternité. On a souvent douté que cet esprit existât réellement au barreau. Ce qui est certain, c'est que, déjà au XVIII^e siècle, l'Ordre exigeait de ses membres une parfaite courtoisie. Il recommandait la bienveillance et imposait la déférence envers les anciens. Nous trouvons trace de sanctions prononcées par le Comité de l'Ordre pour un simple manque de modération.

En 1763, M^e Charniac plaidait pour la veuve Ribon contre un sieur de Brune. Il rédigea pour sa partie un mémoire extrêmement violent. Ce mémoire, suivant l'usage d'alors, fut imprimé et les exemplaires déposés chez M^e Toscan, procureur de M^e Ribon. Le temps de l'impression permit à M^e Charniac de réfléchir. Il jugea que son mémoire manquait aux usages et il le fit détruire. La veuve Ribon, qui en avait caché un exemplaire, en fit faire des copies et les distribua par la ville. Cela provoqua la fureur de M^e Giety, avocat de M. de Brune. Il fit imprimer et distribuer un mémoire en réponse, mémoire que M^e Charniac jugea calomnieux. L'affaire fut évoquée devant les Anciens. Elle était peu grave. Le Comité engagea les deux confrères à être plus circonspects et mesurés à l'avenir.

Cette sanction, toute paternelle, portait le nom d'admonestation. Elle pouvait s'accompagner de peines accessoires, telles qu'une aumône à verser aux hospices de la ville. Parfois encore la décision exigeait des excuses faites au confrère offensé en présence de tel nombre de personnes par lui désignées.

Les syndics furent également saisis de faits plus graves constituant des infractions à l'honneur et à la probité. Les dossiers de l'Ordre conservent des délibérations relatives à des procédures suivies contre un confrère qui semble avoir beaucoup fait parler de lui en son temps, M^e Choin de Montgay.

M^e Choin de Montgay joignait à sa qualité d'avocat celle de juge aux Adrets. En cette qualité il avait prononcé des condamnations à mort et aux galères dans une affaire de meurtre en 1760. Certains des accusés ayant été relâchés. M^e Choin de Montgay leur réclama des frais pour « ses vacations et épices ». N'ayant pas été réglé, M^e Choin de Montgay eut recours à un stratagème. Ayant appris que les justiciables en question allaient mener du bétail à la foire de Froges, il le fit saisir par son laquais en acompte à valoir sur lesdites épices. Les syndics lui infligèrent une suspension de deux ans et une amende de 150 livres à verser à l'hospice de la ville. Ils estimèrent qu'un avocat ne pouvait sans déshonneur poursuivre de la sorte le paiement de ses épices de magistrat.

Une autre décision prononça la radiation à vie contre un avocat qui s'était rendu coupable d'un abus de blanc-seing.

Comme de nos jours, les sanctions prononcées par le Conseil de l'Ordre étaient secrètes et ignorées du public.

Bien plus spectaculaires étaient les différends qui opposaient parfois avocats et magistrats.

La Cour avait un droit de contrôle sur l'Ordre. A l'origine elle pouvait admettre à la prestation de serment d'avocat qui bon lui semblait. Nous savons qu'en août 1773, l'Ordre s'élevait contre cette pratique en demandant que le doyen fût seul autorisé à présenter les postulants.

Cette requête de l'Ordre dut être couronnée de succès. En effet, en 1782, un incident où nous trouvons mêlé le nom de Barnave montre qu'à cette époque l'Ordre était maître de son tableau. Un sieur Roger des Granges, bien qu'ayant le temps de postulation requis (on dirait aujourd'hui de stage), n'avait pas été inscrit au tableau. On lui reprochait d'avoir exercé une autre profession avant de venir au barreau. A sa place on avait admis un certain nombre de confrères moins anciens parmi lesquels Barnave (admis en vertu d'une délibération du 7 décembre 1780). Roger des Granges forma opposition au tableau. La Cour le débouta. Elle reconnaissait ainsi à l'Ordre le droit de recevoir qui bon lui semblait.

Le nombre des avocats ne pouvait dépasser 40 et, pour y être admis, il fallait non seulement avoir accompli ses sept années de stage, mais en plus attendre une vacance.

Pénétrons à la suite d'un avocat à l'audience, nous y verrons un cérémonial très différent de nos usages d'aujourd'hui,

Magistrats et avocats sont couverts. Le rôle des causes, qui doivent être plaidées, a été fixé longtemps à l'avance, et les avocats ont « donné parole » pour le jour. Les dossiers des affaires ont tous été préalablement communiqués aux Gens du Roy, c'est-à-dire au Parquet, pour qu'ils voient s'il leur échoit d'intervenir. A l'appel de la cause par un huissier, l'avocat dont c'est le tour de plaider se lève et ôte son bonnet : d'un geste le Président l'invite à se couvrir et à plaider. S'adressant à la Cour, il dit : Messieurs (et non Messeigneurs, comme c'était l'usage dans certaines cours).

Lorsque l'avocat fait une lecture, quelle qu'elle soit, il se découvre, car alors il n'est plus dans l'exercice de sa profession; il ne plaide plus, il remplace le greffier ou le procureur à qui ces lectures étaient jadis exclusivement dévolues.

Une délibération du 2 juin 1734 nous signale un usage singulier. Tous les avocats d'une même partie se tiennent debout et couverts pendant que l'un d'entre eux plaide. Ils se tiennent de même debout et couverts pendant tout le temps que les avocats généraux portent la parole. Connaissant la longueur des plaidoiries du temps, on doit plaindre les malheureux avocats du XVIII^e siècle qui, pendant des heures d'horloge, devaient rester debout avec le spectacle décevant de juges peut-être distraits ou somnolents.

Il était interdit à l'avocat de développer en plaidant des faits ou des moyens autres que ceux proposés dans les conclusions ou les mémoires. On ne voulait pas d'arguments de dernière heure prenant l'adversaire au dépourvu. Les interruptions n'étaient pas admises, même pour faits faux ou injures, sauf à en tirer avantage dans la réplique ou la duplique.

Le Parlement, ne fût-ce que par la police des audiences, surveillait l'exercice de la profession. Ce contrôle était paternel et bienveillant.

Ainsi le 28 août 1767, la Cour, après un incident, rendait un arrêt par lequel elle déclarait que : « les marques d'attention de sa part avaient dû convaincre les « syndics que loin que ses sentiments à l'égard de « l'Ordre fussent altérés, elle lui conservait son estime ».

Les relations entre magistrats et avocats semblent donc avoir été dans l'ensemble courtoises et pleines d'urbanité. Les documents en la possession de l'Ordre signalent deux seuls incidents de quelque gravité. Le premier se produisit en 1771. Le second intervint dix années plus tard et fut beaucoup plus sérieux, puisqu'il amena l'Ordre tout entier à cesser ses fonctions.

Le 28 mars 1771, un mardi, vers 9 heures du matin, M. de Garcin, conseiller au Parlement, insulta M^e Froment en pleine place Saint-André, devant le Parlement. Il reprochait à M^e Froment de perpétuer un procès par simple esprit de lucre. Ce procès, qui opposait un sieur Commandeur à la commune de Seyssins, était fort délicat. Différents projets de transaction avaient échoué par l'opposition du châtelain et du député de Seyssins. M^e Froment avait agi sur leurs instructions formelles et l'imputation était inexacte.

M. de Garcin porta plainte aux Gens du Roi contre M^e Froment qu'il accusait de lui avoir manqué. De son côté, M^e Froment se plaignait aux syndics de l'injure qui lui avait été faite en public.

Les syndics procédèrent à une enquête. Les témoins entendus rapportèrent que M. de Garcin avait violemment pris à partie M^e Froment, et que ce dernier était au contraire resté fort calme et maître de lui.

L'affaire avait fait du bruit. On en parlait en ville. Nous possédons encore un exposé qui dut être fait par un avocat devant l'Ordre assemblé. Ce confrère proposait la délibération suivante : « Si dans 24 heures M. de « Garcin n'a pas fait en personne une démarche honnête « pour M^e Froment et pour l'Ordre en la personne de « ses syndics et de laquelle il pourra être fait registre, « MM. nos Syndics sont priés dès à présent de se rendre dès après-demain chez Mr. le Procureur général « et de lui présenter un extrait de la procédure à l'effet « de procurer par son ministère à M^e Froment et à « l'Ordre la réparation qu'il mérite. »

Cette intervention, dont nous possédons le texte entier, est d'une simplicité de forme qui étonne pour l'époque. Il faut en conclure, qu'entre eux, les avocats se dépouillaient de cette emphase et de cette bouffissure dont ils faisaient usage dans leurs discours publics.

L'affaire de Garcin dut être arrangée à l'amiable par le Procureur général, car nous ne possédons pas de renseignements sur la façon dont se termina l'incident. Il n'en reste aucune trace dans les portions du Registre des Délibérations de cette époque. Peut-être aussi l'Ordre refusa-t-il de prendre cette querelle à son compte.

En effet, l'Ordre a toujours été prudent. En ces matières, il ne s'engage que rarement, et s'entoure toujours de conseils et d'avis.

Nous avons encore une consultation qui fut demandée en 1739 à M^{es} Chevallier, Normant, Bavocton et Joly, du barreau de Paris, sur l'opportunité d'un recours contre un arrêt qui avait reproché à un avocat les termes dont il s'était servi. Cette consultation se termine ainsi : « Lorsque des avocats plaident en leur nom et surtout « en corps, il faut que leurs droits soient évidents. Quel « surcroît de mortification ne serait-ce pas pour MM. « les Avocats de Grenoble de succomber dans leur entreprise contre l'arrêt du 1^{er} août 1738. Il est bien plus « convenable de laisser dire au sieur Gardon que les « juges ont été prévenus contre lui, au point d'avoir « fait un crime à son avocat de l'avoir défendu par les « mêmes moyens qui servent de fondement à sa demande. »

Cette prudence et cette modération n'empêchèrent pas l'Ordre d'avoir en 1780 un fort grave incident.

Le 27 juin 1780, un avocat plaidant une requête civile fut interrompu par deux magistrats qui manifestèrent par des gestes leur improbation et même leur mépris. Cet incident ayant ému l'Ordre, et surtout les jeunes, il fut décidé, au cours d'une assemblée tenue le 2 juillet, qu'une démarche serait faite par les syndics auprès du Premier Président pour le supplier de maintenir aux avocats la bienveillante attention que la Cour leur avait jusqu'ici prêtée. En termes moins galants, cela signifiait que les avocats souhaitaient ne plus être interrompus au cours de leurs exposés. La démarche fut effectuée sans incident.

Mais le lundi 10 juillet 1780, les Chambres étant assemblées, M. le Premier Président d'Ornacieux fit mander les syndics et les interrogea en présence de la Cour sur le sens de leur démarche. Ils déclarèrent qu'ils avaient agi ensuite d'une délibération verbale de leur Ordre et refusèrent de donner les noms des confrères qui l'avaient proposée. Sur ce, la Cour rendit sans désemparer l'arrêt suivant : « Déclare la délibération dont
« il s'agit mal fondée et téméraire, contraire au respect
« dû à ladite Cour, et aux droits de ses officiers. Fait
« très expresses inhibitions et défenses à l'Ordre des
« Avocats de prendre de pareilles à l'avenir ni autres
« délibérations autrement que par écrit sous telles pei-
« nes qu'il appartiendra, ordonne que le présent arrêt
« sera transcrit sur le Registre des Délibérations de
« l'Ordre à la diligence du Procureur du Roy qui en
« certifiera la Cour sous trois jours. »

Le lendemain 11 juillet, il n'y avait aucun avocat présent à l'audience d'appel des causes du matin. La Cour, devant cette absence évidemment concertée, autorisa les procureurs à plaider les affaires retenues et manda les syndics, M^{es} Chanel, Lemaistre et Thenevaz, pour leur demander les motifs de l'absence des avocats. Les syndics ayant indiqué que l'Ordre délibérait sur les incidents de la veille, la Cour rendit sur barre un nouvel arrêt faisant expresses inhibitions et défenses à l'Ordre de s'assembler aux heures des audiences.

Si la démarche des syndics était peut-être maladroite, il est certain que la rédaction et les termes employés par les arrêts étaient inacceptables. Le 12 juillet, l'Ordre décidait de s'abstenir désormais de l'exercice de ses

fonctions et faisait remettre le Registre de ses Délibérations sur le bureau de la Cour.

Contrairement à ce qui se passe en ce genre d'incidents, qui sont immédiatement réglés, cette situation se prolongea pendant une année.

Nous avons copie de la correspondance échangée à cette époque entre l'Ordre de Grenoble et les avocats de Paris, Toulouse et Bordeaux. Nous y voyons exprimé le regret des syndics de s'être laissés entraîner par les jeunes à une démarche préjudiciable surtout pour eux. On envisage différents moyens d'en terminer avec l'incident. Les syndics eurent un moment l'idée de faire intervenir en leur faveur les avocats de Chambéry. Les démarches du bâtonnier de Paris auprès du Garde des Sceaux aboutirent enfin à l'ouverture de pourparlers.

Il fut décidé que les syndics se présenteraient devant la Cour et l'assureraient de leur zèle. La Cour devait rendre un arrêt autorisant les avocats à reprendre leurs fonctions et annulant les décisions rendues les 10 et 11 juillet 1780. Il ne restait plus qu'à se mettre d'accord sur la rédaction de l'arrêt. Nous n'avons pas moins de six projets qui furent discutés et proposés de part ou d'autre. L'entente ne se fit qu'au début de juin 1781.

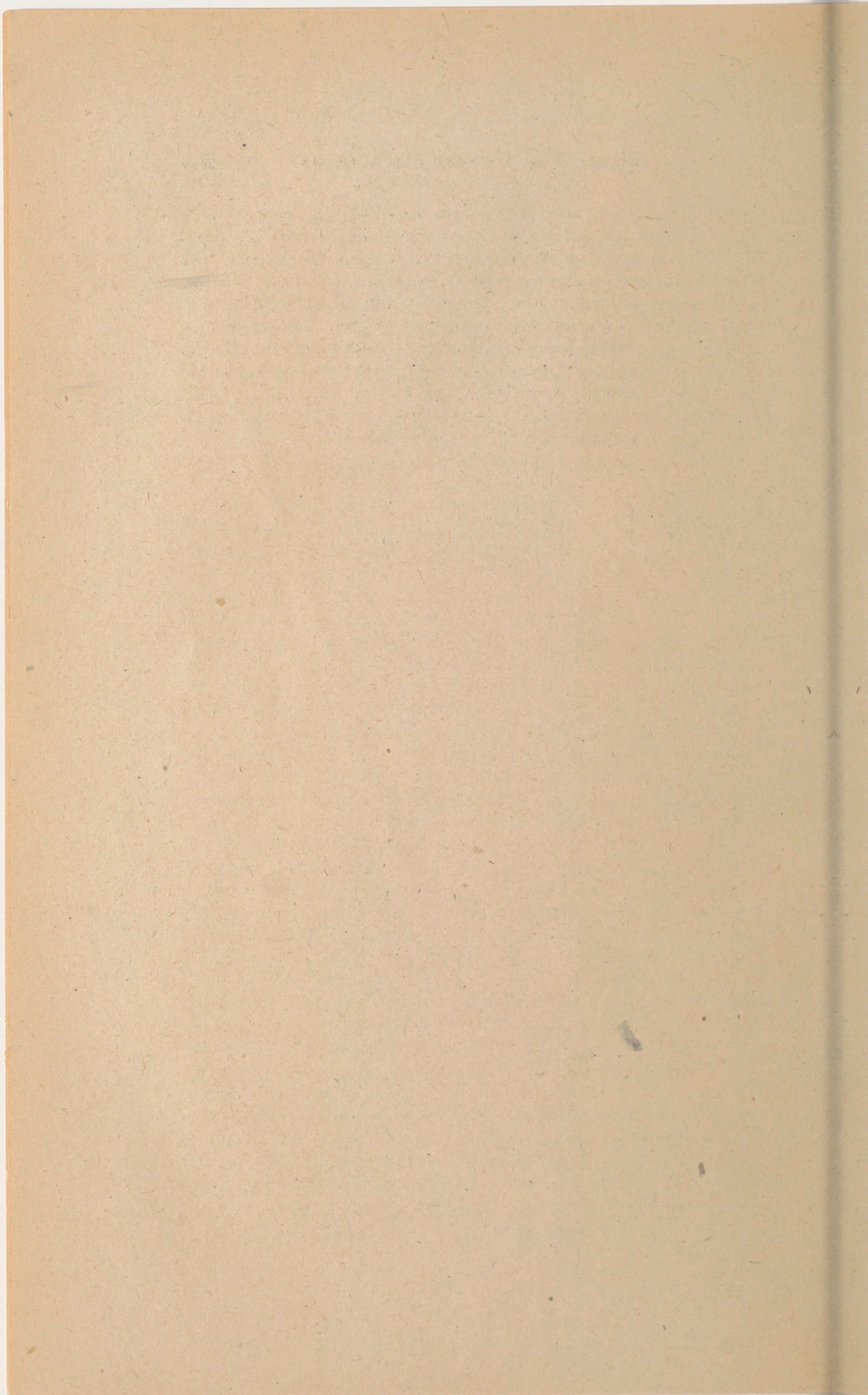
Le 16 juin, la Cour autorisait les syndics à assembler régulièrement l'Ordre pour délibérer sur la situation. Le surlendemain 18 juin, les Chambres étant assemblées, les syndics furent autorisés à se présenter. M^e Chanel, prenant la parole, déclara que la démarche faite le 2 juillet 1780 n'avait pour objet ni plainte, ni dénonciation, ni personnalité, et qu'elle avait été déterminée que « par des motifs de zèle pour l'encouragement des talents ». La Cour rendit aussitôt l'arrêt sur lequel l'accord s'était fait. Elle assurait l'Ordre de la continuation de son estime et de sa bienveillance et déclarait qu'elle l'admettrait avec plaisir à l'exercice de ses fonctions.

**

Qu'il me soit permis, en terminant, de vous faire part d'une observation. L'examen des archives de l'Ordre montre que la profession d'avocat est organisée de nos jours de la même façon qu'au XVIII^e siècle.

Les délibérations du Conseil de l'Ordre rédigées dans les mêmes formes, dans le même esprit qu'il y a deux

cents ans. Aucune réforme, aucun code ne sont venus en modifier les principes. Les règles de l'Ordre puisent en effet l'essentiel de leur doctrine dans le respect des traditions et des lois morales. Les temps que nous vivons nous montrent la valeur de cet attachement séculaire à des usages anciens. Les réformes toutes récentes des professions libérales se rattachent pour la plupart aux principes que les Ordres d'avocats ont toujours maintenus en vigueur. Cet hommage rendu aux choses anciennes n'est pas pour inquiéter votre Compagnie, si attachée aux traditions du passé.



LA VERTU POLITIQUE DE LA ROUTE

DISCOURS DE RÉCEPTION A L'ACADÉMIE DELPHINALE

PRONONCÉ PAR

M. le Recteur Marcel BLANCHARD

Séance du 24 mai 1941

La souvent été dit : « Le moi est haïssable », et nul n'en est plus convaincu que moi-même. Vous jugerez dès lors toute la profondeur d'incertitude et de confusion où je m'estime plongé et tout ce que peut avoir de scabreux pour moi la présente conjoncture, me trouvant obligé, comme entrée de jeu et si je veux marquer à l'Académie Delphinale toute la juste profondeur de ma gratitude, de préciser — si brièvement que ce soit — la position qui est la mienne à son endroit.

Voici quelque vingt-deux ans, l'Académie avait bien voulu jeter son regard sur le très modeste auxiliaire de la Faculté des Lettres qui avait la charge, après les prestigieux débuts de Gaston Roupnel, d'assurer tant bien que mal, tant mal que bien, la survie de l'enseignement d'histoire locale porté depuis et par mes éminents successeurs à un si haut degré de splendeur. De la sorte, votre suffrage avait bien voulu se porter sur l'humble débutant que j'étais et vous m'aviez appelé à succéder à une autorité incontestée, solide, consciente et

de poids : au fauteuil même de M. Auguste Prudhomme, et de la sorte, m'était échu l'honneur — ou la responsabilité — de dire tout le bien qui se pouvait penser de l'œuvre archivistique et, si j'ose dire, historique de M. Prudhomme.

Les hommes proposent... Aux jours mêmes où je me mettais en état de remplir la mission de confiance que vous m'aviez assignée, je me trouvais m'éloigner, pour une charge assez lointaine, de cette ville et de cette Université de Grenoble. Il m'avait été dit que cet éloignement serait de brève durée. Il a, de fait, duré plus de vingt ans. De la sorte je ne pris jamais séance parmi vous et ce fut à un autre, à votre toujours jeune — encore que perpétuel — secrétaire général, à mon excellent ami M. Letonnelier que revint la mission d'orchestrer le lot de M. Auguste Prudhomme. Ce dont il s'acquitta infiniment mieux et de façon bien autrement pertinente que je ne l'eusse su faire. Et ainsi tout était très bien. Mais il se trouve que, à peine redevenu Dauphinois et Grenoblois, votre amitié et votre confiance me rappellent à prendre séance. Attention de sympathie et égard de délicatesse qui me comblent, mais aussi m'accablent; aussi bien, la seule atténuation à la gravité des scrupules qui m'assaillent pour ce traitement hors série — comme dirait l'autre — c'est qu'il va beaucoup moins à l'homme qu'à la fonction. Et ainsi ma conscience est en repos. Et je n'en suis que plus libre et plus à l'aise pour vous dire en toute simplicité, mais surtout en toute force, de quel cœur je vous remercie.

Pourquoi faut-il, oui, pourquoi faut-il qu'à la joie de me trouver — de me retrouver — vôtre, se mêle, et jusqu'à l'angoisse, la douleur de succéder à mon ami Jean Guédel? Le sort a de ces ironies. Quand je fus il y a quelques mois nommé à ce poste de Grenoble, entre les vieux amis dont ce m'était une véritable joie d'âme de penser que la série de nos travaux et de nos jours se retrouverait associée, Jean Guédel tenait une place de choix. Je le revis, mais couché sur son lit funèbre. A ce suprême affrontement qui est celui du mort au cercueil et de ceux qui l'accompagnent, j'essayais de dire toute la profondeur de mon émotion et de ma peine qui rejoignaient les vôtres. Je voudrais aujourd'hui, en termes tout simples, lui adresser votre suprême hommage et mon ultime au revoir. Et je le voudrais faire dans cette note de discrétion et de mesure.

à la perfection de quoi il avait atteint pour son compte et qui est celle même où je suis sûr qu'il eût aimé et souhaité être loué. Car au soir de ma vie et remontant le cours de souvenirs déjà lointains, j'ai beau scruter tous ceux qu'il me fut donné de connaître et d'aimer, au déroulement de ma course humaine, il ne s'en présente point à ma mémoire qui, plus que mon ami Guédel, ait offert plus parfait équilibre de droiture, de conscience, de modestie et de sérénité. Oui, cet homme petit par la taille, grand par l'esprit, plus grand encore par le cœur et par le caractère, est bien de ceux dont on peut dire que, sans bruit, sans éclat, par la seule vertu d'une âme claire, nette et droite, ils ont — et au sens le plus profond du terme — fait honneur à l'homme. Il comptait, en effet, entre ceux — si rares — qui ne se mettent jamais en avant et qui s'avèrent plus prompts à s'effacer qu'à se produire, mais dont, pour si peu qu'on ait de perspicacité, l'on n'est pas long à reconnaître l'exceptionnelle nature. Aussi bien, professeur de qualité, historien de grande classe et à qui il n'a manqué qu'un moindre souci de perfection pour produire plus, auréolé de toutes les vertus familiales et civiques, le professeur Guédel, le colonel Guédel honorait grandement cette Académie Delphinale à la présidence de laquelle vous l'aviez appelé, tout comme il honorait cette ville de Grenoble, ce Lycée Champollion et cette Université à l'activité de laquelle il fut si continûment attaché. Qu'il me soit permis, en votre nom à tous comme au mien propre, de m'incliner très profondément, très douloureusement devant sa chère mémoire, et de marquer à cette mémoire qu'elle vivra parmi nous aussi longtemps que subsistera un ultime bénéficiaire de son amitié, un ultime témoin de ses mérites et de ses vertus.

Et c'est, je crois, lui rendre hommage, c'est répondre à sa pensée propre que d'ajouter à son éloge — qui se suffirait à lui-même — comme un essai et un effort de travail. Vous m'avez comblé en me faisant lui succéder. Comment l'honorer davantage qu'en mettant, sous son auspice, un essai de travail historique? Je vous apporterai donc, en toute simplicité, une ébauche se référant à quelques points de l'histoire politique de ces Alpes Occidentales dont est si intimement solidaire notre Dauphiné.

**

Il est, on l'a souvent noté, des peuples vivant de la mer et pour qui, dès lors, la grande préoccupation et la raison impérieuse de vivre est donnée par la possession, la maîtrise et l'exploitation des grandes routes du large. Et le type le plus achevé, le plus évolué, le plus représentatif de ces peuples et de ces puissances peut apparaître fourni par les actuelles nations anglo-saxonnes, dont il est loisible de penser que leur forte installation aux nœuds des routes maritimes de plus capitale importance à exister sur la planète, l'Angleterre à Suez et les U. S. à Panama, souligne et symbolise en un raccourci vigoureux et expressif à souhait cette domination maritime sur quoi ces nations ont assis leurs destinées et fondé leur puissance.

Il est inversement des puissances continentales, des puissances d'origine et de destinée terriennes nettement bornées à des horizons sinon toujours étroitement limités, du moins strictement définis et qu'elles circonscrivent à une aire de terre ferme déterminée, au-delà de quoi elles se défendent d'aller. L'ancienne Egypte, par exemple, se refusant à tout ce qui dépassait le domaine du Nil, ou les vieilles dominations mésopotamiennes soucieuses de ne point s'aventurer au-delà du pays des fleuves. L'on peut se demander toutefois si le type le plus achevé et de plus éminente signification ne serait pas la Chine, la Chine d'autrefois tout comme la Chine d'aujourd'hui. La Chine, en effet, n'a jamais voulu d'expansion maritime; elle a toujours écarté de ses désirs de procurer un quelconque rayonnement extérieur. Mais se contentant — immuable et quasi toujours identique qu'elle se présente à elle-même, fortement campée dans ce colossal réduit intérieur que lui constitue le bassin du fleuve Bleu — la véritable Chine chinoise — se contentant — dis-je — d'absorber les éléments du dehors lui arrivant de tous les horizons, de les digérer paisiblement et silencieusement. Ainsi a-t-elle fini par toujours résorber dans la forte unité chinoise tous ceux, Mandchous ou Japonais, qui prétendaient agir sur elle du dehors.

Il n'est pas douteux que pour des dominations de cet ordre le souci des relations et des communications par

terre, des liaisons terrestres les plus solides et les plus efficaces a toujours constitué une préoccupation essentielle. Et la Chine même, comme il est naturel, nous offre à cet égard un exemple typique. La Chine historique a mis ainsi sur pied un système de relations intérieures qui aujourd'hui, dans sa décadence présente, assailli qu'il se trouve et profondément désorganisé par la concurrence des moyens de transport nouveaux, n'en frappe pas moins par son apparence de haut rendement : sur les moindres routes l'interminable défilé des caravanes de lourdes charrettes à deux roues ou des si souples brouettes; sur tous les biefs d'eau, les jonques se suivant à la queue-leu-leu; une masse considérable de produits s'échangeant, que ce soit des campagnes vers les villes, que ce soit, dans ce pays si largement dilaté en latitude, de régions du Sud à régions du Nord : riz, soie et thé contre blé, coton et fil. Et sans doute à une analyse plus minutieuse, bien des défauts se laissent voir et bien des insuffisances se discernent : les véhicules, pour ingénieusement combinés qu'ils soient, se présentant de rendement fort humble, les routes n'ayant forme de chaussée solide qu'aux alentours des villes et offrant trop souvent ailleurs l'allure de fondrières en faisceaux, les pistes souvent si précaires qu'elles font tomber l'être humain à l'abominable condition d'animal porteur. Mais n'oublions pas que ce n'est là que la décadence; qu'aux temps de grandes dynasties prestigieuses, des Thans et des Mings, tout cela était en parfait état d'entretien, que grâce à ce système d'innervation purement interne, la Chine au fond a réussi à constituer, à travers des millénaires, le plus vaste et le plus stable des grands foyers humains. Le système des routes ici a traduit une volonté inflexible de rester soi-même.

Un type un peu différent nous est fourni par le cas de la Turquie historique, de la Turquie des grandes époques. Cette domination turque, qu'a-t-elle été au fond? Venu des grandes steppes de l'Asie centrale où ils menaient la vie dure et libre des cavaliers nomades, un groupe de tribus dressées à la guerre de razzias et de surprises s'est imposé par la force, dans les régions de l'Orient moyen, de l'Asie antérieure, de l'Europe balkanique et de leurs annexes, à tout un ensemble de peuples : Arméniens, Kurdes, Parthes, Syriens, voilà pour l'Asie; Bulgares, Serbes, Grecs, Moldo-Valaques, à un moment Hongrois et Croates, voilà pour l'Europe. De

ces peuples, les Turcs n'ont détruit ni les institutions particulières, ni même les cadres propres et point davantage certaines traditions administratives kalifales et byzantines. Ils se sont contentés de superposer à tout cela leur force militaire, surtout de tenir les routes, d'y dresser, aux nœuds de croisement déjà constitués par leurs prédécesseurs, aux points de jonction, aux centres vitaux, ces grandes constructions mi-forteres-ses, mi-bazars, les caravansérails. Enormes bâtisses construites à peu près toutes sur le même modèle : double ou triple enceinte avec des tours aux quatre angles solidement tenues par la garnison, une haute porte d'entrée surmontée de deux ou trois étages de chambres pour les hôtes de distinction; à l'intérieur, une vaste cour pour les animaux et, tout le long des murs intérieurs, des portiques et des logettes pour les caravaniers. Et le caravansérail dresse sa masse isolée au bord des pistes allongées à perte de vue par les steppes. Et le Turc tenant les routes par le caravansérail, tient le pays par les routes. De telle sorte que la domination turque, c'est au vrai la solide occupation d'un certain nombre de nœuds de routes. Dans le cas de la Chine, la communauté homogène a, pour se donner toute sa force d'homogénéité, construit un réseau de grandes voies de liaison; dans le cas de la grande expansion turque, une minorité conquérante maîtrise par la disposition des routes une vaste agglomération hétérogène. Dans les deux cas et par des procédés et des méthodes différentes, éclate la valeur politique de la route.

Mais il est des situations plus poussées et où cette valeur politique de la route éclate plus nette encore. C'est le cas où c'est la possession de certaines positions routières qui se trouve aux origines mêmes de la formation d'un Etat. Il apparaît en effet qu'il y a de certaines formations politiques dont la raison d'être initiale est purement routière. Et vous entendez bien : je veux dire par là que, dans certains cas, la détention d'un point de passage déterminé a été, de prix si haut et de vertu si forte, qu'elle a constitué le germe vivace d'où est née une formation politique. La route ici n'est plus simplement au service de l'Etat, elle est la source même de la création de l'Etat.

Essayons de préciser le point de vue. Encore que, sans nul doute, il ne faille pas se représenter une grande voie de communication terrestre sous l'image matérielle,

rudimentaire et simplifiée d'une chaussée, d'une voie ferrée, voire d'un autostrade, et qu'il convienne de se la figurer plutôt comme un courant dynamique représenté par une ligne d'expansion, de pénétration, de conquête, un axe de marche en quelque sorte que tendent à suivre et les échanges, et les migrations, et les invasions armées, il reste toutefois que, quels que soient les moyens de transport figurant dans leur variété les âges humains divers et les niveaux de civilisation qui correspondent aux portage, traction animale, charrois, chemins de fer, automobile, il reste que certains itinéraires reparaissent toujours, déterminés par l'existence de certaines zones faciles appelant le passage ou par l'existence même de certains points que l'on ne peut éviter. De la sorte, que ce soit dans les déserts où les conditions du parcours ressemblent à celles-mêmes de la mer : de longs espaces indéterminés et vides avec de rares points d'eau figurant les escales obligatoires, que ce soit dans les chaînes plissées, là où les vallées interposent leurs lignes sinueuses s'insérant dans la masse montagneuse, oasis des déserts, cols, dépressions, points d'eau, défilés, ont de tout temps jalonné des itinéraires majeurs, où les obstacles eux-mêmes, par l'effort qu'ils ont nécessité à être vaincus, contribuent à fixer la route en la ramenant comme dans un sillon défini. Il s'ensuit qu'il y a des positions majeures, des positions-clés : qui tient la passe du « Kaybar » peut devenir le maître de l'Inde; qui tenait les cols des Alpes avait une hypothèque sur l'Italie. Aussi bien pour illustrer cette valeur politique des passages et vous en proposer l'exemple le plus net peut-être, les Alpes nous offrent, dans notre histoire européenne, le type le plus démonstratif d'Etats sortis d'une route, en l'espèce, d'une route de montagne.

Qu'un des traits majeurs de la géographie européenne soit constitué par cette formidable masse montagneuse interposée entre le centre même du continent et les rivages méditerranéens, la chose est, de prime affirmation, hors de tout conteste; et que, des bords mêmes de la mer radieuse jusqu'au point où le Kahlenberg, aux tout proches abords de Vienne et du Marchfeld de Wagram, fait expirer ses riantes collines, coure une ample et large barrière, ce fait ne peut pas ne pas avoir eu, sur les circulations continentales, et à tous les âges, une décisive influence. Et sans doute, ne saurions-

nous oublier qu'il s'agit là d'une masse montagneuse impénétrable nullement, mais la plus humaine, plus exactement la plus profondément humanisée qui soit; disséquée en massifs et toute pénétrée d'amples vallées largement ouvertes à la circulation et des hommes et des marchandises; où l'érosion relayée des glaciers et des fleuves a su, en des thalwegs conduisant aux hauts cols, ménager, de part et d'autre des zones faîtières, des lignes de moindre résistance propices au forçement. Masse donc humanisée, aérée, fragmentée. Masse quand même et multiple barrière, et qui vaut pour enclore l'Italie, et qui joue à plein toutes les fois que des circonstances d'ordre général viennent rendre difficile la vie de liaison et de relation. Et pour entendre la façon dont ces problèmes de communication ont agi sur la création même des Etats, il faut nous placer au haut Moyen-Age, après la chute de l'Empire romain.

L'on peut considérer que la période du Moyen-Age a été une période d'économie naturelle où chaque pays, chaque unité géographique — pour étroite qu'elle fût — a cherché, dans la disparition de la vie politique générale, dans l'absence d'un pouvoir fort susceptible de maintenir le complexe et coûteux ensemble de voies de communications et de liaisons sans quoi la vie de relation ne saurait survivre, a cherché — dis-je — à tout tirer du sol et à satisfaire sur place et à l'aide des produits de la terre même, à ses besoins vitaux essentiels. Au haut Moyen-Age, la question des voies de liaison a disparu. Il reste pourtant que, de même qu'il y a cent et deux cents ans, même dans un continent isolé et massif comme l'Afrique Noire, quelque courant de vie générale avait fini par s'établir, qu'entre les gens de la savane et ceux de la forêt, qu'entre les exploitants des salines des marches soudanaises et les négriers trafiquants de bois d'ébène s'étaient nouées quelques relations, il reste de même que quelques relations avaient subsisté après la chute de l'Empire romain, entre les contrées de l'Europe situées à de différentes latitudes. Très vite aussi bien, et tandis que le demeurant de l'Occident Européen s'engourdissait dans la stagnation d'une civilisation exclusivement terrienne et agraire, certaines régions s'étaient affirmées au bénéfice d'une remarquable renaissance économique : en particulier l'Italie et les Flandres. L'Italie — et il suffit de nommer ici Venise, Gênes et Florence — les Flandres — et

il suffit de nommer Ypres, Gand et Bruges. Et comme il arrive toujours entre foyers particulièrement accentués de l'activité économique, des relations d'affaires tendaient entre ces régions diverses à se nouer.

Par où ces relations trouveraient-elles leurs chemins et tendraient-elles leurs routes? A ces heures où la technique du navire encore dans l'enfance et l'insécurité générale sur la mer rendaient les liaisons nautiques très difficiles, elles devraient nécessairement se faire par terre, mais ici se posait l'obstacle des Alpes — et le rôle majeur de ce trait de géographie européenne — qui interpose entre la grande mer latine et l'ensemble du continent une barrière, sinon impénétrable mais massive.

Or il est curieux, au fur et à mesure que s'affirme la maîtrise économique de l'Italie et des Flandres, de voir se multiplier les voies s'insinuant ingénieusement au long des vallées alpines pour lancer ensuite l'assaut de longs lacets à l'attaque des cols de la ligne de faite; sans doute et à aucun moment du haut Moyen-Age, les chemins n'avaient-ils cessé de serpenter vers les hauteurs pour redescendre vers l'Italie du Nord : chemins de pèlerins se hâtant vers l'édification de la Ville Eternelle et vers la visite au tombeau des apôtres; chemins des caravanes portant vers le bétail des hauts pâturages — dès lors la grande ressource et le seul moyen de ployer les vastes alpages à quelque exploitation fructueuse — le sel des salines méditerranéennes et ainsi avait commencé cette vocation des Alpes d'être les montagnes humanisées entre toutes; mais avec la promotion de l'Italie et des Flandres en tant que foyers d'industrie et de négoce, ce sont de véritables voies de commerce qui se frayent un chemin à travers la chaîne. Et d'un sûr instinct, les caravanes muletières tendent vers les passes les moins difficiles, et de la sorte le Cenis, le Genève, le Grand Saint-Bernard, le Splügen, le Septimer connaissent-ils une grande fortune.

Or, et à dater de ce moment où les cols de la chaîne sont le siège et le but d'un assaut plus poussé, l'on ne tarde pas, entre les petits seigneurs qui occupent la région, l'on ne tarde pas dès lors à voir tels d'entre eux sortir de la masse, se pousser vers une fortune plus haute, et apparaître comme les bénéficiaires du mouvement de lente cristallisation qui, du chaos féodal,

tend à dégager quelques formations politiques de plus vaste échelle, de véritables petits Etats plus étoffés et plus cohérents. Assez vite de la sorte, et pour les Alpes occidentales, deux dominations s'allongent parallèles, des bords du Rhône, vers les hauts cols de la chaîne, l'une le domaine des dauphins du Viennois vers le col du Mont Genève, l'autre, le domaine des comtes puis ducs de Savoie, vers le Mont Cenis. Et il n'est pas malaisé de discerner que, dans un cas comme dans l'autre, c'est la possession de gîtes d'étapes tout au long d'un chemin conduisant des premières collines occidentales de la chaîne jusqu'à ses dernières retombées sur la plaine du Piémont qui a donné peu à peu le canevas essentiel de la formation graduelle et de l'extension territoriale. L'on a le dessein initial de dominations à cheval sur la montagne et tenant leur raison d'être de l'exploitation des passages.

Mais il apparaît très vite que, dans ce parallélisme originel de fortune, l'un des deux émules, le Savoyard, ne va pas tarder à l'emporter de beaucoup sur l'autre. Il n'y a pas parité, en effet, entre la fortune et la valeur du Genève et la fortune et la valeur du Cenis, en tant que voies de passage. Le Genève, au départ de la vallée du Rhône, ne possède pas d'accès direct vers la montagne, sa seule voie d'abord vraiment commode est par la Durance fort excentrique. Pas davantage n'assure-t-il de débouché facile sur la plaine piémontaise, ce débouché ne se faisant aisément que par la vallée de Pignerol mais qui oblige, au préalable, à la remontée au col de Sestrières. Le Cenis, au contraire, de part et d'autre de ses avenues, voit une vallée profonde et sans contre-pente d'aucune sorte, conduire voyageurs et marchandises d'une seule descente vers les plaines; surtout, le Cenis, à l'Ouest, mène directement à Lyon, à l'Est, à Turin. Lyon étape majeure vers les pays marchands du Nord-Ouest de l'Europe, elle-même ville de marchands et de foires, et bientôt de manufactures, et dont la fortune précocement brillante assure celle du Cenis. Ainsi, de par la possession du col le meilleur, doté des voies d'accès les plus commodes, le duc de Savoie, maître du Cenis, va-t-il devenir le vrai portier des Alpes? Cependant que la fortune vraiment alpine des dauphins du Viennois tournera de court. Au bref et en clair, c'est la maîtrise du meilleur passage et son intelligente exploitation qui fondent la fortune de l'Etat de Savoie-Pié-

mont, et entre tous les petits seigneurs des Alpes occidentales conduit les princes de la Maison de Savoie à une fortune particulièrement éclatante.

Maîtrise du meilleur passage et exploitation parfaite de ce passage. Il serait en effet de souveraine injustice de ne pas mettre l'accent sur la haute intelligence de ces souverains et de leurs conseillers. Tout au long de l'âge moderne, c'est le Cenis et ses préoccupations qui sont la base de tout le comportement des ducs savoyards, même devenus rois de Piémont. C'est pour lui qu'ils concluent des accords, passent des traités, nouent des coalitions. En particulier, et pour assurer à leur passage le monopole fructueux des relations commerciales franco-italiennes, et pour obliger quiconque va de France en Italie et vice versa à venir acquitter à leur pertuis le passage, ils concluent des conventions s'étendant de proche en proche et allant, par une véritable chaîne d'ententes et de pactes, chercher fort loin le transit des voyageurs et des marchandises pour l'acheminer vers les péages de leur col. Ils font mieux : bien vite en état, de par leur extension piémontaise, de disposer de toutes les avenues italiennes de la chaîne, ils pratiquent à l'égard de tous les passages concurrents du leur une pratique impitoyable de blocus hermétique, qui vide de toute valeur pratique et le Simplon détenu par les montagnards valaisiens, ce qui après tout n'est pas trop malaisé, et, ce qui l'est plus, le Genève aux mains du roi de France, ce roi fût-il Louis XIV. Portiers des Alpes donc aux heures d'action militaire — et c'est à cela que l'on songe toujours et d'abord — mais portiers des Alpes surtout de façon constante et de profit permanent et silencieux pour le transit des courants de commerce et d'échange. C'est, enrichis par le Cenis et haussés par le prestige de la possession de ce passage incomparable, que les gens de Savoie ont pu partir à la dégustation et à la conquête de tout l'artichaut italien.

Ils n'ont aussi bien qu'en partie gardé ce caractère originel. L'Italie a pu, tout en se constituant en un Etat unitaire, de la plaine du Pô jusqu'aux extrémités de la Sicile, absorber dans son territoire un peu plus du tiers des Alpes; elle a pu, étendant sa souveraineté d'un bout à l'autre de la concavité de la masse montagneuse, de Vintimiglia à Trieste, se mettre en possession de tout le versant méridional de la chaîne et tenir par cela même les débouchés internes de tous les cols

tombant vers la plaine du Pô, comme pour y confluer dans un gigantesque entonnoir; elle n'a pas conservé pour autant l'exclusive destinée de ces gens de Savoie, devenus ses princes; elle n'a pas vraiment recueilli la fortune de ce vieux pays savoyard, tirant toute sa raison d'être de la garde et de la domination des passages et des routes de la montagne. L'Italie a cessé d'être cet Etat exclusivement routier qu'était la Savoie. Mais il se trouve qu'un pays — aux destinées duquel aussi bien les destinées savoyardes, en accord quelquefois et en opposition plus souvent, s'étaient trouvées constamment mêlées — a gardé, lui, ce caractère spécifiquement alpin né jadis de la garde et de l'exploitation des passages et ayant conservé de leur utilisation et de leur maîtrise son essentielle raison d'être. Ce pays, c'est la Suisse actuelle. Exemple le plus net et illustration la plus éclatante de cette influence d'une formation de routes sur la destinée associée d'un groupe de familles humaines dissemblables par les origines, les traditions et la langue même, et qui pourrait apparaître — dans une Europe livrée au choc des nationalités — comme une anomalie et un paradoxe si ce n'était précisément l'exploitation commune d'un groupe donné des passages qui, plus forte que toutes les causes d'oppositions, de concurrence et de lutte, n'avait valu pour souder ici les éléments antagonistes.

Comment et pourquoi une des formations nationales, tout à la fois la plus originale et la plus coriace de l'Europe, la nationalité suisse s'est-elle dégagée au cœur des Alpes, en un point apparaissant éloigné de tout foyer d'action, en un coin reculé entre tous des montagnes? Vous savez tous la floraison de légendes hautement émouvantes élaborées sur ce point : la tyrannie autrichienne, Guillaume Tell et la pomme et l'arbalète, le serment de Grütli. Les choses en sont allées non point moins noblement, certes — puisqu'en dernière analyse, il s'agit toujours d'un petit groupe humain défendant, par sa vaillance et son indomptable opiniâtreté, son indépendance et la liberté de son comportement — mais de façon moins poétique. De quoi s'est-il vraiment agi?

Je vous ai marqué que la fortune des passages des Alpes avait commencé à l'ère chrétienne, lorsque, au sortir du haut Moyen-Age, la renaissance de l'activité économique se marquant brillamment aux grandes villes italiennes tout comme aux industrieuses cités flamandes,

avait appelé par terre l'établissement de relations constantes entre les deux centres. Or entre les villes de Flandre et, très vite gagnées par la contagion de l'activité industrielle et commerciale, les villes du Rhin leurs voisines et émules d'une part, et la péninsule italique d'autre part, une ligne de jonction directe pouvait s'établir par la région du Rhin supérieur. Elle le pouvait d'autant plus qu'un des traits majeurs de la géographie des Alpes, c'est que cette barrière jetée à travers l'Europe en écharpe montagneuse se rétrécit en se haussant en sa partie médiane, soit aux lieux de la Suisse même. Tandis que tant à l'Est qu'à l'Ouest de la Suisse, la masse montagneuse s'est dilatée et épanouie, ici elle se concentre en de hautes murailles parallèles : Alpes calcaires, Alpes cristallines, dont la traversée se trouve offrir, dans l'hypothèse que l'on puisse surmonter les difficultés évidemment plus grandes, le notable avantage d'un raccourcissement notable. Observons d'ailleurs que le resserrement même des nappes surélevées a enfiévré l'activité de l'érosion, multipliant d'autant les découpures de la montagne et les vallées qui la burinent et la dissèquent. Il est de la sorte un lieu que tout semblait vouer à une fortune plus brillante encore : ce point du Saint-Gothard vers lequel, comme une corde sous-tendant un arc, le trajet rectiligne de la Reuss évitant le demi-cercle du Rhin supérieur, offre du pays des lacs vers les Alpes le chemin le plus direct, paraissant de la sorte offrir comme une route de choix à qui, du pays flamand et des régions rhénanes, s'affairait vers la claire et lumineuse Italie. Malheureusement, l'âpreté des lieux et plus particulièrement l'impossibilité de cheminer au long des gorges de la Reuss supérieure, se sciant littéralement entre de vertigineux à-pics, son passage dans la roche ne laissait ni à droite, ni à gauche, le moindre espace où insérer le moindre sentier.

De longtemps déjà, le contraste était apparu irritant au plus haut point entre, d'une part, la pertinence et la supériorité de ce tracé et, d'autre part, l'impossibilité locale d'en tirer parti : « Ah! Gothard, soupirait l'empereur Frédéric II, lorsqu'au plus fort de ses entreprises italiennes, il avait le besoin le plus instant d'un accès rapide vers la péninsule, quelle tentation et quelle damnation! Que ne donnerais-je pas à qui l'ouvrant, me rendrait possible d'aller en cinq jours de Bâle à Milan! » Quand un problème se pose sous des

espèces si précises et si instantes, il finit toujours par être résolu. La solution consista ici, en ce que, au prix d'une incroyable audace, on inséra tout au long de la gorge faisant barrière une suite de fortes poutres encastrées au droit du roc et qu'on jeta sur elles des planches formant le tablier d'une façon de route suspendue au-dessus des eaux grondantes, les porteurs et même les mulets de charge avaient de la sorte accès au Gothard même. Et c'est dès lors une voie fréquentée de plus en plus : les épices du Levant et les étoffes de prix d'Orient débarquées à Venise accourent y chercher leur route vers les riches cités du Nord-Ouest de l'Europe; les draps des Flandres, venant se faire transformer en étoffe de haut luxe à Florence, y trouvent la leur vers le Sud. Et de suite, tout au long de la voie nouvelle vers la Reuss, les villes s'équipent pour le service des étapes tout comme les bourgs lombards scandant vers Milan la descente des monts, tout comme les communautés du haut pays s'organisent pour la location des épaules de leurs hommes et de leurs mulets et la perception des fructueux péages.

Or et à cette époque même il y a un riche seigneur du plateau suisse en train, de son bourg des hiboux (Habitchburg), de jeter les bornes d'une puissance promise, aux siècles ultérieurs, au plus fastueux des avénirs : c'est le fondateur même de cette maison des Habsbourg, vouée à la plus prestigieuse fortune. Campé au Wassertör, à la « Porte des eaux » d'Argovie, c'est-à-dire au confluent de l'Aar, de la Reuss et de la Limmat, il voudrait mettre aussi la main sur les hauts pays, sur la chaîne fructueuse des redevances et des péages : mais les montagnards entendent bien garder pour eux le bénéfice, tout le bénéfice des passages. Et c'est pour la défense de leurs libertés — c'est-à-dire de la jouissance — étant maîtres chez eux — de ce trafic caravanier — que des hommes de Schwyz, d'Uri, d'Unterwald, après avoir prêté le serment collectif sur le pâturage de Grütli, font la guerre : et qu'à Morgarten, borne de granit entre les lacs, à Sempach les cavaliers impériaux bardés d'acier se viennent briser sur la résistance inébranlable des montagnards à hallebardes et qui, pour mieux supporter le choc, se sont enfoncés au sol, à l'aide de ces crampons même grâce à quoi, aux rudes pentes des cols, ils coltinaient les ballots des caravanes. Les montagnards exploitants du Gothard, en s'en-

gageant par ce serment commun d'où devait sortir la Confédération Helvétique, en luttant pour maintenir franche de toute hypothèque leur jouissance du paysage et de ses profits, se sont donc battus en dernière analyse pour la possession et l'exploitation d'une route. Ce n'est point, comme on le dit d'ordinaire, pour être tranquilles, indépendants et libres dans leurs montagnes de farouche isolement que ces premiers confédérés se sont renouvelé leur serment. C'est pour garder à leur bénéfice exclusif les profits du passage, lorsque de par les aménagements même dont ils l'avaient doté, le chemin de leur col, délaissé jusque-là, était devenu le siège d'un transit d'importance et de poids.

Aussi bien d'ailleurs, il ne leur eût servi de rien de défendre leur col même et ses abords immédiats et ses proches accès si le Habsbourg avait pu en faire le siège à distance, arrêter ou rançonner le trafic aux bas pays avant qu'il ne s'engageât vers les hauteurs. La défense de la route avait donné le germe de la Confédération; le souci d'en protéger les avenues lointaines allait en assurer le développement. Les communautés montagnardes tenaient le passage; c'étaient les villes du plateau suisse qui, à l'orée des larges vallées, pouvaient en cadenasser les issues. Elles aussi avaient à redouter le Habsbourg; donc et toujours pour la défense — ou le service — ou l'exploitation de la route, montagnards des hauteurs et bourgeois de ces basses cités, entrent en alliance; au serment de Grütli, s'agregent successivement, derrière Lucerne la première à s'engager dans cette voie, Zurich, Glaris, Zug, Berne enfin qui scelle l'union capitale des deux vieilles Suisses, l'alémane et la romande. Et les confédérés ne se tiennent tranquilles que quand à l'Ouest, par leur victoire sur Charles le Téméraire, ils ont acquis la frontière du Jura; quand, pour assurer à Zurich son avant-pays septentrional, ils ont atteint le Rhin et coupé définitivement leur pays de toute allégeance impériale; quand, tout à la fois pour s'assurer le débouché méridional du Saint-Gothard et pour s'ouvrir la voie vers les plaines du Sud et, du même coup, le chemin de la mer et leur porte d'Italie, les cantons guerroient vers la Lombardie et s'y assurent au moins la Valteline et le Tessin. Ainsi, et pour la défense contre des voisins menaçants, est né, en dépit de la différence des langues et des religions, un fédéralisme fondé sur l'entente des

hautes communautés montagnardes et des cités marchandes du bas pays, un groupe politique qui, pour la protection d'un passage commercial des Alpes important entre tous, a fixé ses glaces à l'escarpe du Jura et au fossé du Rhin.

C'était la défense d'un pauvre sentier muletier, mais capital pour la liaison des Flandres, de la Rhénanie et de l'Italie qui avait constitué la Confédération Helvétique. C'est la nécessité de définir, de dégager et de réaliser une politique spécifiquement suisse de chemins de fer qui a créé l'Etat suisse contemporain. Incarnation actuelle d'une nécessité permanente et qu'avec à peine quelque emphase l'on pourrait dire éternelle.

Ce fut en effet un moment de capital intérêt que celui où, voici quelque sept ou huit décades, dans une Europe en train de se couvrir de voies ferrées et de s'équiper pour la mise en train de ce mode nouveau de transport par quoi allaient être révolutionnées de fond en comble les conditions de sa vie propre, ce fut un moment décisif pour la Suisse que celui où se posa la question de l'adaptation de la grande chaîne alpine à la circulation par fer. Déjà aux siècles précédents et plus particulièrement aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e, une question s'était présentée un peu analogue. A ces moments une transformation importante s'était marquée dans les modes de transports : au lieu de la bête de somme, c'était la bête de trait, la bête attelée qui était devenue de plus grand usage, et en conséquence, au lieu et place de la piste, c'était la route offrant aux charrois un appareil de chaussée lisse et bien assise qui était devenu le type même du grand chemin de liaison. La puissance publique avait dû s'équiper en conséquence et très vite, il était apparu que les grands Etats, aux larges ressources financières et où l'autorité gouvernementale pouvait imposer les sacrifices nécessaires, étaient à peu près les seuls en état de se donner l'appareil coûteux d'un réseau de routes. Et il n'est pas douteux que les Suisses d'alors, avec leur Confédération d'Etats où l'appareil de la puissance publique demeurerait sommaire, avaient été fort gênés. Ils n'avaient que fort médiocrement résolu le problème de substituer aux sentiers permettant l'assaut des grands cols par les caravanes muletieres, les fortes et solides chaussées qui eussent amené les pesants chariots de roulage jusqu'aux mêmes altitudes.

A dire vrai, cette infériorité ne s'était pas traduite

en une forme trop grièvement dommageable, parce qu'à ce moment le sens des courants commerciaux avait subi depuis le Moyen-Age un changement caractérisé : la Méditerranée avait cessé d'être le lac intérieur autour de quoi s'ordonnait la vie du continent; l'Italie, du même coup, avait vu s'éclipser cette incontestable primauté industrielle et commerciale par quoi elle avait triomphé aux siècles de Milan et de Gênes, de Venise et de Florence. C'avait été la façade océanique qui était devenue le pôle vital de l'Europe, et l'heure de la prospérité triomphante avait sonné du même coup pour les ports portugais et hispaniques, britanniques et néerlandais. Il n'en allait plus de même aux heures du début de la période des chemins de fer. A ce moment, en effet, la Méditerranée, après des siècles d'un oubli quasi injurieux, recouvrait toute son importance qu'allait encore augmenter en une immense mesure, l'ouverture du canal de Suez; de nouveau, les grands itinéraires commerciaux sillonnaient, plus pressés que jamais, la grande mer latine; de nouveau, la question d'Italie s'inscrivait — et bientôt, à côté d'elle, celle des Balkans — au premier rang des préoccupations des politiques et des meneurs du grand jeu. Ce qui veut dire que la question du franchissement des Alpes, de la réduction de cette barrière interposée reprenait pour toute l'Europe l'importance même qu'elle avait eue au Moyen-Age. Pour toute l'Europe et partant pour la Suisse.

Or il s'agissait là de dépenses considérables. Rien d'étonnant qu'au début le problème des grands tunnels à creuser sous la chaîne, pour y unir par le rail les versants opposés, soit apparu devoir être le fait de grandes puissances ayant de considérables intérêts dans la péninsule ou portant à son sort un intérêt majeur : l'Autriche qui, en possession depuis 1815 du royaume lombard-vénitien, avait à unir à Vienne et à Trieste Milan et Venise; la France qui, ne se résignant pas à oublier le rôle tenu par elle dans la vie péninsulaire aux temps du premier Napoléon, s'apprêtait, sous l'Empire restauré, à favoriser contre l'Autriche les élans de l'unité italienne. La France et l'Autriche disposant en outre et surtout de sommes considérables à investir dans la construction horriblement coûteuse de lignes de montagne. De la sorte, les premières voies ferrées de grand style, projetées et commencées dans la région alpine, sont, l'une, la ligne du Cenis destinée à joindre

à la France de Napoléon III le Piémont de Victor-Emmanuel et de Cavour se lançant à la conquête unitaire de la Péninsule, l'autre, la ligne du Brenner destinée à assurer aux Habsbourg de Vienne le moyen de tenir le plus longtemps possible leurs domaines italiens.

Ainsi, chemins à tendre qui de Paris, qui de Vienne pour venir inscrire leurs rails à l'intérieur du grand arc alpin. Mais cela posait pour les Suisses un problème très grave : seraient-ils exclus de ce transit des Alpes qui avait été à l'origine de leur union leur raison d'être ? A cela, vraiment ils ne pouvaient acquiescer. Le mot d'ordre est donné : « A la veille de voir étreindre notre commerce par les percements du Brenner et du Mont Cenis, déclare le président de la Confédération, il nous faut, nous aussi, aviser à nous ouvrir un passage à travers les Alpes, qui épargne un long parcours aux marchandises et assure en même temps à la Suisse les bénéfices d'un transit. »

Mais il apparut très vite que le problème n'était pas simplement financier et ne comportait pas qu'un aspect matériel. Il s'avérait qu'entre les nécessités d'une entreprise de cet ordre et la structure politique de la Suisse, il y avait antinomie. En effet, tant que les cantons conserveraient les prérogatives de la souveraineté en matière de routes et de transport, partant de chemins de fer, l'on ne réussirait point à composer, sur la question d'un tunnel à percer sous les Alpes suisses, les inévitables rivalités locales manœuvrées par les entreprises étrangères, offrant leurs capitaux et leurs tracés.

C'est aussi bien un partisan résolu des chemins de fer, mais tout à la fois très averti des multiples arrières-plans fort malodorants de ces campagnes ferroviaires et très soucieux, pour son compte personnel, de ne pas voir le pays helvétique « vendre son droit d'aînesse pour un plat de lentilles », c'est le Vaudois Tallichet qui écrivait ces lignes denses de signification : « Divisées comme elles le sont, les compagnies ramènent la Suisse, par un côté d'une importance extrême, aux plus mauvais jours de son histoire... à ces époques néfastes où les puissances étrangères y dominaient, où les cantons suivaient chacun leur chemin et se rattachaient, qui à l'Espagne, qui à la France, qui à la Hollande et à Venise selon qu'ils y voyaient leur intérêt particulier, auquel ils étaient toujours prêts à sacrifier l'intérêt général. La Suisse a fait, en 1848, toute une révolution

dans le but de rendre ces déchirements impossibles en subordonnant les cantons à la Confédération quant aux rapports extérieurs et aux intérêts généraux. N'est-il pas étrange que nous nous laissions de nouveau entraîner, sous une autre forme et presque sans que nous nous en doutions, vers ces errements du passé en consacrant la souveraineté cantonale en matière de chemins de fer? »

Il fallait donc d'abord renforcer le pouvoir central et lui donner les moyens d'action à la mesure de l'ampleur de la tâche nouvelle. Aussi bien, si l'on y parvenait, l'on rouvrirait pour le pays les voies de l'avenir. Car aussi bien, et c'était le même Tallichet qui le notait, si l'on réussissait à forer de tunnels les Alpes suisses, l'on aurait de magnifiques perspectives. « Placée au cœur de l'Europe... avec les passages des Alpes domptés par le rail... la Confédération peut devenir le centre, le nœud de tous les rapports entre les divers pays qui l'entourent, l'initiatrice d'une foule d'initiatives de nature à faciliter ces rapports. »

Et ce fut alors l'entreprise du Gothard qui, près de vingt ans, fut la grande affaire de la Suisse, qui fut la cause profonde du grand remaniement constitutionnel de 1874, car c'est pour ce chemin de fer, et sans le dire, que les Suisses donnèrent au pouvoir central, jusqu'à assez faible, toutes ses actuelles prérogatives, de façon à ce que, sur le plan européen, le Conseil Fédéral fût de taille à causer avec tous les partenaires européens. Par le Gothard, la Suisse devenait le lien européen par excellence. Par le Gothard et bientôt par le Simplon. Ainsi la difficulté et l'âpreté même de son relief, loin de lui nuire, faisaient sa fortune en lui assurant la maîtrise des principales routes alpines au cœur même de l'Europe. Rôle considérable qui lui a permis — jusqu'ici tout au moins — de voir respecter sa neutralité, d'avoir, à travers tous les conflits, conservé son indépendance, de continuer à faire vivre, dans un monde en proie aux folies de la guerre, ce qui peut subsister de solidarité internationale.

Réponse au discours de réception
de M. le Recteur
Marcel BLANCHARD

PAR

M. E. VATIN-PÉRIGNON, *Président*

Séance du 24 mai 1941

MONSIEUR,



EST une fête de famille qui réunit ce soir autour de vous l'Académie Delphinale. Elle retrouve l'un des siens.

L'un des siens, d'abord par la race : n'êtes-vous pas originaire, sinon natif, du Champsaur, et l'illustre savant qui fut votre maître, devint votre frère et, au sein de cette maison si légitimement fière de lui, votre confrère, ne situe-t-il par judicieusement dans le bassin du Drac le berceau des principales lignées familiales qui apportèrent, au cours des âges, à notre Dauphiné ses caractéristiques les plus vigoureuses comme ses plus efficaces réalisations ? La première partie de votre vie ne s'est-elle pas ordonnée à l'entour de ces massifs alpestres qui constituèrent à la fois et le cadre de votre existence et le premier objet de vos travaux ? N'est-ce pas à Grenoble même que votre carrière prit son essor et qu'elle trouve aujourd'hui sa consécration ? Et qui saurait oublier ici que, jusqu'à votre nomination en Languedoc, vous fîtes partie de notre Compagnie ; que, seule la rigueur d'un règlement, maintenant périmé, effaça pour un temps votre nom de la liste de nos mem-

bres titulaires, mais que, par une attention délicate, vous avez tenu, pendant de longues années, à continuer, malgré tout, à figurer, en qualité de membre associé, sur nos annuaires? Nous vous savons infiniment gré, enfin, de l'empressement inégalé, et qui demeurera exemplaire, avec lequel vous avez voulu, en prononçant votre discours de réception moins de deux mois après votre élection — ou plutôt votre réélection — vous conformer à nos usages.

Fête de famille, mêlant, comme toutes les vraies fêtes de famille, à l'allégresse de l'heure présente la mélancolique piété du souvenir. Il a fallu que votre première démarche officielle à Grenoble fût pour apporter, sur la tombe prématurément ouverte d'un ami, le salut de l'Université, comme il a fallu que celui qui a, ce soir, le grand honneur de vous recevoir ait dû inaugurer ses fonctions en unissant sa voix à la vôtre pour rendre un suprême hommage à son prédécesseur. Il était légitime que ce soit le fauteuil de l'historien Jean Guédel qui vous fût offert. Et je ne saurais rien ajouter aux émouvantes paroles par lesquelles vous venez d'évoquer son image et d'honorer sa mémoire, si ce n'est pour y associer, du fond du cœur, tous nos confrères.

Mais pourquoi, surtout, faut-il qu'à la joie que vous nous apportez ce soir, et dont notre accueil aurait voulu n'être que l'éclatant écho, s'allie amèrement la meurtrissure de nos âmes françaises?...

Ce fut au lendemain d'une autre guerre que Grenoble, déjà, eut à célébrer votre retour : vous reveniez des Dardanelles, ennobli par votre glorieux et sanglant sacrifice. Et c'était bientôt la victoire. C'est au lendemain de la défaite, avec deux fils prisonniers, que vous reprenez, cette fois-ci, votre place parmi nous. Vous arrivez, auréolé par vingt années de labeur et d'abnégation. Vos écrits, que j'évoquerai tout à l'heure, votre magistral enseignement à la Faculté des Lettres de Montpellier, votre apostolat auprès de vos frères d'armes, les anciens combattants, ont fait de vous le vivant symbole de ce qui demeurera toujours la plus haute démarche de l'être humain : le don de soi. Don de votre esprit aux jeunes élites, don de votre cœur aux victimes de la guerre, don suprême de votre sang à la patrie. Aussi, votre présence parmi nous, en ces heures tragiques, nous apporte-t-elle un gage d'espoir, une garantie de relèvement. Si bien qu'au long de nos rues et de nos

routes, chacun vous salue avec respect, héroïque soldat, maître prestigieux, homme de devoir, mutilé comme Gouraud et, comme lui, rayonnant.

A ce rayonnement, le Rectorat de l'Académie de Grenoble offre le plus fécond des champs d'expansion. Ce qu'y sera votre œuvre, ce n'est pas à mon incompetence d'en dissenter; en pareille matière, seul vous avez la parole : l'Académie Delphinale ne peut que vous exprimer l'effusion de sa confiance et de son adhésion. Toutefois, elle retiendra, comme la concernant plus spécialement, ce fait que vous lui arrivez — lui revenez — sous le signe de l'Histoire.

Dans votre étude définitive sur « Les routes des Alpes Occidentales à l'époque napoléonienne », dans vos « Essais historiques sur les premiers chemins de fer », comme dans le beau discours, d'une telle densité de substance, d'une telle richesse d'enseignements, que nous venons d'applaudir, éclatent aux yeux votre vocation et votre maîtrise d'historien.

Existe-t-il, dans aucune discipline, titre plus redoutable? C'est que l'Histoire possède ce privilège unique d'être à la fois une science et un art.

Science, elle n'existerait pas sans l'apport laborieux d'investigations interminables et infinitésimales, engrangement des faits, critique des sources, découvertes, rapprochements. Mais, si l'on s'en tenait là, la connaissance historique risquerait de demeurer singulièrement incomplète et le chercheur, au soir de sa journée, serait tenté d'avouer humblement qu'on ne peut rien savoir. Alors, intervient l'art. Voilà, par-delà l'érudition et la nomenclature, l'intuition et l'évocation. Autour du noyau des certitudes matérielles, au sein de cette frange fluide et irradiante où flottent l'accidentel et l'inconscient, et que constituent les impondérables, baignant en pleine réalité humaine, dépassant la vérité arithmétique — puisque dans la vie, comme chacun sait, deux et deux ne font jamais quatre — surgit, comme par une sorte d'incantation, la vivante synthèse. De celle-ci se dégagent, pour les hommes, des enseignements. Pourquoi restent-ils si régulièrement méconnus? Peut-être parce que, telle qu'elle vient d'être définie dans sa double nature, l'Histoire est encore quelque chose de fort récent. Il y a peu de lustres, somme toute, qu'elle est sortie des balbutiements du premier âge, et il est toujours indiqué de la représenter, au cortège des

Muses, sous les traits grâciles de l'adolescence. L'on pourrait même être tenté de donner à sa jeunesse un aspect de fragilité : n'est-elle point, à première vue, sans défense ? Avec elle, le téméraire ne risque guère, comme dans une expérience de laboratoire, le châtiement — explosion ou court-circuit — qui corrige instantanément le manipulateur maladroit. Mais ne nous y trompons pas. Pour peu qu'on la violente, la Muse se transforme en Erinnye. Son domaine, c'est la collectivité humaine et sa vengeance, si celle-ci vient à la méconnaître, le cataclysme collectif. Certes, Clio a comme attributs les pacifiques tablettes et la nostalgique clepsydre, mais elle a aussi, à portée de la main, la trompette, qui n'est pas tant l'instrument de la Renommée que l'arme inexorable de l'Archange : à ses accents, s'écroulent les plus fières murailles, depuis celles de Jéricho jusqu'à celles, hélas ! de la Ligne Maginot, dans un fracas qui retentit à travers la planète et les âges. Telle est la rigueur des leçons de l'Histoire. Si bien que l'on peut avancer, sans paradoxe, que cet art est, à tout prendre, la première des sciences exactes.

Vous venez de nous en administrer une preuve décisive, en nous faisant toucher du doigt ce qui fait l'essentiel de votre méthode. Géographie d'abord, cette géographie que, on ne le répétera jamais assez, le Français s'obstine à ignorer, pour son malheur, et qui constitue pour vous le substratum même de toute recherche historique ; l'ouvrage d'histoire que nous attendons de vous ne portera-t-il pas pour titre : « La Géographie des Chemins de fer » ? Or, devant le tableau de la géographie d'un pays habité, les premiers traits qui sautent aux yeux ne sont-ce pas précisément les voies de communication, la route, qu'elle soit d'eau, de terre ou de fer, ce lieu géométrique où convergent les préoccupations principales du groupement humain dès qu'il s'évade du canton originaire ? Route voyageuse, nourricière, conquérante, éducatrice, organisatrice, civilisatrice, à tel point qu'elle est devenue aujourd'hui le symbole auquel se réfère l'une de nos plus vibrantes formations de jeunesse. Il était donc logique que ce soit autour d'elle que vous dirigiez vos travaux, et qu'en conséquence chacun de ceux-ci fasse revivre pour vos lecteurs tout un pan du passé.

Que ce soit à l'occasion des routes alpines ou des chemins de fer dauphinois, de la bataille des cols ou de

celle des tracés, opposant partisans du Cenis ou du Genèvre, partisans de la liaison de Grenoble avec le grand tronc rhodanien par Lyon, ou par Saint-Rambert, ou par Valence, se dégage pour nous, sous votre baguette, un complexe vivant fait de la masse des intérêts régionaux ou locaux, des partis-pris individuels ou des préjugés collectifs, des arguments techniques — conditions de la vie des chantiers ou du roulage — des influences souvent inattendues et des événements parfois lointains, telle la mort du tsar Paul I^{er} qui, écrivez-vous, « marqua — la chose est notoire — une accentuation précise de la pensée consulaire au regard de la destinée du pays subalpin » et, partant, des routes alpines. Et, pour notre édification, laissez-moi détacher à la page suivante de votre thèse quelques lignes qui me semblent emprunter aux circonstances actuelles une particulière actualité.

« L'on n'a pas la prétention, dites-vous, de présenter ici une théorie d'ensemble sur l'administration des préfets napoléoniens; toutefois ne croit-on pas hors de propos de faire remarquer en passant... que l'activité de ces fonctionnaires, à être étudiée en détail et dans la sphère même où elle s'est exercée, peut apparaître sous des espèces quelque peu différentes de celles sous lesquelles elle est d'ordinaire envisagée. Communément, en effet, cette action n'est retenue que comme s'exerçant dans le sens de la centralisation et visant à faire plier habitudes, besoins et intérêts locaux devant les nécessités d'ordre général; en réalité il se produit, dans la personne du préfet... une sorte de régionalisation assez accentuée grâce à laquelle ce fonctionnaire finit par apparaître, pour le moins autant que comme le délégué du pouvoir central, comme l'avocat de ses administrés, le chargé d'affaires des intérêts de sa région auprès des ministres et de leurs bureaux. Le préfet... est l'excitateur des efforts et des énergies locales, le bon berger défendant son troupeau... De la sorte, et avant que les intérêts locaux ne fussent... surtout défendus en haut lieu par le moyen des patronages parlementaires, s'est exercé un patronage préfectoral bien curieux à saisir et qu'il vaut la peine d'étudier de près si l'on désire vraiment, par delà les opinions et les préjugés traditionnels, apprécier ce qu'a pu être l'intensité de la vie locale après la centralisation de l'an VIII. »

Leçon de l'Histoire, et d'une portée capitale, qui

nous montre comment ce que vous appelez le « patronage », c'est-à-dire, en bref, l'indispensable défense des faibles contre la bureaucratie, peut être assurée par d'autres voies que par la voie électorale, et que, dans son autorité restaurée, le chef, à côté de son rôle d'animateur, d'organisateur, de coordinateur, de « technicien des idées générales », et sans qu'il soit besoin d'interventions latérales, joue celui, tellement fécond et exaltant, de syndic des intérêts moraux et matériels de sa circonscription, de dispersateur d'une justice égale pour tous, d'arbitre et de suprême recours.

Ces vues, indiquées dans votre ouvrage de 1920, ne vous désignaient-elles pas, en même temps que votre compétence et votre caractère, au choix du chef de l'Etat qui vous appelait tout récemment à siéger au sein de cette historique Commission de Vichy qui devait, de par la confiance de vos pairs, vous charger de son rapport général? Ainsi, grâce à vous, pouvons-nous, malgré ces temps funèbres, marquer cette journée d'une pierre blanche. Ce soir, n'est-il pas vrai? le Dauphiné se réjouit de vous avoir comme avocat auprès du Conseil National; — Grenoble, de posséder un éminent Recteur; — l'Académie Dauphinala, de retrouver un fidèle ami; — votre petite patrie, d'honorer en vous, Monsieur, un grand Français.

GAP
ET LES LIBERTÉS GAPENÇAISES
(1232 - 1349)

DISCOURS DE RÉCEPTION
A L'ACADÉMIE DELPHINALE

PRONONCÉ PAR

M. Pierre VAILLANT

Séance du 15 novembre 1941

Le lecteur est prié de se référer, pour le texte intégral du discours, à l'article paru sous le titre de : « Gap et les libertés gapençaises (1232-1349). Etude d'histoire urbaine et contribution à l'histoire de la formation du Dauphiné... », dans Annales de l'Université de Grenoble (Nouvelle Série), section Lettres-Droit, t. XVIII (1942), p. 173-261.

Le Bulletin de l'Académie Delphinale n'a pu, vu l'étendue des notes et le nombre des pièces justificatives, n'en donner qu'un court résumé, au moins pour la partie qui intéresse Gap.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,
MESDAMES,
MESSIEURS,

MON premier devoir est de vous remercier d'avoir bien voulu m'admettre aussi jeune parmi vos membres. Cet honneur, dû en grande partie à l'obligeante intervention de notre secrétaire perpétuel M. Letonnelier, de M. le chanoine Dussert, de M. Latouche et de M. l'abbé Tresson, était réservé beaucoup plus à la Bibliothèque de Grenoble et à la mémoire de celui qui m'y a précédé, Louis Royer, qu'à moi-même.

C'est pourquoi l'idée d'un discours m'a jusqu'ici quelque peu effrayé, et vous voudrez bien ne pas me tenir rigueur si j'ai attendu plus de deux ans pour le faire.

Je regrette de n'avoir pas mieux connu mon prédécesseur dans cette Académie, M. Gabriel Teyssier de Savy. Le portrait que m'en a obligeamment tracé son neveu, M. le colonel Léon Teyssier de Savy, rend la personne très attachante. Collectionneur et bibliophile, il fut en outre très curieux et très amateur du passé de notre province. Il réunit dès l'âge de 30 ans au château de Jarrie une bibliothèque qui fut une des œuvres de sa vie. Il sut non seulement se documenter au cours de ses fréquents voyages en France et à l'étranger, mais encore se tenir au courant des ventes capables d'enrichir ses collections. L'état des ouvrages n'avait à ses yeux pas moins d'importance que le choix judicieux qu'il pouvait en faire. C'est ainsi qu'il faisait relier avec goût tous ceux présentant quelque intérêt, et remplaçait, si l'occasion s'en présentait, les exemplaires défectueux par des éditions mieux épargnées par le temps. Il tenait aussi de son père, un ancien élève de Girodet, un penchant caractérisé pour les estampes et plus particulièrement pour les ex-libris gravés. Nous avons enfin admiré sur place, sur l'aimable invitation de M. le Colonel et Madame Léon Teyssier de Savy, le soin qu'il a apporté dans le classement et le catalogue de sa bibliothèque. Une grande place y est occupée par le fonds dauphinois.

Dauphinois lui-même à la fois par ses origines paternelles et maternelles — il eut dans son ascendance un avocat au Parlement de Grenoble — il ne se détache pas de sa province. Tous les ans, après de longs séjours à Paris, il revenait à Jarrie. Là il se préoccupait de tout ce qui pouvait favoriser le développement de la commune, dotant généreusement église, hôpital, école. Administrateur de la Caisse d'Epargne de Grenoble, il participa aussi à la vie intellectuelle de notre cité. Ainsi fut-il membre de nombreuses sociétés savantes. Membre de la Société des Bibliophiles Dauphinois, il entre à l'Académie Delphinale en 1889 en tant qu'associé pour en devenir membre en 1910. Ce fut donc une longue carrière de près de 50 ans qu'il accomplit dans notre Compagnie, et il m'est agréable d'évoquer la figure d'un homme qui sut rester longuement et si pleinement dauphinois par son activité à la fois sociale et érudite. Il

figure parmi ceux qui surent maintenir les traditions sur lesquelles on peut encore bâtir une province.

C'est précisément sur le passé, et plus particulièrement sur un des aspects de l'histoire et la formation d'une province, celle qui nous intéresse tous ici, que je compte m'entretenir avec vous aujourd'hui.

Dans le cadre d'un travail d'ensemble que nous préparons sur l'extension du pouvoir delphinal à travers les chartes de franchise¹, nous présentons un aperçu sur Gap et les libertés gapençaises des origines à 1349².

Notre documentation est puisée dans les archives de l'Isère, des Bouches-du-Rhône, des Hautes-Alpes et de Gap. Nous avons eu également connaissance des copies personnelles de M. de Manteyer, historien des origines du Dauphiné, de la Provence et de la Savoie, qui nous a suggéré indirectement l'idée de cette étude.

Le consulat tel qu'il apparaît à Gap, entre 1184 et 1209, représente un gouvernement autonome possédant les attributs de la seigneurie, le droit de légiférer, une juridiction et divers autres droits de nature économique, mais dont la composition et les origines diffèrent de celles des communes de Flandre, villes de seigneurie, elles aussi. La classe prépondérante est en effet non pas la bourgeoisie, mais la petite noblesse urbaine, et le consulat n'a pas, comme parfois en Flandre, d'origine insurrectionnelle.

En 1232, lorsque André dauphin hérite définitivement du Gapençais et de l'Embrunais, quatre seigneuries se partagent la souveraineté de Gap et de son territoire. Le comte de Forcalquier depuis 1209, également comte de Provence en la personne de Raimond Bérenger, et depuis 1245 à la fois roi de Sicile en la personne de Charles d'Anjou frère de Saint-Louis, avait le haut domaine de la part que Guillaume II possédait jusqu'en 1209 dans la cité. L'évêque avait l'autre part, mais en domaine utile. Quant au dauphin André et au consulat,

¹ Commencé lors de notre thèse d'Ecole des Chartes; voir P. VAILLANT : *Les franchises des communautés du Haut-Dauphiné (1209-1349)*, dans *Ecole Nationale des Chartes. Positions des thèses...*, 1935, p. 209-221.

² Semblable à celui que nous avons présenté sous le titre d'*Etude d'histoire urbaine : Grenoble et ses libertés (1226-1349)*, dans *Annales de l'Université de Grenoble (Nouvelle série)*, t. XII (1935), p. 5-35; t. XIV (1937), p. 37-118.

création de Guillaume II de Forcalquier, ils se partagent le domaine utile de la part dont le comte de Provence a gardé le domaine éminent.

Les dauphins de 1232 à 1271 dissocient évêque et consulat alliés contre eux en 1256 en ne faisant retomber les frais des rébellions que sur la cité. Celle-ci, endettée et abandonnée par l'évêque Otton de Grasse, cède à la dauphine Béatrix le consulat en 1271.

Le nouveau gouvernement syndical qui se substitue au consulat ne diffère de ce dernier que par l'absence des attributs de la seigneurie et de toute juridiction. Par contre, les citoyens obtiennent de l'évêque Otton de Grasse en 1275 individuellement des garanties auprès des tribunaux épiscopaux. Le recrutement des syndics et le droit de cité s'étendent d'autre part à des hommes placés hors des murs de Gap dans des communautés relevant du pouvoir épiscopal. Il se produit de la sorte un phénomène dans une certaine mesure identique à celui que nous constatons à la même époque en certaines villes italiennes, à Florence en particulier, où il y a émigration des forteresses voisines vers la cité des familles les plus aisées, lesquelles n'abandonnent pas pour autant leurs terres, mais au contraire les conservent sans rompre avec leur passé rural. Ce trait oppose ces villes de consulat italiennes et provençales aux villes des communes flamandes, où c'est non pas la petite noblesse rurale mais la bourgeoisie qui occupe au début la place prépondérante et qui, à la fin du XIII^e siècle, acquiert avec sa richesse mobilière les terres de la noblesse rurale.

Depuis la cession du consulat à la dauphine Béatrix en 1271, l'évêque Otton de Grasse, en lutte perpétuelle avec la communauté, expulsé même de la cité, en est conduit en 1281 à partager avec le roi de Sicile tous les droits de seigneurie et de juridiction sur Gap. Le but des successeurs d'Otton, Raimond de Mévouillon et Geoffroi de Lincel, consistera à traiter successivement avec la communauté, les rois de Sicile et les dauphins pour regagner une part de leur indépendance. Mais ils ne pouvaient rien espérer des dauphins détenteurs du consulat et alliés par mariage aux rois de Sicile. C'est ainsi que le traité de pariage du 5 septembre 1300, qui réglera les rapports des deux coseigneurs dauphin et évêque au XIV^e siècle, reconnaît à Jean dauphin non seulement le droit de cosse rattaché au consulat, mais en-

core un service de chevauchée de la part des habitants de Gap infiniment plus lourd que celui exigé par le roi de Sicile en 1297.

Une diminution manifeste d'autonomie en résulte pour la communauté qui n'a plus que des représentants temporaires. Des mesures sont prises en compensation par le pouvoir delphinal pour favoriser l'expansion économique de la cité alors deux fois plus peuplée que Grenoble. C'est ainsi qu'Humbert II n'hésite pas en 1336 à dériver la route de l'Avance qui unissait la route de la Durance à celle venant du col du Mont Genève : sous la garantie de tous ses officiers de Gapençais, d'Embrunais et de Briançonnais, aidés des citoyens de Gap, il force les marchands se rendant à Rome ou en Comtat à faire le détour par Gap. Il fonde en 1338 une ville franche à Montalquier en deçà de la ceinture des forteresses épiscopales, aux habitants desquelles le droit de cité avait été étendu par l'évêque en 1275, et y attire la colonie lombarde assez importante dans Gap pour y acquérir des immeubles et y contribuer aux tailles.

Rassurés désormais à Gap sur la docilité d'une communauté réduite en tutelle et qui ne peut plus entrer en collusion avec le pouvoir épiscopal, les dauphins abandonnent à ce dernier le gouvernement de la cité pour agir en deçà dans les limites du diocèse. Ils s'y heurtent tour à tour aux rois de Sicile et aux évêques de Gap, d'abord sur le terrain judiciaire, puis sur le terrain économique. Ils ne se contentent pas, en effet, de détourner les justiciables du tribunal épiscopal de Gap et de la cour comtale de Sisteron. En dérivant en 1336 la route d'Italie au Comtat par Gap et surtout en contrôlant, par la fondation en 1338 d'une ville franche à Montalquier, le trafic entre Gap et Sisteron, ils provoquent les protestations non seulement de Robert roi de Sicile, mais encore de Dragonet de Montauban, évêque de Gap.

La mainmise sur une grande partie du trafic entre l'Italie et Avignon et finalement la Provence n'a été rendue possible aux dauphins que grâce à la continuité d'une politique poursuivie dès la seconde moitié du XIII^e siècle à l'égard des communautés gapençaises. Car ce sont eux principalement qui accordent au XIII^e siècle des chartes aux communautés des villes d'étape de la vallée du Buech et qui fondent au XIV^e siècle une ville franche à Montalquier sur la route de Gap à Sisteron.

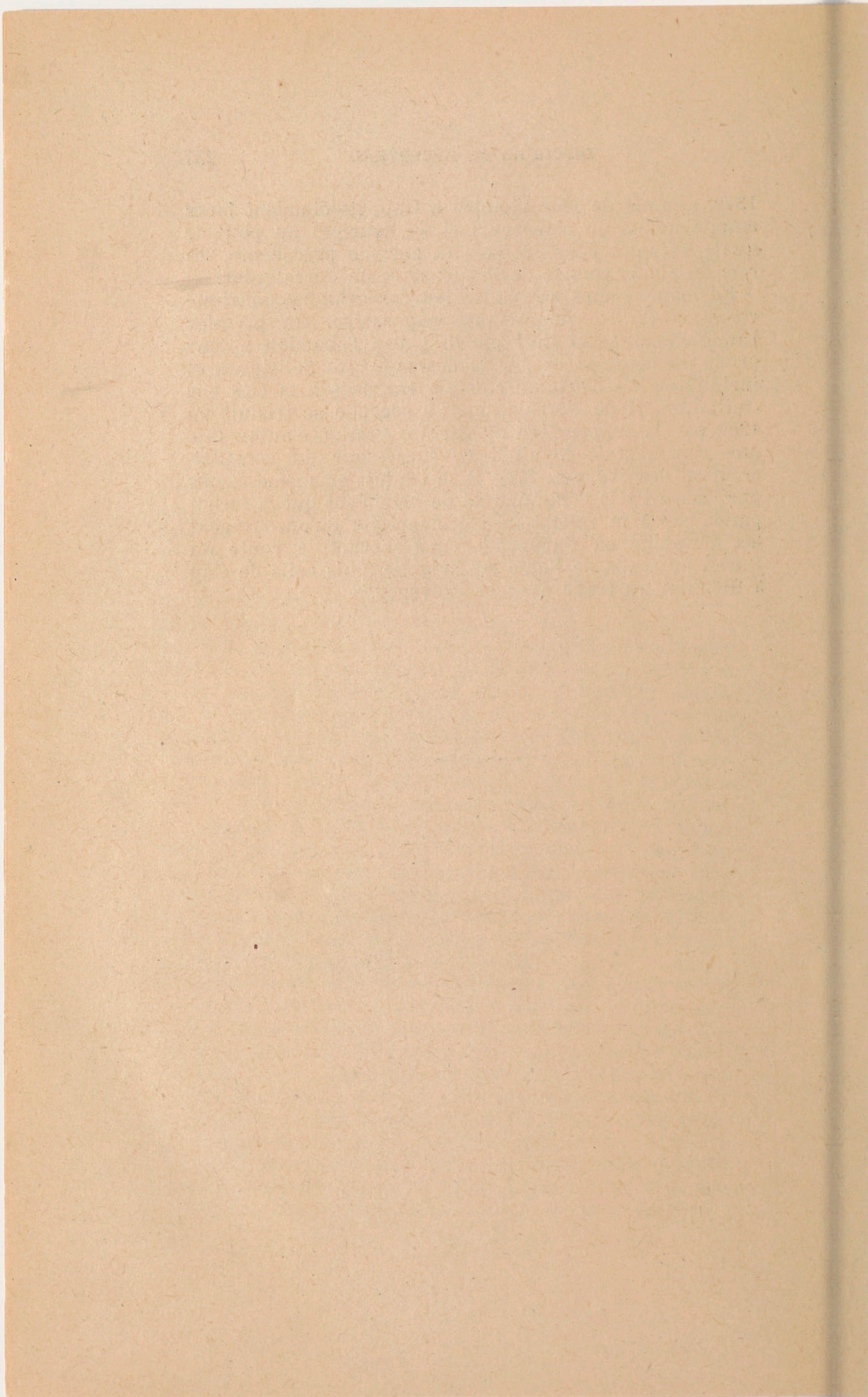
Ils se heurtent d'ailleurs à une féodalité très puissante et ne peuvent que confirmer ce qui a déjà été accordé ou se conformer aux franchises alors en usage. Cela suffit néanmoins pour compléter la prise de possession qu'ils avaient progressivement et patiemment réalisée au cours du XIII^e siècle, ne pouvant le faire dans la vallée de l'Avance, et à stimuler d'autre part l'activité économique de ces villes d'étape, déjà naturellement favorisées, sur la route du Buech ouverte au trafic de Rome en Avignon et la route de Gap à Sisteron ouverte à celui d'Italie en Provence.

En conclusion, dans cet aperçu sur l'histoire des libertés de Gap et des communautés gapençaises, nous avons tenté, par l'apport d'un certain nombre de renseignements nouveaux, d'une part de fournir une contribution à l'histoire politique, économique et sociale d'une des plus importantes cités dauphinoises, à l'époque de sa plus grande prospérité et de la situer dans l'histoire générale urbaine, et d'autre part de mettre en relief la politique suivie par les dauphins au cours des XIII^e et XIV^e siècles jusqu'à la réunion du Dauphiné à la France, politique qui, sans être originale, puisqu'elle est à l'époque plus ou moins celle de tous les princes puissants, se distingue toutefois par une remarquable continuité : dissocier des pouvoirs rivaux pour augmenter le sien, saisir au bon moment l'occasion favorable qui permettra d'améliorer sa position même lorsque les conditions initiales apparaissent les plus difficiles, puis, le but une fois atteint, réaliser vis-à-vis des communautés accaparées ou conquises un programme bien défini qui consiste à réduire leur autonomie politique, pour éviter toute collusion avec les seigneurs locaux, et à faciliter par contre leur prospérité économique pour en tirer de fructueux revenus.

L'histoire de Gap et du Gapençais donne une bonne illustration de cet opportunisme qui sait réduire tour à tour chaque adversaire du plus faible au plus fort en se ménageant les autres. Dans une première étape, de 1232 à 1270, les dauphins dissocient évêque et communauté alliés de la veille pour aboutir à la cession du consulat. Dans une seconde de 1271 à 1300, ils font pression sur les rois de Sicile pour éviter une collusion entre ces derniers et les évêques et forcer ceux-ci, qu'ils avaient ménagés jusqu'en 1271, à traiter et à reconnaître le fait accompli. Dans une troisième, de 1300 à

1349, assurés de leur victoire à Gap, ils étendent leurs empiètements au Gapençais et se heurtent au pouvoir qu'ils s'étaient concilié dans la période précédente, les rois de Sicile, comtes de Provence et de Forcalquier.

En même temps se réalise leur programme politique vis-à-vis de la communauté gapençaise. Un premier empiètement se traduit en 1271 par l'abandon à leur profit du consulat et par là des pouvoirs politiques et juridictionnels d'origine comtale concédés à la cité par Guillaume II de Forcalquier. La seconde se traduit en 1300 par la suppression du dernier vestige d'autonomie que représentait le syndicat, successeur du consulat, création des évêques. Mais il se traduit en même temps par l'accord à la communauté de privilèges qui la feront participer à la renaissance économique qu'encouragent les dauphins en Gapençais, en réservant la route du Buech au trafic de Rome en Avignon, puis celle de Gap à Sisteron au trafic avec la Provence.



Réponse au discours de M. Pierre Vaillant

PAR

M. E. VATIN-PÉRIGNON, *Président*

Séance du 15 novembre 1941

VOUS nous arrivez, Monsieur, sous le triple signe de la Jeunesse, du Dauphiné et du Livre. C'est dire si l'accueil de notre Compagnie se fait, pour vous, particulièrement affectueux.

Ne sied-il pas à une aïeule au cœur bien placé de s'enchanter au spectacle d'une juvénile ardeur s'associant, avec tout ce qu'elle comporte de renouvelé et de dynamique, à son œuvre séculaire? De notre benjamin, la bienvenue ici sourit à tous les yeux. Et je m'empresse d'ajouter que vous nous apportez bien autre chose que ces fleurs faciles et menacées que sont les promesses printanières, mais que vous avez déjà donné une bonne récolte de fruits singulièrement substantiels et savoureux. Ces prémices bénies de Clio nous donnent la certitude qu'une fois encore notre Bibliothèque et notre Académie vont, grâce à vous, et pendant de longues années, puisque vous n'avez que trente ans, valoir à l'histoire de notre province un appoint magistral.

Né à Grenoble en 1911, élève de notre Lycée Champollion, puis étudiant d'histoire à notre Faculté des Lettres, chartiste en 1931, licencié ès lettres à Grenoble en 1935, pourvu du diplôme technique des bibliothèques, aide-bibliothécaire, puis bibliothécaire-archiviste à notre Bibliothèque municipale de 1935 à 1938, conserva-

teur enfin de cet établissement depuis trois ans, vous êtes, certes, un Dauphinois intégral. Et si l'on ne choisit pas le lieu de sa naissance ni le cadre de son adolescence, pas plus que ses parents, vous avez, quand il s'est agi de fixer l'aire de vos recherches, affirmé d'emblée, dans votre libre choix, votre régionalisme.

Il me suffira de citer votre thèse d'archiviste-paléographe sur les « Franchises des communautés du Haut-Dauphiné (1209-1349) », votre étude sur « Grenoble et ses libertés (1226-1349) », votre notice sur votre éminent et regretté maître et prédécesseur Louis Royer, votre précieux catalogue de l'« Exposition du livre et son illustration jusqu'au XVIII^e siècle », exposition dont les Grenoblois ont, grâce à vous, aujourd'hui le bénéfice. Ce soir, enfin, vous venez de nous offrir le régal d'une étude gapençaise que vous sous-intitulez si justement : « Contribution à l'histoire de la formation du Dauphiné ». Et nous avons eu la satisfaction, en écoutant votre exorde, d'apprendre que vos travaux devaient aboutir à un ouvrage d'ensemble que nous attendons désormais non sans impatience, mais en toute confiance.

A l'heure où l'effondrement d'un régime met impérativement à l'ordre du jour le souci de substituer à une centralisation congestive et stérilisante un régionalisme traversé de courants d'air frais, tout en demeurant fondé sur de solides assises traditionnelles, votre propos constitue au premier chef une démarche non seulement d'érudit, mais de citoyen, et l'intérêt d'ordre historique de vos recherches prend la valeur, dans les circonstances actuelles, d'une affirmation d'ordre civique.

Et puis, vous êtes un prince du Livre. Charmant prince, sinon prince charmant, car la belle que vous courtisez, vous ne l'avez certes pas trouvée dormant. Vos devanciers, Louis Royer tout spécialement, l'avaient laissée bien vivante, gaillarde, épanouie. Votre apanage est, à l'image de notre province, aussi opulent que resplendissant. Avec ses 250.000 volumes, 13.000 manuscrits, 650 incunables, 80.000 estampes, 1.500 cartes, 20.000 clichés photographiques, ses collections artistiques, numismatiques, notre Bibliothèque se classe au 4^e rang des bibliothèques de province, au premier pour ce qui est des manuscrits et des estampes. Ses trésors, confiés à votre pieuse sollicitude, ce sont principalement la bibliothèque de Mgr de Caulet, qui forma son noyau initial lors de sa fondation en 1772, le fonds cartusien apporté en

1803, la « librairie » d'Expilly, les manuscrits, les reliures... De toutes ces richesses, vous êtes le conservateur. Conservateur! quelle occasion vous nous offrez de proclamer combien cette épithète, injustement, injurieusement décriée, est l'une de celles dont un honnête homme peut le plus fièrement se parer. Parce que conservateur, vous protégez farouchement votre monde, le petit peuple comme les seigneurs, contre ses ennemis intérieurs et extérieurs. Parce que conservateur, vous classez, articulez, hiérarchisez leur foule en groupements harmonieux et logiques. Parce que conservateur, vous n'en reniez aucun, mais aussi, parce que conservateur, vous voulez et savez augmenter votre héritage. Alors que l'accroissement de notre Bibliothèque fut, de 1920 à 1938, de 18.000 unités, soit d'un millier par an, vous avez su, en trois ans de règne, en conquérant 12.000 ouvrages nouveaux, multiplier ce rythme par quatre. J'y note le fonds du chanoine Ulysse Chevalier, la collection des plaquettes dauphinoises de M. Masimbert, des manuscrits de P. Ducros, votre prédécesseur, de Mgr Jean de Caulet, de Guy Allard, Aimé Dubois, des familles Lesdiguières et Guérin de Tencin, les croquis, dessins et journal du peintre Diodore Rahoult. Ne rien détruire, tout améliorer, tout développer, telle est la devise du parfait conservateur; telle est la vôtre. C'est ainsi qu'on fait les belles bibliothèques et les grandes nations.

Je n'aurais garde d'oublier enfin que votre Maison et notre Compagnie sont exactement sœurs jumelles, nées du même vœu : celui des Grenoblois de la fin du XVIII^e siècle, soucieux de prendre place dans le grand mouvement de curiosité intellectuelle qui animait à l'époque la France, c'est-à-dire l'Europe. Cet élan fut si vif que, grâce à une souscription publique, notre Bibliothèque municipale se trouva la seule de ce genre fondée avant la Révolution, en même temps qu'un Cabinet d'Histoire naturelle était créé et que les onze premiers administrateurs de l'établissement constituaient le premier noyau de la Société littéraire et scientifique que l'on désignait déjà sous le nom d'« Académie Delphinale ». Parmi ces onze, figurait l'ancêtre le plus lointain de notre Secrétaire Perpétuel, en la personne du docteur Henri Gagnon, alors qu'un contemporain enthousiaste s'écriait qu'« il était incontestable qu'une pareille compagnie serait à la société ce qu'une rosée bienfaisante est à la terre »; plus prosaïquement, le

lointain prédécesseur de M. Letonnelier précisait, au cours de la séance académique du 12 mars 1788, qu' « une Académie Delphinale devait avoir, pour un de ses premiers objets, de débrouiller le chaos de son histoire; et si chaque province, ajoutait-il, avait le même soin, l'Histoire de France des premiers temps ne serait plus bornée à une liste fastidieuse..., mais présenterait le tableau de la nation sous ses rapports physiques, moraux et politiques ».

Ce souhait, Monsieur, vous le réalisez, et aujourd'hui encore, dans une étude dont mon incompetence ne saurait dissenter, dont la valeur, d'ailleurs, se suffit à elle-même et se passe de commentaires.

Jeune bibliothécaire dauphinois, il était tout indiqué que vous soyez appelé à siéger à ce 48^e fauteuil qu'illustrèrent le bouillant chanoine Rousselot et le bon peintre Hareux, et surtout, que ce soit à vous que revînt l'honneur d'y succéder à M. Gabriel Teyssier de Savy.

Plus heureux que vous, j'ai bien connu votre prédécesseur, ayant eu la rare bonne fortune d'être de ses voisins de campagne. J'allais, à chaque vacances, lui rendre visite. Il m'accueillait dans sa « cité des livres », aux boiseries claires, à la large vue ouverte sur nos horizons familiers qu'achève et magnifie la falaise du Vercors. Sa haute silhouette si racée, son urbanité si élégante, sa personnalité si affirmée mais sans rien de distant, exprimaient le modèle même du galant homme, un exemplaire parfait de cette génération de « gentlemen », en mémoire et sous la leçon desquels l'on devrait bien écrire un jour un « éloge du loisir ». Leur loisir, c'était le plaisir des autres. C'était aussi le bien d'autrui : point n'était besoin à ces notables demeurés attachés à leur terroir d'entendre des sommations revendicatrices pour faire tout leur devoir social. Autour d'eux, il n'était pas de misères, car chaque fois que, dans leur rayon d'action, surgissait une infortune, elle était immédiatement dépistée, secourue, supprimée. Autour d'eux, le village se maintenait, s'améliorait : l'église est embellie, l'école libéralement dotée. Là aussi, l'on est conservateur, conservateur de la bonne entente, de l'entraide, de la vie paysanne protégée contre l'empoisonnement de cette « invidia », de cet affreux esprit d'envie qui fut le péché capital de notre siècle. A une époque où l'on sentait se détendre, sous l'égalitarisme niveleur de la masse, le ressort même de notre pays, M. Teyssier de

Savy demeurerait comme le vivant témoignage de cette vérité qu'il y a, de par le monde civilisé, d'autres valeurs que celle du nombre; que si la quantité n'est jamais qu'un fait, la qualité est toujours un idéal, en nous montrant, par la seule vertu de sa présence, ce qu'est la qualité dans un homme, ce qu'est un homme de qualité.

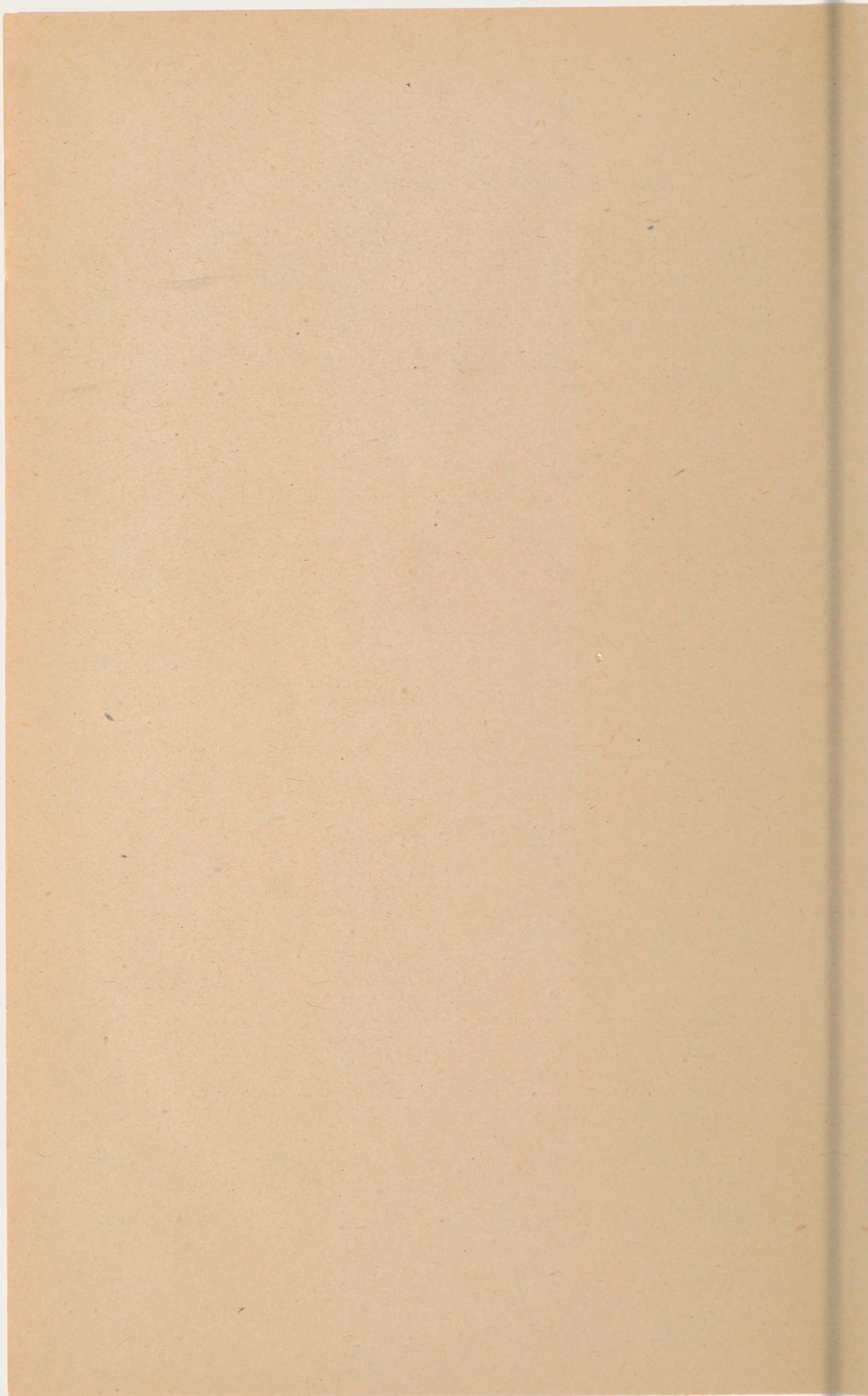


TABLE DES MATIÈRES

du Bulletin de l'Académie Delphinale.

La Table méthodique comprend trois parties :

- 1° Vie intérieure de l'Académie : Etat de l'Académie, Règlement, Elections, Décès, Distinctions, Bibliothèque, Prix, L'Académie et la Guerre, Ephémérides, etc.
- 2° Communications, Discours, Conférences, Bibliographie.
- 3° Travaux originaux.

PREMIÈRE PARTIE

VIE INTERIEURE DE L'ACADEMIE

	Pages
Bureau de l'Académie pour 1940.....	V
Bureau de l'Académie pour 1941.....	V
Bureau de l'Académie pour 1942.....	CXXXIV
Tableau des bienfaiteurs.....	VI
Tableau des souscripteurs perpétuels.....	VII
Liste des prix décernés par l'Académie.....	VIII
Liste des membres titulaires.....	IX
Liste des membres associés.....	XIII
Liste des Sociétés correspondantes.....	XXX

Procès-verbaux des séances.

Année académique 1940 :

Séance du	2 mars 1940.....	XXXVII
—	6 avril 1940.....	XLIV
—	4 mai 1940.....	LII
—	1 ^{er} juin 1940.....	LVI
—	10 octobre 1940.....	LIX
—	30 novembre 1940.....	LXVI
—	4 janvier 1941.....	LXX
—	1 ^{er} février 1941.....	LXXVIII

	Pages
Année académique 1941 :	
Séance du 1 ^{er} mars 1941.....	LXXXVII
— 29 mars 1941.....	XCIV
— 26 avril 1941.....	XCVIII
— 24 mai 1941.....	XCIX
— 28 juin 1941.....	CIII
— 15 novembre 1941.....	CX
— 20 décembre 1941.....	CXVI
— 31 janvier 1942.....	CXXV

Règlement intérieur.

Addition concernant l'élection du Président..	XLIII
---	-------

Compte rendu financier.

Exercice 1939 (Baron MOUNIER).....	LVI-LVII
Exercice 1940 (Baron MOUNIER).....	LXXIX

Elections de nouveaux membres titulaires.

Année académique 1940 :

MM.

CARACCIO (Armand).....	XLIII, LII
CHEVALLIER (Jean-Jacques).....	LXXXI, XCIII
TOUCHON (Général Robert).....	LXVI, LXIX

Année académique 1941 :

MM.

BLANCHARD (Marcel).....	XCII, XCVI
REY (Marius).....	CXXIII, CXXXIV
VITTOZ (Mgr Jean).....	CXXIII, CXXXIV

Elections de nouveaux membres associés.

Année académique 1940 :

MM.

ADHÉMAR (M ^{me} d').....	XLIII
ARTHAUD (R. P. Dom).....	LXX, LXXVII
BEAUNE (Général M.).....	LXX, LXXVII
BONNET (Comm ^t M.).....	LXX, LXXVII
CAMARET (M ^{me} Jean de).....	XLIII
CORBIN (Paul).....	LXXXII, XCIII
DREVET (Jean-Xavier).....	LVII, LXVI

	Pages
FELCOURT (Comte Et. de).....	LXXXII, XCIII
GALBERT (Comte Gabriel de).....	LXXVII, LXXXII
GIVORD (Maurice).....	LXXXI, XCIII
HESSE (Jean).....	LXXXI, XCIII
MALTERRE (Guillaume).....	LXVI, LXIX
MICHEL (Fortuné).....	LXIX, LXXVII
NIEPCE (D ^r Jean).....	LXIX, LXXVII
OUILLON (D ^r Honoré).....	LIV, LVII
PARDIEU (Comte Jean de).....	XLIII
PAYET (Émile).....	LXXVII, LXXXII
PÉGUY (Pierre).....	LXX, LXXVII
RICARD (Jean).....	LXIX, LXXVII
SECRET (Abbé Bernard).....	LXVI, LXIX
VAULSERRE (M ^{ls} François de).....	LXVI, LXIX
VIGNON (Paul).....	LXXXI, XCIII
VINCENT (Maurice).....	LXXVII, LXXXII

Année académique 1941 :

MM.

AVEZOU (Robert).....	CXIV, CXXIV
BACHELARD (Aimé).....	CII, CXIX
BAZIN (D ^r Pierre).....	CI, CXIX
BESSERVE (Pierre).....	CXXIII, CXXXIV
BLANCHET (Marius).....	CII, CXIX
BONDAT (Eugène).....	XCVIII, CII
BONDAT (Louis).....	XCVIII, CII
BONNET-EYMARD (Bernard).....	XCIII, XCVI
DAVID (André).....	CXIV, CXXIV
DROUET (Emile).....	CXIV, CXXIV
FRANÇOIS-PONCET (André).....	CXIV, CXXIV
GIGNOUX (Maurice).....	CIV, CXIV
GIRARD (D ^r Jacques).....	XCVIII, CII
GIRAUD-MOUNIER (Albert).....	CXXIII, CXXXIV
GRANJON DE LÉPINEY (Gabriel).....	CXXIV, CXXXIV
GREYFIÉ DE BELLECOMBE (V ^{te} Améd. de)	XCVI, XCIX
GROUX DE BEAUFORT (René).....	XCIII, XCVI
JOBERT (Ambroise).....	CXIV, CXXIV
JORDAN (M ^{me} Charles).....	CXXXIV
JOURDAN-LAFORTE (Henri).....	XCIII, XCVI
JOURDAN-LAFORTE (M ^{me} Henri).....	XCIII, XCVI
LA MAGDELEINE (Paul de).....	CXXIII, CXXXIV
LANGLADE (Jacques).....	CXIV, CXXIV
LE COARER (Roland).....	CII, CXIX
LEDoux (Jean).....	XCIII, XCVI
MARESCHAL (Henri).....	CI, CXIX
MERCERON-VICAT (Joseph).....	CI, CXIX
MICHALLAT (Abbé Séraphin).....	CXXXIV
MUNIER (D ^r Jean).....	XCVI, XCIX

	Pages
OFFNER (D ^r Jules).....	CXXXIV
PIGNÈDE (Edouard).....	XCVI, XCIX
PRINCE (Paul).....	CIV, CXIV
REGARD (Colonel Antonin).....	XCVIII, CII
REVOL (Comm ^t Frédéric).....	CXXXIV
ROME (Jacques).....	XCIH, XCVI
RUBIN (M ^{lle} Hélène).....	XCIH, XCVI
*SAVIN (Colonel Francisque).....	CXXIII, CXXXIV
SERRE (Roger).....	XCVIII, CII
SOMBARDIER (Pierre).....	CXXIII, CXXXIV

Décès de membres titulaires.

Notices nécrologiques pour 1940 :

MM.

CORBEAU DE VAULSERRE (M ^{ls} de).....	XLV-XLVI, LXXXIX
GUÉDEL (Jean).....	LXXXVIII, XCIH
VERNAY (Félix).....	LXXIX, LXXXIX

Notices nécrologiques pour 1941 :

MM.

CHABRAND (Armand).....	CXI-CXII
JUSTER (Comm ^t Emile).....	CXII-CXIII
RICHARD-BÉRENGER (Paul).....	CX-CXI
VOGELI (Félix).....	CXVI-CXVII

Décès de membres associés.

Notices nécrologiques pour 1939 :

MM.

BOCCARD (René de).....	LXXXIX
DOYON (Pierre).....	LXXXIX
GIRAY (Mgr Joseph).....	LXXXIX
GREYFIÉ DE BELLECOMBE (Vicomte)....	LXXXIX
JOURDAN-LAFORTE (Maurice).....	XC

Notices nécrologiques pour 1940 :

MM.

DU REPAIRE (Comm ^t Georges).....	XC
FAURE-DESFORGES (Jacques).....	XLV, XC
MARTIN (Maurice).....	XLV, XC
MONTAL (Vicomte Bruno de).....	XC
NEYRET (Jean-Baptiste).....	LXXIX, XC
PATURLE (Camille).....	LXIV, XC
ROME (Alfred).....	LXXI, XC

Notices nécrologiques pour 1941 :

	Pages
MM.	
BEAUNE (Général Maxime).....	CXXVI-CXXVII
MATTHELIN (Charles-Louis).....	CI
ORLOWSKI (Louis).....	CXVII
PÉGUY (Pierre).....	CXIII
VAUJANY (Abbé Joseph).....	CXIII

Notices nécrologiques diverses.

MM.	
HUNTZIGER (Général).....	CXIII
LA BRIÈRE (R. P. Yves de).....	XCIV
ZOBEL (Colonel).....	LIII

Distinctions et récompenses.

Année 1940 :

MM.	
BARBILLION (Louis), corresp. Institut Roumain	XXXVII
BERNARD (Chanoine E.), nommé vicaire général	LXIV
CHEVALIER (Jacques), secrét. g ^{al} à l'Inst. Pub.....	LXIV
CHEVALIER (Jacques), secrét. d'Etat à l'Inst. Pub.....	LXXII
DUMAINE (Abbé J ⁿ), chanoine titulaire..	LXXII
GENET (Abbé L.) (<i>René Fernandat</i>), Prix Le Cardonnel.....	LIII
LANFRUOY (Ch ^{ne} J.-B.), doyen du chapitre	LXXII
MERCERON-VICAT (Joseph), cons ^r n ^{al} ..	LXXIX
PEYRIN (Georges), membre du Cons. administratif	LXXIX
ROMANET (Emile), Ordre de St-Grégoire-le-Grand	XXXVII
SAINT OLIVE (Pierre), membre du Cons. administratif	LXXIX
TOUCHON (Général Robert), cons ^r nat ^{al} ..	LXXIX

Année 1941 :

MM.	
ARTHAUD (Benjamin), memb. du Conseil du Livre.....	CIV
BARBILLION (Louis), correspondant Soc. Sciences de Lyon.....	CXVII

	Pages
BIRON (Alexis), chev ^r de St-Grégoire-le-Grand	CXXVII
BOYOD (Jean), memb. du nouv. C ¹ mun.	CI
CARTIER (Général), maire d'Annecy....	XCX
CARTIER (Général), g ^d off ^r de la Lég. d'hon ^r	CXIV
CHEVALLIER (J.-J.), direct ^r au Comm ^{at} des sports.....	CIV
COCAT (Paul), memb. du nouv. C ¹ mun.	CI
DESBOIS (Henri), chargé de mission....	CXVIII
GARIEL (Maurice), chev. de St-Grégoire-le-Grand	CXXVII
NALLET (Albert), memb. du nouv. Cons ¹ municipal	CI
PERRIN (Charles), prés. du Comité Commerce Extérieur.....	XCVIII
QUINSONAS (C ^{te} Paul de), maire de St-Egrève	XCVIII
REY (Marius), memb. du nouv. C ¹ mun.	CI
SECRET (Abbé Bernard), prix Montyon.	CXVIII
TOUCHON (Général R.), g ^d croix de la Lég. d'hon ^r	CXV
VATIN-PÉRIGNON (E.), prés. du Comité Patronage des Etudiants.....	XCX
VATIN-PÉRIGNON (E.), prés. du Comité Ligue Maritime.....	CIV

Bibliothèque de l'Académie.

Dons d'ouvrages ¹. Voir :

Année 1940 :

ALMANACH-Annuuaire de l'Isère. 1911, (<i>Lanfrey</i>)	LXXII
ARMANET (A.) : Les Duchesne à Bourgoin	LXXII
BARBILLION (L.) : Soldats d'autrefois..	LXIV
BLANCHARD (P.) : Vieux Hôtels de Nîmes. (<i>M. Latzarus</i>).....	XXXVIII
CAILLET (M.) : Expos. Univ. Valence. (<i>J. Chevalier</i>).....	XXXVIII

¹ Les ouvrages mentionnés seulement par les noms des auteurs et le titre sommaire ont été offerts par les auteurs eux-mêmes. Lorsque les noms d'auteurs et les titres sont suivis, en italique, d'un ou plusieurs noms, ceux-ci désignent les donateurs.

	Pages
CARACCIO (A.) : VI ^e Centenaire de l'Univ.	XLVI
— Stendhal et les Promenades.....	XLVII
— Ugo Foscolo.....	XLVI
DELAFON (Jacques) : Responsabilité des Sociétés anonymes.....	LIII
DIRECTION Services agricoles : Conseils. (<i>H. Roy</i>).....	LXXIII
DUPARC (Comte Yves) : Garnison du fort Barraux.....	LVI
FERNANDAT (René) : Signets du missel.	LXVII
— Montagne mystique.....	LXVII
HOSTACHY (R. P. Victor) : Foi, espé- rance, charité (4 vol.).....	XLVI
— Foi, espérance charité (t. V)....	LXIV
— L'héroïque Pologne.....	XLVI
— Poèmes-Prières (3 vol.).....	XLVI
— Poèmes-Prières (tomes IV-V)..	LXIV
JACOBET (Henri) : Du tour pascalien..	LIII
— Balzac et la Chart. de Parme...	LXXIX
LANFREY (Chanoine J.-B.) : Noms an- ciens des paroisses.....	LXIV
LETONNELIER (Gaston) : Antoine de Ville	LIII
— Beyle plâtrier.....	LXXIX
OLIVIER (Joseph) : Athéna Aphrodite.	LXIV
— Notes d'un girovague.....	LXV
ROMANET (E.) : Pour la paix sociale..	XLVII
THIBAUD (Marguerite) : Maine de Biran et Bergson.....	LXXIII
VAILLANT (Pierre) : Louis Royer.....	LIII
— Le livre et son illustration.....	LIII
VINCENT (Maurice) : La Salette-Falla- vaux	LXXIII

Année 1941 :

ANSELME (R. P.) : Hugues de Bonne- vaux	CXVIII
BARBILLION (L.) : Soldats d'autrefois (II)	CXIV
CAHIERS du Sud. Message de l'Inde. (<i>L. Barbillion</i>).....	CXXVIII
DIDIER (Noël) : Garde des églises.....	CXXVIII
— Patrimoine de l'égl. de Grenoble.	CXXVIII
— Paul de Foix. Procès.....	CXXVIII
— Paul de Foix et Grégoire XIII..	CXXVIII
FONT-RÉAULX (Jacques de) : Manuel d'études drômoises.....	CXVIII
JOUVENCEL (H. de) : Mémorial d'une famille	XCV
WARBURTHON : Hiéroglyphes des Egyp- tiens, (<i>J.-B. Morel</i>).....	CI

Acquisitions d'ouvrages. Voir :

	Pages
ROBERT (Jean) : Album.....	CI
DRAIM : Auguste Davin.....	CI

Don en faveur de l'Académie.

Don anonyme de 200 fr.....	LXXVIII
Emploi du don	CI

Prix de Virieu-Noailles.

X ^e distribution (1940).....	LXIX
---	------

Prix Emile Romanet.

VI ^e distribution (1940).....	LXXVIII
VII ^e distribution (1941).....	CXIX

Adresses, vœux, protestations, etc.

Vœu pour l'attribution à une rue de Grenoble du nom du cardinal Le Camus (<i>Comm^t Juster</i>).....	LVIII
Vœu concernant la dénomination des rues de Grenoble (Le Camus, Hache, Emé de Marcieu) (<i>Comm^t Juster</i>).....	LXV, LXIX
Suite donnée.....	XCVII
Vœu pour l'organis. de conférences (<i>Vatin-Pérignon</i>)	LXV
Vœu pour la correction du style et son épuration de mots étrangers.....	LXVIII
Vœu concernant la pierre tombale de P. de Bourcet	XCVII
Vœu concernant la protection de la statue de Napoléon I ^{er} (<i>E. Pignède</i>).....	CXXV

Sociétés savantes, Académies, Comités, Associations, etc.

Bibliographie des travaux des Sociétés savantes. Reprise.....	CXV
Comité des Trav. Historiques. Reprise des séances	CXV

Echanges.

	Pages
Académie de Nîmes.....	XXXVIII
Revue du Vivarais.....	XLIII
Soc. hist. et archéol. de Pontoise.....	XLIII, LI
Association des amis des Archives de l'Isère (<i>Letonnelier</i>)	LIV
Documents relatifs aux Etats généraux de 1789 (<i>G. Lefèvre</i>).....	LIV-LV

Comité du vieux Grenoble.

Programme des travaux.....	XCVII, CII
Composition	CIV

L'Académie Delphinale et la guerre.

Projet d'un Livre d'or.....	LXII
Allocution du Président (<i>E. Vatin-Pérignon</i>)	XXXVIII-XL
— — (<i>J. Guédel</i>).....	XLIV-XLV
— — (<i>J. Guédel</i>).....	LX-LXI
Tombés à l'ennemi, prisonniers.....	LXIII
Hommage au Général Cartier (<i>de Guillebon</i>).	LXV
Colonel A. David : La France, fleur de chré- tienté	LVIII
Décès, prisonniers.....	LXX, LXXI
Citation (<i>Juster</i>)	LXXVIII
Montal (V ^{te} Bruno de), Notice.....	XC
Du Repaire (Comm ^t Georges).....	XC
Citation (<i>R. Degoujard</i>).....	XCV
Citation (<i>G. de Felcourt</i>).....	XCVIII
Décoration (<i>G. Blanchard</i>).....	C
JUSTER (E.) : « Les Cadets de Saumur »...	CVIII-CIX
Citation (<i>J. Blanchard</i>).....	CXVIII
M ^{al} de logis M. Gillouin.....	CXVIII

Ephémérides.

Visite à M. Didkowski, préfet de l'Isère....	LXVIII
Voyage du Maréchal Pétain à Grenoble....	XCVI
Centenaire du Ch ^{ne} Ulysse Chevalier.....	CXV, CXXIV

Divers.

Activité de l'Académie.....	XCVII, CII, CIX, CXV, CXXIV
-----------------------------	--------------------------------

	Pages
Hommage au Général Cartier (<i>Comm^t de Guillebon</i>)	LXV
La bataille d'Anthon (<i>E. Payet</i>)	LIX
Manuscrit de Verna. Dépôt	CXXIV
Plaque commémorative en l'honneur du D ^r Prunelle	CXXV
M. Richard-Molard boursier de voyage	CXVIII
A propos de la statue de Napoléon I ^{er}	CXXV

DEUXIÈME PARTIE

COMMUNICATIONS, DISCOURS, CONFÉRENCES,
BIBLIOGRAPHIE

Communications, allocutions, discours (1940-1941).

BARBILLION (Louis) : Corps francs et corps réguliers dans l'armée française...	XLVIII-LII
— Un type de soldat d'autrefois : Moreau de Jonnès	LXXII-LXXVII
— L'occupation romaine en Afrique du Nord	CXIX-CXXII
BASSETTE (Louis) : Les origines du cadastre français	XCVIII
BLANCHARD (Marcel) : La vertu politique de la route	C
BOREL DU BEZ (L.) : A propos de la bataille d'Anthon	LIX
CARACCIO (Armand) : L'œuvre d'Antoine Chollier	XCVI
DAVID (Colonel A.) : La France, fleur de chrétienté	LVIII
DÉNIER (D ^r André) : Léonard de Vinci anatomiste et homme de sciences	CXXVIII-CXXXII
DESCHIZEAUX (Jean) : Sur un dossier des archives de l'ordre des avocats	XCVIII
DIDIER (Noël) : La nomination de Laurent II Alleman à l'évêché de Grenoble (1518) ..	LIV
GUÉDEL (Jean) : Allocution du 6 avril 1940.	XLIV-XLV
— Allocution du 19 octobre 1940	LX-LXII
— Allocution du 1 ^{er} février 1941	LXXXII-LXXXV
GUILLEBON (L ^t -colonel de) : Béatification de la Mère Duchesne	LII
— Hommage au général Cartier	LXV
JUSTER (Comm ^t E.) : A propos de la conduite de Grenoble	XLIII, XLVII

	Pages
— Le redressement du lit de l'Isère....	XLVII-XLVIII
— Nouvelles recherches sur les origines du drapeau tricolore.....	LIV
— Présentation d'images.....	LXXX
— « Les Cadets de Saumur ».....	CVIII-CIX
LETONNELIER (Gaston) : L'Association des amis des archives de l'Isère.....	LIV
— Une énigme stendhalienne : Marie- Henri Beyle plâtrier.....	LVIII-LIX
— Les débuts de la Révolution dans la région de Crémieu.....	LXXVII
— Les combattants dauphinois et la guerre d'Amérique.....	CXXXII-CXXXIV
MARCIEU (Marquis de) : L'ambassade à Ve- nise du marquis de Saint-André en 1668.	LXVII
MOREL (Jean-Baptiste) : Aperçu sur les mœurs gallo-romaines.....	LXV
— Quelques aspects familiers de la vie rurale chez les peuples anciens....	CIV-CVIII
NAZ (Chanoine Raoul) : La première visite pastorale du cardinal Le Camus dans le décanat de Savoie en 1673.....	LVII-LVIII
SAINT OLIVE (Pierre) : Méditation sur un mariage d'inconnus.....	XCII
TRESSON (Abbé Paul) : Deux curieux monu- ments égyptiens du Musée de Gre- noble	XL-XLII
— Recueil de pièces intéressant la suc- cession de Champollion-le-Jeune...	LXVII
VAILLANT (Pierre) : Gap et les libertés ga- pençaises	CXIII
VATIN-PÉRIGNON (Emile) : Allocution du 2 mars 1940.....	XXXVIII-XL
— Allocution du 1 ^{er} mars 1941.....	LXXXVII-XCI
— Allocution du 15 novembre 1941.....	CX-CXIII
— Réponse au discours de M. Caraccio..	XCVI
— Réponse au discours de M. M. Blan- chard	C
— Réponse au discours de M. P. Vail- lant	CXIV
VERMALE (François) : Stendhal et la du- chesse de Duras.....	LXXX-LXXXI

Conférences de l'Académie Delphinale.

Vœu pour l'organisation de conférences (E. Vatin-Pérignon)	LXV
Programme moral.....	XCI
Programme pour 1942.....	CXXIV
Compte rendu et programme.....	CXLV-CXLVI

Comptes rendus bibliographiques (1940 et 1941).

	Pages
Publications périodiques (<i>C^t Juster</i>).....	XLII, XLVII, LXVII, LXXX
— (<i>C^t le Masson</i>)....	CXXXVI-CXXXVII
ANSELME (Fr.) : Saint-Pierre de Tarentaise (<i>G. Letonnelier</i>).....	CXXII-CXXIII
BARBILLION (L.) : Soldats d'autrefois (<i>Ac- tion française</i>).....	CXXXVII-CXXXIX
FONT-RÉAULX (J. de) : Manuel des Etudes drômoises (<i>G. Letonnelier</i>).....	CXVIII
REDIER : Les cadets de Saumur (<i>C^t E. Jus- ter</i>)	CXXXIX
REGNAULT (H.) : Manuel d'histoire du droit français (<i>N. Didier</i>).....	CVIII-CIX
SECRET (Abbé Bernard) : Le Bon Pasteur de Chambéry (<i>G. Letonnelier</i>).....	CXL-CXLIV

TROISIÈME PARTIE

TRAVAUX ORIGINAUX

	Pages
BASSETTE (Louis) : Origines du cadastre parcellaire français	139-190
BLANCHARD (Marcel) : Discours de réception : La vertu politique de la route.....	205-223
CARACCIO (Armand) : Discours de réception : L'œuvre d'Antoine Chollier.....	115-130
DESCHIZEAUX (Jean) : Sur un dossier des archives de l'ordre des avocats.....	191-203
DIDIER (Noël) : La nomination de Laurent II Alleman à l'évêché de Grenoble (1518).....	23-40
JUSTER (Comm ^t E.) : Nouvelles recherches sur les ori- gines du drapeau tricolore.....	1-22
LETONNELIER (Gaston) : Chronique concernant les évé- nements qui se sont déroulés à Crémieu au début de la Révolution. 1789-1792.....	91-114
MARCIEU (Marquis de) : Ambassade de Venise de Ni- colas Prunier de Saint-André (1668-1671).....	85-90

TABLE DES MATIÈRES.

257

	Pages
MOREL (Jean-Baptiste) : Quelques aperçus sur les mœurs gallo-romaines dans la cité de Vienne.....	41-62
TRESSON (Abbé Paul) : Recueil de pièces intéressant la succession de Champollion-le-Jeune.....	63-84
VAILLANT (Pierre) : Discours de réception : Gap et les libertés gapençaises.....	231-237
VATIN-PÉRIGNON (Emile) : Réponse au discours de M. André Caraccio.....	131-137
— Réponse au discours de M. Marcel Blanchard...	225-230
— Réponse au discours de M. Pierre Vaillant.....	239-243
Table méthodique des matières.....	245-257

Autorisé par le Contrôle de Presse : 10/11/42.

Date du Dépôt légal : 10/12/42.

